



HU

HISTOIRE

F. BERGER G. FERRAGU

LE XX^e SIÈCLE

1914-2001

hachette
SUPÉRIEUR

3^e ÉDITION

LE XX^e SIÈCLE

1914-2001

FRANÇOISE BERGER

Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Grenoble

GILLES FERRAGU

Maître de conférences à l'université Paris Ouest-Nanterre-La Défense
ainsi qu'à Sciences Po Paris

hachette
SUPÉRIEUR

www.frenchpdf.com

3^e ÉDITION

Réalisation : PAON, GRAPH'IM 64

Cartographie : HACHETTE ÉDUCATION, sauf p. 236 b : LÉGENDES CARTOGRAPHIE

Illustration de couverture : 8 mai 1945, la population parisienne célèbre la fin de la deuxième guerre mondiale sur les Champs-Élysées. © Keystone-France.

© HACHETTE LIVRE 2016, 58, rue Jean Bleuzen, CS 70007, 92178 Vanves Cedex

www.hachette-education.com

978-2-01-320111-7

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des articles L. 122-4 et L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective », et, d'autre part, que « les analyses et les courtes citations » dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite ».

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français de l'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins 75006 Paris), constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Préface

Ouvrages de référence depuis de nombreuses années, les volumes de la collection Hachette Université « Initiation à l'Histoire » connaissent un succès auprès des étudiants et du public cultivé, attesté par les nombreuses rééditions qui ont vu le jour, tenant compte des progrès de la recherche aussi bien que des impératifs pédagogiques nouveaux.

L'objectif de ces volumes n'a pas changé : offrir à un large public les connaissances générales sur une période historique en une synthèse bien informée et clairement présentée. Les étudiants d'aujourd'hui, confrontés à un savoir que parcellisent les unités de valeur, aussi appelées « crédits », qu'ils doivent choisir, n'ont pas toujours acquis cette large base de connaissances qui leur permet de comprendre les grands traits d'une période et d'y situer les événements et les personnages qu'ils rencontrent au long de leur formation. Quant aux étudiants avancés, préparant les concours de recrutement de l'enseignement secondaire (Agrégation, CAPES), ils ont besoin de synthèses et de guides, d'un maniement commode, pour la préparation des épreuves de hors-programme, qui nécessitent aussi l'appréhension rapide d'une bonne bibliographie.

C'est à tous ces besoins que veulent répondre les collaborateurs de cette collection. Ils cherchent, avant tout, à faire acquérir aux étudiants des méthodes leur permettant d'ordonner leurs connaissances. Ils livrent ici le fruit d'une longue expérience pédagogique.

Ils veulent aussi transmettre les acquis les plus récents de la recherche sous une forme accessible au plus grand nombre. L'introduction à ces volumes, les annotations marginales, les appendices complétant les chapitres répondent à cette nécessité. Une présentation claire et structurée du texte, des cartes très maniables, réunies en un petit atlas historique, de courtes biographies, des croquis, des tableaux chronologiques, un index développé, font de ces manuels de commodités instruments de travail.

Michel BALARD

Sommaire

Préface	3
Introduction	7
 PREMIÈRE PARTIE. Un monde en guerre (1914-1945)	 9
1 La Première Guerre mondiale : une Europe terre de combats.....	11
Débats et enjeux : Subir la guerre et témoigner	21
2 Une Europe déchirée, des sociétés bouleversées	23
Débats et enjeux : Des sociétés traumatisées	32
3 Les transformations économiques de l'Europe et du monde dans l'entre-deux-guerres.....	34
Débats et enjeux : Les spécificités de la crise en France	44
4 Le monde anglo-saxon dans l'entre-deux-guerres	47
Débats et enjeux : La société de consommation, premier acte ?	60
5 De la Russie à l'URSS dans l'entre-deux-guerres.....	62
Débats et enjeux : Débats et controverses autour du communisme soviétique	74
6 L'Italie fasciste.....	76
7 L'Allemagne, de la république de Weimar au Reich nazi.....	86
Débats et enjeux : Weimar, la défaite d'une République	97
8 La France dans l'entre-deux-guerres	101
Le point sur	116
9 La montée des tensions en Europe et en Asie.....	120
10 La Seconde Guerre mondiale I. De la défaite du monde libre à sa libération	132
Débats et enjeux : La guerre asiatique, une guerre oubliée et une mémoire contestée ?	145
11 La Seconde Guerre mondiale II. La France dans la guerre.....	148
Débats et enjeux : Le régime de Vichy entre histoire et mémoire	164
12 Le bilan de la guerre.....	166
Débats et enjeux : Les « silences de Pie XII » au crible de l'Histoire	178
 DEUXIÈME PARTIE. Croissance et guerre froide (1945-1973)	 181
13 La nouvelle situation internationale et l'affrontement des blocs	183
Débats et enjeux : Les origines de la guerre froide	197
14 Les nouvelles puissances	199

15	La reconstruction et l'organisation économique et politique de l'Europe de l'Ouest (1945-1973).....	216
	Le point sur... : Le Royaume-Uni face aux débuts de la construction européenne	229
16	La fin des empires (1945-1975).....	232
	Débats et enjeux : Guerre d'Algérie : mémoires occultées, mémoires manipulées	243
17	La croissance économique et la transformation profonde de la société française après 1945.....	246
	Le point sur... : La crise de mai 1968 en France : sens et portée.....	256
18	L'évolution des sociétés occidentales européennes pendant la croissance (1945-1973)	260
	Le point sur... : L'immigration en Europe depuis 1945.....	272
TROISIÈME PARTIE. De la crise aux nouveaux conflits (1973-2001).....		275
19	De la marginalisation de l'Europe de l'Est à sa « libération ».....	277
20	La crise des sociétés industrielles et la mondialisation de l'économie.....	291
	Le point sur... : Les statistiques économiques et leur usage en histoire	304
21	La poursuite de la construction européenne après 1973.....	308
	Le point sur... : La Politique agricole commune.....	321
22	Une France entre tradition, reconversion et modernisation	324
	Débats et enjeux : Les crises urbaines	332
23	Les Amériques.....	336
24	Les nouveaux acteurs dans l'espace mondial.....	348
	Débats et enjeux : Quelle réforme pour l'ONU ?	360
25	Un monde déstabilisé	363
	Le point sur... : Les réseaux du terrorisme	377
26	Vers un monde globalisé et pacifié ?	381
	Le point sur... : La question environnementale dans les relations internationales.....	393
Table des cartes		398

Introduction

« *Nous autres, civilisations, savons désormais que nous sommes mortelles* » : la célèbre sentence de Paul Valéry pourrait servir d'épithète à un siècle dense, durant lequel on a pu dire que l'histoire s'accélérait, tant elle paraissait échapper aux hommes. Un siècle à la fois dense et court, scandé par des guerres, des affrontements de nature diverse, comme autant de continuation de la politique. Un siècle dont la cohérence doit être, comme d'autres (le siècle de Louis XIV ou celui de Victoria), cherchée en dehors de la seule démarche chronologique.

Quand débute le xx^e siècle ? Quand s'achève-t-il ?

Canoniquement, la date du 1^{er} janvier 1901 s'impose, mais ce siècle brutal, marqué par les idéologies, les conflits, les crises, semble plutôt naître au début du mois d'août 1914, alors que les pays d'Europe et leurs empires coloniaux se préparent à entrer dans une Grande Guerre dont les conséquences s'étendent jusqu'à nos jours. Un siècle marqué par une forme de guerre nouvelle, totalisante, qui interrompt l'idée même de progrès en dévoilant aux hommes les abîmes d'une science qu'ils pensaient libératrice. Un siècle qui voit les idéologies se heurter, mettant en balance les individus, un siècle féroce et diabolique, celui des camps de la mort. Mais aussi un siècle audacieux, où l'homme part à la conquête de la Lune.

Ce siècle trouverait son achèvement avec la chute – lente – d'un système, le communisme, et de son héraut, l'Union soviétique. L'extinction de la « grande lueur » venue de l'Est laisse la place à des sociétés que l'on dit, finalement, désenchantées. Ni la religion, ni le socialisme n'auront régénéré l'humanité, abandonnée à une histoire qui n'aurait plus de « sens »... au sens où les philosophes des Lumières l'entendaient. Là aussi, les dates s'entrechoquent : 1989 et la chute symbolique du mur de Berlin, 2001 et l'effondrement des tours jumelles du *World Trade Center*. Entre ces deux dates, le monde a fait le constat d'une puissance désormais dominante – une hyperpuissance même (H. Védérine), dont le modèle socioculturel s'est imposé, avec, à sa traîne, un libéralisme politique encore contesté – et, dans le même temps, une puissance finalement vacillante, hantée par la menace d'une crise majeure comme celle de 1929 ou par un assaut inattendu, comme celui du terrorisme. Le siècle de la « fin de l'histoire » (F. Fukuyama) et de son dépassement par un conflit nouveau, entre les États, et un phénomène protéiforme comme le terrorisme. Un « court xx^e siècle » pour reprendre la formule de l'historien Eric Hobsbawm, mais un siècle gros d'espoir et de souffrances.

Cet ouvrage s'adresse aux étudiants de premier cycle universitaire, de classes préparatoires et d'IEP, et plus largement aux amateurs d'histoire contemporaine.

Il entend porter sur ce siècle un regard synthétique, non pas révolutionnaire, mais actualisé, sur des périodes, des questions, des problématiques historiques et historiographiques. Divisé en trois grandes parties, il propose au lecteur une synthèse, par chapitre, de phénomènes comme les guerres mondiales ou les crises économiques, de l'évolution d'aires nationales ou continentales, mais aussi des transformations sociétales, tant l'histoire est, d'abord, un regard porté sur un contexte qui se modifie constamment. Ces synthèses sont complétées (en marge du texte) par des documents (sources, tableaux, graphiques), des définitions ou des rappels qui permettent d'en illustrer ou d'en éclaircir certains aspects. À la fin de chaque chapitre, on trouvera une sélection bibliographique classée par thèmes, qui permettra d'approfondir certaines questions ou mieux comprendre les débats en cours. Enfin, chaque chapitre est accompagné d'une mise au point sur une question plus précise, liée à l'actualité (« *Le point sur* ») ou sur des débats historiographiques récents (« *Débats et enjeux* »).

Une première partie, qui va de 1914 à 1945, traite de ce que certains commentateurs ont jugé être « une guerre de trente ans » : de fait, l'Europe entraîne alors le monde dans deux conflits planétaires, des conflits vastes dont il faut présenter les origines, les développements et les phases, les nouveautés (stratégiques, économiques, culturelles, idéologiques) et surtout les

conséquences. Car à l'issue de chaque conflit, les sociétés connaissent des transformations brutales : les rapports de puissances évoluent, le traumatisme de la guerre pèse sur les individus et les États, les idéologies nouvelles – nées de la guerre – s'imposent, de même que de nouvelles technologies, forgées pour les champs de batailles et bientôt adaptées à la paix. La modernité – ce processus qui fait passer lentement les sociétés d'un ancien régime à un modèle contemporain – trouve dans la guerre un formidable accélérateur... mais à quel prix ? La France est, logiquement, l'objet d'une attention plus soutenue, mais chaque puissance, ancienne (Allemagne, Italie, Royaume-Uni) et émergente (États-Unis, URSS) est interrogée, ceci afin de comprendre par quel mécanisme l'Europe, quelques années après un immense carnage, peut se lancer de nouveau dans une guerre terrifiante.

La seconde partie, qui s'étend de l'après-guerre au milieu des années 1970, porte sur cette modernité qui semble désormais banale : une société nouvelle s'impose peu à peu, qui bénéficie d'un progrès technologique exponentiel. Après deux guerres incroyablement meurtrières, le monde se réveille assoiffé de paix et de justice. Mais la Seconde Guerre mondiale ne clôt pas véritablement le cycle de la guerre et débouche en fait sur de nouveaux conflits, d'une nature différente. La guerre froide qui s'installe oppose deux blocs idéologiquement distincts. Les repères changent, les puissances évoluent, les enjeux se diversifient : énergie, droits de l'homme, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc. Tandis que les anciennes nations colonisées s'affranchissent – plus ou moins violemment – de la tutelle coloniale, les sociétés occidentales découvrent les charmes et les vertiges du consumérisme. Si globalement, les sociétés occidentales sont devenues des sociétés pacifiées, intégrées dans des réseaux régionaux, internationaux et transnationaux, les crises (pétrolières, économiques et politiques) mettent en évidence la fragilité des équilibres fondés dans les après-guerres.

La troisième partie observe le monde tel qu'il ressort de cette guerre qui n'en finit pas : aux lendemains de la guerre froide, lendemains hésitants, le monde de 1914 semble avoir définitivement disparu. L'Europe solde ses comptes avec son histoire coloniale, les grandes puissances voient apparaître, dans leur sillage, de nouveaux concurrents tandis que des problématiques nouvelles (écologie, jeunesse, surpopulation, gestion de l'eau, sources d'énergie, mondialisation, etc.) se font jour. La construction européenne se poursuit, gage de stabilité dans un monde qui reste dangereux, et qui a vu les tensions s'exporter du cœur de l'Europe au Proche et au Moyen-Orient et à l'Asie du Sud-Est. Des conflits demeurent, chroniques ou latents (en particulier en Afrique), mais dans un monde où la communication est rendue non seulement possible, mais plus facile, tant du fait des institutions internationales que des progrès de la technologie, il faut savoir ne pas désespérer de la paix.

Présenter un manuel qui prétend offrir de ce siècle une synthèse est un projet forcément ambitieux, et donc discutable. Cet ouvrage ne revendique pas l'exhaustivité, mais il propose, dans un format compact, les premiers éléments d'une compréhension globale de notre temps, à partir de divers faisceaux d'explication. En cela, il invite ses lecteurs à jeter un regard d'historien sur une histoire à la fois passée et encore proche.

Un monde en guerre (1914-1945)

PREMIÈRE PARTIE

- 1 La Première Guerre mondiale :
une Europe terre de combats**
- 2 Une Europe déchirée, des sociétés bouleversées**
- 3 Les transformations économiques de l'Europe et du monde
dans l'entre-deux-guerres**
- 4 Le monde anglo-saxon dans l'entre-deux-guerres**
- 5 De la Russie à l'URSS dans l'entre-deux-guerres**
- 6 L'Italie fasciste**
- 7 L'Allemagne, de la république de Weimar au Reich nazi**
- 8 La France dans l'entre-deux-guerres**
- 9 La montée des tensions en Europe et en Asie**
- 10 La Seconde Guerre mondiale
I. De la défaite du monde libre à sa libération**
- 11 La Seconde Guerre mondiale
II. La France dans la guerre**
- 12 Le bilan de la guerre**

La Première Guerre mondiale : une Europe terre de combats

Lorsqu'en août 1914 la guerre éclate en Europe entre les grandes puissances, chaque belligérant croit en une victoire rapide... Quatre années plus tard, le constat est tout autre. La guerre européenne s'est étendue au monde, du fait des empires coloniaux et des traités d'alliance. Elle a déclenché sur le continent un ouragan de violence, entraîné des millions de morts. Le déclin des puissances européennes commence. Surtout, l'optimisme et la croyance au progrès du XIX^e siècle sont désormais tempérés par un conflit si terrifiant qu'on l'a appelé très tôt « la Grande Guerre », une guerre industrielle qui utilise les progrès scientifiques pour les transformer en instruments de mort. Dans des sociétés peu à peu intégrées complètement à l'effort de guerre, la violence se banalise et face aux impasses de la démocratie comme de la science, la guerre, et ce qu'elle impose, devient bientôt la norme.

1 L'Europe fait basculer le monde dans la guerre

■ Un affrontement entre nationalismes, en germe depuis la fin du XIX^e siècle

Sur le plan juridique, le traité de Versailles, dans son article 231, définit clairement les responsabilités de la guerre qui a coûté la vie à dix millions d'hommes : l'Allemagne serait la seule responsable... assertion discutable. Au-delà des rivalités économiques et financières, l'impérialisme des États et le climat nationaliste exacerbé par des crises graves, renforcés par le jeu des alliances et par des raisons diverses des États, apportent des éléments permettant d'expliquer les causes du conflit.

■ Les causes profondes : rivalités internationales et traités d'alliance

Cette interrogation ramène aux **tensions franco-allemandes** du XIX^e siècle, tensions de divers types : politiques (la France républicaine se dressant contre un empire allemand hostile aux valeurs de 1789, la mémoire conflictuelle de la Révolution française et de Napoléon d'une part, de Bismarck et de l'unification allemande achevée à Versailles d'autre part), économique (entre deux puissances industrielles), coloniales (au Maroc...), nationales (avec la question de l'Alsace-Lorraine, provinces « perdues » pour une France qui rêve de la revanche) et militaire (l'affaire Dreyfus a montré l'ampleur de cette tension, manifestée par une « course au service militaire » et aux armements). Ce ne sont pas du reste les seules tensions internationales et il faut évoquer en outre la tension austro-russe (pour le contrôle des Balkans), anglo-allemande (une rivalité industrielle et maritime)... Ces rivalités s'affichent au sein des deux systèmes d'alliance antagonistes : la Triple Alliance (ou Triple) et la Triple Entente.

La Triple est le premier système à se mettre en place. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ayant constitué une alliance ou Duplice en octobre 1879, l'Italie les rejoint en 1882, et la Triple naît, devant être renouvelée tous les cinq ans. La France, qui semble encerclée, entreprend alors de desserrer l'étau diplomatique pensé par Bismarck.

◆ « Si aujourd'hui on se demande à tête reposée pourquoi l'Europe est entrée en guerre en 1914, on ne trouve pas un seul motif raisonnable, pas même un prétexte. Il ne s'agissait aucunement d'idées, il s'agissait à peine de petits districts frontaliers ; je ne puis l'expliquer autrement que par cet excès de puissance, que comme une conséquence tragique de ce dynamisme interne qui s'était accumulé durant ces quarante années de paix et voulait se décharger violemment. [...] Quatre fois, cinq fois, à Agadir, dans la guerre des Balkans, en Albanie, on s'en tint au jeu ; mais les grandes coalitions resserraient sans cesse leurs liens, se militarisaient toujours plus. En Allemagne, on établit en pleine paix un impôt de guerre ; en France, on prolongea la durée du service ; finalement, les forces en excès durent se décharger, et les signes météorologiques dans les Balkans indiquaient la direction d'où les nuages approchaient déjà de l'Europe. » ◆

Stefan Zweig, *Les Rayons et les ombres sur l'Europe*, 1944.

L'alliance franco-russe est signée en 1893. La France se rapproche de l'Italie par une série d'accords de non-agression (1900-1902). Cette politique française visant à rompre l'encerclement se concrétise enfin par l'Entente cordiale signée en 1904 avec le Royaume-Uni, mettant fin aux rivalités coloniales entre les deux pays. Le règlement du différend entre Grande-Bretagne et Russie en Orient et Extrême-Orient permet de rapprocher les deux pays et de former un bloc contre la Triple Alliance, la **Triple Entente**.

■ Les causes immédiates : Sarajevo et la mécanique des traités

L'assassinat le 28 juin 1914 à Sarajevo de l'archiduc héritier du trône d'Autriche François-Ferdinand par un étudiant bosniaque, Gavrilo Princip, membre d'une société secrète nationaliste serbe pousse l'Autriche-Hongrie à l'épreuve de force contre la Serbie. Le kaiser allemand Guillaume II donne son appui au gouvernement austro-hongrois qui adresse un ultimatum le 23 juillet à la Serbie, qui ne rejette qu'un article. Cela suffit à l'Autriche pour lui déclarer la guerre le 28 juillet. Les principaux États espèrent que le conflit restera localisé. Cependant le jeu des alliances va étendre le champ de la guerre à toute l'Europe. La Russie, forte du soutien de la France, mobilise les 29 et 30 juillet. L'Allemagne, dont l'empereur s'est convaincu depuis longtemps de la nécessité d'une guerre, répond par **un ultimatum** à la Russie et à la France le 31 juillet. La France, qui estime vital pour sa sécurité de devoir soutenir la Russie mobilise le 1^{er} août tout comme l'Allemagne, qui déclare la guerre à la Russie et le 3 août à la France. Le 2 août, les troupes allemandes envahissent le Luxembourg et, le soir l'Allemagne remet un ultimatum à la Belgique. La Grande-Bretagne, qui a multiplié les tentatives de conciliation, ne peut accepter la violation de la neutralité belge par les troupes allemandes le 3 août qui donnerait le contrôle du port d'Anvers à sa rivale sur les mers et déclare la guerre à l'Allemagne le 4 août. Cet enchaînement de déclarations de guerre se fait en phase avec des opinions publiques résignées et convaincues que la guerre sera courte. La course à la guerre s'achève, temporairement, le 4 août.

■ Une guerre qui devient mondiale

Du fait des empires coloniaux et du Commonwealth britannique, la guerre européenne s'impose hors du continent européen. En effet, les belligérants font appel aux ressources, humaines et matérielles, de leurs colonies quand celles-ci ne deviennent pas même un terrain d'affrontement (comme l'Afrique – en particulier l'Afrique orientale – et le Pacifique, où l'Allemagne détient des colonies).

Toutefois, **les empires coloniaux** sont diversement mis à contribution : si les Anglais mobilisent 1,5 million de colonisés, ceux-ci demeurent largement dans les territoires coloniaux. Il en va de même pour les colonies allemandes. La France mobilise également son empire (600 000 hommes) mais pour la guerre européenne. L'impact psychologique est énorme. De même, on fait venir des travailleurs aux armées ou en usine (220 000 hommes sont recrutés), très encadrés par des dispositifs combinant défiance et paternalisme. C'est l'aspiration à l'égalité qui semble animer ces troupes. Le sacrifice sera en tout cas égalitaire, comme l'atteste le taux de pertes totales (morts, blessés, disparus) : soldats maghrébins 22,7 %, sénégalais 22,4 %, indochinois 3,7 %, infanterie métropolitaine 22,9 %.

DU TERRORISME À LA GUERRE MONDIALE

◆ Avec l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, héritier de l'Empire austro-hongrois, à Sarajevo le 28 juin 1914, par Gavrilo Princip, un membre de l'organisation Serbe « La Main Noire », s'engage un processus de course à la guerre. Les tensions accumulées entre les grandes puissances durant les précédentes crises (crises du Maroc 1906 et 1911, guerre des Balkans de 1912-1913) éclatent. On pourrait rapprocher du drame de Sarajevo l'assassinat de Jean Jaurès. Depuis des années, les mouvements pacifistes et ouvriers s'opposent à la montée du militarisme, et la II^e Internationale avait décidé que si la guerre venait à éclater, les partis socialistes en appelleraient à la grève générale dans leur pays. Jean Jaurès, en France, est la figure la plus représentative du pacifisme, appelant à lutter contre la guerre, notamment par la grève générale. Père de l'unification des courants socialistes, intarissable défenseur de la cause ouvrière, il semble seul avoir eu la carrure pour s'opposer à la montée militariste. Le 31 juillet 1914, à 21 h 40, il est assassiné par Raoul Villain, un jeune nationaliste. ◆

Cette mondialisation est également le résultat **des ralliements** : la Turquie (1914), les États-Unis (en 1917), l'Italie et la Bulgarie (en 1915), la Roumanie (1916), le Japon (1914)... entrent dans le conflit pour des raisons diverses, souvent pour des promesses de gains territoriaux à la victoire comme avec le pacte de Londres d'avril 1915 pour l'Italie. En particulier, l'entrée en guerre des États-Unis (6 avril 1917), justifiée par la guerre sous-marine à outrance déclenchée par l'Allemagne (torpillage du Lusitania, le 7 mai 1915, avec plus d'un millier de passagers civils dont 200 Américains), vient symboliquement renforcer le camp de l'Entente au moment de la défection russe : « le soleil se lève à l'ouest » (A. Kaspi).

Enfin, **la stratégie** même impose de sortir d'Europe : l'opération des Dardanelles pensée par Churchill (février-mai 1915), aux frontières du continent européen, est conçue comme une manière de contourner l'adversaire. De même, les offensives turco-allemandes sur le canal de Suez (février 1915) ou anglaise en Mésopotamie (novembre 1914-décembre 1915) sont autant de tentatives de porter la guerre hors du contexte européen, qui paraît bloqué par la guerre de tranchées. Enfin, la guerre sur mer (mer du Nord et océan Atlantique principalement, ainsi que la mer Méditerranée et l'océan Pacifique), trop souvent oubliée au profit des opérations terrestres, fut pourtant très dure, notamment du fait des expéditions des U-boat (sous-marins) allemands et de la tentative de blocus maritime de l'Angleterre.

◀ VOIR CARTES A P. 400
ET B P. 401 ▶

■ La réaction des populations

Contrairement au mythe du départ des soldats, « la fleur au fusil », c'est plutôt par **la résignation et l'accablement** que les populations réagissent à la nouvelle de la guerre. En France, l'état-major prévoyait 13 % de réfractaires : seuls 1,5 % manquent à l'appel. Encore faut-il distinguer les armées qui reposent sur le volontariat (comme l'armée britannique, qui n'impose la conscription qu'à partir de 1916) et celles qui reposent sur la conscription. Dans des nations encore très rurales, le mois d'août est le mois des moissons et la mobilisation est vécue comme une catastrophe pour les travaux agricoles. En outre, tant en France qu'au Royaume-Uni, l'opinion publique est plus intéressée par les questions intérieures (du fait divers – l'assassinat du directeur du *Figaro* par l'épouse d'un ministre en France – jusqu'au risque d'une crise sociale majeure et d'une guerre civile irlandaise au Royaume-Uni). En Russie, on signale même quelques révoltes de conscrits et de paysans (dans 49 des 101 provinces de l'empire russe), rapidement réprimées. Une caractéristique demeure commune à la plupart des populations belligérantes : une réconciliation générale, sur l'autel de la patrie se produit, que ce soit en France (**Union sacrée**), en Allemagne (*Burgfrieden*), en Belgique (entre Wallons et Flamands)... réconciliation dont la conséquence sera politique avec la formation de gouvernements d'unité nationale, rassemblant la plupart des partis politiques.

Certes, **des voix discordantes** se font entendre, qui vont peu à peu s'amplifier : l'assassinat de Jaurès le 31 juillet 1914 – à la veille de prononcer un grand discours pacifiste – témoigne du climat de tension lié à la guerre. Aussi les voix pacifistes sont-elles rares au début du conflit et des divisions se manifestent au sein d'institutions traditionnellement pacifistes : l'Église catholique (mais le pape Pie X meurt en août 1914, remplacé par Benoît XV), le mouvement socialiste, le syndicalisme. Ainsi, si une majorité de socialistes européens accepte le conflit, une minorité (dont Lénine, Trotski, Karl Liebknecht...) refuse de voter les crédits de guerre et manifeste son opposition. De même, le Saint-Siège se heurte aux Églises nationales, qui soutiennent

SOLDATS ALLEMANDS SUR LE DÉPART
POUR LA GUERRE



© Bundesarchiv, Truppentransport, August 1914, Tellmann Oscar.

l'effort de guerre. Retiré en Suisse, l'historien et écrivain Romain Rolland publie en septembre 1914, dans le *Journal de Genève*, une tribune pacifiste « Au-dessus de la mêlée » dans laquelle il dénonce la guerre sans prendre parti, tribune qui reste célèbre à cet égard.

2 Une guerre d'un nouveau genre ?

La nouveauté se situe déjà sur le front, au milieu des armées combattantes. L'ampleur des armées de millions d'hommes, le rôle majeur de l'artillerie et des armes nouvelles (les gaz, l'aviation, les chars...), la stratégie – qui privilégie la défensive et l'usure – matérialisée par les tranchées, et surtout la durée du conflit, tout cela bouleverse les conceptions que les contemporains avaient de la guerre. Après l'Amérique de la guerre de Sécession, l'Europe entre dans l'ère de la guerre industrielle.

■ Une violence nouvelle ?

Le déclenchement de la guerre voit tout d'abord s'affronter deux « plans » militaires, français et allemand : pour l'Allemagne, il s'agit du plan Schlieffen, qui prévoit d'attaquer la France par le Nord, ce qui suppose de passer par la Belgique, neutre depuis sa création au XIX^e siècle. Du côté français, il s'agit du plan XVII, qui envisage un conflit localisé sur la seule frontière franco-allemande, donc en Alsace-Lorraine, et prêche l'**offensive à outrance**. L'ultimatum allemand, qui précède l'invasion, la justifie par d'hypothétiques agressions françaises. Il éclaire ainsi une dimension majeure du conflit, celle de la guerre « pour le droit » : chaque belligérant entend légitimer « sa » guerre contre un adversaire qualifié de barbare, cible d'une propagande qui frise parfois le racisme (afin de justifier toute violence « de guerre »). Cette dimension – qui préfigure le rôle croissant du droit international dans les relations entre États – doit être prise en compte tant dans l'évolution des mentalités durant le conflit, que pour les règlements d'après-guerre. Le cas du **génocide arménien**, mené entre avril 1915 et juillet 1916 par le gouvernement jeune turc, qui entraîne la mort de près de 1,2 million d'Arméniens d'Anatolie, accusés faussement de collaborer avec la Russie, illustre le poids des représentations racistes dans la construction de l'image de l'ennemi.

■ De la guerre de mouvement à la guerre de tranchées

On peut distinguer **trois grandes phases** dans les opérations de la Grande Guerre. Une première phase, dite guerre de mouvement, qui commence par la bataille des frontières et se clôt avec la « course à la mer », voit les armées ennemies se lancer dans une course dans l'espoir de contourner les forces adverses et les prendre à revers. Cette première phase, qui dure jusqu'à la fin de l'année 1914, détermine un front qui s'étend des Alpes à la mer du Nord et fige les armées dans un face-à-face qui va durer trois années. S'enterrant dans des fortifications de fortune, creusées à même le sol, les soldats s'installent dans une guerre de tranchées et dans une stratégie plutôt défensive, ponctuée par quelques grandes offensives dans le but d'effectuer une percée des lignes adverses, ou du moins de « saigner » suffisamment l'adversaire pour l'affaiblir moralement. L'autre stratégie envisagée est celle du contournement, par des opérations aux marges (telle l'affaire des Dardanelles, à partir de janvier 1915). Enfin, une dernière phase, en août 1918, reprise de la guerre de mouvement du fait de la percée du front allemand, clôt le conflit sans une véritable défaite de l'Allemagne.

◆ « Nous sommes devenus des animaux dangereux, nous ne combattons pas, nous nous défendons contre la destruction. Ce n'est pas contre les humains que nous lançons nos grenades, car à ce moment-là nous ne sentons qu'une chose : c'est que la mort est là qui nous traque, sous ces mains et ces casques. La fureur qui nous anime est insensée ; nous ne pouvons que détruire et tuer, pour nous sauver... pour nous sauver et nous venger. » ◆

E.-M. Remarque, *À l'Ouest rien de nouveau*, 1928.

En effet, à la signature de l'armistice, le 11 novembre, l'Allemagne n'est pas envahie et l'armée allemande est loin d'être anéantie.

■ Les grandes offensives de la guerre

Passées les premières batailles – la bataille des frontières et la bataille de la Marne (août-septembre 1914) à l'ouest, Tannenberg (août 1914) à l'est... – face à l'enlèvement progressif des armées dans les tranchées, le temps des offensives est venu. Car de manière paradoxale, la guerre des tranchées suscite de grandes offensives sur tous les fronts, afin de percer, ou de contourner le dispositif adverse. On peut ainsi, durant la guerre, distinguer plusieurs fronts et, sur chacun de ces fronts, noter quelques offensives et batailles majeures. L'ampleur des offensives n'est pas forcément une condition de succès : celle de Verdun, censée – du point de vue allemand – « saigner à blanc l'armée française » (selon le général allemand Falkenhayn) et ébranler le moral, illustre les limites de cette stratégie. En dépit des 37 millions d'obus tirés, des 377 000 morts français et des 337 000 morts allemands, **le résultat demeure médiocre**. De même, on peut considérer que l'échec de l'offensive Nivelle, sur le Chemin des Dames (130 000 victimes en 5 jours, pour une avancée de 500 m), est l'un des éléments déclencheur du mouvement de mutinerie qui touche l'armée française en 1917. Les grandes offensives justifient également des changements de stratégie et d'organisation : ainsi, les 600 000 morts et prisonniers italiens de l'offensive autrichienne de Caporetto imposent – lors de la conférence de Rapallo, en novembre 1917 – la formation d'un premier conseil de guerre suprême de l'Entente, de manière à coordonner les efforts des armées sur les divers fronts.

LES PRINCIPALES OFFENSIVES

Fronts	Offensives majeures
Front ouest	La Somme (juillet-novembre 1916) Verdun (février-décembre 1916) Le Chemin des Dames (offensive Nivelle), avril 1917 Passchendaele (juillet-novembre 1917) Offensives Michel (mars-avril 1918), Georgette (avril 1918) et Blücher-Yorck (mai-juin 1918) Saint Mihiel (septembre-novembre 1918)
Front est	Offensive Gorlice-Tarnow (mai-septembre 1915) Offensive Broussilov (juin-septembre 1916) Offensive Kerenski (juin-juillet 1917)
Front italien	Offensive de l'Issonzo (11 batailles entre juin 1915 à septembre 1917) Le Trentin (mai-juin 1916) Caporetto (octobre-novembre 1917) La Piave (juin-juillet 1918) Vittorio Veneto (octobre 1918)
Front balkanique	Invasion de la Serbie (octobre-novembre 1915)
Front turc	Gallipoli (avril 1915-décembre 1915)
Autres fronts	Bataille navale du Dogger bank (janvier 1915) Bataille navale du Jutland (mai 1916)

◀ VOIR CARTES P. 400-401 ▶

■ De nouvelles armes pour une guerre moderne

Cette nouvelle forme de guerre suppose le développement d'armes nouvelles, de nouvelles manières de combattre adaptées à la stratégie défensive (les tranchées) ainsi qu'à la totalisation et à l'ampleur des armées. Du fait des tranchées, c'est **l'artillerie** qui s'impose comme l'arme essentielle de cette guerre. Tirant principalement des obus à shrapnells, très efficaces contre l'infanterie (du fait des éclats), les canons dominent les champs de bataille, annoncent – par de longues préparations d'artillerie – les offensives de l'infanterie, et, de manière plus générale, sont responsables de plus des deux tiers des décès. L'une des plus célèbres pièces d'artillerie, la Grosse Bertha (qui tire des obus de 800 kg, de 420 mm, à 12 km de portée), fut utilisée à partir d'août 1914 pour les sièges des villes de Belgique.

Significativement, le casque à pointe allemand et le pantalon garance (rouge) français disparaissent au profit du casque d'acier (3 kg) du Landser et de la tenue bleu horizon du Poilu, censée se confondre avec le terrain. La protection contre l'artillerie (et notamment les shrapnells) et le développement du camouflage font partie des nombreuses innovations entraînées par ce conflit d'un genre nouveau. De nouvelles armes apparaissent, dont le rôle ne fera que s'accroître par la suite. Le cas des gaz de combat est le plus significatif, du fait de son interdiction d'après-guerre. **La guerre chimique** débute dès 1915. Le savant allemand Fritz Haber (prix Nobel de chimie en 1918) est l'un des artisans de cette industrie et invente des produits suffocants, toxiques, vésicants. En 1918, un obus sur quatre contient un agent chimique et

◆ « Landser », « Poilu », « Tommy », « Sammy » : autant de termes familiers désignant les soldats allemand, français, américain et anglais. ◆

les principaux belligérants se sont dotés de services adéquats. Autre invention promise à un grand avenir, le char de combat a une histoire déjà ancienne (Léonard de Vinci) mais c'est la Grande Guerre qui le révèle, du fait d'initiatives française et anglaise (W. Churchill en est un farouche partisan). Utilisé à partir de 1917, avec des résultats mitigés, il s'impose néanmoins comme une arme d'avenir.

L'aviation est également stimulée et l'on passe de 5 000 appareils évoluant en 1914 dans le monde, à 200 000 appareils en 1918. Très tôt, ce secteur a attiré l'attention des militaires. Ainsi, le Royaume-Uni s'est pourvu, dès 1912, du *British Royal flying corp*. Avec le conflit, l'aviation connaît une croissance forte et planifiée, non seulement du point de vue technologique, mais également en termes de formation des pilotes et mécaniciens. La production française est de qualité et importante (52 000 avions entre 1914 et 1918), mais la concurrence allemande est rude. En Allemagne, le secteur est en effet puissant et inventif : en construisant moitié moins d'appareils, l'Allemagne fait jeu égal avec l'Entente, du fait d'un matériel de qualité supérieure (en terme de vitesse et de plafond). Par exemple, en 1915, l'invention du système de tir à travers l'hélice (le « fléau Fokker ») assure aux pilotes allemands la maîtrise du ciel durant quelques mois avant d'être copiée. Une forme de course quantitative et technologique se met en place entre les puissances. De même, l'ampleur des armées favorise le développement des **télécommunications**, qui permettent la coordination des armées : Telefunken (Allemagne), Marconi (Angleterre) ou encore la Société française de Radioélectricité passent du stade quasi artisanal à la production de masse, adaptant par ailleurs une invention américaine, la triode (qui détecte et amplifie les ondes radio).

3 Les sociétés prises à partie : la totalisation du conflit

L'une des nouveautés de ce conflit est qu'il s'étend à la société entière, que ce soit de manière très concrète avec l'occupation de la Belgique et du Nord de la France, ou plus diffuse, avec l'effort de guerre consenti par la société civile. Cette expérience est plus ou moins écartée des commémorations d'après-guerre : l'épopée militaire masque tout. Il est pourtant nécessaire de se plonger dans cette histoire d'une société totalement en guerre, à la fois instrument et cible des armées.

■ Les occupations

Dès l'invasion allemande en Belgique le 4 août, des rumeurs circulent concernant des « atrocités » perpétrées par les troupes. Si certains faits semblent avérés, cette rumeur est aussi le résultat d'une propagande efficace (en particulier, le mythe des « mains coupées ») qui trouve son équivalent, côté allemand, dans la peur du « franc-tireur » qui justifierait toutes **les exactions contre les civils**. Le thème s'insère en tous les cas largement dans les propagandes au nom d'une « guerre pour le droit » qui doit justifier tous les sacrifices. Autant d'images propagées par des réfugiés : en effet, la Première Guerre mondiale invente un personnage typique du xx^e siècle, le réfugié fuyant devant la guerre (on le retrouve bien sûr en 1940 au temps de l'exode). L'occupation de la Belgique et du Nord de la France débute, qui durera quatre années, avec son lot de violences, de réquisition, de privations, de peurs diverses et d'incertitudes quant aux sorts des proches, mobilisés ou situés en zone libre : le travail forcé, les déportations, les

◆ On estime que 6 000 civils sont morts durant l'avancée allemande. ◆

évacuations imposées sont autant de traumatismes pour une société frappée directement par la guerre et devenue, du point de vue allemand, « zone d'étape ».

■ De l'état de guerre à l'État en guerre

Dès l'entrée en guerre, les sociétés passent sous un **contrôle militaire** : Paris est soumis aux dispositions générales de l'état de siège qui s'appliquent à la zone de l'arrière. L'essentiel des attributions du préfet de police passent entre les mains du général commandant la place de Paris (Michel puis Gallieni) à qui échoit la police et le maintien de l'ordre. Dès lors, l'autorité militaire est amenée à régir de nombreux aspects de la vie quotidienne des Parisiens (horaires d'ouverture des lieux publics, circulation, entrées et sorties aux portes de Paris, éclairage...). De même, en Allemagne, les autorités militaires disposent, du fait du danger de guerre, non seulement des pouvoirs des länders, mais encore de la possibilité de passer outre les droits constitutionnels. L'état de guerre transforme les institutions en les adaptant au contexte de guerre.

■ L'effort de guerre : le rôle des sociétés civiles

Rapidement, la société est complètement engagée dans la guerre, et l'effort économique est essentiellement tourné vers le front et ses besoins. On peut parler d'une **mobilisation industrielle** qui suppose déjà une organisation nouvelle pour répondre à des défis nombreux et à des difficultés nouvelles (la main-d'œuvre, les matières premières). Les bouleversements opérés par ces changements affectent bien évidemment le monde du travail dans ses règles et lois (les droits étant en partie suspendus et les syndicats invités à collaborer à l'effort de guerre), ses usages (notamment par l'introduction du travail à la chaîne pour pallier le manque d'ouvriers qualifiés) et sa culture (pour la place accordée aux femmes). On peut donc se demander comment les sociétés envisagent leur rôle et la nécessaire adaptation au conflit : à cet égard, les historiens parlent d'une « **culture de guerre** » qui s'étendrait à l'Arrière, une communauté de valeurs qui se met en place (différente du front mais qui mobilise la population civile et permet de supporter la guerre).

■ La mobilisation des esprits

On parle en effet d'une mobilisation de l'arrière pour secourir les blessés, mais aussi aider les soldats à tenir moralement (comme avec l'institution, en France, de la marraine de guerre) et physiquement, voire secourir leurs familles dans le besoin. Cette mobilisation passe par des réseaux traditionnels publics et privés, ainsi que par un appel général à la générosité du public. De **nouvelles normes morales** s'imposent, dominées par les valeurs de devoir, de solidarité et de sacrifice : l'implication dans les œuvres de guerre est ainsi présentée comme un substitut du combat militaire. La cohésion sociale fait le pendant à l'union sacrée politique. De la sorte, l'ordre moral touche la plupart des sociétés, y compris les enfants (considérés à la fois comme des soutiens autant que comme des justifications). La mobilisation des esprits passe également par la **propagande** (on parle alors de « bourrage de crâne ») et, parallèlement, par la censure de presse. Au siècle des idéologies, l'information est devenue un enjeu, voire une arme.

LA MARRAINE DE GUERRE

◆ La « marraine de guerre » – une femme qui entretient une correspondance avec un ou plusieurs soldats – s'inscrit dans la logique de la guerre totale, où l'arrière est mobilisé pour soutenir le front. Elle apparaît en 1915 avec la création d'une première association, la Famille du soldat : le marrainage permet à des femmes, dans une société encore très conservatrice, d'écrire à des inconnus et d'échanger lettres et colis (en se rappelant que la correspondance des armées est surveillée). 25 000 poilus y eurent recours, non sans provoquer des débats au sujet de l'immoralité possible de ce type de relation épistolaire, car la dimension sentimentale apparut très rapidement, avec, idéalement, un mariage, la paix advenue. ◆

■ La guerre dénoncée : le pacifisme

L'unanimité de l'entrée en guerre, où seules quelques voix discordantes (tel Romain Rolland) se font entendre, s'use peu à peu avec le conflit : la lassitude de la guerre nourrit, dans toutes les sociétés belligérantes, un pacifisme qui s'affiche de plus en plus, tant dans les sociétés civiles que sur les fronts.

Deux conférences, réunies en Suisse, à Zimmerwald (du 5 au 8 septembre 1915) et à Kienthal (du 24 au 30 avril 1916), manifestent cette **renaissance de l'internationalisme** (elles rassemblent des militants socialistes et syndicalistes venus de toute l'Europe, et notamment des pays belligérants) – en dépit d'un écho plus que restreint. L'année 1917, avec la révolution russe, fait resurgir le pacifisme au sein des sociétés : accusés de propager le défaitisme, les socialistes se voient imputer la responsabilité de la défaite italienne de Caporetto, ainsi que le mouvement des mutineries qui affecte l'armée française. En France, le radical George Clemenceau, appelé par le président Raymond Poincaré en novembre 1917 pour former un gouvernement, lutte durement contre le pacifisme et le défaitisme, jusqu'à incarner « le père la victoire », symbole de la ténacité française.

Autre acteur majeur du pacifisme en guerre, le **Saint-Siège** adapte lentement son discours au conflit, passant du bilatéralisme (dès 1915, il tente de s'entremettre pour des négociations austro-italienne et franco-allemande) au multilatéralisme de la note de paix du 1^{er} août 1917, qui précise les conditions d'une « paix blanche » sans vainqueurs ni vaincus, fondée sur le désarmement, l'arbitrage, le *statu quo* territorial (de 1914) et la liberté des mers. Toutefois, Benoît XV, qui dénonce par ailleurs le « suicide de l'Europe civilisée » (mars 1916), demeure incompris et sa proposition est assimilée à du défaitisme par les belligérants. Une tentative similaire est faite du côté protestant par l'archevêque luthérien et primat de Suède Nathan Söderblom, qui adresse des appels pour la paix et à la communion chrétienne dès Noël 1914 et encore à la Pentecôte 1917. Mais le texte le plus influent est sans doute le « Programme pour la paix du monde », du président américain Wilson, publié en janvier 1918 et qui servira de base de négociations à la conférence de paix de Versailles.

■ Les mutineries de 1917

On estime à 40 000 le nombre de mutins (ils se désignent eux-mêmes comme des grévistes) du mouvement de 1917, qui touche 130 régiments français. Ce **vaste mouvement**, auquel fera écho la révolution russe, est la conséquence directe de l'offensive Nivelle, sur le Chemin des Dames au printemps 1917 et de son échec. Ce mouvement, peu politisé, se manifeste principalement par le refus de monter en première ligne. Les mutins présentent des exigences matérielles (concernant les permissions, les conditions de vie) et dénoncent les offensives inutiles et sanglantes : il s'agit d'un mouvement spécifiquement militaire, qui trouve un écho dans l'armée anglaise, au camp d'Etaples. La réaction des autorités militaires – Pétain ayant remplacé Nivelle – fut relativement modérée : on compte 3 400 condamnations, 554 condamnations à mort dont 49 furent exécutées. En outre, la censure permit d'étouffer la crise, dont l'arrière n'eut que peu connaissance. Notons que la réhabilitation des victimes des cours martiales fut l'un des grands combats des anciens combattants, combat victorieux en 1928.

◆ « Vous voulez la paix ? Moi aussi... mais ce n'est pas en bêlant la paix qu'on fait taire le militarisme prussien. Ma formule est la même partout. Politique intérieure ? Je fais la guerre. Politique étrangère ? Je fais la guerre. Je fais toujours la guerre [...] Je continue à faire la guerre et je continuerai jusqu'au dernier quart d'heure, car c'est nous qui aurons le dernier quart d'heure. » ◆

G. Clemenceau, Discours à la Chambre des députés, mars 1918.

◆ Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes.
C'est bien fini, c'est pour toujours,
De cette guerre infâme.
C'est à Craonne, sur le plateau,
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous condamnés
Nous sommes les sacrifiés. ◆

Chanson de Craonne, vers 1916.

4 La mobilisation économique et industrielle

■ Le « nerf de la guerre »

Diverses missions incombent aux sociétés en guerre : le financement du conflit tout d'abord, qu'il passe par l'augmentation de la masse des billets en circulation (inflation), l'augmentation de la fiscalité ou l'emprunt. La France fait le choix de l'emprunt, tant auprès des Français qu'à l'étranger (États-Unis et Royaume-Uni). À l'inverse, les Russes, dont l'économie est beaucoup trop fragile pour financer l'effort de guerre, ont massivement recours à la planche à billets, (ce qui provoque une inflation considérable) ainsi qu'à l'emprunt extérieur. Le Royaume-Uni s'appuie quant à lui sur la fiscalité, grâce à l'existence d'un impôt sur le revenu ancien et efficace. L'Allemagne, enfin, doit plus ou moins financer seule son effort de guerre, ne pouvant avoir recours aux prêts anglais ou américains.

■ La « mobilisation industrielle »

La mobilisation des sociétés est également économique. Après la bataille de la Marne et la course à la mer, la « mobilisation industrielle » se met en marche, afin de fournir les armées. Le mécanisme du marché et du profit est complété par des éléments de **planification** industrielle. Une nouvelle idéologie de coopération et d'organisation se substitue au libéralisme. En effet, divers problèmes se posent : le rôle de l'État, la question du manque de main-d'œuvre du fait de la conscription, les approvisionnements et les difficultés diverses. Face à ces difficultés, la plupart des États belligérants, y compris les plus libéraux (comme l'Angleterre ou les États-Unis avec le *War industries board*) sont obligés d'accepter le principe d'une planification industrielle.

En France, on voit l'État intervenir de plus en plus, par une planification organisée notamment par la Direction de l'artillerie du ministère de la Guerre, élevée en 1915 à un rang de sous-secrétariat d'État à l'artillerie et aux munitions, et devenue en 1916 un ministère de l'Armement confié au socialiste Albert Thomas. **L'Angleterre**, imbuë de libéralisme, s'oppose à cette tendance, qui s'avère toutefois nécessaire dès 1915. Le gouvernement anglais se donne alors les pleins pouvoirs pour la mise en place d'une mobilisation économique, puis prend le contrôle des importations en 1916, tandis que la production est planifiée et contrôlée. Quant à **l'Allemagne**, elle était depuis longtemps préparée à une mobilisation industrielle : en 1914, l'État est plus ou moins placé sous le contrôle de l'armée, et la question des relations avec l'industrie se trouve réglée par le *Kriegsamt* (dirigé par le général Groener), même si dans les faits, c'est un civil, Walther Rathenau, qui coordonne l'effort industriel. Notons que dès cette période, l'Allemagne a élaboré un impôt sur les bénéfices de guerre.

Les industriels entrent également dans cette logique, contraignante mais rentable. Face à l'organisation gouvernementale, l'industrie développe sa propre organisation, sur le principe d'une division en groupes de fabrication, dont chacun est subordonné à une grande entreprise qui joue le rôle de chef de groupe. Cela peut aller jusqu'à la quasi-fusion entre les trusts et l'appareil d'État. Ainsi, en Allemagne, W. Rathenau réorganise l'industrie en cartels (l'adhésion est obligatoire dès 1915) : deux cartels émergent logiquement, ceux du charbon et de l'acier.

Une organisation incontestablement efficace, mais qui, chez tous les belligérants, pose la question des bénéfices de guerre (de fait, le profit demeure une motivation des entrepreneurs) et interdit, inversement,

RENAULT, UN INDUSTRIEL EN GUERRE

Productions	1913	1918
Voitures	1 484	553
Camions	174	1 793
Chars d'assaut	0	750
Moteurs d'avions	0	5 000
Obus	0	2 000 000
Taille des usines (en ha)	11,5	34

les réquisitions d'entreprises. Si la question des bénéfices est souvent traitée dans la presse, les solutions (politique contractuelle des prix, système de régies, participation aux bénéfices) échouent, tandis que prospèrent les comptabilités opaques. À cet égard, l'exemple allemand de Daimler est le plus radical : après avoir refusé d'ouvrir ses livres de compte, l'entreprise est placée sous administration militaire en 1918.

■ L'industrie de guerre et ses difficultés

On assiste à différentes évolutions au sein des industries, dans le sens d'une modernisation accrue : la standardisation de la production de masse s'impose, *via* la taylorisation. Le contexte financier est, il est vrai, particulier : les industriels, assurés d'écouler leur production et d'en tirer un profit élevé, investissent et modernisent les usines. Ainsi, Michelin installe une chaîne dès 1915, Citroën en 1916 pour les obus. **Les problèmes de main-d'œuvre** imposent en France dès 1915 le retour des ouvriers spécialisés (500 000 en un an). Ces renvois dans la vie civile sont un droit accordé exclusivement aux entrepreneurs, l'ouvrier n'ayant, lui, aucun droit et ne pouvant donc décider entre l'usine et le front. Or les entrepreneurs réclament plutôt de jeunes ouvriers célibataires, un choix qui provoque des troubles. Jusqu'à l'été 1915, l'État ne se mêle pas de ces choix puis, sous la pression de l'opinion publique, décide de renvoyer plutôt les ouvriers ayant charge de famille. Puis la loi Dalbiez autorise certains mobilisables (500 000) à effectuer leur service en usine. Mais le manque de main-d'œuvre persiste, aussi a-t-on largement recours, à partir de 1917, aux affectations spéciales, aux colonies, aux étrangers (dont les prisonniers de guerre) et aux femmes (+ 30 % dans l'industrie). Et cela fonctionne : en 1917, les effectifs au travail dépassent ceux de 1914 (en août 1915, l'industrie française fonctionnait avec le tiers des effectifs de 1914).

En Angleterre, le problème est mieux géré, du fait de l'absence de conscription qui permet un tri. Aussi les effectifs industriels de 1918 (8,5 millions) dépassent-ils ceux de 1913 (dont les femmes, passées de 25 % à 35 %). En Allemagne, les difficultés sont comparables à celles de la France et les femmes y sont fortement sollicitées (de 22 à 35 %), et même ainsi, les effectifs industriels (6,6 millions) sont inférieurs de 800 000 à la situation d'avant guerre. L'Allemagne fait alors « appel » aux populations occupées comme les Belges (12 000) et les Polonais (75 000) mais le succès est très relatif.

La mobilisation fait entrer massivement **les femmes** dans l'industrie, un travail rendu souvent nécessaire pour subvenir aux besoins familiaux en l'absence du mari au front (les allocations d'aide, *separation allowances* en Angleterre, sont faibles et le chômage féminin est important, comme à Paris en octobre 1914, avec 21 % de la population active féminine). Bientôt, la propagande transforme la femme en héroïne et en martyr... mais on s'inquiète également des conséquences (en particulier après la démobilisation) et l'on évoque un risque de « masculinisation » des femmes. Or cette main-d'œuvre nouvelle entraîne des transformations dans la production. La main-d'œuvre féminine, considérée comme faible et sous-qualifiée, pousse à étendre l'organisation scientifique du travail, c'est-à-dire la rationalisation et la déqualification. Remarquons qu'en Angleterre, cette évolution résulte d'accords entre le gouvernement et les syndicats, et que partout les salaires féminins demeurent inférieurs aux salaires masculins. L'égalité n'est pas à l'ordre du jour : néanmoins, c'est la deuxième entrée des femmes dans l'industrie, après le textile, ce qui constitue pour nombre d'entre elles une forme de promotion sociale.

◆ « Nos lignes sont ramenées en arrière. Il y a en face de nous trop de troupes fraîches anglaises et américaines. Il y a trop de corned-beef et de farine blanche de froment et trop de nouveaux canons et d'avions. Quant à nous, nous sommes maigres et affamés. [...] Nous ne sommes pas battus, car, en tant que soldats, nous sommes plus forts et expérimentés ; nous sommes simplement écrasés et repoussés par l'énorme supériorité numérique... Chacun parle d'armistice et de paix. Tout le monde attend. Si c'est encore une désillusion, ce sera la catastrophe... Si ce n'est pas la paix, ce sera la révolution. » ◆

E.-M. Remarque, *À l'Ouest rien de nouveau*, 1928.

Enfin, l'industrie, pour fonctionner, nécessite également des approvisionnements réguliers. Aussi les **approvisionnement**s deviennent-ils un enjeu stratégique. Notamment dans le cas particulier de l'Allemagne, où les matières premières (dont 41 % étaient importées en 1914) posent problème. Dès l'entrée en guerre, un Office des matières premières est formé par Rathenau. Mais du fait du blocus, la production industrielle allemande, efficace au début, s'affaiblit et l'on entre dans l'ère de l'ersatz. Affaiblir le moral des civils autant que leurs ressources est également une stratégie de la guerre totale.

Conclusion

Le 11 novembre 1918, les combats s'interrompaient enfin après quatre années de guerre. « Grande guerre », « Der des Der », autant d'expressions singulières pour un conflit qui traumatise les individus, les sociétés et même les territoires. Le conflit est multiforme, touche les sociétés civiles comme les armées : sa longueur même induit des comportements adaptés, voire une culture spécifique au temps de guerre, qui permet aux individus de supporter les contraintes et les tensions du conflit. Par ailleurs, les États s'adaptent également aux exigences de cette guerre d'un nouveau genre, qui entraîne des changements dans les mœurs, les économies et plus largement, dans le fonctionnement des sociétés. La Première Guerre mondiale conclut le XIX^e siècle.

◆ « Oui, pour les Français, ce fut bien « leur guerre », qu'ils contemplèrent fièrement dans les années 1920, avec mélancolie dans les années 1930, et qu'ils effacèrent plus ou moins de leur mémoire après 1940. [...] Les survivants gardèrent une image d'horreur sanglante, puis, comme cela arrive souvent – ainsi la légende de Napoléon – une image épique. ◆

J.-B. Duroselle, *La Grande Guerre des Français, 1914-1918*, Perrin, 1994, p. 7.

Débats et enjeux

Subir la guerre et témoigner

Dans l'horreur de ce conflit, une question demeure : comment des millions de soldats ont-ils pu endurer, et, finalement, assumer plusieurs années d'une guerre aussi nouvelle que terrifiante ? Le débat fait rage entre deux écoles historiques quant aux motivations des millions de soldats, et des sociétés civiles de la Grande Guerre. Pour certains, groupés autour de l'Historial de Péronne, les poilus ont tenu grâce à la vigueur de leur patriotisme, adossé à une profonde haine de l'ennemi. A. Becker et S. Audoin-Rouzeau évoquent ainsi une « guerre du consentement suprême » et d'un « esprit de croisade », un consentement

qui s'explique par la mise en place d'une culture de guerre et que nous avons du mal à comprendre aujourd'hui, après des décennies de « déprise de la guerre ». On considère alors que ce qui a joué pour beaucoup est la haine de l'adversaire, entretenue par une vaste propagande qui présente l'ennemi sous des traits abjects (on souligne par exemple les atrocités commises durant l'invasion). Des stéréotypes visant à présenter l'ennemi comme un monstre à exterminer sont largement diffusés. Il s'agit de donner un sens au sacrifice et à l'engagement qui devenait un combat de la civilisation contre la barbarie. Il y a également chez

les soldats un enchaînement des solidarités qui lie étroitement la défense du sol, de la patrie, des camarades (on évoque la camaraderie de front) et celle du foyer et de la famille. Pour d'autres historiens, la notion de « consentement » pêche par absence de définition (R. Cazals) ; aussi l'explication doit-elle être recherchée du côté de l'obéissance, du conformisme social et des risques de répression en cas de refus. Les crises de l'année 1917 et le pacifisme ambiant révèlent les limites du « consentement » et d'une culture de guerre unanimiste. Ce débat, qui pourrait être résumé de manière simpliste par l'alternative entre le consentement et

la coercition, doit être relativisé : l'ampleur des armées rend discutable toute tentative de synthèse.

Autre débat, consécutif au premier, celui du témoignage, de la mémoire et de la valeur du souvenir : un débat éclairé par le

cas Norton Cru, du nom de ce professeur de littérature, ancien combattant, qui publie en 1929 un livre de référence, *Témoins. Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*. L'objectif de l'auteur est de rassembler et de sélectionner les

réécits de guerre, à la fois pour disqualifier les imposteurs, donner une vision réaliste de la guerre, et empêcher ainsi son retour. Un ouvrage qui, encore aujourd'hui, fait débat parmi les historiens du conflit et qui pose la question des sources historiques et de la manière de les analyser.

Bibliographie

Ouvrages généraux

- S. AUDOIN-ROUZEAU, A. BECKER, *Retrouver la guerre, 1914-1918*, coll. « Bibliothèque des histoires », Gallimard, 2000.
S. AUDOIN-ROUZEAU, A. BECKER, J.-J. BECKER, G. KRUMEICH, J. WINTER, (éd.), *Guerre et Culture, 1914-1918*, Armand Colin, 1994.
S. AUDOIN ROUZEAU, J.-J. BECKER (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre*, Bayard, 2005.
R. CAZALS, *Les Mots de 14-18*, Presses universitaires du Mirail, 2003.
J.-B. DUROSELLE, *La Grande Guerre des Français*, Perrin, 1998.
A. LIVESY, *Atlas de la Première Guerre mondiale*, Autrement, 1996.
A. PROST, J. WINTER, *Penser la Grande Guerre*, Seuil, 2004.
J. WINTER (dir.), *La première guerre mondiale* (3 tomes), Fayard, 2013-2014.

Sur des aspects particuliers du conflit

- S. AUDOIN-ROUZEAU, *La Guerre des enfants*, Armand Colin, 1993.
N. BEAUPRE, *Ecrits de guerre*, CNRS éditions, 2013.
A. BECKER, *Oubliés de la Grande Guerre*, Noésis, 1999.
A. BECKER, *La Guerre et la foi*, Armand Colin, 1994.
A. BECKER, H. ROUSSO, S. AUDOIN-ROUZEAU, C. INGRAO (dir.), *La Violence de guerre 1914-1945, Approches comparées des deux conflits mondiaux*, Complexe, 2002.
R. CAZALS, F. ROUSSEAU, *14-18, le cri d'une génération*, Privat, 2003.
C. CLARK, *Les somnambules*, Flammarion, 2013.
G. FERRAGU, *Histoire du terrorisme*, Perrin, 2014.
B. GILLES, *Lectures de poilus*, Autrement, 2013.
P. JANKOWSKI, *Verdun*, Gallimard, 2013.
J. KEEGAN, *Anatomie de la bataille*, Laffont, 1976.
A. LOEZ, N. OFFENSTADT, *La Grande Guerre, carnets du centenaire*, Albin Michel, 2013.
G. L. MOSSE, *De la Grande Guerre aux totalitarismes, la brutalisation des sociétés européennes*, Hachette Littératures, 1999.
M. PIGNOT, *Allons enfants de la patrie*, Seuil, 2012.
Y. PROCHASSON et A. RASMUSSEN, *Au nom de la patrie, les intellectuels et la Première Guerre mondiale*, La Découverte, 1996.
F. ROUSSEAU, *La Guerre censurée, une histoire des combattants européens de 14-18*, Seuil, 1999.

Littérature et mémoires de guerre

- H. BARBUSSE, *Le Feu*, Flammarion, (première édition 1917).
L. BARTHAS, *Les Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier*, Maspero, 1978.
M. BLOCH, *Écrits de guerre*, Armand Colin, 1997.
R. DORGELÈS, *Les Croix de bois*, Albin Michel, (première édition 1919).
M. GENEVOIX, *Ceux de 14*, Flammarion, (première édition 1916 et 1923).
E. JÜNGER, *Orages d'acier*, Christian Bourgois, (première édition 1920).
E.-M. REMARQUE, *À l'ouest rien de nouveau*, Stock, (première édition 1928).

Une Europe déchirée, des sociétés bouleversées

La guerre de 1914-1918, un conflit si terrible qu'on l'appela dès 1915 la « Grande Guerre », a considérablement marqué – traumatisé même – les corps et les esprits, les territoires et les États. Le 11 novembre 1918 met donc un terme à « l'inutile carnage » dénoncé par le Saint-Siège : il s'agit maintenant de construire, voire de gagner, la paix. Plusieurs préoccupations dictent les sorties de guerre, et tout d'abord instaurer la paix et la justice, via des traités dont on attend qu'ils concluent « la der des der » ou encore « the last war we fight ». Lourde hypothèque. Diktat pour les uns, déception pour les autres, le traité de Versailles est une construction complexe, jugée trop rigide ou trop souple (en dépit d'un indéniable flou juridique, porteur d'arguties) dont les objectifs sont variés, entre pacifisme, justice et vengeance. Quelle est de fait la responsabilité du traité de Versailles dans l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale ? Les années 1920 et 1930 ne seraient-elles qu'une simple parenthèse entre les deux guerres ou bien une réelle tentative de paix ? La sortie de guerre suppose également une transition des sociétés et des États « en guerre » vers la paix, transition difficile. Il s'agit de reconstruire voire de moderniser, apaiser les douleurs, restaurer les libertés publiques, démobiliser, conduire les deuils et préparer un avenir que tous espèrent meilleur. Les sociétés s'efforcent de retrouver la vie passée (le mythe de la « Belle époque », magnifié par Marcel Proust, prix Goncourt 1919, ou son équivalent allemand du Nachkriegzeit, s'impose alors) ou bien de créer les conditions d'une vie nouvelle pour dépasser les malheurs (« les Années folles », celles du jazz et de la consommation). Mais le souvenir de la guerre, omniprésent du fait des paysages dévastés, des familles décimées, des monuments aux morts et autres cérémonies commémoratives s'impose constamment aux vivants.

1 Sortir de la guerre

■ De l'armistice à la paix

Il faut ici rappeler les prémices de la paix : en particulier les 14 points de Wilson de janvier 1918, qui définissent les conditions d'un armistice et précisent les cadres de l'après-guerre... sans trop se soucier toutefois des vues et des engagements antérieurs des alliés. Entre l'idéalisme wilsonien et les vestiges de la Realpolitik à l'européenne, les règlements de l'après-guerre s'annoncent compliqués et incertains. Il faut en outre souligner la persistance, aux portes de l'Europe, d'une guerre civile menaçante : la guerre civile russe (1917-1921) qui, à l'issue du traité de Brest-Litovsk (3 mars 1917) et de la paix russo-allemande, se poursuit, attisant en Europe la crainte du bolchevisme et de la révolution. La paix suppose des étapes, de l'arrêt des combats à la signature du traité. Dans un premier temps, l'armistice du 11 novembre 1918 suspend les combats mais ne rétablit pas la paix, même si les conditions d'armistice anticipent les clauses futures de celle-ci, et si le retour de l'Alsace-Lorraine à la France est décidé dès cette date. On citera à cet égard une réflexion très significative du général Foch au député allemand Mathias Erzberger, lors d'une rencontre fin novembre portant sur la prolongation de l'armistice et l'expulsion des Allemands d'Alsace-Lorraine : « La France ne vit pas en paix avec l'Allemagne. Je suis soldat : là où ne règne pas la paix, règne la guerre, il n'existe pas d'alternative. » La guerre ne s'achève qu'à Versailles.

◆ L'épisode du 11 novembre prend une valeur symbolique dont on retrouvera des échos durant la Seconde Guerre mondiale. En effet, l'armistice du 22 juin 1940 est signée à Rethondes, dans le même wagon que celle de 1918, (wagon que les Allemands font sauter à l'issue de la cérémonie), en mettant bien en évidence les textes de 1918 et 1940 (la ligne de démarcation mise à part). Par ailleurs, l'opération Anton (l'invasion de la zone Sud en 1942 en réaction à l'opération Torch) a lieu le 11 novembre 1942... ◆

■ Le bilan humain et matériel

L'Europe est saignée à blanc : 9 millions de morts, et il faut ajouter les énormes pertes subies par la Russie avec la guerre civile, la famine et les épidémies, soit 8,5 millions de morts jusqu'en 1922. Sans omettre les 30 millions (environ) de blessés, parmi lesquels 6,5 millions d'invalides ainsi que les 4 millions de veuves et les 8 millions d'orphelins.

Examinons plus particulièrement le cas de la **France** : 1,4 million de morts soit 3,75 % de la population française, majoritairement des paysans. En outre, on continue à mourir des suites de blessures après l'armistice (les poumons brûlés par les gaz par exemple). J.-J. Becker estime à 150 000 les décès supplémentaires imputables directement ou indirectement à la guerre. On compte également près de 3 millions de blessés dont plus d'un million d'invalides (25 000 unijambistes, 20 000 manchots, 14 000 gueules cassées...) pour lesquels l'État prend en charge les soins médicaux et la « rééducation professionnelle ».

Enfin, la guerre laisse 600 000 veuves et 760 000 orphelins. On parlera longtemps en Angleterre de la *lost generation* (T. S. Eliot).

Les conséquences démographiques sont profondes, sur l'équilibre des populations (avec un déséquilibre hommes/femmes, et un vieillissement de la population) et sur les naissances (le taux de natalité s'effondre pendant la guerre : on évalue à 1 million en France et 750 000 en Grande-Bretagne le nombre de naissances en moins). Le phénomène s'avère d'autant plus inquiétant qu'il persiste en dépit d'une vigoureuse politique nataliste des gouvernements. L'Angleterre comme l'Allemagne voient leurs taux baisser très vite (30 % en 1910, 21 % en 1924 pour l'Allemagne) pour s'aligner sur celui de la France d'avant-guerre (20 %).

Les combats n'ont pas seulement tué et

blessé les hommes, ils ont aussi frappé des territoires et les économies. Non seulement le coût de la guerre précipite la France (qui a dépensé 252 milliards de francs-or, soit près de 50 fois son budget annuel d'avant-guerre) dans le cycle de l'inflation, mais cette charge est encore grevée par **l'immensité de la reconstruction**, qui ne s'achève vraiment qu'au début des années trente. De fait, la France a payé le prix le plus lourd et le plus spectaculaire : 300 000 maisons détruites, ainsi que 11 000 édifices publics, 62 000 km de routes, 5 000 km de voies ferrées, 3 millions d'ha de terres agricoles... Le front a été ravagé pendant quatre années, tandis que les routes qui y menaient, soumises à des bombardements et à la circulation intense d'un matériel de guerre lourd, sont dans un triste état. Certes, **les destructions** sont circonscrites à la ligne de front (soit 10 départements : les « régions dévastées »), quelques villes stratégiques (Verdun, Arras, Saint-Quentin, Reims dont la cathédrale reste le symbole du patrimoine culturel et national atteint par la guerre...) et les régions occupées victimes d'un plan rationnel de démantèlement industriel et de destructions lors de la retraite allemande (ainsi, les mines de charbon du Nord sont-elles inondées). Également touchés par le conflit, le Nord de l'Italie, la Serbie, la Roumanie ne sont toutefois pas aussi éprouvés que le Nord et l'Est de la France. Ni la Grande-Bretagne, ni l'Allemagne, ni *a fortiori* les États-Unis n'ont subi la moindre destruction du fait des combats. Les États-Unis apparaissent même comme l'un des principaux bénéficiaires.

BILAN HUMAIN

	Soldats morts ou disparus	Mobilisés	Pertes par rapport aux mobilisés	Pertes par rapport aux hommes de 15/49 ans
Allemagne	2 030 000	12 700 000	16 %	12,5 %
Russie	1 750 000	14 500 000	12 %	4,4 %
France	1 380 000	8 300 000	17 %	13 %
Autriche-Hongrie	1 100 000	8 800 000	12,5 %	9 %
Grande-Bretagne	750 000	6 000 000	12,5 %	6,5 %
Italie	580 000	5 300 000	11 %	7,4 %
Roumanie	250 000	1 000 000	25 %	13 %
Empire ottoman	600 000	3 000 000	20 %	11 %
Bulgarie	90 000	400 000	22,5 %	8,2 %
États-Unis	110 000	2 700 000	3 %	0,3 %
Australie	60 000	400 000	15 %	4,2 %
Canada	57 000	600 000	10 %	2,5 %
Belgique	40 000	400 000	10 %	2 %

ficiers de cette guerre, qui les a fait passer du statut de débiteur à celui de créateur à l'égard de l'Europe, et a entraîné une forte augmentation des productions et des ventes agricoles et industrielles (J. Steinbeck, dans *À l'est d'Eden*, y fait référence).

2 La paix des traités

■ La paix de Versailles

La conférence de la paix s'ouvre à Paris le 18 janvier 1919. Elle rassemble les représentants de 27 nations alliées et associées et de 4 dominions britanniques et d'autres délégations, mais se signale d'emblée par une absence remarquée : la Russie. De même, les pays vaincus n'ont pas été conviés à la table des négociations. Le fonctionnement d'une telle conférence semble inévitablement lourd : dans un premier temps, on réunit un conseil de 10 membres (les chefs d'État ou de gouvernement des quatre grands pays vainqueurs, ainsi que du Japon, et leur ministre des Affaires étrangères). Mais la procédure accuse des lenteurs et dès le mois de mars 1919, pour accélérer le règlement du conflit, on convient de ne réunir que les quatre grands (Clemenceau pour la France, Lloyd Georges pour le Royaume-Uni, Wilson pour les États-Unis et Orlando pour l'Italie) assistés de comités d'experts (plus ou moins écoutés) parmi lesquels on trouve J. M. Keynes.

Du reste, chaque délégation poursuit ses propres buts. Pour la délégation française, l'objectif essentiel est l'affaiblissement définitif de l'Allemagne, tant par la dislocation (en soutenant un hypothétique mouvement séparatiste rhénan, de manière à former en Rhénanie un État tampon entre l'Allemagne et la France) que par de lourdes réparations, qui rendraient difficile un relèvement économique en Allemagne. Plus lucidement, Clemenceau entend obtenir une occupation permanente de la rive gauche du Rhin, ainsi qu'une portion de la Sarre. Mais il est contraint d'abandonner ces revendications en échange d'un traité américano-anglo-français garantissant la frontière avec l'Allemagne, traité qui sera finalement rejeté par le Congrès américain. Traditionnellement attentif à l'équilibre européen, le Royaume-Uni manœuvre pour que cette conférence ne débouche pas sur une hégémonie continentale française, ce qui impose le relèvement politique et économique de l'Allemagne. La délégation italienne est venue quant à elle « réclamer son dû », à savoir les territoires promis lors des traités de Londres de 1915 et de Saint-Jean-de-Maurienne de 1917. Mais certaines promesses s'avèrent intenables : si le Trentin – autrichien – ne fait pas de difficultés, l'Istrie et la côte dalmate (avec Fiume, ville symbole des revendications italiennes) sont attribuées au jeune État yougoslave. C'est sur le constat de promesses non tenues qu'Orlando quitte brutalement la conférence, non sans accréditer ainsi un mythe politique à la portée inquiétante, celui de la « victoire mutilée ». L'effet est spectaculaire mais ne modifie rien des projets de la conférence, pas plus que le retour d'Orlando, peu de temps après. Enfin, Wilson arrive en Europe, porteur des espoirs des populations pour une paix équitable, et surtout durable. Mais il est pris entre l'idéalisme et les contingences, ses principes et les desseins de ses partenaires. Quant aux autres délégations, elles sont conviées à participer aux séances où leurs intérêts sont concernés. Si la conférence y gagne en efficacité, on peut imaginer ce qu'elle perd en équité...

MÉ MORANDUM DE D. LLOYD GEORGE, 25 MARS 1919

◆ « À tous points de vue, il me semble que nous devons nous efforcer d'établir le règlement de la paix comme si nous étions des arbitres impartiaux, oublieux des passions de la guerre. [...] il doit rendre justice aux Alliés, en tenant compte de la responsabilité de l'Allemagne dans les origines de la guerre et dans les méthodes de guerre ; ensuite, il doit être tel qu'un gouvernement allemand conscient de ses responsabilités puisse le signer en estimant qu'il pourra remplir les obligations auxquelles il souscrit ; enfin, ce règlement ne devra renfermer aucune clause qui soit de nature à provoquer de nouvelles guerres, et il devra offrir une alternative au bolchevisme... » ◆

Mé morandum de D. Lloyd George, 25 mars 1919.

◀ VOIR CARTE P. 403 ▶

◆ « Le fait que, à Versailles, la rage des détrousseurs internationaux des peuples se dirigea, en premier lieu, contre la vieille armée allemande, désigne à coup sûr celle-ci comme le refuge de la liberté de notre peuple, opposée à la puissance de l'argent. Sans cette force qui veille sur nous, le traité de Versailles, dans tout son esprit, se serait depuis longtemps accompli à l'égard de notre peuple. Ce que le peuple allemand doit à l'armée peut se résumer en un seul mot : tout. » ◆

A. Hitler, *Mein Kampf*, 1925.

**LES « QUATORZE POINTS »
DU PRÉSIDENT W. WILSON
(DISCOURS DU 8 JANVIER 1918
DEVANT LE CONGRÈS)**

1. Négociations de paix publiques.
2. Liberté de navigation maritime.
3. Liberté de commerce international.
4. Limitation concertée des armements.
5. Règlement impartial des questions coloniales.
6. Évacuation de la Russie.
7. Évacuation et restauration de la Belgique.
8. Retour de l'Alsace-Lorraine à la France.
9. Rectifications des frontières italiennes selon les limites des nationalités.
10. Indépendance des peuples de l'Empire austro-hongrois.
11. Évacuation de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro.
12. Limitation de la souveraineté ottomane aux seules régions turques.
13. Création d'un État polonais avec libre accès à la mer.
14. Création d'une Société des nations.

À l'issue des débats, l'Allemagne, au vu du projet qui lui est remis le 7 mai, ne peut que présenter ses observations par écrit, critiquant systématiquement les décisions des vainqueurs. Si les alliés, divisés, acceptent le principe d'un plébiscite en Silésie, ils imposent en revanche, une fois remis le texte définitif (le 16 juin), une signature rapide (en sept jours, avec menace d'invasion en cas de refus ou de manœuvre dilatoire). Le président de la République de Weimar, le socialiste Ebert, peut bien déclarer les conditions de paix « insupportables », l'Allemagne, représentée par le ministre des Affaires étrangères, le comte de Brockdorff-Rantzau, doit signer. Le poids de cette signature « forcée » – **un diktat** du point de vue allemand – pèsera lourd dans l'après-guerre et l'avènement du nazisme. L'état d'esprit des belligérants demeure marqué par une incompréhension totale entre « le vainqueur et l'invaincu » (R. Frank).

Le traité est finalement signé le 28 juin 1919 dans la galerie des Glaces du château, à l'endroit même où avait été proclamé l'Empire allemand, le 18 janvier 1871. Le traité de Versailles, premier des traités de paix, sert de modèle aux suivants : le traité de Saint-Germain avec l'Autriche (du 10 septembre 1919) et le traité de Trianon avec la Hongrie (du 4 juin 1920), traités qui aboutissent au démembrement de ces deux États et à la création de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie ainsi qu'à la renaissance de la Pologne ; le traité de Neuilly avec la Bulgarie (du 27 novembre 1919) ainsi que le traité de Sèvres (du 11 août 1920) qui démantèle l'Empire ottoman. Tous s'ouvrent sur les 26 articles de la partie I qui exposent le pacte de la Société des Nations, fondement du nouvel ordre international. Chaque traité aborde ensuite, dans un ordre identique, la question des frontières, de la protection des minorités, des questions militaires, du sort des prisonniers, des sanctions et des réparations, des questions de communication et des garanties d'exécution. Il s'agit pour ses artisans de bâtir un édifice homogène, garant d'une paix durable, autour d'une nouvelle donne géopolitique : l'Europe de Versailles. Ce nouvel ordre est élaboré sur des principes nouveaux, exprimés par Wilson dans les 14 points : nouvelle diplomatie fondée sur la transparence, tracé des frontières qui doit obéir au droit des nations à devenir des États, et des peuples à disposer d'eux-mêmes, création d'États-nations nouveaux, extension d'autres. Quand les populations sont trop imbriquées, le traité opte pour le recours au plébiscite avec, éventuellement, la possibilité d'un partage.

L'Allemagne y perd plus de 15 % de son territoire : à l'ouest, l'Alsace-Lorraine revient à la France (qui occupe également temporairement Cologne, Coblenz et Mayence), Eupen et Malmédy sont rendus à la Belgique tandis que la Sarre est placée, pour quinze années, sous administration de la SDN. À l'est, la Pologne reconstituée, laquelle dispose d'un accès à la mer, le « corridor de Dantzig ». Mais en séparant ainsi la Prusse orientale du reste du territoire allemand, le traité de Versailles crée un abcès, l'Allemagne ayant systématiquement refusé de reconnaître cette frontière orientale. Quant aux régions où la situation des minorités est complexe, l'Allemagne obtient à Versailles l'organisation de plébiscites (Sleswig, Marienwerder et Allenstein, Haute-Silésie, Eupen et Malmédy, la Sarre en 1935). Dans la foulée, les grands fleuves (Rhin, Elbe, Oder, Danube) sont internationalisés et les colonies allemandes (Cameroun, Namibie, Togo, etc.) placées sous mandat. Sur le plan militaire, la puissance allemande est décapitée : la Reichswehr est limitée à 100 000 hommes, la conscription est abolie et l'armée se voit interdire tout matériel militaire lourd, prélude à un désarmement général qui n'arrivera jamais, et dont l'échec servira de prétexte à Hitler pour procéder au réarmement.

Les alliés de l'Allemagne sont également sanctionnés : l'Empire austro-hongrois est démembré au nom du principe des nationalités, ce qui aboutit à la création de nouveaux États, outre l'Autriche et la Hongrie (Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie). De même, la Bulgarie est amputée d'une partie de ses territoires (cédés à la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie). Enfin, l'Empire ottoman perd ses possessions européennes, ne conservant qu'Istanbul, ainsi que le Moyen-Orient, passé sous mandat français (Syrie) ou anglais (Irak, Palestine, Jordanie). Toutefois, la prise de pouvoir de Mustafa Kemal (entre 1919 et 1923) favorise un sursaut turc : la guerre d'indépendance, encouragée par l'URSS, chasse les troupes grecques installées depuis 1919 sur la bordure égéenne et soutenues par les vainqueurs de 1918 (armistice de Mudanya, 15 octobre 1922). La Turquie obtient la révision du traité de Sèvres par le traité de Lausanne (24 juillet 1923), avec la restitution de l'Asie mineure et de la Thrace orientale.

Il apparaît nécessaire toutefois d'accommoder les principes aux réalités : en dépit des vœux de Wilson, des minorités subsistent, telles les minorités hongroises en Roumanie et en Yougoslavie. Aussi les droits des minorités à conserver leur identité linguistique, religieuse et « de race » sont-ils garantis dans les traités. En même temps, ces minorités obtiennent la citoyenneté et l'égalité civique dans les nouveaux États. Il subsiste cependant de nombreuses incertitudes. Certains territoires ou villes demeurent contestés : la Haute-Silésie, Memel, Vilna, Teschen, Fiume, Dantzig (au statut de ville libre, mais liée à la Pologne par une union douanière et sous le contrôle d'un haut commissaire de la SDN). De même, le principe des nationalités ne s'applique pas à l'Allemagne : l'article 80 du traité de Versailles interdit le rattachement avec l'Autriche tandis que les Allemands des Sudètes sont intégrés à la jeune Tchécoslovaquie, au motif que la région des Sudètes, riche, industrialisée, est nécessaire pour que l'État tchécoslovaque soit viable.

Alors, **un traité imparfait ?** Il est en effet assez critiqué (J. M. Keynes, J. Bainville, etc.). Ses négociateurs avaient pleinement conscience des difficultés et des imperfections des traités mais il s'agit de trouver un difficile équilibre entre les principes définis par les vainqueurs et les réalités européennes, tout en garantissant les intérêts de chacun des alliés. Clemenceau résumera la difficulté de la tâche en une formule : « Il est plus facile de gagner la guerre que de faire la paix. »

Le traité se veut avant tout moral et juste, fondé en droit et mettant un terme au « vieux système des dépouilles » (A. Tardieu). L'Allemagne, considérée comme l'agresseur, doit réparer les torts causés : elle se voit donc attribuer, par l'article 231 du traité, la responsabilité du conflit. On notera que dans l'esprit du traité, il ne s'agit que d'une responsabilité civile, qui permet de justifier en droit l'exigence de réparations (évaluées, lors de la conférence de Londres, en 1921, à 132 milliards de marks-or), sans rendre l'Allemagne moralement responsable. C'est pourtant dans le sens d'une responsabilité morale que l'opinion publique, en général, interprétera cet article, alimentant ainsi en Allemagne (on parle de *Kriegsschuldfrage*) une longue rancœur qui trouve des échos dans toute l'Europe avec le mouvement révisionniste, (tel A. Fabre-Luce : « L'Allemagne et l'Autriche ont fait les gestes qui rendaient la guerre possible, la Triple Entente a fait ceux qui la rendaient certaine. ») Concernant la question du rôle initiateur de l'Allemagne impériale, les travaux de Fritz Fischer ont fait justice de ce genre d'interrogations, mais le traité de Versailles, et cet article en particulier, demeure : « Le traité de Versailles ne fut-il pas autant l'image qu'on avait de lui que son contenu objectif ? » (E. Husson).

◆ « La campagne accomplie pour faire payer par l'Allemagne les dépenses de guerre nous semble avoir été un des actes les plus graves de folie politique dont nos hommes d'État aient jamais été responsables. C'est vers un avenir bien différent que l'Europe aurait pu se tourner si M. Lloyd George et M. Wilson avaient compris que les plus importants problèmes qui devaient les occuper n'étaient ni politiques ni territoriaux, mais financiers et économiques, et que les dangers qui menaçaient n'étaient pas dans des questions de frontières et de souveraineté mais de ravitaillement, de charbon et de transports. » ◆

J. M. Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix*, 1919.

◆ « Une paix trop douce pour ce qu'elle a de dur [...]. Le traité enlève tout à l'Allemagne, sauf le principal, sauf la puissance politique, génératrice de toutes les autres. Il croit supprimer les moyens de nuire que l'Allemagne possédait en 1914. Il lui accorde le premier de ces moyens, celui qui doit lui permettre de reconstituer les autres, l'État, un État central, qui dispose des ressources et des forces de 60 millions d'êtres humains et qui sera au service de leurs passions. » ◆

J. Bainville.

LA FIN DE L'EMPIRE OTTOMAN

◆ Vaincu, l'Empire ottoman a vu ses territoires arabes confiés, sous mandat, aux vainqueurs par le traité de Sèvres (10 août 1920). Mais cela entraîne une réaction : à la tête d'un gouvernement provisoire, Mustapha Kemal, s'impose en prônant un nationalisme hostile aux principes de Versailles (et notamment aux revendications des nationalités). Il trouve auprès du gouvernement bolchevique, un appui politique et financier. Dans la foulée de la révolution kémaliste, et aux lendemains de la guerre gréco-turque (1919-1922), l'institution du sultanat est anéantie (novembre 1922), la République proclamée (1923) et le traité de Sèvres, non ratifié, est définitivement enterré. Il est finalement annulé par le traité de Lausanne de 1923. Enfin, l'Arménie indépendante fait l'objet d'un compromis entre Bolcheviks et Turcs. En dépit des résolutions successives de la Société des Nations, le Traité de Lausanne, conclu entre les grandes puissances et la toute jeune république turque ne fait aucune mention de la reconnaissance du génocide, ni des spoliations des biens et avoirs arméniens. ◆

VERS UN DROIT DE LA GUERRE

◆ À partir du XIX^e siècle, les États ont cherché, à l'occasion de grandes conférences, à élaborer un droit de la guerre : les conférences de La Haye (1899, 1907) et les conventions de Genève (1864, 1906, 1929, 1949 puis 1977) qui fondent le droit humanitaire, forment un ensemble important dont l'illustration la plus récente pourrait être le « droit d'ingérence », pensé depuis le XIX^e siècle, théorisé par M. Bettati et B. Kouchner et reconnu par l'ONU en 1988. ◆

Pour les négociateurs de Versailles, il s'agit là d'une paix sévère mais juste : l'Allemagne est certes mise au ban des nations, mais elle a la possibilité de se racheter. « L'Allemagne a payé un prix élevé pour sa délivrance. Je crois qu'elle trouvera que cela valait la peine. Quand elle le croira, alors l'Allemagne sera digne d'entrer dans la SDN » (Lloyd George le 3 juillet 1919). Ce moralisme, moqué par J. Bainville qui évoque un traité « composé par des lecteurs de la Bible et pour des lecteurs de la Bible » porte la marque du président Wilson. Mais est-il réaliste ? Pour certains adversaires du traité, comme l'économiste anglais J. M. Keynes, parti en claquant la porte de la conférence de Versailles, le traité, faute d'envisager les vrais problèmes de l'après-guerre, ne résout rien. D'autres observateurs voient dans ce traité une menace à court terme, tel le diplomate Paul Cambon ambassadeur de France à Londres : « Voici la paix signée. Elle me fait l'effet d'un dépôt d'explosifs qui éclateront sur tous les points du monde un jour ou l'autre. » Et comme pour confirmer ces commentaires inquiets, Wilson, qui incarne en Europe tous les espoirs de paix lors d'une tournée triomphale, vient de subir, lors des élections à la Chambre des représentants de 1918, une défaite politique cuisante (son parti, les démocrates, n'a remporté que 190 sièges quand les républicains, isolationnistes, en obtiennent 237) qui augure mal du soutien du Congrès américain à sa politique. L'Europe risque donc de se retrouver à nouveau seule.

■ La paix de justice

Le retour à la paix suppose également la **sanction des crimes**. Dès l'entrée en guerre d'août 1914, les violations des neutralités belge et luxembourgeoise, justifiées par le discours du 4 août 1914 du chancelier allemand Bethmann-Hollweg au Reichstag sur les traités (comparés à des « chiffons de papier »), sont une rupture du droit international. De manière plus ponctuelle, l'avancée allemande révèle également de graves violations aux lois de la guerre. On parle alors d'atrocités et le gouvernement français diligente dès septembre 1914 une commission d'enquête, qui rédigera et publiera 12 rapports jusqu'en 1919, stigmatisant les violences contre des populations civiles. De même, l'affaire du Lusitania (7 mai 1915) pousse le gouvernement anglais à envisager une mise en jugement de Guillaume II. Enfin, le 18 mai 1915, les ministres de l'Entente, informés des massacres d'Arméniens, signent une déclaration commune mentionnant le « crime de lèse-humanité » et établissant la responsabilité des exécutants et du gouvernement ottoman (le traité de Sèvres de 1920 envisageait la responsabilité pénale des acteurs de l'**extermination des Arméniens**, mais il ne fut pas ratifié et même annulé par le traité de Lausanne de 1923, qui prévoyait une clause d'amnistie pour les crimes perpétrés entre 1914 et 1923).

À la fin de la guerre, la convention d'armistice prévoit que personne ne sera poursuivi pour délit de participation à des mesures de guerre antérieures à la signature de l'armistice. Mais le traité de Versailles attribue la « responsabilité » de la guerre à l'Allemagne. Il prévoit (art. 227 à 230) de poursuivre les chefs militaires et les gouvernants, et notamment Guillaume II, qui doit être jugé par un « tribunal spécial » pour « offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des traités ». Réfugié aux Pays-Bas, le Kaiser ne sera jamais extradé et y meurt en 1941. Surtout, le traité impose au gouvernement allemand (qui refuse) de livrer des personnes convaincues par les alliés de crime de guerre. C'est le premier cas de mise en cause internationale des individus pour leurs actes. En février 1920, les vainqueurs demandent l'extradition de 854 personnes, mais se heurtent à un refus du gouvernement allemand,

qui propose un compromis. Le 23 mai 1921, un tribunal allemand est donc mis en place à Leipzig pour juger les coupables de crimes liés à la guerre : commence alors le procès de 45 personnes qui, dans les faits, s'apparente plutôt à une comédie de justice et aboutit à l'acquittement ou à des peines légères dans une ambiance nationaliste. Du reste, la commission interalliée condamne en janvier 1922 le déroulement des procès. Il faudra d'autres crimes pour aboutir à Nuremberg et à Tokyo et à une véritable justice pénale internationale.

■ La paix par le droit

La création de la **Société des Nations** (SDN) au lendemain de la Grande Guerre témoigne du pacifisme des États, décidés à favoriser le règlement juridique des différends. Le principal artisan de cette institution est le président américain Wilson. Il est secondé par Lord Robert Cecil, membre du cabinet britannique, Léon Bourgeois, ministre français et ancien président du Conseil et par le général sud-africain J. C. Smuts. Dès janvier 1919, la conférence de paix, réunie à Versailles, élabore la charte fondamentale de la SDN. Au 14 février 1919, le projet est achevé et le 28 avril 1919, on choisit Genève, pays neutre, comme siège. L'organisation accueille initialement 16 États vainqueurs et 13 États neutres et s'organise autour de quatre grandes institutions. Cheville ouvrière de l'ensemble, le secrétariat, divisé en différentes sections (politique, économique et financière, bureaux internationaux, désarmement...) et doté d'un personnel important (670 personnes venues de 51 pays en 1930), est dirigé par un secrétaire général (figure immortalisée par Albert Cohen dans *Belle du Seigneur*). L'Assemblée réunit, au mois de septembre, les représentants des États membres de la SDN pour traiter des questions diplomatiques, budgétaires ainsi que de l'admission de nouveaux membres, comme l'Allemagne (admise en 1926). Le Conseil est composé de quatre membres permanents (France, Grande-Bretagne, Italie et Japon) et de neuf membres non permanents. Outre les questions examinées par l'Assemblée, il a également en charge la question de la Sarre, de Dantzig et des territoires sous mandat ainsi que de la protection des minorités. Enfin, en 1922 est instituée une Cour permanente de justice internationale, mais dépourvue de tout pouvoir de coercition.

Le bilan de la SDN en 1946, au moment de sa dissolution, est médiocre. Fragilisée d'emblée par le refus du Sénat américain (19 mars 1920) de ratifier le traité de Versailles (et donc l'adhésion à la SDN : les États-Unis signent un traité de paix séparée en 1921), la société peut certes se vanter de quelques succès dans la prévention de crises dans les Balkans, ainsi que de la mise en place d'une politique de désarmement, mais son impuissance est manifeste dans les crises des années 1930, face aux régimes totalitaires. Fondée sur le respect des souverainetés nationales plutôt que sur celui de valeurs universelles, la SDN ne parvient pas à imposer le droit dans le règlement des crises.

3 « La victoire endeuillée » (B. Cabanes)

■ Réparer et reconstruire

Si la guerre suppose des réparations, elle impose aussi une reconstruction, ainsi qu'un travail de mémoire avec un deuil à réaliser. Il s'agit tout d'abord de relever les ruines, effacer les traces de la guerre et permettre le redémarrage économique des régions les plus éprouvées.

◆ « Nous avons fait une guerre d'alliés, nous ne pouvions éviter de faire une paix d'alliés. [...] La tâche véritable, absolument nouvelle, était la tentative de faire positivement une Europe de droit. En dépit de l'incompréhension de quelques-uns, ce sera la gloire du traité de Versailles de l'avoir tenté [...]. La réalisation d'une Europe de droit, cela c'était la plus grande victoire, celle que Napoléon ni Foch n'ont voulu remporter, et qui demandait quelque chose de plus que d'heureux coups de stratégie. » ◆

Georges Clemenceau, *Grandeurs et misère d'une victoire*, 1929.

« À Grande Guerre, grande reconstruction » (D. Voldman). L'État s'impose d'emblée, ouvrant ainsi la voie à l'État-providence : il s'agit en effet d'évaluer les dommages (non sans difficultés, quand les cadastres ont disparu par exemple) et d'envisager une indemnisation rapide des victimes (dans le cadre de la loi du 17 avril 1919 pour la France), gérer les personnes et les biens, la main-d'œuvre...

Dès 1917, la France s'est dotée d'un ministère des Régions libérées afin de mener une politique cohérente dans les départements sinistrés. En théorie, c'est l'Allemagne qui est censée la financer grâce aux réparations. « L'Allemagne paiera » est l'un des leitmotiv de la paix de Versailles. Mais en attendant, c'est l'État qui finance, pour des réparations estimées à 120 milliards de francs en 1920. Dès 1919 a été créé le Crédit national, qui émet de 1919 à 1924 plus de 25 milliards de francs d'emprunts, en plus de ceux émis par des groupements de sinistrés et des collectivités locales. À cela s'ajoutent aussi de nombreux dons, notamment britanniques et américains. Enfin, les réparations allemandes complètent cet effort (sur les 22 milliards de marks-or versés au total, la France touchera 9,6 milliards).

La reconstruction suppose également des bras. Comme pendant le conflit, la France fait massivement appel à la main-d'œuvre immigrée : 1,42 million d'étrangers arrivent en France en 1919, et ils sont 2,9 millions en 1931. Une immigration organisée par le ministère du Travail (Service de la main-d'œuvre étrangère) et par des organisations patronales. Des accords sont d'ailleurs signés avec la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Italie. La reconstruction s'étale tout au long des années 1920. La priorité est donnée aux voies de communication (les routes et voies ferrées sont reconstruites à près de 80 % dès 1925) et à l'industrie (à la même date, l'appareil productif est rétabli à hauteur de 79 %). Le domaine privé et les édifices publics attendront quant à eux la fin des années vingt. En 1931, on estime que tout est terminé et que les traces de la guerre sont effacées. C'est l'occasion d'une **amorce de modernisation**, tant du fait de matériaux modernes que d'un développement de l'électrification. Pays encore fortement agricole, la France a œuvré également pour une reconstruction rapide en ce domaine. Dès 1921, la plupart des terrains sont remis en culture grâce aux offices de reconstitution des sols. Mais les structures foncières ne profitent guère de cette opportunité : le remembrement ne touche que 0,5 million d'ha et la parcellisation des exploitations reste la norme dans la France de la victoire. Par ailleurs, la guerre entraîne dans toute l'Europe une forme de modernisation de l'agriculture. La motorisation, l'usage des engrais s'imposent peu à peu dans tous les pays. De fait, les campagnes auront bénéficié de la guerre du point de vue économique et la prospérité rurale de l'après-guerre contraste avec les difficultés des villes (dégradation monétaire, pénurie...). Dans l'industrie, la reconstruction favorise un mouvement de rationalisation des structures d'entreprises et de modernisation des méthodes de production (l'OST, l'Organisation scientifique du travail, s'inspirant des théories de F. Taylor).

■ Une fièvre commémorative ?

Les 14 juillet 1919 à Paris et 19 juillet 1919 à Londres, on fête la victoire par des défilés militaires. Symboliquement, c'est un cortège de 1 000 mutilés qui ouvre la parade militaire, rappelant les souffrances de la guerre. Tout l'après-guerre pourrait se résumer dans cette image d'une société partagée entre la joie, le soulagement et la douleur.

Après la guerre, on entame **la construction de cimetières militaires** tout le long de la ligne de front : les croix de ciment blanc remplacent

◆ « On sortait quand même de la guerre de 14-18. On avait tous des parents qui y avaient laissé la peau. Quand on rentrait dans une classe au lycée, quand le professeur faisait l'appel, il commençait traditionnellement par les pupilles de la nation et il y en avait un gros paquet chaque fois. Les veuves avec leurs grandes voilettes, c'était du spectacle quotidien de la rue, quant aux monuments aux morts dans toutes les communes de France, ils y sont toujours, hein ! Voyez, il y avait cette ambiance quand même à l'époque [...]. J'y ai réfléchi plus tard, quant à moi, parce que je suis né en 1915, mais enfin, je peux pas dire que les premières années de la guerre de 14-18 m'aient beaucoup marqué, bien sûr. Mais après, j'ai ressenti ça beaucoup plus âgé à travers mes souvenirs d'enfance. J'ai compris que j'avais vécu dans une société qui avait été traumatisée. » ◆

Témoignage de M. Loeuillet, cité par R. Skoutelsky, *L'espoir guidait leur pas. Les volontaires français dans les brigades internationales 1936-1939*, Paris 1998, p. 172.

les croix de bois. À l'exception de la France et des États-Unis, qui autorisent des procédures de rapatriement des corps, les anciens belligérants, au nom de l'égalité devant la mort et de la volonté de ne pas séparer ceux qui se sont battus ensemble, enterrent leurs morts dans des cimetières militaires disposés sur les lieux de bataille, où les soldats morts sont rassemblés par milliers (15 000 croix à Douaumont). Les cimetières américains sont les plus grands : « Les Américains compensent très consciemment par de grands cimetières leur arrivée tardive dans le conflit et leurs pertes relativement réduites » (S. Audoin-Rouzeau et A. Becker). Pour les soldats disparus ou anonymes, on construit en France quatre grands ossuaires nationaux, sur les principaux champs de bataille (Lorette, Dormans, Douaumont, Hartmanwillerkopf), et pareillement en Italie où cinq grands ossuaires (Asiago, Oslavia, Monte Grappa...) rappellent la dureté des combats alpins.

C'est aussi le temps des **monuments aux morts** (« *war memorial* » au Royaume-Uni), qui sans être une nouveauté, se répandent à cette occasion de manière systématique, et rappellent le sacrifice, tel le monument de New York, en plein centre-ville, à la mémoire de soldats enterrés à Château-Thierry. En France, 35 000 monuments sont érigés entre 1919 et 1924 (y compris outre-mer et dans les colonies), de toutes sortes et de tous styles (selon les envies et les moyens des communes). Seule l'URSS reste en dehors de ce mouvement. Une mémoire officielle du conflit se constitue aussi, *via* des musées comme l'*Imperial War Museum* de Londres ou le *Zeughaus* de Berlin) et des institutions scientifiques comme la fondation Carnegie aux États-Unis, ou encore le *Comitato per la storia del Risorgimento* italien. Au risque de l'instrumentalisation.

La création d'une **mémoire de guerre** pose la question, longtemps occultée, du deuil, à la fois expression du souvenir et condition de l'oubli. Le deuil de guerre est néanmoins spécifique, notamment en ce qu'il inverse l'ordre des générations, les parents perdant brutalement leurs enfants. Les réactions sont diverses, depuis R. Kipling qui s'adonne au spiritisme pour avoir des nouvelles de son fils disparu en 1915, à E. Durkheim, qui se laisse littéralement mourir. De fait, les soldats meurent en général loin des leurs, sans le soutien de leurs proches : le choc est d'autant plus fort quand l'incertitude demeure et que le corps a disparu. Le travail de deuil est du reste rendu plus difficile par la récurrence des discours héroïsants et des commémorations officielles, censés consoler les proches et renforcer la communauté dans le souvenir de l'union sacrée. Les commémorations s'inscrivent dans cette double tension, tant sur le plan individuel que collectif.

Ainsi, le 11 novembre devient, sous la pression des **anciens combattants** (qui imposent en France le 11 novembre comme un jour de fête nationale à partir de 1922) dans la plupart des pays, un jour de recueillement rythmé par une liturgie funéraire, décalque civique des cérémonies catholiques pour les morts. Une nouveauté commémorative, le culte d'un soldat inconnu, instauré à partir du 11 novembre 1920 à Londres (à l'abbaye de Westminster) et Paris, puis chez la plupart des anciens belligérants à l'exception de l'Allemagne et de l'URSS, permet de faciliter le deuil. Signalons que le 11 novembre est une cérémonie civile, sous le signe du deuil et du pacifisme. Il met en exergue un citoyen d'un nouveau genre : l'ancien combattant, gardien pointilleux du souvenir et ordonnateur du culte. Dans tous les pays, les vétérans se sont organisés en diverses associations (par des regroupements politiques, communautaires – les mutilés – ou professionnels). Sensibles à un discours pacifiste sur fonds d'union sacrée, les anciens combattants ne deviennent pourtant pas une force politique et se

◆ On voit également une mémoire pacifiste, véritable contre-mémoire, émerger dans la plupart des pays, autour d'institutions comme l'*antikriegsmuseum* (Berlin) ou de rares monuments aux morts comme celui d'Equeurdreville (Manche) avec l'inscription : « Que maudite soit la guerre. » ◆

◆ En France, la création en 1919 d'une organisation de masse, l'UNC (Union nationale des combattants) cautionnée par le gouvernement permet de désamorcer le mécontentement naissant des démobilisés. On compte aussi l'Union Fédérale (UF), plus orientée centre-gauche et l'ARAC (Association républicaine des anciens combattants), d'obédience communiste, en tout plus de 3 millions d'adhérents à la fin des années 1920. ◆

contentent d'un *lobbying* efficace concernant le statut des anciens combattants (pensions, retraites, avantages matériels) ou encore la justice de guerre et ses excès.

Rétablir les sociétés dans la paix suppose enfin de saisir les changements induits par la guerre : les sociétés ont évolué et entretiennent un rapport neuf à la violence ou la politique, cherchant des solutions dans l'isolationnisme, dans la révolution ou dans des politiques réactionnaires. Le « déclin de l'Occident » et l'avènement des dictatures de masse, prophétisé par Oswald Spengler, se précisent. Ce sera l'objet des chapitres nationaux.

Conclusion

À l'issue du traité de Versailles, il apparaît aux Européens que conclure une paix est peut-être aussi difficile que de gagner une guerre. Si le pacifisme est bien le sentiment dominant, avec la volonté d'écarter tout nouveau danger de guerre, les modalités de cette politique demeurent diverses : faut-il éliminer le « danger » allemand, ou bien reconstituer une Allemagne forte contre le nouveau « danger » bolchevik ? D'où la déception causée par un traité qui semblent incomplet, et bientôt source de discorde. Sous l'influence du président américain Wilson, les États vainqueurs tentent néanmoins de réformer le vieux système international, source de tensions : la Société des Nations porte en elle les espoirs d'une diplomatie nouvelle et pacifique, le triomphe du droit sur la force. À cette reconstruction de la société internationale fait écho la reconstruction des territoires, et des individus. Il s'agit tout à la fois d'oublier la guerre – c'est le temps des Années folles – et de préserver la mémoire – « plus jamais ça ». La guerre est tout à la fois un long cauchemar et un nouveau cadre de références pour des sociétés traumatisées, dont les conceptions politiques, culturelles... sont désormais bouleversées. Un sentiment que Paul Valéry traduit dans une sentence célèbre : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles » (*La Crise de l'Esprit*, 1919).

Débats et enjeux

Des sociétés traumatisées

L'influence de la Grande Guerre sur les sociétés des années vingt et trente pose la question du rôle de ce conflit dans l'histoire de la civilisation occidentale, si l'on admet que cette guerre clôt, d'une certaine manière, le *xix^e* siècle perçu comme le siècle du progrès. À cet égard, le travail fondateur est celui de G. L. Mosse, qui forge la notion de *brutalization* traduite en français par « brutalisation/ensauvagement », c'est-à-dire les seuils de violence

et leur franchissement durant le conflit, ainsi que les conséquences – traumatisantes – dans l'après-guerre de ce processus qui « décivilise » (en référence inverse aux travaux de N. Elias, qui postule à un développement constant de la civilisation/civilité, processus au sein duquel la Grande Guerre serait un épiphénomène). L'une de ces conséquences rejoint un autre travail de Mosse (*The Nationalization of the masses*, 1975), qui décrit la

transformation de la société allemande avec la montée en puissance du nazisme. Les sociétés issues de la guerre entretiennent un rapport neuf à la violence et à l'Autre, rapport qui se répercute dans le champ des affrontements politiques et bientôt ethniques avec, en germe, les génocides. L'avènement des régimes totalitaires, théorisant l'état de guerre permanente et la violence politique, serait la conséquence de ce processus.

Bibliographie

Ouvrages généraux

- D. BARJOT, O. DARD, D. MUSIEDLAK, O. FARON, *Les Sociétés, la guerre, la paix*, SEDES, 2004.
 B. CABANES, E. HUSSON (dir.), *Les Sociétés entre guerres et paix*, Armand Colin, 2003.
 R. GIRAULT et R. FRANK, *Turbulente Europe et nouveaux mondes*, Armand Colin, 1998.
 F. ROUSSEAU (dir.), *Les Sociétés, la guerre, la paix*, Atlande, 2004.

Le traité de Versailles et ses suites

- D. ARTAUD, *La Reconstruction de l'Europe*, PUF, 1972.
 J. BARIÉTY, *Les Relations franco-allemandes, 1919-1924*, Pédone, 1997.
 J.-J. BECKER, *Le traité de Versailles*, coll. « Que sais-je ? », PUF, 2002.
 J.-J. BECKER, S. AUDOIN ROUZEAU (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre*, Bayard, 2005.
 J.-J. BECKER, « Les procès de Leipzig », in *Les Procès de Nuremberg et de Tokyo*, A. WIEVIORKA (dir.), Complexe, 1996.
 J.-B. DUROSSELLE, *Clemenceau*, Fayard, 1988.
 S. JEANNESSON, *La France, Poincaré et la Ruhr, 1922-1924*, Presses universitaires de Strasbourg, 1998.
 D. PEUKERT, *La République de Weimar*, Aubier, 1999.
 P. RENOUVIN, *L'Armistice de Rethondes*, Gallimard, 1968.
 G.-H. SOUTOU et Cl. CARLIER (dir.), *1918-1925, Comment faire la paix ?* Economica 2001.
 Documents : J. M. Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix, 1919* et J. Bainville *Les Conséquences politiques de la paix, 1920*, (rééd. par D. Todd, préface d'E. Husson, Gallimard, 2002).

Les sociétés face à la paix

- C. BAECHLER, *Gustav Stresemann*, Presses universitaires de Strasbourg, 1998.
 J. BARIÉTY et A. FLEURY (dir.), *Mouvements et initiatives de paix dans la politique internationale*, Peter Lang, 1987.
 N. BEAUPRÉ, *Le traumatisme de la Grande Guerre*, Presses du Septentrion, 2012.
 A. BECKER, *La Guerre et la foi, de la mort à la mémoire, 1914-1930*, Armand Colin, 1994.
 B. CABANES, *La Victoire endeuillée*, Seuil, 2004.
 G. L. MOSSE, *De la Grande Guerre aux totalitarismes, la brutalisation des sociétés européennes*, Hachette Littératures, 1999.
 A. PROST, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, FNSP, 1977 et coll. « Archives », Gallimard, 1977.
 E. DU RÉAU, *L'Idée d'Europe au XX^e siècle*, Complexe, 1995.
 Y. SANTAMARIA, *Le Pacifisme, une passion française*, Armand Colin, 2004.
 M. VAISSE, *Le Pacifisme en Europe des années 20 aux années 50*, Bruylant, 1993.
 Jay WINTER, *Sites of memory, sites of mourning. The Great War in European cultural history*, Cambridge UP, 1995.

Les transformations économiques de l'Europe et du monde dans l'entre-deux-guerres

La Première Guerre mondiale a non seulement bouleversé les économies nationales des belligérants, mais aussi l'équilibre économique mondial. Les reconstructions en Europe dynamisent les économies, mais déstabilisent les monnaies. Après le déclenchement de la crise mondiale et de ses conséquences sociales et politiques tragiques, les années vingt passeront pour avoir été une ère de prospérité.

1 Les années vingt : le retour progressif à la prospérité

■ Reconstructions et nouvel équilibre de l'économie mondiale

Le règlement financier de la guerre envenime le premier après-guerre en Europe. Le prix de la victoire a été très lourd pour les Alliés européens, très endettés auprès des États-Unis, et ils ont bien l'intention de faire payer les Allemands. L'intransigeance du traité de Versailles reflète néanmoins un compromis entre les Britanniques et les Américains, décidés à réintégrer rapidement l'Allemagne dans l'Europe pacifiée, et les Belges et les Français, en difficulté financière, résolus à ne rien lâcher. On assiste à une **transformation profonde de l'ordre économique mondial**, la hiérarchie des pays industrialisés sortant modifiée de la guerre : ce sont désormais les États-Unis qui mènent l'économie mondiale, en raison de leur puissance industrielle et financière.

Les économies de guerre ont conduit à la mise en place d'un certain dirigisme de l'État, au moins pour les secteurs-clés. Cette **intervention de l'État dans l'économie**, très nouvelle, se poursuit en partie lors de la période de reconstruction. Même si assez rapidement, sous la pression des milieux économiques et de l'opinion publique, on en revient à la liberté économique, les mentalités ont largement évolué.

■ Crises monétaires et désordres économiques

Pendant la Première Guerre mondiale, l'instabilité monétaire s'était développée. Pour revenir à une situation équilibrée, les gouvernements des États-Unis et de Grande-Bretagne mettent en place **des politiques de déflation** qui conduisent à une crise. Ces politiques répondaient à une situation de forte croissance – en raison d'une demande intérieure et extérieure (européenne) forte qui poussait l'inflation à la hausse.

La réponse du gouvernement américain, en mai 1920, est en particulier d'augmenter le taux du crédit et de réduire l'émission de monnaie, ce qui conduit à une chute brutale de la demande, une réduction de la production et une hausse du chômage.

En Grande-Bretagne, l'économie a été gravement affaiblie par la guerre et la livre sterling a perdu beaucoup de sa valeur avec le conflit, mais aussi en raison de la forte attractivité du dollar. Le gouvernement met

LA CHUTE DES EXPORTATIONS BRITANNIQUES (ANNÉES 1920)

	En millions de livres	Indice des prix (base 1913)
1913	525	100
1920	1 334	71
1921	703	50
1927	709	79
1929	730	82

Source : André Siegfried,
La Crise britannique au ^{xx}e siècle,
 Armand Colin, 1931.

également en place une politique de déflation avec les mêmes méthodes (1921). En conséquence, il y a une forte baisse des prix, sans pour autant que les exportations y gagnent, bien au contraire, et une élévation importante du nombre de chômeurs, concomitante avec l'arrêt de l'économie de guerre (en 1921, plus d'un million de chômeurs, un million et demi en 1923). Le pays a perdu confiance et l'agitation sociale s'y développe, ce qui conduit à l'arrivée au pouvoir du parti travailliste en 1923 (gouvernement d'union nationale de MacDonald), et à une grève générale en 1926.

Si le territoire allemand n'a pas été occupé, l'**Allemagne** sort cependant de la guerre dans une situation économique et financière très difficile. L'amputation d'une partie de son territoire la prive de régions économiquement riches et de ressources (agricoles, minerais, charbon), alors qu'en application du traité de Versailles elle doit livrer du matériel et du charbon à la France, à la Belgique, au Luxembourg et à l'Italie. La production a chuté et l'État, très endetté et face à de fortes indemnités de guerre, ne peut contenir l'inflation. La dépréciation de la monnaie atteint 50 % de sa parité or dès 1918 et s'accélère vertigineusement par la suite : à la fin de l'année 1922, le dollar vaut 8 000 marks (4 marks avant la guerre), en 1923, toute référence n'a plus de sens (hyperinflation), les billets affichent des sommes en milliards de marks qui ne permettent même plus d'acheter du pain. Le 20 novembre 1923, le reichsmark est remplacé par une nouvelle monnaie, le Rentenmark, l'échange se faisant sur la base de 1 000 milliards de reichsmarks pour un nouveau mark. La classe moyenne et la bourgeoisie sont ruinées, mais la dette de l'État est ainsi apurée et la relance économique s'opère à partir de 1924, grâce à l'apport massif de capitaux étrangers.

■ Retour à la croissance et à la coopération économique

Dans la seconde moitié des années 1920, on constate le retour à une **prospérité relative** avec une reprise générale de la croissance à partir de 1925-1926. L'avance économique américaine se précise (industrie et gestion) et les méthodes américaines de production deviennent un modèle pour l'Europe (transferts de technologie, modèle fordiste, concentration de la production). La productivité en est améliorée.

Les **équilibres du commerce mondial** ont été modifiés : de nouveaux producteurs agricoles (Canada, Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande) concurrencent maintenant les pays européens ; de même dans le domaine industriel, en 1929, les États-Unis font désormais part égale avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne pour la production industrielle, et une poussée commerciale japonaise est déjà perceptible, tandis que la part française diminue. Le **processus de mondialisation**, déjà largement commencé avant 1914, se poursuit sur un rythme un peu ralenti et la hiérarchie internationale n'est plus la même.

On assiste au développement des accords gouvernementaux de commerce, mais le **protectionnisme** en Europe et aux États-Unis est plus fort qu'avant le conflit. Dans quelques secteurs industriels (matières premières, sucre, chimie, acier ou électricité) se mettent en place, à l'échelle internationale, **des ententes** (cartels) sur la production, sur le partage des marchés ou sur les prix, d'initiative privée.

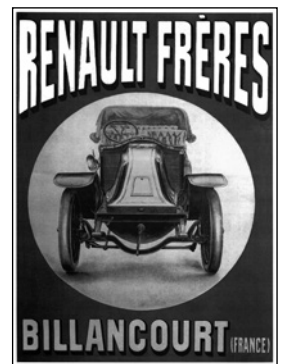
Aux États-Unis, après la crise de l'immédiat après-guerre, la croissance est revenue et la prospérité semble s'installer. Les industries de biens de consommation sont alors à la pointe du progrès et les secteurs de l'automobile (80 % de la production mondiale) et de l'électroménager répondent à la demande de consommateurs dont le pouvoir d'achat ne cesse de progresser, entraînant ainsi toute la dynamique de l'éco-

LE CHÔMAGE EN GRANDE-BRETAGNE (ANNÉES 1920)

	Pourcentage	Nombre
1921	6,4	1 010 000
1922	14,2	2 003 000
1923	13,3	1 511 000
1924	11,9	1 268 000
1925	11,2	1 307 000
1926	11,1	1 252 000
1927	12,1	1 496 000
1928	10,7	1 336 000
1929	12,1	1 453 000
1930	12,6	1 479 000
1931	21,5	2 663 000

Source : André Siegfried, *op. cit.*

PUBLICITÉ POUR LES VOITURES RENAULT (ANNÉES 1920)



nomie qui entre pleinement dans la consommation de masse. Le pays devient un modèle de modernité pour les entrepreneurs européens, mais aussi pour le grand public qui méconnaît la persistance de grandes inégalités sociales, en particulier pour les Noirs et les immigrants. Mais les agriculteurs sont exclus de cette prospérité en raison d'une chute des prix sensibles sur le marché mondial.

En Grande-Bretagne, le relèvement économique allège les difficultés financières et sociales et le gouvernement britannique restaure la parité de la livre sterling avec l'or en mai 1925 (*Gold Standard Act*), ce qui rétablit aussi le prestige britannique. Mais ceci porte atteinte à la compétitivité de ses prix industriels à l'exportation, d'autant plus que l'appareil industriel a vieilli. À l'inverse, les importations augmentent énormément, rendant la balance commerciale très déficitaire. D'une façon générale, l'économie britannique peine à s'adapter à la nouvelle concurrence mondiale.

En France, l'industrie se modernise rapidement et produit plus, au moins pour les branches les plus innovantes, telles que celles de l'automobile ou de la chimie. Cependant, si les grandes sociétés ont déjà intégré les méthodes américaines de rationalisation de la production et de gestion, la structure de l'industrie demeure traditionnelle, les grandes entreprises restant des exceptions. L'économie française bénéficie d'investissements étrangers et sa balance commerciale est désormais excédentaire. Mais ici encore, le secteur agricole ne bénéficie pas de cette embellie.

■ Quelques signes inquiétants

Cependant, on note déjà des signes inquiétants malgré la prospérité presque générale. Les **politiques choisies** par certains gouvernements semblent inadaptées. Dans le souci de la stabilité et du retour de la monnaie à sa parité d'avant 1914, les dirigeants britanniques adoptent une politique de monnaie forte et de déflation. Il s'agit de faire face à la concurrence financière américaine, mais ceci pénalise lourdement l'industrie britannique qui ne s'en remettra jamais, et la déflation renforce le chômage et ralentit la croissance (une moyenne de 2,2 % annuel contre 4 % avant 1914). Ainsi, la Grande-Bretagne perd son rôle de « banquier du monde » (mais les États-Unis ne sont pas tout à fait prêts à en assurer la relève) et l'Europe perd progressivement le contrôle de la production et du commerce dans le monde.

2 Les années trente : crise mondiale et tensions économiques et sociales

■ La crise économique aux États-Unis : déclenchement et explication

Le krach boursier

Le krach boursier new-yorkais est l'aboutissement logique de l'**emballement de la spéculation** qui se développe à partir de 1926, accentuée par les possibilités de nombreux achats à crédit (4/5 des titres acquis en 1929). Le volume du prêt est ainsi passé de 2,5 milliards de dollars en 1926 à 6 milliards en 1929, alors que dans le même temps, l'indice des valeurs boursières passait de 100 (1926) à 216 (1929). La hausse des cours dépasse largement l'évolution de la valeur réelle des entreprises (ni leur activité, ni leur capital n'a doublé en trois ans). Les

DÉCLENCHEMENT DE LA CRISE (CHRONOLOGIE) 1929

21 octobre : 6 millions de titres vendus à la Bourse de New York.
24 octobre (« Jeudi noir ») : Panique boursière, effondrement des cours.
29 octobre : Les valeurs boursières continuent de chuter. Faillite de plus de 350 établissements de crédit. À la fin de l'année, plusieurs pays ont suspendu leurs règlements en or.

dividendes versés deviennent dérisoires par rapport à la valeur des actions. Le gouvernement américain s'en inquiète et augmente le taux d'intérêt du crédit à court terme dans le but de dissuader les achats. L'annonce, en septembre, de la faillite de la société anglaise Hatry est un premier signe de la crise.

Le lundi 21 octobre 1929, on constate **une inversion brutale de la tendance**, tous les cours sont à la baisse. Le jeudi 24 octobre (« Jeudi noir »), 13 millions de titres sont offerts à la vente, mais personne n'est acquéreur. Les cours s'effondrent en moyenne de 35 %, mais pour certaines valeurs jusqu'à 90 %. La panique est déclenchée (avec quelques suicides à la clé). Le mardi 29, ce sont 16,5 millions de titres qui sont mis en vente. Les grandes banques américaines interviennent, mais cela n'enraye que provisoirement le phénomène de la chute des valeurs qui se poursuit de manière régulière jusqu'en juin 1932. Il s'agit donc de **l'éclatement d'une bulle spéculative**, phénomène classique pour toutes les fortes spéculations, selon John Galbraith. Mais cette crise est aussi le reflet d'un **déséquilibre plus profond de l'économie** américaine dont les signes ont commencé à se faire sentir dès 1927, avec la crise agricole.

Des explications complémentaires pour la montée des prix tiennent au développement d'industries nouvelles, à la rationalisation et aux nouvelles méthodes de gestion. Tous ces éléments, en particulier l'envol trop rapide de certaines actions, n'étaient pas passés inaperçus auprès des autorités monétaires (la *Federal Reserve Bank* et les grandes banques) qui, dès 1928, poussaient à une augmentation assez nette du taux d'intérêt pour améliorer les garanties sur les emprunts et tenter de freiner la spéculation. Mais ceci a aussi eu pour effet de renforcer les flux des investissements européens, ce qui a contribué à l'inflation.

Un enchaînement fatal

Le krach a **détruit la confiance** dans la prospérité et a entraîné la faillite du système complexe de crédit sur lequel reposait la croissance américaine. Les débiteurs ne peuvent plus honorer leurs dettes, car ils comptaient sur leurs gains boursiers et de ce fait, les créanciers (brokers, banques, entrepreneurs) tombent en **faillite**. Malgré la chute du taux d'intérêt, le crédit ne redémarre pas. Les **capitaux étrangers fuient**, en particulier vers Paris, d'où une raréfaction de l'argent disponible, qui entraîne à son tour une **déflation**. La réaction des entrepreneurs est en effet de baisser les prix pour continuer de vendre et pour écouler les stocks, même à perte. La **production** est aussi **à la baisse**, par ajustement à la demande qui se contracte. L'investissement cesse, le commerce extérieur est atteint, d'autant plus que l'augmentation des taxes (tarif *Hawley-Smoot* de 1930) entraîne des représailles douanières. La **crise sociale** se déclenche alors, en raison de la montée brutale du chômage qui passe, aux États-Unis, de 1,5 million de personnes en 1929 (3 % de la population active) à 12 millions en 1932 (25 % de la population active). De plus, les agriculteurs sont touchés par l'effondrement des prix agricoles (qui avaient commencé à baisser dès 1927), d'où beaucoup de ventes de terres et un exode vers l'ouest américain, avec « l'illusion californienne ». Les salariés du tertiaire et les professions libérales sont également appauvris. Dans la société américaine, qui était déjà entrée dans l'ère de la consommation de masse au cours des années vingt, **le choc est brutal**. La pauvreté frappe toutes les classes sociales et des files de chômeurs s'allongent devant les soupes populaires ou les bureaux de bienfaisance.

1930

oct.-nov. : Crise bancaire, faillite de plusieurs grandes banques. Les dévaluations monétaires s'enchaînent (États-Unis, Canada, Australie).

1931

mai : Faillite de la plus grande banque autrichienne (*Kredit Anstalt*) ; une série de faillites en Europe centrale et en Allemagne (*Danab Bank*).

juin : Moratoire Hoover sur toutes les dettes intergouvernementales.

juillet : Fermeture de la Bourse et rétablissement du contrôle des changes en Allemagne.

septembre : Dévaluation de la livre sterling qui abandonne l'étalon-or. Suivent des dévaluations dans de nombreux pays d'Europe et au Japon et une deuxième crise bancaire aux États-Unis.

1932

Mise en place de tarifs douaniers en Grande-Bretagne et préférence impériale envers les membres du Commonwealth. Contingents d'importations dans de nombreux pays.

1933

mars-avril : Embargo sur l'or aux États-Unis, troisième crise bancaire et flottement du dollar qui n'est plus convertible en or.

ÉTATS-UNIS :

CHÔMAGE (1929-1939)

	Pourcentage	Nombre
1929	3,2	1 550 000
1930	8,7	4 340 000
1931	15,9	8 020 000
1932	23,6	12 060 000
1933	24,9	12 830 000
1934	21,7	11 340 000
1935	20,1	10 610 000
1936	16,9	9 030 000
1937	14,3	7 700 000
1938	19,0	10 390 000
1939	17,2	9 480 000

Source : US Census Bureau, Historical statistic (www.census.gov).

LES RÉACTIONS DE J. M. KEYNES

◆ « La lutte contre le chômage passe par l'amélioration des profits des entreprises. L'amélioration des profits des entreprises ne peut venir que d'une amélioration du niveau d'investissement. L'accroissement de l'investissement doit aussi inévitablement engendrer une hausse des prix. Pour accroître l'investissement, il faut : restaurer la confiance dans le crédit, programmer de grands travaux de construction sous les auspices du gouvernement ou d'une autorité publique (pour relancer les investissements) et abaisser le taux d'intérêt à long terme (chaque baisse rendant possible un nouvel ensemble de projets). » ◆

Harris Lectures, 1931.

UNE ANALYSE LIBÉRALE DE LA CRISE DE 1929

◆ « Un jour, la crise a éclaté et elle a été ce qu'elle avait toujours été : une tendance au réajustement, entraînant baisse des coûts de production, réduction des salaires, faillites et toutes les mesures habituelles de réadaptation à un niveau d'équilibre permanent. Nous avons pensé que ces réadaptations étaient très désagréables. C'est pourquoi nous avons vu se dérouler la longue chaîne d'interventions et de mesures qui avaient pour but de paralyser le jeu des forces qui tendaient à rétablir l'équilibre économique en opposant en particulier de très solides obstacles aux mouvements des prix. En conséquence, nous aggravons et entretenons la crise et prétendons à la faillite du régime libéral ou capitaliste, autrement dit du régime dont la pérennité était assurée par le libre jeu des prix. » ◆

Jacques Rueff, Conférence du 2 mai 1935, in *Œuvres complètes*, Plon, 1977.

Des explications complexes et controversées

Sur l'analyse du déclenchement de cette dépression et ses enchaînements, la littérature est abondante. Il n'en reste pas moins que les avis des auteurs divergent, ou parfois se complètent, et qu'il est difficile de tirer une explication simple des événements. On peut cependant en donner les approches les plus souvent développées.

Si l'effondrement de 1929 a été si spectaculaire, c'est que **la fin brutale d'un cycle économique** se serait conjuguée avec des difficultés spécifiques, nées de la transition, très lente, d'un régime fort de demande à un autre plus modéré, après les changements sectoriels affectant l'industrie américaine (processus normal d'évolution et de transformation structurelles, au cœur même du fonctionnement des économies capitalistes). Ceci n'explique cependant pas la **gravité** de cette crise, car ce phénomène n'était pas nouveau. La grande dépression peut ainsi être considérée comme un événement déclenché par des circonstances historiques et institutionnelles accidentelles, mais qui fut prolongé par les conditions propres au développement industriel de longue durée. On peut aussi s'interroger sur la **responsabilité des politiques économiques** ou des représentations de l'économie dans la genèse du krach de 1929.

D'une manière générale, la plupart des interprétations sur les origines de la dépression américaine s'appuient sur une analyse macroéconomique, sans prêter, semble-t-il, une attention suffisante aux transformations structurelles et technologiques profondes qui se mettent en place aux États-Unis au cours des années trente et qui peuvent en partie expliquer **l'échec partiel de la reprise économique**. Cependant, on peut souligner que la plupart des produits et processus qui ont émergé lors de l'entre-deux-guerres dominèrent l'industrie américaine après la Seconde Guerre mondiale. Le processus de transformation s'est donc poursuivi malgré la crise.

VOLUME DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR MONDIAL

À l'échelle mondiale : indice 100 en 1929		1932	1937
Produits alimentaires	- Commerce	89	93,5
	- production	100	108
Matières premières	- Commerce	81,5	108
	- production	74	116
Produits manufacturés	- Commerce	59,5	87
	- production	70	120

Source : M. Niveau, cité par B. Marcel, J. Taïeb, *Crises d'hier, crise d'aujourd'hui*, Nathan, 1992.

■ La propagation de la crise américaine

C'est avant tout en raison du fait que l'économie des pays industrialisés est déjà largement mondialisée, tant par les flux financiers que par les flux commerciaux, que **la crise se propage** assez rapidement à l'ensemble du monde occidental, mais avec une ampleur variable selon ces pays, en relation avec le degré d'ouverture de leur économie. Après les retraits de capitaux, qui sont les conséquences directes de la crise financière américaine, en particulier en Allemagne, en Autriche et en Grande-Bretagne, s'enchaînent l'effondrement du crédit international et la **contraction du commerce mondial** (janvier 1929 : 3 milliards de dollars, mars 1933 : moins d'un milliard) qui va étendre la crise à l'ensemble de l'économie.

La crise touche d'abord rapidement les grands pays industrialisés, Grande-Bretagne, Allemagne et Japon, tandis que la France, l'Italie ou la Suisse se croient un moment épargnées. Une des premières conséquences est un très fort **recul de la production**, entre fin 1929 et 1933. La demande en chute brutale entraîne un **effondrement des prix et le chômage** s'installe rapidement. Les sociétés occidentales sont donc très profondément touchées par cette crise mondiale et avec la montée du chômage, croissent également les troubles sociaux.

Dépression forte en Grande-Bretagne

En 1931, la Grande-Bretagne est touchée à son tour par la crise, et en juillet 1931 se développe une véritable **panique financière**. Les conséquences économiques se caractérisent par une production qui chute de moitié dans certains secteurs, par une **crise commerciale** et par un chômage qui atteint au moins trois millions de personnes en 1932 (il persiste à 2 millions en 1938). Celui-ci comprend un fort pourcentage de **chômeurs de longue durée**, dont le taux passe de 7,2 % (1929) à 22 % (1932) puis à 28-29,5 % (1933-37). Il est encore à 29 % en 1938. Ces chômeurs, rapidement en fin de droits, doivent se tourner vers l'Assistance publique et leur difficultés sont très grandes, au point que plusieurs « **marches de la faim** » sur Londres sont organisées en 1934 et en 1935.

Cette forte dépression dure au moins jusqu'en 1935 et renforce les inégalités territoriales, au détriment de régions déjà en déclin depuis la fin de la guerre. La société britannique survit grâce au prix très bas des produits alimentaires et des matières premières importés, car la Grande-Bretagne libérale n'applique pas de droits de douane. Dans l'espoir de relancer ses exportations, le gouvernement décide, dès 1932, d'une **dévaluation de la livre sterling** d'environ 40 %, assortie d'une politique budgétaire rigoureuse afin de rétablir la confiance dans la monnaie. Pour protéger ses produits industriels, il admet temporairement le **retour au protectionnisme**, mais en réservant à l'Empire des accords préférentiels (accords d'Ottawa).

Chômage de masse en Allemagne

Si le retrait assez brutal des capitaux américains a contribué à aggraver la crise en Allemagne, il n'en est pas la cause principale. Les données économiques y montrent, comme ailleurs, **des signes de faiblesse de l'économie**, voire de récession **dès 1928** : ralentissement de la croissance et des investissements, déficit extérieur, hausse des salaires réels, tout ceci pesant déjà sur la rentabilité.

La crise est rapide et très sévère. Si l'on prend l'année 1928 comme référence (indice 100), la production industrielle est tombée en moyenne à 59 en 1932 (plus forte baisse pour les biens de production que de consommation). Le commerce extérieur s'écroule et ne représente plus, en 1933, que 69 % de son volume de 1929. Et le chômage, qui touche déjà 1,4 million de personnes en 1928, triple en trois ans (5,6 millions en 1932). Or l'**assurance chômage** (une des plus anciennes du monde) n'est pas conçue pour un chômage de masse, le gouvernement va donc y mettre des conditions très sévères d'attribution et en raccourcir la durée. L'allocation n'est plus fixée qu'à un niveau très bas de subsistance, la pauvreté s'étend rapidement et le mécontentement également.

Une crise plus tardive en France

En France, la période de prospérité des années 1920 se prolonge jusqu'en 1931, entre autres grâce à une bonne tenue des exportations, surtout dans les secteurs industriels les plus dynamiques. Mais d'autres sec-

INDICES DES PRIX MONDIAUX DE 1925 À 1934

	Produits agricoles	Produits industriels
1925	115	107
1926	100	114
1927	98	93
1928	97	90
1929	89	96
1930	67	81
1931	48	61
1932	37	49
1933	35	47
1934	33	44

Indice 100 : moyenne 1925 à 1929.

Source : d'après G. Castellon, *L'Allemagne de Weimar*, Armand Colin, 1969.

LE CHÔMAGE EN ALLEMAGNE



« Je cherche n'importe quel travail ! ».

© Keystone-France/Gamma Rapho

Voir « Débats et enjeux » à la fin de ce chapitre.

teurs, de la petite industrie et de l'agriculture, sont plus fragiles, tandis que la contraction du commerce mondial commence à faire sentir ses effets.

La croissance du chômage commence en juin 1930 et atteint un premier maximum en novembre 1932, puis après une pause (il y a une courte reprise économique en 1932), elle se poursuit jusqu'en novembre 1936 (maximum). Ceci donne donc une **périodisation de la crise** un peu différente de celle des autres pays. En 1931, la France recense 453 000 chômeurs, dont seuls 55 000 sont secourus. À cette époque, le chômage n'est donc que rarement indemnisé, mais une réforme va élargir ces droits. C'est ainsi qu'en 1936, plus de la moitié des 865 000 chômeurs sont alors aidés. La population active a diminué en plus grande proportion (env. 1,3 million de personnes), car on estime à environ 500 000 les femmes qui ont arrêté de travailler et n'entrent pas dans la catégorie des « chômeurs ». Par ailleurs, une partie non négligeable des salariés est contrainte au chômage partiel (converti en chômage total, ceci représente 170 000 personnes en 1931, 214 000 en 1936). Si le **niveau de chômage reste bien plus bas** que dans les autres pays industrialisés, comme ailleurs se développe la **spirale déflationniste**, cette baisse de l'emploi entretenant celle des prix et de la production.

3 L'entrée dans une nouvelle époque

HERBERT C. HOOVER (1874-1964)

◆ Né dans une famille quaker modeste, il suit une formation à Stanford et devient ingénieur des mines. Il travaille aux États-Unis, puis dans de nombreux autres pays du monde (Australie, Asie, Europe et Amérique du Sud). Pendant et après la Première Guerre mondiale, il dirige la *Food Administration*, destinée à répartir l'aide américaine aux pays européens. Il poursuit ensuite une carrière politique dans le Parti républicain : ministre du Commerce depuis 1921, il se présente à l'élection présidentielle en 1928, qu'il remporte. Très attaché au libéralisme économique, il s'oppose à une intervention directe de l'État, et malgré quelques mesures d'aide, ne parvient pas à freiner la crise, qui se déclenche l'année suivante. Battu par Roosevelt en 1932, il milite dans l'opposition aux mesures démocrates. ◆

Cette première crise durable remet en cause les fondements même du système libéral qui ne sait pas répondre à cette crise d'un genre nouveau. Dans tous les pays industrialisés, qu'ils soient démocratiques ou totalitaires, des mesures importantes d'intervention de l'État dans l'économie vont être prises par des gouvernements qui sont sommés de régler les problèmes sociaux et qui tâtonnent à la recherche de politiques efficaces de relance, après les échecs des premières réponses à la crise.

■ Les réactions face à la crise

New Deal aux États-Unis

Aux États-Unis, le président **Hoover**, républicain, dans une logique libérale, ne pousse pas les pouvoirs publics à intervenir dans cette crise (hormis la Banque fédérale, mais elle est indépendante). Il compte sur le processus de régulation naturelle du système capitaliste, mais il s'avère rapidement que celui-ci n'a pas les capacités d'absorber une crise aussi forte, et en particulier ses conséquences sociales. **Quelques mesures** ont cependant été prises, telles qu'un programme fédéral de travaux publics ou des aides aux institutions financières, tout comme une forte augmentation des impôts, mais elles ne suffisent pas. Cette passivité relative de l'administration Hoover, et surtout l'absence de secours aux plus nécessiteux, va conduire, en novembre 1932 à l'élection de son adversaire démocrate, **Roosevelt**.

Pour autant, celui-ci est également partie prenante du système économique libéral sur lequel repose le système américain. D'où un important dilemme pour le nouveau président : comment lutter contre le chômage et la misère qu'il entraîne sans restreindre la liberté économique et fausser le jeu du marché ? **Le New Deal** va tenter de répondre aux difficultés du moment tout en conciliant cet apparent paradoxe, avec la conviction de ses promoteurs qu'il n'est pas possible d'attendre passivement que les mécanismes autorégulateurs de l'éco-

nomie libérale rétablissent les équilibres, car le coût humain en serait trop élevé.

Dès son entrée en fonction, Roosevelt annonce, dans son discours de politique générale (4 mars 1933), le programme qu'il souhaite mettre en œuvre. Les **politiques de relance** qu'il préconise, d'inspiration keynésienne, passent par une priorité à la lutte contre le chômage, et visent donc à procurer de l'emploi pour rétablir le pouvoir d'achat de manière à relancer la machine économique. Pour fournir de l'emploi, il est prêt à ce que le gouvernement américain lui-même entreprenne des travaux publics de grande ampleur et recrute directement, à défaut d'initiative privée. L'État fédéral va ainsi employer des jeunes et des travailleurs qualifiés pour des projets publics. Ce sont donc **des pratiques en rupture totale** avec la place qu'avait jusque-là tenue l'État fédéral dans la société américaine.

Le premier New Deal, voté lors d'une session spéciale du Congrès (du 9 mars au 16 juin 1933), à la suite des émeutes de la faim, comportait un moratoire sur les dettes des banques, une dévaluation du dollar (permettant de rembourser plus facilement les dettes) et des actions pour favoriser l'augmentation des prix (quotas pour limiter la production, limitation de la concurrence) et une politique de grands travaux. Parmi les réalisations les plus spectaculaires figure l'aménagement de la vallée du Tennessee, grâce à la création d'une agence fédérale (*Tennessee Valley Authority*) chargée d'entreprendre les travaux de régulation du cours du Tennessee, d'améliorer la navigabilité du fleuve et d'y édifier des centrales hydro-électriques. Deux mesures majeures, prises respectivement dès mai et juin 1933, et concernant les secteurs les plus directement touchés, tentent de relever le niveau de vie des agriculteurs en limitant la surproduction (*Agricultural Adjustment Act*) et celui des travailleurs de l'industrie (*National Industrial Recovery Act*) en contrôlant la concurrence et en réorganisant le secteur industriel.

Face à des résultats moins encourageants que prévus et une aggravation de la situation sociale, se met en place un **second New Deal** (mai-août 1935) qui inaugure de nouvelles mesures inspirées des théories de Keynes : relance de l'économie par la consommation (augmentation des salaires et des aides de l'État, grands travaux). Les nouvelles mesures prises ont cette fois un caractère social et l'État prend le pari d'un déficit temporaire de son budget, comblé ensuite par les nouvelles rentrées d'impôts.

Ainsi, **sur le plan social**, l'État fédéral innove en créant un projet de sécurité sociale, afin d'assurer un revenu aux personnes âgées (de plus de 65 ans), handicapées et aux chômeurs (*Social Security Act*, 1935). De plus, la loi Wagner (1935) accorde liberté et protection aux syndicats et leur accorde le droit de conclure des accords collectifs : il s'agit de faire pression sur les patrons américains afin qu'ils donnent des salaires suffisants, susceptibles de relancer l'économie par la demande. En 1935, suit une nouvelle série de mesures pour résorber le chômage des « cols blancs » (*Federal Writers' Project*). Enfin, l'État intervient dans la législation du travail (*Fair Labor Standards Act*, 1938) en limitant la semaine de travail à 40 heures et en fixant un minimum salarial (40 cents par jour).

Le New Deal marque donc le début de l'intervention de l'État dans l'économie : on parle d'État providence (*Welfare State*). L'économie américaine, au cours des années 1930, a subi une profonde restructuration de la production et de l'emploi. Globalement, **le bilan du New Deal est un semi-constat d'échec**. Ainsi, il n'y a pas de retour à la prospérité, le nombre des chômeurs reste élevé et la misère perdure. La reprise économique ne se dessine vraiment qu'en 1938 grâce à la

UNE CRISE DE CONFIANCE ?

◆ « D'abord, laissez-moi vous dire que je suis intimement persuadé que la seule chose que nous ayons à craindre, c'est la crainte elle-même. Si nous comparons les dangers qui nous guettent avec ceux que nos ancêtres ont surmontés grâce à leur foi et à leur ignorance de la peur, nous pouvons encore nous montrer reconnaissants. La nature nous offre encore ses munificences et les efforts de l'homme les ont multipliées. L'abondance est à notre porte. La mesure de notre reconstruction dépendra de la façon dont nous saurons appliquer dans notre société d'autres valeurs plus nobles que les seuls profits mercantiles. » ◆

Discours d'investiture de F. D. Roosevelt, 4 mars 1933.

L'AMÉNAGEMENT DE LA VALLÉE DU TENNESSEE

◆ « Je suggère donc au Congrès une législation qui créerait une agence de la vallée du Tennessee, une administration investie de pouvoir gouvernemental, mais qui aurait la flexibilité et l'initiative d'une entreprise privée. Elle serait chargée de la plus vaste tâche de planification pour le bon emploi, la conservation et le développement des ressources du bassin du Tennessee et des régions avoisinantes, pour le bien-être social et économique de toute la nation. L'Agence devrait recevoir les pouvoirs nécessaires pour porter ces projets jusqu'à leur réalisation effective. » ◆

Franklin D. Roosevelt, *Message to Congress suggesting the Tennessee Valley Authority*, April 10, 1933. trad. F. B.

dynamique du réarmement. Pourtant ce bilan nuancé est politiquement très positif pour Roosevelt, réélu en 1936, 1940 et 1944.

Réarmement et autarcie en Allemagne

En Allemagne, Heinrich Brüning (du *Zentrum*) est chancelier du Reich de 1930 à 1932. Il va devoir faire face à la réaction exacerbée d'une population définitivement traumatisée par l'hyperinflation de 1923-1924. La solution d'une déflation, qui aurait pourtant pu apporter une amélioration de la compétitivité des produits industriels dans un pays fortement exportateur, est mal perçue, car l'on craint une spirale inflationniste. De plus, cela tendrait à augmenter le poids des dettes de guerre, payées en devises étrangères. Or l'action est urgente, car la production industrielle est tombée à 59 en 1932 (indice 100 en 1929). Le gouvernement choisit donc de miser plutôt sur **une baisse des prix intérieurs**, avec des **mesures fiscales** (hausse et multiplication des impôts), la diminution des salaires des fonctionnaires, la **réduction des dépenses publiques** (qui pèsent sur le montant de l'assurance chômage), mais aussi des mesures de contrôle des prix. Les résultats de cette politique de rigueur ne sont pas efficaces, car celle-ci entraîne une baisse de la demande, de l'investissement et de l'activité économique dans son ensemble, d'où s'ensuit une augmentation du chômage (qui passe de 2,3 à 6 millions de personnes).

On sait que les troubles sociaux graves qui en découlent ont favorisé la nomination d'**Hitler** à la chancellerie. Le Parti nazi n'avait pas de programme économique spécifique et le fonctionnement général de l'économie capitaliste a été conservé, même si certains principes directeurs ont été imposés, tels qu'une coopération constante des milieux économiques avec l'État, dans des structures professionnelles sous contrôle. Les nazis ayant été élus essentiellement en raison de la forte montée du chômage, la **lutte pour l'emploi** est donc, dès le début, leur objectif principal. Une des principales mesures est la mise en place d'un programme de **grands travaux** (mais celui-ci avait été déjà initié sous le gouvernement de Brüning), en particulier avec la construction d'autoroutes. La reprise allemande est également basée sur la relance des industries de biens de consommation. La politique du régime n'est pas une politique keynésienne qui relancerait l'économie par la consommation, mais elle choisit de le faire par la production industrielle et par une certaine fermeture des frontières.

Des mesures fiscales et des aides spéciales ont été également accordées afin de favoriser l'emploi, et dès la fin de l'année 1933, l'État allemand investit directement dans l'industrie : alors que **l'investissement public direct** était de 18 % en 1928, il est de 45 % entre 1933 et 1938 (évidemment lié au réarmement, pour lequel les dépenses s'accroissent à partir de 1935, mais avec le maintien d'une forte production des biens de consommation). C'est sans doute la principale explication du redémarrage de l'économie allemande (indice de la production industrielle : 125 en 1938) dans laquelle l'État joue donc un rôle essentiel.

Protectionnisme dans tous les pays industrialisés

La politique du **gouvernement britannique** travailliste (MacDonald, avec à partir de 1931 un gouvernement de coalition, jusqu'en 1937) reste globalement conforme à sa position libérale et il ne pratique donc pas de politique de relance, à l'exception de quelques aides pour encourager les entreprises à s'installer dans les régions les plus en difficultés, mais au contraire une politique d'**austérité budgétaire**. La relance de l'économie, la première pour l'ensemble des pays industrialisés, semble surtout avoir été la conséquence, pour les personnes ayant conservé leur emploi,

Voir le chapitre 7.

LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN ALLEMAGNE

en millions de Reichsmarks	1928	1933	1938
Armement	827	730	15 500
Transports	2 234	1 238	3 376
Administration publique	1 830	810	1 200
Dépenses sociales	1 023	200	700
Construction	1 330	185	250
Total	7 244	3 163	21 026

d'une hausse du niveau de vie, les salaires ayant mieux résisté que les prix, en particulier pour les produits importés. Le choix du protectionnisme dès 1932, et le **repli sur l'Empire et sur la zone sterling** ont également contribué à cette embellie, tout comme le flottement de la livre sterling (qui de fait entraîne une dévaluation) ainsi qu'une politique de crédit à bas taux d'intérêt (*Cheap Money Policy*).

L'État intervient cependant dans l'industrie, favorisant la concentration d'entreprises, la diminution des capacités de production dans le textile, la chimie ou l'automobile et en attribuant quelques subventions agricoles et des garanties de prix. Dès 1934, le niveau de la production industrielle de 1929 a été retrouvé et le chômage régresse progressivement de 3 millions en 1930 à 1 million en 1938. Le bilan des années 1930 montre que l'économie britannique, malgré la crise, a eu un taux de croissance moyen d'environ 3 %, donc rien de globalement catastrophique, même si ce bilan doit être nuancé. En effet, **la reprise reste fragile**, car à côté des régions aux industries dynamiques (bassin de Londres), les industries traditionnelles dans les pays noirs ne se relèvent pas et le taux de chômage reste assez élevé (environ 10 %) jusqu'en 1939. Les difficultés des chômeurs sont d'autant plus grandes que l'on a fortement diminué l'allocation de chômage (1934).

Ce qui caractérise **la lutte contre la crise en France** c'est le maintien plus durablement qu'ailleurs d'une politique de déflation (jusqu'en 1936), malgré les changements de gouvernements. Ainsi, les « décrets-lois de misère » du gouvernement Laval (15 juillet 1935) réduisent de 10 % toutes les dépenses publiques (dont les salaires des fonctionnaires et assimilés), ainsi que les prestations des assurances sociales, majorent de 20 à 25 % l'impôt sur le revenu (annulés en juin 1936). Ils instaurent aussi une baisse de 10 % sur le prix de l'électricité, du gaz et des loyers professionnels. Les gouvernements successifs restent attachés à l'étalon or et au refus d'une dévaluation. De plus, dans le but d'éviter une sortie des capitaux, les taux d'intérêts restent élevés. Pour éviter les conséquences néfastes sur les exportations, on tente aussi de faire baisser les prix. Cette **politique globale de déflation** échoue et conduit au contraire à prolonger la crise en France.

Le Front populaire va tenter une autre voie sur l'idée du partage du travail et de la hausse du pouvoir d'achat (**politique de relance**). Ainsi la loi (12 juin 1936) abaisse-t-elle la durée légale du travail à 40 heures (au lieu de 48, sans baisse de salaire), une autre loi instaure deux semaines de congés payés (20 juin), les accords Matignon (7 juin) entraînent la hausse des salaires comprise entre 7 et 15 % (des salaires les plus élevés aux salaires les plus bas) et le gouvernement met en œuvre une dévaluation du franc. Grâce à la baisse du nombre d'heures de travail et surtout en raison de la dévaluation monétaire, le chômage se réduit un peu en 1937 (788 000 personnes), mais il repart à la hausse en 1938. Ce n'est qu'en 1939, avec l'entrée dans l'économie de guerre, que le chômage décroît.

■ Un bilan général

Le taux de chômage, en France, est très loin d'atteindre celui des autres pays industriels, mais il ne baisse presque pas au cours des années 1930, alors que la tendance à la baisse est constatée dans tous les autres pays. Si l'on se base sur **la production industrielle**, la Grande-Bretagne est le premier pays à commencer la sortie de crise, tandis que la France est le seul pays dont la crise se prolonge (en 1937, le niveau de 1929 n'est toujours pas retrouvé).

On peut tout d'abord y voir le rôle de **la politique monétaire**. Les pays qui semblent le mieux se reprendre sont ceux qui sortent du système

LES ACCORDS MATIGNON

(7 JUIN 1936) EXTRAIT

◆ Les délégués de la Confédération générale du travail et de la Confédération générale de la production française se sont réunis sous la présidence du président du Conseil et ont conclu l'accord ci-après :

Art. 1 : La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail. [...]

Art 4 : Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront, du jour de la reprise du travail, rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15 % pour les salaires les plus bas pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés ; le total des salaires de chaque établissement ne devant en aucun cas être augmenté de plus de 12 %. [...]

Les négociations pour la fixation par contrat collectif de salaires minima par région et par catégorie, qui vont s'engager immédiatement, devront comporter en particulier le réajustement nécessaire des salaires anormalement bas. [...] ◆

CROISSANCE EN VOLUME

DES PRODUCTIONS DES PRINCIPAUX PAYS DE 1922 À 1937

	1922-1929	1929-1937
Japon	+ 6,5 %	+ 3,6 %
Allemagne	+ 5,7 %	+ 2,8 %
Italie	+ 2,3 %	+ 1,9 %
Royaume-Uni	+ 2,7 %	+ 2,3 %
États-Unis	+ 4,8 %	+ 0,1 %
France	+ 5,8 %	- 2,1 %

Source : d'après *Bulletin SEDEIS* n° 804, supplément 1^{er} décembre 1961.

PARTS DES EXPORTATIONS MONDIALES (EN %)

	1913	1929	1937
Royaume-Uni	30,2	22,4	20,9
Allemagne	26,6	20,5	21,8
États-Unis	13,0	20,4	19,2
France	12,1	10,9	5,8
Belgique	5,0	5,4	6,6
Italie	3,3	3,7	3,5
Suisse	3,1	2,8	2,8
Japon	2,3	3,9	6,9
Canada	0,6	3,5	4,8

Source : A. Maizels, *Industrial Growth and World Trade*, Cambridge UP, 1971.

de l'étalon or, dont en premier la Grande-Bretagne, qui dévalue sa monnaie en 1931, suivie en 1933 par les États-Unis. De son côté, en raison de la politique d'autarcie menée par le gouvernement nazi, l'Allemagne échappe aux contraintes du système monétaire international. *A contrario*, les pays du « bloc-or », France, Belgique et Suisse, sont ceux qui connaissent durablement une situation monétaire difficile.

Dès 1936, le **réarmement** tire déjà l'économie mondiale vers la sortie définitive de la crise. Pourtant, en septembre 1939, ni l'Allemagne, ni les alliés franco-britanniques ne sont économiquement prêts pour le conflit. Mais les reculs successifs des démocraties face aux exigences d'Hitler poussent ce dernier à tenter un nouveau « coup ». Cette fois-ci, malgré leur préparation économique et militaire inachevée, la France et la Grande-Bretagne décident de garantir leurs alliances et déclenchent la **guerre**.

Débats et enjeux

Les spécificités de la crise en France

La crise en France a un caractère **Latypique** car elle a suivi un déroulement assez différent de celui des autres pays industrialisés. Son profil particulier est celui d'un démarrage tardif, avec une incidence relativement modérée et une durée plus longue que les crises dans les autres pays industrialisés. La contraction des indices industriels français ne devient forte qu'à partir de 1931. Les données statistiques montrent encore l'existence d'une forte demande intérieure au cours de l'année 1930. Les profits se maintiennent encore à un niveau élevé en 1930 et les salaires réels augmentent.

Les prémices de la crise française apparaissent dès 1931 : alors que jusque-là la France ne connaît pas de chômage, le nombre des chômeurs s'élève rapidement à plus de 450 000 cette année-là. C'est évidemment peu par rapport aux 2,6 millions

de chômeurs britanniques ou aux plus de 5 millions de chômeurs en Allemagne, au même moment. La France n'est donc qu'assez peu touchée et la raison en est vraisemblablement le résultat de la politique monétaire du gouvernement Poincaré : la monnaie est légèrement sous-évaluée, ce qui facilite les exportations, et elle est crédible, car attachée à l'or.

Mais en 1931, l'Allemagne, en raison de ses graves difficultés intérieures, interrompt le paiement des réparations prévues par le plan Young. En même temps, le cours des produits agricoles s'effondre de 25 %. Alors qu'aux États-Unis la conséquence en est tragique, en France, où l'agriculture est encore peu modernisée et donc peu endettée, un tel choc peut être amorti. Mais s'ajoute alors la dévaluation brutale de 30 % de la livre sterling (sept.1931). Les prix français sont désormais trop élevés pour

le marché mondial. Entre 1929 et 1932, les exportations françaises ont chuté de 62 %, l'indice de la production industrielle atteint 78 (base 100 en 1928), certains secteurs étant plus touchés que d'autres (sidérurgie, constructions mécaniques). Il faudrait dévaluer le franc, mais aucun gouvernement ne prend le risque de cette mesure impopulaire. Il faudra attendre 1936 pour que le Front populaire s'y résolve (mais à un taux insuffisant, d'où de nouvelles dévaluations en 1937 et en 1938). L'État finance donc un renforcement des exportations vers les colonies françaises, au prix d'un endettement public en augmentation. À l'inverse des autres pays, si le taux de chômage reste modéré (7,5 % au plus haut niveau, soit bien moins qu'à partir des années 1980), il dure alors que la courbe s'inverse dans les autres pays industrialisés. La production ne redémarre pas et la situation

française reste difficile à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Pour expliquer la survenue tardive de la crise en France, des auteurs américains [Eichengreen et Wyplosz] soutiennent que la politique fiscale de Poincaré, en rétablissant un excédent budgétaire, provoque une vague d'investissements privés, particulièrement en 1930, ce qui maintient l'activité économique française à un niveau élevé, alors qu'à l'étranger les autres pays succombent à la dépression. Par ailleurs, l'économie française est moins exportatrice que les autres grands pays. Elle souffre bien sûr de la contraction du commerce mondial, mais peut reporter une partie de ses ventes sur son marché intérieur et sur son Empire colonial.

De son côté, Jacques Marseille [cf. *biblio*] dénonce la lecture d'une crise tardive en France, car il voit, sur les indicateurs de longue durée, un point de retournement qui se situerait dès l'année 1927, pour une grande majorité des branches industrielles. Loin d'être une consé-

quence de la crise américaine, la crise du capitalisme français aurait été provoquée par les contradictions de la croissance économique, entre un rapide essor de la productivité d'une industrie française très dynamique et la stagnation de la demande, dans un pays qui n'est pas encore passé à la consommation de masse. Cette perception d'origines spécifiquement nationales de la crise française n'est pas générale, elle a suscité des débats et d'autres auteurs, dont Jean-Charles Asselain [cf. *biblio*] soulignent au contraire le caractère importé de cette crise. Les deux explications ne semblent pas contradictoires, et, combinées, elles rendent mieux compte d'une réalité complexe.

Le faible pouvoir d'achat est aussi avancé comme explication à la crise française. Robert Boyer [cf. *biblio*] constate que le rapide accroissement de la productivité dans les années 1920 (5,8 % par an) n'est pas suivi par une hausse suffisante des salaires réels (2,2 % par an). La dépression serait donc due à une grave crise

structurelle marquée par l'impuissance de la consommation à soutenir la forte croissance de la production. Alfred Sauvy [cf. *biblio*] a insisté sur le rôle des erreurs de diagnostic et de politique économique dans la genèse puis dans la durée exceptionnelle de la crise en France. Il note en particulier les conceptions archaïques des dirigeants français sur la nécessité d'un équilibre budgétaire et du maintien de la parité or du franc. Mais selon lui, le Front populaire ne fait pas mieux avec la loi des 40 heures, mesure malthusienne qui en forçant les employés à ne travailler que quarante heures tend à faire chuter la production. Cette thèse est très controversée, comme l'est celle qui accuse d'archaïsme les milieux industriels et financiers français : au contraire, la modernisation des systèmes de production et de financement aurait été déjà largement engagée, même si elle était très inégale selon les secteurs (or les secteurs traditionnels dominaient encore la production). Près de 80 ans après cette crise, les avis des historiens et des économistes restent donc divergents.

Bibliographie

Histoire économique générale

C. AMBROSI et M. TACEL, *Histoire économique des grandes puissances à l'époque contemporaine : 1850-1964*, PUF, 1965.

J. BRASSEUL, *Histoire des faits économiques de la Grande Guerre au 11 Septembre*, Armand Colin, 2003.

O. CASTEL, *Histoire des faits économiques : La dynamique de l'économie mondiale du xv^e siècle à nos jours*, Presses universitaires de Rennes, 2005.

Y. CROZET et M. NIVEAU, *Histoire des faits économiques contemporains*, coll. « Quadrige », PUF, 2010. On peut commencer par cet ouvrage qui permet de restituer l'évolution dans le temps.

F. CROUZET, *Histoire de l'économie européenne 1000-2000*, Albin Michel, 2014.

P. LÉON, *Histoire économique et sociale du monde*, t. 5 : *Guerres et crises (1914-1947)*, Armand Colin, 1978. Une grande référence, toujours valable aujourd'hui.

B. MARCEL, J. TAÏEB, *Crises d'hier, crise d'aujourd'hui*, Nathan, 6^e éd., 2001. Intéressant par la mise en perspective des deux grandes crises du xx^e siècle.

Références historiques sur la crise de 1929

Les auteurs suivants ont été les premiers à théoriser la crise et leurs ouvrages sont des références.

J. K. GALBRAITH, *La Crise économique de 1929*, coll. « Petite bibliothèque », Payot, nouvelle éd. augmentée, 2011.

J. M. KEYNES, *Essais sur la monnaie et l'économie*, Payot, rééd. 1993.

J. M. KEYNES, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, rééd. 1996.

J. A. SCHUMPETER, « The Decade of the Twenties », *The American Economic Review*, vol. 36, n° 2, mai 1946, p. 1-10.

F. SIMIAND, *Les Fluctuations économiques à longue période et la crise mondiale*, Félix Alcan, 1932.

E. VARGA, *La Crise économique, sociale, politique (1935)*, rééd. éditions Sociales, 1976. Une analyse marxiste.

Généralités sur la crise

F. COCHET, *La Grande Crise 1929-1939*, Dunod, 1998.

P. FEARON, *The Origins and Nature of the Great Slump 1929-1932*, Mac Millan, 1979.

B. GAZIER, *La Crise de 1929*, coll. « Que sais-je ? », PUF, 2013.

C. P. KINDLEBERGER, *La Grande Crise mondiale 1929-1939*, Économica, 1988.

J. NERE, *La Crise de 1929*, Armand Colin, 1987.

La crise américaine

D. ARTAUD, *Le New Deal*, Armand Colin U2, 1991.

M. A. BERNSTEIN, *The Great Depression. Delayed Recovery and Economic Change in America, 1929-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

J. HEFFER, *La Grande Dépression. Les États-Unis en crise (1929-1933)*, Folio histoire, 1991.

M. FRIEDMAN et A. SCHWARTZ, *A Monetary History of the United States 1867-1960*, Princeton University Press, 1971.

I. JOHNSON, *La Crise de 1929 et l'émergence américaine*, PUF, 1999.

Journal of Contemporary History, vol. 4, n° 4, « The Great Depression », oct. 1969. Nombreux articles.

A. KASPI, *Franklin D. Roosevelt*, Perrin, 2012.

Transatlantica, revue d'études américaines, Dossier : « Beyond the New Deal », n° 1, 2006.

H. ZINN (ed.), *New Deal Thought*, Hackett Pub Co Inc, 2003.

La crise en France

J.-C. ASSELAIN, *Histoire économique de la France du XVIII^e siècle à nos jours*, t. 2, De 1919 à la fin des années 1970, Points histoire, 2011.

D. BORNE, H. DUBIEF, *La Crise des années 30 (1929-1938)*, Seuil, 1989.

J. BOUVIER (dir.), « Histoire économique : la France de l'entre-deux-guerres », *Revue Économique*, juillet 1980 (nombreux articles).

R. BOYER, « Le particularisme français revisité. La crise des années trente à la lumière de recherches récentes », *Le Mouvement social*, n° 154, janv.-mars 1991, p. 3-40 (Dossier : Paradoxes français de la crise des années 1930). Voir aussi l'article de K. MOURE, p. 131-156.

F. BRAUDEL, E. LABROUSSE (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, t. IV, vol. 2 (1914-1945), PUF, 1993. On peut commencer par cet ouvrage classique de référence.

F. CARON, *Histoire économique de la France : XIX^e-XX^e siècle*, Armand Colin, 2^e éd., 1995.

A. LEMENOREL, *Nouvelle Histoire économique de la France contemporaine*, t. III : *L'Économie libérale à l'épreuve, 1914-1948*, coll. « Repères », La Découverte, 1998.

K. MOURE, « La perception de la crise par les pouvoirs politiques », *Le Mouvement social*, janv.-mars 1991, p. 131-156.

V. PERRAKI, « Un aspect méconnu de la perception de la crise boursière : la presse parisienne du 24 octobre au 14 novembre 1929 », *Le Mouvement social*, janv.-mars 1991, p. 157-172.

J. MARSEILLE, « Les origines "inopportunes" de la crise de 1929 en France », *Revue économique*, Dossier : La France de l'entre-deux-guerres, juillet 1980, p. 648-684.

P. SALY, « La politique française des grands travaux 1929-1939 fut-elle keynésienne ? », *Revue économique*, juillet 1980, p. 706-742.

A. SAUVY, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, 4 tomes, Economica, 1984.

Le monde anglo-saxon dans l'entre-deux-guerres

À partir des années 1920, les sociétés se reconstruisent et tentent de dépasser le traumatisme de la guerre, tout en assimilant la modernité issue du conflit. Les sociétés entrent véritablement dans l'ère de la consommation et de la culture de masse, entraînées par le modèle, désormais dominant du monde anglo-saxon et particulièrement des États-Unis... alors que le « Vieux Monde » se remet lentement du conflit. Or le monde anglo-saxon – le Royaume-Uni et les États-Unis en particulier – entretient un rapport complexe avec le continent européen, fait de défiance et d'attrance, de rivalité et de connivence, d'interventionnisme et d'isolationnisme, un rapport exacerbé par la Grande Guerre. Un modèle de société apparaît donc, venu d'outre-Atlantique et fait pour dépasser la guerre, un modèle que la crise économique de 1929 va bouleverser et mettre en balance, laissant l'alternative à d'autres modèles, non plus sociaux, mais politiques, comme les régimes totalitaires.

1 Le Royaume-Uni au temps des Merry twenties

■ Entre traumatisme et providence

La culture du témoignage et de la paix

Sortir de la guerre, pour des sociétés immergées pendant quatre années dans un conflit total, suppose une réadaptation (à la paix et à ses valeurs) autant qu'une forme d'assimilation des normes et des pratiques du temps de guerre. Le pacifisme, qui domine la « *Lost Generation* » (équivalent anglais de la « génération du feu » française), est notamment entretenu par les réseaux d'anciens combattants et d'organisations pacifistes (telle la *League of Nations Union*, fondée en 1918 et qui revendique plus de 400 000 militants en 1931, ce qui en fait l'une des premières au monde). Un pacifisme qui s'étend au monde religieux anglican, lequel, lors de la conférence de Lambeth de 1930, condamne strictement la guerre.

Aussi la culture se ressent-elle directement du conflit : on écrit pour se libérer de souvenirs traumatisants, exorciser l'horreur. Une première réaction passe par le témoignage, social (les anciens combattants), politique (les commémorations) et culturel. À cet égard, il faut distinguer plusieurs vagues, liées aux cycles de la mémoire, en temps de guerre et dans l'immédiat après-guerre, puis – passée la « pulsion de silence » (Paul Fussell) – dans la dizaine d'années qui suit (*Mrs Dalloway* de Virginia Woolf : 1925 ; *Adieu à tout cela* de Robert Graves : 1929 ; *Mort d'un héros* de Richard Aldington : 1929 ; *Memoirs of an Infantry Officer*, du poète Siegfried Sassoon : 1930). Écriture et publication sont alors possibles après une lente maturation, comme une manière de tourner la page.

Le temps est à la **reconstruction** (est créé en 1917 un ministère dédié à cette tâche...) et aux réformes sociales. La sortie de guerre voit l'État anglais se lancer dans une politique sociale visant particulièrement la santé (ministère de la Santé en 1919, lutte contre la tuberculose, réglementation du métier d'infirmière), le logement (développement du logement social, avec les *Council Houses Act* de

HIÉRARCHIE DES REVENUS
(EN % DE LA POPULATION)

	1908	1929	1938
Aristocratie et haute bourgeoisie	31	16	12
Classes moyennes	19	15	14
Petite bourgeoisie	12	12	14
Ouvriers	38	57	60

Source : F. Bédarida, *La Société anglaise du milieu du xx^e à nos jours*, Seuil, 1990, pp. 304-305.

1919 et 1930), la condition féminine (droit de vote dès 1918, *Matrimonial Causes Act* en 1923, qui facilite l'accès au divorce pour les femmes) et, plus largement, la lutte contre la pauvreté (assurance chômage généralisée en 1920). Du reste, le Royaume-Uni sort de la guerre dans un état plus satisfaisant que la France : son territoire préservé, son empire augmenté et avec une envie de consommer qui fait des « *Merry twenties* » l'équivalent des Années folles françaises. Le niveau de vie va en augmentant (entre 1920 et 1938, les salaires réels progressent de 13 %). La vie culturelle se développe au niveau d'une véritable culture de masse, symbolisée par la naissance de la BBC (1922), le succès concomitant de la radio (8 millions de récepteurs en 1938) et le boom de la presse populaire. La société anglaise change et le poids des cols blancs s'accroît dans la population active (22 % en 1921), de même que celui des femmes, qui accèdent aux professions libérales, aux carrières universitaires. Une société qui évolue, et où les inégalités de revenus semblent s'atténuer (mais la concentration des richesses demeure).

■ Restaurer la puissance

Une vie politique placée sous le signe des conservateurs

Sur le plan politique, le Royaume-Uni, au sortir de la guerre, connaît une évolution comparable à la France. Ainsi, lors des élections de décembre 1918, premières élections de l'après-guerre, la coalition de conservateurs et de libéraux menée par David Lloyd George, Premier ministre depuis 1916, s'impose face aux travaillistes (lesquels progressent toutefois) et l'on parle alors d'une « Chambre kaki », déclinaison anglo-saxonne de la Chambre bleu horizon. Fait nouveau, les femmes, qui se sont vu accorder le droit de vote en 1918, participent aux élections. Mais ce gouvernement de coalition, qui s'engage dans une politique de rétablissement financier, va se heurter à une crise sociale et nationale importante, ainsi qu'à des difficultés extérieures. Il est remplacé, lors des élections de novembre 1922, par un autre gouvernement conservateur mené par Stanley Baldwin, lequel opte pour une politique protectionniste qui va à l'encontre des traditions britanniques, ce qui amène – après la dissolution de la Chambre des communes en décembre 1923 – une majorité travailliste et un gouvernement Ramsay MacDonald, le 21 janvier 1924. Toutefois, ce gouvernement chute à son tour, avec la majorité travailliste, lors des élections d'octobre 1924, à la suite d'un scandale touchant le Premier ministre. Les conservateurs, menés par Baldwin, reviennent donc au pouvoir pour cinq années, appliquant une politique plus classique, non sans tensions sociales.

Le prestige monétaire

Des diverses puissances européennes touchées par la guerre, le Royaume-Uni n'est pas la plus atteinte : il n'a pas eu à souffrir d'une invasion ni de destructions, sa mobilisation fut tardive (1917) et ses pertes moins importantes, son économie est moins durement touchée (notamment du fait des placements extérieurs, qui permettent d'équilibrer le déficit commercial dû à la guerre). L'effort de guerre n'a finalement recours à la dette publique qu'à partir de 1918. Mais symboliquement, la livre sterling n'est plus convertible en or depuis 1914, aussi l'un des objectifs de l'après-guerre anglais est-il de revenir à cette parité, synonyme de puissance. Cet objectif suppose toutefois des sacrifices financiers importants, comme le relèvement du taux d'escompte et l'équilibre budgétaire (dépenses = recettes), dans une pers-

UNE VIE POLITIQUE RENOUVELÉE

◆ En juin 1918, le *Representation of the People Act* donne le droit de vote à tous les Anglais de 21 ans révolus, ainsi qu'aux Anglaises à partir de 30 ans. Cette loi fait ainsi passer le corps électoral de 7,7 millions de personnes à 21,4 millions, ce qui bouleverse la vie politique anglaise en entraînant une reconfiguration des forces politiques. ◆

◆ L'application de l'étalon de change-or a eu pour l'Angleterre le très grand avantage de lui dissimuler, pendant de nombreuses années, sa position véritable. Dans toute la période d'après-guerre, la Grande-Bretagne a pu prêter, en Europe centrale, des capitaux qui toujours lui revenaient puisque, aussitôt entrés dans l'économie des pays emprunteurs, ils étaient déposés sur la place de Londres. ◆

J. Rueff, *Le Pêché monétaire de l'Occident*, Plon, 1971, p. 17.

pective déflationniste (1919). Le résultat ne se fait pas attendre : la conférence de Gènes, en avril 1922, rend à la livre son statut de monnaie forte, *via* le système du *Gold Exchange Standard*. Enfin, en 1925, le *Gold Bullion Standard Act* rétablit la convertibilité or de la livre, et témoigne du renouveau de la puissance financière anglaise et de la place de Londres, une mesure néanmoins critiquée par l'économiste J. M. Keynes (*Essai sur la réforme monétaire*, 1923, puis *Les Conséquences économiques de Mr Churchill*, 1925), qui discerne les prémices d'une future crise économique.

Cette politique a un coût social élevé : la livre étant forte, le déficit de la balance commerciale s'accroît, entraînant un chômage croissant qui s'atténue seulement à la fin des années 1920. En 1921, on compte déjà 2,5 millions de chômeurs qui trouvent, de 1922 à 1936, dans les *Hunger Marches* (les marches de la faim) un mode original de revendication. Après les années de guerre, durant lesquelles l'État est largement intervenu dans l'économie et les salaires pour les maintenir à un haut niveau, le retour au libéralisme provoque des tensions, notamment avec les syndicats, liés aux travaillistes dans le *Trade Union Congress*, ce qui entraîne des grèves (pour l'augmentation des salaires). Le *Red Friday*, une grève générale lancée le 31 juillet 1925, prend de court le gouvernement Baldwin, lequel s'emploie, par la suite, à limiter les effets d'une nouvelle grève. Soutenu par l'opinion publique et les communes, Baldwin obtient les pleins pouvoirs et la deuxième grève générale, débutée le 4 mai 1926, est un échec. En outre, le parlement vote en 1927 un *Trade disputes Act* qui restreint le droit de grève et interdit les grèves générales. Mais les conservateurs campant sur une politique économique de restriction, le coût politique sera décisif et entraîne le retour au pouvoir des travaillistes, lors des élections du 30 mai 1929.

Retour à la tradition diplomatique ?

À l'issue du traité de Versailles, Londres est revenue à sa politique traditionnelle d'équilibre européen : il s'agit d'encourager un relèvement allemand, afin de garantir un débouché au commerce anglais, et d'éviter à l'Allemagne une révolution sur le modèle bolchevik. Aussi l'Angleterre soutient-elle toutes les mesures de rééchelonnement des réparations allemandes (plans Dawes, Young, Hoover) ainsi que les revendications allemandes concernant le désarmement. L'Angleterre s'appuie également sur la SDN où elle dispose, grâce aux dominions, d'un « bloc anglo-saxon » qui pèse sur les votes de l'Assemblée. Enfin, le lien avec les États-Unis, prélude à une « relation spéciale » à venir, se tisse alors. Mais le Royaume-Uni enregistre également des déconvenues : si le traité de Versailles a tendu les relations entre vainqueurs, les suites du conflit – et notamment la guerre opposant la Grèce et la Turquie (mai 1919-octobre 1922) – est un échec important pour le gouvernement Lloyd George, du fait de la défaite grecque devant les troupes kémalistes, défaite soulignée par le traité de Lausanne (1922). Quant à la reconnaissance de l'URSS par le gouvernement MacDonald en 1925, elle provoque des remous dans l'opinion, d'autant que le Komintern pousse les syndicats britanniques à la grève révolutionnaire.

Un empire élargi, un impérialisme nuancé

Par ailleurs, le Royaume-Uni a su faire fructifier sa victoire : l'Empire britannique s'agrandit de 8 millions d'habitants et de 2 millions de km² – confisqués à l'Allemagne par le traité de Versailles, ou récupérés lors de l'effacement de l'Empire ottoman – et confiés par la SDN sous forme de mandat. En particulier, l'Angleterre reçoit l'Irak et ses

JOHN MAYNARD KEYNES (1883-1946)

Économiste anglais, gouverneur de la Banque d'Angleterre, il est le théoricien de la relance économique par la consommation et d'un libéralisme tempéré. C'est l'un des grands observateurs de la vie économique, depuis la Grande Guerre (*Les conséquences économiques de la paix*, 1919) jusqu'aux accords de Bretton Woods, auxquels il collabore, ainsi qu'à la naissance du FMI.

L'EMPIRE BRITANNIQUE CONTESTÉ

◆ Le rôle de l'empire britannique dans la guerre fut considérable (2,5 millions de soldats venus de l'empire colonial). Aussi les Britanniques firent-ils des promesses d'autonomie, notamment en Inde (les réformes Montagu-Chelmsford, de 1919) qui ne débouchèrent pas sur une autonomie réelle. L'insatisfaction des populations entraîna des manifestations, dont la plus dramatique fut le massacre d'Amritsar (11 avril 1919), qui causa la mort de 379 manifestants, tués par les troupes britanniques. Émerge alors la figure du Mahatma Gandhi, prônant la désobéissance civile. Aux difficultés en Inde s'ajoutent les tensions au Proche Orient. Au lendemain de la guerre, le Royaume-Uni reçoit de nombreux territoires sous mandat de la SDN dont l'Irak et ses champs pétroliers et la Palestine. Mais la révolte gronde en Irak, ainsi qu'en

Palestine où les Anglais doivent faire face au conflit, croissant, entre les colons juifs et la communauté arabe, conflit renforcé par les promesses faites pendant la guerre (déclaration Balfour, 1917). ♦

AUTONOMIE OU INDÉPENDANCE ?

♦ « Messieurs, il n'est plus possible de tergiverser davantage. Deux lettres sont prêtes : l'une mentionne l'accord sur les termes du traité entre le gouvernement de Sa Majesté et vous-mêmes, l'autre indique votre refus de demeurer dans l'Empire. Si j'envoie cette dernière lettre, c'est la guerre, la guerre dans les 3 jours. Des trains spéciaux de troupes et des navires de guerre se tiennent prêts à être acheminés sur l'Irlande et n'attendent que nos ordres... Alors messieurs, quelle lettre dois-je envoyer ? » ♦

D. Lloyd George aux députés irlandais, le 6 décembre 1921, cité par J. Guiffan, *La Question d'Irlande*, Complexe, 1989, p. 107.

Voir le chapitre 3.

champs pétrolifères. De ce fait, en 1919-1922, l'Empire britannique atteint sa plus grande extension. Symboliquement, et pour souligner l'apport des dominions dans la guerre, ceux-ci se voient dotés d'un ministère, le *Dominion Office*, en 1925, première étape vers une autonomie annoncée par Lord Balfour en 1926 et effective en 1931.

La question irlandaise

La question irlandaise, qui menaçait d'exploser en 1914, se pose de nouveau durant le conflit (avec, par exemple, l'insurrection de Pâques 1916, qui fait 3 000 victimes), et surtout dès la fin des hostilités. Le *Home Rule* de 1912 n'est plus d'actualité et lors des élections de 1918, les 73 élus du *Sinn Féin* manifestent symboliquement en refusant de se rendre à Londres et en organisant à Dublin un congrès national, le Dail (21 janvier 1919). Les nationalistes irlandais comptent alors sur la conférence de la paix pour la reconnaissance de leur nationalité, mais c'est un nouvel échec qui engage le mouvement dans la lutte armée à partir de janvier 1919. L'*Irish Republican Army*, de Michael Collins, va livrer une guérilla à l'armée anglaise jusqu'à l'été 1921. Entre-temps, Lloyd George promulgue, le 23 décembre 1920, le *Government of Ireland Act* qui prévoit la partition de l'Irlande entre Nord (Ulster) et Sud. Les premières élections (1921) confirment cette politique : les unionistes s'imposent en Ulster, le *Sinn Féin* l'emporte au Sud. Dès lors, une négociation peut s'engager qui aboutit au traité d'autonomie du 6 décembre 1921 : c'est la fin de la suprématie britannique (établie depuis le XII^e siècle) et la reconnaissance de la nation irlandaise. Seul l'Ulster demeure unie à la Grande-Bretagne. L'Irlande devenait autonome, intégrée au Commonwealth (une décision qui, en Irlande même, ne fait pas l'unanimité et qui entraîne une guerre civile jusqu'en 1923, entre partisans de l'accord et indépendantistes). Il faut attendre encore 1937 pour que l'Irlande, dotée d'une constitution, devienne un État souverain et indépendant.

■ La crise de 1929 : aspects politiques et sociaux

Dès 1930, le Royaume-Uni est touché par la crise américaine et ses conséquences mondiales (suspension du paiement des réparations par le moratoire Hoover de 1931, crise du commerce international...) : en décembre, on compte 2,4 millions de chômeurs. La production industrielle a chuté de 8 %, les échanges internationaux de 20 %, les exportations de 21 %.

Pour remédier à cette crise, MacDonald – revenu au pouvoir avec les travaillistes lors des élections de mai 1929 – prend la tête d'un **gouvernement d'union nationale** (*National Government*) le 24 août 1931, qui décide plusieurs mesures d'austérité : baisse des salaires et de l'allocation chômage, augmentation des taxes et de l'impôt sur le revenu. Symbole important, le Royaume-Uni renonce notamment à la convertibilité or et au libre-échange : la dévaluation de la livre en septembre 1931, soutenue par une politique protectionniste (*Import Duties Act* de février 1932, qui frappe toutes les exportations d'une taxe de 10 %, puis de 20 % en avril) et l'évolution des prix (les prix des matières premières – qu'elle importe largement – baissent plus vite que ceux des produits manufacturés, qu'elle exporte), permettent un rétablissement. En effet, le marché intérieur, dopé par la baisse des prix, absorbe une part essentielle de la production nationale, se substituant à l'exportation. Par ailleurs, le Royaume-Uni en profite pour mettre en place, avec les pays du Commonwealth (accords d'Ottawa, du 20 août 1932), un réseau d'accords commerciaux et un système de préférence impériale qui, sans relancer complètement le commerce

extérieur du Royaume-Uni, le renforce grandement. De même, le soutien du Commonwealth, gros producteur de métaux précieux, vient à point. En 1938, le Royaume-Uni est revenu au pourcentage des exportations mondiales de 1929, soit 13 %.

On parle alors des *Gloomy thirties* (les sombres années 1930) ou encore de la *Devil's Decade*, mais il faut toutefois souligner que le Royaume-Uni ne connaît ni conflit social grave, ni bouleversement politique violent. **Face au problème social** (on compte près de 3 millions de chômeurs en 1933), le recours à une politique de grands travaux d'État s'avère efficace, notamment dans l'immobilier et la sidérurgie (via une politique de réarmement qui débute en 1935, avec un budget qui passe de 136 millions de livres à 626 millions de livres en 1939), ou encore par des subventions sectorielles (agriculture en particulier). Dans le même ordre d'idée, l'intervention de l'État dans le secteur privé, via la création de sociétés d'économie mixte, relève de cette politique volontariste. Enfin, l'État incite à la concentration des entreprises ainsi qu'à une rationalisation de la production, une évolution que la crise a précipitée (comme dans le cas d'Unilever). Le résultat s'avère ainsi favorable aux industries nouvelles (industrie chimique, automobile) plutôt qu'aux industries traditionnelles. Il en va de même dans le secteur primaire. L'agriculture est restructurée par les *Agricultural Marketing Acts* de 1931 et 1933, qui rationalisent le marché intérieur en créant des offices de vente.

Au plan politique, la crise de 1929 a tout de même des répercussions. Première victime de la crise, le parti travailliste (qui se coupe de sa base en préconisant une politique d'austérité et de réduction des dépenses sociales) est laminé par les élections d'octobre 1931, qui voient le retour des conservateurs. Néanmoins, MacDonald, allié à Stanley Baldwin dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale formé le 24 août 1931, demeure au pouvoir jusqu'en 1935. Prenant des mesures sévères pour limiter les dépenses publiques (en attaquant notamment les salaires des fonctionnaires), le gouvernement se heurte à une réaction sociale vigoureuse et à un chômage qui demeure au-dessus de 2 millions de personnes jusqu'en 1939. En 1935, épuisé par ses années de gouvernement, MacDonald s'efface finalement devant Baldwin, lequel est confronté à une crise dynastique majeure, l'abdication du roi Édouard VII, fils aîné de Georges V et son successeur en janvier 1936. Ce roi, dont les sympathies d'extrême droite sont connues, avait épousé une Américaine divorcée et, devant l'opposition de tout l'*Establishment* (l'expression est apparue en 1920 sous la plume de Ford Madox Ford), est contraint d'abdiquer le 11 décembre 1936. Notons qu'il entraîne Baldwin dans sa chute, lequel démissionne en mai 1937 et est remplacé par Neville Chamberlain.

Néanmoins, le Royaume-Uni a su, dès le milieu des années 1930, dépasser la crise et retrouver une part de son dynamisme économique. Et contrairement aux puissances continentales, les mouvements extrémistes – tant le Parti communiste de Grande-Bretagne, fondé en 1920, que la *British Union of Fascists* d'Oswald Mosley – ne s'implantent pas dans le paysage politique anglais et demeurent des mouvements marginaux. Mais c'est notamment au prix de transformations majeures, comme l'intervention de l'État et l'instauration de tarifs.

À l'extérieur, le Royaume-Uni connaît également de grands changements, initiés avant la crise : en effet, préalablement à la conférence d'Ottawa, et à l'organisation d'un marché interne au Commonwealth, le Royaume-Uni a, par le statut de Westminster voté en novembre 1931, reconnu la souveraineté des dominions : L'Empire se muait en un

UN FASCISME ANGLAIS ?

◆ La *British Union of Fascists*, fondée par sir Oswald Mosley en 1932, fut le pendant anglais des mouvements fascistes apparus sur le continent. Admirateur de Mussolini, Mosley reprend le programme et le décorum fasciste, et dote ses militants d'un uniforme, une chemise noire, qui leur vaut le surnom de *Blackshirts*. Si le parti revendique, en 1934, plus de 40 000 adhérents, il ne profite toutefois pas de la crise. En dépit de quelques succès, comme lors des élections municipales de 1937, lors desquelles la BUF eut de bons scores dans l'agglomération londonienne, le parti – qui s'aligne sur le modèle et la pensée nazis en 1936 – ne parvient pas à séduire les foules, sans doute du fait d'une culture démocratique bien enracinée dans le pays. Passant à un discours pacifiste à outrance à partir de 1940, la BUF se heurte aux autorités et tend à disparaître. ◆

British Commonwealth of Nations. Mais l'**Inde**, perle de l'Empire, demeure à l'écart de cette évolution, en dépit des promesses de l'*India Act* de 1919 : ainsi, le massacre d'Amritsar (Pendjab) en 1919, va pousser les militants nationalistes indiens sur la voie de l'indépendance, par la tactique de non-coopération prônée en 1920 par Gandhi, lequel accède, l'année suivante, à la tête du Parti du congrès. Du reste, l'autonomie sur le mode du dominion, n'est pas plus reconnue par l'*India Act* de 1935. Le Raj (empire) britannique des Indes est fragilisé.

2 Aux origines du « siècle américain » (O. Zunz)

■ L'Amérique victorieuse

Le wilsonisme en acte

VERS LA PUISSANCE

◆ On ne peut donc comprendre l'essor des États-Unis sans commencer par bien cerner leur transformation interne profonde qui précéda leur entrée au rang de grande puissance militaire et diplomatique ; évolution qui allait donner aux Américains une nouvelle image d'eux-mêmes, celle d'une nation capable à la fois de réussir sa révolution industrielle, de produire de la richesse en quantités inouïes et de la répartir démocratiquement. C'est cet enchaînement de faits et d'idées, érigé en dogme, qui donna aux Américains la capacité d'intervenir sur la scène mondiale. ◆

O. Zunz, *Le Siècle américain*, Fayard, 2000, p. 12.

Entrés tardivement dans la Grande Guerre, le 6 avril 1917, les États-Unis en ont tiré parti pour asseoir une puissance neuve. Symboliquement, l'Amérique a su inscrire, sur le sol européen, son sacrifice, 110 000 morts : « Les Américains compensent très consciemment par de grands cimetières leur arrivée tardive dans le conflit et leurs pertes relativement réduites », constatent S. Audoin-Rouzeau et A. Becker. En 1918, les rapports de force entre le Vieux Continent et le Nouveau Monde semblent en passe de s'inverser : de débiteurs (pour 3,7 milliards de dollars à la veille de la guerre), les Américains sont devenus les créanciers de l'Europe (pour 10 milliards de dollars, dont 3 prêtés à la France) et leur stock d'or est passé de 20,4 % à 36 % de parts dans les réserves mondiales entre 1913 et 1918. De 1914 à 1917, la valeur des exportations en dollars, a triplé. Le président américain Woodrow Wilson, démocrate, connaît alors en Europe une popularité manifeste : l'homme des « 14 points » incarne l'espoir d'une paix durable (il reçoit en 1919 le prix Nobel de la paix) et juste, fondée sur un système international révisé, pacifique, ainsi que sur la démocratie. D'ailleurs, les femmes obtiennent en 1920, grâce au 19^e amendement, le droit de vote sans restriction. Les paroles de Thomas Jefferson, qui considérait, en 1801, les États-Unis comme « le meilleur espoir du monde », résonnent. À Versailles, secondé par le colonel House, il fait figure de chef de la coalition et, aux côtés de la délégation anglaise, il défend le principe d'une reconstruction économique rapide de l'Europe, ce qui passe par le relèvement de l'Allemagne.

L'Amérique des républicains

Paradoxalement, au moment où la popularité de Wilson est maximale en Europe, les républicains prennent le contrôle du Congrès et critiquent durement la diplomatie wilsonienne, appelant à un retour à la doctrine de Washington et de Monroe : celle de l'**isolationnisme par rapport aux affaires d'Europe**. Wilson refuse de son côté tout compromis concernant le vote des traités par le Sénat. Mais frappé d'hémiplégie, il ne parvient pas à se défendre. Le 19 mars 1920, le Sénat rejette les traités : l'Amérique signera une paix séparée avec l'Allemagne en 1921, et surtout, elle ne participe pas à la SDN et ne donne pas sa garantie au système international de l'après-guerre, système qu'elle a pourtant largement, par le biais du président Wilson, contribué à organiser. Les républicains s'installent à la Maison Blanche, depuis Warren Harding (1921-1923) jusqu'à Herbert Hoover (1929-1933) en passant par Calvin Coolidge (1923-1928). Et dans le domaine international, la doctrine républicaine pourrait se résumer en un slogan « l'Amérique d'abord ».

La défiance entre les anciens alliés croît rapidement, aiguillonnée par **la question des dettes interalliées** : les États-Unis refusent d'annuler les dettes ou de les lier aux réparations comme le demande la France. Celle-ci voudrait rembourser à proportion des réparations reçues de l'Allemagne, mais pour les Américains, il s'agit de deux questions distinctes et juridiquement non liées, puisqu'ils n'ont pas ratifié le traité. S'ils se montrent favorables à un moratoire sur les réparations allemandes, pour favoriser le relèvement, ils continuent par ailleurs d'exiger de la Grande-Bretagne et de la France le remboursement des dettes (lesquelles sont consolidées, pour ces deux pays, respectivement en 1923 et 1926), un débat qui envenime les relations d'après-guerre. Il faudra attendre la mise en place des plans Dawes (1924) et Young (1929) – qui fixent la somme des réparations et encadrent économiquement l'Allemagne de manière à favoriser son relèvement – pour clore la question.

Il est vrai qu'au plan économique, les États-Unis, en dépit de la domination du dollar, se ferment. Le président, républicain, Warren G. Harding engage le pays dans une politique à la fois libérale et protectionniste : son slogan de campagne « *back to normalcy* » témoigne de cette volonté, qui lui assure une élection très confortable (61 % des suffrages). Et les mesures suivent : les chemins de fer, comme la marine marchande sont de nouveau confiés au secteur privé, et le vote d'une série de tarifs douaniers (de l'*Emergency Tariff* de 1921 au *Smoot-Hawley Tariff* de 1930) ferme peu à peu le marché américain aux industriels européens : un isolationnisme économique qui menace notamment les relations avec le Vieux Continent, et pose le problème du remboursement des dettes de guerre. Pourtant, les investissements américains à l'extérieur augmentent : entre 1922 et 1929, ce sont près de 730 millions de dollars qui sont exportés chaque année. La puissance financière américaine, soutenue par des lois qui favorisent la politique de trusts américains à l'étranger (loi Webb-Pomerene en 1918 et loi Edge en 1919), conquiert des marchés naguère tenus par les Européens et revendique le statut de « banquiers du monde ». Les multinationales américaines se multiplient dans les années 1920 (en 1929, on compte 412 filiales américaines à l'étranger quand les filiales britanniques s'élèvent à 205).

■ L'Amérique en paix ?

La guerre achevée, l'effort de guerre américain est stoppé net et dans la foulée, les quelque 2 millions de *sammies* envoyés en Europe sont rapatriés dans l'année 1919. L'Amérique semble alors se réveiller après les années de guerre : du fait de la mobilisation de quatre millions d'hommes et de l'effort de guerre, l'économie a tourné à plein régime et les revenus des travailleurs ont augmenté de 25 %. Si la guerre a coûté cher (on estime alors à 22 milliards de dollars le coût pour les États-Unis), les bénéfices sont également importants : le tonnage de la flotte marchande est passé de 4,4 % (1914) à 15 % (1919) du tonnage mondial, l'enrichissement national est réel et quasi général (le PNB passe de 40 milliards de dollars en 1914 à 78,9 en 1919 puis à 104,4 en 1929). Dans un premier temps, **la démobilisation économique**, brutale, voit un fléchissement de la production industrielle, avant une reprise du fait de la reconversion des industries de guerre en temps de paix. Cette reconversion, qui s'étend jusqu'à 1922, s'accompagne d'une hausse importante des prix (75 % en moyenne), d'autant que l'État a levé dès novembre 1918 tous les contrôles économiques. Aussi, la hausse du coût de la vie, entre 1914 et 1919, est d'environ 77 %, absorbant les bénéfices et tempérant la soif de consommation.

JOHN MAYNARD KEYNES, LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA PAIX, 1919 (CHAP. VII)

◆ « Le règlement de la dette interalliée est donc un préliminaire indispensable, si l'on veut que les peuples puissent affronter, autrement qu'agités par des passions exaspérées, la vérité inévitable au sujet de l'indemnité qui sera obtenue de l'ennemi. (...) À la fin de la guerre, chacun devait à tous les autres d'immenses sommes de monnaie. L'Allemagne doit beaucoup aux alliés, les alliés à l'Angleterre, et l'Angleterre aux États-Unis. Les souscripteurs des emprunts de guerre dans chaque pays sont les créanciers de l'État, qui est à son tour créancier des souscripteurs eux-mêmes et des autres contribuables. Toute cette situation est au plus haut point artificielle, trompeuse et contraignante. Nous ne pourrions jamais plus nous remuer, si nous ne délivrions pas nos membres de ces entraves de papier. Un feu de joie est si nécessaire que si nous n'en faisons pas un, calmement et tranquillement, de façon à ne léser sérieusement personne, lorsqu'il se produira enfin, il deviendra un incendie qui détruira beaucoup de choses. » ◆

De même qu'en Europe, cette inflation provoque **une réaction sociale** qui se traduit par des mouvements de grève, pour des augmentations de salaire ou la réduction du temps de travail. Tous les secteurs sont touchés : dockers, mineurs, ouvriers de l'U.S. Steel... Même la police de Boston, qui s'est affiliée au syndicat le plus important, l'*American Federation of Labor*, se met en grève en septembre 1919, non sans provoquer une crise de panique, l'appel de la garde nationale et des anciens combattants. En 1919, 2 665 grèves touchent près de 4 millions de salariés. Pour les syndicats, et notamment l'AFL, fondée et présidée par Samuel Gompers, il s'agit d'imposer des réformes, et non une révolution.

Mais de nombreux Américains voient dans cette crise un plan orchestré par les « rouges » pour provoquer aux États-Unis une révolution sur le modèle de la révolution bolchevik. Peu à peu, c'est toute l'extrême gauche qui se trouve stigmatisée. Ainsi, les socialistes, menés par Eugène Debs, lequel avait obtenu 900 000 voix aux élections présidentielles de 1912, sont discrédités comme pacifistes depuis la guerre et voient leurs effectifs chuter. Il en va de même pour les deux partis communistes américains, qui revendiquent à eux deux 100 000 adhérents en 1919. Il existe également un syndicat anarcho-révolutionnaire, l'I.W.W. (*Industrial Workers of the World*) dont les membres, surnommés les *Wobblies*, préconisent la violence politique. Ces groupes, jusque-là tolérés, sont désormais considérés comme menaçants par les agents fédéraux, qui les infiltrent. Certes, l'Amérique a connu, comme d'autres pays, une vague d'attentats anarchistes qui a culminé en 1901, avec l'assassinat du président Mac Kinley. Mais l'après-guerre semble coïncider avec **un tournant conservateur**, qui frappe de plein fouet les « libéraux » américains. Les grèves, dans un premier temps, ainsi qu'une série d'attentats et de tentatives, attribués à l'extrême gauche – et qui touchent l'attorney général Palmer, le maire de Seattle ou celui de Cleveland – entraînent une réaction « anti-rouge » à tous les niveaux. L'attentat le plus marquant a lieu en septembre 1920, contre les bureaux de la banque Morgan : 38 morts et 200 blessés. Les dégâts occasionnés se montent à 2 millions de dollars. La réaction est immédiate et ample. Une commission sénatoriale lance une enquête sur les activités bolcheviks aux États-Unis. Les principaux leaders socialistes sont persécutés (Eugène Debs, incarcéré pendant la guerre, est remis en prison, Victor Berger, élu socialiste, est libéré mais il lui est interdit de reprendre son siège de représentant). Entre 1919 et 1920, 36 États promulguent **des législations anti-socialistes**, interdisant le drapeau rouge et l'adhésion à une organisation « séditeuse ». Le gouvernement fédéral, via l'*attorney general*, prend des mesures sévères contre les étrangers soupçonnés de bolchevisme, s'appuyant sur les lois concernant l'immigration. Ainsi, le 2 janvier 1920, une vague d'arrestations, dans 33 villes, touche 4 000 personnes (dont un tiers seront immédiatement libérées), américaines et étrangères (556 sont expulsées). Le climat « anti-rouge » est très tendu, et la violence répond à la violence, notamment lors de manifestations traditionnelles comme celles du 1^{er} mai 1919, où dans de nombreuses villes (Boston, New York, Cleveland...) des bagarres ont lieu, qui font de nombreux morts. Les étrangers, les juifs sont particulièrement visés par cette hostilité. Symbole de ce climat d'hystérie anti-rouge, l'affaire Sacco et Vanzetti (deux militants anarchistes italiens accusés d'avoir assassiné des transporteurs de fonds le 15 avril 1920 qui sont condamnés à mort en 1921 et exécutés – en dépit d'un mouvement international – en 1927) dévoile le climat d'intolérance qui règne aux États-Unis.

LA PROHIBITION

◆ Cette revendication ancienne (dès 1900, cinq États ont voté la prohibition) émane notamment des mouvements protestants fondamentalistes qui voient dans le commerce de l'alcool la cause d'une décadence sociale. Au cours de la Grande Guerre, les associations de tempérance, les ligues *anti-saloon* acquièrent une grande influence et en 1917, le vote du 18^e amendement interdit le commerce des « *intoxicating liquors* ». Une mesure qui entraîne le vote du *Volstead Act* (1919) qui rend illégal le commerce de toute boisson alcoolisée. Cette législation provoque une hausse de la criminalité : contrebande (par le Canada ou les Caraïbes), distillation, clandestine et commerces illicites. La prohibition devient une source de profits pour les organisations criminelles. Finalement, en 1933, le Congrès vote le 21^e amendement, qui revient sur le 18^e amendement, et adoucit le *Volstead Act*. L'ère de la prohibition s'achève. ◆

Autres victimes de cette crise, **les Noirs** : plus de 600 000 Noirs du Sud sont venus, entre 1917 et 1920, travailler dans les usines du Nord. Une migration importante, qui transforme peu à peu l'image même de la communauté noire (non plus seulement rurale et sudiste, mais désormais également urbaine et nordiste). Toutefois la démobilisation amplifie la ségrégation qui règne et accentue les tensions entre communautés. Des émeutes raciales, provoquées par des Blancs, sans emploi, éclatent dans l'été 1919 (le « *red summer* ») dans une vingtaine de villes, faisant au total 120 morts. Or, fait nouveau, les Noirs, dont certains sont d'anciens soldats démobilisés, réagissent et se défendent, voire contre-attaquent. Les émeutes qui ont lieu dans la ville de Chicago, provoquant plusieurs centaines de blessés, révèlent un climat racial tendu. La toute jeune (1910) *National Association for the Advancement of Colored People* a beau lancer des campagnes anti-lynchage (qui se concrétisent par une loi fédérale), les violences persistent. Par ailleurs, d'autres mouvements sont apparus dans la foulée de la guerre, comme l'*Universal Negro Improvement Association* de Marcus Garvey (1914), dont le grand projet – une compagnie maritime « noire », la *Black Star Line* – quoique échoué en 1923, peut être considéré comme le premier mouvement de masse des Noirs américains.

■ L'affirmation du modèle américain

Le temps du *big business*

Passées les nécessaires adaptations du temps de guerre au temps de paix, l'heure est donc à **la prospérité**, une prospérité qui ne se dément pas jusqu'au krach de 1929 et qui fait dire encore au président Hoover, en août 1928, que « le chômage, avec son corollaire, la détresse, est en grande partie en train de disparaître ». On parle alors d'un *American Way of Life*. Les facteurs de cette prospérité sont nombreux : **la production de masse** est rendue possible par l'abondance des ressources naturelles (en particulier les ressources énergétiques) et des capitaux, par la présence d'un vaste marché intérieur, ainsi que par le triomphe du taylorisme et de la standardisation, caricaturés par Charlie Chaplin dans *Les Temps modernes*. Les industries de pointe (comme la radio ou l'automobile) sont favorisées. Le secteur tertiaire s'impose, la productivité augmente dans tous les secteurs. La concentration industrielle et financière s'accélère : en 1919, 1 % des établissements disposent de 46 % des ressources bancaires du pays, et les 200 premières firmes non financières contrôlent 50 % du capital industriel. La figure de l'entrepreneur, « businessman » domine, comme modèle de la modernité : *Babbitt*, le héros de Sinclair Lewis (1922), incarne les espérances et les valeurs d'une Amérique tournée vers la consommation, encouragée par la publicité. Dans la foulée, les États-Unis s'électrifient. Le téléphone se répand (20 millions de postes en 1929).

L'*American Way of Life* en construction : les « *Roaring twenties* »

La **société de consommation** naît alors, entraînée par des prix bas, une production de masse et servie par une publicité envahissante ainsi que par un outil statistique qui s'affine et donne naissance à une forme d'ingénierie sociale destinée à faire débat. Elle concerne surtout les biens de consommation, l'électroménager, la radio (25 millions de récepteurs en 1938), le tout encouragé par une politique de crédit efficace qui gonfle le pouvoir d'achat des ménages, au risque d'une crise. Il est vrai que l'enrichissement est réel : le revenu national augmente (de 61 milliards de dollars en 1918, il passe à 87,2 milliards de dollars en 1929) et le revenu par tête suit le même mouvement (de

BABBITT OU LA CLASSE MOYENNE TRIOMPHANTE

◆ George F. Babbitt, le héros du roman éponyme de Sinclair Lewis, est l'incarnation des valeurs de la classe moyenne américaine au temps des *Roaring Twenties*. Marié et père de famille, cet agent immobilier à la vie bien rangée traverse dans le roman une crise existentielle qui l'amène à remettre en cause son couple, ses valeurs, ses principes et jusqu'à sa croyance en l'*American way of life*... avant de se résigner à reprendre le cours de son existence ennuyeuse et confortable. Ce roman, une satire de la société américaine, valut à son auteur d'être le premier américain à recevoir le prix Nobel de littérature (1930). ◆

LE MODÈLE AMÉRICAIN

◆ Inévitablement se pose la question du modèle américain : certes, l'Amérique exporte déjà ses novations culturelles, notamment grâce à la radio. Ainsi, le charleston et le jazz, arrivés en France en 1917 avec l'orchestre militaire de James Reese Europe, puis, dans l'après-guerre, avec la revue nègre et sa vedette, Joséphine Baker (1925) connaissent un réel succès. C'est le temps des big bands, les grands orchestres de jazz swing de Duke Ellington ou de Count Basie, qui dominent les années 1930 et conquièrent peu à peu l'Europe. Mais hors le jazz et quelques réussites (*Le Journal de Mickey* notamment), la culture américaine n'est pas encore conquérante. ◆

522 \$ à 716 \$ entre 1921 et 1929). Un effet de ce développement est l'accroissement du nombre d'étudiants (de 600 000 en 1920 à 1,2 million en 1930) pour une société qui a besoin de spécialistes et qui bientôt verra se multiplier les « cols blancs » (40 % de la population active dès 1951). Mais cette hausse des revenus n'est pas partagée par tous : les salaires ouvriers augmentent peu, l'agriculture est frappée par des crises fréquentes, situation accentuée par le retrait de l'État. Cet *American Way of Life* se distingue notamment par la place qu'il accorde aux femmes : les Européens s'étonnent alors – avant de la copier – de la liberté d'allure de **la femme américaine**, souliers plats, robe courte et « coupe à la garçonne ». Certes, l'image est à nuancer, mais elle témoigne des succès du féminisme américain, qui pèse sur la morale et les mentalités – le divorce, notamment, est une réalité (1 mariage sur 5 se termine ainsi en 1929) – autant que sur la vie civique, avec le droit de vote. Surtout, les femmes s'insèrent dans la population active, non sans se heurter aux préjugés masculins et à une opposition réelle, exacerbée au moment de la grande crise : de 1930 à 1940 ce sont 11,7 % puis 15,2 % des femmes qui travaillent, certes dans des conditions souvent médiocres (salaires faibles, temps partiel, sous-qualification). La guerre permettra aux femmes d'accéder plus largement au monde de l'entreprise (+ 110 % par rapport au temps de paix) et F. D. Roosevelt donne l'exemple en nommant en 1933 Frances Perkins au ministère du Travail.

La culture de masse se développe particulièrement dans les villes. Dans le domaine de la presse, quelques grands titres (*Time Magazine*, pionnier des *news magazine* en 1923 ou encore *The New Yorker* en 1925) font leur apparition, aux marges de l'empire de W. Randolph Hearst, magnat de la presse et modèle de *Citizen Kane*. Mais ce sont surtout les nouveaux médias qui ont le vent en poupe, comme **la radio**. Une première station, KDKA, est apparue en 1920, à Pittsburgh, qui connaît un succès fantastique : dix années plus tard, quelque 12 millions de foyers sont déjà équipés. Deux grands émetteurs s'imposent, la *National Broadcasting Corporation* (1926) et la *Columbia Broadcasting Corporation* (1927), qui structurent ce média neuf, alternant musique, publicité et information. **Le cinéma** constitue également la grande nouveauté de la période : les « stars » américaines (Douglas Fairbanks, Rudolph Valentino, Gloria Swanson, Charlie Chaplin...) dominent une production vaste (700 longs métrages par an en moyenne dans les années 1920), servie par un imposant réseau de distribution (20 000 salles, et près de 77 millions de spectateurs par semaine en 1929 contre 40 millions en 1922). Hollywood forge sa légende, devenant peu à peu une industrie puissante et organisée autour de grosses compagnies (Paramount, Metro-Goldwyn-Mayer, Fox...) qui réalisent les premières « grandes productions » (*Robin des Bois*, 1922). La production vise alors le loisir et répand une certaine culture américaine (20 % des films sont des westerns). Une innovation majeure, le cinéma parlant (avec *Le Chanteur de jazz*, en 1927) favorise cette domination américaine, qui va s'incarner dans un prix promis à un grand avenir : l'Oscar (remis à partir de 1929 par la toute jeune *Academy of Motion Picture Arts and Sciences*).

Autre nouveauté typique de cette culture conquérante, **le jazz**, venu de la communauté noire du Sud, se répand à travers les États-Unis, puis le monde. Il bénéficie notamment du succès du gramophone, inventé en 1877 par Edison, et qui, en 1919, est déjà répandu à plus de deux millions d'exemplaires (pour une production de 100 millions de disques en 1921). Il est également popularisé par des spectacles de variété, et favorise, dans la communauté noire, une relative affirmation

culturelle, à l'instar de mouvements littéraires comme la *Harlem Renaissance*.

La civilisation de l'automobile

Symbole de cette consommation de masse, l'automobile se popularise et l'on passe, entre 1921 et 1929, de 1,5 million à 4,7 millions d'automobiles en circulation, sur des infrastructures routières de qualité. À l'exemple de la célèbre Ford T (surnommée « *Tin Lizzie* » fabriquée en 93 minutes, au prix de 300 dollars, en noir et uniquement en noir), la fabrication en série et standardisée s'impose, qui démocratise la voiture. Une centaine de constructeurs rivalisent dans les années 1920 (il n'en reste plus que 44 en 1929), proposant une offre variée. Un Américain sur cinq en possède une (soit 26,5 millions de modèles en circulation en 1929), contre un Français sur 44. Les transports collectifs par bus s'imposent également, dans la foulée, avec notamment la formation, en 1929, de la compagnie Greyhound, une innovation qui favorise la scolarisation rurale. Et le pétrole y coule forcément à flots : la production passe de 33 à 138 millions de tonnes entre 1913 et 1929, bénéficiant également d'un réseau routier extrêmement étendu. L'automobile transforme les paysages et raccourcit la distance ville-campagne, impose de nouveaux modes de consommation (dont le tourisme automobile, grâce au développement des motels). Elle précède l'avion, dont le vol transatlantique de Charles Lindbergh (1927) prépare l'avènement.

L'Amérique des métropoles

Première conséquence du développement de l'automobile et des moyens de communication, la croissance manifeste des villes témoigne de l'attraction pour un mode de vie urbain dominant. Notamment, les banlieues s'accroissent, qui donnent naissance à des métropoles tentaculaires autour d'un centre historique. L'un des symboles de cette révolution urbaine est le gratte-ciel avec, en 1931, l'un des plus imposants : l'Empire State Building, un immeuble de 86 étages avec 200 000 m² de bureaux. Autre symbole, moins glorieux, la situation de plus en plus tragique de ghettos noirs comme Harlem qui, dès les années 1920, voit les taudis se multiplier.

Une Amérique majoritairement urbaine depuis 1920, terre d'exode rural (6 millions de personnes quittent la campagne entre 1920 et 1930) dont la démographie demeure forte (la population passe de 106,4 millions d'habitants en 1920 à 123 millions d'habitants en 1930, dont 56 % d'urbains), sans toutefois connaître les taux de croissance du siècle précédent. En effet, si les taux de natalité et de mortalité faiblissent, c'est surtout l'**immigration** qui stagne du fait des lois restrictives de 1921 (*Johnson Quota Act*) et 1924 (*National Quotas Act*), qui imposent des conditions financières préalables et fixent des quotas limitant pour chaque nationalité les entrées annuelles à 2 % des effectifs présents en 1890 : ainsi, 349 000 émigrants entrent aux États-Unis en 1920 mais seulement 67 500 en 1921 ! Pour la décennie, on passe de 6 millions dans la période 1911-1920 à quelque 4 millions d'immigrants en 1921-1930. Cette politique des quotas vise particulièrement l'immigration asiatique, dans le droit fil du *Chinese Exclusion Act* de 1882, et favorise, inversement, l'immigration européenne, qui remonte. Dans l'Amérique de la prospérité, le « *melting-pot* » – plus fantasmé que réel – ne fait paradoxalement plus recette et le nativisme revient en force, hostile à l'immigrant désormais perçu comme une menace.

LA HARLEM RENAISSANCE

◆ Ce mouvement né à New York dans le quartier de Harlem se développe dans les années vingt. En dépit de la ségrégation raciale, une classe moyenne noire émerge, qui favorise la création afro-américaine. Lancé par Hubert Harrison en 1917, à partir du journal *The Voice* et de la Liberty League, la Harlem Renaissance, aux accents politiques et militant en faveur des droits civiques, se décline dans le domaine littéraire (poésie, art dramatique), musical – le jazz se popularise, avec des musiciens comme Duke Ellington, Count Basie – et artistique. L'affirmation d'une culture noire et de ses racines africaines a une immense influence sur la communauté afro-américaine (dans son combat pour les droits civiques) mais également en Europe. ◆

ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE TROIS MÉTROPOLIS AMÉRICAINES (EN MILLIONS D'HABITANTS)

	Population	
	en 1920	en 1930
New York	5,6	6,9
Chicago	2,7	3,4
Los Angeles	0,6	1,25

Source : J. Heffer, *La Grande Dépression (les États-Unis en crise)*, Archives, Gallimard, 1976.

LA CONSTRUCTION (ET LA CRISE) AUX ÉTATS-UNIS

	Mises en chantier	Dépenses pour les nouveaux logements (en millions de dollars)
1925	937 000	4 910
1927	810 000	4 540
1929	509 000	3 040
1931	254 000	1 320
1933	93 000	290

Source : J. Heffer, *op. cit.*

LE TEMPS DES GANGSTERS

◆ On accuse souvent la prohibition d'avoir donné naissance au gangstérisme aux États-Unis, mais le crime organisé est implanté depuis longtemps et à cet égard, la prohibition ne fut qu'une source de profits supplémentaires, bientôt remplacée – dès son abandon – par le trafic de drogues et le jeu. La ville de Chicago, sous l'administration corrompue du maire, W. H. Thompson, incarne cette dérive et hérite, au milieu des années 1920, du surnom de « capitale du crime ». Les figures de Frank Nitti, et surtout d'Al Capone (lequel est condamné pour fraude fiscale en 1931, grâce à l'action d'un groupe d'agents du Trésor, surnommé les « Incorruptibles » et menés par Elliott Ness) dominent cette histoire, ponctuée de faits divers violents dans un climat de guerre des gangs : le massacre de la Saint-Valentin, du 14 février 1929, en serait l'ultime épisode. ◆

LA POPULATION AMÉRICAINE ET SON NIVEAU DE VIE (1928)

Niveau de vie	Population (en millions)	En % de la population totale
De la pauvreté à l'assistance	11	8,4
De la subsistance à un confort minimal	62	52,1
Confort et aisance	47	39,5

Source : J. Heffer, *op. cit.*

L'Amérique réactionnaire

De même, les États-Unis enregistrent une poussée réactionnaire tous azimuts, depuis l'instauration de la prohibition par le 18^e amendement, interdisant l'alcool (un vieux thème politique, renouvelé par les nécessités de la guerre en Europe présentée comme une « croisade pour la morale », et qui a abouti au vote de lois dans les divers États depuis 1903 jusqu'à 1918), jusqu'au « procès du singe », contre l'enseignement du darwinisme (Dayton, 1925), témoignage de la persistance d'un fondamentalisme religieux, hostile à la modernité. Et d'emblée, la prohibition met en lumière un gangstérisme dans les grandes villes, symbolisé par le règne d'Al Capone à Chicago. Mais le signe le plus marquant demeure la renaissance du Ku Klux Klan en 1915 (autour du « colonel » William J. Simmons, un prédicateur fondamentaliste) : le mouvement raciste et xénophobe revendique en 1926 près de cinq millions d'adhérents, mais éclaboussé par des scandales financiers et des accusations de corruption, il régresse rapidement à partir de cette date. Dans le même ordre d'idée, la pression nationaliste aboutit dès 1921 au vote des lois de restriction de l'immigration, visant en particulier la communauté asiatique.

■ La crise de 1929 : le modèle américain menacé ?

L'Amérique de Franklin D. Roosevelt

L'ère de prospérité s'achève le 23 octobre 1929, par le krach boursier de Wall Street, un krach qui dure jusqu'au 13 novembre et dont les répercussions seront bientôt mondiales. Les conséquences politiques sont importantes, qui voient le retour des démocrates à la Maison Blanche. En effet, la réaction jugée tardive du gouvernement républicain Hoover, confronté à la crise, entre pour beaucoup dans son impopularité croissante et sa défaite électorale face au challenger démocrate, gouverneur de l'État de New York, Franklin Delano Roosevelt, qui s'impose aux élections de 1932 avec 57,4 % des suffrages. L'heure est à une politique nouvelle, dans une Amérique en crise et pour l'opinion publique, la solution passe par une nouvelle démocratisation : l'image du « *common man* » (selon l'expression chère à Lincoln), du « *forgotten man* » (Roosevelt, 1932) luttant contre les « *economic royalists* » s'installe.

La politique extérieure entre frilosité et audace

En politique extérieure, les premiers pas de l'administration Roosevelt sont également très symboliques d'une diplomatie de crise : reconnaissance de l'URSS (1933), abandon du protectorat sur Cuba (1934) et transition vers l'indépendance des Philippines (effective en 1946). Mais Roosevelt, personnellement interventionniste en Espagne (*cf.* son « discours de la quarantaine » du 5 octobre 1937, qui compare la montée des dictatures à une épidémie qu'il faut enrayer), se heurte à un Congrès isolationniste et met en place la loi sur la neutralité des États-Unis envers les pays en guerre en 1935 (loi « *cash'n carry* » qui permet aux belligérants de s'approvisionner en armes auprès des États-Unis, mais sur paiement comptant et en assurant le transport sur un navire non américain). Au total, la crise de 1929 entraîne également, sur le plan diplomatique, une forme de repli sur soi, qui voit les États-Unis refuser de s'engager, tant pour le désarmement que pour la question des monnaies et des tarifs douaniers. Confronté à une mon-

tée des périls indiscutable en Europe, l'Amérique n'entend pas se laisser entraîner dans un conflit.

Une crise sociale

Les conséquences sociales sont dramatiques, évoquées par nombre d'auteurs : l'Amérique de la prospérité prend brutalement conscience de la crise. Aux États-Unis comme ailleurs, elle met à mal le principe même de la « classe moyenne » et durcit les divisions sociales. Le monde paysan s'endette, les banques – créancières – font saisir les terres et les paysans se retrouvent complètement démunis. Dans les villes, les ouvriers sont frappés par **une vague de chômage** (on passe de 1,5 million à 12,6 millions de chômeurs entre 1929 et 1933, sans compter le chômage partiel, qui équivaut en 1932 à 14 millions d'individus) qui touche également les « cols blancs ». Les « *hoover-villes* » (des bidonvilles) apparaissent au cœur des cités, illustration des inégalités croissantes. Le taux de natalité s'en ressent, qui passe de 25 en 1920 à 19 pour mille en 1930... avant de remonter durant la guerre et l'après-guerre. Au constat d'une société de plus en plus fragmentée répond une exigence de réforme sociale.

Cette revendication égalitaire favorise **le mouvement ouvrier** même si, dans un premier temps, et du fait du chômage, les unions syndicales voient leurs effectifs fondre (3 millions d'adhérents au creux de la vague, en 1933, mais plus de 10 millions à la veille de la guerre). Une recomposition du mouvement ouvrier se précise dès 1935, avec la naissance du *Committee for Industrial Organization* (CIO), rival de l'AFL jusqu'en 1955.

Plus que d'autres, **les Noirs** sont frappés par la crise, en particulier les agriculteurs du Sud, du fait de la chute des cours du coton. L'un des effets de la crise est de ralentir l'émigration des Noirs du Sud vers les villes du Nord (entre 1930 et 1940, cette migration est évaluée à 317 000 personnes, la moitié de la décennie précédente). Toutefois, on constate que le statut de la communauté noire évolue dans les médias comme dans les institutions. À cet égard, la victoire de l'athlète Jesse Owens aux jeux Olympiques de Berlin, en 1936, et le refus d'Hitler de lui remettre sa médaille, provoquent une réaction dans l'opinion publique. On voit par ailleurs des unions syndicales, comme le CIO, pratiquer une politique interne de déségrégation pour attirer des adhérents noirs. L'État suit le mouvement avec le *Fair Employment Practices Committee* (1940), censé **lutter contre la discrimination** dans les industries de défense. Si les tensions persistent (notamment dans les grands centres industriels comme Détroit), cette politique nouvelle est à signaler. De même, la NAACP entame une campagne pour l'égalité dans le domaine scolaire et universitaire destinée à aboutir après-guerre.

Une culture de crise ?

Cette crise inspire les artistes : **les écrivains tout d'abord**, qui explorent les conséquences sociales de la crise d'un point de vue réaliste : John Steinbeck (*Les Raisins de la colère*, 1939) ou John Dos Passos (*La Trilogie USA*, 1930-1936) explorent une Amérique populaire et en crise, mise en peinture par un Edward Hopper ou un Grant Wood. Mais la crise ne déteint pas systématiquement sur la culture de masse, et le succès de Margaret Mitchell (*Autant en emporte le vent*, 1936) témoigne des attentes d'un public en quête d'aventure et de romance à bon marché. Le livre à prix réduit (avec des institutions comme le Club du livre du mois, ou encore les livres de poche, à partir de 1939) figure, dans le domaine littéraire, comme l'une des conséquences de

FRANKLIN DELANO ROOSEVELT (1882-1945)

Homme politique démocrate, élu sénateur en 1910, puis gouverneur de l'État de New York en 1929, il est largement élu à la présidence des États-Unis en 1932, et réélu triomphalement en 1936, 1940 et 1944. Il est le président du New Deal et de la Seconde Guerre mondiale, incarnation d'une ténacité éprouvée jusque dans son combat contre la poliomyélite (qui le frappe en 1921).

la crise. Celle-ci affecte également le cinéma, la presse, qui voit ses recettes publicitaires fondre, et la moitié des publications disparaître entre 1930 et 1940. Encore une fois, le succès de revues comme le *Reader's Digest* (qui passe d'un tirage de 25 000 exemplaires en 1929 à 7 millions en 1941) éclaire les nouvelles formes de consommation culturelle induites par la crise.

Conclusion

Oublier la guerre, célébrer le culte d'une modernité symbolisée par des biens de consommation en abondance : telle est l'image que laisse cette après-guerre, mais passée l'ivresse de la victoire, le repli sur soi, le conservatisme frileux et la tentation de l'isolationnisme fragilisent le tissu social et mettent à mal les espoirs nés de la paix. Épargné en partie par la Grande Guerre, le monde anglo-saxon traverse l'après-guerre avec un appétit accru de consommation et de puissance, une puissance nouvelle et revendiquée dans le cas américain, une puissance ancienne et ébranlée dans le cas anglais. Pour restaurer – ou fonder – un statut neuf de grande puissance, le Royaume-Uni et les États-Unis optent pour des politiques différentes. Le modèle américain semble alors conquérant et, à terme, il l'est effectivement... mais fragilisé par la crise de 1929, il découvre des faiblesses qui font le lit à d'autres modèles sociaux.

Débats et enjeux

La société de consommation, premier acte ?

Les États-Unis de l'après-guerre semblent inaugurer une société nouvelle, articulée autour de quelques grands principes : une production de masse standardisée selon les méthodes tayloristes, une politique de crédit et de hauts salaires pour lancer la consommation, et l'usage de l'outil marketing pour créer une dynamique, à l'exemple de ce que fit Henry Ford, dès avant la guerre pour la Ford modèle T. Associé à l'idée de « classe moyenne », ce processus voit l'invention de l'Américain moyen, un être abstrait, mais identifié et encadré par des outils statistiques et placé au cœur du processus de modernisation de la société. Cette évolution va de pair avec un effort dans le domaine

de l'éducation, véritable « mot de passe démocratique » (J. Dewey). La « classe moyenne » qui émerge alors va, après-guerre, imposer ses valeurs à la société américaine et, du fait de la guerre froide, aux sociétés occidentales. Le « siècle américain » (O. Zunz) débute.

En marge de ces réalités nouvelles, la pratique des sondages, alliée à une publicité de plus en plus invasive, a pu faire dire à certains penseurs (H. Arendt, T. Adorno) que les méthodes commerciales américaines s'apparentaient à la propagande des États totalitaires, dans une logique de conditionnement et de manipulation des individus. Cette première critique

de la société de consommation ouvre la porte à un débat fécond. On a également cru voir dans cette société d'abondance (*affluent society*) l'explication de la faiblesse du socialisme aux États-Unis, lequel se serait échoué sur « des récifs de rôtis de bœuf et de tarte aux pommes » (W. Sombart). Le traité de Détroit (1950) qui donne aux travailleurs de General Motors des avantages sociaux indéniables, tout en les écartant de la direction de l'entreprise, symbolise cette explication par le consumérisme. Ces critiques, qu'il faut nuancer, témoignent des diverses perceptions, notamment européennes, d'une société de consommation dont la crise vient fortement nuancer les bienfaits.

Bibliographie

Ouvrages généraux

• États-Unis

- N. BOURGUINAT, *Histoire des États-Unis de 1860 à nos jours*, Armand Colin, 2006. Une synthèse efficace et solide.
- C. FOHLEN, *L'Amérique de Roosevelt*, Imprimerie nationale, 1982.
- A. KASPI, *La Vie quotidienne aux États-Unis au temps de la prospérité 1919-1929*, Hachette Littératures, 1993.
- A. KASPI, *Les Américains 1. Naissance et essor des États-Unis*, Seuil, 1986.
- A. KASPI, *Franklin Roosevelt*, Fayard, 1988. Une excellente biographie, très riche.
- J.-M. LACROIX, *Histoire des États-Unis* (3^e édition), coll. « Quadrige », PUF, 2006.
- P. MÉLANDRI, *Histoire des États-Unis au xx^e siècle*, André Versailles, 2008. Un ouvrage de référence, clair et synthétique.
- Y.-M. PÉRÉON, *Franklin Delano Roosevelt*, Tallandier, 2012.
- J. PORTES, *Les États-Unis au xx^e siècle*, Armand Colin, 1997.
- F. WEIL, *Histoire de New York*, Fayard, 2000. L'ouvrage de référence sur le « cas » New York, incarnation d'une certaine modernité américaine.
- O. ZUNZ, *Le Siècle américain*, Fayard, 2000. Une réflexion originale et très stimulante sur le modèle américain.

• Royaume-Uni

- F. BÉDARIDA, *La Société anglaise du milieu du xix^e à nos jours*, Seuil, 1990.
- P. CHASSAIGNE, *Histoire de l'Angleterre des origines à nos jours*, Flammarion, 2001.
- E.J. HOBSBAWM, *Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne*, 2, Seuil, 1977.
- R. MARX, *La Grande-Bretagne et le monde au xx^e siècle*, Masson 1986.
- F.-C. MOUGEL, *Histoire du Royaume-Uni au xx^e siècle*, PUF, 1996.

• Irlande

- R. FALIGOT, *La Résistance irlandaise (1916-2000)*, Terre de Brume, 1999.
- J. GUIFFAN, *La Question d'Irlande*, Complexe, 1989.

De la Russie à l'URSS dans l'entre-deux-guerres

Avec la révolution bolchevik de 1917 et la naissance, en 1922, de l'URSS, le monde semble entrer dans une ère nouvelle, dominée par les idéologies, au point que certains historiens (tels Eric Hobsbawm et les auteurs du Siècle des communismes) parlent de la période 1917-1991 comme d'un « court xx^e siècle » dont les limites chronologiques, 1914 ou 1917-1991, coïncident avec l'avènement et la chute du pouvoir soviétique. De fait, l'apparition d'un État qui se définit comme révolutionnaire et qui va, pendant près de 80 ans, organiser autour de lui un « camp » politique, au point d'entraîner le monde dans une « guerre froide » l'opposant au camp libéral, est un événement majeur, structurant. Si une telle périodisation peut prêter à débat, elle révèle en tous les cas l'importance du phénomène et du régime politique qui naît en 1917. À la fois idéologie, régime et mouvement, le communisme présente plusieurs facettes qui s'incarnent dans l'URSS. De la Grande Guerre à l'éclatement du second conflit mondial, peu de pays auront connu une métamorphose aussi brutale que l'Union soviétique, un grand mouvement de modernisation, qui voit la société russe, économiquement archaïque, soumise à l'autocratie du tsar, connaître une révolution politique qui débouche sur un régime totalitaire, lequel impose au pays une industrialisation rapide : une modernité dont le coût, humain et matériel, fait encore débat. Dans un espace marqué, traumatisé même par la guerre (celle de 1914-1918, suivie d'une guerre civile), le totalitarisme de l'État stalinien place la société soviétique en état de guerre permanente et forge un modèle politique à analyser. Comment un parti politique très minoritaire, à l'idéologie radicale, s'impose-t-il à la société russe ? Et comment cette société bascule-t-elle dans le totalitarisme ? Quelles sont enfin les formes de ce régime nouveau dans l'Europe du premier xx^e siècle ?

1 1917-1921 : les bolcheviks à la conquête du pouvoir

■ La Russie, nouvel « homme malade de l'Europe » ?

La révolution de 1917 est-elle inscrite dans les gènes du tsarisme, comme Alexis de Tocqueville voyait dans la Révolution française l'aboutissement de l'évolution politique de l'Ancien Régime ? À la veille de la Première Guerre mondiale, la Russie est une puissance ambiguë. On évoque sa force militaire imposante en la comparant à un « rouleau compresseur », mais également son archaïsme politique (la Douma, assemblée créée lors de la révolution de 1905, est peu représentative et ne dispose que d'un pouvoir limité d'enregistrement) et économique. En outre, la récente défaite lors de la guerre russo-japonaise (1905) a démontré la fragilité russe, et plus particulièrement la fragilité du pouvoir politique, ébranlé par une première révolution. Pays fort de 170 millions d'habitants, la Russie des tsars est alors une puissance essentiellement agricole qui a connu, avec les réformes agraires de Stolypine (1906-1911), une timide modernisation de ses structures. L'industrialisation est encore à ses débuts, s'appuyant largement sur les investissements extérieurs (français en particulier, du fait de l'alliance de 1892) : des difficultés subsistent, comme le manque de personnel qualifié et la faiblesse du tissu industriel. Ces faiblesses sont mises en lumière au cours des premières années de la Grande Guerre : dès 1915, il apparaît que **l'administration tsariste est dépassée** par la situation, incapable de gérer efficacement l'effort de

guerre, tandis que les problèmes de ravitaillement, de transports et de commandement se posent. Aussi les critiques fusent-elles, tant à la Douma de la part des KD (les constitutionnels-démocrates) que dans la population et dans l'armée. Certes, dans les villes on assiste, en 1914, à la suite d'un manifeste du tsar, à des manifestations d'enthousiasme mêlées de spiritualité. Le nationalisme grand slave se répand dans les milieux cultivés. Mais dans les campagnes, la population est amère et résignée. Le souvenir de la défaite de 1905 contre le Japon fait considérer cette guerre comme une sorte de passe-temps de la haute société, entraînant des révoltes de conscrits et de paysans (dans 49 des 101 provinces russes selon la police), rapidement réprimées. Et si, dans un premier temps, l'armée russe remporte quelques victoires, très vite, elle se trouve confrontée à des difficultés financières et matérielles importantes, alors même que, militairement, la situation est critique. Dans ce contexte, le moral est ébranlé et des grèves éclatent, touchant plus d'un million de personnes en 1916, qui vont en s'amplifiant jusqu'en février 1917.

■ D'une révolution à l'autre

La révolution de février 1917 est l'aboutissement d'émeutes contre les pénuries, mais la chute rapide du régime, du fait de l'abdication de Nicolas II, surprend l'ensemble des acteurs. Aussi le pouvoir apparaît-il divisé au lendemain de l'abdication, partagé entre le Soviet (conseil formé d'ouvriers et de soldats) et la Douma (où les KD forment un gouvernement provisoire). Le programme de ce nouveau gouvernement est simple : maintenir l'effort de guerre et préparer les lendemains de paix en réunissant une assemblée constituante. Mais peu à peu, dans l'effervescence révolutionnaire, **le gouvernement provisoire voit la situation lui échapper**, tandis que les socialistes de diverses tendances (sociaux révolutionnaires, mencheviks) y font leur entrée. En effet, dans les campagnes, des comités se mettent en place pour préparer le contrôle et le partage des terres. De même, dans l'industrie, les ouvriers s'organisent en comités, porteurs de revendications (journée de huit heures, hausse des salaires, surveillance), comités qui se heurtent toutefois à un patronat industriel hostile, prêt à fermer les usines. Dans l'armée, le pacifisme gagne la troupe, opposant soldats et officiers, tandis que le gouvernement provisoire persiste dans la guerre aux côtés des alliés. Enfin, les nationalités de l'empire, tenues en marge sous le tsarisme, bousculent la politique traditionnelle de russification et exigent plus d'autonomie. Face à toutes ces revendications, la politique timide du gouvernement provisoire déçoit, et favorise la propagande de groupes radicaux comme les bolcheviks. Ainsi, dans ses *Thèses d'avril*, Lénine peut lancer le mot d'ordre suivant : « tout le pouvoir aux soviets. »

L'été 1917 voit les tensions entre le gouvernement provisoire et les populations s'accroître, renforcées encore par le retour de près de deux millions de soldats déserteurs entre l'été et l'automne 1917. Si en juillet 1917, **la révolte de Kronstadt** – menée par des marins bolcheviks pour pousser le soviets à prendre le pouvoir – échoue, elle affaiblit encore le gouvernement de Kerenski, lequel, pour faire face à une tentative de coup d'État militaire du généralissime Kornilov, doit s'allier aux bolcheviks. Petit à petit, les soviets s'imposent comme la seule autorité reconnue, plus ou moins sous le contrôle des bolcheviks. L'élection de Trotski à la présidence du soviets de Petrograd, le 9 septembre 1917, témoigne de cette évolution. Minoritaires (entre 100 et 200 000 militants en octobre 1917), les bolcheviks sont parvenus à imposer leur programme. Alors qu'ils ne représentaient que

◀ VOIR CARTE A P. 402 ▶

LES RÉVOLTES DE KRONSTADT

◆ La garnison du port militaire de Kronstadt, dans le golfe de Finlande, joue un rôle majeur dans les débuts de la révolution bolchevique. En 1917, les marins, révoltés contre le gouvernement Kerenski et le maintien de la Russie dans la guerre mondiale, s'organisent en commune libre, mettant en place un soviets et revendiquant « tout le pouvoir aux soviets ». La menace d'un bombardement de

l'île fait fléchir les marins... qui accueillent donc bien la révolution bolchevique d'octobre. Mais en mars 1921, une nouvelle révolte éclate, dans le contexte de la guerre civile et de ses privations, pour protester contre le communisme de guerre : les mutins réclament « les soviets sans communistes ». Cette révolte, brutalement réprimée par l'armée rouge les 17 et 18 mars 1921, s'inscrit dans l'opposition de gauche au communisme. ♦

TROTSKI (LEV DAVIDOVITCH BRONSTEIN DIT) (1879-1940)

♦ Proche de Lénine et l'un des principaux artisans de la révolution de 1917, Trotski est l'un des signataires du traité de paix germano-soviétique de Brest Litovsk, en tant que premier commissaire aux affaires étrangères. Il est également, comme commissaire à la guerre dès 1918, l'organisateur de l'armée Rouge et l'un des vainqueurs de la guerre civile, sillonnant la Russie dans un train blindé pour coordonner les forces armées. Partisan d'une révolution extensive, et surtout rival politique de Staline, il se heurte, à partir de 1923, à l'ascension de ce dernier. Bientôt écarté du pouvoir, puis du parti, il est déporté à Alma-Ata en 1927, puis exilé d'URSS en 1929. Toutefois, il maintient une activité de propagandiste, dénonce l'évolution de la III^e internationale et fonde en 1938 une IV^e internationale. Mais traqué par le NKVD, il est assassiné à Mexico en 1940. ♦

13 % des délégués au congrès des soviets de juin 1917, ils représentent entre 45 % et 60 % en octobre, lors du 2^e congrès.

Toutefois, le Parti bolchevik avance divisé : tandis que Lénine est partisan d'une insurrection, Kamenev et Zinoviev se montrent favorable à une tactique légaliste, les bolcheviks étant majoritaires dans de nombreux soviets. Mais Lénine parvient à convaincre le comité central bolchevik et, aidé de Trotski, qui dirige le comité militaire révolutionnaire (et commande donc aux gardes rouges), déclenche la **seconde révolution**, celle d'octobre 1917. La prise du palais d'Hiver, siège de la Douma, par 10 000 gardes rouges, et l'arrestation du gouvernement provisoire signent la fin des modérés tandis que le coup d'État est légitimé par le congrès des soviets, le 25 octobre 1917. La Russie appartient alors aux bolcheviks : les minoritaires contrôlent la révolution.

■ Naissance de l'État bolchevik

L'un des premiers gestes politiques du nouveau gouvernement est un décret sur la paix (du 26 octobre) qui invite les belligérants à une paix blanche. Si les alliés de la Russie s'y refusent, celle-ci s'engage dans la conclusion rapide d'une paix séparée avec l'Allemagne et l'Empire austro-hongrois. Le **paix de Brest Litovsk**, le 3 mars 1918, met fin à la guerre côté russe, au prix d'importantes pertes territoriales et économiques.

Désormais, le gouvernement des commissaires du peuple peut se tourner vers la Russie, adoptant dans la foulée un décret sur la terre abolissant la propriété foncière (et entraînant un partage contrôlé par des comités paysans), un décret sur les nationalités pour le droit à l'autodétermination et enfin un décret amenant la cogestion dans les usines. Par ailleurs, l'économie entre sous le contrôle de l'État, *via* le Conseil suprême de l'économie nationale, tandis que les banques sont nationalisées. Si ces mesures satisfont dans l'immédiat les populations, la bolchevisation continue au niveau de l'État. À l'initiative de Lénine, le Conseil des commissaires du peuple, exclusivement peuplé de bolcheviks, est fondé tandis que l'Assemblée constituante, élue en décembre 1917 et dominée par les socialistes révolutionnaires, est dissoute dès janvier 1918 par les bolcheviks, lesquels s'avèrent eux-mêmes divisés (entre partisans de Lénine et « communistes de gauche »).

■ Le communisme de guerre

Dans ce contexte difficile, la **guerre civile** va en partie forger les instruments du pouvoir et accoucher de l'État bolchevik, totalitaire.

Tout d'abord la **police politique** avec la Tcheka, créée en décembre 1917 par Felix Dzerjinski pour devenir le « bras armé du prolétariat », et qui sera transformée en OGPU à partir de 1922. Il s'agit de lutter sur le front intérieur contre la contre-révolution : les méthodes sont expéditives, rappelant celles de l'Okhrana tsariste, et l'on peut parler d'une terreur rouge qui s'abat sur le pays, terreur illégale qui vise les exclus du nouveau régime (religieux, nobles et bourgeois...) ainsi que les adversaires politiques et fait peser sur la population une chape de plomb, grâce à des effectifs en augmentation (de 40 à 280 000 agents entre 1917 et 1921). Instrument de cette terreur politique, le **goulag**, organisé à partir de 1919 sur le modèle des camps de travail (katorga) tsariste, établit un réseau de camps de travail aux conditions extrêmement rudes.

Puis l'**armée Rouge** : après avoir tenté, en janvier 1918, de former une armée de volontaires, le nouveau pouvoir confie à Trotski, commissaire à la Guerre, la tâche d'organiser l'armée. La conscription

est rétablie et, s'appuyant sur les anciennes élites militaires, Trotski organise une armée d'environ 500 000 hommes, pour lutter contre la pression des armées blanches, notamment celles du général Denikine (en Ukraine) et celle de l'amiral Koltchak (en Sibérie), soutenues par certaines armées étrangères. Mais ces dernières, qui annulent sur leur passage les décrets sur la terre et rétablissent les anciennes structures sociales, se heurtent à des émeutes qui les affaiblissent. En dépit d'une terreur rouge bien réelle, la victoire appartient aux bolcheviks au début 1920, avec des pertes qui avoisinent le million d'individus.

Parallèlement, lors du VIII^e congrès de mars 1918, le **Parti bolchevik devient le Parti communiste** : parti hégémonique à qui la constitution de juillet 1918 attribue la direction de l'appareil d'État après avoir été l'instrument de la conquête du pouvoir (selon la théorie marxiste des minorités agissantes), alors même que son implantation dans la société demeure faible. À la mort de Lénine, en 1924, il compte 440 000 membres, un million en 1929. En outre, le parti est essentiellement une organisation russe (à la fin des années 1930, 85 % des membres du parti sont russes) et urbaine : c'est un parti de fonctionnaires ex-ouvriers, guère représentatif.

Les premières victoires donnent de l'assurance aux bolcheviks : en mars 1919, Lénine invite 39 partis socialistes à envoyer des délégués à Moscou, afin de fonder la III^e Internationale, l'internationale communiste, ou **Komintern**, censée coordonner les efforts des partis communistes nationaux et préparer la révolution mondiale. Et de fait, on peut parler d'une contagion communiste, en Hongrie (avec la commune de Budapest, dirigée par Bela Kun), en Italie et en Allemagne (avec le mouvement spartakiste). En France comme en Italie, la gauche apparaît toutefois divisée lors des congrès de Tours (1920) et Livourne (1921) du fait de la présentation des 21 conditions posées par les bolcheviks à l'entrée dans la III^e Internationale. En outre, dès l'automne 1920, les espoirs d'une révolution mondiale disparaissent après des répressions dures menées par les gouvernements menacés.

Par ailleurs, ces années de guerre civile permirent aux bolcheviks de mettre en place les instruments étatiques nécessaires, dans un cadre qui est celui de l'économie de guerre : militarisation du travail (afin de lutter contre la contestation et l'absentéisme, endémiques), contrôle de la production. Un système de rationnement se met en place, pour pallier les problèmes de ravitaillement et de production. Ainsi, le 13 mai 1918, le commissariat du peuple au ravitaillement reçoit les pleins pouvoirs pour opérer des réquisitions, mais le résultat de cette décision est une exacerbation des tensions dans le monde rural, des insurrections (110 dans l'été 1918) ainsi qu'un gel des cultures (entre 30 et 60 % selon les régions). Une véritable guerre entre le gouvernement et le monde paysan commence, avec quelques leaders (l'anarchiste Makhno, le SR Antonov).

C'est un pays très éprouvé, humainement, qui sort de la guerre civile : aux soldats morts s'ajoutent les disparus civils (entre 7 et 10 millions entre 1918 et 1921, dont 5 millions du fait de la famine de 1921). Au final, la population russe aura subi près de huit années de guerre ininterrompue et l'après-guerre découvre une société traumatisée : crise démographique, émigration massive, dépopulation urbaine. Le monde ouvrier lui-même, ferment du nouveau régime, se désagrège,

VERS LE TOTALITARISME

◆ « Le Parti, en dernière analyse, a toujours raison parce que le Parti est le seul instrument historique donné au prolétariat pour résoudre ses problèmes fondamentaux. [...] Je sais que l'on ne doit pas avoir raison contre le Parti. On ne peut avoir raison qu'avec le Parti et à travers le Parti, car l'histoire n'a pas créé d'autre voie pour la réalisation de ce qui est juste. » ◆

Trotski, discours au XIII^e Congrès du Parti, mai 1924.

passant de 3 millions à 1 million d'ouvriers dans la période. Des révoltes éclatent, comme celle de Kronstadt, la plus significative du fait du rôle de ces mêmes marins en 1917, mais la répression, menée par Toukhatchevski, est impitoyable à l'encontre des 15 000 révoltés. En définitive, si la guerre a façonné un nouvel État, celui-ci doit affronter une situation bien plus critique que celle de 1914.

■ La NEP, une pause dans les réformes

Dans cette situation, Lénine accepte de revoir ses exigences sur le plan économique, constatant que la Russie est, sur ce plan « comme un homme à moitié mort sous les coups » : en 1921, **la Nouvelle Politique Économique (NEP)** donne aux paysans la liberté de produire et commercer, et autorise la petite entreprise privée. Salulaire pour l'économie, la mesure divise le Parti communiste et oppose entre eux les dirigeants (Boukharine, Zinoviev et Kamenev face à Trotski). Mais parallèlement à cette sorte de trêve dans les réformes, on assiste à un durcissement politique élaboré lors du X^e congrès du Parti communiste : procès politiques contre des SR, interdiction de partis, interdiction de fractions au sein du Parti communiste, épuration du parti (depuis 1919). En 1919, sur les 250 000 membres que comptait le parti, 40 % furent exclus comme « petits bourgeois ». En 1921, le Parti communiste compte désormais 750 000 membres, mais seulement 40 % d'ouvriers. Une nouvelle épuration touche 20 % des effectifs, sans toutefois parvenir à faire du Parti communiste un parti majoritairement ouvrier.

Sous la NEP, **la société russe** renaît après la tourmente révolutionnaire et la guerre civile : si des formes d'enrichissement apparaissent (la réussite des « nepmen », des commerçants enrichis), l'artisanat retrouve droit de cité, la production agricole reprend et le spectre de la famine s'éloigne temporairement. La société évolue, notamment le couple et les droits de la femme (avortement), tandis que parallèlement, l'anticléricalisme demeure avec la Ligue des sans Dieu (1925). En revanche, la reprise industrielle est plus limitée, car la NEP déconcerte les ouvriers, lesquels se mettent en grève.

■ L'URSS : la révolution stabilisée ?

Symbole de cette renaissance, la fondation en décembre 1922 de **l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS)** par une série de traités atteste de la victoire de 1921. Seuls la Pologne, la Finlande et les pays Baltes – soutenus par l'Occident – échappent à cet empire reconstitué, en général grâce à l'armée Rouge et à des révolutionnaires locaux. Le nouvel État fédéral se dote en 1924 d'une constitution inspirée par Staline, qui divise le territoire selon des critères ethniques (ce qui provoqua un débat Lénine-Staline), créant de multiples identités nationales rassemblées dans un immense « empire des nations » et représentées au sein d'un soviet des nationalités. Cette politique, pensée par Lénine pour contrebalancer le « chauvinisme grand russe » se prolonge jusque dans les années 1930.

À **l'extérieur**, le nouveau régime rencontre également des difficultés : réintégré dans le concert international (conférence de Gènes, 1922), reconnue par la France et l'Angleterre en 1924, l'URSS est toutefois tenue en suspicion par crainte d'une « contamination » révolutionnaire et n'entretient de contacts suivis qu'avec l'Allemagne (traité de Rapallo, 1922). Le problème réside en effet dans l'ambivalence de l'URSS, à la fois État souverain en quête de paix et de reconnaissance, et phare d'une révolution mondiale menée par le Komintern. En

◆ Sur le plan culturel, cette période est toutefois riche : Maïakovski, Eisenstein et d'autres se distinguent déjà au sein d'un mouvement artistique encore assez libre dans ses audaces, quoique très engagé politiquement. Un vent de liberté souffle, qui favorise les arts et les innovations culturelles diverses. Lentement, la société soviétique comble son retard (notamment dans le domaine de l'alphabétisation). ◆

◀ VOIR CARTE A P. 402 ▶

particulier, la politique soviétique en Chine, de soutien au nationaliste Tchang Kaï-chek, aux dépens des communistes chinois, semble incongrue.

■ Quel successeur pour Lénine ?

À partir de 1922, Lénine, malade, prend peu à peu de la distance avec la vie politique. Se pose alors pour le Parti bolchevik la question du sort de la révolution. Non seulement elle n'a pas débordé des frontières de la Russie, mais, à l'intérieur, elle a perdu son élan. Lénine, dans ses derniers écrits, multiplie les appels à la prudence et recommande d'alphabétiser les masses, de régénérer le parti, développer les coopératives, électrifier, éduquer. « Apprendre, toujours apprendre ! » Mais ce programme ne risque-t-il pas de provoquer l'enlèvement de la révolution ? Quant à l'industrialisation massive, elle pourrait amener le parti à se couper des masses paysannes, l'immense majorité du pays. Ce débat, décisif, est exacerbé par les rivalités, personnelles. L'opposition de gauche, avec Trotski, prône l'industrialisation lourde, la marche rapide au socialisme, et la révolution permanente. La droite, menée par Boukharine et Rykov, défend une politique plus souple et réformatrice. Louvoyant entre ces différents courants qui divisent le parti, Staline parvient à incarner habilement une voie médiane, thèse qu'il développe d'ailleurs dans *Les Bases du léninisme*, posant ainsi à l'héritier présomptif (mais pas « désigné » par un Lénine qui, sur la fin, se méfie du personnage). De fait, le texte, simple, trace quelques grands principes (unité du parti, discipline, socialisme dans un seul pays) qui rassure des militants peu sensibles aux débats théoriques. L'originalité de la pensée stalinienne tient cependant à la place qu'il accorde au parti, « instrument au service de la dictature du prolétariat ».

Staline a par ailleurs entrepris la conquête administrative du parti : organisateur doué, il est parvenu à des postes de contrôle avant d'aboutir, en 1922, au secrétariat général du parti, réorganisé dans un sens de plus en plus bureaucratique lors du XI^e congrès. De ce poste, il dispose de tous les instruments administratifs et policiers pour se débarrasser de ses concurrents. Pour abattre Trotski, il l'accuse de vouloir la « révolution permanente », à laquelle il oppose le « socialisme dans un seul pays ». Allié en 1924 à Kamenev et à Zinoviev contre Trotski, Staline se maintient au secrétariat général, malgré le testament de Lénine. Il contraint Trotski à quitter le Commissariat à la guerre en janvier 1925. Puis il se retourne contre Zinoviev et Kamenev, qui ont rallié Trotski, et s'appuie sur la droite (XIV^e congrès du Parti bolchevik, 1925). L'opposition de gauche, isolée en 1926, est vaincue et expulsée au XV^e congrès (1927). Trotski, exilé à Alma-Ata en février 1928, est banni en 1929 et sera bientôt assassiné, tandis que ses partisans sont traqués et condamnés. Staline est désormais seul maître de l'URSS.

LE TESTAMENT DE LÉNINE

(POST-SCRIPTUM DU 4 JANVIER 1923)

◆ « Staline est trop brutal, et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue de Staline par une supériorité — c'est-à-dire qu'il soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc. Cette circonstance peut paraître une bagatelle insignifiante, mais je pense que pour prévenir une scission, et du point de vue des rapports entre Staline et Trotski que j'ai examinés plus haut, ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce ne soit une bagatelle pouvant acquérir une signification décisive. » ◆

2 L'URSS « stalinisée »

■ Politique intérieure : la modernisation forcée

La NEP est brutalement remise en cause – du moins pour la politique agricole et paysanne – durant l'hiver 1927-1928. En effet, le monde paysan renâcle à vendre, à un prix trop bas, sa production à l'État : c'est la « crise des collectes » et, pour Staline, une trahison des paysans,

KOULAKS : assimilés, en 1923, par Staline, à une « classe » à liquider, les koulaks sont des paysans un peu aisés qui refusent la collectivisation.

assimilés aux **koulaks**. De fait, la question des campagnes opposait Staline aux courants « droite » et « gauche » du parti, les uns estimant les campagnes encore trop éloignées du communisme, les autres réclamant au contraire une politique plus volontariste pour l'industrialisation, la collectivisation des terres et contre les koulaks. Le conflit est donc à la fois interne au parti et étendu à la société. La réaction du parti est brutale : lutte contre le marché libre, épuration des administrations et exclusion de 15 % des communistes ruraux, considérés comme freinant les réformes. Mais surtout, c'est le choix d'une modernisation forcée, dirigée par l'État, dans une atmosphère de guerre permanente et de « menace » occidentale et impérialiste.

Peu de pays au monde auront connu une métamorphose aussi brutale que l'Union soviétique des années trente : entre 1926 et 1939, les villes croissent de 30 millions d'habitants et leur part dans la population globale passe de 18 % à 33 % de la population. La population ouvrière passe de 10 à 22 millions, du fait d'un afflux massif de ruraux dans les villes. Cette urbanisation suscite un effort énorme d'alphabétisation et d'éducation, une « révolution scolaire » accomplie par l'État à des fins de formation (entre 1928 et 1941, 900 000 diplômés, essentiellement issus du milieu ouvrier, sortent des universités) d'une discipline du travail (par le modèle du stakhanovisme). La ville est conçue comme une vitrine du pouvoir stalinien, mais cette modernisation se fait aux dépens des campagnes, sacrifiées à l'industrialisation.

■ La collectivisation des campagnes

KOLKHOZE : exploitation agricole collective. Cette structure disparaît en 1992.

En 1929, le plan de « collectivisation forcée » fixe l'objectif de treize millions d'exploitations à collectiviser, en avantageant (fiscalement et matériellement, par l'octroi de bonnes terres) les structures collectives et, inversement, en imposant durement les exploitations privées. Des brigades d'ouvriers et d'étudiants investissent les campagnes pour convaincre, par tous les moyens (violence comprise), les paysans des bienfaits du **kolkhoze** : si la partie la plus pauvre des campagnes (un tiers des paysans) accepte, nombre de petits paysans sont plus hésitants. Néanmoins, un premier bilan positif, fin 1929, renforce le processus. On évoque désormais une collectivisation intégrale et la « liquidation des koulaks » (propriétaires capables de vendre un surplus de récoltes, représentant environ 5 % de la paysannerie russe). Dans l'hiver 1929-1930, plus de 60 % des paysans sont intégrés au système des kolkhozes, bon gré ou mal gré. Cela entraîne notamment une vague d'abattage de bétail, les paysans se délestant de leurs avoirs avant l'entrée au kolkhoze. Encore une fois, la réaction de l'État passe par une répression forte : la loi du 7 août 1932 punit « toute escroquerie contre le kolkhoze » de mort ou de déportation au goulag. Quant à la dékoulakisation, elle commence par le classement, par une commission du bureau politique, des koulaks en trois catégories et l'établissement, par les autorités locales, de listes. La définition vague du koulak s'avère alors un puissant moyen de pression pour faire entrer les récalcitrants dans les kolkhozes. Par ailleurs, les autorités locales, aiguisant les tensions sociales dans les campagnes, poussent les paysans les plus pauvres à s'organiser en brigade de dékoulakisation : violence et règlements de compte se multiplient. Quant au bilan officiel, il fait état, en 1930-1931, de 380 000 familles (soit près de 2 millions de personnes) déportées vers la Sibérie, l'Oural ou le Kazakhstan et plus ou moins laissées pour compte.

Le bilan de cette politique est par ailleurs décevant : la bonne récolte de 1929 ne s'est pas reproduite, et entre le gaspillage, les rendements médiocres et les ponctions excessives de l'État – au risque d'affamer les campagnes et les villes par ricochet (où l'on introduit le rationnement en 1929) – la politique de collectivisation s'avère un échec. Elle pousse les paysans à un exode rural massif (peut-être 12 millions de personnes entre 1928 et 1932), au risque d'une urbanisation anarchique, voire de « bidonvilles » installés aux portes des cités. Entre 1926 et 1939, les villes augmentent de 30 millions d'habitants, ce qui entraîne une forme de « ruralisation » des populations, ainsi qu'un effort d'alphabétisation et d'éducation. Le pouvoir réagit en créant en 1932 un passeport intérieur et des villes « fermées » interdites aux migrants. Surtout, la collectivisation forcée entraîne une famine dramatique en 1933. Le résultat, longtemps tenu secret par le régime soviétique, se traduit par plus de 6 millions de morts en Ukraine, au Kazakhstan et dans le Caucase. « *Le printemps de 1933 marqua sans doute l'apogée d'un premier grand cycle de terreur qui avait débuté à la fin de 1929 avec le lancement de la dékoulakisation* » souligne l'historien N. Werth. Pour contrebalancer cet échec, l'État accepte alors de laisser à chaque paysan l'exploitation d'un lopin de terre, tant pour se nourrir que pour en vendre le surplus. Et ce système s'avère efficace : en 1938, c'est 45 % de la production agricole qui provient de ces lopins, lesquels ne comptent que pour 4 % des terres ensemencées.

■ L'effort industriel

L'effort consenti par les campagnes doit par ailleurs engager l'URSS dans une industrialisation rapide, à partir d'objectifs de production fixés par le Gosplan, le comité chargé de la **planification**. Entre 1929 et 1932, l'industrialisation s'accélère du fait d'une véritable mobilisation, au demeurant efficace. Le chômage se résorbe, tandis que l'industrie absorbe les populations venues des campagnes : pendant le premier plan quinquennal, la population salariée fait plus que doubler (elle passe de 10 à 22 millions). Toutefois, les rendements sont faibles : le personnel qualifié est rare, les incidents de matériel nombreux, l'absentéisme fréquent. Le gouvernement soviétique réagit par des mesures sévères : livret ouvrier, salaire à la pièce, etc. et par l'imposition d'une discipline du travail (avec une pédagogie par l'exemple, comme dans le mythe Stakhanov et le développement du **stakhanovisme** à partir de 1935). Et des déséquilibres apparaissent, du fait de secteurs prioritaires : ainsi, les biens de consommation sont sacrifiés au profit de l'industrie lourde. Surtout, les incohérences du système, le gaspillage et l'augmentation de la main-d'œuvre (afin de réaliser les objectifs) font gonfler les coûts, tandis qu'au même moment, la crise économique de 1929 abaisse les prix des matières premières, notamment du pétrole et du blé. Or l'URSS comptait sur ses exportations pour subventionner l'industrialisation. Le coût de l'industrialisation retombe donc en partie sur la population, en particulier rurale : inflation constante, pression fiscale forte et pénurie institutionnalisée, avec une économie à plusieurs vitesses. Présentée comme une grande aventure dont les ouvriers seraient les héros, l'industrialisation est tout d'abord l'une des périodes les plus dures pour la société soviétique. Du reste, le deuxième plan quinquennal, adopté lors du XVII^e congrès du parti en 1934, sera plus réaliste.

LA PRODUCTION AGRICOLE ET INDUSTRIELLE RUSSIE/URSS

	1913	1922	1928	1932	1940
Céréales (millions de tonnes)	80,0	56,3	73,3	68,8	110,7
Bovins (millions de têtes)	60,6	45,8	66,4	40,7	54,8
Charbon (millions de tonnes)	29,1	8,6	36,4	64,4	166,0
Acier (millions de tonnes)	4,2	0,2	4,3	6,0	18,3
Électricité (milliards de Kw/h)	1,9	0,4	5,0	13,5	48,3

Source : M. Lewin, *La Formation du système soviétique*, Gallimard, 1987.

LA PRIORITÉ INDUSTRIELLE SELON STALINE

Le 7 novembre 1929

◆ « Nous avançons à toute vapeur sur la route de l'industrialisation, vers le socialisme, laissant derrière nous l'arriération séculaire de la Russie. Nous sommes en train de devenir un pays métallique, un pays d'automobiles, un pays de tracteurs. » ◆

Le 4 février 1931

◆ « Nous avons cinquante ou cent ans de retard sur les pays capitalistes. Il faut le combler ce retard, en dix ans. Sinon, ils nous écraseront. » ◆

Cités par M. Malia, *La Tragédie soviétique*, Seuil, 1994.

■ Le stalinisme comme pratique politique

Par ailleurs, le système soviétique se stalinise progressivement : à partir de 1929, **le culte de la personnalité** se met en place, qui permet de rassurer les populations par le mythe d'un chef infaillible. En novembre 1936, Staline propose une nouvelle constitution : adoptée le 5 décembre, elle est présentée comme « la plus démocratique du monde ». Elle comporte une assemblée (le Soviet suprême de l'URSS), un Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkhom, futur Conseil des ministres à partir de 1946), et le Présidium du soviet suprême. Dans les faits, la société est contrôlée par une minorité, les membres du parti. L'accès s'en est d'ailleurs peu à peu restreint, du fait des exigences du parti en terme de formation politique (le nombre d'adhésions passe de 600 000 par an – 1930/3 – à 100 000 par an – 1934/7).

Au sein même du parti, il existe une certaine tension, entretenue par un climat de suspicion permanente : la délation est, plus qu'une règle, un devoir, **la purge** est devenue un élément de régulation banal, cyclique depuis la fin des années 1920, au cours de procès mis en scène. Mais après l'assassinat de Kirov – l'un des quatre secrétaires du Comité central, élu lors du XVII^e congrès, avec Jdanov, Kaganovitch et Staline –, commence en 1934 une période de grande terreur,

marquée par les grands procès et surtout par la « grande purge » (*Iejovschina*) de 1936-1938, dont le nombre de victimes est évalué à 690 000. À cette occasion, la plupart des dirigeants du parti, les « vieux bolcheviks » d'Octobre 1917 (ainsi, 98 des 139 membres du comité central) furent éliminés sur la base d'une législation brutale, inspirée par la croyance en un hypothétique complot contre Staline dont cet assassinat serait la preuve. Organisée par Iejov, un fidèle placé en 1936 à la tête du NKVD (Commissariat du peuple aux affaires intérieures, qui remplace l'OGPU en 1934), la Grande Purge, sous le contrôle direct de Staline, aboutit à l'arrestation de 1,5 million de personnes et à l'exécution de plus de 680 000, après des procès truqués menés par le procureur général Vychinski. Parmi ces victimes, 40 000 cadres du parti... Dans l'armée, le nombre des arrestations atteint plus de 30 000 cadres sur 178 000, quant à la diplomatie, elle est décimée (62 % des hauts diplomates sont victimes des purges). C'est finalement le 17 novembre 1938 que, par une résolution secrète, Staline met fin à la répression. Mais le bilan est catastrophique et l'État perd ainsi des agents difficilement remplaçables, au risque d'une désorganisation réelle.

■ Un régime totalitaire

Le régime né de la révolution de 1917 et de la guerre civile apparaît désormais comme un régime totalitaire formé autour d'une idéologie officielle – le marxisme-léninisme – couvrant tous les aspects de l'existence humaine, avec la volonté de créer un homme nouveau (mis en scène par la propagande du régime), agitant des thèmes millénaristes et l'horizon d'une société parfaite (i.e. : sans classes et sans État). **La jeunesse** est ainsi encadrée dès l'âge de 6 ans (6/9 ans : Mouvement des « petits octobristes » ; 9/15 ans : Pionniers, 15/28 ans : Komsomols) afin – selon les instructions de travail des jeunesses communistes – de donner aux jeunes une formation marxiste-léniniste, les rendre actifs socialement, aptes à prendre la direction idéologique d'un groupe de

LES EFFECTIFS DU PCUS

	Nombre total d'adhérents, membres et candidats	Remarques
1924	472 000	« promotion Lénine », majorité d'ouvriers
1926	1 078 185	Majorité de paysans
1929	1 532 362	Purge (170 000 exclus)
1933	3 556 938	Purge (1 140 000 exclus)
1935	2 358 714	« contrôle des cartes » (purge déguisée : 300 000 exclus)
1939	3 500 000	Recrutement fort

Source : N. Werth, *Être communiste en URSS sous Staline*, Gallimard, 1981, complété par J.-P. Scot, *La Russie de Pierre le Grand à nos jours*, Armand Colin, 2000.

LES GRANDS PROCÈS

◆ Les grands procès des années 1936-1938 s'organisent en trois phases, en fonction des groupes d'accusés. Chaque procès, très médiatisé, suit un même rituel : les accusés – de vieux militants bolcheviques, proches de Lénine et rivaux de Staline dans la conquête du pouvoir, tels Zinoviev, Radek, Boukharine, etc. – sont inculpés de trahison au profit de l'Allemagne, de terrorisme, de collusion avec Trotsky, en exil, et de sabotage. Le rituel des confessions, obtenues sous la contrainte, permet au procureur, Vychinski, de demander presque systématiquement la peine de mort. Ces procès, qui dissimulent la grande purge qui a lieu dans le même temps, sont également utilisés par la propagande pour justifier les retards et les problèmes économiques. ◆

jeunes. L'aboutissement est l'entrée au Parti communiste. **Le rôle du parti** est essentiel : minoritaire dans la société soviétique, il est périodiquement soumis à des purges, qui visent notamment les vieux militants (en 1939, 75 % des membres du parti ont adhéré dans les années 1930), ainsi qu'à des campagnes de recrutement, censées intégrer ouvriers et paysans, selon les besoins de l'heure. Principale caisse de résonance au culte de Staline, le PCUS englobe l'État. Ainsi, il contrôle l'armée, l'économie (planifiée par l'État), les moyens de propagande et d'information. Enfin, le système soviétique peut compter sur un système de surveillance et de répression efficace au service d'une politique terroriste : la Tcheka, devenue l'OGPU (1922), puis le NKVD (1934), et le goulag, système concentrationnaire né au temps de la révolution, mais organisé à partir de 1934 (on estime à 15 millions le nombre de Soviétiques qui furent internés au goulag dans l'ère soviétique, et à 12 millions le nombre de morts).

Dans ce système, **la société civile**, étroitement surveillée, privée de canaux de contestation, apparaît comme anesthésiée. Faut-il parler d'un consensus ? Si les discours de propagande sur « l'avenir radieux » tranchent avec les réalités (et notamment une régression du niveau de vie très nette après l'abandon de la NEP), si rapidement, une société à deux vitesses (avec une élite, une « nomenklatura ») se met en place. Les Soviétiques, dépendant de l'État pour leur subsistance, et vivant globalement en état constant de pénurie (logement, nourriture, objets manufacturés...) ne se révoltent guère, mais cherchent au contraire la protection de « l'État-paternaliste » (S. Fitzpatrick). Toutefois, on distingue des formes de résistance active (émeutes, maintien d'une culture et d'une religion traditionnelle) et passive (absentéisme, refus de coopérer y compris chez les cadres de l'administration, résistance au modèle démographique prôné par l'État) et la persistance de canaux alternatifs d'information, et donc d'une opinion autonome. Au final, une société qui peut se montrer rétive aux transformations idéologiques, au risque d'une violence d'État.

LE GOULAG 1934-1939

	Détenus au 1 ^{er} janvier
1934	510 307
1935	725 483
1936	839 406
1937	820 881
1938	996 367
1939	1 317 195

Source : N. Werth, *Goulag, les vrais chiffres*, L'Histoire n° 169, 1993 p. 41.

3 La politique extérieure au risque de la révolution

■ La diplomatie soviétique

Il n'est pas évident d'incarner à la fois la révolution mondiale et une puissance souveraine et reconnue, et l'appareil diplomatique soviétique se trouve constamment confronté à ce dilemme. Lorsque Litvinov arrive en 1930 au Commissariat aux affaires étrangères, il doit mettre fin à l'isolement de l'URSS, affligée par ailleurs d'un véritable « complexe de l'encerclement » né aux lendemains d'Octobre, alors qu'Anglais et Français interviennent aux côtés des Russes blancs durant la guerre civile. Mais la tâche est rendue complexe par le fait que le Commissariat aux affaires étrangères se heurte à d'autres administrations : le Comité central (qui gère le secteur important de la propagande et de l'agit-prop à l'étranger) et surtout l'Internationale.

De fait, les relations de l'URSS avec les puissances européennes sont tendues, avec des crises comme celle de 1927 : rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, expulsion de Christian Rakovski, alors représentant de l'URSS, par le gouvernement français. Le Komintern, la dénonciation persistante de la SDN, les relations avec l'Allemagne, tout concourt à une hostilité discrète de la part des puissances, en dépit d'une curiosité réelle, dans les démocraties

L'IMPOSSIBLE ALLIANCE

FRANCO-SOVIÉTIQUE

◆ C'est le gouvernement Herriot qui reconnaît officiellement l'URSS en 1924. Les relations sont alors bonnes. Un pacte de non-agression est signé en 1932 et en septembre 1933, Édouard Herriot, Président du Conseil, et Pierre Cot font une visite officielle en URSS et en reviennent enthousiasmés. En 1934 enfin, la France soutient la candidature de l'URSS auprès de la SDN. Toutefois, le rapprochement esquissé en 1932 se heurte à divers obstacles. L'arrivée de Pierre Laval au ministère des Affaires étrangères en 1935 change la donne, Laval étant hostile à cette politique. Par ailleurs, les contentieux non réglés s'accroissent : querelle des emprunts russes, rejet de la propagande du parti communiste, relations économiques médiocres (notamment dans le domaine des ventes d'armes, en dépit des demandes soviétiques). L'alliance franco-soviétique n'aura pas lieu. ◆

Voir p. 65.

européennes, pour certaines expériences comme la planification. Mais l'URSS n'est pas, dans les années 1930, en mesure d'affronter un conflit et surtout, elle a besoin d'exporter pour soutenir l'industrialisation. **Le renouveau de la diplomatie soviétique** passe alors par une série de pactes de non-agression avec les États voisins ainsi qu'avec la France (1932), avant d'aboutir à la reconnaissance diplomatique des États-Unis (1933). Toutefois, la crise économique fait plonger le commerce extérieur soviétique, alors que l'URSS prône désormais les vertus de l'autarcie économique. C'est le tournant de 1934 et l'antifascisme qui vont, un temps, rapprocher l'URSS des puissances européennes : l'URSS entre alors dans la SDN, signe avec la France un pacte d'assistance mutuelle (1935) et gère une véritable « politique d'image », appuyée sur les milieux soviétophiles, pour répondre à l'anticommunisme. Mais les hésitations des démocraties libérales à soutenir les républicains espagnols, et le refus des militaires français à signer une convention avec l'URSS, poussent l'URSS dans une politique plus souple, alternant le soutien militaire – non sans arrière-pensée – et la prudence diplomatique. En effet, directement menacée par le pacte anti-Komintern germano-nippon de 1936, l'URSS doit louver entre son soutien aux Espagnols ainsi qu'aux nationalistes chinois, et la possibilité d'une discussion avec Berlin.

■ Le Komintern : l'autre diplomatie

Le Komintern est un instrument mêlant diplomatie et idéologie, formé dès 1919 pour coordonner les efforts des partis communistes : instrument diplomatique donc, mais qui suit le cours sinueux des conflits idéologiques au sommet de l'État soviétique. Au début des années 1930, le Komintern est en partie épuré (certaines figures historiques, comme Radek, Zinoviev et Boukharine sont écartées) et confié à des partisans de Staline (Molotov et Manuilski). La mission de la III^e Internationale est alors simple : défendre la « patrie des travailleurs » contre les attaques. Tenus par l'assistance financière, les partis communistes sont alors inféodés à Moscou et suivent les orientations, parfois contradictoires, imposées par la politique soviétique. À cet égard, la condamnation de la social-démocratie et du réformisme, à partir de 1928 et jusqu'en 1934, contribue à isoler les partis communistes dans les différents pays, alimentant l'anticommunisme. Surtout, cette politique aboutit à la sous-estimation du danger fasciste. Aussi, la politique de front antifasciste mise en place en 1934 doit être perçue comme une victoire des diplomates, prélude au ralliement à l'antifascisme orchestré par Dimitrov, nouveau secrétaire général du Komintern en 1935. Toutefois, ce ralliement trouve une conclusion inattendue dans un rapprochement avec l'Allemagne nazie.

■ Face au nazisme : l'ère des totalitarismes

Alors même que les diplomates soviétiques attirent, dès 1932, l'attention sur la montée du nazisme, la doctrine de l'État en reste au traité de Rapallo et à une interprétation rassurante du nazisme, comme symptôme d'un déclin et premier acte d'une révolution. L'accord germano-polonais de 1934, qui menace directement l'URSS, est un premier facteur de changement. L'Allemagne nazie, première puissance à se définir officiellement par l'anticommunisme, est considérée peu à peu comme une menace, ce que révèle **le pacte anti-Komintern de 1936**. Mais la remilitarisation de la Rhénanie, l'Anschluss et la conférence de Munich renforcent la diplomatie soviétique dans la conviction que les puissances européennes demeureront inertes en cas de nouvelle crise, comme elles le furent lors de la guerre civile espagnole.

Cette crise a en effet révélé le fossé entre les politiques neutralistes des démocraties, appuyées par la SDN, et l'interventionnisme des dictatures. En 1936, la République reçut le soutien militaire (matériel et humain) de l'URSS, à prix d'or toutefois et non sans affaiblir un camp républicain déjà très hétérogène par la prise en main, et l'épuration violente des forces républicaines (formées majoritairement par le POUM, parti ouvrier d'unification marxiste, d'obédience trotskyste, et les anarchistes). Et Munich généralise l'opinion chez les diplomates soviétiques que les démocraties occidentales cherchent à réorienter l'agressivité allemande vers l'URSS et l'Est en général. Déçue par la frilosité de la France, l'URSS se tourne alors vers l'Allemagne pour un accord politique (1939 : **protocoles Molotov-Ribbentrop**) et économique (1940), en vue de se garantir un glacis protecteur (par l'attaque brutale de la Pologne, partagée avec l'Allemagne hitlérienne) et de gagner du temps pour préparer une invasion allemande conçue comme inévitable. Véritable coup de tonnerre dans le ciel déjà lourd de la paix européenne, le pacte germano-russe précipite la marche à la guerre, laissant la Pologne, puis l'Europe de l'Ouest à la merci des dictatures. L'URSS, exclue en décembre 1939 de la SDN, est de nouveau isolée.

Conclusion

En 1939, l'URSS, alliée objective du nazisme en Pologne, est une puissance ambiguë, dont les partisans – les partis communistes européens – eux-mêmes doutent. Certes, elle donne une impression incontestable de puissance économique, résultat d'une modernisation forcée dont l'Occident ne voit que les réussites (du fait d'une propagande efficace, relayée par les partis communistes). La révolution de 1917 et ses suites ont transformé un vieil empire fatigué en une puissance moderne, troisième puissance industrielle mondiale, incarnation d'une idéologie révolutionnaire qui s'étend. Mais c'est au prix d'immenses sacrifices, économiques et humains, et dans un cadre politique qui est celui du totalitarisme. En germe sous Lénine, il s'incarne pleinement sous Staline : la violence politique, le parti unique, le culte de la personnalité, le contrôle de l'économie, des forces armées et des moyens de communication... L'URSS est entrée dans l'ère des totalitarismes.

KATYN, UN CRIME OUBLIÉ ?

◆ Le massacre de Katyn, conséquence directe du pacte germano-soviétique, porte sur 4 404 officiers polonais prisonniers des Soviétiques depuis l'invasion de la Pologne en 1939 et particulièrement rétifs au modèle soviétique. Internés dans trois camps, Kozielsk, Starobielsk et Ostachkov, soumis à la pression du NKVD, ils sont tous exécutés froidement en 1940 sur ordre de Staline, qui se débarrait ainsi des élites polonaises. L'affaire, révélée par l'Allemagne en 1943, lui fut imputée, au nom de la raison d'État, lors du procès de Nuremberg. Mais en 1989, la Pologne formait une commission d'historiens, qui se concerta avec une commission soviétique, tandis que M. Gorbatchev, dans le cadre de la Glasnost, faisait parvenir quelques documents. C'est Boris Eltsine, tout à son entreprise de démolition du pouvoir communiste, qui fournit aux Polonais la plus grande quantité de documents sur Katyn et les 21 000 autres victimes de mêmes faits, dévoilant la responsabilité du régime stalinien. ◆

Débats et controverses autour du communisme soviétique

Longtemps, l'histoire de l'URSS Laura constitué un terrain d'affrontement idéologique, entre partisans et adversaires du communisme. Si cette dimension du débat demeure encore, l'ouverture des archives au début des années 1990, consécutive à l'effondrement de l'URSS, opère une véritable « révolution archivistique » (N. Werth) qui ouvre la voie à un renouvellement des études historiques et des problématiques. Un premier débat porte sur la transition entre le léninisme et le stalinisme et la mise en place d'un régime totalitaire : de nombreux historiens voient dans le stalinisme un développement logique du léninisme, quand d'autres évoquent une trahison des idéaux d'octobre 1917. De même, le totalitarisme stalinien invite à une comparaison avec le nazisme (Trotski parlait d'Hitler et Staline comme « d'étoiles jumelles »), un comparatisme longtemps considéré comme inadmissible jusqu'aux travaux de F. Furet, et à son débat avec l'historien allemand E. Nolte. À cet égard, un autre débat porte sur la nature du totalitarisme stalinien ainsi que sur ses instruments (la

politique de terreur et le cycle des répressions). Est-il un paranoïaque poussant le régime aux excès, ou bien un « dictateur faible » régnant sur des factions divisées, sans instruments pour faire appliquer ses décisions ? L'historiographie actuelle s'appuie sur les nouvelles sources (archives du Parti communiste, des élites dirigeantes et de l'administration soviétique) pour évaluer la place et le rôle du dictateur dans son système et étudier le processus décisionnel, ainsi que les dysfonctionnements du système. Ainsi, l'historien M. Lewin distingue, au cœur du système stalinien, une « paranoïa institutionnelle » qui légitime l'autoritarisme croissant du régime, accentué à partir de 1936 par un contexte international tendu. La mécanique totalitaire serait alors le résultat des lourdeurs du régime, analysées alors comme autant de signes d'une trahison. Enfin, comme toutes les sociétés totalitaires, la société stalinienne pose le problème de l'opinion publique et du consensus, le « stalinisme au quotidien » (S. Fitzpatrick). Avec le développement de l'histoire sociale, les recherches sur les

formes et modalités d'opposition passive ou active se sont multipliées. Ainsi, l'adhésion populaire au culte de Staline doit être révisée à la baisse : face à une société rétive, la violence d'État augmente.

Un débat plus général, ouvert par *Le Livre noir du communisme*, porte sur les victimes du communisme et notamment du communisme soviétique, dans un contexte plus large qui est celui de la « brutalisation » des rapports entre l'État et la société (N. Werth). Un décompte macabre, érigé en bilan, aboutit à la notion de « génocide de classe ». Les auteurs du *Livre noir* font le compte des morts pour aboutir à un total de 20 millions de victimes (en additionnant les victimes de la guerre civile, des deux grandes famines, des grandes purges et du goulag). Derrière une querelle de chiffres, c'est surtout une querelle idéologique sur la portée du communisme et ses conséquences, en posant la question de la dimension criminogène du système communiste.

Bibliographie

Ouvrages généraux

- J. CHANNON, *Atlas historique de la Russie*, coll. « Atlas/mémoires », Autrement, 1997.
S. DULLIN, *Histoire de l'URSS*, la Découverte, 2003. Une synthèse récente et d'excellente qualité.
M. LARAN, J.-L. VAN REGEMORTER, *La Russie et l'URSS de 1914 à nos jours*, Armand Colin, 1996.
M. MALIA, *La Tragédie soviétique, histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Seuil, 1995. Une synthèse ambitieuse et riche.
J.-P. SCOT, *La Russie de Pierre le Grand à nos jours*, Armand Colin, 2000.
N. WERTH, *Histoire de l'Union soviétique*, PUF, 2001. Une bonne synthèse par l'un des meilleurs spécialistes.

Ouvrages spécialisés

- F.-X. COQUIN, *La Révolution de 1917*, Gallimard, 1974.
 P. BROUÉ, *Trotsky*, Fayard, 1988.
 H. CARRÈRE D'ENCAUSSE, *Lénine*, Fayard, 1998.
 S. DULLIN, *Des hommes d'influence, les ambassadeurs de Staline en Europe*, Payot, 2001.
 S. FITZPATRICK, *Le Stalinisme au quotidien*, Flammarion 2002. Une plongée dans la société soviétique à l'ère stalinienne, c'est-à-dire au cœur du projet totalitaire.
 C. GOUSSEF (dir.), *Moscou 1918-1941*, coll. « Mémoires », Autrement, 1998.
 E. HOBSBAWN, *L'Âge des extrêmes*, Gallimard, 1997.
 M. LEWIN, *Le Siècle soviétique*, Fayard, 2003. Une réflexion à la fois originale et très synthétique sur le fonctionnement de la société soviétique et la construction de l'État.
 J.-J. MARIE, *Staline*, Fayard, 2001. La biographie la plus importante, en français, sur ce personnage complexe.
 J.-L. VAN REGEMORTER, *La Russie et le monde au xx^e siècle*, Armand Colin, 1995.
 H. ROUSSO (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Complexe, 1999.
 N. WERTH, *Être communiste sous Staline*, Gallimard, 1981. Ouvrage tiré des archives du PC de Smolensk et conservées aux États-Unis.
 N. WERTH, *Les Procès de Moscou*, Complexe, 1987.
 N. WERTH, *La Terreur et le désarroi*, coll. « Temps », Perrin, 2007.

Littérature et récits

- La Russie soviétique a inspiré nombre de romanciers, soutenus ou censurés par le régime soviétique. Dans une liste vaste et fréquemment rééditée, on retiendra :
 M. BOULGAKOV, *La Garde blanche*, 1973, rééd. Pocket.
 M. BOULGAKOV, *Le Maître et Marguerite*, 1940, rééd. Pocket.
 V. CHALAMOV, *Les Récits de la Kolyma*, 1978, rééd. Verdier.
 A. GIDE, *Retour de l'URSS*, 1936, rééd. Gallimard.
 HERGÉ, *Tintin au pays des soviets*, 1930, rééd. Casterman.
 ILF et PETROV, *Les Douze Chaises*, 1984, Scarabée et compagnie. Une satire de la société soviétique dans la NEP.
 A. KOESTLER, *Le Zéro et l'Infini*, 1945, rééd. Livre de poche.
 V. KRAVTCHEV, *J'ai choisi la liberté*, Self, 1947. Le témoignage d'un diplomate ayant fui l'URSS, à l'origine d'un procès retentissant.
 V. MAÏAKOVSKI, *Le Nuage en pantalon*, 1914, rééd. Mille et une nuits. Un classique de la poésie soviétique.
 G. ORWELL, 1984, 1948, rééd. Folio. Un récit d'anticipation qui prend la société stalinienne pour modèle et inspiration.
 B. PASTERNAK, *Docteur Jivago*, 1957, rééd. Gallimard.
 A. SOLJENITSYNE, *L'Archipel du goulag*, (3 vol.) 1973-1976, rééd. Fayard.

Un débat historiographique majeur

- S. COURTOIS, N. WERTH, F. PANNÉ, A. PACZKOWSKI, K. BARTOSEK, D. MARGOLIN. *Le Livre noir du Communisme*, 1997. Un ouvrage qui a ouvert un immense débat (y compris parmi les auteurs eux-mêmes, du fait de l'introduction de S. Courtois et des idées qu'il y développe) lors de sa publication, et qui demeure une référence pour une approche générale du phénomène communiste au xx^e siècle.
 M. DREYFUS, S. WOLIKOW (dir.), *Le Siècle des communismes*, L'Atelier, 2000. Cet ouvrage est l'une des nombreuses « réponses » au *Livre noir du communisme*.
 F. FURET, *Le Passé d'une illusion, Essai sur l'idée communiste au xx^e siècle*, Laffont-Calmann-Lévy, 1995. Un classique de l'histoire des idées politiques, indispensable à une réflexion sur le communisme.
L'Histoire : le n° 223 de juillet-août 1998 : *Révolution et tragédie. Le siècle communiste*. Et le n° 247 d'octobre 2000 : *Cent millions de morts ? Les crimes du communisme*.

L'Italie fasciste

De 1922 à 1943, l'Italie est dominée par un régime politique nouveau, qui annonce l'ère des totalitarismes : le fascisme. Quand bien même il ne s'agirait que d'un « totalitarisme à l'italienne » (R. de Felice), ce régime comporte des nouveautés institutionnelles et politiques majeures, qu'il faut comprendre et analyser, afin de pouvoir en saisir la portée au siècle des idéologies. Né de la guerre mondiale et d'une victoire « mutilée », considérée comme décevante, le fascisme profite d'un climat intérieur tendu pour s'imposer à la tête de l'Italie et gouverner le pays, avant de l'entraîner, à la suite de l'Allemagne nazie, dans la Seconde Guerre mondiale. Autour de la figure du Duce, Benito Mussolini, le fascisme prétend incarner une politique moderne, fondée sur le culte du chef, le mythe de l'homme nouveau, et la politisation des masses, une politisation qui passe par l'enrégimentement de la société et la répression brutale de toute opposition. Un modèle politique qui fait rapidement école, au point que Mussolini envisage même de fonder en 1934 une internationale des dictatures... Un régime qui sera finalement balayé par la victoire des Alliés, secondés par la résistance italienne.

1 L'Italie et la Première Guerre mondiale

■ Une entrée en guerre difficile

C'est une Italie divisée qui est entrée en guerre le 24 mai 1915, après avoir dénoncé son alliance avec la Triplice. Le jeune roi Victor-Emmanuel III et le chef du gouvernement, Salandra, étaient enclins à une entrée en guerre aux côtés des Alliés, face à Giolitti qui, avec le soutien de sa majorité parlementaire, pensait pouvoir retirer des avantages pour le pays en conservant une stricte neutralité. Favorable à l'intervention, une coalition hétéroclite aux objectifs parfois contradictoires composée d'ex-socialistes comme Leonida Bissolati et Gaetano Salvemini – qui voulaient combattre l'autoritarisme des Empires centraux au nom de la démocratie – de syndicalistes révolutionnaires et surtout de nationalistes qui, autour de l'Association nationaliste italienne fondée en 1910 par Enrico Corradini, voulaient la guerre pour récupérer les terres irrédentes. Cette coalition hétéroclite et minoritaire sut néanmoins se faire entendre par une agitation violente et bien orchestrée contre les neutralistes, à Milan, Turin et Rome. Quant au Parti socialiste italien, il fut, tout comme les socialismes européens, fortement lacéré : tout en condamnant et expulsant Benito Mussolini, alors directeur du journal socialiste *L'Avanti*, pour sa position interventionniste, il tenta de se tenir à une attitude de compromis « ni adhésion, ni sabotage ».

■ La guerre de la nation ?

Finalement, l'entrée en guerre de l'Italie le 24 mai 1915 fut décidée par Salandra et Sidney Sonnino, ministre des Affaires étrangères, avec l'appui du roi, et le Parlement, qui avait voté les pleins pouvoirs au gouvernement Salandra, fut mis devant le fait accompli. Au plan intérieur, cette entrée en guerre permettait de mettre un point final à l'expérience giolittienne, de renforcer le bloc conservateur au pouvoir et de combattre le mouvement ouvrier. Au plan international, cette guerre, qui fut présentée comme la « quatrième guerre d'indépendance » pour finaliser la conquête du territoire italien, était en fait

◀ VOIR CARTE P. 400 ▶

destinée à satisfaire une politique impérialiste et expansionniste débutée avec la guerre de Libye en 1911.

La place du premier conflit mondial dans l'achèvement d'une unité nationale encore fragile reste un point discuté par les historiens. Pour certains, l'expérience du conflit a représenté un moment essentiel dans la mise en place d'une cohésion nationale italienne, thème qui avait été largement repris et instrumentalisé par le fascisme. Pour d'autres, l'union sacrée a en réalité reposé sur un contrôle social et militaire extrêmement autoritaire, condamnant à des peines très lourdes jusqu'aux civils ayant manifesté des marques de « défaitisme ». Il est sûr que les premières années de la guerre marquées par les batailles de l'Isonzo, effroyablement meurtrières, et le succès de la *Strafexpedition* (expédition punitive) autrichienne de mai 1916 mettent en évidence l'**impréparation militaire** italienne, les carences du haut-commandement mené par le général Luigi Cadorna et la terrible indifférence de la hiérarchie militaire face aux conditions de vie des soldats assortie d'une discipline meurtrière (10 000 hommes furent condamnés pour s'être auto-mutilés afin d'échapper au front). Cette offensive autrichienne entraîna la chute du gouvernement Salandra, remplacé par Paolo Boselli. Mais il fallut attendre la défaite de Caporetto, en octobre 1917, pour que le gouvernement (dirigé alors par Vittorio Emanuele Orlando) change, tout comme le commandement militaire désormais assumé par le général Armando Diaz. Pour la population italienne, Caporetto et ses suites suscitèrent sans doute un mouvement de solidarité nationale renforcé par des succès militaires qui culminèrent le 24 octobre 1919 avec la victoire de Vittorio Veneto. Mais cet enthousiasme national fut contrebalancé par un vaste mouvement de mécontentement populaire dû à l'inflation et à l'augmentation des prix qui fragilisaient classes moyennes et employés, tandis que des fortunes considérables étaient réalisées dans le domaine de l'économie de guerre, avec la croissance de groupes tels que la Fiat ou l'Ansaldo.

■ Victoire mutilée et radicalisation de la vie politique

Les 750 000 morts italiens seraient-ils morts en vain ? C'est l'impresion qu'exploitent les nationalistes et une large frange de la classe politique à l'issue des traités de paix de 1919-1920 (voir chapitre 2) qui, bien que l'Italie appartienne au camp des vainqueurs, sont loin de tenir les promesses faites durant le conflit. Au lieu du Trentin, Sud-Tyrol, Istrie, Trieste et Gorizia promis par l'Entente, l'Italie ne récupère que le Sud-Tyrol jusqu'au Brenner et le Trentin, ainsi que l'île de Rhodes et le contrôle de la zone d'Antalya, en Turquie. Au nom du principe des nationalités, le président Wilson refuse de léser la Yougoslavie et donc de céder aux revendications italiennes concernant les terres irrédentes de la côte dalmate, dont la ville de Fiume. À cette **frustration** s'ajoutent des difficultés économiques renforcées par l'impossibilité qu'a l'Italie de réclamer des réparations à une Autriche-Hongrie disparue au traité de Saint-Germain.

Ce mécontentement résultant de l'issue des traités, les difficultés matérielles d'une grande partie de la population couplées avec l'enthousiasme suscité dans les milieux socialistes par la révolution bolchevik de 1917 entraînèrent un climat de véritable **guerre civile** dont la violence a été expliquée par la « brutalisation » (George L. Mosse) générée par la violence de guerre. Dès 1919, l'agitation gagne l'Italie, tant par de dures grèves ouvrières que par des luttes rurales qui assumèrent parfois un caractère proprement révolutionnaire, une extension considérable (six fois plus de grévistes chez les ouvriers agricoles en

TERRES IRRÉDENTES

◆ Ce sont les régions considérées comme italiennes mais qui étaient restées en possession de l'Autriche après 1866, c'est-à-dire le Trentin, Trieste et l'Istrie. L'italianité de ces territoires était invoquée au nom de l'histoire et de la langue, suivant les revendications nées en 1877 autour du républicain Matteo Renato Imbriani. L'irrédentisme, qui s'opposait à la politique étrangère philo-autrichienne menée par le gouvernement italien, notamment sous Crispi, fut fortement combattu et réprimé à la fin du XIX^e siècle. En 1914-1915, le thème des terres irrédentes était loin de mobiliser véritablement l'opinion publique et une étude plus attentive des buts de guerre italiens démontre que le véritable objectif de l'entrée en guerre était une expansion dans les Balkans et en Méditerranée. Toutefois, les terres irrédentes constituèrent un leitmotiv puissant que l'après-guerre et le fascisme contribuèrent à populariser. ◆

MUSSOLINI

◆ Né en 1883 à Predappio, en Romagne, Benito Mussolini est issu d'une famille modeste, et non « pauvre » comme une légende construite par la suite cherchera à le faire croire. Son père, aubergiste et forgeron, était fils de cultivateurs propriétaires de leurs terres et sa mère, institutrice, était fille de vétérinaire. En 1900, il adhéra au Parti socialiste tout en poursuivant des études le menant à la carrière d'instituteur qu'il embrasse en 1902. Sa vie privée considérée comme scandaleuse par la hiérarchie scolaire lui interdit d'avoir un poste et il s'exila donc en Suisse où une partie de sa formation intellectuelle se fit au sein des milieux d'exilés anarchistes et socialistes. De retour en Italie, il effectua son service militaire et obtint enfin un emploi de professeur de français. En 1911, de nouveau actif politiquement, il s'opposa à la guerre de Libye et devint, comme représentant du courant le plus radical du PSI, directeur du journal *L'Avanti*. En 1914, il passa du neutralisme à l'interventionnisme, ce qui lui valut d'être exclu du PSI. Il fonda la même année *Il Popolo d'Italia*, journal fortement favorable à la guerre. En 1919, il créa les Faisceaux de combat et il fut élu député en 1921. Dès 1922, après la création du PNF l'année précédente, il élabore la doctrine qui deviendra le fascisme. En octobre 1922, il devint Président du Conseil et dut commencer par épurer son propre parti, composé de tendances parfois radicalement divergentes, avant de s'engager dans la conquête du pouvoir absolu. ◆

1919 qu'avant la guerre), entraînèrent un contrôle du marché du travail par les ligues rouges (organisations agricoles) et virent comme protagonistes des acteurs jusque-là restés à l'écart, comme les métayers de l'Italie centrale qui exigèrent la renégociation des contrats de métayage, ou les « colons » de l'Italie méridionale, anciens soldats à qui des terres avaient été promises durant le conflit, et qui s'en emparèrent, par la force. En même temps que l'agitation « rouge », se déploya une agitation nationaliste de grande ampleur, avec l'occupation de la ville de Fiume par le poète nationaliste Gabriele D'Annunzio, à la tête d'une légion de volontaires, de septembre 1919 à janvier 1921. Ce fut finalement l'armée régulière italienne qui dut déloger le poète. Enfin, Benito Mussolini fonda les Faisceaux italiens de combat, place Sansepolcro à Milan, événement considéré comme l'acte de naissance du fascisme italien, un mouvement qui combat l'esprit wilsonien des traités et préconise la violence politique. Face à ce climat insurrectionnel, le gouvernement dirigé par Francesco Saverio Nitti, puis par Giovanni Giolitti, chercha d'abord à intégrer les groupes sociaux issus de la guerre et à renforcer le poids des formations politiques organisées avec la réforme du scrutin de 1919. Cette adoption du système électoral proportionnel se fit au détriment de la vieille classe politique libérale, peu organisée, qui choisit dès lors de défendre ses intérêts en s'alliant avec les jeunes forces squadristes ralliées autour de Benito Mussolini. La grande propriété terrienne – en particulier en Toscane et en Émilie – déclencha contre les ligues rouges une véritable guerre sociale facilitée par la division des forces socialistes. En janvier 1921, au congrès de Livourne, l'extrême-gauche quitta le PSI pour fonder le Parti communiste italien sous la direction d'Amedeo Bordiga, ralliant de jeunes et brillants intellectuels comme Antonio Gramsci ou Palmiro Togliatti (futur dirigeant du PCI après la Seconde Guerre mondiale).

2 La conquête du pouvoir

■ La résistible ascension du fascisme

En 1921, profitant du vide politique créé par la scission des partis de gauche, Mussolini crée le Parti national fasciste, le 7 novembre à Rome. Secondé par le syndicaliste révolutionnaire Michele Bianchi et l'avocat Dino Grandi Mussolini parvient en novembre 1921 à rassembler 300 000 adhérents. L'organisation paramilitaire du mouvement lui permit de mener des opérations d'intimidation souvent violentes dans les campagnes ou dans les villes (le gourdin et l'huile de ricin, tristement célèbres, l'illustrent bien). **Le programme** est un mélange de revendications révolutionnaires et de nationalisme exacerbé, mais la base du parti composée en bonne partie de classes moyennes incita le fascisme à modérer son discours économique et social, d'autant que les classes dirigeantes recherchaient son appui pour rétablir l'ordre.

En octobre 1922, Mussolini décida de passer à l'action et organisa la « **marche sur Rome** » avec quelques dizaines de milliers de « Chemises noires ». Le roi aurait pu décider l'état de siège et s'opposer à ce simulacre de « prise de Rome », mais il préféra l'autoriser et chargea Mussolini de former le nouveau gouvernement. Ce coup de force fut en large partie soutenu par les milieux économiques et financiers, la hiérarchie militaire et la haute administration, l'Église et la Couronne, et la Chambre des députés vota immédiatement les pleins pouvoirs

au nouveau gouvernement. Tous pensaient pouvoir se débarrasser assez vite de Mussolini, après que ce dernier eût réglé, à sa manière, les problèmes de l'Italie. C'était en réalité l'an I d'un régime qui durera plus de vingt ans.

■ La consolidation du régime

Lorsque Mussolini forma son gouvernement après la marche sur Rome, il n'y avait qu'une trentaine de députés fascistes à la Chambre, mais il bénéficiait de l'appui des libéraux et d'une bonne partie des catholiques. Le fondement d'un regroupement assez hétérogène autour de Mussolini, rassemblant la Couronne, les milieux d'affaires, une partie des classes moyennes, reposait sur la volonté d'une remise en ordre du pays, en imputant les troubles des années précédentes essentiellement aux mouvements ouvriers et communistes. C'est au nom de cet objectif de normalisation que le nouveau gouvernement parvint en quelques années – entre 1922 et 1929 –, dans un temps finalement extrêmement court, à refonder complètement l'Italie sur des **bases totalitaires**.

Dès décembre 1922, le grand Conseil du fascisme fut créé. Cet organe consultatif avait pour objectif de donner les grandes directions de l'action gouvernementale, sous l'impulsion des dirigeants du PNF. En janvier 1923, ce fut la MVSN (Milice volontaire pour la sûreté nationale) qui rassembla les Chemises noires, c'est-à-dire les troupes paramilitaires du PNF. Cet encadrement des éléments les plus radicaux du PNF était indispensable pour les contrôler à un moment où la normalisation était à l'ordre du jour pour Mussolini et ses collaborateurs. Ce qui ne fut d'ailleurs pas très efficace puisque les exactions des « squadristes » continuèrent, aboutissant à la mort de don Giovanni Minzoni ou de l'ancien ministre libéral, Giovanni Amendola, qui décéda des suites de ses blessures en 1926.

Les mesures les plus redoutables en terme de **fascisation du pays** furent prises dès juillet 1923, avec l'adoption d'une nouvelle loi électorale, la loi Acerbo, qui permettait d'attribuer 65 % des sièges à la coalition ayant réuni plus de 25 % des suffrages. Aux élections d'avril 1924, une liste de coalition, regroupant libéraux, catholiques et fascistes se présenta face à une opposition divisée : la campagne électorale, menée dans un climat d'intimidation et de violence squadriste, permit à la liste gouvernementale d'obtenir 65 % des votes. Malgré la majorité écrasante obtenue à la Chambre, ce fut en 1924 que Mussolini fut le plus fragilisé à la suite de **l'affaire Matteotti**. Ce député socialiste avait dénoncé à la Chambre les violences fascistes, mais aussi des malversations économiques dont le PNF s'était rendu coupable. Enlevé, il fut assassiné par des proches de Mussolini et l'opinion publique s'en émut considérablement. Pour tenter de provoquer une intervention du roi qui aurait eu, selon la Constitution, la liberté de renvoyer Mussolini, les députés socialistes et aussi libéraux décidèrent de désertier le Parlement et de se « réfugier sur l'Aventin » en guise de protestation. Seuls les communistes prônaient la grève générale. Mais Victor-Emmanuel III se refusa à intervenir et, le 3 janvier 1925, Mussolini prononça un discours revendiquant la responsabilité de l'assassinat de Matteotti, discours qui ne fut suivi d'aucune sanction. Dès lors, la voie était libre pour opérer la mise en place du régime fasciste dans sa dimension totalitaire, en promulguant une série de lois dites « lois Rocco », du nom du ministre de la Justice. En décembre 1925, le texte constitutionnel italien, le *Statuto*, datant de 1848, fut

TERRORISME ET TOTALITARISME

◆ Comment l'Italie passe-t-elle au totalitarisme ? Le rôle du terrorisme, d'État puis des minoritaires, est manifeste : le 10 juin 1924, l'enlèvement et l'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti par des proches de Mussolini, témoigne de l'ampleur de la violence politique exercée par les fascistes. Mussolini, après plusieurs mois de silence, décide de couvrir les coupables en revendiquant cette violence, le 3 janvier 1925. Ce premier discours est un tournant majeur vers la dictature. De 1925 à 1926, plusieurs attentats organisés contre Mussolini (les affaires Zaniboni, Gibson et Zamboni) sont le prétexte au vote, le 5 novembre 1925, d'une série de lois dites de défense de l'État – ou lois « fascistissimes » – qui concluent le passage au totalitarisme. ◆

considérablement remanié : la séparation des pouvoirs devenait lettre morte. Tirant profit de tentatives d'assassinats sur la personne de Mussolini, la loi de défense de l'État fut votée en novembre 1926. C'est toute la vie politique qui en fut affectée, puisque les partis anti-fascistes furent interdits et dissous, les opposants passibles d'emprisonnement ou de mise en résidence surveillée loin de leur habitation, la liberté d'association et la liberté de la presse furent supprimées, des tribunaux spéciaux institués. Les maires élus furent remplacés par des « *podes-tats* » nommés par le gouvernement. **Le monde du travail** fut enfin totalement réorganisé : en octobre 1925, la Confindustria (organisation patronale) signa avec les syndicats fascistes le pacte du palais Vidoni. La grève fut interdite l'année suivante, et se mit en place le système corporatiste qui sera achevé en 1927 avec la charte du travail rédigée par le Grand Conseil du fascisme. Le corporatisme était présenté comme la seule alternative à la lutte des classes, dans un souci de représentation « apolitique » des intérêts des travailleurs. En réalité, à part les fonctionnaires – véritable colonne vertébrale du régime – les salariés italiens virent leurs salaires baisser.

En moins de six ans, c'est presque tout l'édifice institutionnel de l'Italie libérale qui s'est effondré, faisant place à un État totalitaire, comme Mussolini lui-même l'avait défini dès 1925. Pourtant, la Couronne, l'Église catholique et l'armée restaient des contre-pouvoirs qui défendirent le régime durant des années, mais conservèrent néanmoins une marge de manœuvre suffisante pour le destituer, en juillet 1943, lorsque l'imminence de la défaite militaire rendait l'alliance avec Hitler difficilement tenable.

3 L'État fasciste

UN TOTALITARISME À L'ITALIENNE ?

◆ Quelle est la nature du régime mis en place par Benito Mussolini : est-ce un régime totalitaire ? Si oui, selon quels critères ? En effet, la nature totalitaire du régime fasciste est parfois remise en question (H. Arendt) au nom du fait que l'État a finalement phagocyté le parti, devenu simple caisse de résonance. De même, on voit dans la société italienne une société totalitaire inaboutie, phénomène qui serait attesté par l'écroulement de 1943 : le régime fasciste ne serait-il alors qu'une banale dictature ? L'historien Emilio Gentile revient sur ces objections et définit le cas italien comme une voie spécifique au totalitarisme, défendant par ailleurs l'idée que tout projet totalitaire est, par définition, inachevé. Le régime de Mussolini serait donc un État en construction qui passe par une phase de personnalisation nécessaire au processus totalitaire. ◆

Savoir si le fascisme a bénéficié du soutien de la majorité des Italiens reste aujourd'hui encore un problème controversé : la **thèse du « consensus »** lancée par l'historien Renzo de Felice dans sa biographie de Mussolini, est néanmoins de plus en plus largement acceptée, avec des nuances. Mais il importe de ne jamais perdre de vue que si consensus il y a eu, c'était sur une population dont l'opposition politique avait été soit exilée, soit emprisonnée, soit réduite au silence. Les lois de défense de l'État de 1925-1926 avaient permis de poursuivre les opposants au régime, et près de 5 000 antifascistes furent condamnés par le Tribunal spécial. En outre, une quarantaine de condamnations à mort furent émises contre des socialistes et surtout des communistes. Enfin, 15 000 antifascistes furent condamnés au « *confino* », c'est-à-dire aux arrêts domiciliaires dans des lieux souvent éloignés (îles, régions désertes du sud de l'Italie). C'est dans ces conditions qu'Antonio Gramsci mourut en 1937 des suites de sa détention. Enfin, nombreux furent les opposants à choisir l'exil, en France ou aux États-Unis. Certains trouvèrent la mort à l'étranger comme Carlo et Nello Rosselli, fondateurs de *Giustizia e Libertà*, assassinés en France par des fascistes en 1937.

Mais ce ne fut pas seulement l'opposition politique qui fut poursuivie par le régime. Les actes de contestation, le « mauvais esprit », les plaisanteries sur le Duce ou les hiérarques du régime pouvaient être passibles de prison ; la presse fut vigoureusement censurée, la participation aux activités gérées par le PNF fortement conseillée. Le régime tenta même de « fasciser » la langue en exigeant l'emploi du *Voi* à la place du *Lei* (l'équivalent du Vous de déférence) et les manquements étaient sanctionnés.

Cependant une entreprise totalitaire ne peut pas fonctionner sur la seule coercition. De fait, le fascisme tenta également de convaincre, de « plaire » aux masses, dans un effort de mobilisation et de nationalisation que l'Italie libérale n'avait jamais menée à bien. L'imposition d'une pensée unique, d'une idéologie forte fut effectuée par le biais du PNF et de l'ensemble des organisations qu'il gérait. « Croire, obéir, combattre », la devise fasciste par excellence fut répétée, inscrite, gravée, exaltant le Chef, le nationalisme, l'ordre militaire et le respect de la hiérarchie. Le PNF devint le fer de lance de l'organisation de masse du pays, sous la présidence d'Achille Starace qui en fut le secrétaire entre 1931 et 1939, rassemblant jusqu'à 2,5 millions d'adhérents. Avoir sa carte du PNF pouvait marquer une adhésion aux valeurs du régime, ou constituer une obligation pour avoir accès à un travail, à des avantages matériels : *Per Necessità Familiare* (par nécessité familiale) devint le sigle alternatif à Parti national fasciste. De fait, la corruption du régime, les échanges de bons procédés entre parti et administration furent souvent dénoncés par les Italiens au Duce.

L'ensemble de la société fut strictement encadrée par des organisations de masse d'aspect et d'esprit paramilitaires. Chacun y avait sa place : pour les enfants, les adolescents et les jeunes, les Fils de la Louve, les *Balilla* et les Avant-gardistes. Les étudiants étaient regroupés dans les GUF (Groupes universitaires fascistes) et le régime eut l'habileté de leur concéder une certaine « liberté » d'expression. Les jeunes filles et les femmes étaient encadrées dans les Groupes fascistes de femmes, urbains ou ruraux. Malgré la condition traditionnelle de la femme reproductrice et domestique prônée par le fascisme, ces groupes féminins furent, pour beaucoup de femmes italiennes, leur premier réel contact avec la politique. Enfin, l'encadrement du temps libre fut confié à l'*Opera Nazionale Dopolavoro* qui proposait aux travailleurs des loisirs totalement inconnus d'une partie importante de la classe ouvrière rurale ou urbaine : théâtre, cinéma, colonies de vacances, tourisme populaire... Cet encadrement de l'individu, à chaque moment de sa vie personnelle ou professionnelle, ainsi que la volonté affichée par Mussolini de créer un « **homme nouveau** », constituent sans aucun doute les arguments les plus forts pour parler, à propos du fascisme italien, d'un véritable « régime totalitaire » (Emilio Gentile) qui se révèle pleinement opérationnel dès 1936.

Quant à la culture, elle devint une culture d'État sous l'égide du Minculpop (ministère de la Culture populaire) fondé en 1937 pour concentrer le contrôle du régime sur l'école, l'université et la production culturelle dans son ensemble. Les historiens s'intéressent aujourd'hui davantage à la culture fasciste et ils tendent à mettre en évidence la cohérence d'une doctrine qui se manifesta dans la littérature, la philosophie (Giovanni Gentile), les arts plastiques (de Marinetti à De Chirico), l'architecture (Terragni, Pagano...), formant ce qu'Emilio Gentile qualifie de véritable « religion civile » des Italiens.

La radicalisation totalitaire du fascisme affecta l'ensemble de la société et c'est à ce phénomène qu'il faut attribuer la mise en œuvre d'une **politique antisémite** annoncée dès 1937 et culminant dans les lois pour la défense de la race de 1938, plus qu'à la volonté de copier l'Allemagne nazie, désormais alliée. Plus de 50 000 juifs italiens furent touchés par ces lois qui les privèrent de la citoyenneté, du droit de posséder des biens ou des commerces, alors que les juifs italiens, fort bien intégrés depuis les années 1860, avaient pour une bonne partie d'entre eux, été des défenseurs du régime fasciste. Les violences à leur égard s'accrochèrent après l'entrée en guerre et tout particulièrement sous l'occupation allemande où des déportations touchèrent 20 % de la population juive italienne.

L'ÉGLISE ET LE FASCISME

◆ La position de l'Église catholique face au régime est emblématique de l'appui tactique dont bénéficia le fascisme. En 1923, le Saint-Siège s'opposa à l'antifascisme de don Luigi Sturzo, secrétaire du Parti populaire italien, et il ne protesta pas lorsque le PPI fut dissous en 1926. La peur des « rouges » était, pour l'Église, un moteur de ce rapprochement avec Mussolini. À ce dernier, on doit en outre la menée à bien d'un rapprochement « historique » entre l'État italien et l'Église catholique, parachevé par la signature des accords du Latran de février 1929. Cet accord contribua à la consolidation nationale et internationale du régime. Un concordat signé au même moment concédait en outre à l'Église catholique des avantages considérables au sein de l'État fasciste. Pourtant, très vite, les prétentions du PNF d'encadrer l'ensemble de la population, et en particulier la jeunesse, amenèrent à des frictions avec l'Azione cattolica, bras « laïc » de l'Église dans la société. ◆

■ Économie et société

Il est assez difficile de juger si le fascisme a contribué à moderniser une société italienne dont les observateurs, durant la Belle Époque, insistaient principalement sur le caractère arriéré. Après une phase « libérale » de l'économie, le climat international entraîna le gouvernement italien à mettre en place une politique économique plus dirigiste : en 1926, la réévaluation de la lire entraîna une chute des exportations accentuée par la crise de 1929. Dès lors, **l'intervention de l'État** s'effectua dans tous les domaines, entraînant la création de sociétés étatisées concernant l'industrie, l'agriculture, les assurances, le crédit (*Istituto Mobiliare Italiano, Istituto per la Ricostruzione Industriale*) dont certaines perdurèrent jusque dans les années 1980. Les résultats économiques ne furent pas désastreux, le PIB augmentant de 4,5 % par an, la production industrielle de 7,5 % de 1934 à 1937, mais au prix d'un appauvrissement des ruraux du Mezzogiorno, d'une stagnation – voire d'une baisse – des salaires de l'industrie désormais tenue par des syndicats fascistes, mais d'une consommation accrue de la part du secteur public, ardent défenseur du régime.

L'agriculture fut l'objet des attentions du régime et, en 1926, la bataille du blé visa à augmenter les superficies cultivées en céréales – au détriment des cultures fruitières du sud de l'Italie. La bonification, vaste projet d'aménagement des marais pontins et de construction de villes nouvelles – Sabaudia, Littoria, Fertilia... –, ne fut qu'en partie réalisée face à la résistance des propriétaires terriens, mais fut l'objet d'une propagande active.

Pour les Italiens, le fascisme fut sans doute le moment du passage à l'ère de la communication de masse, des loisirs de masse, même si ce passage fut réalisé par les organisations du régime : développement du reportage cinématographique avec l'Istituto Luce créé en 1927, encouragement du cinéma de divertissement avec la construction de Cinecittà en 1937 – qui produisit d'ailleurs moins de films de propagande que de films « légers » comme les fameux « téléphones blancs » –, mise en place de colonies de vacances estivales. Mussolini et son entourage (Margherita Sarfatti en particulier) attachèrent également beaucoup d'importance à la **production artistique**, à la fois comme reflet du régime, mais aussi comme instrument de transformation des consciences. L'art fasciste, loin d'être un art homogène, eut la particularité d'être représenté par des artistes aussi différents que les futuristes (Marinetti, Carrà) et des peintres plus inspirés par la tradition (Sironi, De Chirico) ; c'est particulièrement visible en architecture où la maison du Fascio de Terragni, à Côme, construite dans un style rationaliste moderne représente aussi bien le régime que le monumental et néo-classicisant bâtiment du rectorat de l'Université de Rome édifié par Marcello Piacentini. Toutefois, les choix du régime se portèrent dès le milieu des années 1930 vers des solutions artistiques plus classiques, en adéquation avec la « romanité », tendant à une forme de conformisme formel dont les interventions dans Rome témoignent. **La politique sociale** du régime, destinée à atténuer les effets de la crise de 1929, ne fut pas radicalement différente des actions menées dans les pays démocratiques autour des assurances, retraites, etc. Le régime fut particulièrement attentif à la protection sociale des mères et des enfants, piliers du discours nataliste, avec l'œuvre nationale Maternité et Enfance, tout en imposant fiscalement les célibataires, supposés ne pas faire leur devoir pour la patrie.

FASCISME ET CINÉMA

◆ Avec la création de la maison de production Luce, le fascisme est le premier régime à exercer le contrôle de l'information cinématographique au service d'une propagande gouvernementale centrée sur Mussolini. Mais pour la fiction, en revanche, le régime encourage une production de pur divertissement, à l'américaine, et cherche à réduire la présence des chemises noires sur les écrans : on parle du cinéma des « téléphones blancs » ou cinéma « déco » qui met au premier plan un mobilier inspiré du design et des modèles du Bauhaus, pour des films légers, qui respirent une culture internationale plutôt qu'italienne. Ce cinéma d'évasion est particulièrement développé dans les années de guerre (de 1936 à 1943). Si le fascisme est célébré, c'est, métaphoriquement, par le thème du retour à la terre et à la vie rurale. ◆

■ La marche à la guerre et l'Italie dans le conflit

Le régime, soutenu par une partie de l'opinion publique, s'appuyait sur un discours expansionniste justifié à la fois par les références à l'Empire romain, les revendications découlant des traités et l'idée selon laquelle l'expansion pouvait résoudre les problèmes économiques du pays. En 1935, l'**Éthiopie** fut attaquée avec la bénédiction de la France et, en 1936, l'Empire fut proclamé. Mais cette expédition lointaine eut comme conséquence de mettre l'Italie au ban de la SDN et de l'inciter à se tourner vers l'alliance allemande qui, au début des années 1930, n'avait rien d'évident. L'**axe Rome-Berlin** fut signé en octobre 1936, confirmant un rapprochement stratégique et idéologique. Avec la guerre d'Espagne, l'Italie fut engagée dans un conflit européen fortement politisé et 70 000 volontaires y participèrent. L'Italie resta alors dans le sillage de la politique de l'Allemagne nazie, appuyant les initiatives de son allié, couronnées en mai 1939 par le pacte d'Acier. Mais l'impréparation militaire du pays l'amena à se déclarer « non belligérant » au moment de la déclaration de guerre en septembre 1939, afin de gagner un peu de temps pour combler son retard. Et de fait, dès mai 1940, l'Italie attaqua la France, contre le vœu de la majorité de l'opinion publique.

La **Seconde Guerre mondiale** fut, pour l'Italie, un événement catastrophique et traumatique, tant au plan international qu'intérieur. Inféodé à l'allié allemand, le pays suivit avec difficulté et sans grand succès les opérations militaires, et sacrifia sur le front russe des centaines de milliers de soldats. Mais c'est surtout au plan intérieur que les événements et les conséquences furent durablement dramatiques. La population souffrit, comme dans l'ensemble de l'Europe, du rationnement, du marché noir, des bombardements, bref des « malheurs de la guerre ». Dès la fin de 1942, les premières oppositions à la guerre se firent entendre. En mars 1943, plus de 100 000 ouvriers se mirent en grève dans le nord industriel de l'Italie avec des revendications d'abord salariales, mais dont la portée politique était indéniable. Face aux difficultés extérieures et au mécontentement croissant dans le pays, l'attachement indéfectible de Mussolini pour l'alliance avec l'Allemagne devenait de plus en plus difficile à tenir, d'autant que les Alliés débarquèrent en Sicile le 10 juillet 1943. Victor-Emmanuel III, avec l'appui du Grand Conseil du fascisme, décida donc de faire arrêter le Duce le 25 juillet et de confier le gouvernement au maréchal Piero Badoglio. La chute du régime fut saluée par une liesse populaire extraordinaire mais, en réalité, le pays entra dans une véritable guerre civile dont les traces subsistent encore aujourd'hui. Le pays fut coupé en trois : le Sud avec le gouvernement Badoglio, le Centre occupé par les Allemands et le Nord où Mussolini, libéré par les Allemands, créa la république de Salò, enclave fasciste sous contrôle nazi.

L'**armistice** avec les Alliés fut signé le 8 septembre et le roi accompagné du gouvernement quitta Rome pour le sud de l'Italie. Près de 600 000 soldats italiens furent enfermés dans des camps allemands où ils furent traités dans des conditions terribles. Beaucoup se débâtirent et retournèrent dans leurs villes et villages où certains commencèrent la résistance. En effet, dès le 9 septembre 1943, le CLN (Comité de libération nationale) appela les Italiens à la résistance, mais les Alliés préférèrent appuyer le gouvernement Badoglio plutôt que les partis anti-fascistes. Ces derniers – Parti libéral, Parti socialiste, Démocratie chrétienne, Parti d'action et Parti communiste – n'acceptèrent de s'allier au « royaume du Sud » – c'est-à-dire le gouvernement Badoglio –

L'ITALIE LIBÉRÉE ?

◆ Le tournant de Salerne, c'est-à-dire la reconnaissance par les partis de la résistance italienne du royaume du Sud, dirigé par le roi Victor-Emmanuel III, son fils Humbert et le maréchal Badoglio, le 31 mars 1944, découle directement de la reconnaissance officielle par Staline du gouvernement italien. Palmiro Togliatti, chef du Parti communiste, rencontra Staline au début mars à Moscou. C'est alors que Staline lui enjoignit de se rapprocher du gouvernement en place pour permettre à l'URSS de poursuivre ses buts de guerre, laissant de côté les obstacles idéologiques. Que Badoglio ait été un fasciste convaincu, responsable de massacres durant la guerre d'Éthiopie, pesait en définitive assez peu face aux contraintes stratégiques de l'URSS. Le sort de l'Italie ou la mise à l'écart des dirigeants fascistes n'avaient au fond que peu d'importance pour les Alliés, que ce soit Churchill ou Staline. ◆

qu'une fois que l'URSS l'eut reconnu officiellement, en mars 1944 : c'est ce qu'on appelle « le tournant de Salerne ». Ivanoe Bonomi, président du CLN prit alors la tête du gouvernement italien, après la libération de Rome, le 4 juin 1944. La résistance italienne rassembla 82 000 Italiens en 1944, 120 000 au moment de l'insurrection, en avril 1945, mais, sur le terrain, elle fut loin d'être unie. Les clivages politiques restèrent profonds, les brigades Garibaldi (communistes) étant loin d'être véritablement alliées aux groupes de résistants monarchistes ou libéraux.

◆ On estime à 50 000 soldats et une milice des 150 000 hommes les partisans de la république sociale italienne. ◆

Dans le Nord, la **République sociale italienne**, ou république de Salò, qu'avaient rejointe les partisans du régime, se livra à une politique de répression féroce envers les résistants et de terreur envers la population juive dont 9 000 membres furent envoyés dans les camps d'extermination allemands.

C'est donc, pour reprendre l'expression de l'historien italien Claudio Pavone, une véritable guerre civile qui déchire l'Italie : une guerre de libération nationale, une guerre de classes et enfin une guerre civile entre Italiens, triple conflit qui pesa lourd dans la reconstruction du pays.

À la fin de 1944, le CLN parvint à s'imposer dans certaines zones du nord de l'Italie, face aux fascistes et aux Allemands, ces derniers n'hésitant pas perpétrer des massacres de civils comme à Boves, dans le Piémont ou à Marzabotto en Romagne, pour couper les populations civiles des partisans. Finalement, le 1^{er} avril 1945, l'offensive anglo-américaine fut lancée et certaines villes comme Turin ou Milan se libérèrent avant l'arrivée des Alliés. Le 28 avril, Mussolini fut exécuté avec sa maîtresse, Clara Petacci, et leurs corps exposés à la foule.

Les années 1945 et 1946 furent troublées par la lutte pour le pouvoir, entre formations politiques concurrentes, influence des Alliés, épuration parfois sauvage des anciens fascistes et incertitude institutionnelle. Il fallut attendre le référendum du 2 juin 1946 pour qu'une partie importante des Italiens (89,1 %) se rende aux urnes et, qu'à une courte majorité (54,2 % pour la République, 47,7 % pour la monarchie) l'Italie se dote d'un nouveau régime.

Bibliographie

- W.L. ADAMSON, « Modernism and Fascism : the Politics of Culture in Italy, 1903-1922 » dans *American Historical Review*, avril 1990, p. 359-390.
- F. ATTAL, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Armand Colin, 2004.
- R. DE FELICE, *Brève histoire du fascisme*, Audibert, 2003.
- R. DE FELICE, *Le Fascisme, un totalitarisme à l'italienne* ‡, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1988.
- G. FERRAGU, *Histoire du terrorisme*, Perrin, 2014.
- V. DE GRAZIA, *Consenso e cultura di massa nell'Italia fascista. L'organizzazione del Dopolavoro*, Laterza, 1981.
- Dizionario del fascismo* (V. DE GRAZIA e S. LUZZATO dir.), Einaudi, Turin, 2003, Flammarion 2003.
- L. GANAPINI, *La Repubblica delle Camicie Nere*, Garzanti, 1999 (sur la RSI).
- E. GENTILE, *La Religion fasciste*, Perrin, 2002.
- E. GENTILE, *Qu'est-ce que le fascisme. Histoire et interprétation*, Gallimard, 2004.
- M.-A. MATARD-BONUCCI, « L'antisémitisme fasciste, un "transfert culturel" de l'Allemagne vers l'Italie ? » in *Relations internationales*, n° 116, hiver 2003, pp. 483-494.
- M.-A. MATARD-BONUCCI, « Profil racial de l'homme nouveau » in *L'Homme nouveau entre dictature et totalitarisme (1930-1945)*, (M.-A. MATARD-BONUCCI, P. MILZA dir), Fayard, 2004.
- G. MICCOLI, *Les Dilemmes de Pie XII*, Complexe, 2005.
- P. MILZA et F. ROCHE PÉZARD (dir.), *Art et fascisme*, Complexe, 1989.
- P. MILZA, *Le Fascisme italien 1919-1945*, Seuil, 1980.
- P. MILZA, *Mussolini*, Fayard, 1999.
- D. MUSIEDLAK, *Mussolini*, Presses de la FNSP, 2005.
- C. PAVONE, *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance*, Le Seuil, 2005.
- G. PÉCOUT, *Naissance de l'Italie contemporaine (1770-1922)*, Armand Colin, 2004.
- L. SALVATORE, *Le Fascisme italien – La politique dans un régime totalitaire*, Flammarion, 2003.
- M. STONE, *The Patron State : Culture and Politics in Fascist Italy*, Princeton University Press, 1998.
- A. TASCA, *Naissance du fascisme*, Gallimard, 1967 (éd. or. 1950).

L'Allemagne, de la république de Weimar au Reich nazi

La première tentative de démocratie allemande, héritière de la défaite et de la chute de l'Empire, chargée du poids du traité de Versailles, avait réussi, malgré les conditions difficiles de sa naissance et de sa stabilisation, à former un État structuré et viable. Pourtant, elle n'a pas su résister à la montée des extrêmes et à la victoire finale du nazisme.

La république de Weimar a longtemps été considérée comme condamnée d'avance. Il n'y a toujours pas accord des historiens sur la part exacte des responsabilités des uns et des autres et sur la combinaison des événements qui ont conduit à sa chute. Pourtant, les nombreuses études sur la question montrent une période troublée, mais constructive, une Allemagne fragile, mais innovante.

Pourquoi la république de Weimar n'a-t-elle pu empêcher la confiscation du pouvoir par les nazis et la « catastrophe » ? La question reste encore posée, et en ce sens elle demeure un objet actuel de réflexion sur la fragilité des démocraties.

1 Une terrible sortie de guerre

Alors qu'au début du conflit, à l'exemple des autres belligérants, l'Allemagne avait réussi une Union sacrée, très vite l'unité s'était fissurée. Le résultat en est particulièrement visible en 1917, quant aux graves difficultés militaires s'ajoutent de violentes grèves, en avril, à Berlin.

L'empereur Guillaume II cède alors à des revendications politiques anciennes en supprimant le vote par classe (7 avril 1917), ouvrant la voie à une parlementarisation du régime. En juillet 1917 est votée par le Reichstag la résolution de paix, « sans annexion ni indemnité » tandis que le pouvoir réel a glissé aux mains de l'armée, qui a jusque-là caché la réalité de la situation militaire.

■ Une défaite incompressible

En août, il devient clair que l'armée ne pourra plus tenir longtemps, mais il faut attendre fin septembre pour que Hindenburg et Ludendorff le reconnaissent officiellement. C'est alors un choc profond dans la population, mais aussi dans la classe politique, qui découvre que **la guerre est perdue**, depuis plusieurs mois, et qu'on le lui a caché. Cette défaite non préparée, psychologiquement impossible à accepter, entraîne la fin du régime impérial.

Un **gouvernement parlementaire**, sous la présidence du prince Max de Bade, est formé au début du mois d'octobre, sous la pression de l'état-major : ainsi c'est le Reichstag qui endossera la responsabilité de la demande de l'armistice.

À la fin du mois d'octobre, Ludendorff est démis de ses fonctions et des mouvements de mutineries se développent dans la marine. Le drapeau rouge est hissé dans le port de Kiel le 4 novembre.

Deux jours plus tard, face à la situation de crise qui empire, Max de Bade demande l'abdication de l'empereur. La situation est révolutionnaire à Munich et à Berlin. **Le chancelier annonce l'abdication de**

GUILLAUME II



© Picture Alliance/Rue des Archives

L'Empereur quitta l'Allemagne le 10 novembre 1918, sur les conseils de son état-major. C'est donc le gouvernement provisoire qui signa l'armistice.

Guillaume II et démissionne le 9 novembre, nommant Friedrich Ebert (SPD, parti majoritaire) à sa succession. Sous la pression des conseils, **la république est proclamée**. Pendant ce temps, les négociations d'armistice ont commencé à Rethondes, avec une délégation allemande menée par Erzberger.

■ Le chaos apparent et une double révolution

L'Allemagne paraît avoir sombré dans l'anarchie : les soldats semblent échapper au commandement militaire et des manifestations diverses et contradictoires se succèdent un peu partout. Des conseils de soldats et d'ouvriers se sont formés dans les grandes villes du Nord et s'étendent progressivement à travers le pays.

Le pouvoir semble absent. Pourtant, dès le 10 novembre, les conseils ont cautionné le nouveau gouvernement qui comprend des socialistes de toutes tendances, à l'exception des spartakistes (K. Liebknecht, R. Luxemburg qui dénoncent le réformisme du SPD). Pour eux, la révolution ne fait que commencer. Or ces derniers sont assimilés aux bolcheviks russes qui ont traumatisé les consciences occidentales. Ils vont être l'objet d'une lutte sans merci, car le plus grand souci du **chancelier Ebert** est d'éviter l'extension du mouvement révolutionnaire. Et ils échouent à en prendre la direction : en décembre à Berlin, alors qu'ils se constituent en Parti communiste (ligue spartakiste), ils sont désavoués par le Congrès des conseils ouvriers et de soldats (10 délégués élus sur 489) qui se prononce pour l'élection d'une assemblée constituante.

En revanche, **le nouveau gouvernement** va s'appuyer sur l'ancien appareil d'État et sur l'organisation administrative et judiciaire de l'empire, conservant ainsi du pouvoir à certains groupes ultra-conservateurs. Ceci pèsera lourd dans la répression violente qui va s'abattre sur les mouvements ouvriers dans les jours qui suivent : la grève générale est déclenchée le 6 janvier 1919 à Berlin, les morts se comptent par centaines, voire par milliers et Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, les dirigeants spartakistes, sont assassinés ; de même lors de grèves insurrectionnelles, à Brême, en février 1919, on dénombre 100 morts. La révolution se poursuit aussi en Bavière et particulièrement à Munich (février-mai 1919) où elle est définitivement écrasée (des centaines d'exécutions), laissant s'installer une inquiétante contre-révolution.

■ Le début d'une difficile stabilisation du régime républicain

Sous la conduite des sociaux-démocrates est donc mis en place, pour la première fois de l'histoire allemande, un régime républicain qui s'est doté d'une **constitution (14 septembre 1919)**. Celle-ci est préparée à partir de novembre 1918, puis votée par l'Assemblée constituante élue en janvier 1919, après que tous les partis se sont reconstitués. Elle n'est pas seulement issue des idées de la Coalition de Weimar, alors au pouvoir, mais est aussi le résultat de longues discussions et de concessions à diverses tendances politiques. C'est le 5^e projet qui sera retenu sous le nom de Constitution de Weimar. Ce texte de **181 articles** est constitué de deux grandes parties, en premier l'organisation du Reich (qui garde cette appellation, mais devient républicain et démocratique), auquel est conservé la structure fédérale, puis l'exposé des droits fondamentaux.

Le système parlementaire est basé sur le suffrage universel et un vote à la proportionnelle pour le Reichstag élu pour quatre ans. Un référendum d'initiative populaire est possible. Le chancelier est nommé

FRIEDRICH EBERT

◆ Social-démocrate. Président du Reich de février 1919 à sa mort, fin février 1925. Élu par l'Assemblée constituante. ◆

LA CONSTITUTION DE WEIMAR (1919)

Art. 1. Le Reich allemand est une République. Le pouvoir politique émane du peuple.

Art. 2. Le territoire du Reich se compose des territoires des Länder. D'autres territoires peuvent être admis par la loi du Reich dans le Reich, si leur population le désire en vertu du droit de libre détermination.

Art. 13. Le droit du Reich l'emporte sur le droit des Länder.

Art. 17. Chaque Land doit avoir une constitution républicaine. La représentation populaire doit être élue sur la base du suffrage universel [...] et cela suivant les principes de la proportionnelle.

Art. 20. Le Reichstag se compose des députés du peuple allemand.

Art. 22. Les députés sont élus au suffrage universel, égal, immédiat et secret par les hommes et les femmes de plus de vingt ans et d'après les principes de la proportionnelle.

Art. 23. Le Reichstag est élu pour quatre ans.

Art. 25. Le Président du Reich peut dissoudre le Reichstag, mais une fois seulement pour le même motif. [...]

Art. 41. Le Président du Reich est élu par le peuple allemand dans son ensemble. Tout Allemand qui a trente-cinq ans révolus est éligible.

Art. 43. Le Président du Reich est élu pour 7 ans. Il est rééligible.

Art. 48. Quand un Land ne remplit pas les devoirs qui lui incombent d'après la Constitution ou les lois du Reich, le Président du Reich peut l'y contraindre à l'aide de la force armée.

Art. 52. Le gouvernement se compose du Chancelier et des Ministres du Reich.

Art. 53. Le Chancelier du Reich et, sur sa proposition, les Ministres du Reich, sont nommés par le Président du Reich qui met également fin à leurs fonctions.

Art. 54. Pour accomplir leurs fonctions, le Chancelier du Reich et les ministres du Reich doivent obtenir la confiance du Reichstag.

Art. 60. Le Conseil des Länder (*Reichsrat*) est formé pour représenter les Länder allemands en ce qui concerne la législation et l'administration du Reich.

Art. 114. La liberté de la personne est inviolable. Limiter ou supprimer la liberté personnelle ne peut se faire, pour les pouvoirs publics, que sur la base des lois existantes.

Sources : ouvrages de C. Klein, A. Wahl et E. Vermeil. cf. bibliographie de fin de chapitre.

par le Président (élu au suffrage universel pour sept ans, avec des pouvoirs assez étendus) et doit recevoir la confiance du Reichstag. Un Reichsrat, représente les 17 *Länder* (appellation qui remplace celle des « États » – *Staaten*) avec un représentant pour 700 000 habitants.

Les droits fondamentaux, qui entre autres énonçaient des droits dans le domaine social, reflètent les influences contraires qui s'affrontent lors de leur rédaction, en particulier entre le Zentrum et le SPD à propos de la question religieuse. Les Églises perdent leur statut d'Églises d'État pour devenir des organismes de droit public et le compromis sur l'école prévoit comme règle générale l'école interconfessionnelle, des exceptions étant possibles.

Dès novembre 1918 ont été prises **les premières réformes politiques et sociales**. C'est ainsi que toutes les libertés sont établies (réunion, expression, presse). D'autres mesures sont annoncées telles que le vote universel (masculin et féminin) dès 25 ans, ainsi qu'une série de mesures sociales (journée de 8 h, généralisation des assurances sociales, allocation de chômage et programme de logements ouvriers). Un accord entre les principaux syndicats et les patrons met en place une communauté de travail (*Arbeitsgemeinschaft*) qui instaure la liberté syndicale dans les entreprises et des conventions collectives de travail (loi de février 1920).

La question de la « **socialisation** » (nationalisation) fut évoquée en décembre 1918, mais un consensus se fit sur la reconnaissance de la propriété des entreprises, de crainte que les Alliés se saisissent des entreprises publiques pour les réparations.

■ Le choc du « Diktat » de Versailles et ses conséquences

Les clauses du traité de Versailles, très dures pour l'Allemagne vaincue, en particulier **l'article 231** qui la tient pour seule responsable de la guerre et qui en conséquence lui en fait porter seule la charge des réparations (le montant n'en est fixé que le 21 mai 1921, à 132 milliards de marks-or) ne sont pas comprises par la population. Le traité est donc unanimement condamné et jugé infamant pour le pays. Même si, finalement, ces clauses n'eurent pas les conséquences économiques catastrophiques qui étaient prévues, la coalition de Weimar en paya le prix politique.

Une violente campagne de presse est déclenchée **par les forces conservatrices et nationalistes** contre les républicains, « traîtres du peuple ». Le thème du « coup de poignard dans le dos » se popularise et redonne un sursaut à la droite qui commence une offensive contre le régime républicain, soutenue en cela par les Églises.

Parallèlement, **l'agitation de l'extrême-gauche** se poursuit, d'autant qu'un an après la fin de la guerre, le ravitaillement reste difficile et que l'inflation est forte. L'aile gauche de l'USPD impose un programme révolutionnaire, tandis que le Parti communiste scissionne, avec la création de KAPD. Après les quelques mois de trêve sociale, grèves et manifestations reprennent en décembre. La répression ne tarde pas : le 13 janvier 1920, près de 40 personnes sont tuées par la troupe qui tire dans la foule.

En octobre 1919, Ludendorff et un haut fonctionnaire prussien, Wolfgang Kapp, lancent une « Union nationale » aux relents de complot, comptant sur l'appui de l'armée et des corps francs. **Le putsch** éclate le 13 mars 1920, à Berlin : occupation de la ville par des troupes dissidentes menées par le général von Lüttwitz (troupes auxquelles le général von Seeckt, chargé du maintien de l'ordre, refuse de s'opposer, mais sans prendre leur parti) et auto-proclamation de **Kapp** comme

EXTRAITS DU TRAITÉ DE VERSAILLES

Article 231. Les Gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre, qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.

chancelier. Le gouvernement se réfugie à Stuttgart, mais les fonctionnaires ne suivent pas Kapp et la grève générale contribue à l'échec de cette tentative. Le 17 mars, les fauteurs de trouble sont en fuite, mais l'absence de poursuite contre les auteurs et les complices du putsch provoque des soulèvements, réprimés dans le sang par les troupes des corps francs, sur ordre du gouvernement (3 000 morts estimés, rien que dans la Ruhr).

■ De nouvelles coalitions instables, dans un climat social et financier chaotique

Aux élections de juin 1920, logiquement, **la coalition de Weimar perd la majorité** et les partisans de la république deviennent minoritaires. Mais les oppositions (dont le DNVP qui devient le premier parti de droite) ne disposent pas pour autant d'une majorité de gouvernement. Finalement, c'est autour du Zentrum que se forme la nouvelle coalition gouvernementale.

Mais **la droite** poursuit ses attaques et des **groupuscules terroristes** se développent à l'extrême-droite. Agressions et assassinats politiques (dont celui du ministre des Affaires étrangères, Walther Rathenau, en juin 1922) se multiplient en 1921 et 1922, créant un climat de totale insécurité. En réaction, des lois spéciales de sécurité sont adoptées, ouvrant la porte aux dérives ultérieures.

À **l'extrême-gauche**, la tension est vive et suscite diverses réactions ouvrières qui dégénèrent parfois à l'émeute. Les mouvements communistes s'organisent pour un combat contre lequel la répression ne se relâche pas. Ces années de chaos et de répression marquent une scission intransigeante et durable entre la gauche socialiste gouvernementale et la gauche communiste, dont une des conséquences sera de contribuer indirectement à l'accession des nazis au pouvoir.

L'année 1923 marque l'apogée de cette crise. Avec l'inflation qui s'accroît, depuis 1922, l'Allemagne rechigne de plus en plus à payer les réparations, tandis que les Français, qui connaissent aussi des difficultés financières, ne veulent rien céder. Un manquement à des livraisons, constaté par la Commission des réparations, en décembre 1922, est le prétexte pour **l'occupation militaire de la Ruhr**, le 11 janvier 1923, par des troupes françaises et belges, malgré l'opposition britannique et américaine.

Le gouvernement allemand, sous la conduite de Wilhelm Cuno, ordonne **la résistance passive** et laisse se développer **l'inflation**, dans des proportions jamais atteintes. Ouvriers et employés se mettent en grève, les entrepreneurs font de la résistance aux livraisons, entraînant un durcissement de l'occupation et de graves heurts avec les troupes. Le 31 mars 1923, 13 ouvriers sont tués lors d'une manifestation. Des milliers d'ouvriers (en particulier des cheminots) qui refusent de travailler sont expulsés de la zone d'occupation.

En août, un nouveau gouvernement prend la relève, sous la direction de Gustav Stresemann qui constitue une coalition large comprenant des socialistes. Il se trouve face à une situation monétaire totalement incontrôlée : le dollar vaut un million de marks en juillet, un milliard en octobre... **L'impact psychologique et économique** est immense et les structures sociales sont totalement bouleversées : tandis que les plus pauvres peinent à se nourrir, d'autant que la situation du travail est mauvaise, les classes moyennes ou rentières perdent tout, au moment même où certains parviennent à s'enrichir (les dettes sont effacées, pour beaucoup d'entrepreneurs, tel Hugo Stinnes).

Face à l'occupation alliée, Stresemann cède et annonce, le 26 septembre 1923, la **fin de la résistance passive**. La situation de la produc-

LES PARTIS SOUS WEIMAR

BVP : *Bayerische Volkspartei*, Parti populaire (populiste) bavarois.

DDP : *Deutsche Demokratische Partei*, Parti démocratique allemand (à partir de 1930).

DSP : *Deutsche Staatspartei*, Parti allemand d'État.

DNVP : *Deutschnationale Volkspartei*, Parti populaire national-allemand (ou parti national allemand).

DVP : *Deutsche Volkspartei*, Parti populaire (populiste) allemand.

KPD : *Kommunistische Partei Deutschlands*, Parti communiste d'Allemagne.

KAPD : *Kommunistische Arbeiter Partei Deutschlands*, Parti communiste ouvrier d'Allemagne.

NSDAP : *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter Partei*, Parti national-socialiste allemand des travailleurs ou Parti nazi.

SPD : *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, Parti social-démocrate d'Allemagne ou Parti socialiste majoritaire

USPD : *Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, Parti socialiste indépendant d'Allemagne ou Parti socialiste minoritaire.

VKPD : *Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands*, Parti communiste unifié d'Allemagne.

Zentrum : *Zentrumspartei*, Parti du Centre.

L'HYPERINFLATION :

BILLET ALLEMAND DE 1923



■ LE PUTSCH DE MUNICH

◆ Dans la soirée du 8 et la matinée du 9 novembre 1923, Adolf Hitler, chef du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP), tente une prise de pouvoir en Bavière (dit aussi putsch de la Brasserie). Soutenu par le général Ludendorff, héros de la Grande Guerre, ce coup de force est exécuté par environ 2 000 militants du NSDAP, dont des proches d'Hitler qui deviendront célèbres par la suite : Hermann Göring, Ernst Röhm, Rudolf Hess, Heinrich Himmler, Julius Streicher. Cette tentative de coup d'État – qui fait 18 morts – est un échec total et Hitler est condamné à 5 ans de prison (il n'y restera que quelques mois). Malgré cet échec, cet événement, commémoré chaque année par les nazis, devient un des mythes fondateurs du nazisme. ◆

◀ VOIR CARTE C. P. 401 ▶

tion se normalise et des contrats de livraisons sont conclus entre la MICUM (Mission interalliée de contrôle des usines et des mines) et les industriels.

Mais le gouvernement se trouve face à de **nouveaux troubles politiques graves**, en particulier en Bavière où les autorités du Land, réactionnaires, se rebellent contre l'autorité fédérale, tandis qu'Hitler, qui en un an a décuplé le nombre d'adhérents au NSDAP, organise une **tentative de putsch à Munich** (8 novembre 1923). D'un autre côté, les communistes poursuivent leurs tentatives d'insurrection générale, et le 10 octobre sont constitués des gouvernements de coalition socialo-communistes en Saxe et en Thuringe, destitués avant la fin du mois par le gouvernement du Reich. Le 23 novembre, le Parti communiste, tout comme le Parti nazi sont interdits sur l'ensemble du territoire allemand (interdiction levée le 1^{er} mars 1924). Enfin, des **mouvements séparatistes** ont fait leur apparition en Rhénanie (proclamation d'une république indépendante en octobre), soutenus plus ou moins ouvertement par les Français, mais ils ne sont pas populaires.

2 *Un consensus républicain progressif, mais des bouleversements profonds et durables*

À la fin de l'année 1923, la jeune république de Weimar paraît donc condamnée. Pourtant en quelques mois la situation économique, jugée grave, se rétablit, contribuant à stabiliser la situation politique et sociale.

■ La prospérité retrouvée

Passée la crise de l'hyperinflation, l'Allemagne connaît alors, à l'instar des États-Unis, une certaine prospérité économique. La première mesure de rétablissement de la confiance passe par la **stabilisation monétaire** mise en œuvre par Hjalmar Schacht, nouveau directeur de la Reichsbank. Elle passe par la création (15 octobre) d'une nouvelle monnaie, le *rentenmark*, basée sur l'étalon-or (échange d'un *rentenmark* pour 1 000 milliards d'anciens marks) qui sera remplacée par le *reichsmark* en octobre 1924. Entre-temps, grâce au **plan Dawes** (adopté en août 1924) qui règle financièrement le problème des réparations, allégeant la charge de la dette et échelonnant les remboursements, les capitaux reviennent s'investir en Allemagne.

L'économie allemande connaît alors une **croissance spectaculaire**, l'Allemagne retrouvant sa place de grande puissance économique mondiale. Celle-ci s'appuie sur des mesures efficaces de modernisation et de rationalisation de l'appareil productif et de concentration, essentiellement horizontale, des entreprises. C'est ainsi que la cartellisation de l'économie allemande se développe et que la productivité fait des progrès considérables. Le chômage s'atténue progressivement tandis que les salaires progressent.

Cette stabilisation économique et sociale permet le **retour de l'Allemagne sur la scène internationale**. À cet égard, Stresemann qui conserve le ministère des Affaires étrangères jusqu'à sa mort en 1929, apparaît comme une figure majeure de ce redressement. Celui-ci, animé du « grand dessein » d'obtenir la révision du traité de Versailles, joue la carte pacifiste et européenne. Les relations franco-allemandes sont en voie d'apaisement depuis le succès, en France, du Cartel des gauches. La politique suivie ensuite par Poincaré se situe dans la même

ligne de détente et des accords industriels privés (Cartel de l'acier, 1926) sont le signe d'un retour à la normale de l'économie européenne. La **conférence de Londres** sur les réparations (juillet-août 1924) est le premier pas vers cette normalisation, le plan Dawes est accepté par la Grande-Bretagne et par la France, et la Ruhr est totalement évacuée en août 1925, sans contrepartie. En octobre, malgré les pressions de la France (Briand) qui souhaitait aussi une négociation sur les frontières orientales, la **conférence de Locarno** aboutit à la signature d'un accord qui, entre autres, garantit le *statu quo* sur les frontières franco-allemandes et germano-belges, la Grande-Bretagne et l'Italie s'en portant garants.

Ce choix laisse à l'écart la Russie avec laquelle l'Allemagne avait pourtant signé son premier accord (économique) de l'après-guerre (traité de Rapallo, signé en marge de la conférence de Gênes sur la reconstruction européenne, en avril 1922). Des négociations sont cependant entreprises pour ménager les susceptibilités soviétiques, aboutissant à un « traité d'amitié » germano-soviétique, de portée symbolique.

Les problèmes des finances et de la sécurité ont donc été provisoirement réglés et Stresemann a ainsi gagné une importante bataille politique, à l'intérieur comme à l'extérieur. Si la situation est loin d'être parfaite, c'est sur « **l'esprit de Locarno** » que l'on compte désormais pour développer la bonne volonté de coopération entre les pays. Et de fait, jusqu'à la fin de l'année 1929, les avancées en ce domaine ne manquent pas : rencontres franco-allemandes dans divers milieux (étudiants, anciens combattants, industriels), **admission de l'Allemagne à la SDN** (10 septembre 1926) et prix Nobel de la paix conjoint pour Stresemann et Briand (10 décembre), accord commercial franco-allemand (1927), signature du pacte Briand-Kellog (août 1928), préparation d'un nouveau plan (américain) pour les réparations (plan Young, juin 1929).

■ Une Allemagne créative, mais fragile

Avec la république de Weimar et son bouillonnement politique, c'est aussi une nouvelle culture allemande qui naît. L'Allemagne fait en effet figure d'avant-garde dans de nombreux domaines artistiques, tels que le cinéma, la peinture ou l'architecture.

L'expressionnisme (*Expressionismus*), qui remet en cause l'ordre établi de l'Allemagne impériale, né vers 1905, connaît son apogée entre 1920 et 1925. Après la violence de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne révolutionnaire du premier après-guerre le pousse à son plus grand développement d'une vision pessimiste de la société (Otto Dix, George Grosz, Oskar Kokoschka), dans tous les domaines, y compris le cinéma (Robert Wiene, Fritz Lang) ou le théâtre (Georg Kaiser, Ernst Toller). Quelques-uns des artistes fondèrent des mouvements connus tels que le mouvement « die Brücke » autour de Ernst L. Kirchner et d'Emil Nolde, le mouvement *Der Blaue Reiter* (Le Cavalier bleu) avec Vassily Kandinsky, August Macke et Paul Klee. Sa disparition est concomitante avec la stabilisation de la République. L'expression montante est alors celle de la « **nouvelle objectivité** » (*Neue Sachlichkeit*), qui prend des formes diverses, littéraires ou plastiques, mais dont la caractéristique commune est de revenir au réel et au quotidien, avec cynisme ou néo-classicisme, selon l'engagement politique de ses auteurs (George Grosz, Otto Dix, Max Beckmann). Les plus engagés dans la critique sociale seront dénoncés par les nazis comme artistes « dégénérés ». Quant au **Bauhaus**, institut fondé par Walter Gropius à Weimar, en 1919, il pose les bases de

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LOCARNO (Suisse) réunit, du 5 au 16 octobre 1925, l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

LETTRE DE STRESEMANN AU KRONPRINZ (7 SEPTEMBRE 1925)

◆ « Voici posée la question de notre entrée dans la Société des Nations. À mon avis, la politique de l'Allemagne a, pour le prochain avenir, trois grands buts. D'abord la solution de la question rhénane dans un sens tolérable pour l'Allemagne. En second lieu, la protection des dix à douze millions d'Allemands qui vivent maintenant sous le joug étranger. Troisièmement, la rectification de nos frontières orientales, reprise de Dantzig, du corridor polonais et modifications du tracé de la frontière de haute Silésie. À plus longue échéance, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. [...] Si nous voulons atteindre ces buts, il faut faire converger vers eux nos efforts. De là le pacte de sécurité qui doit nous assurer la paix, notre frontière ouest étant dorénavant garantie par l'Angleterre, et même si Mussolini se met de la partie, par l'Italie. Ce pacte comportera de notre part un abandon, en ce sens que nous renonçons à un conflit armé avec la France pour reconquérir l'Alsace-Lorraine ; mais cet abandon n'a qu'un intérêt théorique puisqu'en fait, nous n'avons aucune possibilité de faire la guerre à la France. [...] Mais l'essentiel est le premier des points que j'énumerais tout à l'heure, la libération de notre sol, la disparition des troupes d'occupation ; il faut tout d'abord que nos étrangleurs lâchent prise ; c'est pourquoi la politique allemande devra pour commencer suivre la formule que Metternich, je crois, adoptait en Autriche après 1809 : finasser et se dérober aux grandes décisions. » ◆

In *Les Papiers Stresemann*, Plon, 1932, t. 2.

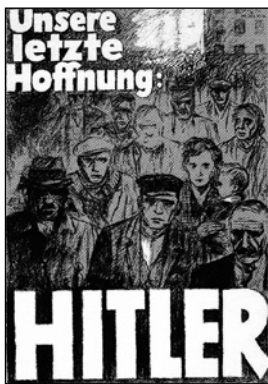
l'architecture moderne et du design dans la décoration intérieure et dans l'art.

C'est aussi l'apparition d'une génération d'**écrivains politiquement engagés**, tel Bertold Brecht ou Max Reinhardt pour le théâtre, les frères Mann (Thomas et Heinrich), Kurt Tucholski, Hans Fallada ou encore Lion Feuchtwanger, etc. Mais l'engagement n'est pas seulement la marque des écrivains de gauche, et se développe également toute une littérature de droite (Ernst Jünger). Cette ébullition créatrice reste cependant **une avant-garde**, mais ne parvient pas à toucher l'ensemble de la société qui reste fragmentée.

La République s'était attachée à **la question scolaire**, en proclamant l'enseignement obligatoire et gratuit de 6 à 14 ans, avec le principe de l'école unique (*Einheitsschule*). Mais ce dernier se heurtait à la diversité religieuse allemande, le Zentrum réclamant une école confessionnelle. Ce conflit aboutit à un **compromis scolaire**, qui faisait de l'enseignement religieux une discipline ordinaire de l'enseignement, et donc obligatoire, mais ceci ne clôt pas définitivement le débat sur la question.

L'idéologie anticomuniste, anti-occidentale et antisémite continua de se développer, pour triompher progressivement en mettant en avant les valeurs allemandes, à tel point que l'on parle de **révolution völkisch**. Les anciens combattants ou les jeunes intellectuels furent touchés par cette révolution conservatrice qui triompha avec les progrès du national-socialisme. La société allemande était donc parcourue de mouvements politiques, culturels et sociaux très contradictoires et violemment opposés. **L'adhésion à la République** était loin d'être complète, tant dans les classes ouvrières ou paysannes que dans les classes moyennes fragilisées et souvent nostalgiques.

AFFICHE PRO-HITLÉRIENNE (1932) :
« NOTRE DERNIER ESPOIR : HITLER »



■ La montée des désordres

L'Allemagne restait également **fragile par son économie**, malgré la prospérité et la modernisation rapide. Certains secteurs n'ont pas suivi, tels que **l'agriculture** qui a énormément souffert de la guerre et a du mal à s'en remettre, soumise de plus à la concurrence internationale croissante et à la chute des prix mondiaux depuis 1927. De nombreux paysans sont surendettés, parfois mis en faillite et pour parer aux troubles, le gouvernement met en place des mesures protectionnistes et des aides. Le **commerce extérieur**, d'une manière générale est déficitaire, et la situation de l'endettement devient préoccupante, toutes les collectivités ayant largement eu recours à **l'emprunt extérieur**, en particulier américain, à l'image de l'État.

Or, avant même le déclenchement de la crise boursière, dès l'automne 1928, les capitaux américains commencent à refluer sous l'effet de la contraction du marché intérieur. Le krach d'octobre 1929 à New York accélère les difficultés en générant un retrait massif des capitaux. L'économie allemande est de ce fait la première touchée en Europe. Le **krach bancaire allemand** se produit le **13 juillet 1931**, avec la suspension des paiements par la Danat Bank (*Darmstädter National Bank*), l'un des plus importants établissements bancaires du pays. Le gouvernement Brüning réagit vigoureusement au début de panique et met en place un contrôle général des devises tout en prenant des participations importantes dans le capital des principaux établissements, instaurant un **nouveau système bancaire** sous garantie et contrôle de l'État. En juin 1931, l'Allemagne obtient un moratoire général sur les réparations (**moratoire Hoover**), pour un an (sauf sur les emprunts Dawes et Young). À cette échéance, se tint à Lausanne la **conférence finale des réparations**, où l'Allemagne put faire accepter

de solder définitivement ses dettes en versant, au plus tôt en 1935, un dernier versement de 3 milliards de marks-or (qui ne fut jamais payé). Le chômage qui était déjà structurellement assez développé (plus de 6 %), malgré l'embellie économique depuis 1925, va très vite enfler : dès 1930, il atteint 13 % de la population active (2,7 millions en juillet), puis progresse très vite jusqu'à **plus de 6 millions de chômeurs** en février 1932, soit un salarié sur trois. Pour y faire face, Brüning tenta une vigoureuse politique de **déflation**, impopulaire en raison de la baisse des salaires qu'elle impliquait, et finalement inefficace. La crise sociale s'amplifia donc, d'autant plus gravement que les chômeurs n'étaient qu'une partie à être secourus officiellement (loi d'assurance chômage de 1927) et l'État et les municipalités, en grave déficit, ne pouvaient compléter suffisamment.

Les **conséquences politiques** en furent tragiques, car si la plupart des ouvriers conservèrent leurs faveurs aux partis prolétariens, une partie cependant se tourna vers le Parti nazi qui, par ailleurs, recueillait massivement les suffrages des **classes moyennes**, les plus touchées et déclassées par la crise.

Les **violences politiques** reprirent de plus bel, et le régime de Weimar glissa progressivement vers un **système autoritaire**, dont la direction est confiée par Hindenburg, dès octobre 1929, au chancelier Heinrich Brüning dont la visée nationaliste ne faisait aucun doute et qui, grâce à l'article 48 de la constitution, fit dériver le système parlementaire vers un système présidentiel (ratification des lois par ordonnance). En rupture avec la politique extérieure de Stresemann, Brüning vise une révision rapide des traités, en particulier sur la question des réparations et de l'armement (il insiste sur l'égalité des droits). Déterminé à faire renaître la puissance germanique, il prépare **un projet d'union économique et douanière avec l'Autriche** qui échoue en raison de l'opposition de la France. Il développe l'influence économique de l'Allemagne dans l'Europe danubienne et balkanique.

3 La confiscation du pouvoir par les nazis

Les **élections de septembre 1930**, suite à la dissolution du Reichstag décidée par Brüning qui souhaitait élargir sa base parlementaire et avoir ainsi les mains plus libres pour sa nouvelle politique, sont un échec pour le chancelier et provoquent surtout un bouleversement assez brutal de l'équilibre politique à la chambre. Le DNVP s'effondre, les partis du centre et le SPD perdent des voix tandis que les extrêmes progressent fortement : le KDP obtient 77 députés, tandis que le NSDAP atteint 107 députés (contre 12 en 1928), prenant la seconde place derrière le SPD (143 députés). Les majorités de gouvernement deviennent impossibles à trouver, **le pays s'enfonce dans la crise sociale et politique**.

■ Une accession au pouvoir d'apparence légale

En **octobre 1931** se réunissent à Harzburg tous les dirigeants nationalistes du pays (réunion dite du « Front de Harzburg » malgré les divergences importantes de ses participants). Pendant ce temps, les socio-démocrates continuent à voir dans les communistes un danger supérieur à celui des nazis. Au même moment, le gouvernement Brüning est sauvé d'une motion de censure grâce à l'appui du SPD, renforçant ainsi les opinions extrémistes. Les batailles de rue entre

VON HINDENBURG

◆ Président du Reich d'avril 1925 à sa mort, en août 1934. Élu (et réélu en 1932) au suffrage universel, conformément à la Constitution de Weimar. ◆

HEINRICH BRÜNING

◆ Élu au Reichstag en 1924, chef de la fraction du *Zentrum* depuis 1929, spécialiste des finances et des questions fiscales. En mars 1930, il est appelé par Hindenburg à la Chancellerie : il est le chancelier de la crise finale de la République. ◆

LA PERCEPTION DU RÉSULTAT

DES ÉLECTIONS DE SEPTEMBRE 1930

◆ « On peut trouver des raisons psychologiques particulières et même des circonstances atténuantes à ce fait monstrueux que 6 400 000 électeurs et électrices ont, dans ce pays pourtant civilisé, donné leur voix au charlatanisme le plus vulgaire, le plus vide, le plus plat. Il y a l'aberration causée par la fièvre et la misère, la détresse des employés mis sur le pavé, l'irritation contre les méthodes brutales de beaucoup de patrons, [...] la déception provoquée par les demi-mesures d'un gouvernement large en promesses, et d'autres choses semblables. Il faut y ajouter le manque de maturité sans égal de gamins de vingt ans, qui sont aujourd'hui directeurs, parce que l'Assemblée constituante a voulu donner le droit de vote aux jeunes gens qui avaient été dans les tranchées. Ces gamins suivent d'artificieux démagogues ou bien s'amusent au jeu des marionnettes militaires. » ◆

Berliner Tageblatt (journal démocrate), 16 septembre 1930.

LES HÉSITATIONS D'HINDENBURG

◆ « Le fait que le maréchal von Hindenburg puisse se résoudre à confier le gouvernement au Führer national-socialiste, qui fut son adversaire personnel et qui l'a combattu avec tant de rudesse, ne serait pas précisément de nature à accroître le prestige du président du Reich. Il serait tout aussi déconcertant que, sous le prétexte de grouper une majorité parlementaire de droite, on dût en venir à établir une véritable dictature hitlérienne, qui ne saurait manquer de provoquer les plus vives réactions en Allemagne de la part des organisations ouvrières chrétiennes, socialistes et communistes. Un Cabinet Hitler risquerait d'ajouter à toutes les difficultés avec l'Allemagne et il n'est pas certain que ce gouvernement aurait l'appui sans réserve de la Reichswehr, appui qui était la principale garantie de stabilité du Cabinet von Schleicher. » ◆

Le Temps, 30 janvier 1933, cité par C. Klein, *Weimar*, Flammarion, 1968.

HITLER CHANCELIER

◆ « Le nouveau cabinet, dont la formation est rigoureusement constitutionnelle, peut être assuré, de notre part, d'une appréciation absolument objective, et bienveillante. L'opinion publique toute entière ne refusera pas à M. Hitler la chance à laquelle il peut prétendre comme chef du plus grand parti allemand. En tout cas, la décision est audacieuse et risquée, et aucun homme politique prudent ne sera tenté de pousser des "cris de joie". » ◆

Deutsche Allgemeine Zeitung (journal nationaliste), 31 janvier 1933.

partisans du KPD et du NSDAP font des centaines de morts. **Le pays est au bord de la guerre civile.**

Hindenburg reçoit alors Hitler (10 octobre 1931) dans l'intention de l'associer de façon marginale au gouvernement. Celui-ci refuse ce rôle et décide de se présenter aux élections présidentielles (mars-avril 1932).

Hindenburg est réélu (53 %) au second tour, mais Hitler a recueilli 36,8 % des voix. Brüning se retire en mai, alors qu'il aurait pu disposer d'une majorité dans une coalition avec le SPD. Il est remplacé par Franz **von Papen**, sur un programme toujours plus autoritaire. Il fait procéder à un coup de force qui est fatal à la démocratie (certains auteurs y voient déjà la fin réelle du régime de Weimar), en destituant le gouvernement socialiste de la Prusse (20 juillet) et en instaurant un état de siège à Berlin et dans le Brandebourg.

Lors du scrutin du **31 juillet 1932** (suite à la dissolution du Reichstag promise aux nazis), le NSDAP a doublé sa part de voix obtenant 230 sièges (+ 123). Cette organisation est devenue la première force politique au Reichstag [le SPD obtient 133 sièges (- 10) et le KPD progresse avec 77 sièges (+ 23)]. En raison de ce succès, Hitler augmente ses exigences alors que von Papen ne dispose plus d'une majorité parlementaire. Le chancelier obtient du président de dissoudre à nouveau le Reichstag (12 septembre), de surseoir au-delà du délai légal à la nouvelle élection et d'user des pleins pouvoirs en attendant. Mais son ministre des Armées, von Schleicher, envisage une coalition avec le NSDAP et fait pression sur le président. Les élections de novembre montrent une pression encore forte des communistes (désormais 100 députés) et un recul du Parti nazi (- 34 députés). En décembre, Schleicher remplace von Papen à la chancellerie. La voie est désormais ouverte pour une nouvelle combinaison gouvernementale et le **31 janvier 1933**, Hindenburg se décide à appeler Hitler à la chancellerie pour former un gouvernement de coalition.

■ Un régime de terreur

Le premier acte du chancelier Hitler est de **dissoudre le Reichstag** dans l'espoir d'avoir enfin une majorité absolue. La campagne se déroule dans un climat de terreur mené par les groupes nazis. Sans être dissous, le KPD est interdit de réunion, le SPD et les centristes, les journaux, la radio sont placés sous contrôle. **L'incendie du Reichstag** (27 juillet), savamment exploité par les nazis, donne à Hitler dès le lendemain un prétexte pour suspendre toutes les libertés de presse, de réunion et d'association et tous les droits fondamentaux inscrits dans la Constitution. Le **décret du 28 février 1933** marque le début de la détention des « ennemis » du Reich (à commencer par les communistes, puis les socio-démocrates) dans les premiers camps de concentration, rapidement une quarantaine, dont le plus célèbre, Dachau, était directement sous la surveillance de la SS.

Malgré tous ces efforts, le NSDAP, bien qu'en net progrès, n'obtient pas la majorité (44 %) à l'élection du 5 mars et doit s'allier avec les nationaux-allemands (8 %), le SPD conservant 30 % des voix et le Zentrum 18 %. Le chancelier prend alors quelques mesures pour ménager et séduire la droite, mais prépare un décret qui doit lui donner les pleins pouvoirs sous forme légale. Le 23 mars, Goering (président du Reichstag depuis août 1932) obtient du parlement le **vote des pleins pouvoirs** (à 441 voix contre 92) sous forme de la loi « sur la suppression de la misère du peuple et du Reich », qui permettait au gouvernement de promulguer les lois, pendant quatre ans, sans le vote du Reichstag. Une loi sur la fonction publique (7 avril) permet l'épuration totale dans l'administration.

La structure fédérale assez autonome, qui s'opposait à la centralisation autoritaire souhaitée par Hitler, est progressivement démantelée par la mise en place de commissaires du Reich ou de ministres désignés par le pouvoir, selon les Länder. Le décret du 7 avril uniformise la situation en plaçant un *Staathalter* à la tête de chaque Land ; la loi du 30 janvier 1934 supprime les assemblées des Länder (Landtag) et transfère leur pouvoir au Reich ; quelques jours après, le Reichsrat est dissous, achevant la **destruction de la structure fédérale** de la République allemande. Pour finir, tous les partis politiques sont progressivement interdits ou mis hors d'état de fonctionner pour laisser place, en juillet 1933, au principe du parti unique. Les députés du KDP et du SPD sont invalidés, quant aux autres ils restent membres d'une simple chambre d'enregistrement des décisions du gouvernement. C'est ensuite au tour des **institutions économiques, sociales ou culturelles** d'être soit détruites, soit intégrées dans le nouvel ordre politique. Les syndicats, encore puissants (6 millions de membres début 1933) furent sans réaction face aux manœuvres d'Hitler, faisant du 1^{er} mai le jour férié « du travail national », annonçant le jour même la fin de la lutte des classes, faisant occuper dès le lendemain les sièges syndicaux par les organisations nazies et déclarant la formation du **Front allemand du travail**, une organisation corporatiste rassemblant ouvriers, employés et patrons, d'appartenance obligatoire (complété par la loi sur l'organisation du travail national du 20 janvier 1934 renforçant l'aspect patriarcal du système). Les organisations paysannes subirent un sort équivalent. Quant au Parti nazi lui-même, il fut l'objet d'un recadrage idéologique sanglant. Le corps des SA, sous la conduite de Röhm, était encore sous l'emprise des idées du parti les plus anticapitalistes, voire socialisantes. Or Hitler avait depuis longtemps compris que son pouvoir nécessitait d'autres appuis. La **Nuit des longs couteaux** (30 juin 1934) lui permit de se débarrasser de ses dirigeants les plus influents (assassinats estimés à une centaine) tout en conservant la puissante structure à son service. En révélant définitivement la nature ultra-répressive du régime, elle contribua à la soumission de l'ensemble de la population. En un an, l'Allemagne était passée totalement sous le contrôle d'Hitler et de son parti.

La persécution des juifs, au cœur même de l'idéologie nazie, commença ouvertement quelques semaines après l'accession d'Hitler au pouvoir. Le 1^{er} avril 1933 fut lancée par Goebbels une **campagne de boycott** contre les magasins tenus par des juifs. Quelques jours plus tard paraissaient progressivement les premières mesures d'interdiction de la vie professionnelle et intellectuelle. La « **mort civile** » des juifs s'opère avec les lois de septembre 1935 sur la citoyenneté (dites lois de Nuremberg). Le pogrome dit de la « **Nuit de cristal** » (11 novembre 1938) achève l'aryanisation du pays : dépourvus du moindre revenu, pourchassés, la survie des populations juives allemandes ne tenait plus que dans l'exil.

■ Le sursaut économique au prix du réarmement

L'action du gouvernement nazi dans l'économie s'appuya largement sur la **collaboration des grandes entreprises**. La direction de l'économie du Reich, divisée en groupes sectoriels dont les membres étaient nommés par le pouvoir, regroupait en réalité presque tous les anciens dirigeants des organisations patronales sectorielles. La nouvelle structure apparaît ainsi comme un compromis entre le capitalisme privé et le capitalisme d'État.

LOI DE NUREMBERG (« LOI POUR LA PROTECTION DU SANG ET DE L'HONNEUR ALLEMAND »)

1.1. Les mariages entre Juifs et citoyens de sang allemand ou assimilé sont interdits. Les mariages qui seraient tout de même célébrés sont déclarés nuls. [...]

2. Les relations extraconjugales entre Juifs et citoyens de sang allemand ou assimilé sont interdites.

3. Les Juifs n'ont pas le droit d'employer des citoyennes de sang allemand ou assimilé de moins de 45 ans dans leur ménage.

4.1. Les Juifs n'ont pas le droit de hisser le drapeau national du Reich, ni de porter les couleurs du Reich.

4.2. Par contre, il leur est permis de porter les couleurs juives.

5.1. Celui qui contrevient à l'interdiction du paragraphe 1 sera puni par une peine de réclusion.

5.2. L'homme qui contrevient au paragraphe 2 sera puni par une peine de réclusion ou d'emprisonnement.

5.3. Celui qui contrevient aux paragraphes 3 et 4 sera puni par une peine de prison pouvant aller jusqu'à un an ou par une amende ou par l'une de ces punitions. [...]

Nuremberg, le 15 septembre 1935.

LE PLAN DE 4 ANS (VIERJAHRESPLAN)

◆ « Si nous ne parvenons pas, dans les plus brefs délais, à faire de la Wehrmacht la première armée du monde, par l'éducation, par la mise en place de formations, par le réarmement et, surtout, par l'éducation spirituelle, l'Allemagne sera perdue ! [...] Cette tâche doit donc être inconditionnellement prioritaire sur toutes les autres demandes.

[...] Nous sommes surpeuplés et nous ne pouvons pas nous nourrir sur notre propre territoire. [...] La solution finale se situe dans l'élargissement de notre espace vital tout comme l'augmentation des bases de matières premières et de denrées alimentaires de notre peuple. C'est la tâche de la direction politique de résoudre un jour cette question.

[...] L'exécution de ces tâches sous la forme d'un plan pluriannuel de notre économie nationale indépendante des pays étrangers exigera aussi des sacrifices de la part du peuple allemand dans le domaine économique et dans celui de la consommation [...].

Je fixe donc les tâches suivantes :
I. L'armée allemande doit être prête à agir dans quatre ans.
II. L'économie allemande doit être prête à la guerre dans quatre ans. » ◆

Adolf Hitler, Mémoire secret
sur le plan de quatre ans, août 1936
(in W. Michalka (dir.), *Das Dritte Reich*,
Bd. 1, München 1985, p. 188 s.)

◀ VOIR CARTE C. P. 403 ▶

Voir aussi le chapitre 9.

La priorité du gouvernement était celle du **chômage** qui stagnait à 6 millions de personnes au début de l'année 1933 : en ce domaine, la réussite fut exemplaire, puisque dès la fin de l'année il avait régressé à 3,5 millions de personnes et qu'il fut presque insignifiant à partir de 1936. C'est l'année où commença officiellement le premier **Plan de quatre ans**, plan officieux de réarmement, mais celui-ci avait repris dès les premiers mois de la dictature nazie. La première méthode de la lutte anti-chômage fut la mise en place de grands travaux financés par l'État, dont un vaste programme de construction d'autoroutes, placé sous la direction de l'ingénieur Todt, célèbre par la suite pour le « mur de l'Atlantique ». Les commandes militaires, qui progressèrent rapidement à partir de 1934, fournirent des marchés énormes aux entreprises de l'industrie lourde.

Schacht avait été appelé à la direction de la Reichsbank (mars 1933), puis à la tête du ministère de l'Économie (avril 1934) pour mettre en œuvre cette politique tout en rassurant le patronat qui lui faisait confiance. La **concentration** s'accéléra dans l'industrie (et dans les banques) et la cartellisation y devint obligatoire (ventes, approvisionnement). Les capitaux étrangers, bloqués, ne pouvaient servir que pour l'achat de marchandises allemandes.

Pour éviter les transferts de devises, les achats de matières premières indispensables se firent par le biais d'**accords de clearing** (accords bilatéraux d'échange sans transfert de devises). Cette économie fermée, mais dynamique, était déséquilibrée, sacrifiant les industries de consommation au profit des industries utiles à la défense, et l'**endettement de l'État** s'accrut sans cesse. Cependant, malgré la forte intervention de l'État, une large place était laissée à l'**initiative privée**.

Le Plan de quatre ans, placé sous la direction de Goering, avait pour mission d'assurer l'indépendance totale de l'économie allemande vis-à-vis de l'étranger. Dans ce but furent créées de nombreuses entreprises d'État dans les secteurs non rentables pour les industriels. Un désaccord avec la politique économique suivie conduisit Schacht à démissionner de ses postes de ministre de l'Économie et de président de la Reichsbank, il fut remplacé par Walter Funk. L'ensemble du système, orienté vers une économie de guerre, devint un cercle vicieux conduisant à la guerre.

■ La marche à la guerre

Les projets d'Hitler dans le domaine de la politique extérieure sont déjà inscrits, dans leurs grandes lignes, dans *Mein Kampf*. Les notions d'**espace vital** (*Lebensraum*), de hiérarchie des races et de lutte contre le communisme sont déterminantes dans cette vision de l'Europe allemande. À ce titre, la soumission de la Pologne et la guerre contre l'URSS y sont déjà programmées. Ce projet implique la neutralité de la Grande-Bretagne et l'appui de l'Italie fasciste.

Jusqu'à la fin de 1937, les ambitions à terme d'Hitler ne sont pas dévoilées, et la volonté de paix de l'Allemagne est réaffirmée, malgré les coups d'éclat qui inquiètent en Europe. Dès 1933, alors que l'Allemagne n'a pu faire valoir sa position lors de la Seconde conférence de désarmement, elle **se retire de la SDN** (14 octobre). Hitler n'en fait pas moins des déclarations pacifiques sur toutes les ondes européennes. L'année suivante, il signe un **pacte de non-agression avec la Pologne** (26 janvier 1934), ce qui contrarie le système d'alliances de la France. Le succès inattendu du référendum sur **la Sarre** (13 janvier 1935) qui redevient part intégrale du territoire allemand, le pousse à dévoiler un peu plus ses ambitions de puissance. Ainsi, le **service militaire obligatoire** est rétabli (15 mars), en infraction avec le traité de Versailles,

puis la **rive gauche du Rhin**, démilitarisée en vertu du même traité, est réoccupée, le tout ne déclenchant que de faibles protestations diplomatiques des pays européens. Ceci officialise la politique de réarmement, menée de manière clandestine dès l'accession au pouvoir. À partir de 1938, la marche à la guerre est lancée. En février, Hitler pose un ultimatum au chancelier autrichien Schuschnigg, l'obligeant à démissionner et le 11 mars, avec la bienveillance du nouveau chancelier nazi Seyss-Inquart, les troupes allemandes pénètrent en **Autriche** où le terrain a été si bien préparé par les nazis locaux que la population ne réagit guère à l'annonce de l'*Anschluss* (annexion). Hitler s'attaque ensuite à la **Tchécoslovaquie**, en deux étapes : sous le prétexte de résoudre la **question des Sudètes**, il favorise l'agitation interne et use comme à l'accoutumée d'un double langage, menaces et assurances pacifistes, pour obtenir la neutralité britannique et française sur cette question (conférence de Munich, 29-30 septembre 1938). En second lieu, il contraint la Tchécoslovaquie à se plier à ses exigences, la partie slovaque proclamant son indépendance (en réalité pays satellite) le 14 mars 1939, tandis que la **Bohême-Moravie** est annexée de fait (protectorat).

Ce dernier coup de force ouvre enfin les yeux des pays occidentaux. Pourtant, même si Hitler est désormais conscient qu'une guerre avec la Grande-Bretagne est inévitable, lorsque le 1^{er} septembre 1939, ses troupes pénètrent en **Pologne** – alors qu'il vient de signer le stupéfiant **pacte germano-soviétique** (23 août) – il pense encore éviter une réaction immédiate des alliés occidentaux, car le réarmement du pays n'est pas encore achevé.

SUR LES ACCORDS DE MUNICH

◆ « Le partage de la Tchécoslovaquie, sous la pression de l'Angleterre et de la France, équivaut à une capitulation totale des démocraties occidentales devant la menace des nazis. [...] Un tel écroulement n'apportera ni la paix ni la sécurité. [...] Au contraire, il place ces deux nations dans une situation encore plus faible et plus dangereuse. Le simple fait que la Tchécoslovaquie soit neutralisée entraîne la libération de 25 divisions allemandes qui pèseront sur le front occidental [...]. Croire qu'on peut obtenir la sécurité en jetant un petit État en pâture aux loups est une illusion fatale. » ◆

Winston Churchill,
discours du 21 novembre 1938.

Débats et enjeux

Weimar, la défaite d'une République

L'échec de la république de Weimar reste encore aujourd'hui une source d'interrogations et d'interprétations, car elle a permis l'accession au pouvoir d'un homme et d'un système qui a atteint les sommets de la barbarie. Les historiens, en particulier allemands, continuent à interpréter les causes de la défaite et cette question reste aujourd'hui aussi d'un grand intérêt en sciences politiques.

On a souvent mis en avant l'explication par les crises économiques, en particulier par la crise de 1929 qui a entraîné un énorme taux de chômage. À l'évidence, la montée et le reflux des voix pour le NSDAP suit d'as-

sez près les évolutions de ce taux [Klein]. Pourtant, la République avait surmonté les crises d'après-guerre et la terrible année 1923. Dès le milieu de l'année 1932, le plus fort niveau de la crise avait été atteint et des améliorations commençaient à se faire sentir [Baechler]. Bien sûr, des études ont montré que l'instabilité sociale a entraîné une « nazification » des classes moyennes qui avaient perdu leurs repères [Bracher], mais aussi une percée nazie dans le milieu ouvrier, malgré la poussée parallèle du Parti communiste [Klein, Badia].

La question nationale, très prégnante dès le début des années 1920, a joué aussi un rôle

fondamental dans l'évolution de la société allemande et son acceptation des thèses nazies. Le radicalisme du nationalisme allemand imprègne toute la société en raison du sentiment d'humiliation du « Diktat » de Versailles. La responsabilité de Stresemann semble grande dans ce domaine, car la révision des frontières de l'Est était pour lui un acte de foi et il a efficacement travaillé à détruire le traité de Versailles, tout en donnant un certain change grâce à une politique extérieure apparemment conciliante [Vermeil].

Par ailleurs, on a souvent relevé l'apparente contradiction entre la modernité de Weimar,

dans le domaine culturel et artistique et l'archaïsme encore pesant hérité de l'Empire. À cet égard, il faut souligner que cette « culture de Weimar » n'est pas la culture de l'Allemagne et qu'elle est restée marginale et symbole d'une certaine décadence de la modernité. Et elle n'a pas trouvé une génération d'intellectuels pour l'appuyer, tant ceux qui avaient une certaine audience étaient critiques, voire méprisants pour le régime naissant [Gay, Möller]. Or le sentiment de décadence appelle la volonté de régénérescence, ce qui ouvre la voie aux discours visionnaires sur l'Allemagne éternelle et puissante, à la rupture salvatrice (*Aufbruch*) qui permet un nouveau départ. En ce sens, les nationalistes allemands, dont beaucoup d'intellectuels, même s'ils ne se sont pas tous alignés sur les théories nazies, ont joué avec le feu sur fond de xénophobie et de racisme ambiant [Dupeux].

L'élément d'explication qui domine n'est pas social, mais politique. Tout d'abord, les Allemands étaient très attachés à la monarchie. Sa chute, conséquence à la défaite, n'a pas mis fin à l'attachement à une personification du pouvoir ; en ce sens la République a entretenu une sorte de « monarchie républicaine » et a ainsi préparé le terrain à la dictature d'un seul homme [Baechler]. Ensuite, la rigidité doctrinale des socialistes et des communistes a empêché toute alliance de gouvernement (mais cette entente était dès le début totalement impossible [Winkler]), ce qui a laissé la voie à un régime de plus en plus porté sur la droite et sur les entorses à

la démocratie. Les élites de tous les partis politiques ont eux-mêmes grandement manqué de clairvoyance en ne voyant pas, malgré les avertissements, les risques de l'arrivée au pouvoir d'un parti totalitaire [Bracher, Winkler]. À gauche, la naïveté des dirigeants socialistes, qui craignaient plus les projets anticonstitutionnels de Schleicher qu'un Hitler apparemment légaliste, fut navrante [Winkler].

Mais surtout, l'échec de la république de Weimar fut celui de l'absence d'une véritable démocratisation. Les Allemands n'avaient pas été préparés à vivre en démocratie ; sous un régime où l'empereur pensait pour eux, ils n'avaient pas la culture du compromis que nécessite la liberté et la démocratie [Gay]. Et la chose est plus tragiquement vraie pour les fonctionnaires, à travers le pouvoir donné par une bureaucratie qui permettait beaucoup de débordements, tels ceux des juges qui ont profité de l'indépendance octroyée par le régime libéral pour prononcer des jugements favorables à ses adversaires [Möller]. En quatorze ans, il n'y eut que cinq années de gouvernement parlementaire normal et Brüning a recouru au système du cabinet présidentiel et non parlementaire, ce qui aurait facilité l'accession légale de Hitler au pouvoir [Bracher]. La république de Weimar a finalement manqué d'une légitimité suffisante pour lui permettre de faire face à ses différents adversaires, une droite et une gauche très extrémistes [Wirsching].

À la fin de l'année 1932, la majorité des Allemands et des dirigeants n'était pas hitlé-

rienne (les élections de novembre 1932 montrent même que le nazisme commençait à refluer), mais elle n'était pas davantage démocratique. Le souhait quasi général, après les périodes de troubles répétées, est celui d'un « autoritarisme modéré », plutôt de centre-droit. La victoire écrasante du NSDAP n'avait pas été anticipée et beaucoup pensaient que de toute façon, Hitler pourrait être « apprivoisé » (ce qu'estiment également de nombreux observateurs étrangers). À cet égard, Hugenberg, Schacht, Papen et une bonne partie des industriels ont de lourdes responsabilités directes, tandis que le rôle de la Reichswehr est plus complexe [Bracher]. Il faut ici rappeler qu'Hitler n'a pas pris le pouvoir par la force, mais que celui-ci lui fut confié, dans le cadre de la constitution, par Hindenburg, soutenu par une partie des élites politiques et économiques. Cette tactique de la légalité a été fondamentale dans la perception progressive du Parti nazi comme d'un parti de gouvernement comme un autre [Möller].

Le problème central et essentiel pour la mémoire allemande est finalement de savoir si le nazisme n'a été qu'une parenthèse dans l'histoire allemande, ou bien s'il trouve sa place dans une complète continuité. En nuancant la réponse, vu les éléments de continuité précédemment relevés, on peut néanmoins pencher pour une rupture due à la naïveté d'une démocratie inachevée face aux ruses de la dictature [Vermeil] qui n'était pourtant pas inéluctable [Klein].

Bibliographie

Généralités

- J. BARIETY et J. DROZ, *République de Weimar et Régime hitlérien 1918-1945*, Hatier, 1973. Contient des documents intéressants.
- G. BADIA, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, Tome 1 : 1917-1933, tome 2 : 1933-1962, éditions sociales, 1987. Une vision marxiste.
- S. BERSTEIN et P. MILZA, *Allemagne : 1870-1991*, Masson, 1995.
- H. BURGELIN, *La Société allemande 1871-1968*, Arthaud, 1969.
- G. A. CRAIG, *Deutsche Geschichte 1866-1945. Vom Norddeutschen Bund bis zum Ende des dritten Reiches*, Verlag C.H. Beck, 2007.
- J.-M. FLONNEAU, *Le Reich allemand. De Bismarck à Hitler 1848-1945*, Armand Colin, 2003.
- R. POIDEVIN, *L'Allemagne et le monde au XX^e siècle*, Masson, 1983.
- R. POIDEVIN et S. SCHIRMANN, *Histoire de l'Allemagne*, Hatier, 1995.
- J. ROVAN, *Histoire de l'Allemagne, des origines à nos jours*, Points histoire, 1999.
- J. SOLCHANY, *L'Allemagne au XX^e siècle*, coll. « Nouvelle Clio », PUF, 2003.
- E. VERMEIL, *L'Allemagne contemporaine*, tome II, *La République de Weimar et le III^e Reich*, Aubier, 1952.
- A. WAHL, *L'Allemagne de 1918 à 1945*, coll. « Cursus », Armand Colin, rééd. 2015.

Sur la République de Weimar

- D. ABRAHAM, *The Collapse of the Weimar Republic. Political Economy and Crisis*, Holmes Meier Publishers, rééd. 1988.
- C. BAECHLER, *L'Allemagne de Weimar : 1919-1933*, Fayard, 2007. Clair et très complet.
- W. BENZ and H. GRAML (eds.), *Biographisches Lexikon zur Weimarer Republik*, Beck, 1988.
- K. D. BRACHER (dir.), *Die Weimarer Republik 1918-1933. Politik. Wirtschaft. Gesellschaft*, Bundeszentrale für Politische Bildung, 1998.
- K. D. BRACHER, *Die Auflösung der Weimarer Republik*, Droste Verlag, rééd. 1984. Un des auteurs allemands majeurs sur cette question.
- G. CASTELLAN, *L'Allemagne de Weimar*, coll. « U », Armand Colin, 2^e éd., 1972.
- L. DUPEUX (dir.), *La « Révolution conservatrice » dans l'Allemagne de Weimar*, Kimé, 1992.
- E. J. FEUCHTWANGER, *From Weimar to Hitler. Germany, 1918-33*, St. Martin's Press, 2^e éd., 2004.
- P. GAY, *Le Suicide d'une République, Weimar 1918-1933*, Gallimard, rééd. 1995.
- D. GESSNER, *Die Weimarer Republik. Kontroversen um die Geschichte*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 4^e éd., 2015.
- C. KLEIN, *Weimar*, coll. « Questions d'histoire », Flammarion, rééd. 2013. Avec des documents et une approche des controverses historiques.
- E. KOLB, *The Weimar Republic*, Routledge, rééd. 2004.
- H. MÖLLER, *La République de Weimar*, Tallandier, 2011.
- H. MOMMSEN, *The Rise and Fall of Weimar Democracy*, University of North Carolina Press, 1998.
- N. PATIN, *La catastrophe allemande*, Fayard, 2014.
- D. J. K. PEUKERT, *La République de Weimar. Années de crise de la modernité*, Aubier, 1995.
- R. POIDEVIN, *L'Allemagne de Guillaume II à Hindenburg, 1900-1933. Un empire, une défaite*, éditions Richelieu, 1972.
- L. RICHARD, *La Vie quotidienne sous la république de Weimar, 1919-1933*, Hachette Littératures, rééd. 2000.
- R. THALMANN, *La République de Weimar*, coll. « Que sais-je ? », PUF, 1995.
- H. A. WINKLER, *Weimar, 1918-1933: Die Geschichte der ersten deutschen Demokratie*, Beck, 2005. cf. Débats et enjeux
- A. WIRSCHING, *Die Weimarer Republik, Politik und Gesellschaft*, Oldenbourg Verlag, 2008.

Sur le Troisième Reich

- P. AYÇOBERRY, *La Société allemande sous le III^e Reich, 1933-1945*, Points histoire, 2014.
- W. S. ALLEN, *Une petite ville nazie*, 10/18, 2003. Un essai sur le quotidien et la progression au jour le jour du nazisme dans la société.
- F. BEDÜRTIG, C. ZENTNER (eds), *The Encyclopedia of the Third Reich*. 2 vol. Macmillan, 1997.
- S. BERSTEIN, P. MILZA, *Dictionnaire des fascismes et du nazisme*, Perrin, Tempus, 2014.
- C. BLOCH, *Le III^e Reich et le monde*, Perrin, rééd. 2015.
- K. D. BRACHER, *La Dictature allemande. Naissance, structures et conséquences du national-socialisme*, Complexe, rééd. 1995. Ouvrage majeur.
- M. BROSZAT, *L'État hitlérien, l'origine et l'évolution des structures du III^e Reich*, Pluriel, 2012.
- Collectif, « Hitler, portrait historique d'un monstre », dossier spécial *L'Histoire*, n° 230, mars 1999, pp. 34-61.
- C. DAVID, *Hitler et le nazisme*, coll. « Que sais-je ? », PUF, 2001.
- R. J. EVANS, *The Third Reich in Power: 1933-1939*. Penguin, 2006.
- J. FEST, *Hitler*, 2 t., Gallimard, 1973-1974.
- N. FREI, *L'État hitlérien et la société allemande 1933-1945*, Seuil, 1999.
- G. GORIELY, 1933, *Hitler prend le pouvoir*, Bruxelles, Complexe, 1999.
- K. HILDEBRAND, *Le Troisième Reich*, Saur Verlag, 1985.
- I. KERSHAW, *Hitler, Essai sur le charisme en politique*, Gallimard, 2001.
- I. KERSHAW, *Hitler*, t.1 : 1889-1936, *Hubris* ; t. 2 : 1936-1945, *Nemesis*, Flammarion, 2008.
- W. MASER, *Naissance du parti national-socialiste allemand*, Fayard, 1967.
- H. MOMMSEN, *Le Nazisme et la société allemande ? dix essais d'histoire sociale et politique*, Maison des sciences de l'homme, 1998.
- W. L. SCHIRER, *Le III^e Reich*, Stock, rééd. 1990. Un ouvrage de référence depuis sa première parution en 1960.
- M. G. STEINERT, *L'Allemagne nationale-socialiste 1933-1945*, éd. Richelieu, 1972.
- M. G. STEINERT, *Hitler*, Hachette Littératures, 2001.

Historiographie

- P. AYÇOBERRY, *La Question nazie. Les interprétations du national-socialisme, 1922-1975*, Points histoire, 1979.
- I. KERSHAW, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, coll. « Folio-histoire », Gallimard, rééd. 2001. Un grand ouvrage de référence.

La violence de guerre nazie et la Shoah sont traitées dans les chapitres sur la guerre.

La France dans l'entre-deux-guerres

La période de l'entre-deux-guerres est en France une époque de changements majeurs dans les domaines économiques, sociaux et politiques. La guerre a durablement affecté la société française. La puissance française est en partie affaiblie malgré sa victoire, ce qui entraîne des positions intransigeantes face à l'Allemagne. Il faudra attendre le milieu des années 1920 pour que la volonté de conciliation domine. Mais la crise du début des années 1930 change la donne et inaugure une période de tensions croissantes qui va mettre en place les conditions pour l'embrasement guerrier de 1939.

1 Les temps forts de la politique française dans les années vingt

■ Les conséquences de la guerre (1919-1923)

Le **bilan humain** de la guerre est extrêmement lourd. Plus de 1,4 million de soldats ont été tués sur le front (soit 17 % des soldats mobilisés et 10,5 % de la population masculine totale), plus de 2,8 millions ont été blessés. La France avait également mobilisé 350 000 soldats de ses colonies, 68 000 sont morts.

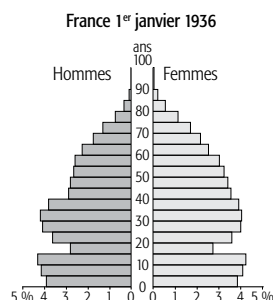
Sur une population de 39 millions d'habitants en 1939, c'est un désastre humain et chaque famille a son (ou ses) disparu(s). Parmi les soldats, les paysans ont payé le plus lourd tribut (41,5 % des morts). Les ouvriers sont proportionnellement un peu moins touchés, car certains étaient réquisitionnés pour la production de guerre. À ces pertes militaires, il faut ajouter la **surmortalité** civile (200 000 personnes), due en grande partie à la grippe espagnole de 1918-1919, et le déficit des naissances, estimé à 1,5 million. Si les chiffres de la population semblent avoir peu diminué, ceci est dû au fait du retour des départements de l'Alsace et de la Moselle dans le territoire français (+ 2 millions d'habitants).

Au-delà des destructions massives dans les zones de combat, aussi bien des bâtiments civils et des usines ou des mines, la guerre a eu un **coût économique extrêmement élevé**, de plus d'un an de richesse nationale. Il faut également indemniser les victimes. Tous ces éléments ont fortement creusé le déficit budgétaire. Alors qu'avant la guerre la France était largement créancière à l'étranger, en 1920 elle a plus de 33 milliards de francs-or de dettes, essentiellement auprès des Américains et des Britanniques. L'économie de guerre a entraîné une inflation très forte, ce qui déprécie le franc. La guerre a également changé la nature des relations entre l'État et les entreprises : à l'origine d'un contrôle renforcé pendant la guerre, l'État va ensuite entretenir une relation plus interventionniste dans le domaine économique (création d'un ministère de l'Économie et des Finances).

Avec le retour de la paix émergent de nouvelles **difficultés politiques et sociales**. Le temps est désormais passé de l'Union sacrée. Dès la sortie de guerre, les querelles politiques retrouvent leur vigueur, renforcées par les difficultés du moment. La gauche française sort affaiblie du conflit et de plus en plus divisée. L'exemple de la révolution bolchevik attise les **mouvements sociaux** et les grèves (1^{er} mai 1919,

Voir aussi le chapitre 2.

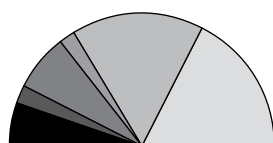
LES CONSÉQUENCES DÉMOGRAPHIQUES DE LA GUERRE



Cette pyramide des âges en 1936 permet de comprendre le double impact démographique de la Première Guerre mondiale en France : au très net déficit des naissances (déficit parmi les personnes âgées de 15 à 25 ans, équilibré des deux côtés de la pyramide) s'ajoute celui des soldats morts à la guerre (déficit parmi les hommes âgés de 40 à 60 ans).

Source du graphique : Documentation française.

COMPOSITION DE LA CHAMBRE 1919-1924 : BLOC NATIONAL



■	SFIO (68)
■	Républicain socialiste (26)
■	Républicain, radical et radical-socialiste (86)
■	Députés n'appartenant à aucun groupe (21)
■	Centre-droit (200)
■	Droite (212)

◆ 25 juin 1919.

Voici donc la paix signée. Il reste à la faire exécuter par l'ennemi, car tel que nous le connaissons, il ne fera rien, il ne cédera rien, il ne paiera rien, qu'on ne le contraigne à faire, à céder, à payer, et non pas seulement au moyen de la force, mais bien par la dernière brutalité. C'est le seul procédé à employer à son égard. Ses engagements sont une fumée, sa signature une mauvaise plaisanterie.

Heureusement nous tenons, et il nous faut absolument garder la rive gauche du Rhin. Les motifs d'y demeurer ne manqueront certes pas, car je ne crois pas une seconde à des paiements sérieux d'indemnités de la part de l'Allemagne. Non pas certes qu'elle ne puisse payer, mais parce qu'elle ne le veut pas. (...)

Au fur et à mesure des années, l'Allemagne se redressant deviendra plus arrogante, et finalement ne nous paiera pas à beaucoup près ce qu'elle nous doit. ◆

Charles de Gaulle. *Lettres, notes et carnets (1919-1940)*, Plon.

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière (parti socialiste).

1^{er} mai 1920 et vagues de grèves au printemps 1920). Le gouvernement réagit vigoureusement et emploie les forces armées et policières pour réprimer ces mouvements. Les ouvriers et les employés se syndiquent massivement (de 600 000 avant la guerre à 16 000 000 après la guerre). Le gouvernement doit faire des **concessions sociales** telles que la loi sur la journée de travail de huit heures, soit 48 heures par semaine maximum (janvier 1919), ou la loi sur les conventions collectives.

Les **premiers gouvernements de l'après-guerre** sont portés par les anciens combattants. La droite, rassemblée dans un **Bloc national** qui s'appuie aussi sur les radicaux, emporte largement les premières élections législatives de novembre 1919 (Chambre « bleu horizon »). Pour autant, le Bloc national ne forme pas un ensemble politique très cohérent. Malgré sa participation décisive à la victoire, Clemenceau n'est pas élu à la présidence de la République. C'est Paul Deschanel qui devient président, de février à septembre 1920 (il est ensuite jugé déficient mental et doit céder sa place), avant d'être remplacé par Alexandre Millerand.

Trois gouvernements se succèdent entre septembre 1920 et mai 1924. La présidence du Conseil est successivement tenue par Alexandre Millerand puis par Aristide Briand de janvier 1921 à janvier 1922, enfin par Raymond Poincaré entre 1922 et 1924.

Le gouvernement du Bloc national mène **une politique intransigeante envers l'Allemagne**. Son objectif est d'obtenir l'exécution intégrale des obligations allemandes en application du traité de Versailles, en particulier le respect des réparations. La conférence de Gênes (mai 1923) n'aboutit pas à un accord satisfaisant. Quand l'Allemagne cesse de payer les réparations, Raymond Poincaré décide d'**occuper la Ruhr** (janv. 1923), en accord avec ses alliés belges. Les Français se serviront donc directement en charbon et en bois que les Allemands ne leur envoient pas. Le gouvernement du chancelier Wilhelm Cuno va d'abord prôner la résistance passive. Le président, Friedrich Ebert, cède pourtant en septembre 1923, face aux troubles sociaux provoqués par l'hyperinflation allemande. Le nouveau chancelier, Gustav Stresemann, fait savoir que l'Allemagne est prête à reprendre ses livraisons au titre des réparations et à engager des négociations. Grâce à la médiation américaine, le plan Dawes est adopté et, lors de la conférence de Londres (juillet-août 1924), la question de la Ruhr est définitivement réglée. Les troupes françaises quittent la Ruhr en janvier 1925. À la suite de cette opération, la France se retrouve isolée sur la scène internationale.

■ Du Cartel des gauches à l'alliance des droites (1924-1931)

Les tensions apportées par cette crise et la poursuite de la dévaluation du franc, malgré l'intervention de la Banque de France, conduisent à un changement de gouvernement en mai 1924. Le **large succès du Cartel des gauches** (alliance de SFIO et du Parti radical) aux élections législatives conduit Édouard Herriot, le chef du Parti radical, à la présidence du Conseil. Les socialistes, eux-mêmes divisés, se contentent de soutenir le nouveau gouvernement sans y participer directement, ce qui tend à affaiblir le Cartel. Mais le gouvernement français n'est pas plus stable pour autant : en deux ans, ce sont cinq gouvernements qui se succèdent, dominés par les trois principaux hommes politiques du moment, Édouard Herriot, Aristide Briand, et Paul Painlevé. Dès juin 1924, Gaston Doumergue (radical modéré) est élu président de la République, contre Paul Painlevé, candidat soutenu par le Cartel, après la démission contrainte de Millerand. La droite se

reconstitue et des ligues d'extrême-droite se forment, créant, par des affrontements avec les mouvements de gauche, une atmosphère de forte tension politique. C'est **l'aggravation de la crise financière** qui entraîne la démission d'Herriot en avril 1925. S'ensuit une phase de très grande instabilité.

La spéculation contre le franc, la fuite des capitaux face au gouvernement de gauche : le « mur de l'argent » fait tomber le Cartel en 1926. **Les radicaux ont renversé leurs alliances** et gouvernent désormais avec la droite. Raymond Poincaré forme le premier gouvernement d'**Union nationale**, avec les modérés, la droite conservatrice ainsi que les radicaux. Il réclame et obtient les pleins pouvoirs financiers. Sa politique d'austérité est une réussite puisque le budget revient à l'équilibre dès 1926 et que, dans le domaine monétaire, après une dernière dévaluation, le franc se redresse et est stabilisé en 1928 (**franc Poincaré**). Les mesures sociales ne sont pas pour autant abandonnées. Et surtout, la prospérité est de retour, la reconstruction est achevée et la France investit de plus en plus à l'étranger en particulier dans son empire colonial.

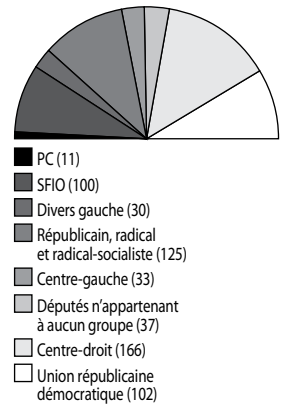
Mais en avril 1928, **la droite** gagne les élections législatives et grâce à sa majorité, elle peut désormais gouverner sans l'appui des radicaux. Cependant le gouvernement de Poincaré n'est pas remis en cause, il continue avec la majorité d'Union nationale jusqu'en novembre, par la suite il doit constituer un ministère avec les seuls partis de la coalition de droite. Face aux difficultés politiques grandissantes, malade de surcroît, Poincaré démissionne en juillet 1929. C'est à nouveau **une succession de ministères** (neuf en moins de trois ans). Deux nouvelles personnalités dominent la scène politique française : Pierre Laval (ancien socialiste rallié à la droite) et André Tardieu. En mai 1931, Paul Doumergue est élu à la présidence de la République contre Aristide Briand. Il est assassiné un an plus tard, et c'est Albert Lebrun qui lui succède. En 1930 et 1931, la crise n'a pas encore atteint la France, et celle-ci espère bien y échapper en s'appuyant sur l'empire colonial. En avril 1930 est votée une loi sur les assurances sociales.

■ Une France qui retrouve sa place en Europe

À partir de 1924, la politique extérieure française évolue. En octobre, le gouvernement français reconnaît officiellement l'Union soviétique. Dès le milieu de l'année 1925, son **attitude vis-à-vis de l'Allemagne** se transforme, car l'amélioration de la conjoncture économique dans les deux pays, tout comme le développement du pacifisme, instaure un climat propice à un apaisement des tensions. La **conférence de Locarno** (octobre 1925) permet une certaine détente en Europe, l'Allemagne ayant reconnu ses frontières occidentales (l'Italie et la Grande-Bretagne s'en portent garantes). Le Cartel des gauches est soucieux de mener une politique conciliatrice avec Berlin, même si les avis sont très partagés dans l'opinion publique.

Une fois assuré que l'Allemagne paiera, même si sa charge a été allégée par le plan Dawes, s'amorce un début de coopération, menée conjointement par les deux ministres des Affaires étrangères, **Aristide Briand** (« le pèlerin de la paix », qui garde durablement la direction de la politique extérieure malgré les changements de gouvernements) et **Gustav Stresemann**. Grâce à la défense de cette cause par Briand devant la SDN, l'Allemagne intègre l'organisation internationale en septembre 1926. Les deux hommes reçoivent la même année le **prix Nobel de la paix**. La France est à nouveau sur le devant de la scène diplomatique. Des négociations sont même entreprises (**rencontre de Thoiry**,

COMPOSITION DE LA CHAMBRE
1928-1932 : COALITION DE DROITE



ARISTIDE BRIAND, DISCOURS POUR LA RÉCEPTION DE L'ALLEMAGNE À LA SDN, 10 SEPTEMBRE 1926

◆ « Ah ! Messieurs les ironistes, les détracteurs de la Société des nations, ceux qui se plaisent journellement à mettre en doute sa solidité et qui périodiquement annoncent sa disparition, que pensent-ils, s'ils assistent à cette séance ? N'est-ce pas un spectacle émouvant, particulièrement édifiant et réconfortant, que, quelques années à peine après la plus effroyable guerre qui ait jamais bouleversé le monde, après que les champs de bataille sont encore

presque humides de sang, les peuples, les mêmes peuples qui se sont heurtés si rudement se rencontrent dans cette assemblée pacifique et s'affirment mutuellement leur volonté commune de collaborer à l'œuvre de la paix universelle ?

Quelle espérance pour les peuples ! [...] c'en est fini des longs voiles de deuil sur des souffrances qui ne s'apaiseront jamais ; plus de guerres, plus de solutions brutales et sanglantes à nos différends ! Certes, ils n'ont pas disparu, mais désormais, c'est le juge qui dira le droit. [...] Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage et à la paix. » ♦

sept. 1926) pour solliciter une aide financière de l'Allemagne contre des concessions politiques, car la France a besoin de capitaux pour stabiliser le franc. Cependant Poincaré réussit à stabiliser la monnaie française sans recourir à cette aide.

De part et d'autre du Rhin, **la détente** constitue en fait un choix tactique réaliste. La question des frontières orientales divise les deux pays. L'Allemagne espère profiter de cette détente pour régler des questions en suspens comme celle de l'union austro-allemande (Anschluss), celle du corridor polonais et de Dantzig, celle des minorités de Tchécoslovaquie et de Pologne, etc. Mais sur ces questions, la France est réticente. La campagne pour l'Anschluss, en 1928, inquiète le gouvernement français. Un plan d'union douanière austro-allemande, établi en 1931, se heurte à l'opposition française.

En août 1928, sur l'initiative d'Aristide Briand, un « pacte de renonciation générale à la guerre », dit **pacte Briand-Kellog**, est d'abord signé par 14 États membres de la SDN, puis ratifié par 60 pays. Vont s'ouvrir ensuite des négociations sur la **question du désarmement**. Celui-ci est un autre sujet d'affrontement entre les gouvernements français et allemand. Le traité de Versailles prévoit en effet que le désarmement de l'Allemagne doit être l'amorce du désarmement général, donc la France devrait également désarmer. Les Allemands voient dans son refus la non-acceptation d'une véritable égalité des droits avec l'Allemagne. En attendant, la France a décidé en 1929 de la construction de la **ligne Maginot** et pense que celle-ci lui assurera sa sécurité, mais elle reste préoccupée par les revendications allemandes et la remise en cause éventuelle du *statu quo* européen.

En 1932 se réunit la **première conférence du désarmement**. L'Allemagne propose la réduction des armements de tous au niveau qui lui est imposé. La France veut des garanties de sécurité et propose une armée de la SDN. L'Allemagne proteste et quitte la conférence. Le 11 décembre 1932, la France finit par consentir à un arrangement formel : on accorde à l'Allemagne « l'égalité des droits dans un système de sécurité ». L'Allemagne revient à la conférence.

Préparé par une commission d'experts pour remplacer le plan Dawes, l'élaboration du **plan Young** a commencé en février 1929, afin de mettre fin à l'incertitude résultant de l'article 234 du traité de Versailles, qui permettait à l'Allemagne de demander une révision des paiements. Le plan prévoit deux séries d'annuités commençant le 1^{er} août 1930. La valeur de ces annuités, au 1^{er} septembre 1929, était estimée inférieure de 17 % à l'annuité équivalente du plan Dawes. Il est prévu que l'annuité soit divisée en fractions invariables (600 millions de marks par an) et en fractions « conditionnelles » dont le paiement pourra être différé. L'acceptation du plan Young entraîne l'évacuation définitive de la Rhénanie dès 1930 (avec cinq ans d'avance). Si l'application du plan Young est tout d'abord rigoureuse, il n'en est plus de même quand se font ressentir les effets de la crise. En juin 1931, le Président américain Hoover propose la suspension de « tous paiements sur les dettes intergouvernementales, dettes de réparations et de relèvements ». En juin 1932, lors de la conférence de Lausanne, on prévoit pour toutes les réparations un forfait général de trois milliards de marks à verser à la Banque des règlements internationaux. Le règlement des dettes consécutives à la guerre est achevé.

2 Le temps des crises (1932-1939)

■ La crise en France

Alors que depuis fin 1929, les Américains et les pays européens ont plongé dans la crise économique, la France semble encore y échapper. Pour soutenir l'Allemagne fortement touchée, elle a dû consentir à la signature du **plan Young**. La Rhénanie est évacuée en 1930, soit cinq ans avant la date fixée par le plan Young.

Mais, à la **fin de l'année 1931**, la France est à son tour atteinte par la **crise économique**. La crise s'avère moins forte que dans les autres pays et le chômage, quoique en forte augmentation, y est aussi plus modéré. Mais le gouvernement souhaite maintenir l'équilibre budgétaire et refuse de dévaluer. De plus, l'incapacité des partis politiques à former des alliances stables, empêche les gouvernements radicaux de répondre efficacement à la crise. Enfin, la classe politique est alors atteinte par **des scandales** qui la discréditent. En 1932, un **nouveau « Cartel des gauches »** accède au pouvoir pour deux ans, mais il n'y a pas de majorité de gauche et l'instabilité des ministères est grande.

Tous ces éléments entraînent la poussée du mouvement protestataire, antiparlementaire, qui se présente essentiellement sous la forme de ligues d'anciens combattants ou d'extrême-droite. **L'affaire Stavisky** est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Le **6 février 1934** se déroule une très grande **manifestation** devant l'Assemblée nationale, avec des mots d'ordre antiparlementaires et antirépublicains. Cependant tous les mouvements ne souhaitent pas la chute de la République. Dès que la manifestation dégénère (15 morts) la plupart donnent l'ordre de dispersion. La République sort affaiblie de ces événements, mais elle est sauvée. Cependant, ceci a contribué à renforcer les ligues dont les effectifs augmentent considérablement. Mais la **riposte de gauche** s'est organisée dès le **12 février 1934** sous la forme de manifestations antifascistes et d'une grève générale. Le 6 février, considéré par la gauche comme une tentative de coup d'État « fasciste », a provoqué dans les rangs des militants un grand désir d'union. Mais, dans le cadre de la tactique « classe contre classe », les dirigeants communistes continuent à dénoncer les socialistes comme des « sociaux-traîtres ». D'autre part, radicaux et socialistes sont séparés par les rancœurs consécutives à l'échec des deux tentatives de cartels.

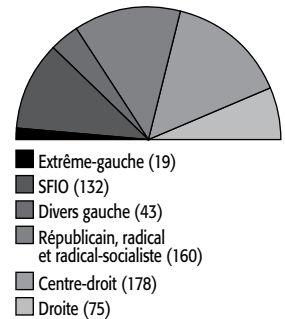
■ La victoire du Front populaire

Pourtant, en **juillet 1934**, à l'initiative du Parti communiste, les partis et organisations de gauche signent le **pacte d'unité d'action**. Ce changement s'explique sans doute par la nouvelle tactique du Komintern qui a tiré les leçons de l'arrivée au pouvoir d'Hitler, favorisée par la division des partis de gauche en Allemagne. L'ennemi prioritaire n'est plus le socialisme, mais le fascisme. Les communistes changent de discours, exaltant les valeurs nationales, le drapeau tricolore, la révolution de 1789. Au Parti radical, une aile gauche conduite par Édouard Daladier prend position en faveur du « Rassemblement populaire ». Le **14 juillet 1935**, 500 000 manifestants défilent à Paris derrière le communiste Thorez, le socialiste Blum et le radical Daladier.

À la suite de ce succès est créé un **Comité national de rassemblement Populaire** où siègent, aux côtés de diverses organisations de gauche, les trois Partis communiste, socialiste, radical et les syndicats CGT et CGTU (qui se réunifient en mars 1936). Un accord de désistement entre les candidats est conclu pour le second tour des élections du

Voir chapitre 3,
« Débats et enjeux ».

**COMPOSITION DE LA CHAMBRE
1932-1936 :
NOUVEAU CARTEL DES GAUCHES,
PUIS UNION NATIONALE**



MAURICE THOREZ, RAPPORT AU 8^e CONGRÈS DU PCF, 25 JANVIER 1936

◆ La masse ouvrière est dans la misère et réclame du pain, une aide, un soulagement à son immense détresse. Le fascisme essaie d'abuser les malheureux par sa démagogie sociale.

On n'a pas oublié les pitoyables tentatives des Croix-de-Feu installant des soupes populaires jusque dans les villes communistes de la banlieue parisienne. On se rappelle, d'ailleurs, comment les chômeurs ont agi. Chaque jour ils se sont rendus tranquillement à la soupe, l'ont mangée puis ont manifesté au chant de l'Internationale et en criant « Roque au poteau ». La soupe fut vite abandonnée par les Croix-de-Feu.

Ainsi, les organisations du fascisme s'efforcent de tromper les masses tout en se livrant aux pires

violences contre les travailleurs et leurs organisations, tout en se livrant à de multiples violences contre les républicains et les pacifistes sincères. [...]

Des bandes armées ont pu se rassembler et s'armer avec la protection du gouvernement. Elles se sont exercées au tir, puis ont procédé à de véritables manœuvres de guerre civile. [...]

Des ouvriers ont été assassinés [il en cite quatre, assassinés par des membres de divers groupuscules entre février 1934 et mai 1935]. Leurs assassins ont été acquittés ou condamnés à des peines dérisoires. ♦

LES ACCORDS MATIGNON,

7 JUIN 1936

ART. 1 – La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail.

ART. 3 – Les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que les droits pour tous les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel. [...] Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat pour décider de l'embauche, de la discipline ou du licenciement.

ART. 5 – [...] Dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers [...], il sera institué deux ou plusieurs délégués ouvriers suivant l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations [...] visant l'application du Code du travail, des tarifs de salaires et des mesures d'hygiène et de sécurité.

ART. 6 – La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit pris aucune sanction pour faits de grève.

printemps 1936. Un programme, qui doit servir de plate-forme commune, est adopté autour du slogan « le pain, la paix, la liberté ». C'est un programme plutôt modéré de gouvernement social, dans des structures capitalistes.

Les élections d'avril-mai 1936 marquent la **victoire du Front populaire**. À l'issue du second tour, les partis du Front populaire rassemblent 369 députés contre 236 pour la droite, et le groupe socialiste est le plus nombreux, pour la première fois de son existence. C'est donc à Léon Blum que le président de la République fait appel pour former le gouvernement. Celui-ci, dans lequel siègent trois femmes, est constitué de socialistes et de radicaux, les communistes le soutenant sans y participer.

■ Les réformes du Front populaire

L'œuvre du Front populaire est marquée par **un ensemble de mesures sociales** améliorant la condition ouvrière, quelques timides réformes de structure, mais surtout un esprit nouveau fait d'ouverture dans la vie politique, de générosité et d'humanisme.

Au moment où Léon Blum arrive au pouvoir, la France connaît **une vague de grèves**, spontanément déclenchées après la victoire électorale du Front populaire, touchant près de deux millions de salariés. Ces grèves, qui s'accompagnent de l'occupation des lieux de travail, affolent le patronat qui y voit une tentative d'expropriation et le début de la révolution sociale. À leur demande, Léon Blum réunit à l'hôtel Matignon les représentants du patronat et ceux de la CGT qui signent le 7 juin **les accords Matignon**. Ils concèdent aux ouvriers des **augmentations de salaires** de 7 à 15 % et reconnaissent le droit syndical dans l'entreprise. Le gouvernement espère ainsi une relance de la consommation, comme solution à la crise qui se prolonge et une augmentation conséquente du niveau de vie des ouvriers. Malgré cet accord, les grèves s'arrêtent difficilement.

Pour combattre le chômage, le gouvernement fait également voter **deux lois sociales** majeures, l'une accordant aux salariés **quinze jours de congés payés** par an et l'autre limitant à **40 heures** la durée de la semaine de travail. L'ensemble de ces mesures, et le sentiment pour la classe ouvrière d'être enfin entendue, provoque une grande euphorie, en particulier à l'été 1936 où les ouvriers prennent pour la première fois des congés payés. Un esprit nouveau souffle sur la France. Du côté patronal, on crie à l'asphyxie par l'augmentation des charges.

Le gouvernement s'attaque aussi à une réforme structurelle de l'économie et de la finance. Pour résoudre le problème de l'effondrement du prix du blé, il crée en août 1936 **l'Office national interprofessionnel du blé (ONIB)**, chargé de régulariser le marché en achetant les récoltes à un prix fixé par l'État et en les commercialisant ensuite. Il tente de démocratiser la gestion de la **Banque de France** en étendant le vote aux 40 000 actionnaires, au lieu des seuls 200 plus gros. Mais cette réforme est de peu d'effet. Enfin, il **nationalise les industries de guerre**, en août 1936, pour éviter les pressions des « marchands de canons ». Ces réformes relativement modérées sont vivement dénoncées dans la presse et les milieux politiques de droite comme le début d'une « soviétisation » de la France.

■ L'échec de l'expérience du Front populaire

La **guerre d'Espagne**, qui a éclaté en juillet 1936, est une première épreuve pour l'alliance du Front populaire. Léon Blum est désireux de venir en aide à la République espagnole, mais il se heurte à l'opposition de la plupart des ministres radicaux et d'une partie des socialistes qui

redoutent que l'intervention ne conduise à un conflit ouvert en Europe. Pour finir, le refus des Britanniques d'appuyer une aide française à l'Espagne contraint Léon Blum à accepter un **traité de « non-intervention »**. Cet abandon provoque la colère du Parti communiste.

Pendant ce temps, **les difficultés économiques** se poursuivent. L'opposition et la crainte des milieux d'affaires se concrétisent par une fuite des capitaux vers la Suisse, ce qui affaiblit le franc. Par ailleurs, l'augmentation des salaires et les dépenses de réarmement provoquent une hausse des prix d'autant plus importante que les grèves de mai-juin 1936, puis la loi de 40 heures, ont eu pour effet une diminution de la production. Très vite, l'échec économique est évident. Dès septembre, la hausse des prix a absorbé les augmentations de salaire de juin. Le 1^{er} octobre, le gouvernement est contraint de **dévaluer le franc**, mais ceci ne suffit pas à redresser la situation.

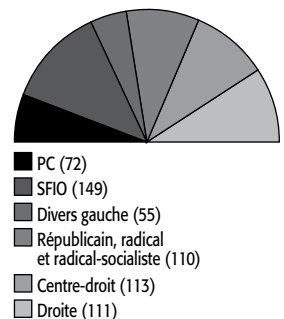
Pour tenter de rassurer les milieux d'affaires, le gouvernement Blum proclame la « **pause** » (**février 1937**), c'est-à-dire l'abandon momentané des projets de réforme sociale. Cette décision provoque l'amertume des ouvriers, des syndicats et des partis de gauche, sans faire renaître la confiance du patronat. Au contraire, la presse de droite se déchaîne avec une violence inouïe contre le chef du gouvernement. Les ligues d'extrême-droite, interdites par le nouveau gouvernement, renaissent sous la forme de partis. Une violente **campagne antisémite** est lancée par *L'Action Française*, *Gringoire* ou *Je suis partout* contre Léon Blum et les membres juifs du gouvernement. Le ministre de l'Intérieur, Roger Salengro, est l'objet de calomnies (accusé de désertion pendant la guerre) qui le mènent au suicide. Ce climat de haine gagne la droite classique elle-même.

Une atmosphère de guerre civile larvée s'installe en France. En **mars 1937** se produit un **événement tragique**, lorsque la police tire sur une manifestation de gauche qui tentait d'empêcher la tenue d'une réunion du Parti social français (ex-Croix-de-Feu) à **Clichy**, faisant 5 morts et 200 blessés. Cette fusillade dresse contre le gouvernement une partie de la gauche et les classes moyennes qui, suivant le Parti radical, avaient massivement voté pour le Front populaire et approuvé les réformes. Le bon temps de juin 1936 est bel et bien fini.

À partir de l'automne 1936, Daladier, le successeur d'Herriot à la tête du Parti radical, a multiplié les critiques envers la politique du gouvernement. En **juin 1937**, pour faire face à la crise économique qui se poursuit, Blum demande les pleins pouvoirs financiers au Parlement. Il se heurte à l'opposition des radicaux qui votent avec la droite le **renversement du gouvernement**. Cependant, le gouvernement de Front populaire se poursuit encore une année, mais les successeurs de Blum s'éloignent de la politique suivie à ses débuts, même si quelques réformes sont encore menées. Ainsi, Camille Chautemps nationalise les six compagnies privées de chemins de fer (création de la SNCF le 1^{er} janvier 1938). Au printemps 1938, Blum tente la constitution d'un gouvernement d'Union nationale, en particulier face à la menace nazie, mais celui-ci est renversé par le Sénat.

L'arrivée de Daladier à la présidence du Conseil, en **avril 1938**, qui gouverne avec la droite, met définitivement **fin à l'expérience du Front populaire**. À partir de la signature des accords de Munich (septembre 1938), la guerre se prépare et conduit à la remise en cause de beaucoup d'avancées sociales. Ainsi sont adoptés des décrets autorisant le dépassement des 40 heures de travail par semaine, ce qui déclenche une grève générale le 30 novembre 1938. Cette grève est un échec en raison de la réquisition des transports et des sanctions prises.

**COMPOSITION DE LA CHAMBRE
1936-1940 : FRONT POPULAIRE, PUIS
UNION NATIONALE**



■ La politique extérieure française : conciliation contre provocations

À partir du **31 janvier 1933**, le gouvernement français est confronté aux exigences du nouveau **gouvernement nazi**. Si celui-ci se montre d'abord prudent, les difficultés des relations franco-allemandes vont se renforcer face aux atteintes au traité de Versailles. Une **politique de conciliation** est pourtant menée jusqu'au bout, car en France on estime toujours que l'entente franco-allemande reste la base de la paix européenne.

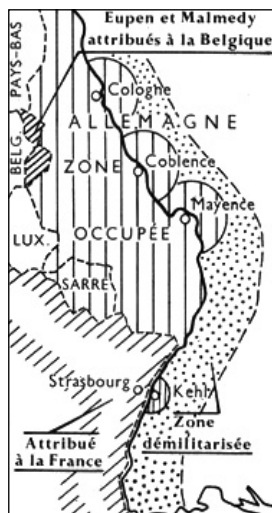
Pourtant à de nombreuses occasions, les **tensions** s'accroissent. Ainsi, alors que les négociations sur le désarmement traînent en longueur, l'Allemagne quitte définitivement la conférence et la SDN (14 octobre 1933) et se juge libre de réarmer. Au cours de deux voyages effectués en avril et juin 1934, Louis Barthou, ministre français des Affaires étrangères, essaye de réaliser un pacte oriental (frontières avec la Pologne et l'URSS) imité de celui de Locarno. Mais l'Allemagne, puis la Pologne le refusent. La diplomatie française est alors dans l'impasse. Elle ne trouve pas de système de sécurité contre l'Allemagne. Les tensions se poursuivent à propos de **la Sarre**. Le 13 janvier 1935 a lieu le plébiscite et, malgré les prévisions optimistes et les pressions, les Sarrois se prononcent à plus de 90 % des voix pour le rattachement à l'Allemagne. C'est un immense échec de la politique française dans cette région. Le gouvernement français réagit en augmentant la durée du **service militaire** (mars 1935), afin de combler le déficit des classes creuses. Le soir même, Hitler réplique en rétablissant le service militaire obligatoire.

Se tournant vers une **alliance de revers**, très logique, Barthou puis Laval, son successeur, négocient un pacte avec l'URSS (mai 1935). Hitler signale à la France qu'elle contracte des obligations incompatibles avec le traité de Locarno. De plus, en réaction à ce rapprochement avec l'URSS, la Grande-Bretagne signe un accord naval anglo-germanique (juin 1935) qui autorise l'Allemagne, privée de toute flotte de guerre par le traité de Versailles, à en construire une, jusqu'à concurrence de 35 % des forces navales britanniques. Ceci est ressenti en France comme une trahison. Alors que le traité avec l'URSS est néanmoins ratifié (mais ses clauses militaires ne seront jamais rédigées), Hitler fait réoccuper la **zone démilitarisée** par le traité de Versailles (mars 1936).

La France ne réagit guère à cette provocation. Mais le gouvernement de Front populaire lance le **réarmement**, avec un vaste programme d'équipement militaire de quatre ans, destiné à rattraper le retard français. Cependant, l'effort qualitatif n'est pas à la hauteur des sacrifices financiers. Léon Blum cherche à nouer de **nouvelles alliances** contre le danger allemand, de plus en plus menaçant. C'est vers la Grande-Bretagne que sont faites à nouveau des tentatives diplomatiques, mais celle-ci continue à se montrer partisane de l'*« appeasement »*.

Entre-temps la **guerre d'Espagne** a éclaté (18 juillet 1936). Le premier mouvement de Blum est d'honorer les commandes d'armes que le gouvernement républicain espagnol a passées quelque temps plus tôt. Le gouvernement anglais le lui déconseille. Après des hésitations, le gouvernement français décide, le 9 août, la cessation des livraisons. Début 1937, Blum se tourne vers l'URSS, en tentant de négocier la convention militaire en attente depuis 1935. Mais les conversations n'aboutissent pas. Lorsque le Front populaire cède la place en mars 1938, Hitler s'apprête à envahir l'Autriche. Mais après l'**Anschluss** (13 mars 1938), Hitler pose le problème des **Allemands des Sudètes**.

ALLEMAGNE : ZONE DÉMILITARISÉE ET
ZONE OCCUPÉE APRÈS LA PREMIÈRE
GUERRE MONDIALE.



Source : Assemblée nationale.

■ La France à la veille de la Seconde Guerre mondiale

Daladier est décidé à ne pas remplir les obligations envers la Tchécoslovaquie au cas où l'Angleterre ne le ferait pas : il ne se fait aucune illusion sur la **faiblesse militaire de la France**, et l'opinion française comprend mal les raisons d'un conflit éventuel. La crise des Sudètes rebondit en septembre 1938. Le gouvernement Français est hésitant, mais les Britanniques prennent l'initiative : estimant justifiées les revendications allemandes, Chamberlain en accepte le principe. Le 29 septembre, Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier se retrouvent à Munich. Fort des garanties données par Hitler au sujet du reste de la Tchécoslovaquie, le texte final (**Accords de Munich**) est accepté facilement. La majorité des Français et nombre de dirigeants éprouvent dans la paix sauvegardée ce « lâche soulagement » dont parlait Léon Blum. Des négociations franco-allemandes s'engagent en octobre et elles aboutissent le 23 novembre à un **pacte de non-agression franco-allemand** où les deux pays reconnaissent leurs frontières.

Malgré les accords de Munich, le gouvernement Daladier, au-delà du problème de la situation économique, est conscient des besoins français en cas de guerre. Le programme « Remettre la France au travail » est aussi élaboré dans cette optique. Mais les pacifistes dominent encore largement la scène politique et les dissensions fortes entre les partis posent des limites fortes à l'idée de l'union nationale. Ainsi, à la veille de la guerre, la France reste avant tout préoccupée par ses **problèmes intérieurs**. Pourtant l'escalade se poursuit : le 15 mars 1939, les troupes allemandes entrent en Bohême-Moravie. Les gouvernements français et anglais font une protestation de pure forme. Est posée désormais aussi la question du corridor de Dantzig. Le gouvernement français est prêt à engager des pourparlers sur ces questions. Finalement, le réveil trop tardif de la France au printemps 1939 (Slovaquie) conduit droit à la guerre.

3 Des idéologies renouvelées

■ Le développement du pacifisme

Pendant la Première Guerre mondiale, alors que **les mouvements pacifistes internationalistes** ne parviennent pas à faire l'unité ouvrière contre la guerre, les partisans d'une Société des nations s'efforcent de structurer le courant favorable à la création d'une organisation internationale après la fin de la guerre. Les premières associations de soutien se développent en Grande-Bretagne, aux États-Unis, puis en France. À la veille de l'armistice, est fondée par Léon Bourgeois **l'Association française pour la SDN**, en grande partie grâce aux efforts de la Ligue des droits de l'homme, mais elle ne rassemble pas tous les partisans de la Société des Nations. Cette division du mouvement français s'accroît dans les années 1920, malgré l'engagement de très nombreux intellectuels pour cette cause. Pourtant, après la Première Guerre mondiale, **la Société des Nations incarne tous les espoirs** d'une paix durable, par le droit international et un nouveau souffle sur les relations internationales, « l'esprit de Genève ». L'opinion publique se mobilise largement pour cette cause, et ce n'est pas dans une idée de « paix à tout prix », mais au contraire dans une conception réaliste de la paix, patriote et, à partir des années trente, sans compromis avec le projet nazi de nouvel ordre européen.

L'OPINION DE LÉON BLUM

◆ M. Neville Chamberlain, parti pour négocier un arrangement « honorable et équitable », est revenu de Berchtesgaden porteur d'un ultimatum du Führer-chancelier. Le gouvernement britannique a cédé devant cet ultimatum.

Le gouvernement français a donné son acquiescement pur et simple. Si l'on se fie à certaines rumeurs, il a fait réserve mentale de son assentiment définitif jusqu'à ce que la réponse de Prague fût connue. Le gouvernement français s'est donc jugé hors d'état d'obtenir un changement de la position anglaise. [...]

M. Neville Chamberlain était allé à Berchtesgaden ; personne n'a invité M. Benès¹ ou M. Hodza² à venir à Londres. On leur a notifié, débattu en dehors d'eux, arrêté sans eux, un plan qui mutilait le territoire de l'État tchécoslovaque, amputait sa souveraineté et qui par voie de conséquence rompait et désavouait ses alliances.

Je ne connais pas, à l'heure où j'écris, la réponse de la Tchécoslovaquie. Mais, quelle qu'elle soit, la partie d'Hitler est gagnée contre l'Angleterre et la France. Son plan est devenu le leur. C'est elles qui l'ont présenté à la Tchécoslovaquie. [...] La guerre est probablement écartée. Mais dans des conditions telles que moi, qui n'ai cessé de lutter pour la paix [...] je n'en puis éprouver de joie et que je me sens partagé entre un lâche soulagement et la honte. ◆

1. Président de la République tchécoslovaque.

2. Président du Parti agrarien, partisan du compromis.

Le Populaire, 20 septembre 1938.

À partir de 1919, la France est de plus en plus touchée par une vague de pacifisme et de **remise en cause de la guerre**. On se demande si le retour de l'Alsace-Lorraine valait la perte d'un million et demi de Français dans la force de l'âge. En liaison avec le socialisme et le communisme se développe la nouvelle idéologie de la paix. La guerre est considérée comme barbare et vétuste. Les peuples n'ont pas de raison de se combattre, l'humanité est une grande famille qui a des préoccupations communes : « le pain, le travail et la paix » (manifeste de Zimmerwald, 1915). D'où la victoire de la gauche aux élections de 1924 et un grand espoir après Locarno où l'on croit vivre le début d'une longue ère de paix. **Une véritable mystique de la paix** se développe. La France de 1924 n'est plus unanime pour refuser toute culpabilité nationale dans le déclenchement du conflit. On y développe une logique intellectuelle qui aboutit à la mise en cause des responsables français de 1914 (Poincaré, Viviani). Il n'est plus aussi certain que les Allemands soient « un peuple d'agresseurs » et « une horde de bêtes de proie ». Ceci conduit à un certain **partage des responsabilités de la guerre**. Cependant, en rejetant la théorie d'innocence, la gauche rompt l'unité morale de 1914 et attaque la substance même du nationalisme français. À droite, on parle de « raisonnement ignoble » et d'« injures aux morts ». Les communistes sont traités d'« antifrançais ». Une déchirure traverse l'opinion française, un peu comme du temps de l'affaire Dreyfus.

Dominant le paysage politique français et fédérés dans des associations de masse (jusqu'à trois millions de membres au total), **les anciens combattants** propagent un certain antimitarisme et une forte volonté de paix, dans une société marquée par le deuil. C'est un **vecteur essentiel du mouvement pacifiste** de l'entre-deux-guerres. La conception étroite du patriotisme est rejetée, il devient plus ouvert et plus tolérant, après les souffrances partagées par tous les peuples engagés dans les combats. L'action d'Aristide Briand tout comme l'engagement européen qui se dessine à travers l'émergence de nombreux projets, en sont des concrétisations politiques.

Après la montée du nazisme, puis son accession au pouvoir, **le combat pacifiste** se trouve divisé, entre les jusqu'au-boutistes, prêts à tous les compromis pour préserver la paix, et les réalistes, conscients des dangers croissants envers la démocratie. Ainsi, alors qu'avant la guerre, le pacifisme était plutôt lié à la gauche, dans les années trente, on assiste à une évolution du pacifisme de gauche qui se place clairement dans une position antifasciste, tandis que les plus tolérants envers l'Allemagne nazie ou l'Italie fasciste se retrouvent dans des mouvements pacifistes radicaux influencés par l'extrémisme de droite. Ainsi, le slogan du rassemblement pour le Front populaire, « le pain, la paix, la liberté », mêle le pacifisme et l'antifascisme, tandis que certains intellectuels issus des associations d'anciens combattants de droite participent à des comités de soutien au rapprochement franco-allemand (Comité France-Allemagne, par exemple). On assiste ainsi à une inversion des positions traditionnelles entre pacifisme et patriotisme.

D'une manière générale, cette **tendance pacifiste générale de la société française** a lourdement pesé dans la politique d'« apaisement » des différents gouvernements et a joué contre l'aide à l'Espagne républicaine, par crainte du conflit. Les coups de force d'Hitler ont cependant conduit, de la part des militants pour la SDN, à une attitude de fermeté et, à la veille du second conflit mondial, la plupart de ces militants se montrent d'une assez grande **clairvoyance**, appelant les Français à faire les sacrifices nécessaires (réarmement) pour rétablir l'équilibre des forces et sauver la paix.

**AFFICHE POUR LA JOURNÉE NATIONALE
DE LA PAIX 1936**



Source : Affiche de J. Carla (1936), CIRIP.

■ La poussée des mouvements extrémistes

Dans les années trente, on assiste en France à une **crise ouverte de la démocratie parlementaire**, dans un grand climat de violence. Elle est le résultat de maladresses politiques des partis traditionnels, d'une certaine dose de corruption de ses élites, mais aussi de la montée en puissance de nombreux mouvements et ligues extrémistes, dont beaucoup sont fascinés par l'expérience fasciste italienne.

Peut-on parler d'un véritable **courant fasciste** en France dans l'entre-deux-guerres ? Ce sont en particulier des historiens étrangers [Sternhell, Nolte, Soucy] qui ont répondu positivement à cette question, mais ils ne font pas l'unanimité. Les divers mouvements d'extrême-droite qui semblent en expansion dès les années 1920 ont été parfois trop rapidement présentés comme un même ensemble, malgré des caractéristiques propres et souvent divergentes.

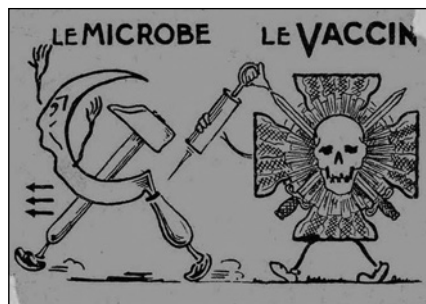
Le mouvement le plus influent en terme d'adhérents (jusqu'à 150 000) est celui des **Croix-de-Feu** du colonel François de La Rocque qui, dans ses positions politiques peut être rapproché des **Jeunesses patriotes** de Pierre Taittinger. En effet, loin de viser la destruction du régime, ces deux ligues prônent une réforme autoritaire, mais sans renier l'idée de démocratie. On évoque souvent la tradition bonapartiste à leur sujet, plus précisément le courant national-césariste, mais certains auteurs y voient néanmoins une « imprégnation fasciste » (militarisation du mouvement dans ses rituels et symboles).

L'**Action française** est aussi un élément central de ce courant autoritariste. Issue d'un mouvement créé à la fin du XIX^e siècle, elle conserve dans l'entre-deux-guerres une certaine influence intellectuelle, malgré sa condamnation par le pape Pie XI en 1926. Par ses positions souvent antirépublicaines, et par ailleurs antisémites, elle a contribué à renforcer les courants extrémistes. Une partie de ses dissidents est allée plus loin, prônant des idées putschistes (Eugène Deloncle et **la Cagoule**), d'autres dissidents sont restés sur des positions plus conservatrices (**Mouvement paysan** d'Henri Dorgères).

Un autre courant est issu d'hommes de gauche avant la guerre, et soutiens d'un « socialisme national » après. C'est le cas de Gustave Hervé, qui fonde le **Parti socialiste national** en 1927, dans le but de soustraire la classe ouvrière au socialisme « étranger » et la ramener au sein d'une nation réunifiée dans une République autoritaire.

Pour l'ensemble de ces mouvements, René Rémond (spécialiste des droites en France) préfère parler de droite contestataire, car ces mouvements comportent tous, à des degrés divers, une forte composante conservatrice. Mais d'autres groupuscules extrémistes sont bien plus en rupture avec les traditions autoritaires françaises, leur modèle étant proche du modèle mussolinien, voire hitlérien dans les années trente, on peut au minimum les qualifier de « fascistes », ou encore de « droite révolutionnaire » (Z. Sternhell).

Georges Valois, fondateur du **Faisceau des combattants et des producteurs** (1925), considéré par beaucoup comme le premier parti fasciste français, affirme que l'ennemi fondamental est l'individualisme et ses corollaires, libéralisme et régime parlementaire. Ce mouvement, dans son appellation même et dans nombre de ses positions idéologiques et de ses rituels (uniforme, grands rassemblements), adopte des tendances nettement fascistes. Cependant, il se dit pacifiste et ne met pas en avant la figure d'un chef charismatique, deux entorses à la doctrine italienne. Ce mouvement n'a pas d'audience durable.



TRACT DES CROIX DE FEU, ANNÉES 1930 (COLLECTION PARTICULIÈRE).

MAURRAS ET L'ACTION FRANÇAISE (1933)

◆ « De toutes les formes sociales usitées dans le genre humain, la seule complète, la plus solide et la plus étendue est évidemment la nationalité [...]. Si les nations étaient supprimées, les plus hautes et les plus précieuses communications économiques ou spirituelles de l'univers seraient également compromises et menacées : nous aurions à craindre un recul de la civilisation. Le nationalisme n'est donc pas seulement un fait de sentiment ; c'est une obligation rationnelle et mathématique.

Entre Français, citoyens d'un État évidemment trahi par la faction qui le gouverne, et menacé de rivalités redoutables, toutes les questions pendantes, tous les problèmes diviseurs doivent être coordonnés et résolus par rapport à la nation. » ◆

Ch. Maurras, *Au Signe de Flore*, Grasset 1933..

LE PSF

◆ « Le Parti Social Français n'est pas un parti nouveau. Il ne vient pas, après tant d'autres, revendiquer une place éphémère sur l'échiquier de la politique française. [...] Le Parti Social Français [...] existait pour ainsi dire en puissance, avant d'être officiellement constitué : dès sa création, les adhérents s'y inscrivirent par centaines de mille. [...] Qu'on ne parle donc pas d'une force nouvelle, mais bien plutôt d'une force resuscitée, exaltée. C'est le grand courant spirituel issu de la guerre qui continue de passer : aucun obstacle ne l'arrêtera. On peut dissoudre une organisation, on ne peut rien contre les âmes. La persécution agit sur elles comme le vent sur la flamme : elle la rend plus ardente et plus rayonnante encore. La mystique Croix de Feu éclaire, dirige, anime l'action du Parti Social Français. » ◆

Parti social français, *Une mystique, un programme*, Paris, s.d.

D'autres mouvements peuvent être classés dans cette mouvance. **La Solidarité française** (1933), fondée par François Coty, a une portée assez réduite, essentiellement celle de valoriser les ambitions personnelles de son fondateur (elle disparaît à sa mort, en 1934). Cette ligue n'en proclame pas moins des idées antirépublicaines où l'imitation fasciste est évidente. **Le Francisme** de Marcel Bucard (1933) est de peu d'influence, mais cette ligue fasciste constitue un modèle même de ce « fascisme » à la française, à la fois très imitatif du modèle original (et subventionné par lui), avec toutefois des caractéristiques propres (en particulier pas de bellicisme, mais au contraire une volonté d'entente européenne pour la paix). Ceci conduira son dirigeant, comme beaucoup d'autres, à la collaboration pendant l'Occupation.

Parmi les personnages marquants et très actifs de ces mouvements extrémistes, on trouve **plusieurs cas étonnants de dérive** du Parti radical (Bergery, de Jouvenel), de la SFIO (Déat) ou du Parti communiste (Doriot) vers ces ligues. Tous rêvent de rénover une France en crise par des moyens originaux. C'est après la crise politique de 1934 qu'ils développent d'abord une action de rassemblement national, au-delà des frontières politiques classiques. Gaston Bergery et Marcel Déat ne rompent ouvertement avec la gauche qu'après les accords de Munich. Déat avait été exclu de la SFIO en 1933 car il défendait un socialisme autoritaire et national (« néosocialisme ») prenant appui sur un parti-État, sur le principe du corporatisme et sur le soutien des classes moyennes. Il reste sur ces positions par la suite et concrétise son projet par la création du **Parti socialiste de France**, à ses débuts clairement engagé dans l'antifascisme et pour un rassemblement national. Mais sa critique du parlementarisme le conduit sur des voies de soutien aux dictatures. De son côté, Jacques Doriot a fondé dès 1936 le **Parti populaire français**, visant lui aussi à un rassemblement national et dans lequel toute volonté antirépublicaine et fascisante est exclue, à l'origine. Mais la dérive populiste puis fasciste se produit rapidement, bien que dans ce cas encore, des divergences avec le modèle original soient très nettes (pas de militarisation du mouvement, mise en avant du catholicisme, position pacifiste).

Parmi les **nombreux intellectuels**, issus de la droite traditionnelle et séduits par ce courant de pensée extrémiste, certains sont des hommes sortant de l'ordinaire. On pense en particulier à Pierre Drieu La Rochelle, formé à l'École libre des sciences politiques, éminent romancier et essayiste, à l'origine républicain et anticlérical, mais fasciné par le discours et le rituel hitlérien. Cette attirance le conduit à adhérer au Parti populaire français (1936) de Doriot. On peut également évoquer Robert Brasillach, brillant normalien, écrivain, journaliste pour l'Action française. Après les émeutes de 1934, il s'inscrit dans une dérive fascisante et devient rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Je suis partout* (à partir de 1937), dans lequel il développe une idéologie antirépublicaine, anticomuniste et antisémite. Tous deux seront des figures majeures de la collaboration chez les intellectuels.

À son arrivée au pouvoir, le gouvernement du Front populaire avait prononcé la dissolution des ligues d'extrême-droite, mais elles ont été remplacées par les nouveaux partis fascisants. De La Rocque regroupe alors les anciens des Croix-de-Feu autour d'un programme traditionaliste sous le nom de **Parti social français** (à ne pas confondre avec le Parti social de France) tandis que se forment les quelques mouvements précédemment évoqués. Comme on l'a vu, l'appellation de « fascisme » français est discutable, mais néanmoins la France a bien connu quelques authentiques fascistes. Si l'ensemble de ces ligues, partis ou

groupuscules n'a pas pesé d'un poids électoral important (pour le PPF, au mieux 2,7 % des voix), c'est néanmoins au cœur de ces mouvances qu'ont été recrutés les soutiens politiques et intellectuels du régime de Vichy qui a bel et bien marqué la fin de la Troisième République.

4 La société française dans l'entre-deux-guerres

■ Une société du deuil

Le poids de la guerre pèse lourd dans la société française du premier après-guerre. La génération sacrifiée montre son absence obsédante à travers **les monuments aux morts**, dans chaque village. On peut y voir une démocratisation du souvenir des héros, jusqu'alors limité aux chefs, mais aussi un événement d'une ampleur nouvelle, insupportable. Dans une société pourtant fortement laïque, la place des symboles religieux est étonnante : ainsi, la Troisième République commande des croix de bois par centaines de milliers pour les cimetières militaires. **Le deuil** est porté par chaque famille française, pour un père, un mari ou un frère, dans une société au rituel inversé, où les parents ont enterré les fils. Dans le pire des cas, l'absence de corps (250 000 soldats non identifiés) rend le deuil très difficile. Le soldat « inconnu » ne repose pas qu'à l'Arc de triomphe. La guerre est également présente à travers **les nombreux mutilés** (la moitié des 6,5 millions d'anciens combattants survivants a été blessée, un million est invalide), parmi lesquels les insoutenables « gueules cassées » (près de 15 000 blessés de la face), avec la perte d'identité que ces cicatrices impliquent. Ce témoignage permanent contre la guerre nourrit le fort pacifisme de la société française.

La guerre a laissé la France dans une **situation démographique très affaiblie**. Les cadres de la nation ont été décimés (22 % de perte chez les officiers contre 18 % chez les soldats), 833 polytechniciens et 230 normaliens sont morts, tout comme d'innombrables instituteurs (la moitié des instituteurs mobilisés) et plus de 30 000 membres de professions libérales. Ceci a des conséquences majeures sur le redémarrage économique et sur l'administration de l'État. Juste après la fin de la guerre, le taux de natalité se redresse progressivement pour atteindre un niveau normal en 1920, puis même une augmentation passagère. Mais très vite, le niveau se stabilise, or il est largement plus bas que celui des autres pays européens. La population a même tendance à baisser légèrement après 1920 : le taux d'accroissement naturel chute de 30 ‰ (1921) à - 8 ‰ (1938). Malgré l'apport de l'immigration, **les pertes de la guerre ne furent jamais comblées**, ce qui constituait un handicap pour l'économie française.

Pour les pertes consécutives à la guerre, voir le début de ce chapitre.

■ La France de l'immigration

La France, depuis le début de la III^e République, en raison de son faible dynamisme démographique, a constitué une **terre d'immigration** privilégiée. Ce phénomène se renforce dans l'entre-deux-guerres. Déjà amorcé pendant la guerre, le mouvement d'appel à la main-d'œuvre extérieure, en particulier celle des colonies, fait affluer, dès 1919, des « appelés du travail ». L'immigration européenne est autorisée à partir de juin 1919, et les Italiens, Belges, Espagnols, Portugais, Tchèques ou Polonais affluent. En 1920, la population immigrée représente 3,78 % de la population totale (1,5 million de personnes).

MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE EN FRANCE, 1919

Algériens	76 000
Indochinois	49 000
Marocains	35 000
Chinois	37 000
Malgaches	55 000

La France est, dans l'entre-deux-guerres, le deuxième pays de l'immigration derrière les États-Unis. La **loi de 1927**, plus libérale pour la naturalisation, contribue à l'attractivité française : dans la décennie qui suit la guerre, 500 000 étrangers accèdent à la nationalité française. Pourtant, l'immigration européenne, utilisée pour repeupler les départements dévastés du Nord et de l'Est (dans les mines la part des étrangers est de 42 %), s'avère **insuffisante à compléter les besoins français**. Elle participe cependant pour moitié à l'accroissement de la population totale entre 1921 et 1931 (plus de 1,3 million sur 2,4).

◆ Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. [...] Nous avions entendu parler de mondes disparus tout entiers, d'empires coulés à pic avec tous leurs hommes et tous leurs engins ; [...] nous voyons maintenant que l'abîme de l'histoire est assez grand pour tout le monde. Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie. [...]

Ce n'est pas tout. La brûlante leçon est plus complète encore. Il n'a pas suffi à notre génération d'apprendre par sa propre expérience comment les plus belles choses et les plus antiques et les plus formidables et les mieux ordonnées sont périssables par accident ; elle a vu, dans l'ordre de la pensée, du sens commun, et du sentiment, se produire des phénomènes extraordinaires, des réalisations brusques de paradoxes, de déceptions brutales de l'évidence. ◆

Paul Valéry, *La Crise de l'esprit*, 1919.

Voir plus haut, l'affaire de la Ruhr.

■ Une société bouleversée

La guerre a contribué à bouleverser, voire à **saper certaines valeurs morales**. D'abord la confiance dans les dirigeants politiques a été largement ébranlée après les batailles-massacres, telles celle de Verdun ou l'offensive Nivelle. À l'arrière, on a aussi vu les fortunes rapidement amassées par les « profiteurs de guerre » (fournisseurs aux armées ou spéculateurs de toutes sortes) tandis que le fruit du travail et de l'épargne a été très amoindri par l'inflation. D'où une remise en cause des vertus du travail et de l'effort. La guerre hante les esprits, dont ceux des **écrivains**, et nombreux sont les écrits qui relatent ces déchirures du combat (*Le Feu* de Barbusse, *Les Croix de bois* de Dorgelès, *La Vie des martyrs* de Duhamel, *Voyage au bout de la nuit* de Céline, etc.). Le mouvement Dada (Tristan Tzara), qui constitue une réaction nihiliste face à l'idéologie ayant conduit à la Première Guerre mondiale, ouvre la voie au surréalisme (André Breton, Robert Desnos).

Les **Années folles** sont une conséquence de cette rupture totale. La société, à la sortie de la guerre, subit un changement accéléré à la suite de ce choc majeur ; la guerre marque la fin d'une ère – la Belle Époque. C'est le constat d'une faillite du monde moderne qui provoque des mutations irréversibles. La seule chose qui reste valable est la vie et ses plaisirs, exacerbés, pour tout oublier.

■ Une économie modernisée, malgré les difficultés

À la suite du traité de paix, la France n'a obtenu que de **faibles compensations économiques**. On compte ainsi le retour des mines de fer de Lorraine, les usines métallurgiques, les mines de potasse et les usines textiles d'Alsace. La France se voit attribuer également, outre des indemnités financières (qui ne seront versées qu'en très faible partie), des livraisons de charbon et de bois. Mais tout ceci est vraiment très loin de compenser les pertes financières subies et le **poids de la dette** de guerre, à laquelle s'ajoute la charge nouvelle des pensions (invalides et veuves de guerre). L'État français dispose cependant d'un nouvel impôt, voté en 1914 (et appliqué progressivement à partir de 1917), l'impôt sur le revenu.

La **reconstruction économique** est une réussite, malgré les coûts (la dette publique ne cesse de croître, ce qui a des conséquences négatives sur la valeur du franc) et le manque de main-d'œuvre. Les réparations et reconstructions des biens détruits – bâtiments publics et privés, voirie, voies de chemins de fer – ont été rapidement menées à terme (moins d'une décennie). Dans l'**agriculture**, le relèvement est plutôt difficile, et il faut une décennie pour que la production retrouve son niveau d'avant-guerre. Pourtant, les campagnes françaises ont déjà amorcé la transformation qui s'achèvera dans les années cinquante : l'exode rural frappe certaines régions (montagnes, Bretagne), mais pour

les autres, la mécanisation est en marche, bien qu'encore limitée (26 000 tracteurs pour 3 millions d'exploitations), l'usage des engrais se diffuse, les emprunts deviennent courants et l'on constate une progression des grandes propriétés (concentration foncière).

Dans **l'industrie**, le niveau d'avant-guerre est atteint dès 1924 et progresse rapidement jusqu'en 1929. La part de l'emploi y égale celle du secteur agricole en 1921 (38 %) mais la dépasse largement dix ans plus tard (41 % contre 33 %). Cependant les inégalités sont grandes entre l'écrasante majorité de petites entreprises, d'une performance assez faible, et la poignée de très grandes entreprises innovantes qui connaissent des évolutions radicales dans les modes de production. Quelques grandes fusions (Alsthom, Rhône-Poulenc, CGE) s'opèrent à cette époque, créant ou renforçant des entreprises aptes à la concurrence internationale. La crise des années trente ne modifie pas cette donne. La production est globalement modernisée et rationalisée (spécialisation des sites de production chez Citroën dès 1919, premières chaînes de montage chez Renault en 1927), même si elle n'atteint pas le niveau allemand dans ce domaine. La part du secteur tertiaire croît également. **L'Empire colonial** français occupe une place importante dans l'économie et la société. La principale part des échanges français s'effectue avec les terres d'Empire et ce commerce contribuera à masquer un moment les effets de la crise de 1929.



Exposition coloniale de 1931 (timbre)

Voir « Le point sur... » à la fin de ce chapitre.

■ L'évolution des mentalités et des pratiques sociales

La mortalité de guerre a bouleversé le ratio hommes/femmes dans la société française (env. 1 100 femmes pour 1 000 hommes au début des années vingt). Ceci pèse évidemment sur la nuptialité et sur la natalité. Mais la nouvelle place acquise par les femmes pendant la guerre, même si elle est partiellement remise en cause après 1919, transforme définitivement les mentalités et les mœurs. La mode (fin des corsets, vêtements raccourcis, cheveux coupés) reflète ces changements (cf. le succès du livre de Victor Margueritte, *La Garçonne*, ou les créations de haute couture de Coco Chanel). **Les femmes s'émancipent** et obtiennent une plus grande reconnaissance de leur place dans la société, même si elles ne bénéficient toujours pas du droit de vote. Elles accèdent en nombre à l'enseignement secondaire et supérieur (en 1938, on compte désormais une étudiante pour deux étudiants). Elles prennent le relais des instituteurs disparus au combat (en 1920, 2 615 institutrices pour 1 000 instituteurs), on les trouve de plus en plus nombreuses dans les activités de services et l'administration, et leur nombre progresse aussi dans le secteur industriel.

Les rencontres sportives (cyclisme, boxe, football, rugby) sont désormais suivies par une majorité de Français, souvent grâce à **la radio**, mais aussi avec la fréquentation croissante des salles, des stades (stade de Colombes) et des vélodromes (Vél d'Hiv'). Le Tour de France est un événement majeur chaque année. **La presse**, qui a pénétré tous les foyers grâce à l'alphabétisation totale de la population, n'est pas pour rien dans ces succès. Mais **la pratique sportive** se démocratise également, encouragée par les pouvoirs publics (création en 1928 du sous-secrétariat d'État chargé de l'éducation physique et sportive).

Dans l'activité culturelle et sportive, **Paris**, ville de la modernité par excellence (Art déco, architecture), conserve un rôle prépondérant, y compris à l'échelle internationale. Ville cosmopolite, elle attire en grand nombre les intellectuels et artistes européens et américains. Certains lieux mythiques rassemblent le Tout-Paris (Montparnasse avec ses brasseries et ses cabarets, en particulier). Si les cabarets de

variétés poursuivent un succès antérieur à la guerre, la grande réussite de l'époque est **le cinéma**, surtout quand il devient « parlant » à partir des années trente. La production française est prolifique et diversifiée, le nombre de salles est rapidement multiplié par quatre (avec beaucoup plus de spectateurs que de nos jours), les acteurs connaissent de formidables succès. C'est, avec les spectacles sportifs, la principale activité de loisir populaire.

Sous le Front populaire, la société française est le lieu d'un **nouveau changement des mentalités**. Un esprit nouveau souffle, visible dans la vie quotidienne. Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État aux Sports et aux Loisirs (le « *ministre de la Paresse* » pour la droite), est chargé de donner un contenu positif aux loisirs que dégagent la loi des 40 heures et les congés payés. L'œuvre accomplie est importante : billets de congés payés à tarif réduit, encouragement au développement des Auberges de la jeunesse ou soutien à la culture populaire. Ainsi naît durant l'été 1936 **la mystique du Front populaire** qui fait apparaître celui-ci comme l'aube d'une ère de libération de l'homme qui retrouve toute sa dignité, en développant à la fois son corps et son esprit dans une société nouvelle baignée de socialisme humaniste et de générosité.

Le point sur...

L'apogée de l'Empire colonial

L'Empire tient, dans l'entre-deux-guerres, une place majeure dans l'économie et la société françaises. Jusqu'en 1914, la culture coloniale française s'est progressivement constituée, depuis les exhibitions d'indigènes jusqu'aux productions des cabarets. Dans l'entre-deux-guerres, la grandeur de l'Empire irradie tous les pans de la société et fait la fierté des Français. Et les gouvernements français œuvrent tous dans ce sens pour renforcer ce prestige national.

Le prestige politique du deuxième empire colonial

À cette époque, la France dispose d'un empire qui regroupe un ensemble de territoires s'étendant sur 12 millions de km² sur les cinq continents, principalement en Afrique et en Indochine,

et peuplé de plus de 100 millions d'habitants. La première colonie de peuplement français est une réussite en Algérie, avec la présence de 900 000 « pieds-noirs » (années 1930).

Fait nouveau, des troupes coloniales (à partir de 1917) ont participé à la victoire dans la Première Guerre mondiale et elles renforcent donc la puissance militaire française. Auparavant cantonnées dans les colonies, elles relèvent désormais du ministère de la Guerre et regroupent Infanterie et Artillerie coloniales, composées essentiellement de troupes d'Afrique (Zouaves, Chasseurs, Spahis, Tirailleurs sénégalais, algériens, marocains et tunisiens). Sur le front français et sur celui des Balkans, ce sont 175 000 Algériens, 40 000 Maro-

cains, 80 000 Tunisiens et 180 000 Africains noirs qui ont combattu. L'arrivée de ces hommes en métropole, comme celle des travailleurs venus d'Indochine, suscite à la fois inquiétude et curiosité.

Deux grandes expositions coloniales ont lieu en France dans l'entre-deux-guerres. La première, celle de Marseille en 1922, garde une dimension nationale. Mais c'est l'Exposition coloniale internationale de 1931, organisée à la Porte Dorée sur le site du bois de Vincennes, qui est à la fois la plus impressionnante exposition de tous les temps, une apothéose de l'Empire, mais aussi la dernière de cette période. Ces expositions sont là pour donner aux Français un sentiment de propriété sur ces mondes conquis, de fierté face à la puissance de

l'Empire, mais la « mission civilisatrice » de la République et ce sur quoi les expositions coloniales de l'entre-deux-guerres insistent davantage.

Une économie tournée vers l'Empire

En 1921, le ministre des Colonies présente un vaste projet de mise en valeur des territoires coloniaux, dans les buts assignés à ceux-ci : fournir des hommes pour l'armée, de l'argent pour son budget, des matières premières et des produits pour son industrie et son commerce. Ce plan portait sur le développement des voies de communication et des ports, et sur la mise en valeur des régions encore mal exploitées. Mais par manque de financement, il ne fut réalisé que très partiellement. Pourtant ces territoires ont un poids économique non négligeable et les sociétés qui y sont implantées sont plutôt florissantes (1/5 des valeurs cotées en Bourse, 1/6 de la capitalisation française totale). L'État intervient dans la construction des infrastructures (réseau ferré et routier complété en Indochine ou en Afrique – multiplié par 5 pour la seule AOF – et un développement sans précédent au Maroc) et dans la garantie des emprunts. Pour le reste, les investissements (3/4 du total) restent du domaine privé. Ils s'opèrent tant dans les mines (phosphates, fer et métaux non ferreux, graphite) que dans la production agricole (café, cacao, banane, arachide, riz, thé, coton) ou l'exploitation forestière (bois, caoutchouc) et quelques

embryons d'industries (dont industries alimentaires et textiles). La crise des années trente n'épargne pas le monde colonial, mais le redressement est effectif à partir de 1936.

La société française imprégnée de culture coloniale

Après les faits de bravoure des troupes coloniales, l'imagerie populaire diffuse le stéréotype du brave soldat d'Afrique (cf. publicité Banania), qui remplace progressivement celle du « sauvage ». Pour autant, l'archétype de l'indigène, différent des Français et des autres étrangers, persiste dans les représentations collectives, et les zoos humains et autres « villages nègres », même s'ils se font plus rares, ne disparaissent pas pour autant.

Atravers ces incroyables spectacles, pourtant très prisés (des spectateurs par millions, pendant plus d'un demi-siècle), c'est tout le phénomène du racisme populaire et colonial de la société française qui est subtilement entretenu. Ils sont très révélateurs de la mentalité collective de l'époque, au moins pour le plus grand nombre. En 1931, une partie de l'exposition est réservée à la reconstitution de villages indigènes. Cette attraction attire des foules, mais elle est bien plus critiquée qu'autrefois (le décalage entre le discours et la pratique choque de plus en plus). C'est à l'initiative privée qu'elle est due et sous la forme de « villages ethniques » qu'elle est tolérée. Les organisa-

teurs publics de la manifestation mettent plutôt l'accent sur les richesses de l'empire à travers les innombrables pavillons de chaque région, où sont présents des produits mais aussi des artisans des colonies, montrés sans barrières, même si la distanciation culturelle n'en reste pas moins importante.

Certains spectacles continuent encore de s'inspirer de l'exotisme ou proposent des reconstitutions de batailles coloniales. Joséphine Baker (d'origine américaine) a bâti son succès d'artiste de music-hall en France sur cette ambiguïté entre exotisme et racisme (*Revue nègre*, à partir de 1925, puis de nombreux autres spectacles jusqu'à la fin des années trente, imités à de multiples reprises).

Les premières difficultés coloniales

Elles se profilent à l'horizon dès la sortie de guerre. La présence française est contestée dans certains territoires dès les années 1920, et cette contestation s'amplifie par la suite, en particulier en Indochine, en Syrie et au Liban (Druzes), enfin au Maroc (guerre du Rif). Sous le Front populaire, si le gouvernement ne songe guère à répondre aux revendications d'indépendance des nationalistes, il choisit la voie de la discussion et des réformes plutôt que celle de la répression. Mais les divers projets sont repoussés sous la pression des colons (projet Blum-Violette) ou du Parlement (traités avec la Syrie et le Liban).

Bibliographie

Généralités

- V. ADOUMIÉ, *De la République à l'État français (1918-1944)*, coll. « Carré Histoire », Hachette rééd. 2016.
- M. AGULHON, A. NOUSCHI, R. SCHOR, *La France de 1914 à 1940*, Armand Colin, 2005.
- J.-P. AZÉMA, *De Munich à la Libération (1938-1944)*, Points histoire, 2002.
- J.-J. BECKER, S. BERSTEIN, *Victoire et frustrations (1914-1929)*, Points histoire, 2014.
- S. BERSTEIN, P. MILZA, *Histoire de la France au xx^e siècle*, t. 1, 1900-1930, t. 2, 1930-1945, Complexe, 2003-2004.
- S. BERSTEIN, *La France des années trente*, coll. « Cursus », Armand Colin, 2002.
- D. BORNE, H. DUBIEF, *La Crise des années 30 (1929-1938)*, coll. « Points », Seuil, 1989.
- O. DARD, *Les Années 30*, Livre de poche, 1999.
- F. MONIER, *Les Années 20*, Livre de poche, 1999.
- E. WEBER, *La France des années 30. Tourments et perplexités*, Fayard, 1996.

Aspects politiques et relations internationales

- J.-B. DUROSELLE, *La Décadence 1932-1939*, coll. « Points », Seuil, 1983. La plus grande référence dans le domaine de la politique étrangère.

• Sur le pacifisme

- C. BIREBENT, *Militants de la paix et de la SDN : Les mouvements de soutien à la Société des nations en France et au Royaume-Uni : 1918-1925*, L'Harmattan, 2007.
- N. FAUCIER, *Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux-guerres, 1919-1939*, Spartacus, 2000.
- Y. SANTAMARIA, *Le Pacifisme, une passion française*, Armand Colin, 2005.

• Sur les ligues et l'extrême-droite

- S. BERSTEIN, *Le 6 février 1934*, Gallimard, coll. « Archives », 1975. De très nombreux documents sources.
- J.-L. LOUBET DEL BAYLE, *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Points Seuil, 2001.
- P. MILZA, *Fascisme français, passé et présent*, Flammarion, 1990.
- R. RÉMOND, *Les Droites en France*, Aubier, 1992.
- M. WINOCK, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Points histoire, rééd. 2014.

Aspects sociaux, économiques et culturels

- M. AGULHON, E. COHEN, *Paris dans l'imaginaire national de l'entre-deux-guerres*, Publications de la Sorbonne, 2000.
- J. ROUSSEL, *Il était une fois le Tour de France : À l'époque tumultueuse de l'entre-deux-guerres, 1919-1939*, L'Harmattan, 2003.
- A. SAUVY, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, 3 vol. Economica, 1984. Ouvrage de référence indispensable qui contient de très nombreuses statistiques, économiques, mais aussi, sociales. Voir aussi les ouvrages cités dans les « Généralités » qui traitent presque tous des aspects sociaux et culturels.
- R. SCHOR, *L'Antisémitisme en France dans l'entre-deux-guerres : Prélude à Vichy*, éd. Complexe, 2005.
- J.-F. SIRINELLI, *Génération intellectuelle : Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, coll. « Quadrige », PUF, 1994.

• **Sur le Front populaire**

- J. GIRAULT, *Au-devant du bonheur, les Français et le Front populaire*, Cide, 2006.
 J. KERGOAT, *La France du Front populaire*, La Découverte, 2006.
 G. MORIN, G. RICHARD (dir.), *Les deux France du Front populaire : Chocs et contre-chocs*, L'Harmattan, 2008.
 D. TARTAKOVSKY, M. MARGAIRAZ, *Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux !, Histoire du Front Populaire*, Larousse, 2006.
 S. WOLIKOW, *Le Front populaire en France*, Complexe, 1999.

• **La France coloniale : le mythe de l'Empire et ses conséquences**

- N. BANCEL, P. BLANCHARD, F. VERGÈS, *La République coloniale*, Hachette Littératures, 2006.
 P. BLANCHARD, S. LEMAIRE, *Culture coloniale. La France conquise par son Empire, 1871-1931*, Autrement, 2011.
 P. BLANCHARD, « Des zoos humains aux expositions coloniales », in *L'Histoire*, n° 302, octobre 2005.
 G. FERRAGU, *Lyautey, la fabrique du héros colonial*, Belin, 2014.
 R. GIRARDET, *L'Idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Hachette Littératures, 2005.
 C. HODEIR, M. PIERRE, *Exposition coloniale 1931*, Complexe, 1999.
 Collectif, « Polémiques sur l'histoire coloniale », *Manière de voir* n° 58, juillet-août 2001.
 G. MANCERON, *Marianne et les colonies : Une introduction à l'histoire coloniale de la France*, La Découverte, 2005. Une introduction originale à l'histoire de la colonisation française.
 J.-P. RIOUX (dir.), *Dictionnaire de la France coloniale*, Flammarion, 2007. Plus de cent vingt entrées et une iconographie abondante.

La montée des tensions en Europe et en Asie

Si les années 1920 furent animées par un véritable espoir pacifiste, fondé sur une organisation internationale d'arbitrage (la SDN) et une législation internationale qui déclarait la guerre « hors la loi » (pacte Briand-Kellog ou pacte de Paris, 1928), la fin des années 1920 – et la crise économique qui frappe les puissances occidentales – semble inaugurer une nouvelle ère. Les menaces, confuses jusque-là, se précisent : les nationalismes se font de nouveau agressifs, les problèmes nés du traité de Versailles refont surface, le totalitarisme – fasciste et soviétique – apparaît désormais comme une alternative possible à la démocratie, perçue comme un régime faible. Les crises augmentent, en Europe comme en Asie, dans un climat comparable à celui du début du siècle, comme une nouvelle montée des périls. Les États, de même que leurs opinions publiques, sont partagés entre un pacifisme résolu et un nationalisme renouvelé, bientôt agressif : c'est de la tension entre ces deux sentiments que naîtra la guerre, à la suite d'un ensemble de crises qui, petit à petit, enveniment les relations internationales et déstabilisent le système né de Versailles.

1 L'échec des pacifismes

L'ESPRIT DE LOCARNO

◆ Du 5 au 16 octobre 1925, à Locarno (Suisse), Stresemann, Briand et Chamberlain retrouvent Mussolini et le Belge Vandervelde pour aboutir à un traité majeur. L'accord déclare inviolables (mais non intangibles) les frontières occidentales de l'Allemagne (avec la Belgique et la France) et garantit la démilitarisation de la rive gauche du Rhin (la frontière militaire est tout aussi inviolable que la frontière politique : Hitler rompt le pacte en mars 1936). L'Allemagne et la France (comme l'Allemagne et la Belgique) s'engagent à ne pas se faire la guerre, sauf en cas de légitime défense et lorsque s'applique l'article 16 du pacte de la SDN (si l'Allemagne, attaquant la Pologne ou la Tchécoslovaquie, était désignée comme agresseur par la SDN). Le 10 septembre 1926, l'Allemagne est admise à la SDN : l'ère des affrontements est close et les deux initiateurs de cette politique, Briand et Stresemann reçoivent le prix Nobel de la paix. ◆

On présente hâtivement les années 1920 comme un échec, des années de simple répit dans une « guerre de 30 ans » (selon l'expression du général de Gaulle dans un discours du 28 juillet 1946 à Bar-le-Duc) entamée en 1914. Il s'agit là d'un jugement *a posteriori*, pour des sociétés qui ont tenté de construire un système international neuf, fondé sur le droit, et sur le traumatisme de la « der des der ».

■ Pour en finir avec la Grande Guerre...

Les années 1920 voient la mise en place de nombreux instruments – diplomatiques, juridiques, économiques – pour apaiser les tensions de l'après-guerre et garantir la paix. Si la SDN – dans la limite imposée par la non-participation américaine – demeure l'instrument le plus important, on peut dire que l'enjeu essentiel réside dans la réconciliation franco-allemande et le rétablissement de l'équilibre européen. La réintégration de l'Allemagne dans le système international est effective dès 1925 : **le traité de Locarno** établit une garantie mutuelle des frontières franco-allemande et germano-belge, garanties par la Grande-Bretagne et l'Italie. Par ce traité, l'Allemagne reconnaît les décisions du traité de Versailles quant à sa frontière occidentale (mais elle persiste à les contester pour ses frontières orientales). En outre, l'Allemagne est ainsi associée, à égalité avec les autres puissances, à la construction de la paix : l'entrée dans la SDN, dont elle devient le 5^e membre permanent du Conseil, en 1926, s'inscrit dans cette logique. La réconciliation franco-allemande, symbolisée par le « couple » Briand-Stresemann est à son apogée. Elle se prolonge avec l'évacuation de la Rhénanie par les troupes d'occupation anglaises, françaises et belges en 1930, soit quatre années avant la date prévue, du fait des accords de la Haye du 30 août 1929.

■ La question des réparations

Cette politique a été rendue possible par le règlement de la question des réparations : deux plans, **les plans Dawes (1924) et Young (1929)** marquent le triomphe des thèses américaines, de reconstruction européenne fondée sur le redressement allemand. Passées de 132 milliards de marks-or (mai 1921) à 38 milliards de marks (1929) payables à la BRI (Banque des règlements internationaux) avec un échelonnement très généreux, les réparations, après avoir entraîné Français et Allemands aux lisières de la guerre (telle l'occupation de la Ruhr, en 1923) ne constituent plus un obstacle. La question des réparations est close avec **la conférence de Lausanne**, qui s'ouvre le 16 juin 1932. Le Président français Herriot accepte que l'Allemagne ne paie pas à condition que ce non-paiement n'ait qu'un caractère suspensif. Mais dès le début, les Britanniques subordonnent la question des dettes de guerre à celles des réparations ; finalement après bien des tergiversations, les réparations sont annulées le 8 juillet 1932, excepté un forfait que d'ailleurs l'Allemagne ne paiera pas.

■ La guerre « hors la loi »

C'est dans ce climat prometteur qu'est signé, en 1928, un texte dont l'influence demeure dans l'après-guerre, notamment lors des grands procès de Nuremberg et Tokyo, à travers la définition du crime contre la paix : **le pacte de Paris (Briand-Kellog)** de 1928 qui condamne toute guerre d'agression comme instrument de politique nationale. Toutefois, et en guise de bémol, la tentative élaborée par le protocole de Genève, de 1924, d'établir le principe de l'arbitrage obligatoire des différends internationaux par la Cour permanente de justice internationale échoue devant l'opposition britannique. Reste le projet – utopique pour certains – de fonder une fédération européenne, garante de la paix sur le continent.

■ La SDN en difficulté

L'affaire de Mandchourie (septembre 1931)

L'affaire de Mandchourie est la première des grandes crises internationales des années 1930 et révèle les limites des ambitions pacifistes de la SDN. Il faut chercher l'origine de cette affaire dans la crise politique nipponne, prélude à la prise de pouvoir progressive d'un groupe de jeunes officiers influencés par le penseur nationaliste Okawa et rassemblés dans des sociétés secrètes comme celle du Dragon noir. En 1932, l'assassinat du Premier ministre japonais (démocrate), Inukai, manifeste la prise de pouvoir des militaires au nom d'une politique théorisée en 1938 par le Premier ministre Konoe, lequel lance l'idée d'un « ordre nouveau » nationaliste. Cette doctrine de l'ordre nouveau, appuyée sur le shintô d'État, justifie par la suite toutes les agressions du Japon.

Si l'on s'en tient aux conclusions du procès de Tokyo, **le complot contre la paix** démarre en 1928 avec l'assassinat d'un seigneur de guerre chinois par l'armée japonaise et se prolonge dans une série d'« incidents », à commencer par celui de Mandchourie. Utilisant le prétexte d'un sabotage sur la ligne de chemin de fer de Mandchourie du Sud (ligne contrôlée par le Japon depuis 1905 et la victoire contre la Russie) perpétré le 19 septembre 1931, l'armée japonaise envahit le territoire de la Mandchourie, outrepassant largement ses ordres et mettant le gouvernement nippon devant le fait accompli. État membre de la SDN, la Chine fait aussitôt appel à la Société des Nations, dénonçant à la

L'OCCUPATION DE LA RUHR

◆ Le 11 janvier 1923, 19 000 soldats français et belges entrent à Essen, capitale de la Ruhr ; le 16, toute la région est occupée par 45 000 hommes. Officiellement, les troupes sont là pour protéger une mission de 72 ingénieurs, chargée de contrôler la production, la vente et la répartition des charbons de la Ruhr. Pour la France, il s'agit d'une simple « occupation » légale, justifiée par les manquements allemands sur les réparations et par le traité de Versailles ; pour l'Allemagne, il s'agit d'une « invasion ». Du reste, les Allemands parlent de *Ruhrkrieg*, même s'ils n'opposent à la France qu'une résistance passive, très coûteuse. La crise s'achève finalement le 16 août 1924, avec l'adoption du plan Dawes qui règle temporairement la question des réparations, mais dans les mentalités allemandes, l'occupation de la Ruhr laissera au moins autant de traces que le diktat de Versailles et restera comme l'exemple même de l'arbitraire français. ◆

BRIAND ET LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

◆ « Je pense qu'entre des peuples qui sont géographiquement groupés comme les peuples d'Europe, il doit exister une sorte de lien fédéral ; ces peuples doivent avoir à tout instant la possibilité d'entrer en contact, de discuter leurs intérêts, de prendre des résolutions communes, d'établir entre eux un lien de solidarité, qui leur permette de faire face, au moment voulu, à des circonstances graves, si elles venaient à naître. C'est ce lien que je voudrais m'efforcer d'établir. » ◆

(Aristide Briand, discours à l'Assemblée de la SDN du 5 septembre 1929).

Source : C. Zorgbibe, *Histoire de la construction européenne*, PUF, 1993.

fois la violation du pacte de la SDN, celle du traité de 1922 garantissant le territoire chinois, et enfin celle du pacte Briand-Kellog de 1928.

Vers une guerre sino-japonaise

L'AFFAIRE DE SHANGHAI (1932)

◆ Le 19 septembre 1931, l'invasion de la Mandchourie par l'Empire japonais au lendemain de l'incident de Mukden, marque le début de la politique d'expansion japonaise. Dans ce contexte, Shanghai est une nouvelle cible : le 18 janvier 1932, un incident entre des agents japonais et chinois dégenère, provoquant dans la population chinoise un mouvement antijaponais. Tokyo use de ce prétexte pour envoyer des troupes et des navires de guerre, et déposer un ultimatum le 27 janvier. Et bien que la municipalité de Shanghai ait immédiatement accepté les requêtes, les troupes japonaises attaquent dès le lendemain. Les Européens, ainsi que la SDN, appellent alors vainement à des négociations, tandis que la guerre fait rage entre la République chinoise et l'Empire nippon. Le 5 mai, un accord de cessez-le-feu, sous la houlette de la SDN (qui cherche à imposer l'arrêt des combats depuis le 14 mars), est signé, qui entraîne la démilitarisation de la ville, tout en autorisant la présence de quelques unités japonaises. ◆

◀ VOIR CARTE C. P. 401 ▶

Toutefois, la Mandchourie est un prélude : l'affaire de Shanghai (28 janvier 1932) déclenche une véritable bataille entre troupes chinoises et japonaises et s'insère dans la stratégie de conquête nipponne. Le 7 février, le Japon déclare la guerre à la Chine et s'installe en Mandchourie, devenue le Mandchoukouo, État fantoche et protectorat japonais confié au dernier empereur Qing, Pu Yi. Dans ce climat, la SDN, ainsi que les États-Unis, entendent réagir diplomatiquement. Mais le Japon, membre également, ignore les injonctions de la SDN et, en réponse à un rapport de la commission Lytton l'accusant, choisit de quitter la société le 27 mars 1933. À partir de ce moment, le Japon peut, dans l'indifférence générale, développer son programme de conquête. La crise de Mandchourie révèle l'impotence de la SDN face aux violations des dictatures et annonce la Seconde Guerre mondiale. En effet, les Japonais, alliés à l'Allemagne (1936) ainsi qu'à l'Italie (1937) au sein du pacte anti-Komintern, ne semblent pas rencontrer d'obstacle. En juillet 1937, l'incident du pont Marco-Polo près de Pékin dégenère en une guerre sino-japonaise et aboutit à une défaite chinoise, Tchang Kaï-chek étant forcé de se replier à l'ouest du fleuve Yang Tsé Kiang, dans le bassin de Tchoung King. Pendant ce temps, les Japonais occupent Canton (octobre 1938) et se préparent à attaquer l'Indochine française (1940).

2 La montée des périls

■ L'échec du projet de désarmement européen

L'autre versant de cette décennie pacifiste, c'est le projet de désarmement, qui résulte du traité de Versailles présentant le désarmement unilatéral de l'Allemagne comme une préface au désarmement général. Tel est l'objectif de la conférence de désarmement de Genève, réunie depuis février 1932. Toutefois, les Français, les Allemands et les Anglo-Saxons s'opposent sur les modalités, les Français postulant que la sécurité doit précéder le désarmement, ce que souligne la formule de 1924 du président Herriot « Arbitrage, sécurité, désarmement ». Et avec une Allemagne qui ne cesse de se réarmer depuis 1927, le débat est effectivement complexe : l'Angleterre veut fixer un seuil de 200 000 hommes pour les forces armées, la France entend préserver sa marge de sécurité, tandis que l'Allemagne réclame l'égalité des droits et donc un réarmement préalable, mais refuse de considérer les troupes paramilitaires (SA et SS) comme des forces armées. Le 16 septembre 1932, l'Allemagne quitte finalement la conférence prétextant du refus français de lui reconnaître l'égalité des droits. Une nouvelle conférence, de conciliation, se tient entre la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne et l'Italie qui finit par reconnaître le 11 décembre 1932 l'égalité des droits dans un système qui assurerait la sécurité de toutes les nations. Toutefois le 19 octobre, l'Allemagne quitte de nouveau la conférence et la SDN du fait de la demande franco-anglaise de contrôle des armements précédant le désarmement. C'est l'échec d'un désarmement unilatéral, et même bilatéral en dépit d'une dernière tentative franco-allemande (avril 1934). Le réarmement, prélude naturel de la guerre, est en marche.

■ Le réarmement allemand

Une première étape dans les projets de Hitler, une fois arrivé au pouvoir, est de préparer le réarmement de l'Allemagne et de sortir ainsi du cadre contraignant de Versailles. Au cours d'une allocution prononcée devant les généraux de la Reichswehr en février 1933, Hitler explique que la récupération du pouvoir politique est son objectif unique ; la condition préalable est le renforcement de l'armée de défense. Il s'agit de faire de l'armée un des symboles du régime. Dès les premiers jours de février 1933, l'armée de terre est augmentée de 14 000 hommes. Plus inquiétant, le 12 juillet 1933, Hitler charge la SA de donner en un an à 250 000 de ses hommes et de ses cadres une formation leur permettant d'être mis à la disposition de l'armée en qualité de réserve, en cas de guerre. En décembre 1933, Hitler décide de doter l'Allemagne d'une armée de temps de paix forte de 300 000 hommes. Cette armée doit être constituée dans un délai de quatre ans et prête pour le 31 mars 1938, avec une mission claire : mener une « guerre défensive sur plusieurs fronts avec une certaine chance de succès ».

■ La réponse des vainqueurs : le pacte de Stresa

En Allemagne, le rétablissement du service militaire, le 16 mars 1935, qui fait écho au plébiscite sarrois, victorieux, du 13 janvier (lequel avec 90 % de « oui » redonnait la pleine souveraineté de la Sarre à l'Allemagne à partir du 1^{er} mars) s'inscrit dans cette logique. Il n'entraîne d'ailleurs, du côté des démocraties, qu'une tentative diplomatique de constituer un front anti-allemand, le front anglo-franco-italien de Stresa constitué après les événements autrichiens. Le 14 avril 1935, à la conférence de Stresa, Français, Anglais et Italiens s'accordent sur une politique de défense du traité de Versailles contre les prétentions allemandes.

Un front toutefois fragilisé : consciemment ou non, Londres va favoriser la politique de réarmement en signant le 18 juin 1935, un protocole naval secret avec l'Allemagne dans lequel elle l'autorise à reconstruire une flotte de guerre – théoriquement interdite par Versailles – à la condition qu'elle ne dépasse pas 35 % du tonnage britannique. Cet accroc, parmi d'autres, au traité de Versailles comme au jeune front de Stresa, révèle la faiblesse des démocraties et l'échec de l'unilatéralisme prôné par la SDN.

■ La réponse française : Rome ou Moscou ?

Engagée dans un système d'alliances occidentales (franco-belge, du 7 septembre 1920) et orientales depuis le début des années 1920, la France envisage également d'étendre ses garanties à l'est, et à l'URSS. En effet, elle a d'abord rejoint, par une série de traités bilatéraux de 1924 à 1926, la **Petite Entente**, formée le 14 août 1920 par la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Elle a également signé une convention militaire avec la Pologne au 19 février 1921, les deux parties se garantissant contre une agression. Le projet d'un accord franco-soviétique est en germe depuis 1927, mais ce n'est qu'en novembre 1932 qu'est signé un premier pacte de non-agression. Le ministre français des Affaires étrangères, Barthou, est la cheville ouvrière de cette politique de rapprochement avec l'URSS contre l'Allemagne. Il est à l'origine du projet de pacte, mais meurt avant sa conclusion et son successeur, Laval, se montre bien plus circonspect : si, le 2 mai 1935, le pacte est signé, c'est assorti de précautions telles que le traité en perd toute force.

◆ « La génération nazie proprement dite est née entre 1900 et 1910. Ce sont les enfants qui ont vécu la guerre comme un grand jeu, sans être le moins du monde perturbés par sa réalité. » ◆

S. Haffner. *Histoire d'un Allemand. Souvenirs (1914-1933)*. Actes Sud, 2003.

LE PACTE DE STRESA (DÉCLARATION FINALE)

◆ « Les trois puissances dont la politique a pour objet le maintien collectif de la paix dans le cadre de la Société des Nations constatent leur complet accord pour s'opposer par tous les moyens appropriés à toute répudiation unilatérale de traités susceptibles de mettre en danger la paix de l'Europe. » ◆

Source : L. Noël, *Les Illusions de Stresa*, France-Empire, 1975.

Car Laval se montre beaucoup plus porté à un rapprochement avec l'Italie : un premier pas est effectué lors de son voyage à Rome de janvier 1935, au cours duquel il signe, le 7, une série d'accords avec B. Mussolini. On se dirige alors vers une convention militaire, préparée par les entretiens entre le maréchal Badoglio et le général Gamelin du 27 juin 1935, entretiens au caractère limité, qui ne débouchent finalement que sur un procès verbal, et non un traité.

■ La crise éthiopienne (1935)

L'affaire d'Éthiopie est un second accroc au pacte de Stresa et une nouvelle démonstration de la faiblesse de la SDN. Le 3 octobre 1935, l'Italie fasciste lance sa « deuxième révolution » en attaquant l'Éthiopie, sous un mince prétexte (un incident frontalier de décembre 1934 au cours duquel les troupes éthiopiennes avaient attaqué des troupes italiennes stationnées dans l'Ogaden, territoire éthiopien, mais occupé depuis des années par les Italiens). Les deux pays sont membres de la SDN, et donc – théoriquement – peuvent régler leurs différends sans violence, par l'arbitrage de la Société des Nations. Mais l'Italie ambitionne de s'appropriier l'Éthiopie, et cela d'autant plus qu'elle a déjà échoué dans ce projet, en 1896 (défaite d'Adoua). En outre, au sein de la SDN, Français et Anglais s'opposent. Du fait du rapprochement franco-italien, la France entend faire céder diplomatiquement l'Éthiopie et éviter que le Conseil de sécurité ne soit saisi de l'affaire. Au contraire, la Grande-Bretagne, installée en Égypte et au Soudan, ne peut risquer une colonisation italienne en Éthiopie, qui entraînerait le contrôle, par les Italiens, du lac Tana, principal réservoir du Nil bleu. De plus l'opinion publique anglaise pousse à une intervention de la SDN contre l'agression italienne. Logiquement, le Négus d'Éthiopie, Haïlé Sélassié, fait appel à la SDN : le Conseil se réunit donc le 5 octobre et conclut, le 18 novembre, à des sanctions économiques et financières, sanctions allégées grâce à l'intervention de Laval. En juillet 1936, elles seront d'ailleurs totalement levées. Finalement, les Britanniques se résolvent au plan élaboré avec la France (plan Laval-Hoare) : l'Italie recevra les 2/3 de l'Éthiopie en échange d'un petit débouché vers la mer qu'elle accorderait à ce pays. Sur le reste, elle pourrait exercer un véritable protectorat. Toutefois, ce plan secret est révélé par la presse le 13 décembre, discréditant ses concepteurs et la SDN. En mai 1936, l'Italie a achevé la conquête, utilisant des armes prosrites par la convention de Genève de 1925 (sur les gaz de combat), tandis que la SDN semble ridiculisée une fois de plus et que l'entente entre Français, Anglais et Italiens vacille.

■ La guerre d'Espagne (1936-1939)

Crise européenne majeure, la guerre d'Espagne, de juillet 1936 à mars 1939, préfigure en de nombreux domaines la Seconde Guerre mondiale. En effet, cette guerre civile est un conflit entre deux idéologies qui touche peu à peu toute l'Europe et voit s'affronter, indirectement, l'URSS, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Elle sert aussi de banc d'essai à des tactiques nouvelles, à des armements récents et pose enfin le problème de l'impuissance des démocraties face aux dictatures, problème qui débouchera sur le second conflit mondial.

À l'origine de cette guerre civile, un climat politique tendu après les élections du 16 février 1936 qui ont vu – comme en France à partir de mai – la victoire du Front populaire (socialistes, radicaux, communistes et anarchistes) contre le Front national (droite) et le centre. N'acceptant pas la défaite, l'opposition (organisée autour de l'Église catholique, de

LA QUESTION RELIGIEUSE EN ESPAGNE

◆ De la proclamation de la République, le 14 avril 1931, jusqu'au 1^{er} avril 1939, conclusion de la guerre civile, la question religieuse pèse lourdement dans l'histoire espagnole. L'avènement de la République est marqué, dès 1931, par une succession d'incidents anticléricaux. Les premières lois de laïcisation sont votées dès 1932 (loi sur les signes religieux dans les écoles, sur le divorce, sécularisation des cimetières, suppression de l'enseignement religieux, expulsion des jésuites...) puis le 17 mai 1933 sont votées les *Ley de Confesiones y Congregaciones religiosas*, plaçant l'exercice du culte sous le contrôle des autorités. La tension entre l'Église et les autorités est croissante. Lorsque le soulèvement nationaliste éclate, les ralliements d'ecclésiastiques sont nombreux et l'on parle d'une « guerre sainte » et d'une « croisade »... même si certains prélats, tel le primat des Espagnes, M^{gr} Vidal y Barraquer, voire des clergés régionaux, comme le clergé basque, refusent de soutenir l'insurrection. Quant au Vatican, il n'intervient pas. ◆

l'armée de terre et des grands propriétaires) déclenche un soulèvement militaire initié par le général Sanjurjo, depuis le Maroc espagnol à partir du 17 juillet 1936. Décédé accidentellement, Sanjurjo est remplacé par le général Francisco Franco (1892-1975), qui prend la tête du putsch. Rapidement, l'Espagne est divisée entre républicains/gouvernementaux et nationalistes/franquistes, partisans du coup de force. La Navarre, ainsi que les provinces du Nord et de l'Ouest, basculent dans la rébellion tandis que le centre, le Pays basque, les Asturies et l'Est de l'Espagne demeurent légalistes. Dans chaque camp, la répression contre les adversaires politiques est féroce. Dès les premiers combats, les forces en présence réclament l'aide internationale.

Confrontés à cette crise, **les puissances** réagissent différemment : tandis qu'à Londres, on ne cache pas, sous couvert de neutralité, une sympathie pour les nationalistes, à Paris, le Front populaire observe quant à lui une neutralité bienveillante envers les républicains. Du côté des dictatures, les positions sont plus affirmées : l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et le Portugal de Salazar fourniront au camp nationaliste près de 100 000 soldats, 1 300 avions de combat, 350 blindés, de l'artillerie, des munitions ainsi que des instructeurs, lui conférant un avantage matériel indiscutable. L'escadrille allemande Condor se signale en expérimentant les tactiques de guerre aéro-psychologique sur les populations civiles comme à Guernica (26 avril 1937, un épisode commémoré par la fresque de Picasso, présentée au salon de Paris dès 1937), Durango ou Barcelone (mars 1938). L'Espagne devient un centre d'entraînement et d'expérimentation de tactiques nouvelles pour les dictatures. Mais c'est en vain que la diplomatie républicaine, pourtant très active, fait appel à la Société des Nations, en arguant du fait que la guerre civile a pris incontestablement un tour international à cause des interventions étrangères. Quant à l'URSS, elle apporte de son côté une aide effective – mais payante – à la République espagnole, notamment en armements et en experts militaires. Elle joue également un rôle politique important, avec l'arrivée d'agents du NKVD, venus épauler le Parti communiste espagnol dans sa lutte, interne au camp républicain, contre le POUM (*Partido obrero de unificación marxista*), d'obédience trotskiste, et les anarchistes. Il faut enfin compter les brigades internationales de volontaires, issues de nombreux pays et engagées dans la lutte aux côtés des républicains.

GUERNICA

◆ Le 26 avril 1937, des bombardiers nazis de l'escadron Condor détruisaient la petite ville basque de Guernica. Le bombardement dura 4 heures anéantissant la ville et ses alentours dans un rayon de 10 kilomètres. Le bilan est impressionnant : 1 600 morts. Des milliers de blessés et de sans-abris. Une ville rayée de la carte et un traumatisme. « *Dans le panneau auquel je travaille et que j'appellerai "Guernica" et dans toutes mes œuvres récentes, j'exprime clairement mon horreur de la caste militaire qui a fait sombrer l'Espagne dans un océan de douleur et de mort.* » ◆

Picasso, aux lendemains du bombardement.

PABLO PICASSO, GUERNICA



Huile sur toile, 782 × 351 cm, Musée Reine Sophie, Madrid, 1937, © Succession Picasso-Bridgeman, 2016.

LES BRIGADES INTERNATIONALES

◆ Elles apparaissent dès l'automne 1936, composées de près de 35 000 volontaires, venus du monde entier, hommes et femmes, pour combattre aux côtés des républicains. Parmi ces volontaires, on croise quelques figures littéraires comme André Malraux et son escadrille « Espana », Hemingway ou encore Georges Orwell. Ces volontaires se regroupent en brigades nationales, comme les 2 800 volontaires américains, de la « brigade Abraham Lincoln ». En France, il y eut entre 9 000 et 10 000 volontaires, généralement des ouvriers venant de Paris et de sa banlieue (1 sur 2). La moyenne d'âge est de trente ans, avec plusieurs centaines de vétérans de la guerre 14-18. 80 % sont des militants syndicaux ou politiques et plus de 50 % sont membres du PCF. ◆

Dès août 1936, les franquistes ont coupé les républicains du Portugal (bataille de Badajoz) et poussé jusqu'à Madrid, âprement défendue. Si les républicains remportent quelques victoires en 1936-1937 et parviennent notamment à dégager Madrid, ces succès ne furent jamais décisifs et les belligérants s'installent peu à peu dans une guerre de position qui avantage forcément l'armée la mieux dotée, celle des nationalistes. En 1938, les franquistes atteignent la Méditerranée à Vinaroz (15 avril), coupant en deux l'Espagne républicaine. **La chute de Barcelone**, le 26 janvier 1939, scelle le sort de l'Espagne républicaine : les réfugiés (on estime le total des exilés espagnols à 400 000) commencent à affluer en France, tandis que les gouvernements français et anglais reconnaissent le gouvernement issu du putsch du général Franco le 27 février. Madrid, fragilisée par le conflit interne entre communistes et anarchistes, se rend le 28 mars et Valence tombe le 30. La rébellion commandée par le général Franco s'est imposée et ce dernier devient dès lors le chef de l'État espagnol, le « caudillo » (guide). Au final, la guerre d'Espagne fait plus d'un million de victimes dont 145 000 morts et 134 000 fusillés. Plus de 400 000 Espagnols s'exilent. Le régime franquiste s'installe dans un pays ruiné, qu'il sait toutefois tenir à l'écart de la Seconde Guerre mondiale. Surtout, il s'entend avec Hitler (23 octobre 1940, rencontre entre Hitler et Franco en gare d'Hendaye, à la frontière franco-espagnole) sans s'allier avec lui, sauvant ainsi son régime en 1945. Mais la guerre d'Espagne frappe l'Europe, et annonce la guerre future, idéologique, qui ravagera tout l'Occident et fera plier, un temps, les démocraties devant les dictatures.

3 Les succès nazis

■ La remilitarisation de la Rhénanie

La remilitarisation de la Rhénanie s'inscrit dans la politique générale de destruction du traité de Versailles inaugurée par Hitler avec le réarmement allemand. En effet, le traité de Versailles garantissait la démilitarisation de la rive gauche du Rhin, ainsi que d'une bande de 50 km sur la rive droite. Une garantie jugée vitale par les Français, qui, en la personne du général Mangin, avaient même tenté de créer un État rhénan indépendant en s'appuyant sur le mouvement séparatiste rhénan de Dorten, en 1923... en vain. L'Allemagne reprend possession de la Rhénanie dès 1930, mais d'une Rhénanie officiellement démilitarisée. Arrivé au pouvoir, Hitler fait du renversement de cette clause du traité de Versailles une question de fierté nationale, et en promet la remilitarisation.

Reste le **prétexte** : la signature du pacte franco-soviétique, en 1935, est assimilée, par l'Allemagne, à une violation du traité de Locarno (qui garantissait les frontières allemandes), aussi dénonce-t-elle le 7 mars 1936 le pacte de Locarno, en proposant une nouvelle négociation. Mais pendant ce temps, 30 000 soldats des troupes allemandes entrent en Rhénanie. Dans un premier temps, la France masse des troupes sur la frontière (55 000 hommes), mais l'opinion publique, hostile à un conflit, pèse sur le gouvernement qui hésite à employer la force. Dès le 9 mars, le Conseil des ministres recule et décide de consulter les alliés de Locarno, lesquels ne sont guère plus enthousiastes. Seules l'URSS et la Pologne offrent leur appui dans un conflit, mais le gouvernement français s'y refuse. Des négociations débutent à partir du 12 mars et jusqu'au 19 mars, mais la remilitarisation semble acquise et Hitler a finalement réussi son coup. « *Rarement les respon-*

sables d'une puissance qui se voulait encore grande eurent une occasion comparable d'influer sur le destin de leur patrie et du monde » (R. Aron) : l'inaction de la France, en mars 1936, annonce la catastrophe de juin 1940.

■ L'Anschluss, une crise en deux temps

Le projet d'unification germano-autrichienne a déjà connu une première tentative en 1934. Conforté alors par l'échec des projets de désarmement et l'incapacité de la SDN à imposer ses vues, Hitler peut non seulement réarmer librement, mais également préciser ses objectifs continentaux. L'Anschluss a été facilité par l'assassinat du chancelier Dollfuss. Ce dernier, farouche adversaire de l'Anschluss et soutenu par Mussolini, constitue un obstacle pour les projets hitlériens. À la tête d'une formation nationaliste, le front patriotique, il tente d'établir un pouvoir autoritaire en Autriche sur le modèle fasciste et interdit notamment les Partis nazi et communiste, ainsi que la milice sociale démocrate. Mais le 25 juillet 1934, il est agressé à la Chancellerie lors d'un complot fomenté par des nazis autrichiens et meurt des suites de ses blessures. Hitler recule toutefois devant la détermination italienne : Mussolini a en effet fait monter au col du Brenner, traditionnelle frontière austro-italienne, trois divisions. Surtout, se réunit à Stresa une conférence anglo-franco-italienne, le 11 avril 1935, garantissant l'intégrité du territoire autrichien contre l'Allemagne. On parle alors du front de Stresa, censé garantir les décisions de Versailles. L'Anschluss est un temps abandonné.

L'échec de 1934 n'est que temporaire. Le successeur de Dollfuss, Schuschnigg, ne s'oppose guère aux manœuvres hitlériennes : se rapprochant dans un premier temps de l'Allemagne nazie, il autorise de nouveau le Parti nazi en Autriche. Hitler alors s'enhardit et, à Berchtesgaden, dans son « nid d'aigle » bavarois, fait pression sur le chancelier autrichien pour que celui-ci fasse entrer un militant nazi, Seyss-Inquart au gouvernement avec le portefeuille de l'Intérieur. En mars 1938, Schuschnigg tente de reprendre la situation en main, en proposant pour le 13 mars un plébiscite sur cette décision exigée par l'Allemagne, plébiscite qui réaffirmerait l'indépendance autrichienne. La tentative explose, Hitler, qui en appelle au président autrichien Miklas et obtient sa démission le 11 mars et son remplacement par Seyss-Inquart, lequel, dès le 12 mars, fait appel au III^e Reich.

Le 12 mars 1938, les troupes allemandes entrent donc en Autriche laquelle est, dès le lendemain, annexée au Reich, en dépit de l'interdiction qui en était faite par le traité de Versailles. L'argument utilisé par Hitler – la réunion des peuples de langue allemande – l'emporte lors d'un plébiscite arrangé qui remporte 99 % de voix favorables. Les démocraties protestent... en vain. Contrairement à 1934, l'Italie, occupée en Éthiopie, a changé de camp et accepte désormais ce coup de force. Hitler envoie d'ailleurs un télégramme à Mussolini où il lui affirme qu'il n'oubliera jamais l'attitude italienne. L'axe Rome-Berlin, proclamé en 1936, est scellé.

■ La crise tchécoslovaque

Le 12 septembre 1938, Hitler déclare ne plus pouvoir tolérer les « tortures » infligées à la minorité germanophone des Sudètes (Tchécoslovaquie) et demande son rattachement à l'Allemagne : discours agressif qui sonne comme un ultimatum au gouvernement tchécoslovaque. Or la France est depuis 1925 l'alliée de la Tchécoslovaquie et lui garantit son territoire militairement, mais la

LES SUDÈTES

◆ Née du traité de Saint-Germain-en-Laye en 1918, la Tchécoslovaquie est un agrégat de peuples, et comprend notamment une minorité germanophone, les Sudètes, qui compte 3,2 millions d'individus en 1938. En 1919, cette communauté avait sollicité du gouvernement de Prague l'octroi d'un statut particulier afin de préserver leur particularisme (et notamment la langue allemande) mais elle s'était heurtée au refus du gouvernement tchécoslovaque de Bénès. Avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir, ces questions resurgissent : un « Parti allemand des Sudètes », pro-nazi, est fondé par Conrad Heinlein, soutenu par Hitler. En 1938, inspiré par ce dernier, Heinlein prononce un discours à Carlsbourg dans lequel il revendique l'autonomie des Sudètes, une perche tendue à la propagande nazie qui promet le regroupement de tous les Allemands. ◆

remilitarisation de la Rhénanie, ainsi qu'une année électorale, la paralysie. Quant au Royaume-Uni, traditionnellement impliqué dans l'équilibre européen, il conserve une attitude circonspecte. Chamberlain, Premier ministre britannique depuis 1937, est engagé dans une politique d'*appeasement* avec l'Allemagne nazie et ne veut pas la heurter de front, aussi cède-t-il devant cette revendication lors d'une rencontre avec Hitler, le 15 septembre à Berchtesgaden. En outre, Chamberlain parvient à convaincre son homologue français, Daladier, et les deux gouvernements envoient un texte aux allures d'ultimatum à la Tchécoslovaquie pour lui enjoindre de céder aux demandes allemandes. Toutefois, comme Hitler exige le départ sous huitaine des Tchécoslovaques de la région des Sudètes, la crise renaît et la Tchécoslovaquie mobilise, tandis que la France rappelle ses réservistes. Elle peut alors compter sur l'URSS qui, depuis l'été 1935, prône le rapprochement avec la sociale-démocratie, contre le fascisme, mais une intervention soviétique en Tchécoslovaquie demeure problématique.

■ Munich

La crise se précise et devient menaçante pour la paix, mais, sur une suggestion anglaise, le gouvernement italien propose de réunir une conférence pour résoudre la crise. Le 29 septembre 1938, Daladier, Chamberlain et Mussolini retrouvent Hitler à Munich et, en l'absence des principaux intéressés (le Président tchécoslovaque Edouard Benes démissionnera peu après), cèdent à peu près en bloc aux exigences hitlériennes en échange de quelques concessions (sur le délai de départ des Tchécoslovaques, étendu à dix jours) ainsi que sur la promesse de signature de pacte de non-agression (pacte germano-anglais du 30 septembre, pacte germano-français du 6 décembre) pour une solution pacifique des conflits. La Tchécoslovaquie cède le 30 septembre, lâchée par tous ses alliés (et notamment la France, avec laquelle un pacte la lie depuis 1925). Le retour triomphal de Daladier et Chamberlain dans leurs capitales respectives révèle, une fois de plus, la faiblesse des démocraties face aux dictatures. Dans l'ensemble, les populations sont soulagées de voir la guerre s'éloigner et **l'on est alors « munichois », c'est-à-dire pacifiste**. Mais des critiques se font jour. Le socialiste Léon Blum, opposé à la conciliation avec l'Allemagne nazie, parle d'un « lâche soulagement » dans *Le Populaire*, tandis que Churchill voit dans cette crise un échec de la politique d'*appeasement* et de la SDN. Le Parti communiste français dénonce l'accord, provoquant l'explosion du Front populaire, mais les autres formations politiques s'avèrent plus divisées.

◆ « L'Angleterre avait le choix entre la guerre et la honte. Elle a choisi la honte et elle aura la guerre. » ◆

Churchill, discours du 21 novembre 1938.

◆ « La France est rendue à la belote et à Tino Rossi. [...] Sur le demi-cadavre d'une nation trahie, sur les demi-cadavres de leur honneur, de leur dignité, de leur sécurité, les hommes par millions dansent la danse de Saint-Guy de la paix. » ◆

H. de Montherlant, *L'Équinoxe de septembre*, Gallimard, 1938.

Les conséquences de cette reculade sont importantes : l'alliance française est déconsidérée et l'URSS, qui se rapprochait jusque-là des démocraties, mécontente d'avoir été écartée de Munich et inquiète de l'attitude française, réoriente sa politique extérieure vers un rapprochement avec l'Allemagne. Par ailleurs, la réussite allemande incite bientôt deux autres dictatures, la Pologne et la Hongrie, à revendiquer également, avec succès, des morceaux de Tchécoslovaquie, la Silésie pour la première et le sud de la Slovaquie pour la seconde.

La Tchécoslovaquie n'y résiste pas : bientôt, Mgr Tiso, chef des autonomistes slovaques, exige la séparation entre Tchèques et Slovaques. Il est aidé par Hitler qui impose au président tchécoslovaque, Emil Hacha, l'entrée des troupes allemandes à Prague. Menacé d'un bombardement s'il ne capitulait pas, Hacha cède. L'occupation allemande se fait sans difficultés : ni la France, ni le Royaume-Uni ne réagissent.

Le 15 mars, la Bohême est occupée et devient un protectorat, tandis que la Hongrie et la Slovaquie, devenue un État satellite du Reich, se partagent les restes de la Tchécoslovaquie.

4 Prélude à la guerre européenne

■ La « tentation fasciste » ?

Face à un modèle démocratique qui semble dépassé par la crise économique, la dictature apparaît comme une alternative légitime dont certaines pratiques – même la planification économique – sont envisagées avec curiosité par les États de démocratie libérale comme une réponse possible à la crise. Si l'Italie fasciste, puis l'Allemagne nazie sont à l'avant-garde des dictatures nationalistes, le modèle semble vite se répandre en Europe : la *Phalange* dans l'Espagne franquiste, l'*Estado novo* portugais de Salazar annoncent l'avènement de régimes neufs, qui revendiquent le dépassement, par l'État, des conflits sociaux. Conséquence d'une « **brutalisation des sociétés** » (selon la théorie de G. L. Mosse), ils sont, dans une certaine mesure, un legs de la Grande Guerre.

On voit également apparaître dans de nombreux pays démocratiques **des mouvements qui se revendiquent ouvertement du modèle fasciste**, tels la Garde de fer (ou légion de l'archange Michel) du roumain Codreanu, la *British union of Fascists* d'Oswald Mosley, le mouvement rexiste de Léon Degrelle en Belgique (seul parti fasciste d'Europe occidentale à franchir la barre des 10 % de voix aux élections), le Faisceau, du français Georges Valois (quoique la question d'un fascisme à la française ait fait l'objet de nombreux débats : certains historiens rejettent l'idée d'un fascisme français, quand d'autres y voient même l'une des racines du phénomène, ou encore un modèle spécifique, une « nébuleuse fascistoïde » selon P. Burrin), etc. Un modèle en tous les cas assez développé pour que B. Mussolini envisage, en 1934, la création d'une « internationale fasciste » avec un premier congrès international tenu en décembre 1934 à Montreux.

Voir p. 51 les précisions sur le fascisme anglais.

Voir le chapitre 8.

■ Le pacte germano-soviétique et la crise polonaise

L'affaire de Tchécoslovaquie, et les accords de Munich – auxquels l'URSS n'a pas été associée – ainsi que l'accord de non-agression franco-allemand du 6 septembre 1938 ont convaincu Staline qu'un front impérialiste, inauguré en 1936 par le Pacte anti-Komintern germano-nippon se mettait en place, visant directement l'URSS. Aussi les Soviétiques multiplient-ils les ouvertures, tant vers les démocraties, à qui il est proposé, en avril 1939, une alliance garantissant l'Europe orientale, que vers l'Allemagne. À partir de 1939, le remplacement, à la tête de la diplomatie soviétique, de Litvinov par Molotov, semble toutefois indiquer qu'une normalisation des relations germano-soviétiques se prépare. En mai 1939, le gouvernement allemand – qui songe à attaquer la Pologne – se déclare favorable à l'ouverture de négociations. Partagée, l'URSS négocie avec les uns et les autres, mais tandis que Londres et Paris font durer les discussions et éludent les avances soviétiques, l'Allemagne s'engage, dès le 19 août, dans un accord commercial avant la visite de Ribbentrop, le 23 août, et la signature, ce même jour, d'un traité de non-agression valable dix ans. En annexe de ce traité, un protocole secret délimite les sphères d'influence germano-soviétique en Europe de l'Est, prélude à une conquête qui

commence, début septembre avec l'assaut allemand contre la Pologne. L'URSS entre à son tour le 17 septembre en Pologne et dans la foulée, publie, en commun avec l'Allemagne, un communiqué le 19 septembre. Sur les 230 000 prisonniers polonais faits par l'URSS, seuls 82 000 survivront jusqu'en 1941. Par ailleurs, suivant une directive secrète de Béria, 25 700 intellectuels et hauts fonctionnaires polonais sont assassinés : ce n'est qu'en avril 1943 que les Allemands retrouvent les traces de ce massacre dans des charniers, à Katyn, crime qui ne sera reconnu par la Russie qu'en 1992. Ainsi, l'accord germano-soviétique permet à l'URSS d'annexer d'immenses territoires et près de 12 millions de personnes.

■ L'échec de la SDN

À l'orée du second conflit mondial, la SDN n'a pas pu tenir ses promesses, tant dans l'affaire de Mandchourie que lors de la crise éthiopienne ou dans ses relations avec l'Allemagne hitlérienne. Le projet de désarmement, pourtant au cœur de l'après-guerre, est également un échec. Aussi, à la déclaration de guerre, en 1939, la SDN suspend ses sessions, si ce n'est pour exclure l'URSS – coupable d'agression contre la Finlande (novembre 1939) – mais sans oser menacer l'Allemagne nazie. Subsistant durant la guerre, mais réduite à des activités techniques (protection des réfugiés, études sur la future reconstruction), la SDN n'est plus que l'ombre d'elle-même et sa disparition, en 1946, conclut un échec relatif.

LA GUERRE DE CONTINUATION

◆ La Finlande, aidée par l'Allemagne, se trouve, de 1941 à 1944, engagée dans un nouveau conflit contre l'URSS : dans la foulée de la guerre d'Hiver, cette guerre de continuation, distincte de la guerre mondiale s'étend du 25 juin 1941 au 19 septembre 1944, sur la frontière finno-soviétique. Elle sera officiellement close par un traité en 1947. ◆

■ Conclusion

Le procès de l'entre-deux-guerres et de la SDN est ancien et depuis longtemps achevé : on n'a vu dans les espoirs portés par le couple Briand-Stresemann qu'une utopie, une politique irénique qui aura finalement servi la cause des dictatures. Si cette vision, téléologique, se comprend, elle ne fait toutefois pas justice des progrès dans les conceptions du droit, conceptions humanistes qui trouveront un écho dans l'après-guerre et le système international. Les années 1920 sont des années traumatisées par la guerre, et les États comme les sociétés se sont reconstruits sur des bases diverses, allant du pacifisme (voire de l'ultra-pacifisme, qui refuse de considérer les réalités internationales et la profondeur des crises) au nationalisme agressif et revanchard. La confrontation entre deux modèles antagonistes, la démocratie et les régimes totalitaires, qui proposent chacun une réponse différente aux questions nées de la Grande Guerre et de la crise économique, débouche sur un nouveau conflit, qui débute au début des années 1930, un conflit d'abord limité et indirect (comme la guerre d'Espagne, véritable banc d'essai pour les dictatures) puis généralisé du fait de crises de plus en plus menaçantes.

◀ VOIR CARTE C P. 401 ▶

Bibliographie

Pour l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, on se reportera à la bibliographie indiquée dans les chapitres spécifiques.

Ouvrages généraux

- J.-P. AZEMA, F. BEDARIDA, *Les Années de tourmente* (dictionnaire thématique), Flammarion, 1995.
 B. CABANES, E. HUSSON (dir.), *Les Sociétés entre guerres et paix*, Armand Colin, 2003.
 J.-B. DUROSELLE, *Politique extérieure de la France, la Décadence*, Imprimerie nationale, 1979. Un manuel classique et qui reste une référence.
 E. HOBSBAWN, *L'Âge des extrêmes, histoire du court xx^e siècle*, Complexe, 1994.
 M. MAZOWER, *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au xx^e siècle*, Complexe, 2005. Une belle étude, magistralement écrite.
 P. MILZA, *Les Fascismes*, Imprimerie nationale, 1985.
 N. WERTH, *Histoire de l'union soviétique*, coll. « Thémis », PUF, 1988.

L'Europe en paix

- F.-C. CARLIER, G.-H. SOUTOU, *1918-1925, Comment faire la paix ?* PUPS, 2001.
 R. FRANK, *La Hantise du déclin*, Belin, 1994.
 C. PROCHASSON, *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Seuil, 1993.
 Y. SANTAMARIA, *Le Pacifisme, une passion française*, Armand Colin, 2005.
 S. SCHIRMANN, *Quel Ordre européen ?*, Armand Colin, 2006.

La Guerre d'Espagne

- B. BENNASSAR, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, Perrin, 2004.
 G. HERMET, *La Guerre d'Espagne*, Seuil, 1989.
 J.-F. BERDAH, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, Berg International, 2000.
 R. SKOUTELSKY, *L'espoir guidait leurs pas : les volontaires français dans les Brigades internationales, 1936-1939*, Grasset, 1998.

Affaire de Mandchourie et guerre sino-japonaise

- J.-L. MARGOLIN, *L'Armée de l'empereur*, Armand Colin, 2007.
 P. SOUTY, *La Guerre du Pacifique*, PUL, 1995. Une guerre qui démarre en 1937.
 R. ULRICH-PIER, *René Massigli*, Peter Lang, 2006.

Littérature

- G. BERNANOS, *Les Grands Cimetières sous la lune*, 1938, Plon, rééd. Seuil, 1995.
 A. COHEN, *Belle du seigneur*, 1968, rééd. Gallimard 1998.
 E. HEMINGWAY, *Pour qui sonne le glas*, 1961, rééd. Gallimard 2007.
 A. MALRAUX, *L'Espoir*, 1937, rééd. Gallimard, 2004.
 G. ORWELL, *Hommage à la Catalogne*, 1938, rééd. 10/18, 1999.

La Seconde Guerre mondiale

I. De la défaite du monde libre à sa libération

L'agression allemande et soviétique contre la Pologne est généralement considérée comme la première phase de la Seconde Guerre mondiale, une guerre longue à la chronologie rendue complexe par l'ampleur géographique des combats, une guerre bien plus « mondialisée » que la première. Mais cette chronologie demeure très occidentale. La Seconde Guerre mondiale débute-t-elle avec les premières agressions allemandes, ou bien faut-il considérer que les opérations japonaises contre la Chine, entamées dès 1937, sont les vraies prémices du conflit ? De fait, on pourrait diviser la Seconde Guerre mondiale en deux conflits distincts, Europe/Afrique d'une part, Asie/Océanie d'autre part. Par ailleurs, l'affrontement entre l'Axe et les démocraties (même si l'URSS stalinienne relève difficilement de cette qualification) confère à cette guerre un caractère idéologique marqué : la notion même de « monde libre », certes ambiguë, permet d'unifier des champs de bataille nombreux et des chronologies asymétriques, non plus occidentales mais mondiales. De 1937 à 1945, le monde traverse une guerre effroyable, qui a vu des formes spécifiques de violence, notamment la violence d'État, se banaliser, une guerre qui semble perpétuer les traumatismes de la première.

1 L'Axe triomphant

■ La Pologne dépecée

On considère traditionnellement que la Seconde Guerre mondiale démarre avec l'invasion de la Pologne, au 1^{er} septembre 1939 : sous un prétexte vague (un poste frontalier allemand occupé par des soldats polonais), Hitler donne l'ordre d'envahir la Pologne. Il s'est par ailleurs assuré, par **le pacte d'acier** (22 mai 1939) et **le pacte germano-soviétique** (23 août 1939) du silence et de la complicité des dictatures. Toutefois, et contrairement à la crise tchèque, le Royaume-Uni, imité par la France, réagit en exigeant, par un ultimatum du 3 septembre, le retrait de l'armée allemande. Devant le refus allemand, et en dépit des efforts de la diplomatie allemande, Français et Anglais se préparent à ce qu'ils croient être une nouvelle crise un peu plus rude. La guerre vient pourtant de commencer.

Et la guerre occidentale commence en Pologne : la disproportion entre les forces en présence (aux 70 divisions allemandes, ainsi qu'aux 2 700 avions de la Luftwaffe, la Pologne ne peut opposer que 40 divisions et 600 avions) assure à l'Allemagne une victoire rapide. Débouchant à la fois de Prusse orientale, de l'ouest et du sud, les armées allemandes progressent rapidement. Cracovie tombe le 6 septembre, Varsovie le 27, et la retraite polonaise, vers l'est, se heurte à l'armée Rouge, entrée à son tour en Pologne le 17 septembre. À la fin du mois de septembre, la Pologne est vaincue et dépecée. L'Allemagne vient de faire la démonstration de son efficacité militaire, autour de la tactique de la *Blietzkrieg*, la « **guerre éclair** », c'est-à-dire une guerre courte, théorisée en Allemagne (Guderian, von Manstein) comme en France (de Gaulle), où le front ennemi, subissant l'attaque combinée

◀ VOIR CARTE C. P. 403 ▶

de l'aviation (bombardiers Stuka) et des divisions blindées, est rapidement enfoncé.

■ La Finlande assaillie

En vertu d'un protocole secret au pacte germano-soviétique, Soviétiques et Allemands se partagent la Pologne autour de la Vistule. La partie allemande est encore divisée en deux : le Reich annexe Dantzig, la Poznanie et la Silésie, et transforme le reste du territoire (Cracovie et Varsovie) en un gouvernement général. De son côté, l'URSS a également entrepris de rectifier ses frontières avec la Finlande : sommée de livrer la Carélie, la Laponie ainsi qu'un port hors glace, cette dernière refuse et campe derrière la ligne Mannerheim. La guerre russo-finlandaise, dite guerre d'Hiver éclate à son tour le 30 novembre et malgré une résistance efficace de l'armée finlandaise du général Mannerheim, l'armée Rouge s'impose en février 1940. Le traité de paix, signé le 12 mars 1940 à Moscou, donne Viborg et l'isthme de Carélie à l'URSS. Dans la foulée, Staline prend à la Roumanie la Bukovine, la Bessarabie, et impose aux États baltes des gouvernements communistes.

■ Une « drôle de guerre » à l'Ouest

La guerre à l'Ouest a officiellement débuté le 3 septembre 1939. Mais dans un premier temps, les armées se contentent de manœuvres d'observation et de contournement, une période connue sous le nom de « drôle de guerre », traduction erronée de la « *phoney war* » anglaise. Pourquoi cette immobilité ? Outre le prestige des armées victorieuses de la Grande Guerre, qui inquiète inévitablement les généraux allemands, lesquels hésitent quant au plan d'attaque, il apparaît que sur le papier, les forces en présence s'équilibrent sensiblement, et que les Allemands peuvent craindre une guerre longue. Dans les faits, l'équilibre des forces est moins assuré : en dépit des suggestions du colonel de Gaulle, la *Blitzkrieg* n'a pas d'équivalent français, et du reste, l'aviation française est en cours de rénovation et accuse un certain retard face à l'équipement allemand.

En outre, la diplomatie allemande n'a pas abandonné l'idée d'un retour au calme comme en 1938.

Dans un premier temps, les armées campent face à face : la France a confiance en sa ligne Maginot et s'installe dans une stratégie défensive, le Royaume-Uni compte sur la *Home fleet* pour défendre le territoire anglais. Et surtout, les deux puissances coloniales misent sur les ressources de leurs empires coloniaux, et sur un épuisement des réserves allemandes. C'est d'ailleurs ce dernier calcul qui inspire la seule grande opération militaire à l'ouest de cette période : l'affaire de Narvik.

■ Narvik

Convaincus, par des informations venant de l'industriel allemand antinazi Thyssen, que l'Allemagne ne dispose pas de grandes réserves en minerai de fer, Français et Anglais montent, le 18 mars, une opération en Scandinavie, de manière à couper la route du fer, qui voit le minerai de fer suédois transiter par le port de Narvik à destination de l'Allemagne. Mais alors que les Alliés en sont encore aux préparatifs, début avril, l'Allemagne, renseignée, lance une offensive éclair sur le Danemark et la Norvège. Tandis que la flotte allemande débarque des troupes dans différents ports norvégiens, l'armée allemande envahit, le 9 avril 1940, les deux pays lors de l'opération *Weserübung*. Néanmoins, l'opération franco-anglaise sur Narvik est maintenue et le débarquement réussit, aboutissant le 28 mai à l'occupation du port,

LA LIGNE MAGINOT

◆ La Grande Guerre et les tranchées ont bouleversé les conceptions stratégiques françaises, et les années d'après-guerre voient naître le projet d'un système de fortifications confortable et solide, marqué par une obsession : épargner la vie des soldats. Envisagé dès 1922 par le maréchal Pétain, le projet de fortification de la frontière du nord-est avec l'Allemagne est adopté en décembre 1925 par la Commission de défense des frontières et voté par la loi du 14 janvier 1930, sous l'impulsion de Paul Painlevé, puis de son successeur au ministère de la Guerre, André Maginot. Entre 1930 et 1939, la ligne Maginot est sans cesse en chantier et le premier crédit de 2 900 millions voté par le Parlement est bien vite dépassé. Mais dès 1936, la fortification est opérationnelle, imprimant à la stratégie française un tour défensif et lui interdisant d'autres efforts budgétaires. ◆

tandis que, sur mer, la marine anglaise inflige de lourdes pertes à la *Kriegsmarine*. Toutefois, la victoire rapide de l'armée allemande sur le front français invalide les résultats de l'opération.

■ La campagne de France

Car les Allemands décident finalement de rompre la drôle de guerre à partir du 10 mai. Envahissant les Pays-Bas et la Belgique, comme ils l'ont fait en 1914, ils évitent la ligne Maginot et percent les lignes françaises à Sedan le 13 mai, avançant rapidement jusqu'à la mer. L'armée française tente alors une série de contre-attaques, du 21 mai au 1^{er} juin, qui seront sans effet sur l'avancée allemande vers la mer : elle est bientôt prise dans une nasse. La capitulation de l'armée belge, le 28 mai 1940, aggrave encore sensiblement la situation de l'armée française. Une deuxième ligne de résistance, organisée sur la Somme et l'Aisne, est également enfoncée par l'armée allemande entre le 5 et le 12 juin, date à laquelle le général Weygand ordonne la retraite générale. Les Allemands foncent alors sur Paris, occupé le 14 juin. Entre-temps, l'Italie est également entrée en guerre contre la France, le 10 juin.

Fuyant l'avancée allemande, le gouvernement Paul Reynaud – comme 6 à 8 millions de Français – s'enlise dans l'exode, direction Bordeaux. Mais fragilisé, Reynaud démissionne et invite le président de la République, Albert Lebrun, à faire appel au maréchal Pétain pour former un nouveau gouvernement qui négociera un armistice avec l'Allemagne et l'Italie, et cela malgré la déclaration franco-anglaise du 18 mars 1940, où les deux pays s'engageaient à ne pas conclure un armistice ou une paix séparée. Formé le 16 juin, le gouvernement Pétain s'engage rapidement dans cette voie en sollicitant les bons offices de l'ambassadeur espagnol et du nonce et en appelant, dès le 17 juin, à la cessation des combats. La réponse, après concertation germano-italienne, n'arrive que le 19 juin, alors que l'avancée allemande continue. Hitler, très symboliquement, présente ses exigences dans le wagon même où fut signé l'armistice du 11 novembre 1918, et qu'il a fait venir des Invalides. Le nouvel armistice, signé le 22 juin par les généraux Huntziger (pour la France) et Keitel (pour l'Allemagne), met fin à la guerre franco-allemande. Mais la France est divisée : parti en Angleterre le 17 juin, le dernier sous-secrétaire d'État à la Défense nationale, le général Charles de Gaulle, lance l'Appel du 18 juin, invitant à poursuivre la lutte depuis le Royaume-Uni et l'Empire colonial.

À Londres, de Gaulle rallie les soldats rapatriés de Dunkerque (130 000), les premiers volontaires, mais son crédit est faible et rares sont les hommes politiques, soldats et fonctionnaires importants à le rallier. Toutefois, le 28 juin, Churchill reconnaît les Forces françaises libres : c'est un premier pas. De Gaulle ne sera pas le chef d'une légion française au sein de l'armée anglaise, mais véritablement le chef d'un gouvernement réfugié. En octobre 1940, à Brazzaville, il rédige avec le juriste René Cassin un manifeste qui dénonce le caractère anticonstitutionnel du régime de Vichy. La création, en septembre 1941, du Comité national français, véritable gouvernement exilé, complète cette politique.

■ La France vaincue et désarmée

L'armistice comporte 24 articles qui modifient la situation territoriale de la France : une partie de la France (la majeure partie : 300 000 km², 29 millions d'habitants) est occupée. Ainsi, les plus riches régions agricoles, industrielles et minières sont contrôlées. De même, la zone d'occupation, indispensable pour la guerre contre l'Angleterre, n'est

◀ VOIR CARTE A P. 404 ▶

L'EMPIRE AUX ORIGINES

DE LA FRANCE LIBRE

◆ Une fois reconnu chef de la France libre par le gouvernement anglais, de Gaulle s'emploie à rallier à son combat les territoires d'outre-mer. Le 27 août 1940, le Tchad, sous la houlette du gouverneur Felix Eboué, se rallie, suivi de l'Oubangui-Chari et, le 29 août, du Cameroun après une opération lancée par le colonel Leclerc de Hautecloque. Il en va de même au Congo français où le colonel de Larminat prend le pouvoir au nom du général de Gaulle. La campagne du Gabon, qui s'achève le 12 novembre 1940, favorise le ralliement de l'Afrique Équatoriale Française (AEF). C'est à Brazzaville, devenue capitale de la France libre, que, le 27 octobre 1940, de Gaulle annonce la création du Conseil de défense de l'Empire, premier embryon de gouvernement français libre, préalable au Comité national français. ◆

guère délimitée, et donc soumise au bon vouloir de l'occupant. Et contrairement aux Pays-Bas, dirigés par une administration civile, la France occupée est confiée à l'OKH (commandement de l'armée de terre), donc à l'armée. La France est coupée en deux par une ligne de démarcation contrôlée par les Allemands. On ne trouve pas mention de l'Empire colonial et des territoires sous mandats.

L'Empire est pourtant menacé, mais par l'expansion japonaise : lié à l'Allemagne nazie par le pacte tripartite du 27 septembre 1940, et assuré de la neutralité soviétique par un traité du 13 avril 1941, le Japon étend sa politique de conquête au Sud-Est asiatique, visant l'Indochine française. Le 22 septembre 1940, la chute de Lang Son, poste frontalier du Tonkin, ouvre la colonie française à l'armée japonaise. L'amiral Decoux, qui gouverne la colonie, doit céder aux exigences japonaises. Du reste, l'Indochine est également menacée par la Thaïlande, qui déclenche une guerre en 1941, laquelle, en dépit d'une victoire française, se solde par une paix imposée par les Japonais à Tokyo (février 1941) : la France perd des territoires. Enfin, l'Indochine est occupée à partir du 24 juillet 1941.

Non seulement, la France est économiquement affaiblie et coupée d'une part de son empire colonial, mais ses finances sont mises à l'épreuve par les énormes frais d'entretien de l'armée d'occupation (20 millions de reichsmark par jour depuis le 15 juin, soit 400 millions de francs par jour).

Reste la question du potentiel militaire de la France vaincue : l'armée est réduite à 100 000 hommes, la flotte – l'une des préoccupations prioritaires de Pétain, comme de Londres (la Royal Navy, par prudence, bombarde, le 3 juillet 1940, les navires français en rade de Mers el-Kébir) – est cantonnée dans les ports, mais l'Allemagne dispose de quatre des principaux ports militaires français (Cherbourg, Rochefort, Brest, Toulon). Quant à la flotte aérienne, elle est démilitarisée.

Le texte de l'armistice demeure toutefois très flou, soumis au bon vouloir de la commission allemande d'armistice. Plus grave, la remise de ressortissants allemands réfugiés en France est une atteinte à la souveraineté française... Enfin, l'Italie, entrée en guerre tardivement, et sans guère de succès, pose problème : en subordonnant l'armistice allemand à celui de l'Italie, l'article 23 oblige la France à reconnaître une défaite qu'elle n'a pas subie. Toutefois, l'armistice franco-italien est finalement signé le 25 juin.

L'armistice a un impact fort sur la vie politique française : réfugiés dans la zone libre, les autorités s'engagent dans un processus de refondation qualifié de « révolution nationale ». L'Assemblée nationale, réunie au casino de Vichy, vote largement (80 opposants), le 10 juillet, les pleins pouvoirs constituants au maréchal Pétain (cf. chapitre 12).

■ La bataille d'Angleterre

Le Royaume-Uni reste donc seul face à la machine de guerre allemande : si un débarquement semble difficile, l'Allemagne a confiance en son aviation. Le 16 juillet, l'Allemagne déclenche l'opération Otarie, afin d'écraser la RAF, prélude à un débarquement. Mais la Luftwaffe, mal équipée pour ce type de mission et affaiblie par la campagne de France, se heurte à une défense aérienne anglaise bien organisée, moderne (les Spitfires et les Hurricanes anglais surclassent l'aviation de chasse allemande) et renforcée par de nouveaux instruments, comme le radar. À la fin septembre, la RAF a perdu 915 avions, tandis que la Luftwaffe en a perdu près de 1 800. L'Allemagne change alors de tactique et se lance dans les bombardements aériens, de nuit, sur des cibles industrielles et administratives, notamment sur la capitale qui

LA GUERRE FRANCO-ITALIENNE :

UNE GUERRE EN MARGE

◆ Si l'Italie a déclaré la guerre à la France dès le 10 juin, elle n'attaque toutefois qu'à partir du 21 juin, dans les Alpes, avec 300 000 hommes et 3 000 canons, face à un adversaire réduit à la défensive. L'offensive mal préparée, ne donne que de petits succès (conquête de Menton) et révèle au contraire la fragilité de la côte ligure face aux marines franco-anglaises. Dépit, Mussolini se tourne vers la Grèce pour chercher une victoire militaire. ◆

CHURCHILL,

SYMBOLE DE LA DÉTERMINATION

◆ « Je n'ai rien à offrir que du sang, du labeur, des larmes et de la sueur. [...] Vous me demandez quelle est notre politique ? Je vous réponds : faire la guerre sur mer, sur terre et dans les airs, avec toute notre puissance et toute la force que Dieu peut nous donner. [...] Vous me demandez quel est notre but ? Je vous réponds en deux mots : la victoire, la victoire à tout prix, la victoire malgré toutes les terreurs, la victoire quelque longue et dure que puisse être la route. » ◆

W. Churchill, discours du 13 mai 1940.

LE RADAR, UNE ARME SECRÈTE

◆ Inventé presque conjointement en 1934 (par Nicola Tesla) et 1935 (par Robert Watson-Watt), le radar équipe rapidement la défense anti-aérienne anglaise (réseau Chain-home) et renforce la résistance au blitz. La méthode des bombardements aéro-psycho-logiques, efficace à Guernica, échoue en partie. ◆

UNE GUERRE DE RELIGION DANS LES BALKANS ?

◆ En Yougoslavie, les rapports entre Croates, catholiques, et Serbes, orthodoxes, tourment vite au conflit. Une quasi-guerre de religion débute avec la proclamation de l'État indépendant de Croatie, alors que l'agression allemande contre la Yougoslavie commence, le 6 avril 1941. Réfugié dans le Monténégro, le gouvernement yougoslave prend connaissance de la proclamation d'Ante Pavelic, chef des oustachis, un protégé de Mussolini. Le nouvel État, qui rassemble la Croatie, la Dalmatie, la Slavonie et la Bosnie-Herzégovine se place sous la protection de l'Allemagne. La doctrine officielle du régime désigne, entre autres adversaires, l'orthodoxie (assimilée aux Serbes). Dans le nouvel État, orthodoxes et juifs sont ainsi stigmatisés par une propagande qui assimile clairement nationalisme et religion, et qui va entraîner d'intenses persécutions et mener à des massacres. ◆

subit plusieurs raids. Symbole de cette stratégie, la ville de Coventry, proche de Birmingham, est écrasée sous les bombes dans la nuit du 14 au 15 novembre lors de l'opération « Sonate au clair de lune ». Le *Blitz*, qui dure de septembre 1940 à mai 1941, entraîne près de 50 000 morts, principalement civils, mais loin d'affaiblir le moral anglais, il le renforce au contraire, à l'exemple de Winston Churchill, nouveau Premier ministre anglais depuis le 7 mai 1940 en remplacement de Chamberlain, et qui incarne cette ténacité, ne promettant aux Anglais que « du sang, de la sueur et des larmes » avant la victoire. Dès octobre 1940, Hitler a compris que sa stratégie échouerait, mais c'est finalement le début des opérations en Russie, en juin 1941, qui mettra un terme aux bombardements. Par ailleurs, l'Angleterre a riposté à partir de mai 1941, en lançant des raids sur Berlin.

Premier échec d'Hitler, la bataille d'Angleterre marque un temps d'arrêt dans la stratégie hitlérienne, d'autant que les projets allemands en Méditerranée butent sur la neutralité résolue de l'Espagne, en dépit de deux entrevues en septembre et octobre 1940. En effet, Hitler, qui envisage d'étendre la guerre au sud en visant notamment l'Égypte, a besoin de bases navales en Espagne. Mais Franco, qui demande des compensations dans le Maroc sous protectorat français, risquerait ainsi de pousser l'Empire colonial français dans la dissidence. En outre, l'Espagne, qui connaît une disette, se tourne alors vers les États-Unis, ce qui rend douteuse une alliance avec l'Allemagne.

■ Des Balkans à la Méditerranée : la guerre s'étend

Dans les Balkans, la situation est tout aussi complexe. Le basculement de la Roumanie, où Ion Antonescu, sympathisant nazi, a chassé le roi Carol et conquis le pouvoir, est un succès pour Hitler, qui envisage de s'emparer pacifiquement de la zone par le biais du pacte tripartite (qui comprend notamment la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie). Mais l'invasion de la Grèce par l'armée italienne, le 29 octobre 1940, partie de l'Albanie annexée depuis le 7 avril 1939, vient bouleverser ce projet. Et cela d'autant que l'armée italienne se heurte à une résistance grecque efficace, soutenue par l'aviation britannique, et doit faire retraite dès la mi-décembre. Dans l'entrefaite, Hitler a planifié une invasion de la Grèce et de la Yougoslavie. Une fois de plus, la *Blitzkrieg*, renforcée par un soulèvement croate, assure à l'armée allemande une victoire rapide, tant en Yougoslavie qu'en Grèce, sur les troupes anglaises, venues en renfort début mars. Dans la foulée, la Crète, base arrière anglaise, est envahie lors d'une opération aéroportée. Pour la Grande-Bretagne, c'est un revers important, qui la prive de tout bastion continental, et menace l'Égypte.

En Afrique, les possibilités de l'Allemagne sont limitées, d'autant que Londres lance deux contre-offensives visant l'Empire colonial italien, en Cyrénaïque (janvier 1941) avec Tobrouk, et en Éthiopie en février 1941. Toutefois, le général Wavell, commandant les deux opérations, rencontre des obstacles inattendus : la révolte irakienne d'avril 1941 menée par Rachid Ali, et l'arrivée en février 1941 de l'*Afrika Korps*, commandée par le général Rommel. Les premiers combats tournent vite à l'avantage de Rommel, qui reprend Tobrouk, mais, limité par le ravitaillement, il doit stopper son avancée aux portes de l'Égypte.

Pour les Allemands, la solution pourrait venir de Syrie, sous mandat français : aussi négocient-ils avec le gouvernement de Vichy pour y obtenir un droit de passage et des bases. Cet accord – **les protocoles de Paris** – pousse le Royaume-Uni, aidé par les forces françaises libres, à tenter l'occupation de la Syrie et du Liban. L'opération *Exporter*, qui

oppose les troupes vichysoises du général Dentz aux forces anglaises et françaises libres, s'achève le 12 juillet par l'armistice de Saint-Jean-d'Acre, et le basculement de la Syrie du côté des Alliés. Un autre territoire français, Madagascar, sera également occupé par les Alliés dès mai 1942, du fait des menaces que faisait peser l'entrée en guerre du Japon, le 7 décembre 1941. Par ces deux opérations, les forces de l'Axe en Asie sont désormais isolées de l'Europe.

■ La fin du pacte Molotov-Ribbentrop

Reste l'Est, et l'URSS. Une fois acquis les résultats territoriaux du pacte germano-soviétique, les relations sont de nouveau difficiles du fait des opérations soviétiques en Finlande, ainsi que de la question roumaine. Les 12 et 13 novembre 1940, une conférence se réunit à Berlin pour renouveler l'accord de 1939 et préparer un nouveau partage territorial, mais les négociations achoppent sur les Balkans et principalement la Bulgarie. Dès le mois de décembre 1940, Hitler décide de s'engager dans la guerre à l'Est. Ce sera **l'opération Barbarossa**, qui débute le 22 juin 1941 et voit déferler sur l'URSS trois millions d'hommes, appuyés par l'aviation et la cavalerie. L'attaque de l'URSS est un tournant majeur de la guerre, qui la fait basculer dans le camp allié.

Dans un premier temps, l'armée allemande – numériquement supérieure à l'armée Rouge (210 divisions allemandes, et 10 divisions roumaines, face aux 175 divisions soviétiques) – avance de manière spectaculaire grâce aux chars et capture nombre de prisonniers, qui seront traités de manière barbare, en « sous-hommes ». L'objectif est de vaincre avant l'hiver. Mais l'état-major allemand a sous-estimé l'état des routes autant que les capacités de l'armée Rouge (ainsi, Staline libère près de 1 million de prisonniers du goulag, incorporés dans l'armée). Rapidement, les lignes de ravitaillement s'allongent et l'avancée des chars en est ralentie. Par ailleurs, les forces allemandes se divisent entre plusieurs objectifs : Leningrad, afin de faire la jonction avec l'armée finlandaise, en guerre contre l'URSS depuis le 20 juillet 1941, l'Ukraine, le grenier à blé de l'Union soviétique, puis Moscou, qui va devenir un abcès de fixation pour l'armée allemande. Cette dispersion, du fait des hésitations, profite à l'armée soviétique, qui s'appuie sur quelques poches (Kiev, Smolensk), ralentissant la progression allemande.

La contre-offensive soviétique débute le 6 décembre 1941, à Moscou et se prolonge durant tout l'hiver : immobilisée par le froid et affaiblie par une crise du commandement, l'armée allemande échoue à prendre la capitale soviétique. L'hiver 1941 passe sans que la situation ne s'éclaire : l'armée Rouge en profite pour constituer des troupes de réserve, mais n'a pas les moyens techniques de remporter une victoire décisive tandis que l'armée allemande s'épuise sur les défenses moscovites et dans les sièges de Sébastopol et de Leningrad.

L'été 1942 voit une nouvelle offensive allemande, cette fois vers les riches champs pétrolifères du Caucase. Et de nouveau, après avoir écrasé l'armée soviétique sur la boucle du Don et pris la ville de Rostov, l'armée allemande se heurte aux problèmes de ravitaillement ainsi qu'à la ligne de défense soviétique, sur la Volga. Le cœur de cette ligne de défense est la ville industrielle de Stalingrad, qui va devenir la ville emblématique de la résistance à l'invasion allemande, et le symbole de la reconquête. En effet, Hitler, pour se débarrasser de la poche de Stalingrad et obtenir une victoire symbolique autant que stratégique, détache du groupe d'armée sud-est la VI^e armée de Paulus, laquelle arrive à Stalingrad le 21 août.

UNE RÉSISTANCE ALLEMANDE AU NAZISME ?

◆ « La fin sera atroce, mais si terrible qu'elle doive être, elle est moins redoutable qu'une atrocité sans fin. » (extrait d'un tract de la Rose blanche, 1943). Le mouvement de résistance allemand de la Rose blanche, composé de six étudiants munichoïses, distribua plusieurs milliers de tracts antinazis entre 1942 et février 1943. Dénoncés, ils furent condamnés et pendus. ◆

2 « L'espoir changea de camp »

■ Stalingrad

L'occupation de Stalingrad est réalisée dès le 4 septembre après un bombardement massif, les défenses de la ville n'ayant pas été achevées à temps. Objectif à la fois stratégique (c'est le verrou du Caucase) et symbolique (la « ville de Staline »), Stalingrad fait toutefois l'objet d'un combat acharné, rue par rue, entre soldats allemands et soviétiques, dans un décor de ruines. Le 19 novembre 1942, le général Joukov lance l'opération Uranus, une contre-attaque visant à prendre les troupes allemandes en tenaille, manœuvre qui aboutit au 22 novembre. Paulus, qui pourrait se dégager, reçoit toutefois l'ordre d'Hitler de tenir la position, avec la promesse d'un pont aérien, et le titre de maréchal. Mais la tentative menée par von Manstein pour dégager l'armée Paulus est un échec, de même que le pont aérien promis : la manœuvre soviétique réussit et Paulus finit par se rendre, le 2 février 1943, avec 2 500 officiers et 110 000 soldats. L'armée Rouge remporte une victoire décisive, sur le plan moral, qui fait de Stalingrad, après l'échec de l'armée allemande devant Moscou, l'un des tournants de la guerre : elle donne en outre à l'URSS, lors de la conférence de Téhéran, un avantage réel en lui conférant le statut de grande puissance.

QUELQUES CHIFFRES

◆ Stalingrad voit s'affronter, de septembre 1942 à février 1943 jusqu'à 1 million de soldats de chaque camp. On estime à 750 000 le nombre de soldats russes tués, ainsi que 40 000 victimes civiles, et 740 000 le nombre de soldats allemands. ◆

◆ « Voulez-vous la guerre totale ? Une guerre plus mortelle, plus radicale, plus totale encore que tout ce qu'a jusqu'alors connu l'Allemagne. » ◆

Discours de Goebbels du 18 février 1943, au lendemain de l'annonce de la défaite de Stalingrad.

■ L'entrée en guerre des États-Unis

Face à la guerre européenne et asiatique, les États-Unis cultivent leur isolationnisme, né à l'issue de la Grande Guerre. Si l'Amérique s'est inquiétée dès 1937 des menées nippones, si elle a, en 1938, rompu ses relations avec l'Allemagne et voté, en 1939, une clause « *cash and carry* » à la loi d'embargo total, qui permet d'appuyer discrètement Français et Anglais, elle se refuse pourtant à entrer dans le conflit : c'est même l'une des promesses de campagne de Franklin D. Roosevelt qui est réélu, pour un troisième mandat, à la présidence des États-Unis. Néanmoins, les États-Unis s'engagent discrètement sur le sentier de la guerre par la loi Prêt-Bail, votée le 11 mars 1941, qui permet au gouvernement américain de prêter à un pays, important pour la sécurité nationale, du matériel de guerre, sous réserve que ce matériel soit remboursé ou restitué à la fin du conflit. L'Amérique se veut le « grand arsenal de la démocratie », et aide ainsi le Royaume-Uni comme l'URSS. À partir d'un réseau de bases navales étendu jusqu'en Islande, elle protège ses convois. Par ailleurs, les contacts avec le Royaume-Uni sont développés et en août 1941, Roosevelt et Churchill se rencontrent au large de Terre-Neuve pour mettre au point une charte de l'Atlantique définissant les buts de guerre des démocraties. Insensiblement, Roosevelt entraîne son pays dans la guerre, et l'opinion se résigne. L'étincelle sera japonaise : l'expansion japonaise en Asie a jusqu'alors soigneusement évité de s'engager dans un conflit naval dans le Pacifique, mais les relations avec les États-Unis se sont progressivement détériorées du fait de l'invasion de la Mandchourie et de l'embargo américain consécutif. À Tokyo, les partisans d'une guerre – l'armée en majorité – s'imposent peu à peu aux prudents, favorables à un compromis. L'arrivée au pouvoir du général Tōjō Hideki, le 18 octobre 1941, traduit cette influence croissante qui aboutit, les 7/8 décembre 1941, au bombardement de la base navale américaine de **Pearl Harbor**, ainsi qu'à l'attaque de la Malaisie, des Philippines, de Hong Kong, de Singapour et de Guam. Le Japon réédite, contre les

États-Unis, la stratégie de l'attaque surprise qui avait réussi contre la Russie, en 1905. Roosevelt évoque un « jour d'infamie » : le raid japonais, préparé en secret, sans déclaration de guerre préalable, a fait 2 500 morts, coulé 18 vaisseaux de guerre dont 5 cuirassés. Seuls les porte-avions, en mer au moment du bombardement, échappent au raid. Le 8 décembre, le Congrès américain reconnaît l'état de guerre avec le Japon. Dès le 11 décembre, l'Italie et l'Allemagne déclarent à leur tour la guerre aux États-Unis. La machine de guerre américaine doit toutefois se mettre en route : c'est l'objet du *Victory program* qui, bénéficiant de l'expérience du *New Deal* (une économie dirigée), s'avère très ambitieux et qui ne tourne à plein régime qu'en 1943.

De janvier 1942 à juin 1944, les États-Unis produisent 275 000 avions, 90 000 chars, 1 200 navires de guerre, 320 000 pièces d'artillerie, 15 millions d'armes, le tout équipant l'armée américaine et les armées alliées.

L'EFFORT DE GUERRE

Dépenses militaires par pays (milliards de dollars)	1940	1941	1942	1943	1944
Allemagne	19	25	32	40	40
Japon	1,5	2	2,5	3	4
États-Unis	2	10	31	56	65
URSS	10	15	21	24	27

Source : Y. Durand, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Complexe, 1997.

■ L'Afrique du Nord

Le duel libyen entre Rommel et Montgomery

En Afrique du Nord, les combats entre les troupes franco-anglaises et italo-allemandes sont longtemps indécis : en Libye, la situation demeure incertaine, faute de batailles décisives. Toutefois, l'*Afrika korps* du général Rommel, lors d'une offensive qui débute en janvier 1942, regagne le terrain perdu jusque-là, reconquiert Tobrouk qu'il avait dû évacuer en 1941 et parvient aux portes de l'Égypte. Entre-temps, Churchill a remplacé le général Auchinleck par le général Montgomery, lequel, galvanisant ses troupes, parvient à stopper l'avancée allemande lors de la bataille d'El-Alamein, du 23 octobre au 2 novembre. Bénéficiant, grâce aux renforts anglais et à l'élimination d'un tiers des convois de ravitaillement allemands, d'une incontestable supériorité numérique, Montgomery écrase les forces de l'Axe et les accule au repli sur la ligne Mareth (Tunisie) en janvier 1943, après trois mois de poursuite.

L'opération Torch

Rommel risque alors d'être pris en tenaille entre les forces anglaises de Montgomery et les alliés, débarqués au Maghreb les 7/8 novembre 1942. En effet, trois escadres alliées (en tout près de 850 navires) débarquent 107 000 hommes – au cours de l'opération *Torch* – au Maghreb français (Casablanca, Oran, Alger), en dépit des menaces de l'amiral Darlan qui avait donné l'ordre aux troupes françaises de résister à un tel débarquement allié. Certes, le général Eisenhower, commandant de la *task force*, avait noué des contacts (accords de Cherchell du 23 octobre 1942) avec la résistance présente en Afrique du Nord, patronnée par le général Giraud. Mais par manque de coordination, l'insurrection n'aboutit pas et les Alliés, en débarquant, se heurtent notamment, à Casablanca, à l'opposition des troupes françaises sous les ordres du résident général Noguès. La présence de l'amiral Darlan à Alger, depuis le 5 novembre, permet toutefois d'aboutir rapidement à un cessez-le-feu négocié avec le général Juin le 10 novembre. Le 13 novembre, un nouvel accord, signé à Casablanca, permet enfin l'entrée en guerre des forces françaises d'Afrique du Nord aux côtés des Alliés.

Le cessez-le-feu a néanmoins des conséquences immédiates en France occupée : le 11 novembre, Hitler, furieux, déclenche l'opération *Anton*,

OPÉRATION ANTON

◆ En réaction au débarquement anglo-américain en Afrique du Nord et au cessez-le-feu signé le 10 novembre par l'amiral Darlan, Hitler donne l'ordre de lancer l'opération Anton, c'est-à-dire l'invasion de la zone libre. Le 11 novembre 1942, les armées allemande et italienne envahissent le territoire français ainsi que la Tunisie. L'armée allemande tente notamment de s'emparer de la flotte française retranchée à Toulon (opération Lila), ce qui entraîne le sabordage de la flotte le 27 novembre. ◆

◀ VOIR CARTE A P. 405 ▶

OPÉRATION HUSKY

◆ Lancée le 10 juillet 1943 l'opération Husky – l'invasion de la Sicile par les troupes anglo-saxonnes – visait à l'ouverture d'un second front européen. Depuis mai 1943, les Alliés contrôlent l'Afrique du Nord et peuvent donc envisager d'aborder le continent européen, et cela d'autant que Staline réclame l'ouverture d'un front pour alléger la pression allemande sur l'URSS. Le débarquement en Sicile, décidé lors de la conférence de Casablanca (24 janvier 1943) permet à la fois de satisfaire cette demande et de s'assurer le contrôle d'une voie maritime. 160 000 hommes débarquent en Sicile dans des conditions difficiles. Le 17 août, la prise de Messine conclut cette opération, prélude au débarquement dans la péninsule italienne. ◆

c'est-à-dire l'invasion de la zone libre. Une conséquence importante de cette décision est le sabordage d'une grande partie de la flotte française de la base de Toulon, le 27 novembre, conformément aux engagements donnés par Darlan aux Britanniques. Hitler oblige par ailleurs Laval à lui remettre les bases tunisiennes, tandis que 80 000 soldats italiens envahissent la Corse. Des troupes allemandes débarquent donc à Bizerte, rencontrant d'ailleurs une résistance, légère, des troupes françaises, en dépit des instructions de l'amiral Esteva. La situation est d'autant plus confuse que la contre-offensive allemande, en Tunisie, stoppe un temps l'avancée alliée : l'hiver se passe en escarmouches, sans résultat majeur. Les opérations, qui reprennent au printemps 1943, contraignent les troupes de l'Axe à la capitulation au cap Bon le 13 mai 1943, après la prise de Tunis (le 7 mai). Près de 250 000 soldats allemands et italiens sont alors capturés : la campagne de Tunisie met un terme à la présence de l'Axe en Afrique du Nord.

■ La campagne d'Italie

La libération de l'Afrique du Nord par les Alliés est une première étape décisive pour la libération de l'Europe. Le succès de l'opération *Torch* annonce la campagne d'Italie, elle-même prélude au débarquement sur les côtes françaises. C'est lors de la conférence de Casablanca (14-24 janvier 1943) que Churchill convainc Roosevelt d'attaquer la Sicile. L'opération *Husky*, commandée par Eisenhower, débute le 10 juillet et malgré une forte résistance allemande, l'île est finalement prise à la mi-août, alors même que la situation intérieure italienne bascule. En effet, le 25 juillet, Mussolini est écarté du pouvoir et emprisonné, après avoir été mis en minorité au sein du Grand Conseil fasciste. Le maréchal Badoglio lui succède et, soutenu par le roi Victor Emmanuel III, négocie secrètement un armistice avec les Alliés : signé le 3 septembre à Cassibile, l'accord est rendu public le 8 et le 13 octobre, l'Italie entre de nouveau en guerre, auprès des Alliés cette fois. La chute de Mussolini incite en outre les Alliés à projeter un débarquement dans la botte italienne : ce sera le 9 septembre, à Salerne, sous le feu allemand. L'opération est difficile, car la contre-offensive allemande du général Kesselring, appuyée par 13 divisions (contre 18 dans le camp allié) s'avère féroce et, symboliquement, Rome est occupée par les Allemands à partir du 10 septembre. Les armées alliées, freinées par la résistance allemande, parviennent à Naples le 1^{er} octobre. La conquête de l'Italie du Sud progresse, mais à l'hiver 1943, le front se fixe sur la ligne Gustav, ligne de défense allemande appuyée sur le mont Cassin. La route de Rome n'est libérée qu'au printemps, après une vigoureuse offensive française du 11 au 22 mai 1944, et Rome est finalement libérée le 4 juin. Mais une fois de plus, les troupes allemandes parviennent à faire retraite jusqu'à la ligne gothique à partir d'août. Entre-temps, Mussolini avait été libéré lors d'un raid audacieux mené par les parachutistes allemands et, protégé par les Allemands, il forme, du 24 au 27 septembre 1943, un État fantoche sur le territoire encore contrôlé par l'Allemagne (Frioul, Istrie, Trentin, Vénétie), la République sociale italienne, dont la capitale est installée dans la ville de Salò. L'Italie est alors livrée à une guerre civile entre partisans et adversaires des Allemands : le 9 septembre, un Comité de libération nationale s'est mis en place autour d'Ivanoe Bonomi, pour organiser la résistance antifasciste, laquelle s'étend jusque dans le nord de la péninsule, gênant les mouvements des troupes de l'Axe. Peu à peu, celles-ci sont acculées devant l'avancée alliée.

■ Overlord et la libération de la France

Le débarquement allié en France doit être l'aboutissement de la stratégie entamée en 1942 avec l'opération *Torch* : opération amphibie de grande ampleur montée avec un luxe de précautions et bénéficiant de l'action des mouvements de résistance, Overlord (6 juin 1944) et son pendant méridional *Anvil-Dragoon* (15 août 1944) prennent en tenaille les forces d'occupation. Le débarquement est réussi : la progression des Alliés est rapide (Paris est libérée le 25 août) et, à la mi-septembre 1944, l'essentiel du territoire français est délivré (mais il subsiste quelques poches comme à Royan, La Rochelle, Saint-Nazaire et Lorient), les deux armées ayant fait leur jonction. Du reste, la partie sud-ouest du territoire français se libère seule, grâce à l'action des maquis de résistance. Les Alliés ne sont toutefois pas à l'abri d'une contre-offensive, comme celle menée par le général von Rundstedt dans les Ardennes, et qui débute le 16 décembre 1944. Pendant dix jours, les troupes alliées, surprises et désemparées par les difficultés d'une couverture aérienne, luttent pied à pied contre les divisions allemandes. L'opération, dans la foulée de l'invasion de 1940, va toutefois user les troupes allemandes sans permettre de remporter un succès : si les pertes alliées avoisinent celles d'Overlord, les pertes allemandes, bien supérieures, éprouvent durement le front ouest.

Reste l'objectif allié : l'Allemagne, et une progression rendue difficile par la résistance des armées allemandes. Ainsi, l'opération *Market Garden* débute le 16 septembre 1944 : il s'agit, par le largage de 12 000 parachutistes sur trois sites hollandais, de s'assurer à la fois d'un port néerlandais d'eau profonde, de l'axe Eindhoven-Nimègues-Arnhem, et de contourner ainsi le dispositif de défense allemand, la ligne Siegfried. L'opération, si elle avait réussi, aurait permis de toucher la Ruhr, cœur industriel de l'Allemagne, et de raccourcir d'autant le conflit. Mais trop risquée, elle constitue un semi-échec pour les Alliés, et l'un des derniers succès allemands.

3 L'Europe libérée

Si Stalingrad a constitué un tournant à la fois stratégique et psychologique, la défaite allemande n'est toutefois pas encore d'actualité en février 1943. Abandonnant le Don et le Caucase, l'armée von Kleist se replie en bon ordre tandis que l'armée Rouge peine encore à exploiter cette victoire (ainsi, la ville de Kharkov, reprise après Stalingrad, est à nouveau perdue avant d'être regagnée définitivement au printemps). Mais petit à petit, la machine de guerre soviétique s'est mise en marche : les effectifs de l'armée Rouge arrivent à 5,5 millions d'hommes, l'industrie de guerre tourne efficacement (1 700 chars par mois). Aux 327 divisions de l'armée Rouge (ainsi que 51 divisions blindées), l'Allemagne n'oppose plus que 200 divisions (et 16 divisions alliées), de plus en plus victimes de problèmes de ravitaillement et de difficultés techniques.

L'Union soviétique reprend l'offensive à partir du printemps 1943 : la bataille de Koursk et les sièges de Leningrad et de Sébastopol s'inscrivent dans une guerre d'usure pour l'armée allemande. La reconquête soviétique se prolonge jusqu'au printemps 1944 : l'URSS retrouve ses frontières, et l'armée Rouge s'avance dans les Balkans ainsi qu'en Pologne.

◆ « Toute pénurie d'armes doit donc être compensée par un renforcement du moral des troupes. » ◆

Hitler, août 1944, message à l'OKW.

◆ « Faites la paix, imbéciles, que voulez-vous faire d'autre ! » ◆

Mal. von Rundstedt au Mal. Keitel, 1^{er} juillet 1944.

NAISSANCE DU MOUVEMENT EUROPÉEN

◆ L'idée européenne est très présente au sein de la Résistance, qui met l'accent sur le caractère démocratique de la future Europe unie. Le Manifeste de Ventotene, intitulé *Pour une Europe libre et unie*, écrit en 1941, par deux résistants italiens Altiero Spinelli et Ernesto Rossi, en est un exemple, de même que le texte de Léon Blum, *À l'échelle humaine*, qui circule dans la clandestinité à partir de 1941 et ne sera publié qu'à la fin de la guerre. Ces auteurs sont convaincus qu'une fédération européenne garantirait la paix sur le vieux continent, notamment par la création d'une force militaire commune. Enfin, la résistance spirituelle s'associe aux premières réflexions sur un projet fédéraliste européen, élaboré lors des réunions des délégués de la résistance, à Genève, au domicile du pasteur Willem Visser't Hooft, de mars à juillet 1944 : le *Manifeste de la Résistance européenne*, quoique sans postérité, annonce l'influence de la démocratie chrétienne (et de ses avatars nationaux dès 1944-1945 : MRP français, DC italienne, CDU allemande, etc.) dans le projet européen. ◆

La Pologne est toutefois le siège d'un drame de la guerre : alors même que les troupes de l'armée Rouge arrivent en vue de Varsovie, elles s'arrêtent au moment où la résistance polonaise déclenche, le 4 août 1944, une révolte dans la capitale. Laissant les Allemands écraser les insurgés (on compte 200 000 morts civils et 25 000 soldats), Staline invoquera par la suite la fatigue des soldats soviétiques. Plus sûrement, il obtenait ainsi, à peu de frais, l'élimination de la résistance non communiste et la possibilité d'installer à Varsovie, libérée par l'armée Rouge en janvier 1945, un gouvernement provisoire pro-communiste, mené par Bierut et le Comité polonais de libération nationale. En Bulgarie, l'armée Rouge s'avance sans difficultés dans Sofia, le 12 septembre 1944 où elle est accueillie en libératrice. En Roumanie – proche de l'Axe – la situation est plus complexe et s'apparente au cas italien : le 23 août 1944, le roi Michel I^{er} fait arrêter le maréchal Antonescu et le remplace par un gouvernement d'union nationale, avant de proposer un armistice. Le 28 août 1944, l'armée Rouge entre à Bucarest, mais Staline n'accepte l'armistice que le 12 septembre, récupérant dans la foulée la Bessarabie et la Bukovine du Nord.

Inversement, l'armée Rouge se heurte, en Hongrie, alliée à l'Allemagne depuis les années 1930 à une farouche résistance dans Budapest, où les Croix fléchées de Szalasi résistent pendant près de deux mois au siège. Szalasi, qui s'est emparé du pouvoir en octobre 1944 avec le soutien d'Hitler, après avoir poussé le régent – l'amiral Horthy, partisan d'un ralliement aux Alliés – à l'abdication, envisage même de confier le trône à Hermann Goering. Vaincu, arrêté, il est condamné à mort en 1945 et exécuté.

En Yougoslavie comme en Grèce, la libération est largement le fait de mouvements de résistance structurés autour des partis communistes. Tant le mouvement de Tito que celui de l'ELAS grec jouent un rôle majeur dans cette guerre de partisans. Mais alors que Tito parvient à proclamer en janvier 1946 une république socialiste, la Grèce s'enfonce dans une guerre civile entre monarchistes soutenus par l'Angleterre puis les États-Unis (1947) et communistes (finalement vaincus en 1949).

■ L'Allemagne vaincue

Reste l'Allemagne : à partir de 1945, le Reich, épuisé par l'effort de guerre, est menacé tant à l'ouest qu'à l'est. Les bombardements aéropsychologiques des Anglo-Américains (comme à Dresde, du 13 au 15 février 1945, qui entraînent près de 40 000 morts) abattent la résistance morale comme les villes elles-mêmes. Les Alliés se livrent à une véritable course vers Berlin. Dès janvier 1945, l'armée Rouge menée par les maréchaux Joukov et Koniev a pénétré en Allemagne, atteignant la Prusse orientale à la fin du mois, et le 6 février, Staline ordonne de surseoir à l'assaut de Berlin jusqu'en avril.

Entre-temps, les Anglo-Américains, après s'être heurtés à la ligne Siegfried (ou *Westwall*), dernière ligne de défense allemande sur le Rhin, sont parvenus, le 7 mars 1945, à pénétrer en Allemagne grâce au seul pont intact du Rhin, le pont de Remagen. À partir de là, les troupes d'Eisenhower avancent rapidement en Ruhr, puis se divisent entre le nord et le sud, avant de converger sur Berlin. La jonction entre les Anglo-Américains et les Soviétiques a lieu à Torgau, le 25 avril 1945. En avril 1945 commence également la bataille de Berlin, ultime bataille du conflit à l'ouest. Hitler, affaibli depuis l'attentat de juillet 1944, semble déconnecté des réalités, et ne perçoit plus la situation que par

le prisme de son idéologie, puisant dans les dernières ressources de la population allemande (notamment les Jeunesses hitlériennes) de quoi alimenter la *volksturm*, la « milice ». Mais l'avancée soviétique – et Staline a donné des instructions dans le sens d'une offensive psychologique, visant le moral des populations – entraîne un exode massif, le *Treck*, vers l'ouest, à commencer par le quartier général des forces allemandes, transféré à Flensburg (Schleswig-Holstein) qui sera la dernière capitale du III^e Reich.

Alors que le régime s'effondre, Hitler s'entête dans une stratégie suicidaire, s'indignant le 27 avril lorsqu'il apprend que Himmler tente de négocier avec les Alliés. Finalement, le 30 avril, Hitler et sa compagne Eva Braun se suicident, suivis par Goebbels. Le pouvoir passe alors dans les mains de l'amiral Dönitz, lequel, jusqu'à son arrestation le 23 mai, est alors président du gouvernement provisoire du Reich. Entre-temps, le général Jödl signe, le 7 mai 1945, à Reims, la reddition des troupes allemandes, tandis que la **capitulation**, présentée par le maréchal Keitel pour le Reich, est signée, le 8 mai 1945, à Berlin, en présence des représentants alliés. La guerre occidentale s'achève.

MESSAGE DE CHURCHILL AU

PRÉSIDENT TRUMAN, 12 MAI 1945

◆ « Un rideau de fer s'est abaissé sur leur front [des Soviétiques]. Nous ignorons tout de ce qui se passe derrière. Il semble bien probable que l'ensemble des régions situées à l'est de la ligne Lübeck-Trieste-Corfu sera bientôt complètement entre leurs mains. Il faut y ajouter les vastes territoires conquis par les armées américaines entre Eisenach et l'Elbe qui, je suppose, seront occupés par les Russes dans quelques semaines, lorsque vos troupes s'en retireront. [...] Et puis le rideau de fer descendra de nouveau, très bas, jusqu'au sol peut-être. » ◆

Winston Churchill, *Mémoires sur la 2^e Guerre mondiale*, tome VI, 1953.

4 Le Pacifique : l'autre guerre mondiale

■ Guerre et idéologie en Asie

Le Japon est en guerre contre la Chine depuis 1937, une guerre symbolisée notamment par les massacres de Nankin, qui débutent le 13 décembre 1937. L'armée impériale s'empare alors de Nankin, capitale de la république de Chine que le gouvernement Tchang Kai-chek et une partie de ses troupes ont évacuée. La somme des violences et massacres, viols, vols perpétrés à Nankin annonce une forme de guerre idéologique comparable à celle menée par les nazis, une politique de terreur étayée par le racisme et le nationalisme du shintô d'État nippon. De l'utilisation de prisonniers comme cobayes humains, à la prostitution imposée aux *ianfu*, les « femmes de réconfort » enlevées dans les pays vaincus, l'armée japonaise, en 1945, doit répondre de nombreuses accusations de crimes de guerre, et de crimes contre l'humanité.

Le sac de Nankin, et ses exactions, furent rapidement connus et témoignent des atrocités infligées par le Japon à la Chine. Mais le Japon s'est engagé dans un conflit bien plus risqué avec le raid de Pearl Harbor : dans un premier temps, les succès japonais s'enchaînent et l'expansion nippone culmine au mois d'août 1942. En 1938, le Premier ministre Konoe avait lancé l'idée d'un « ordre nouveau » nationaliste qui se concrétise en 1942 par la création d'un ministère de la Grande Asie orientale. Le Japon contrôle alors la Mandchourie et une partie de la Chine, l'Insulinde, la Birmanie, Singapour, les Carolines, les Marshall, les Philippines... autant de territoires jusque-là contrôlés par les vieilles puissances coloniales, comme le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas. Un empire colonial chasse l'autre en somme, mais un « empire » suppose une marine forte, l'un des points faibles du Japon (dont la flotte demeure trop limitée, et pauvre en porte-avions, arme de l'avenir). En outre, en s'attaquant aux États-Unis, le Japon s'attaque à une puissance navale et industrielle majeure. Bataille symbolique de ce conflit, la **bataille de Midway** (5/6 juin 1942) constitue, comme Stalingrad, un tournant à la fois stratégique et psychologique de la guerre, après une première victoire au printemps lors de la bataille de la mer de Corail (5/8 mai 1942). Face à la stratégie

LA SPHÈRE DE CO-PROSPÉRITÉ

◆ « Les quatre races du Japon, de la Chine, de la Corée et de la Mandchourie doivent participer à la prospérité commune au travers d'une division des responsabilités : aux Japonais la direction politique et l'industrie lourde, aux Chinois la main-d'œuvre et l'industrie légère, aux Coréens le riz ; et aux Mandchous, l'élevage. » ◆

Ishiwara Kanji, 1930, cité par J.-L. Margolin, *L'Armée de l'Empereur*, Armand Colin, 2007, p. 328.

MIDWAY

◆ La bataille de Midway, des 5/6 juin 1942, est un premier tournant dans la guerre et un revers de taille pour le Japon, qui y perd 4 porte-avions et 1 croiseur (quand l'amiral Nimitz, pour les États-Unis, ne perd qu'un porte-avions et un destroyer) ainsi que plusieurs milliers de marins. Ces pertes mettent un coup d'arrêt à l'expansion japonaise, et imposent à l'armée japonaise une stratégie défensive. ◆

**TABEAU COMPARATIF DES FLOTTES
JAPONAISE ET AMÉRICAINE**

Types de navires	Japon	États-Unis
Porte-avions (escadre, légers et escorte)	15	104
Cuirassés	2	8
Croiseurs (lourds et légers)	7	49
Destroyers	32	349
Sous-marins	111	203

Source : H.-P. Willmott, *La Guerre dans le Pacifique*, Autrement, 2001.

japonaise, obsolète, fondée sur l'usage des cuirassés, la stratégie américaine, qui privilégie l'aéronavale et le porte-avions, s'impose. Or l'industrie de guerre américaine s'avère bien plus productive que son équivalent nippon.

En outre, le discours impérialiste japonais, évoquant une « sphère de co-prospérité » avec les divers peuples « libérés » de la colonisation occidentale, se heurte à des mouvements de résistance, comme en Indochine (avec le Viet-Minh) ainsi qu'à des forces plus conséquentes, comme en Chine. Là, les communistes (menés par Mao Tsé-toung) et les nationalistes du Guomindang (commandés par Tchang Kaï-Chek) luttent en commun, soutenus par les Alliés. Le Royaume-Uni, en Birmanie, mais également l'Australie et la Nouvelle-Zélande participent à ce conflit. Toutefois, on soulignera que la responsabilité du front asiatique est systématiquement confiée à un Occidental, tel lord Mountbatten en juillet 1943. L'espace envahi reste, en partie, un espace colonial, or l'une des faiblesses du Japon est sans doute d'avoir sous-estimé la force du nationalisme asiatique.

■ La lente libération du Pacifique

Mais ce sont les États-Unis qui assument l'essentiel de la lutte contre le Japon – l'Europe demeurant l'objectif prioritaire – dans une stratégie de reconquête, île par île, conçue par l'amiral Nimitz : la tactique dite du « saut de mouton » qui permet à l'armée américaine, une fois débarquée, de pacifier l'île avant de la transformer en base d'attaque pour la suivante. La stratégie américaine se développe dans deux directions, dans un mouvement qui converge vers les Philippines : une force navale du Pacifique commandée par l'amiral Nimitz, une force navale du Pacifique Sud, commandée par l'amiral Hasley et enfin les forces du Pacifique Sud-Ouest, sous le commandement du général Mac Arthur. Après avoir pris les îles Marshall et Gilbert, les îles Salomon, ces forces font leur liaison dans les Philippines, avant de se lancer, en 1945, dans l'attaque de deux verrous, Okinawa (du 1^{er} avril au 30 juin) et Iwo Jima (du 19 février au 26 mars), dont la conquête, éprouvante, permet de frapper plus efficacement le territoire nippon. À partir de ces deux victoires, le territoire japonais subit des bombardements de plus en plus rudes, qui culminent avec le raid du 9 au 10 mars 1945 sur Tokyo, mais en dépit de ces succès, un assaut frontal demeure inenvisageable, du fait des pertes élevées qu'il entraînerait (à l'exemple d'Okinawa, où les combats, qui durèrent 82 jours, firent 7 000 morts chez les Américains, et 110 000 morts dans le camp japonais). Les États-Unis vont alors faire la démonstration d'une arme nouvelle, développée à Berkeley et expérimentée à Alamogordo : **la bombe atomique**. La première, lancée le 6 août 1945 sur la ville d'Hiroshima après que le Japon a rejeté la déclaration de Potsdam du 26 juillet (qui l'invitait à se rendre sans conditions, sous peine de « destruction totale » au moyen d'armes nouvelles) fait immédiatement 80 000 victimes, et si l'on compte les décès ultérieurs liés aux radiations, on atteint les 300 000 morts. Une opération rééditée le 9 août à Nagasaki. Entre-temps, l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon, le 9 août 1945 (selon la promesse faite lors de la conférence de Téhéran de novembre 1943), conclut une manœuvre exécutée pour obtenir un effondrement moral de la nation japonaise. La capitulation est annoncée le 15 août (mais les combats entre Soviétiques et Japonais durent jusqu'à la fin du mois) et l'armistice est finalement signé le 2 septembre 1945, à bord d'un cuirassé américain, entre le général Mac Arthur, le ministre des Affaires étrangères Mamoru et le chef d'état-major Yoshigiro. Il doit toutefois être

L'ARME ATOMIQUE

◆ C'est dès le 2 août 1939 que le physicien Albert Einstein attire l'attention du président Roosevelt sur les possibilités, civiles et militaires, offertes par l'énergie atomique, et sur le risque que l'Allemagne, qui commence à stocker l'uranium, ne travaille à se doter d'une telle arme. Roosevelt réagit immédiatement et lance, à partir de décembre 1941, le projet Manhattan, lequel va mobiliser 140 000 personnes, sous la houlette du général Groves et du physicien Robert J. Oppenheimer. En juillet 1945, 3 bombes sont prêtes et un premier essai a lieu le 16 juillet à Alamogordo. Toutefois, en dépit d'un ultimatum américain, le Japon ne cède pas à la menace nouvelle et subit les deux premiers bombardements atomiques de l'histoire, qui feront plus de 300 000 morts et sans doute autant de blessés. ◆

complété par une multitude de cessez-le feu, avec des garnisons isolées qui durent jusqu'au printemps 1946.

Conclusion

À plusieurs égards, la Seconde Guerre mondiale a concrétisé toutes les craintes nées de la première : victoire (temporaire) d'idéologies mortifères, massacres de masse perpétrés de manière industrielle, déshumanisation et triomphe d'une technologie de pointe destinée à la guerre, « brutalisation » des sociétés et, au final, négation du principe même du progrès humain. Mais cette guerre voit également couvrir, dans divers cercles (comme la Résistance) des valeurs humanistes qui, à terme, permettront la création de grands projets communs, comme la construction européenne, ou encore la reconnaissance internationale des droits de l'homme.

HIDEKI TÔJÔ (1884-1948)

Officier nationaliste, favorable à l'alliance avec l'Axe, le général Tôjô devient vice-ministre de l'Armée à partir de 1938, puis ministre de l'Armée en 1940, avant de succéder à Konoe comme Premier ministre en 1941 et ce jusqu'en juillet 1944. Assumant seul la responsabilité de la guerre pour épargner l'empereur Hirohito, Tôjô fut condamné à mort en 1948 par le tribunal militaire international de Tokyo.

Débats et enjeux

La guerre asiatique, une guerre oubliée et une mémoire contestée ?

On observe assez communément la Seconde Guerre mondiale depuis le prisme occidental : de l'Asie, du Pacifique, on ne retient que le conflit nippon-américain à partir de 1941 et la longue libération des territoires occupés par le Japon, jusqu'à l'explosion des deux bombes atomiques. C'est laisser de côté une guerre qui commence réellement en juillet 1937, qui s'impose sur une aire géographique à l'échelle d'un continent et concerne entre 370 et 440 millions d'habitants victimes de l'occupation nippone, avec en tout, près de 27 millions de morts (3 millions pour le Japon et 24 millions pour ses adversaires), sans compter les victimes de la famine en Chine, du fait des lendemains du conflit. En outre, ce conflit demeure, dans les relations interasiatiques, un problème majeur et récurrent, du fait notamment d'un révisionnisme nippon, qui, au début des années 1960, avait entrepris de légitimer la guerre en la resituant dans un long conflit avec l'Occi-

dent débuté au XIX^e siècle (les guerres de l'opium). De même, l'ampleur des atrocités commises par l'armée japonaise (prostitution et travail forcés, massacres...) a pu être minorée par une certaine droite nationaliste et révisionniste, au prétexte du contexte de guerre, et ce jusque dans des manuels scolaires récents (un manuel d'histoire nettement révisionniste a été publié en 2001 sous l'égide de la « Société japonaise pour la réforme des manuels d'Histoire », non sans provoquer scandales et débats). Il en est ressorti l'impression d'une société japonaise globalement aveugle aux réalités de la guerre, voire révisionniste... Il apparaît toutefois que depuis les années 1980, l'historiographie japonaise a fait justice de ces conceptions marquées par l'idéologie et que le Japon a su, en dépit de certains gestes mal perçus (comme les hommages rendus par des hommes d'État japonais au sanctuaire de Yasukuni, dédié aux soldats japo-

nais morts durant la guerre) reconnaître la réalité des crimes commis par l'armée au cours d'une « guerre d'agression injuste » (selon les mots du Premier ministre japonais Hosokawa Morihiro, petit-fils de Konoe, le 15 août 1993), une reconnaissance réitérée par les gouvernements successifs. Demeure la question de la mémoire de l'occupation japonaise dans les pays occupés, une mémoire complexe, parfois double (Taïwan) ou contradictoire, liée notamment aux relations internationales et à la guerre froide, pour des pays qui construiront leur sentiment national en partie sur ce souvenir (tels les cas, divergents, de la Corée et de l'Indonésie). La publication, depuis 2005, d'un manuel d'histoire commun au Japon, à la Chine et à la Corée, va toutefois dans le sens d'une pacification des débats. Un chantier important pour les historiens assurément.

Bibliographie

Ouvrages généraux, chronologies

- A. AGLAN, R. FRANK (dir.), *La guerre monde* (2 tomes), Gallimard, 2015.
- B. CABANES, E. HUSSON (dir.), *Les Sociétés entre guerres et paix*, Armand Colin, 2003.
- J.-L. DUFOUR, M. VAÏSSE, *La Guerre au xx^e siècle*, coll. « Carré Histoire », Hachette Supérieur 2003. Une synthèse large.
- Y. DURAND, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Complexe, 1997.
- M. FERRO, *Questions sur la Seconde Guerre mondiale*, Complexe, 2007.
- A. KASPI, *La Deuxième Guerre mondiale. Chronologie commentée*. Perrin, 1990.
- P. MASSON (dir.), *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale*, Larousse, 1979.
- P. MASSON, *Une guerre totale, stratégies, moyens, controverses*, Tallandier, 1990. Un ouvrage de référence qui pose nombre de questions essentielles.
- C. QUÉTEL, P. MASSON, C. PRIME, *Larousse de la Seconde Guerre mondiale*, Larousse, 2004.
- T. SNYDER, *Terres de sang*, Gallimard, 2012.

Épisodes clés

- A. BEEVOR, *Stalingrad*, de Fallois, 1999.
- A. BEEVOR, *La Chute de Berlin*, de Fallois, 2002.
- A. BEEVOR, *D-Day, le débarquement de Normandie*, Calmann-Lévy, 2009.
- S. FARMER, *Oradour, arrêt sur mémoire*, Perrin, 2007.
- J. FRIEDRICH, *L'Incendie, l'Allemagne sous les bombes*, de Fallois, 2004. Sur les bombardements et leur impact.
- F. GARCON, *La Guerre du Pacifique*, Casterman, 1997.
- J. KEEGAN, *Six armées en Normandie*, Albin Michel, 2004.
- I. KERSHAW, *La fin*, Seuil, 2013.
- C. LEVISSE-TOUZÉ (dir.), *La Campagne de 1940*, Tallandier, 2001.
- C. LEVISSE-TOUZÉ, *L'Afrique du Nord dans la guerre, 1939-1945*, Albin Michel, 1998.
- M. MAZOWER, *Dans la Grèce d'Hitler*, Les Belles Lettres, 2002.
- J.-C. NOTIN, *La Campagne d'Italie*, coll. « Tempus », Perrin, 2002. Une bonne synthèse, qui dépasse la seule dimension française.
- A. SIDOTI, *Le Montégénro et l'Italie durant la Seconde Guerre mondiale*, CNRS, 2004. Sur les Balkans, une région peu abordée par les historiens.
- P. SOUTY, *La Guerre du pacifique*, PUL, 1995. Une synthèse efficace.
- O. WIEVIORKA, *Histoire du débarquement en Normandie – Des origines à la libération de Paris 1941-1944*, Seuil, 2007.
- O. WIEVIORKA, *Histoire de la Résistance : 1940-1945*, Perrin, 2013.

Acteurs

- S. AMBROSE, *Eisenhower*, Flammarion, 1986.
- F. BEDARIDA, *Churchill*, Fayard, 1999.
- A. KASPI, *Franklin Roosevelt*, Fayard, 1988.
- F. KERSAUDY, *Lord Mountbatten*, Payot, 2006. Une biographie qui éclaire quelques épisodes de la guerre en Asie.
- F. KERSAUDY, *Hermann Goering*, Perrin, 2009.
- I. KERSHAW, *Hitler, némésis*, Gallimard.
- B. LEMAY, *Erich von Manstein*, Perrin, 2006. La biographie d'un des meilleurs stratèges d'Hitler.
- B. LEMAY, *Erwin Rommel*, Perrin, 2009.
- J.-J. MARIE, *Staline*, Fayard, 2003.
- E. ROUSSEL, *Charles de Gaulle*, Gallimard, 2002.

Mentalités et comportements

- A. AGLAN, *Le Temps de la résistance*, Acte Sud, 2008. Un ouvrage remarquable sur les conceptions et les valeurs de la résistance, française et européenne.
- O. BARTOV, *L'Armée d'Hitler*, Hachette Littératures, 1999. Une étude de terrain sur la guerre à l'Est et ses pratiques.
- P. FUSSELL, *À la guerre*, Seuil, 1992. À mi-chemin du témoignage et de l'étude scientifique, un ouvrage de référence consacré aux troupes anglo-saxonnes et à leurs mentalités.
- C. INGRAO, *Les Chasseurs noirs*, Perrin, 2006. Entre histoire et anthropologie, une plongée dans la mentalité des einsatzgruppen.
- C. INGRAO, *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Fayard, 2010.
- J.-L. LELEU, *La Waffen SS*, Perrin, 2007.
- J.-L. MARGOLIN, *L'Armée de l'Empereur*, Armand Colin, 2007. La guerre asiatique et sa mémoire du point de vue japonais, et ses pratiques de violence. Un ouvrage majeur sur ces questions.
- P. MASSON, *Histoire de l'armée allemande*, Perrin, 1998.

Romans et Souvenirs

- M. BLOCH, *L'Étrange Défaite*, Gallimard, 1999.
- C. DE GAULLE, *Mémoires*, Gallimard, 2000.
- J.G. GRAY, *Au combat*, Tallandier, 2012.
- V. GROSSMANN, *Carnets de guerre* (éd. présentée par A. Beevor), Calmann-Lévy, 2007.
- V. GROSSMANN, *Vie et destin*, Pocket, 2002.
- E. GUIBERT, *La Guerre d'Alan 1 à 3*, L'association, 2000. Les souvenirs de guerre d'un Américain, adaptés en BD.
- E. JUNGER, *Journal parisien*, Gallimard, 2008.
- N. MAILER, *Les Nus et les morts*, Albin Michel, 2007.
- C. MALAPARTE, *La Peau*, Gallimard, 1973.
- R. SAKOWSKA, *Archives clandestines du ghetto de Varsovie*, 2 tomes, Fayard, 2007.
- A. VON KAGENEK, *La Guerre à l'Est*, coll. « Tempus », Perrin, 2002.
- A. WERTH, *Leningrad 1943*, Tallandier, 2010.
- A. WERTH, *La Russie en guerre*, Tallandier, 2011.
- A. WERTH, *La bataille de Moscou 1941*, Tallandier, 2012.
- A. WERTH, *Stalingrad 1942*, Fayard, 2013.

Atlas

- J. KEEGAN, *Grand Atlas de la Seconde Guerre mondiale*, Larousse/The Times, 1990.
- C. MESSENGER, *La Seconde Guerre mondiale (Europe)*, (Atlas des guerres), Autrement, 1999.
- H.-P. WILLMOTT, *La Guerre du Pacifique* (Atlas des Guerres), Autrement, 2001.

La Seconde Guerre mondiale

II. La France dans la guerre

De 1940 à 1945, la France traverse une crise politique et morale, qui commence par une défaite et s'achève dans une quasi-guerre civile, sur fond de guerre mondiale, une période dont la mémoire demeure encore parfois difficile à assumer, un « passé qui ne passe pas » (H. Rousso). Vaincue, en partie occupée par l'armée allemande, la France connaît alors une profonde crise d'identité. En effet, la défaite a précipité la chute de la III^e République, et un nouveau régime, fondé sur la collaboration avec l'occupant, apparaît : l'État français, prônant une « révolution nationale », à même de réinsérer le pays dans le camp des hypothétiques vainqueurs, à savoir l'Axe. Dès lors, la place de la France dans la guerre paraît ambiguë : intégrée dans le dispositif allemand de guerre totale, elle est une cible à part entière pour les Alliés. Toutefois, l'existence d'une France « libre » et résistante, tant à l'intérieur du territoire qu'à Londres et bientôt Alger, réinsère politiquement la France dans le camp allié et les vainqueurs de l'après-guerre.

1 De la « drôle de guerre » à la « débâcle » : la France défaite

À la suite de l'invasion de la Pologne par les troupes allemandes, le 1^{er} septembre 1939, le gouvernement Daladier fait savoir au Reich, le 3 septembre, que la France « assumera ses obligations envers la Pologne » (selon les clauses du traité d'alliance de 1921) : à 17 h, ce jour, la France entre en guerre. Poussée par le Royaume-Uni, qui refuse un second Munich, la France a fait le choix de la guerre après avoir, dès le 2 septembre, commencé sa mobilisation générale. Toutefois, les souvenirs du conflit précédent demeurent, et l'enthousiasme n'est pas de mise : **un fort courant pacifiste**, incarné au plus haut de l'État par le ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet, espère toujours une négociation de dernière minute.

Comme en 1914, c'est la surprise, puis **la résignation**, qui caractérisent les réactions des Français : la mobilisation se fait sans heurts, mais sans slogans mobilisateurs comme celui de la revanche. Toutefois, la population garde confiance en l'armée qui a su vaincre en 1918 et qui se pense toujours « la première armée du monde ».

Les premiers temps du conflit sont, du reste, assez calmes : alors que la Pologne est rapidement écrasée par la *Blitzkrieg*, le front ouest reste tranquille, sans offensive d'un côté comme de l'autre (à l'exception d'une timide incursion en Sarre). On parle alors d'une « Drôle de guerre » (traduction – erronée – de la « *phoney war* » anglaise, devenue « *funny war* »). Cette stratégie, approuvée par le commandement interallié, se fonde sur la croyance en une guerre longue, répétition de celle de 1914, et qui doit privilégier la France et le Royaume-Uni, qui peuvent compter sur leurs ressources et leur empire. Le choix d'une stratégie défensive est symbolisé par la ligne Maginot, pensée depuis le début des années 1930. Certes, l'état-major français a également envisagé une stratégie périphérique, destinée à couper l'Allemagne de ses approvisionnements : c'est le sens de l'opération de Narvik ainsi que du maintien, en Syrie, d'une armée du Levant confiée au général

◀ VOIR CARTE C. P. 405 ▶

Voir le chapitre 10 pour l'opération Narvik.

Weygand, censée intervenir contre l'URSS, alliée objective de l'Allemagne nazie.

En l'occurrence, l'immobilisme du front Ouest, la « Drôle de guerre » qui s'étend de septembre 1939 à mai 1940, permet à l'Allemagne d'achever sa conquête en Pologne avant de se retourner contre la France.

■ Les Français dans la drôle de guerre

L'entrée en guerre entraîne immédiatement des mesures qui touchent la population civile : outre la mobilisation, qui provoque des tensions du fait des deux millions d'ouvriers « affectés spéciaux » dans l'industrie de guerre, on note, dès la fin de l'année 1939, un premier rationnement. La viande, le savon, le café, etc. sont rationnés, le marché noir renaît. Par ailleurs, le paiement des heures supplémentaires est suspendu, la durée légale du travail relevée et des impôts extraordinaires apparaissent, ce qui frappe durement le niveau de vie des Français. Du fait du Pacte germano-soviétique et de l'entrée de l'armée Rouge en Pologne, les communistes sont la première cible de la vindicte publique, tandis que le PCF affiche une ligne – inspirée par le Komintern – qui dénonce une guerre « impérialiste ». Inquiet, M. Thorez, premier secrétaire du parti, fuit à Moscou. La première victime de cette période est le chef du gouvernement, Daladier, lequel, accusé d'immobilisme (contre l'URSS dans la guerre de Finlande) démissionne (mais conserve le ministère de la Guerre) au profit de Paul Reynaud. Ce dernier réorganise son gouvernement alors que l'invasion allemande débute : le maréchal Pétain entre comme vice-président du Conseil (19 mai) et le colonel de Gaulle (promu général à titre provisoire) devient sous-secrétaire d'État à la guerre (5 juin).

■ La guerre, enfin ?

La drôle de guerre s'interrompt brutalement le 10 mai 1940, avec l'assaut allemand en Hollande et en Belgique : les Alliés, qui avaient anticipé ce risque, ont prévu une contre-attaque (plan Dyle pour la Belgique, plan Breda pour la Hollande) mais l'armée allemande les surprend en passant à travers le massif des Ardennes, réputé infranchissable. La percée, menée par von Manstein à la tête de divisions de Panzer, est une réussite : le 20 mai, les Allemands sont sur la Somme, et ils atteignent Boulogne le 22. Face aux chars allemands, l'infanterie française est rapidement dépassée, de même que l'armée belge, prise dans une nasse et qui capitule le 28 mai. Pour éviter le mouvement tournant allemand, Français et Anglais se replient sur Dunkerque, d'où l'on évacue 200 000 soldats anglais et 130 000 français. À la tête de l'armée de terre, le général Weygand succède au général Gamelin avec un projet de contre-offensive, sans résultat : le 5 juin, l'armée allemande reprend l'offensive et parvient, deux jours plus tard, à percer le front français sur la Somme. Le 12 juin, Weygand ordonne la retraite. C'est la débâcle : Rouen est prise le 9 juin, Paris – déclarée ville ouverte – le 14 juin, et dans un grand mouvement tournant, Guderian prend à revers les troupes de l'Est, autour de la ligne Maginot. La défense française, repliée sur la Loire, s'effondre après des combats sporadiques, alors que, le 16 juin, les Allemands passent la Loire en de nombreux points. Le 20 juin, Lyon tombe, et Bordeaux, où s'est replié le gouvernement depuis le 14 juin, est menacé.

COMPARAISON DES FORCES ALLEMANDES ET ALLIÉES (1940)

	Forces allemandes	Forces alliées
Divisions	114 (dont 10 divisions blindées)	94 françaises (dont 3 divisions blindées), 10 anglaises, 22 belges, 9 hollandaises
Chars	2 800	3 000
Bombardiers (et bombardiers en piqué)	1 562 (et 340 stukas)	242 (français et anglais) (et 416 bombardiers en piqué anglais)
Chasseurs	1 016	777 (français et anglais)

Source : H. Michel, *La Défaite de la France*, PUF, 1980.

Tandis que depuis le 11 juin, **l'Italie** – profitant de la situation – a également déclaré la guerre à la France.

C'est **une débâcle** d'autant plus terrible qu'elle jette sur les routes et dans les trains 6 à 8 millions de civils, fuyant l'avancée allemande, dans une confusion aggravée par le harcèlement de la Luftwaffe, les bombardements des villes et autres pillages inévitables. **L'exode**, qu'il faudrait comparer à celui de 1914 (mais qui ne concernait que les populations belges et de la France du Nord) touche les populations du nord de la Loire : les autorités légales (civiles et militaires) se délitent, chacun cherche à fuir dans un grand chaos général, et sans que la question de l'accueil et de l'hébergement des réfugiés n'ait été réglée. Et le gouvernement semble également désorienté : dès le 17 juin, Pétain appelle à cesser le combat... sans même être entré en contact avec l'ennemi.

La défaite paraît inévitable, et dès le 13 juin, un Conseil des ministres, présidé par Albert Lebrun – le président de la République – pose la question du repli possible dans les colonies, choix que le maréchal Pétain, qui se dit favorable à l'arrêt des combats, rejette. Paul Reynaud démissionne finalement le 16 juin, aussitôt remplacé par le maréchal Pétain, lequel sollicite, dès le 17 juin, un armistice. Très symboliquement, Hitler exige que cet armistice soit signé à Rethondes, dans le wagon (qui sera détruit dans la foulée) où les Allemands avaient signé le leur, en 1918. Sans guère de possibilités de négocier, les représentants français signent les conditions d'armistice le 22 juin – armistice qui ne prend toutefois effet que le 25, après l'établissement d'un armistice franco-italien (il s'agit d'une des conditions imposées par l'Allemagne, d'autant plus durement ressentie que l'Italie n'a remporté aucun succès dans sa courte guerre contre la France).

■ Les conditions de l'armistice

Cet armistice modifie tout d'abord largement la situation territoriale de la France : une partie de la France (la majeure partie : 300 000 km², 29 millions d'habitants) est occupée dans des limites fixées par les Allemands (et non négociables), alors même que certaines régions ne sont pas encore militairement conquises à la signature. De même, la zone d'occupation, indispensable pour la guerre contre l'Angleterre, n'est guère délimitée, et donc soumise au bon vouloir de l'occupant. Ces régions sont invitées à se soumettre et les autorités françaises à coopérer. Contrairement aux Pays-Bas, soumis à une administration civile, la France occupée est confiée à l'armée de terre (général Strelcius, puis les généraux, et cousins, Otto et Karl-Heinrich von Stülpnagel), qui installe des *Feldkommandantur* dans chaque chef-lieu.

Dès le 10 juillet, Léon Noël, l'un des signataires de la convention d'armistice, est nommé délégué général aux territoires occupés (il sera remplacé par le général de la Laurencie, puis F. De Brinon), tandis que le général Huntziger dirige la représentation française à la Commission d'armistice, installée à Wiesbaden et dépendant du Haut-Commandement allemand. La France est donc coupée en deux par **une ligne de démarcation** qui est « un mors » pour la France (Hitler). Les problèmes liés à cette ligne sont multiples : les Allemands en décident seuls l'ouverture ou la fermeture, voire la violation. On ne trouve guère mention de **l'Empire colonial** et des territoires sous mandats. La question demeure donc dans l'incertitude jusqu'au traité de paix.

Non seulement, la France est économiquement affaiblie, mais ses ressources vont être mises à l'épreuve tant par les frais d'occupation que par les prélèvements. Les délégués français pensaient qu'ils auraient à entretenir 400 000 soldats en moyenne, mais prétextant « les chiffres astronomiques » de 1919, l'Allemagne annonce des versements d'au

LES SERVICES D'OCCUPATION, REFLET DE L'ADMINISTRATION ALLEMANDE

◆ Outre les différents services de l'armée, chargés du gouvernement de la France occupée (à savoir le commandement de l'armée de terre – OKH – et l'état-major de Wiesbaden – OKW), interviennent également d'autres services. Les Affaires étrangères sont représentées par Otto Abetz, les services du ministère de la Propagande de Goebbels par la *Propagandastaffel*, placée à la tête des Instituts allemands. La Gestapo (*Geheimstaatzpolizei*) de Himmler entre bientôt (dès juin 1940) en concurrence avec la police militaire allemande, avant de prendre seule la responsabilité du maintien de l'ordre (1942). Enfin, l'exploitation économique de la France, dirigée depuis Wiesbaden par le service du plan de quatre ans, est parta-

moins 20 millions de reichsmark par jour à partir du 15 juin, avec un taux de change largement surévalué fixé à 20 FF pour 1 mark (soit 400 millions par jour et, au final, 630,5 milliards de francs en 1944) : la mesure permet à l'Allemagne de détenir une masse énorme de billets, propres à déstabiliser l'économie française en cas d'injection massive : autrement dit, une épée de Damoclès.

Le problème posé par un armistice est celui de la **puissance militaire** du vaincu : en l'occurrence, la France dispose encore d'un potentiel militaire important ; il s'agit pour l'Allemagne de décapiter cette puissance résiduelle. Aussi l'armée est-elle réduite (100 000 hommes... en théorie, mais plus de 550 000 hommes émargent au budget des armées en 1942 !), la flotte aérienne est démilitarisée et la flotte navale est épargnée (mais l'Allemagne dispose de quatre des principaux ports militaires français : Cherbourg, Rochefort, Brest, Toulon).

Pour l'ambassadeur britannique, sir Campbell, la flotte française est quasiment livrée à l'Allemagne, dont le respect des engagements est connu depuis 1938. Le gouvernement français a beau laisser entendre que l'amiral Darlan a prévu un plan de sabotage en cas de réquisition, Campbell se retire, jugeant l'Angleterre trahie. Le soir même, Charles de Gaulle fait son troisième appel au micro de la BBC, soutenu par Churchill qui a fait le pari de ce jeune général.

gée, à partir de 1942, entre les services des ministères de la Production (Speer) et de la Main-d'Œuvre (Sauckel). L'extrême diversité des missions, l'entrelacement des domaines de compétence (ce qui provoque nombre de querelles) et les points de vue parfois divergents sur la collaboration témoignent du fonctionnement parfois chaotique du pouvoir nazi. ♦

2 *L'Ordre nouveau : la France du maréchal Pétain*

À partir de l'armistice, le gouvernement Pétain doit évacuer Bordeaux (située en zone occupée) et gagne Vichy au 1^{er} juillet, avec l'idée que cette installation sera temporaire, la fin de la guerre devant rapidement intervenir. Vichy, capitale de la France ! Du fait de son infrastructure hôtelière, de la proximité de nombreux services repliés (Conseil d'État, Banque de France...), de l'absence de destructions, et de la proximité de la ligne de démarcation, la station thermale se transforme en une capitale improvisée, celle d'un régime nouveau. En effet, le vote, par le Parlement (avec 569 voix « pour » sur 649 parlementaires), le 10 juillet 1940, des pleins pouvoirs au maréchal Pétain pour établir une nouvelle constitution (l'affaire a été montée par Pierre Laval, vice-président du Conseil depuis le 22 juin), débouche dès le lendemain sur la naissance d'un nouveau régime, l'État français, dont les principes sont énoncés par Pétain le jour même : rupture avec l'Angleterre ; remède à « l'impuissance de l'État » (d'où le remplacement de la République par l'État français) ; restauration de « l'autorité des chefs » et de « la discipline des subordonnés » ; lutte contre le socialisme et le capitalisme internationaux en créant un « ordre nouveau » fondé sur le travail des Français ; réduction de la place de l'argent (qui « ne sera que le salaire de l'effort ») ; respect de la famille et de son « long passé d'honneur » ; éducation de la jeunesse « au grand air », etc.

C'est donc **la fin de la III^e République**, dans une atmosphère délétère : le 11 juillet, Pétain se proclame « chef de l'État français » et se dote, le 12, d'un « dauphin » en la personne de Laval. C'est le « principe du chef », traduction française des modèles allemand ou italien. Et chaque personnel de la fonction publique doit bientôt (1941) prêter serment de fidélité au chef de l'État. Il est vrai que Pétain jouit d'une popularité forgée depuis 1917 : réputé économe de la vie des soldats, il est l'un des artisans de la victoire de 1918, et se présente, en 1940, comme un « sauveur », qui fait « don de sa personne à la France ». Face à lui, la III^e République paraît bien déconsidérée. Aussi le chef de l'État français peut-il, dans l'immédiat, compter sur une population plutôt favorable,

DISCOURS DU MARÉCHAL PÉTAIN DU 25 JUIN 1940 (EXTRAIT)

♦ « Un ordre nouveau commence. [...] Ce n'est pas moi qui vous bernerai par des paroles trompeuses. Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal. La terre, elle, ne ment pas. Elle demeure votre recours. Elle est la patrie elle-même. [...] Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié. C'est à un redressement intellectuel et moral que, d'abord, je vous convie. Français, vous l'accomplirez et vous verrez, je vous le jure, une France neuve sortir de votre ferveur. » ♦

Source : P. Pétain, « *Discours aux Français* », Albin Michel, 1989, pp. 63-66.

un consensus travaillé par la propagande (presse, radio) qui forge bientôt un véritable « mythe Pétain ». Le régime reçoit également l'appui de l'Église catholique (non sans quelques réactions contre les lois antisémites) et des associations d'anciens combattants.

■ Le régime de Vichy vu en coupe

Dans les faits, si le pouvoir est largement confié à l'exécutif, il apparaît que celui-ci est divisé, entre le gouvernement (et ses ministres) et le cabinet personnel du chef de l'État (qui s'arroge le droit de traiter, autant que le gouvernement, des affaires d'État). Un système dualiste, centré autour du maréchal, et qui rassemble des hommes venus de tous les horizons, essentiellement de la droite (depuis la droite traditionnelle jusqu'aux ligues, royalistes et fascistes) mais également de la gauche (avec des radicaux comme Gaston Bergery, et des syndicalistes comme René Belin, secrétaire général adjoint de la CGT). Une figure originale apparaît également, celle des technocrates – issus des grands corps, en poste dans le secteur privé ou public – qui peuplent les cabinets (Lehideux, Pucheu, Baudoin). L'influence de ces grands commis, proches de la droite non-conformiste des années 1930, et qui ambitionnent de « dépasser le marxisme » est telle qu'on a accusé un hypothétique complot, la « Synarchie » de les avoir promus : en fait, ils sont le fruit de réseaux à la fois politiques et scolaires et profitent logiquement de l'effacement de l'ancienne classe politique. Enfin, Pétain sait s'entourer d'officiers, anxieux de redorer le blason de l'armée après la défaite, et non des moindres : l'amiral Darlan, le général Weygand...

Au final, **Vichy apparaît comme une cour** où réseaux et coteries s'affrontent : l'éviction et l'arrestation de Pierre Laval, le 13 décembre 1940, remplacé par Pierre Étienne Flandin (que les Allemands refusent de reconnaître), puis par l'amiral Darlan (le 10 février 1941), témoignent de l'instabilité du régime, arbitré par Pétain.

■ La révolution nationale en marche

Le régime annonce la mise en œuvre d'une révolution nationale, autour de slogans traditionalistes (« travail, famille, patrie », « la terre ne ment pas ») et d'un consensus, le « **maréchalisme** ». Pour Pétain, il s'agit, par le biais d'une idéologie plus conservatrice que révolutionnaire, d'opérer le « redressement intellectuel et moral » de la France après les erreurs du Front populaire. Surtout, le régime de Vichy développe un antimacronisme et un antisémitisme qui auront de lourdes conséquences.

Les cadres de ce redressement sont tout d'abord administratifs et économiques : il s'agit de renforcer le rôle de l'État, réorganisé en « provinces » sous l'administration d'un gouverneur, et en « régions » autour de nouvelles capitales. Le pouvoir, enlevé aux élus, va aux agents administratifs. Il s'agit également de reconstruire après la défaite de juin : si l'État prend en charge une partie du poids financier, il en régleme également les aspects, privant les municipalités de leur pouvoir de décision. Cette réorganisation administrative va de pair avec la réorganisation du travail : prônant le corporatisme chrétien (comme réponse au marxisme athée), le régime de Vichy entend dépasser la lutte des classes et réorganiser la société, en y associant l'Église catholique. Toutefois, la seule corporation à voir le jour sera la corporation paysanne (décembre 1940) et il faut attendre octobre 1941 pour que soit adoptée, non sans débats, une charte du travail censée transformer la vie de l'entreprise sur le mode corporatiste (mais la réalisation ne suivra guère). La réorganisation de l'entreprise ne

Voir *supra* p. 156.

LA RADIO EN FRANCE OCCUPÉE

◆ La Seconde Guerre mondiale éclaire le rôle majeur de la radio, comme instrument d'information et de propagande. En 1940, la France compte 5 millions de postes pour 41 millions d'habitants. Bientôt, la radio en zone occupée (Radio Paris) est contrôlée par la Propaganda Abteilung, tandis qu'en zone libre, le régime de Vichy prend le contrôle, le 5 juillet 1940, de la Radiodiffusion nationale, qui devient la chambre d'écho du maréchalisme. Les principaux discours et les déplacements du maréchal sont radiodiffusés. Le débarquement précipite la fin de Radio Paris (28 juin 1944), puis de Radio Vichy (26 août). ◆

concerne pas uniquement le domaine social : au plan de la production, la loi du 16 août 1940 instaure des Comités d'organisation qui doivent mettre en place une véritable planification industrielle, coordonnée avec un Office central de répartition des produits industriels (septembre 1940) qui gère la pénurie. Au plan gouvernemental, cette planification est présidée par la Délégation générale à l'économie nationale confiée à un technocrate, F. Lehideux. Toutes ces institutions, dont certaines feront école à la Libération, se heurtent toutefois aux réalités de l'heure – notamment à cause de la pénurie de matières premières – et sont généralement contraintes de revoir leurs projets. Pour mettre en œuvre ce programme, le régime de Vichy multiplie les textes législatifs, de manière un peu désordonnée et sans compter les obstacles : nombre de décisions se heurtent, dans les faits, aux administrés ou à l'occupant.

Le redressement est également social, autour d'initiatives variées à des fins d'encadrement. **La jeunesse** est visée en priorité : de 16 à 20 ans, elle se rassemble au sein des Compagnons de France, fondés en juillet 1940 par H. Dhavernas. À 20 ans, les jeunes (qui ne font plus de service militaire en raison des clauses de l'armistice) rejoignent les Chantiers de jeunesse, confiés au général de la Porte du Theil. Ces chantiers, officialisés en juillet 1941, deviennent finalement obligatoires pour tous les jeunes, conviés pour une période de huit mois à partir de janvier 1941. Les chefs de ces mouvements sont quant à eux formés au sein de l'école des cadres d'Uriage, fondée par Dunoyer de Segonzac, dont le maréchalisme demeure rétif à la collaboration.

La politique vichyssoise s'applique également, avec des variations fortes (en fonction des conditions spécifiques, de la personnalité du gouverneur ou encore de la proximité de l'ennemi...), dans **les colonies** : partagé entre une volonté de réforme et une politique réactionnaire, le régime de Vichy transpose son idéologie et ses haines « sous les tropiques ». Par ailleurs, la révolution nationale appliquée aux colonies autorise et légitime des pratiques de coercition qui vont durablement marquer les opinions locales.

■ La réalité : la vie quotidienne des Français

La défaite s'apparente déjà, pour 1,8 million de Français, à **l'expérience de la capture** et de l'emprisonnement. Un emprisonnement aggravé par la déportation, qui concerne 1 million de jeunes Français, de 30 ans en moyenne, qui vont manquer à leur famille comme à l'économie nationale. Ces prisonniers sont répartis selon leur grade (*oflags* pour les officiers, *stalags* pour les soldats et sous-officiers), et, pour les soldats, forcés à travailler au sein de *kommandos* de travail (en violation des lois internationales).

Pour les civils, la défaite prolonge également **le temps des restrictions** et du rationnement : rapidement, les pénuries affectent tous les aspects de la vie quotidienne, depuis la nourriture (la ration de pain passe entre 1940 et 1941 de 350 à 275 g/j, la ration de viande de 360 g/semaine à 120 g/semaine en 1943...), les vêtements, le carburant, etc. Les prélèvements opérés par les Allemands pèsent lourdement : près de 30 % de la production française. Tout passe par des tickets de rationnement, à moins de pouvoir contourner les rigueurs de la situation par le recours au marché noir. Si les campagnes peuvent sembler un peu plus favorisées en ce domaine, le problème du carburant demeure, qui rend le travail difficile. Enfin, en zone occupée, l'exploitation prédatrice de l'occupant, qui n'hésite pas à recourir à des rafles pour trouver de la main-d'œuvre, renforce le sentiment de défaite et d'abandon.

LE MARCHÉ NOIR À PARIS,
AVRIL/JUIN 1944

	Prix public (en francs)	Prix au marché noir (en francs)
1 litre de lait	4,60	12 à 30
1 kg de viande de bœuf	72	150 à 250
12 œufs	36	100 à 120
1 kg de pommes de terre	3 à 6	22 à 30

Source : E. Alary (dir.), *Les Français au quotidien 1939-1949*, Perrin, 2006.

Face à cette situation, l'attitude des Français est complexe et se résume mal dans la seule expression d'« attentisme » : entre ce qui peut passer pour un « accommodement » (P. Burrin) ou une « adaptation contrainte » (F. Marcot), et une inertie qui est déjà une manière de s'opposer, et de manifester une « pensée double » (P. Laborie), les Français manifestent une gamme complexe de sentiments et d'attitudes vis-à-vis de Vichy comme de l'occupant, allant de l'adhésion à l'opposition nette en passant par la « résistance passive » ou la « résistance civile » (J. Sémelin).

■ Vers la collaboration d'État

L'HISTOIRE JUGERA

◆ « C'est dans l'honneur, et pour maintenir l'unité française, une unité de 10 siècles, dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen, que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration. Ainsi, dans un avenir proche, pourrait être allégé le poids des souffrances de notre pays [...]. Cette politique est la mienne. Les ministres ne sont responsables que devant moi. C'est moi seul que l'histoire jugera. Je vous ai tenu jusqu'ici le langage d'un père ; je vous tiens aujourd'hui le langage du chef. » ◆

Maréchal Pétain, message du 30 octobre 1940.

Dans l'esprit des hommes de Vichy, la politique de redressement national s'inscrit dans le cadre d'une victoire allemande à terme, ce qui suppose de sortir des conditions de l'armistice et préparer la paix. On trouve aussi des partisans décidés d'une collaboration idéologique avec l'Allemagne nazie. Toutefois, la diplomatie américaine joue un léger rôle de contrepoids, et les contacts officiels et officieux avec les émissaires américains (comme Robert Murphy ou l'amiral Leahy) sont un frein, partiel. Plus largement, le régime de Vichy entend préserver les apparences de la souveraineté, garantir l'Empire colonial voire s'insérer dans « l'Europe nouvelle » dessinée par les nazis. Aussi les contacts se nouent-ils, notamment entre Laval et Otto Abetz, représentant les Affaires étrangères allemandes à Paris, dès juillet 1940. Quant au maréchal Pétain, il appelle, dès le 11 octobre, à une « politique toute nouvelle de collaboration » : l'appel est rapidement entendu et les 22 puis 24 octobre, Pétain rencontre Hitler et Ribbentrop, en présence de Laval, à Montoire. À cette occasion, la poignée de main échangée entre Pétain et Hitler symbolise la politique de collaboration dans laquelle la France de Vichy s'engage résolument (ce qu'annonce Pétain le 30 octobre).

Cette politique – qui trouve déjà son application dans la résistance victorieuse des armées de Vichy à la prise de Dakar par les troupes de la France libre, patronnées par l'Angleterre (23 septembre) – est la bienvenue pour l'Allemagne, à peu près assurée du calme sur le front ouest : après l'affaire de Mers el-Kébir (3 juillet 1940) qui a vu la flotte anglaise s'attaquer à la flotte française, l'anglophobie est de mise et les relations entre les deux anciens alliés sont plus que tendues. Ainsi, Hitler peut préparer la guerre à l'est, convaincu que tant Vichy que Franco (après l'entrevue d'Hendaye, le 23 octobre 1940) préserveront le *statu quo* occidental. En effet, pour Hitler, la France est un élément secondaire dans la guerre, qu'il faut à la fois exploiter efficacement (au service de l'effort de guerre allemand) et maintenir dans la sujétion (en s'appuyant notamment sur la politique de collaboration, qui économise d'autant les troupes d'occupation) et une « constante division interne » (en jouant des différentes factions).

Dans les faits, les débuts de cette politique de collaboration trahissent les attentes diverses, tant du côté allemand que vichyssois : le montant des frais d'occupation est maintenu, les prisonniers français ne sont pas libérés (mais au contraire transférés en Allemagne), les Français d'Alsace et de Moselle sont expulsés au nom de la germanisation de ces territoires... Certes, le système de la ligne de démarcation est assoupli et, dans une certaine mesure, l'économie est rationalisée, mais la collaboration n'amène pas l'égalité entre le vainqueur et le vaincu. La France, affaiblie, devance les attentes allemandes et cède à des exigences de plus en plus importantes, voire en violation du droit international (statut des prisonniers de guerre français).

■ Les protocoles de Paris

L'arrestation de Laval (immédiatement délivré par O. Abetz et emmené à Paris) a pu être présentée, *a posteriori*, comme un coup d'arrêt à la politique de Montoire. Mais l'amiral Darlan, qui succède finalement à Flandin le 10 février 1941, reste fidèle à la collaboration, comme le démontre la signature, le 28 mai 1941, des protocoles de Paris. Cet accord est le fruit d'une négociation entamée au printemps 1941 : les Allemands, souhaitant disposer de bases dans l'empire colonial français (en Syrie, pour soutenir l'Irak en révolution contre son mandataire britannique, ainsi qu'à Bizerte, pour aider l'Italie en Libye, et à Dakar, pour verrouiller l'Atlantique), acceptent les propositions du gouvernement Darlan, lequel cherche à assouplir les conditions d'armistice. La France obtient de la sorte le retour de certaines catégories de prisonniers, ainsi qu'un abaissement des frais d'occupation (à 300 millions de francs par jour). Mais la discussion en Conseil des ministres de l'accord aboutit au rejet, le 6 juin 1941, une décision qui tient plus des circonstances nouvelles (le débarquement anglo-gaulliste qui a débuté en Syrie, et qui s'achèvera le 14 juillet par la capitulation des troupes vichyssoises, ainsi que le désintérêt marqué de Hitler, en dépit des objurgations des diplomates allemands) que d'un sursaut anti-collaboration. Plus que jamais, Vichy n'est pas maître de ce jeu, soumis au bon vouloir des Allemands.

■ Le tournant de 1942

L'invasion de l'URSS et ses difficultés engagent l'Allemagne dans une « guerre totale » dont les nécessités visent tous les territoires occupés. La France est ainsi soumise à des exigences de main-d'œuvre et, consécutivement, afin de prévenir les réactions des populations, plus « sécurisée ». La Gestapo voit ses prérogatives augmentées au maintien de l'ordre et à la lutte contre la Résistance : en France, le général SS Oberg négocie avec R. Bousquet, secrétaire général de la police de Vichy, un accord de coopération, étendu, à partir de 1943, dans la zone sud.

Le retour de Pierre Laval à la tête du gouvernement, discrètement négocié avec Pétain en mars 1942, avant d'être annoncé le 16 avril, traduit ce changement de situation : les tenants de la révolution nationale, quoique toujours présents (à commencer par le dauphin désigné de Pétain, Darlan), cèdent discrètement le pas devant les hommes de Laval, qui installe son pouvoir.

Ce dernier doit en effet répondre aux exigences croissantes de l'Allemagne, à commencer par l'envoi de main-d'œuvre, tant en Allemagne que pour les sites français de l'organisation Todt ou de la Luftwaffe : en mai 1942, Berlin exige l'acheminement de 250 000 travailleurs français en Allemagne, aussi Laval négocie-t-il, sur la base d'un projet ancien, le principe de la Relève (l'échange d'un prisonnier français par trois travailleurs volontaires), signé le 16 juin 1942. Le succès de cette mesure étant plus que mitigé, le gouvernement Laval crée, le 4 septembre 1942, le **Service du travail obligatoire**, qui concerne hommes et femmes, un « volontariat forcé » fondé sur un recensement, et assimilé, dans l'opinion, à une déportation. Le 17 février 1943, une nouvelle loi du STO mobilise les classes 1940 à 1942 pour les envoyer en Allemagne, déclenchant un vaste mouvement de réfractaires.

■ Le collaborationnisme

À côté de la collaboration d'État, on trouve, en zone occupée, un ensemble de partis autorisés (par l'occupant, mais interdits dans la

LE COLLABORATIONNISME AU POUVOIR

◆ « [...] De cette guerre surgira inévitablement une nouvelle Europe. On parle souvent d'Europe, c'est un mot auquel, en France, on n'est pas encore très habitué. On aime son pays parce qu'on aime son village. Pour moi, Français, je voudrais que demain nous puissions aimer une Europe dans laquelle la France aura une place qui sera digne d'elle. Pour construire cette Europe, l'Allemagne est en train de livrer des combats gigantesques. Elle doit, avec d'autres, consentir à d'immenses sacrifices. Et elle ne ménage pas le sang de sa jeunesse. Pour la jeter dans la bataille, elle va la chercher dans les usines et aux champs. Je souhaite la victoire de l'Allemagne, parce que, sans elle, le bolchevisme, demain, s'installerait partout [...]. » ◆

P. Laval, discours du 22 juin 1942.

LA FRANCE DANS L'EFFORT DE GUERRE ALLEMAND

Pourcentage de la production française destinée à l'Allemagne	1942	1944
automobile	68 %	77 %
caoutchouc	55 %	65 %
aéronautique	57 %	100 %

Source : A. Sauvy, *La Vie économique des Français 1939-1945*, Flammarion, 1978.

zone libre) prônant une collaboration idéologique complète, disposant de toutes les facilités pour cela. **Trois partis s'imposent**, qui se livrent une concurrence attisée par l'occupant :

- le Parti populaire français est un parti né avant guerre, sous la houlette d'un ancien député communiste, maire de Saint-Denis, Jacques Doriot, qui le définit comme un parti de masse (il aura, selon Vichy, 20 000 adhérents en 1944). De ce fait, il n'est pas gêné par l'interdiction en zone libre et dispose de bastions (comme à Marseille). En rivalité avec M. Déat, J. Doriot se tourne peu à peu vers la SS et mourra sous l'uniforme de la LVF, en 1945 ;

- le Rassemblement national populaire, créé en février 1941 par un ex-socialiste, Marcel Déat, et soutenu par Abetz, publie un journal, *L'Œuvre*. Selon les services de Vichy, il dispose de 12 000 adhérents en 1944 ;

- le Francisme de Marcel Bucard, mouvement fondé avant la guerre sur le modèle fasciste (et subventionné par Mussolini). Vichy estimait à 8 000 le nombre de ses adhérents en 1944.

Outre ces partis, le collaborationnisme passe par les médias contrôlés par la propagande allemande (la presse, avec *Le Matin*, *Le Petit Parisien*, *Je suis partout*, *le Pili*... ; la radio, avec Radio Paris) et des organisations paramilitaires, comme la Légion française des combattants (créée en août 1940), et surtout la Légion des volontaires français contre le bolchevisme, fondée au lendemain de l'invasion de l'URSS par les différents partis collaborationnistes. Mais considérée avec défiance, tant par l'armée allemande que par le régime de Vichy (qui ne l'encourage que de la parole), cette initiative demeure très limitée. Les plus motivés se tourneront finalement vers la Waffen-SS qui, les difficultés aidant, recrute peu à peu des Français. Ce sont là les manifestations les plus lourdes du collaborationnisme, mais la collaboration passe également, plus discrètement, par une complaisance affichée, voire une participation économique, culturelle (Brassillach, Céline, Drieu la Rochelle...) ou industrielle (Renault, Berliet pour les cas les plus connus) à l'effort de guerre allemand.

■ Vichy et ses « boucs émissaires »

Passée une période de relatif consensus, les difficultés liguient peu à peu l'opinion publique contre le régime de Vichy. Dans un premier temps, le régime se cherche des « responsables » de la défaite, véritables boucs émissaires pour une population et un pays traumatisés. Le procès de Riom témoigne de cette politique.

Plusieurs catégories de la population sont alors visées par un arsenal juridique répressif, qui puise son inspiration dans l'idéologie pétainiste : **les communistes, les juifs, les francs-maçons et les étrangers en général sont les cibles désignées.**

Entamée dès 1939, la répression anti-communiste s'accroît avec le régime de Vichy : arrestations, internement et politique d'otages. Après un temps de flottement (qui voit des représentants communistes faire des démarches tant auprès des autorités françaises que de l'occupant pour la réparation de *L'Humanité*), le PCF se reforme clandestinement et multiplie les actions de propagande, dénonçant la collaboration et tentant de justifier la position soviétique. C'est finalement en mai 1941 que le Front national de lutte pour l'indépendance de la France, premier mouvement de résistance communiste, est fondé, qui va peu à peu se pourvoir d'une structure nationale de plus en plus efficace. La communauté juive est également prise à partie : outre les juifs étrangers, immigrés et qui firent l'objet d'une dénaturalisation, les juifs français sont bientôt les victimes d'un statut spécifique (lois du

LE PROCÈS DE RIOM

(19 FÉVRIER-14 AVRIL 1942)

◆ Le cas des dirigeants du Front populaire, « jugés » par la Cour suprême de justice fondée en 1940 et réunie à Riom, est emblématique des méthodes du régime. Rendus responsables de la défaite, Léon Blum, Edouard Daladier, Paul Reynaud, Georges Mandel, Maurice Gamelin... sont, à divers titres, jugés par un tribunal qui leur sert bientôt de tribune. En effet, Blum et Daladier, par une défense habile, parviennent à retourner la situation en démontrant l'iniquité du procès et les responsabilités flagrantes de leurs juges (à commencer par Pétain). Exaspéré, Hitler exige l'arrêt du procès, dont les accusés lui seront livrés. ◆

30 octobre 1940 et du 2 juin 1941), et dotés d'une administration propre à partir de mars 1941, le Commissariat général aux questions juives (X. Vallat puis F. Darquier de Pellepoix à partir de 1942), qui s'occupa notamment de « l'aryanisation » (c'est-à-dire l'expropriation) des biens juifs. En parallèle, la communauté juive avait été amenée à fonder une Union générale des Israélites de France (avril 1941) qui devait servir d'interlocuteur. Signalons qu'en zone occupée, les Allemands expulsèrent plusieurs milliers de juifs vers la zone libre, et mirent en place dès 1940 une vaste politique d'aryanisation et d'amende (pour un total d'un milliard de francs en 1941). À partir du printemps 1942, et de la mise en place de la « Solution finale » lors de la conférence de Wannsee, l'occupant passe à une logique de rafle/internement/déportation (en requérant l'assistance de la police et des douanes françaises) qui voit l'ouverture de camps (Pithiviers, Drancy...), véritables plaques tournantes vers le système concentrationnaire et exterminateur. En particulier, la rafle du Vél d'Hiv (16 et 17 juillet 1942) assujettit près de 13 000 hommes, femmes et enfants, arrêtés par la police française sur la base d'un recensement établi depuis 1940. On estime au final à 75 000 le nombre de juifs déportés de France, dont un tiers de citoyens français : sur l'ensemble, seuls 3 % survécurent.

La politique anti-maçonique se met en place dès août 1940 : loi sur la dissolution des loges, loi interdisant les sociétés secrètes, propagande anti-maçonique. Le 11 juillet 1941, un serment de non-appartenance est exigé des fonctionnaires, au risque de la révocation.

Les étrangers, en particulier les nomades et gens du voyage, sont également la cible d'un arsenal juridique important, d'autant plus que la France, vieille terre d'immigration, avait vu arriver dans les années d'avant-guerre près de 400 000 réfugiés espagnols, ou encore plus de 15 000 citoyens allemands ou autrichiens fuyant l'hitlérisme. Placés dès 1938 dans des « camps de concentration », ces derniers furent parfois livrés à l'occupant et conduits alors vers le système concentrationnaire nazi. Plus largement, Vichy, par la loi du 21 juillet 1940, entreprit la révision de toutes les procédures de naturalisation depuis 1927.

LA RESPONSABILITÉ FRANÇAISE

◆ « Il est, dans la vie d'une nation, des moments qui blessent la mémoire et l'idée que l'on se fait de son pays. [...] Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français. Il y a 53 ans, le 16 juillet 1942, 4 500 policiers et gendarmes français, sous l'autorité de leurs chefs, répondaient aux exigences des nazis. [...] La France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable. Manquant à sa parole, elle livrait ses protégés à leurs bourreaux. » ◆

J. Chirac, discours du 16 juillet 1995 commémorant le 50^e anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv.

3 La France libre et la France résistante

■ La résistance

Dès l'invasion allemande, des actes de résistance isolés (depuis l'affichage anonyme jusqu'à l'attentat, en passant par le sabotage) sont attestés, s'exposant à une répression impitoyable.

Cette répression est menée par l'occupant, mais également par Vichy, qui fonde pour cela des brigades spéciales de police et des sections spéciales de justice. À partir de février 1942, la traque des résistants reçoit l'appui, officieux, d'un mouvement collaborationniste issu de la Légion française des combattants, le Service d'ordre légionnaire (qui se transformera en Milice en février 1943).

Les premières initiatives collectives apparaissent plus tardivement, tant en zone nord que sud. Le réseau du musée de l'Homme est l'un des premiers, bientôt suivi par des organisations constituées autour d'un journal, et qui visent une influence régionale voire nationale. 1941 voit apparaître en zone sud Libération, Francs-Tireurs, Combat, Défense de la France... autour de réseaux émanant de groupes politiques ou sociaux. Le Parti communiste, clandestin, forme le premier réseau à l'assise nationale, le Front national. Les activités de ces réseaux sont

LES GRANDS MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE DU CNR

Mouvements de résistance	Date de création
Combat (et sa filiale en zone Nord, Ceux de la résistance)	Août 1940
Ceux de la libération	Novembre 1940
Organisation civile et militaire	Décembre 1940
Francs-Tireurs	1941
Front national (organe politique des Francs-tireurs et partisans français)	15 mai 1941
Libération Nord	À partir d'un journal clandestin fondé en décembre 1940, devient un mouvement en novembre 1941
Libération Sud	1941

Source : Y. Durand, *La France de la Seconde Guerre mondiale*, A. Colin, 2001.

multiples, depuis la propagande et la presse clandestine, la mise en place de filières d'évasion, de passage de la ligne de démarcation, jusqu'au renseignement opérationnel et aux attentats, pour le compte de la France libre ou des Alliés en zone occupée (réseaux américains du colonel Buckmaster, réseau anglais du *Special Operations Executives*, FTP communistes).

L'instauration du STO, à partir de 1942, rassemble tous les mouvements dans un appel commun à la lutte et va bientôt alimenter les maquis en volontaires fuyant la réquisition, à partir de 1943. Mais c'est en octobre 1942, grâce au travail de Jean Moulin, envoyé par de Gaulle en janvier, que trois des principaux mouvements de zone sud (Combat, Libération, Francs-Tireurs) fusionnent dans les Mouvements unis de résistance. Cette structuration semble préluder à une intensification de l'action directe fin 1942.

Malgré ce premier succès, Jean Moulin se heurte toutefois à des difficultés quant à l'intégration de la résistance communiste (les FTP), qui, si elle semble indiscutable en raison des effectifs et de l'efficacité reconnue, inquiète les autres formations de la Résistance et pose la question de la place des partis dans celle-ci. Dès janvier 1943, des représentants des différentes partis, à l'exemple de F. Grenier (PCF), arrivent à Londres : D. Mayer (SFIO) et H. Queuille (Parti Radical). La création du **Conseil national de la résistance**, le 27 mai 1943, à la fois un organe représentatif et un organe de décision (doté d'un Comité général d'études, pour préparer l'après-guerre) sous l'autorité du chef de la France libre, confirme cet engagement résistant en faveur de la démocratie. Placé à la tête du CNR, J. Moulin est arrêté en juin 1943, puis torturé et assassiné : il est alors remplacé par Georges Bidault, démocrate-chrétien.

■ De la France libre à la France combattante

Autour du général de Gaulle, parti de Bordeaux à la veille de l'armistice, s'est bientôt agrégée une communauté française (de 7 000 hommes à l'été 1940 à 55 000 en 1943, au moment de la fusion avec l'armée d'Afrique) qui entend continuer le combat aux côtés des Anglais, en se servant de l'Empire colonial. L'acte de naissance « officiel » de cette France libre est sans doute le célèbre appel du 18 juin 1940. Reconnu « chef de tous les Français libres » dès le 28 juin, de Gaulle – réputé proche de la droite conservatrice – doit toutefois lutter pour conserver une légitimité et renforcer une souveraineté qui demeurent fragiles, en dépit du soutien de Churchill. La reconnaissance par l'URSS à partir d'août 1941 va dans ce sens.

Il s'agit pourtant de rallier **les territoires coloniaux** à la France libre : le Tchad, et son gouverneur F. Eboué, se rallie dès août 1940, suivi par le Cameroun et le Congo, avant la Nouvelle-Calédonie, Tahiti... De Gaulle a d'ailleurs institué dès le 27 octobre 1940 un Conseil de l'Empire en charge de l'administration des colonies ralliées. Les Français libres se heurtent toutefois aux troupes de Vichy : à Dakar, en Syrie. Certes, la France libre ne compte au début que quelques milliers d'hommes et deux groupes de chasse aérienne : si quelques chefs s'illustrent d'embellée (Leclerc lors de la prise de Koufra, en mars 1941), la structure se met en place progressivement, avec la fondation, le 24 septembre 1941, du **Conseil national de la France libre**, embryon de gouvernement (avec ses diverses attributions) présidé par de Gaulle.

GÉNÉRAL DE GAULLE,

APPEL DU 18 JUIN 1940

RADIODIFFUSÉ À LA BBC (EXTRAIT)

♦ « [...] Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire. Car la France n'est pas seule ! [...] Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. [...] Le destin du monde est là.

Mais c'est surtout le développement des rapports avec la Résistance intérieure, qui envoie ses représentants discuter avec le chef de la France libre, qui renforce son autorité. La mission confiée à Jean Moulin, au 1^{er} janvier 1942, de fédérer les mouvements de résistance sous la houlette de la France libre, relève de cette ambition. Par ailleurs, faisant acte de républicanisme dans un discours du 24 juin 1942, de Gaulle sait rassurer les résistants de gauche (majoritaires).

En juillet 1942, la France libre, devenue la France combattante pour marquer l'adhésion des groupements de résistance, entend fédérer les efforts au sein du Bureau central de renseignement et d'action, sous les ordres du colonel Passy (Dewavrin). Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, la France résistante s'organise et s'impose : la présence française sur les champs de bataille, notamment en Afrique (Bir Hakeim, du 26 mai au 11 juin 1942), le rôle croissant des mouvements de résistance, tout concourt à une reconnaissance de la légitimité de l'action du général de Gaulle.

■ L'Afrique du Nord

Le lancement, le 8 novembre 1942, de l'**opération Torch** – débarquement allié en Afrique du Nord – bouleverse le cours du conflit, mais également la situation des Français, libres et occupés. Dès leur arrivée, les troupes alliées se heurtent à une résistance vichyste, rapidement interrompue par un cessez-le-feu négocié le jour même entre le général américain Clark et l'amiral Darlan, présent par hasard à Alger. La réaction allemande à cet accord est quasi immédiate : le 11 novembre 1942, l'opération *Anton* voit l'armée allemande, sous le prétexte de protéger les côtes françaises, envahir la zone sud.

La réaction de Vichy va dans le sens de la collaboration : tandis que Pétain enjoint aux troupes d'Afrique du Nord de résister à l'avancée des Alliés, et ne proteste que légèrement contre l'invasion allemande, Laval, nanti de pouvoirs extraordinaires, part négocier avec Hitler l'avenir de la collaboration. Seule la flotte française, basée à Toulon, sauve l'honneur en se sabordant pour éviter la capture par les Allemands. L'Algérie étant un département français, la **reconquête** a donc commencé, mais de Gaulle a été tenu à l'écart du projet, et Darlan, à Alger, semble prendre la responsabilité du territoire libéré. Son assassinat, le 24 décembre 1942, pourrait libérer cette hypothèque, mais de Gaulle se retrouve face à un rival soutenu par les États-Unis, le général Giraud. Ce dernier, évadé en avril 1942 de la forteresse de Koenigstein, et présent à Alger depuis le 9 novembre, est l'interlocuteur voulu par les Américains, qui en font un haut-commissaire civil et militaire dès le 26 décembre. Maréchaliste convaincu, attaché aux « réformes » de Vichy, il sait rallier les autres chefs vichystes et est placé ainsi à la tête des troupes de Vichy en Afrique du Nord. Toutefois, la tension, manifeste, entre l'armée d'Afrique et les troupes de la France combattante du général Leclerc, acquises à de Gaulle, révèle les limites du coup américain. Pendant ce temps, de Gaulle, bloqué à Londres, développe, dans une série de discours, les enjeux de ce « duel » quant à la place de la France dans sa libération. La question est évoquée une première fois par Churchill et Roosevelt en janvier 1943 à Anfa (Maroc) : invités à un compromis, les deux généraux se rencontrent en présence des Alliés le 17 janvier, sans succès. De Gaulle, rentré à Londres, nomme le général Catroux comme représentant à Alger, tandis que Roosevelt envoie Jean Monnet – expert des relations franco-américaines – pour seconder Giraud. Une nouvelle rencontre, « entre Français » a lieu le 3 juin 1943 : à cette occasion est fondé le **Comité français de libération**

Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique, ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes, ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi. Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. » ♦

nationale, sous la double direction Giraud-de Gaulle. Reconnu par les Alliés dès le 3 août, cet organisme marque la prééminence politique de de Gaulle, plébiscité par la résistance intérieure coordonnée par J. Moulin. Du reste, Giraud, après une mission militaire aux États-Unis, renonce le 8 novembre à toute responsabilité politique et se cantonne à l'opérationnel, qu'il abandonnera aussi en avril 1944.

4 Vers la Libération

■ Vers l'effondrement du régime de Vichy

Tandis que l'Axe accumule les revers à partir de 1943, le régime de Vichy s'enfonce dans la logique de collaboration, processus marqué par l'arrivée, en janvier 1944, de collaborationnistes « durs » au gouvernement, comme Philippe Henriot, promu secrétaire d'État à l'information, Joseph Darnand, nommé secrétaire général au maintien de l'ordre ou encore M. Déat, ministre du Travail. **La Milice** est alors officiellement intégrée à l'appareil répressif (jusque dans le corps préfectoral) et collabore, aux côtés des troupes allemandes, à la lutte contre les maquis qualifiés de « terroristes ». La destruction du maquis des Glières, en Haute-Savoie, résulte de cette collaboration. Les exactions se multiplient, couvertes par le gouvernement Laval, qui a parfois du mal à contrôler ses propres troupes. Ainsi, les assassinats, par des miliciens, de Jean Zay et Georges Mandel révèlent un régime en pleine déliquescence. Dans l'illusion d'un accord entre Allemands et Alliés contre l'URSS, Pétain et Laval rêvent d'une solution de compromis et persistent dans la collaboration d'État.

Les débarquements des Alliés poussent Laval et Pétain à d'ultimes tractations pour sauver leur situation, proposant à Herriot (dernier président de la Chambre des députés) et de Gaulle de leur rendre les pouvoirs, effaçant par là les années de collaboration. Mais ils sont bientôt enlevés par la SS, qui les mène d'abord à Belfort, puis à **Sigmaringen**, où se retrouvent les principaux collaborateurs, s'agitant dans une délégation gouvernementale fantôme et appelant la France à la résistance. Les Français, peu à peu, se tournent vers la Résistance, passant de l'attentisme au soutien, plus ou moins engagé. Nombre de résistants de la veille sauront, une fois la libération acquise, faire fructifier cet engagement.

■ La Résistance et les enjeux de l'unité

Le débarquement allié en Afrique du Nord est un premier indice d'une libération prochaine (ou du moins possible) du territoire national. La première étape passe par **la Corse** où le Front national (communiste), armé par le général Giraud, appelle à l'insurrection le 9 septembre 1943. Peu motivées, les troupes italiennes laissent faire tandis que les Allemands se replient. La libération de Bastia, le 24 septembre, conclut cette opération, qui voit le Front national mettre en place des Comités populaires pour remplacer l'administration de Vichy. La Corse est donc le premier territoire à se libérer de manière autonome, non sans inquiéter tous ceux qui craignent un poids accru des communistes dans la France libérée.

Pourtant, à Alger, la formation d'une Assemblée consultative, composée de représentants des différents partis, et qui se réunit à partir du 3 novembre 1943, conforte le caractère démocratique de la Résistance. Il s'agit en effet non seulement de libérer le territoire, mais

◀ VOIR CARTE C P. 406 ▶

LA GUERRE DES ONDES

◆ L'épopée de la Résistance commence avec l'appel du 18 juin 1940. La BBC ouvre son antenne aux Français libres et dès le 14 juillet 1940, l'émission « Les Français parlent aux Français » incarne cet esprit de résistance. À partir de 1941, la radio est employée pour faire passer des mots d'ordre pour des manifestations résistantes, avant, en 1942, de servir à coordonner l'action des groupes résistants et à rallier les attentistes. En parallèle, la France libre dispose de sa propre radio (Radio Brazzaville) depuis 1940, bientôt relayé par les radios alliées (Radio Moscou, la Voix de l'Amérique, etc.). Un sondage clandestin, du printemps 1944, estime que 70 % des Français écoutent la BBC. Le 20 août 1944, enfin, la Radiodiffusion de la nation française marque le début d'une radio libérée. ◆

également de préparer l'après-guerre. C'est le rôle du CFLN qui, dans une ordonnance du 20 avril 1944, prévoit l'organisation des pouvoirs publics à la Libération (avec, en premier lieu, la nullification des tous les actes émanant de Vichy). La transformation, le 3 juin 1944, du CFLN en **Gouvernement provisoire de la République française** est un pas de plus. Et le GPRF dispose, à cet égard d'une force armée conséquente (500 000 hommes, partagés entre le front italien et le futur front de Normandie, soit 12 % des effectifs alliés en Europe), qui saura jouer sa partition dans la libération de l'Europe, et jusqu'à la prise de Berchtesgaden, le « nid d'aigle » d'Hitler.

La résistance intérieure – organisée depuis Alger en **Forces françaises de l'intérieur** (février 1944) et placée sous le commandement du général Koenig – est également intégrée à cet appareil d'État futur, structuré autour de délégués, civils (sous l'autorité d'Alexandre Parodi) et militaires (sous l'autorité de Jacques Chaban-Delmas), afin de se substituer rapidement aux autorités de Vichy.

Mais parallèlement, les réseaux s'organisent de leur côté : le CNR, après avoir adopté le 15 mars 1944 un programme commun en vue de la libération, s'est pourvu d'un état-major, le Comité d'action militaire, qui, dans une certaine mesure, entre en concurrence avec Alger. Si, dans l'immédiat, l'urgence est à la victoire, des problèmes risquent de se poser par la suite.

■ De la Normandie à Strasbourg : la libération en marche

Les débarquements conjoints, en Normandie (le 6 juin) puis en Provence (le 15 août), des Alliés annoncent la libération du continent européen, mais ils posent également la question de l'avenir immédiat des territoires libérés. De Gaulle, qui a bien saisi l'enjeu, parvient en Normandie dès le 14 juin, et installe à Bayeux un commissaire de la République, ce qui revient à confier à des Français (et non aux Alliés) l'administration des territoires libérés. La France retrouve peu à peu sa place parmi les vainqueurs, et fera partie des puissances occupantes de l'Allemagne vaincue.

De fait, **la résistance intérieure joue son rôle** dans la libération du territoire : une fois le débarquement annoncé, les réseaux de résistants, appliquant des plans élaborés en liaison avec la France libre, lancent une vaste opération de sabotage, visant les réseaux de communication et d'électricité. L'objectif est de paralyser, ou du moins de retarder les renforts allemands, et affaiblir psychologiquement l'adversaire. Enfin, lorsque la situation le permet, les maquis passent à l'attaque pour libérer par eux-mêmes les villes, se saisir des collaborateurs – c'est le début d'une épuration « sauvage » – et mettre en place une administration provisoire, les Comités départementaux de libération. Signalons que ces opérations, pour efficaces qu'elles furent, n'allèrent pas sans de violentes représailles allemandes, au point d'inquiéter les autorités de la France combattante : le cas d'Oradour-sur-Glane, où la division *Das reich* (qui remontait péniblement de Toulouse vers la Normandie) fit, le 10 juin 1944, plus de 600 victimes, est l'un des exemples les plus dramatiques.

Le débarquement de Normandie est donc une réussite : rapidement, la Bretagne est libérée (à l'exception des poches stratégiques de Lorient et Saint-Nazaire) et les troupes alliées remontent vers la Loire. Le second débarquement de Provence est également efficace : dès le 28 août, Marseille est délivrée, puis Lyon le 3 septembre. Ainsi, le mouvement en tenaille favorise la progression alliée (les deux armées se rejoignent le 12 septembre à Dijon) et imposent aux Allemands le

LE D-DAY, QUELQUES STATISTIQUES

◆ À la veille du 6 juin, 3 millions de soldats sont rassemblés en Angleterre, au sein de 39 divisions (dont une française). Ils disposent de 11 600 avions et de 7 000 navires. Le débarquement, prévu sur 5 plages (Utah, Omaha, Gold, Juno et Sword) commence à l'aube, mais des unités aéroportées sont intervenues dans la nuit. En tout, 170 000 hommes débarquent ce 6 juin 1944, confrontés à une défense allemande acharnée. Durant la bataille de Normandie, l'Allemagne compte 60 000 morts, 140 000 blessés et 210 000 prisonniers, quand les Alliés perdent 41 000 morts, 16 000 « disparus » et recensent 200 000 blessés. ◆

repli vers l'est (ou la capture, comme la colonne Elster, stoppée près de Bordeaux par les FFI), ce qui permet également aux régions situées entre les deux offensives alliées de se libérer largement par elles-mêmes (Massif central, Sud-Ouest...), non sans combats entre FFI et occupants.

■ Paris libéré

Paris est bien évidemment un objectif majeur tant pour les combattants (et notamment l'armée allemande, qui passe par Paris pour se replier) que pour l'opinion publique. Dans la capitale, de nombreux réseaux se préparent : si le commandement militaire FFI dépend de Rol-Tanguy, on croise également des délégués du CNR et du GPRF, tous prêts à agir. Face aux 17 000 hommes dont dispose le général von Choltitz (qui a remplacé le général von Stülpnagel, compromis dans l'attentat manqué contre Hitler), Rol-Tanguy revendique 60 000 hommes, mais faiblement armés. Or Eisenhower envisage de contourner la capitale pour poursuivre l'armée allemande. C'est compter sans l'agitation croissante de la population de Paris, encouragée par la Résistance : à partir du 10 août, les grèves se multiplient (cheminots, postiers, policiers...), les mairies de banlieue sont prises d'assaut par les résistants, et enfin, le 19 août, les FFI, le CNR et le Comité parisien de libération lancent un appel à l'insurrection. En dépit d'une trêve négociée, en vain, les combats se multiplient, des barricades sont montées... mais l'armée allemande demeure qualitativement supérieure.

Aussi Rol-Tanguy tente-t-il de convaincre les Alliés de lui venir en aide : convaincu, Eisenhower accepte de détacher de son armée la 2^e DB du général Leclerc, qui parvient aux portes de Paris dès le 24 août. Pour de Gaulle, l'enjeu est de taille : il s'agit certes d'aider les insurgés, mais également de prendre le contrôle de la capitale au nom du GPRF pour éviter une situation chaotique. Le lendemain, 25 août, le général von Choltitz, commandant la place de Paris, se rend avec ses troupes : symboliquement, l'acte de capitulation comporte la signature de Leclerc et de Rol-Tanguy, manifestant le rôle des FFI. Ce même jour, de Gaulle arrive à Paris où il est reçu par le président du CNR, Georges Bidault. Le lendemain, la descente des Champs-Élysées, aux côtés des chefs de la Résistance, ainsi qu'un *Te Deum* à la cathédrale Notre-Dame, marquent la libération effective de la ville et la restauration de l'État de droit.

La libération du territoire français se poursuit encore jusqu'en avril 1945, après la prise de Lille (4 septembre) et Strasbourg (23 novembre 1944), alors même que quelques poches demeurent (Colmar, Lorient, La Rochelle, Royan, Saint-Nazaire).

■ La Libération au pouvoir

La libération du territoire suppose également le rétablissement de l'État de droit, et la mise en place d'une justice. En effet, il s'agit – à partir des programmes élaborés au sein de la Résistance – de reconstruire politiquement et économiquement la France. L'opinion publique, dans sa grande majorité, aspire à la paix et au changement, mais à quels changements ? Si le programme du CNR fait *a priori* figure de plan directeur, il faut compter avec l'influence de certains partis bien représentés dans la Résistance, tel le Parti communiste, qui se revendique – de manière très exagérée, et pour faire oublier l'avant-guerre – « parti des 100 000 fusillés ». Si l'État, comme en 1918, est bien évidemment appelé à devenir l'élément moteur de la reconstruction, les modalités de celle-ci demeurent en suspens.

En attendant le rétablissement des autorités élues, la Résistance se saisit des leviers administratifs, tant au niveau local et départemental

L'UNANIMISME GAULLIEN

◆ « Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé, mais Paris libéré, libéré par lui-même, libéré par son peuple, avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France toute entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle. » ◆

Ch. de Gaulle, Discours à l'Hôtel de ville de Paris, 25 août 1944.

(avec les comités de Libération relevant du CNR et les commissaires de la République mandatés par le GPRF) qu'au niveau national. Un premier gouvernement, de coalition, est formé, autour de C. de Gaulle, par nombre de résistants, tel G. Bidault, chef du CNR, aux Affaires étrangères. Des frictions, entre les deux grandes familles de la Résistance (intérieure et France libre) sont inévitables et la tâche du gouvernement est bientôt de réconcilier les divers courants et d'imposer l'autorité restaurée de l'État aux résistants. La dissolution des FFI, signée le 24 septembre 1944, va dans ce sens, de même que celle des milices patriotiques (au 28 octobre)... même si leur dissolution *de facto* n'intervient qu'en 1945, tant du fait des inquiétudes créées par l'offensive allemande des Ardennes, que par la difficulté à opérer un désarmement.

La Libération alimente aussi **l'espérance d'un nouveau politique**, autour d'un grand parti « Résistant ». Ce projet, caressé par quelques grands mouvements de résistants (notamment le Front national et le Mouvement de libération nationale), avorte bientôt devant la reconstitution des grands partis d'avant-guerre (SFIO, PCF, Parti radical), tandis que l'étiquette de « résistant » est largement utilisée pour cautionner des associations partisans (tel le Comité national des écrivains, d'obédience communiste). Certes, un parti nouveau, d'inspiration démocrate-chrétienne, apparaît avec le Mouvement républicain populaire, fondé à la fin de novembre 1944. Mais au lendemain des élections du 21 octobre 1945, l'échec de la Résistance à former un grand parti est avéré. Un acquis fondamental traduit toutefois ce nouveau droit politique espéré : l'ordonnance du 5 octobre 1944, qui accorde le droit de vote aux femmes.

A. MALRAUX, PANTHÉONISATION DE J. MOULIN, 19 DÉCEMBRE 1964

◆ « [...] Entre ici, Jean Moulin, avec ton terrible cortège. Avec ceux qui sont morts dans les caves sans avoir parlé, comme toi ; et même, ce qui est peut-être plus atroce, en ayant parlé ; avec tous les rayés et tous les tondu des camps de concentration, avec le dernier corps trébuchant des affreuses files de *Nuit et Brouillard*, enfin tombé sous les crosses ; avec les huit mille Françaises qui ne sont pas revenues des bagnes, avec la dernière femme morte à Ravensbrück pour avoir donné asile à l'un des nôtres. Entre avec le peuple né de l'ombre et disparu avec elle – nos frères dans l'ordre de la Nuit... » ◆

Conclusion

La guerre qui s'achève en 1945 est à la fois une guerre mondiale, et, dans une certaine mesure, une guerre franco-française. Une guerre qui a vu s'affronter deux conceptions antagonistes de la France, de son identité et de son destin. La France de Vichy, et de Paris, est celle des anciens ligueurs et autres rénovateurs des années 1930, convaincus que la victoire de l'Allemagne fournit une occasion historique pour « révolutionner » l'État et revenir sur certains acquis des Lumières et de la République. Face à cette France qui collabore, une France résistante aux identités plus complexes, parce que plus variées, entre Londres et le maquis, incarne l'honneur national. À cet égard, le rôle de la Résistance, loin de se limiter à la libération et la reconquête du territoire, sera aussi celui d'une matrice, et d'un creuset : matrice d'une France future qui rêve déjà l'Europe unie, creuset d'une élite nouvelle qui prend rapidement les rênes du pays libéré pour le réformer à son tour en y rétablissant la démocratie.

Le régime de Vichy entre histoire et mémoire

Époque particulièrement troublée (voire véritable guerre civile), la période de la guerre et du régime de Vichy a provoqué maints débats, en particulier du fait des travaux de l'historien américain Robert Paxton (1972) – qui faisaient voler en éclat quelques mythes du « résistancialisme » (ie : terme apparu en 1948, puis redéfini en 1987 par l'historien H. Rousso pour désigner les reconstructions mémorielles de la Libération) – jusqu'à la question, plus récente, des enjeux de mémoire (cf. les réactions au discours de J. Chirac de 1995, reconnaissant la compromission de l'État français dans la politique d'extermination). Divers débats s'engagent, envisagés par une historiographie ample, depuis les intentions du maréchal Pétain au moment de la signature de l'armistice, jusqu'à la nature – fasciste ou non – du régime de Vichy, en passant par le degré de latitude réel dont disposait la France, ou encore les enjeux de l'accessibilité aux archives et donc aux sources de cette histoire difficile. La Résistance n'est pas épargnée par les questionnements, tant pour ses héros (« l'affaire Jean Moulin » en 1993,

« l'affaire Aubrac » en 1997...) que pour la question de son utilité plus ou moins grande ; elle fait également l'objet de débats (Eisenhower estime son poids à 10 divisions, mais Paxton minimise son efficacité face à la Wehrmacht). Certes, il subsiste des zones d'ombre (dans l'Empire colonial par exemple) qui appellent les travaux des historiens, hors des revendications identitaires et autres pièges mémoriels.

Car la mémoire et l'histoire s'entrechoquent. Un constat, fait en son temps par l'historien H. Rousso (*Le Syndrome de Vichy*, 1987), persiste, celui d'une période obsédante dans l'histoire de France et d'un passé qui demeure encombré de tabous, voire d'un « syndrome de Vichy » : l'historien, analysant le fonctionnement de la mémoire collective française à la lueur de la psychanalyse, distingue alors quatre phases dans l'évolution du syndrome. Une première phase, entre 1944 et 1954, serait celle du deuil inachevé et des séquelles de la guerre civile. Une seconde phase, de 1954 à 1971, verrait une décrue, ou un refoulement,

du souvenir de Vichy dans la mémoire collective, hors les « jeux » liés à la crise algérienne. La troisième phase, entre 1971 et 1974, serait celle du « retour du refoulé » (ou du « miroir brisé »), qui voit les mythes protecteurs exploser sous le poids des réalités et des travaux historiques (c'est le temps de la « révolution paxtonienne » évoquée par l'historien J.-P. Azéma). Enfin, une quatrième phase, marquée par le réveil de la mémoire juive et les réminiscences de l'Occupation dans le débat politique, serait celle de « l'obsession ». La confusion entre le « devoir de mémoire », véritable religion laïque et le « devoir d'histoire » (P. Joutard, « La tyrannie de la mémoire », dans *L'histoire*, mai 1998) impose peu à peu aux historiens de redéfinir leur tâche et de savoir s'opposer aux « dérives mémorielles » et autres polémiques, parfois sans fondements. Confronté à une période où la dimension morale pèse lourdement, l'historien ne doit pas se muer en un procureur mais bien écrire une histoire scientifique et « parler de chacun sans amour et sans haine » (Tacite, Prologue aux *Annales*).

Bibliographie

Ouvrages généraux

- E. ALARY, B. VERGEZ-CHAIGNON, G. GAUVIN, *Les Français au quotidien – 1939-1949*, Perrin, 2006. Une magnifique synthèse sur la vie quotidienne pendant et aux lendemains du conflit.
- J.-P. AZEMA et F. BEDARIDA, (dir.), *La France des années noires*, 2 vol., Seuil, 1991.
- M. COINTET et J.-P. COINTET, *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Tallandier, 2000.
- Y. DURAND, *La France dans la Deuxième Guerre mondiale*, Armand Colin, 2001.
- P. LABORIE, *Les Mots de 39-45*, PUM, 2006. Un lexique court et problématisé, pour aborder les questions de mémoire et d'historiographie en particulier.

La France de Vichy

- J.-P. AZEMA, F. BEDARIDA (dir.), *Vichy et les Français*, Fayard, 1992. Un colloque de référence.
- E. ALARY, *La Ligne de démarcation – 1940-1944*, Perrin, 2003. Un angle original d'étude de l'Occupation.
- M.-O. BARUCH, *Le Régime de Vichy*, La découverte, 1996.
- P. BURRIN, *La France à l'heure allemande*, Seuil, 1995.
- Collectif, *La France sous Vichy – Autour de Robert O. Paxton*, Complexe, 2004. Un bilan historiographique nécessaire.
- J.-P. COINTET, *Sigmaringen*, Perrin, 2003. Sur la conclusion de Vichy et de la collaboration.
- J.-B. DUROSELLE, *L'Abîme*, Imprimerie nationale, 1982. Sur la politique extérieure française.
- E. JENNINGS, *Vichy sous les tropiques*, Grasset, 2004.
- P. LABORIE, *L'Opinion française sous Vichy*, Seuil, 1990.
- R. O. PAXTON, *La France de Vichy*, Seuil, 1972. Un classique.
- H. ROUSSO, *Le Syndrome de Vichy*, Seuil, 1987. Un ouvrage majeur pour comprendre les ambiguïtés et les difficultés de la mémoire de cette période.
- H. ROUSSO, *Vichy, l'événement, la mémoire, l'Histoire*, Gallimard, 2001.
- B. VERGEZ-CHAIGNON, *Pétain*, Perrin, 2015.

La Résistance et la France libre

- A. AGLAN, *Histoire du mouvement Libération-Nord*, Flammarion, 1996.
- R. BELOT, E. ALARY, B. VERGEZ-CHAIGNON, *Les Résistants – L'histoire de ceux qui refusèrent*, Larousse 2003. Un bel ouvrage, bien illustré, qui met en lumière, et en image, les hommes de l'ombre.
- M. COINTET et J.-P. COINTET, *La France à Londres*, Complexe, 1990.
- J.-L. CREMIEUX-BRILHAC, *La France libre*, Gallimard 1990.
- L. DOUZOU, *La Désobéissance, histoire de Libération Sud*, Odile Jacob, 1995.
- L. DOUZOU, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, Seuil, 2005. Une synthèse historiographique.
- F. MARCOT (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Laffont, 2006.

La Libération

- M.-O. BARUCH (dir.), *Une poignée de misérables – L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Fayard, 2003. Un ouvrage important sur un phénomène complexe de l'après-guerre, envisagé par professions et groupes sociaux.
- P. BUTON, *La Joie douloureuse*, Complexe, 2004. Un tableau riche et saisissant de la Libération.
- P. LABORIE, *Les Français des années troubles*, Desclée de Brouwer, 2001.
- S. SIMONNET, *Atlas de la libération de la France – 6 juin 1944-8 mai 1945*, coll. « Atlas/Mémoires », Autrement, 2004.
- O. WIEVIORKA, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir*, Seuil, 1994.
- O. WIEVIORKA, *Histoire du débarquement en Normandie – Des origines à la libération de Paris 1941-1944*, Seuil, 2007. L'étude la plus complète en français sur cet épisode majeur.

Le bilan de la guerre

La Seconde Guerre mondiale aura précipité le déclin de l'Europe et accouche d'un monde neuf : un nouveau système international émerge de la guerre, fondé sur la défense des valeurs et des droits (la Déclaration universelle des droits de l'homme, 1948) plutôt que sur celle des souverainetés. L'Organisation des Nations unies doit réussir là où la Société des Nations avait échoué : pacifier les relations internationales en faisant triompher le droit. L'enjeu pour les États vainqueurs est de construire une paix durable et de ne pas rééditer les erreurs de 1919, avec, en arrière-plan, un crime inimaginable, un crime perpétré par des États, et qui suppose une définition propre, le crime contre l'humanité, et surtout une justice nouvelle. L'Occident doit se reconstruire sous les yeux d'un monde – et notamment d'un monde colonial – qui attend beaucoup de ces principes nouveaux.

Mais cette nouvelle ère est également éclairée par une nouvelle lueur, celle de la bombe atomique, qui va marquer de son aura menaçante les relations internationales, et la tension, déjà en germe, entre les deux grands vainqueurs de la guerre, les États-Unis et l'URSS. Si 1945 met un terme à une crise européenne (et franco-allemande) vieille de près de quatre-vingts ans, elle précipite le monde dans un conflit idéologique nouveau, tout aussi inquiétant.

1 Le bilan humain et matériel

■ Un bilan humain

LES PERTES FRANÇAISES

◆ Il faut distinguer les pertes civiles et militaires :

– Pour les militaires, on dénombre 313 700 morts, dont ceux des combats de 1939-1940 (123 000) et de la Libération (43 000), les prisonniers (45 000), les résistants morts en déportation (27 000) ou fusillés (25 000), les « malgré nous », Alsaciens embrigadés dans la Wehrmacht (31 000), les FFL (11 700) et FFI (8 000).

– Pour les civils, on dénombre 257 000 morts, dont 82 000 déportés ou exécutés, 125 000 victimes des bombardements et des combats, 40 000 travailleurs requis en Allemagne, 10 000 victimes de l'épuration. ◆

La guerre est tout d'abord un immense gâchis d'hommes, dont l'ampleur est difficile à évaluer, du fait d'un certain nombre de difficultés à estimer certaines pertes : les morts civils, les victimes ultérieures, les pertes démographiques du fait du déficit des naissances...

BILAN DES PERTES HUMAINES

Pays	Pertes militaires	Pertes totales	% de la population
URSS	8 600 000	26 600 000	14
Allemagne	4 000 000	6 000 000	8
Pologne	300 000	6 000 000	18
Japon	1 950 000	2 630 000	4,5
France	293 000	580 000	1,5
Italie	284 500	444 500	1,2
Royaume-Uni	270 000	365 000	1
États-Unis d'Amérique	300 000	340 000	0,2
Pays-Bas	14 000	240 000	3
Belgique	11 000	100 000	

Source : S. Courtois et A. Wieviorka (dir.), *L'État du monde en 1945*, éd. La Découverte, 1994.

On évalue à un peu plus de 50 millions le nombre des victimes de la Seconde Guerre mondiale : un bilan plus lourd qu'en 1918 du fait de la disparition de la notion même de front, rendue obsolète par l'arme aérienne, un bilan aggravé par la politique d'extermination menée par le III^e Reich à l'encontre des juifs, des tsiganes, des Slaves, des malades mentaux, des homosexuels, et – de manière générale – contre les « vies indignes de la vie » et autres « sous-hommes ». Sur les 50 millions de victimes, moins de 20 millions sont des militaires : la guerre, totale, a frappé toutes les populations, prélevant parfois le plus lourd tribut

sur les communautés civiles (comme en Pologne, où c'est 95 % de la communauté juive, soit 3 millions de personnes qui furent exterminées) ou encore la Grèce, affligée par une famine terrible. En France, on estime à 210 000 le nombre de morts au combat, auxquels il faut rajouter 150 000 morts civils et 240 000 morts en captivité, soient 600 000 personnes.

■ L'extermination des juifs et des tsiganes d'Europe

La Seconde Guerre mondiale frappe en particulier la communauté juive. Si le meurtre de masse est une pratique ancienne dans l'Histoire, on doit toutefois considérer que **le génocide** – le mot est forgé à cette occasion en 1944 par le juriste américain Raphaël Lemkin – atteint une ampleur terrifiante, celle d'une mort industrielle.

Une politique raciste se met en place bien avant la guerre. La communauté juive allemande, en 1933, compte 520 000 personnes : en 1938, il n'y en a déjà plus que 350 000, et chaque territoire annexé au Reich voit la mise en place d'une politique liée à la « question juive ». Le cas polonais est sans doute le plus emblématique : la communauté juive est importante (3,25 millions d'hommes), ancienne et structurée, en dépit d'un antisémitisme traditionnel et vivace. En Pologne, les Allemands commencent par faire renaître les ghettos. Mais le pas en direction d'une politique d'extermination est franchi en 1941, au moment de l'invasion de l'Union soviétique : la « Solution finale » (qui ne sera décidée qu'au printemps 1942, lors de la conférence de Wannsee) se pratique à différentes échelles, par de petits groupes mobiles comme les *einsatzgruppen*, qui opèrent à l'arrière des lignes allemandes (on évalue à 1,3 million de personnes le nombre de leurs victimes) ou bien de manière plus ample, au sein du système concentrationnaire, avec des camps voués à l'extermination (Chelmno, Treblinka, Sobibor, Majdanek, Belzec, Auschwitz). Dans ces « usines de mort », qui drainent la population juive de toute l'Europe, on estime à 3 millions le nombre de morts, de décembre 1941 à octobre 1944. Si un bilan chiffré de la politique génocidaire demeure délicat à évaluer, du fait de la disparition de nombreuses archives, on évalue encore à 800 000 le nombre de juifs morts du fait des épidémies et conditions de vie, dans les camps et les ghettos. Au total, on estime (R. Hilberg) à 5,1 millions (soient 55,8 % des juifs d'Europe) le nombre de victimes (dont 75 000 juifs français).

Traumatisés, nombre de survivants refusent de revenir dans leurs pays d'origine et vivent d'abord dans des centres pour personnes déplacées avant de pouvoir gagner les États-Unis ou Israël (créé en 1948).

À la population juive, on ajoutera les autres communautés visées par l'idéologie nazie, en particulier les Tsiganes (250 000 victimes sur les 750 000 Tsiganes vivant en Europe en 1939, dont 15 000 Français), les communistes, les homosexuels... tous victimes d'une politique raciste et eugéniste.

Outre les rescapés des camps, c'est près de 50 millions de personnes qui se trouvent déplacées à l'issue du conflit (prisonniers, travailleurs déportés...). À eux seuls, les requis du travail forcé allemand comptent 8,7 millions d'individus. Par ailleurs, la guerre et les bouleversements de frontières jettent sur les routes d'immenses populations de réfugiés, d'exilés, pris en charge par l'*United Nations Relief and Rehabilitation Administration* (qui deviendra l'Organisation mondiale pour les réfugiés en 1949, puis le Haut Commissariat aux réfugiés preuve de l'actualité tragique de ce problème).

GÉNOCIDE, HOLOCAUSTE, SHOAH

◆ Un problème, qui se pose dès la fin de la guerre avec la découverte des camps, est de savoir comment nommer, et donc caractériser, l'entreprise génocidaire. « Génocide » semble convenir par son acception généraliste. Le terme de « Shoah », qui caractérise plus spécifiquement le génocide juif, fait son apparition dans la version hébraïque de la déclaration d'indépendance d'Israël, de 1948 (ce terme est alors traduit, dans le texte anglais par « Holocaust », qui désigne le sacrifice rituel). Toutefois, cet usage connaît une éclipse jusqu'au film de Claude Lanzman (*Shoah*, 1985), lequel utilise ce terme pour « nommer l'innommable » (*Libération* du 24 janvier 2005). Or ce mot, dans la Bible, sert à désigner une catastrophe naturelle, sans dimension sacrée. Il pose ainsi le problème d'une impossible taxinomie des crimes de cet ordre, et du poids de cette mémoire pour les sociétés futures. ◆

■ Le bilan matériel

Des économies ébranlées

La Seconde Guerre mondiale n'est pas seulement une hécatombe humaine, elle est également un **ébranlement économique** sans précédent, du fait des destructions comme de la mise en place des industries de guerre. Des villes ravagées, une production industrielle européenne diminuée d'au moins 50 %, des terres agricoles très éprouvées (notamment à l'Est : Pologne, Yougoslavie et URSS), des économies nationales en lambeaux, des dépenses de guerre à rembourser (d'autant que Truman suspend, dès le 28 août 1945, la loi Prêt-Bail) et une reconstruction à financer (les dommages de guerre sont évalués à plus de 2 000 milliards de dollars).

◆ La dette publique anglaise est passée de 7,3 à 22,5 millions de livres entre 1939 et 1945, le déficit financier de l'État en France avoisine les 70 %. ◆

Ce sont d'abord **les villes** – à la fois comme sites industriels, comme concentration de population, comme axe de communication, voire comme lieu d'insurrection – qui sont le plus détériorées, en proportion de leur durée d'exposition à la guerre. Ainsi, les villes soviétiques (Stalingrad, Leningrad) qui firent l'objet d'un siège et d'une bataille rude, sont en ruine (près de 1 700 villes et 70 000 villages sont dévastés). Les villes allemandes, cibles de bombardements stratégiques, sont également très touchées, avec quelques cas exceptionnels comme Dresde (détruite aux trois quarts), Cologne (*idem*) ou Düsseldorf. De même pour les villes japonaises avec les cas emblématiques de Hiroshima et Nagasaki, ou encore Tokyo, cible de nombreux raids. En France, on estime que 10 % des immeubles ont été détruits, et certaines villes (Brest) ont payé un lourd tribut à la libération du territoire.

Cibles privilégiées des bombardements et des « prélèvements », **les diverses infrastructures de communication** (ponts, voies de chemin de fer, gares, ports, aéroports) sont également très éprouvées : la France perd ainsi 22 000 km de voies – sur 40 000, 24 gares de triages (sur 40) et 14 500 locomotives (soient les 5/6). Les ponts sont des cibles essentielles (en 1945, il ne reste qu'un pont sur le Rhin, à Remagen) : la France a perdu 7 500 ponts routiers, paralysant d'autant la circulation. **Les marines marchandes** subissent de fortes pertes, du fait de leur rôle majeur dans l'effort de guerre, des stratégies de blocus et des enjeux psychologiques : ainsi, durant la bataille de l'Atlantique, les Alliés perdent jusqu'à 600 000 tonnes/mois et certaines flottes marchandes sombrent pratiquement (telle la flotte japonaise à 95 %). La France perd ainsi 65 % de sa flotte marchande.

Autre cible majeure, **le parc industriel** peut parfois être préservé, comme c'est le cas pour l'URSS, qui délocalise une grande part de son industrie vers l'est, au-delà de l'Oural. Mais le plus souvent, la guerre, et l'invasion frappent violemment les capacités industrielles d'un pays.

Des pays inégalement frappés

Au plan économique, la guerre a des effets contrastés, positifs et négatifs. Ainsi, **les États-Unis**, en dépit d'un coût important (300 milliards de dollars) en ressortent avec un bilan positif. En effet, la guerre a interrompu la spirale de la crise de 1929, renforcé les industries récentes (aéronautique, automobile, chimie...) et fait renaître une économie de plein emploi. Le PNB américain est d'ailleurs passé de 91 à 136 milliards de dollars. Enfin, par la loi du Prêt-Bail, l'Amérique aura fait bénéficier ses Alliés de 30 milliards de dollars. Toutefois, la reconversion de cette économie de guerre en économie de paix risque de poser problème

(démobilisation, en huit mois, de 7 millions de soldats et annulation de 35 milliards de dollars de contrats). Mais la crise prévue n'arrive pas : du fait d'une forte demande en biens de consommation, exacerbée par le conflit, les commandes civiles relaient les commandes militaires, au risque de l'inflation (la pénurie étant réelle).

En dépit de ses efforts, Truman ne parvient pas à réguler les prix, ni juguler une agitation sociale croissante (107 millions de journées de grèves en 1946) : à partir du 14 octobre 1946, le contrôle des prix disparaît du fait des pressions des agriculteurs. Aussi le mécontentement des populations porte-t-il au pouvoir, lors des élections de novembre 1946, un 80^e Congrès très conservateur.

Le pays qui a le plus investi dans la guerre est encore, proportionnellement, **le Royaume-Uni** : en 1944, plus de la moitié de la population active est intégrée à l'effort de guerre (22 % aux armées, 33 % dans l'industrie). Certes, le revenu national s'est élevé, mais la dette publique anglaise explose (2,8 milliards de livres en 1944), le stock d'or et les avoirs étrangers ont fondu, et Londres se retrouve dans une grande dépendance à l'égard de l'allié américain.

En France, la dette publique a triplé et tous les indices de production sont à la baisse (sur une base 100 en 1938, la production industrielle de 1945 est à 43, la production agricole est à 61, les importations à 34, les exportations à 10). La guerre a ruiné, pour un temps, les capacités nationales. La reconstruction exige une réorganisation économique, d'autant plus attendue que l'industrie a vu nombre de grands patrons collaborer : le renouveau passe par la nationalisation (de l'entreprise Renault, en décembre 1944 par exemple), la restructuration des entreprises (par le biais des comités d'entreprise) ainsi que par la planification – plus ou moins sur le modèle soviétique – évoquée par le ministre de l'Économie, Pierre Mendès France.

L'URSS paie le plus lourd tribut à la guerre : on estime à 26 millions de morts, civils et militaires, le nombre des pertes soviétiques, soit un sixième de la population active. Le patrimoine économique a également fait l'objet de vastes destructions, tant dans l'agriculture que l'industrie, les voies de communication, bâtiments publics, pour un total évalué, en 1945, à 679 milliards de roubles. La guerre a également entraîné, comme ailleurs, une transformation de l'industrie, totalement consacrée à l'effort militaire. Cette transformation s'accompagne de bouleversements sociaux importants, avec un renouvellement massif du monde ouvrier et le rôle croissant des femmes. Pour compenser cela, le poids de l'État sur les marchés libres, notamment l'agriculture, s'était assoupli, d'où une augmentation du revenu rural. Mais la fin du conflit pose diverses questions, liées à la reconstruction : faut-il revenir au modèle économique d'avant-guerre, ou bien pérenniser les libertés prises pendant la guerre ? Le débat, qui fait l'objet d'un conflit au sommet de l'État entre Jdanov d'une part, Malenkov et Beria d'autre part, est tranché peu à peu, non seulement par la mort de Jdanov (1948) mais également par des problèmes agricoles et industriels. En effet, l'État décide une reprise en main des kolkhoziens qui passe par la récupération, jusqu'en 1949, de près de 10 millions d'hectares qui fournissaient l'essentiel des lopins individuels, une mesure qui entraîne, en 1946-1947, la dernière des grandes famines soviétiques et pousse nombre de kolkhoziens à tenter leur chance en ville. Quant à l'industrie, du fait du volontarisme du IV^e plan, elle connaît une très forte désorganisation qui rappelle les dérapages des années 1930.

Il ressort, au plan économique, que si les États-Unis s'imposent (ils détiennent alors 80 % du stock d'or mondial), non sans des difficultés

LA GRANDE GUERRE PATRIOTIQUE

◆ C'est ainsi que l'historiographie soviétique désignait la Seconde Guerre mondiale et, de fait, « la guerre a mis à l'épreuve l'ensemble du système administratif de commandement bâti au cours des années 1930 » (N. Werth). 65 millions de Soviétiques ont fait l'expérience de l'occupation allemande, 30 millions d'hommes et 600 000 femmes furent mobilisés. Près de 17 millions de civils furent évacués à l'est, non sans difficultés. Le système aura également persécuté 2,3 millions de citoyens appartenant aux « minorités punies », condamné près de 2 millions de Soviétiques dans des tribunaux militaires (dont 200 000 à mort) et laissé mourir 1 million de prisonniers au goulag. Une expérience qui transforme la société soviétique et la restructure. ◆

intérieures, les autres puissances sont considérablement affaiblies, grevées par une dette publique importante, alors même que les populations connaissent de graves difficultés.

2 Les sociétés au sortir de la guerre

■ L'Amérique entre consumérisme et maccarthysme

Pour avoir déjà connu une transition difficile de l'économie de guerre vers l'économie de paix, à l'issue de la Première Guerre mondiale, le gouvernement américain se montre inquiet, les États-Unis étant devenus, avec la guerre, un véritable « atelier du monde libre ». Pourtant, ces craintes vont s'avérer, économiquement, sans fondement. Mais politiquement, la paix résonne, comme en 1914, d'accents conservateurs. Si la soif de consommation de la société américaine a permis une transition de l'économie de guerre vers la paix, elle a également entraîné la population dans un **anticommunisme** de plus en plus virulent, aiguisé par les conflits sociaux de 1946. Le président Truman, confronté à un Congrès républicain et conservateur, prend la mesure de cette tendance et s'en inspire. Déclinée, à l'extérieur, avec la doctrine du *containment* et le plan Marshall, cette tendance est matérialisée, à l'intérieur, par le vote, en 1947, de la loi sur la sécurité nationale, qui place les armées sous l'autorité d'un secrétaire à la Défense, et fonde en outre un Conseil national de sécurité (*National Security Council*) aux ordres du Président, ainsi qu'une agence pour coordonner toutes les activités de renseignement, la *Central Intelligence Agency* (CIA).

Pour éviter l'accusation de « communisme » tout en soutenant une politique réformiste, Truman formule, dès 1947, un « programme de loyauté et de sécurité ». Cela ne l'empêche pas de se heurter, à plusieurs reprises, au Congrès qui, en dépit du veto présidentiel, vote une loi très sévère à l'égard des syndicats ouvriers, la loi Taft-Harley, et refuse par contre de garantir leurs droits civiques aux Noirs américains, en dépit des propositions de la Commission sur les droits civiques créée par le Président en 1946. Réélu grâce à une campagne active en novembre 1948 pour un second mandat, Truman peut réaffirmer ses ambitions réformistes en promettant un *Fair Deal* qui prolongerait le *New Deal*. Le Congrès, démocrate, le suit en partie (programme de construction sociale, augmentation du salaire horaire de base, développement de la Sécurité sociale...) mais demeure réservé, refusant par exemple d'abroger la loi Taft-Harley ou encore d'étendre les droits civiques. Le *Fair Deal* n'aboutit qu'à un ersatz d'État providence.

La guerre de Corée redonne un coup de fouet à l'économie américaine, du fait des dépenses liées à la Défense, passant de 13 à 22 milliards de dollars entre 1949 et 1951. Mais elle voit également se développer de nouveau un climat d'anticommunisme virulent à la suite de la révélation de l'existence d'un vaste réseau d'espionnage soviétique sur le sol américain, visant notamment les secrets nucléaires (affaire des époux Rosenberg, exécutés en juin 1953 pour espionnage). Ce mouvement, incarné en la personne du sénateur du Wisconsin Mac Carthy, s'en prend au département d'État (où Mac Carthy croit voir, en février 1950, un complot communiste), au secrétaire à la Défense et au Président lui-même. Confondant communistes et libéraux, Mac Carthy fait feu de tout bois et plonge l'Amérique dans une période de tension, qui va jusqu'à soumettre de nombreuses corporations, de Hollywood aux employés fédéraux, à des enquêtes menées par des

LE CONTAINMENT

◆ La doctrine du *containment* (endiguement) est formulée dans un long télégramme envoyé de Moscou le 22 février 1946 par le diplomate américain Georges Kennan, alors chef de mission. Il y analyse la politique menée par l'URSS, suggérant une nouvelle stratégie pour faire face au communisme, en renforçant les institutions occidentales, de manière à ce que la pression soviétique soit « contenue par une adroite et vigilante application de contremesures ». ◆

LE MACCARTHYSM EN CHIFFRES

◆ Sur les 2,3 millions de fonctionnaires fédéraux dont les dossiers seront vérifiés, 40 000 font l'objet d'une enquête approfondie et plus largement, sur 65 millions d'actifs, 13,5 sont vérifiés par le FBI. Outre l'affaire Rosenberg (2 exécutions) et des cas de suicides, on compte 11 500 révocations de fonctionnaires et de salariés privés, 12 000 démissions de la fonction publique, 300 personnes « black listées » à Hollywood, de multiples condamnations. Surtout, le maccarthysme restreint violemment le débat public et paralyse le débat intellectuel. ◆

Comités de loyautés, lesquels mènent une véritable épuration aux conséquences parfois dramatiques.

■ Les Européens en quête de sécurité

Le statut de la France en guerre et dans l'après-guerre est complexe et ambivalent. Face au régime de Vichy, longtemps considéré par Roosevelt comme légitime, le Comité national français, représentant des Français libres, n'a pas eu le statut d'un gouvernement en exil. En outre, les relations difficiles que de Gaulle entretient tant avec Churchill qu'avec Roosevelt ne facilitent pas la solution. Certes, la politique de collaboration, le rôle des Français libres (500 000 hommes en 1944 soit 12,5 % des forces engagées en Europe, jusqu'en Allemagne), le poids de l'Empire colonial et de la Résistance incitent les Alliés, au premier rang desquels figurent le Royaume-Uni, à reconnaître plus officiellement la France libre. Aussi le GPRF, autoproclamé le 3 juin 1944, est-il reconnu par les Alliés le 23 octobre, tandis que par ailleurs, il est admis depuis le 13 juillet 1944 que le territoire français ne sera pas occupé par les Alliés.

La diplomatie retrouve son rôle : toujours inquiet d'un retour offensif de l'Allemagne, le gouvernement français signe, dès le 10 décembre 1944, une alliance avec l'URSS, unanimement approuvée par l'Assemblée consultative (qui y voit le moyen d'échapper à une logique de blocs). Certes, la France demeure écartée des grandes conférences comme Yalta, mais elle fait partie des puissances invitées à la conférence de San Francisco (qui fonde l'ONU) et obtient néanmoins un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Participant à la mise en œuvre des principes issus de Yalta, elle est ainsi considérée comme une puissance européenne victorieuse (participant à la reddition allemande, le 8 mai 1945) et conviée à occuper l'Allemagne le 5 juin 1945.

Si la France sort donc vainqueur du conflit, elle n'en est pas moins, économiquement et socialement, aussi éprouvée que d'autres. Les restrictions demeurent et la France libérée attend beaucoup de l'aide américaine, non sans provoquer des débats sur le risque de domination étrangère. De fait, le dollar s'impose avec les accords de Bretton Woods et les accords de Prêt-Bail – tel celui signé par la France en février 1945 – sont conditionnés par une libéralisation complète des changes, qui renforce la position américaine. Pourtant, les attentes de la population sont nombreuses, aiguës par les restrictions et les espoirs générés par la reconstruction : les modèles américain (le *New Deal*) et anglais (le *Welfare State* théorisé par Lord Beveridge) font débat et influencent les visions d'après-guerre. Ainsi, la France, sous la houlette de Pierre Laroque, se dote d'une Sécurité sociale en 1945. Le rôle de l'État – que le ministre de l'Économie, P. Mendès France, voudrait planificateur – est important : si l'esprit « résistant » ne perdure pas dans les mentalités politiques, des changements sont toutefois à l'œuvre, notamment sur le plan international, et de la Résistance émerge l'idée d'une Europe unie, amorce de la construction européenne.

L'Angleterre de l'après-Seconde Guerre mondiale sort également exténuée du conflit et de même qu'en France, les attentes de la population sont nombreuses : le rapport au Parlement rédigé par Lord Beveridge en 1942 révèle ces attentes d'un État-providence où chaque citoyen, en payant des charges sociales, pourrait bénéficier de prestations sociales en cas de chômage, maladie ou pour la retraite. Dès 1945, la Grande-Bretagne met en place une assurance retraite, un système d'allocations familiales, et – un an plus tard – le *National Health Service*, un service de santé gratuit.

LES EMPIRES

◆ La fin de la guerre annonce la fin du système colonial : l'Empire néerlandais s'effondre en 1945, la Grande-Bretagne abandonne l'Inde dès 1947 et la Birmanie en 1948. Le « vent du changement » (H. Mac Millan) amène la disparition pacifique de l'Empire britannique quand la France s'accroche, en vain, à un projet fédéraliste et assimilationniste. Le projet d'une union fédérale, l'Union française, voté en 1946 et avalisé par référendum, en dépit d'une majorité de « non » outre-mer, entraîne la création d'une assemblée, consultative, et d'un conseil de l'union, sans réels pouvoirs, une impasse qui débouche sur les conflits de décolonisation indochinois et algérien. ◆

■ L'été indien du stalinisme

En URSS, la fin de la guerre correspond à un durcissement du régime qui commence par toucher les prisonniers de guerre (1,5 million de survivants sur les 5 millions capturés par les Allemands), soupçonnés de trahison, puis tous les habitants des territoires reconquis. Une vigoureuse politique de soviétisation et de collectivisation est mise en place en Ukraine, en Moldavie et dans les pays Baltes, se heurtant toutefois à de forts mouvements nationalistes. Il faut ainsi attendre 1950, et des sévères persécutions (déportation de population, condamnations, assassinats), pour que la pacification de l'Ukraine occidentale soit achevée. Cette politique de répression des nationalités s'inscrit dans le fil du discours de la victoire de Staline, qui place le peuple russe à la tête de l'Union soviétique. Elle se décline également sur le terrain culturel, et notamment historique.

La guerre ayant été une période de relative libéralisation intellectuelle, l'après-guerre voit également une reprise en main de l'intelligentsia, une politique menée par Jdanov et surnommée – par ses victimes – **la jdanovschina**, et qui s'étend jusqu'en 1953, concernant tous les aspects de la vie intellectuelle, tant dans les médias (presse, cinéma, édition...) que dans l'art (peinture, musique...) et jusque dans les sciences (avec, en particulier, à partir de 1948, l'affaire Lyssenko qui, en s'appuyant sur les « plans staliniens de transformation de la nature », conjugue pseudoscience et idéologie pour aboutir à la liquidation, parfois physique, de nombreux scientifiques, biologistes et généticiens soviétiques). Les victimes de cette politique sont alors accusés de « cosmopolitisme » (c'est-à-dire d'un « culte servile à l'Occident »), avec, dans de nombreux cas, une nuance d'antisémitisme qui va culminer dans le complot des Blouses blanches (1953), qui met en cause plusieurs médecins d'origine juive. Cette réaction idéologique d'après-guerre se traduit, logiquement, par un renforcement de l'appareil policier ainsi que du système concentrationnaire : le nombre de déportés dans les camps passant de 1,3 million (1945) à 2,5 millions (1953), l'organisation du goulag se complexifie, de nouveaux camps (dits « à régime spécial ») sont mis en place en 1948 pour les détenus condamnés pour « anti-soviétisme ». Par ailleurs, le goulag est mis au service des lubies du stalinisme et affecté à des réalisations de prestige (comme le canal Volga-Don, achevé en 1952) ainsi qu'à la mise en valeur de territoires pionniers.

L'AFFAIRE LYSENKO

◆ Trofim Lyssenko est un pseudo biologiste, partisan de l'hérédité des caractères acquis... une impossibilité scientifique. Des années 1930 aux années 1950, soutenu par le PCUS, il domine la biologie soviétique, au nom d'une « science prolétarienne » qui s'opposerait à la « science bourgeoise ». Sa carrière prend fin en 1964. ◆

QU'EST-CE QUE LE CRIME CONTRE L'HUMANITÉ ?

◆ « L'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime entrant dans la compétence du Tribunal, ou en liaison avec ce crime. Les dirigeants, organisateurs, provocateurs ou complices qui ont pris part à l'élaboration ou à l'exécution d'un plan concerté ou d'un complot pour commettre l'un quelconque des crimes ci-dessus définis sont responsables de tous les actes accomplis par toutes personnes, en exécution de ce plan. » ◆

Assemblée générale de l'ONU,
10 décembre 1946.

3 Rétablir la justice

■ Des crimes de guerre au génocide

Très tôt, il apparaît que les crimes de guerre allemands et nippons donnent au conflit une tonalité particulière et que leur châtimement s'insère dans les buts de guerre. Dès avril 1940, les gouvernements français, polonais (en exil) et anglais dénoncent « la persécution des Polonais, le traitement atroce infligé à la communauté juive en Pologne ». Plus officiellement, la déclaration de Saint-James (13 janvier 1942), signée par les dirigeants des pays occupés et des gouvernements en exil à Londres, place parmi les principaux buts de guerre « le châtimement par le moyen de la justice organisée des responsables de ces crimes », objectif relayé par la création, en 1944, d'une commission d'État extraordinaire pour la recherche des crimes perpétrés. Les déclarations de Moscou (30 octobre 1943) puis de Potsdam (26 juil-

let 1945) précisent encore le sujet et les suites voulues par les Alliés. Parallèlement, des concepts juridiques sont élaborés pour répondre à une situation nouvelle. C'est le sens du travail de définition juridique du crime de génocide mené par un universitaire américain, Raphaël Lemkin.

Le 10 décembre 1946, l'Assemblée générale de l'ONU élargissait à tous ses membres l'accord de Londres du 8 août 1945 (qui fondait le tribunal de Nuremberg pour les crimes de guerre) : le crime contre l'humanité existait officiellement.

Et parallèlement, le 10 décembre 1948, l'ONU, qui comptait alors 58 États, adoptait une **Déclaration universelle des droits de l'homme** initiée par le juriste René Cassin, ancien représentant français à la SDN.

■ Le tribunal de Nuremberg

Le tribunal militaire international de Nuremberg est créé le 8 août 1945 par l'accord quadripartite de Londres (Royaume-Uni, URSS, États-Unis et France). Cet accord constitue le statut du Tribunal. Le procès se déroule du 20 novembre 1945 au 10 octobre 1946 devant une cour composée de quatre juges désignés respectivement par les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique. La procédure comporte plusieurs innovations ; ainsi, quatre organisations sont déclarées criminelles : le NSDAP, la SS le SD et la GESTAPO. Enfin, 24 personnalités nazies sont jugées (parmi lesquelles Hermann Goering, Rudolf Hess, Joachim von Ribbentrop, Alfred Rosenberg...) pour crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité, crimes devenus imprescriptibles à partir de 1968.

Le jugement est rendu le 1^{er} octobre 1946. Douze accusés sont condamnés à mort, trois à la prison à vie ou à de longues peines et deux sont acquittés. Par ailleurs, à ce procès fait écho un vaste processus de **dénazification** entrepris par les Alliés en Allemagne. En effet, le NSDAP revendiquait à la fin de la guerre 6,5 millions d'adhérents, ainsi que 4 millions dans des organisations annexes : il s'agit de mettre en œuvre une politique associant justice, mémoire et histoire, définir les responsabilités, punir et apaiser. Un processus à la fois politique et judiciaire se met en place, non sans zones d'ombre et illustres rescapés, avec, en toile de fond, une guerre froide naissante qui suppose de concilier la justice et l'intérêt politique. Du reste, si l'appareil d'État fut particulièrement visé, les nécessités administratives virent nombre d'anciens militants nazis retrouver une carrière après quelques années. Justice est faite donc, même si les limites du procès sont nombreuses. Ainsi, il apparaît que le besoin de justice est contrebalancé par les nécessités nationales (à l'exemple du programme américain *Paperclip* qui organise la récupération de savants nazis tels que Werner von Braun, futur maître d'œuvre de la conquête spatiale et père des V1...). Également, le silence au sujet du rôle douteux de l'URSS en début de guerre (le pacte Molotov-Ribbentrop, qui, avec le partage de la Pologne, tombe sous le coup de la définition américaine de « complot de guerre ») ou encore l'affaire de Katyn pour laquelle on accuse l'Allemagne révèlent les limites de la justice affrontée aux nécessités politiques.

Néanmoins, le procès aura eu une valeur exemplaire, quoique ne portant que sur les années de guerre et non sur les années 1933-1939. Bien qu'étant une « justice rétroactive appliquée par les vainqueurs » le tribunal de Nuremberg a dressé les fondements du droit pénal international.

LA BANALITÉ DU MAL

◆ « Selon la volonté d'Himmler, Auschwitz était destiné à devenir le plus grand camp d'extermination de toute l'histoire de l'humanité. Au cours de l'été 1941, lorsqu'il me donna personnellement l'ordre de préparer à Auschwitz une installation destinée à l'extermination en masse et me chargea moi-même de cette opération, je ne pouvais me faire la moindre idée de l'envergure de cette entreprise et de l'effet qu'elle produirait. Il y avait certes, dans cet ordre quelque chose de monstrueux qui surpassait de loin les mesures précédentes. Mais les arguments qu'il me présenta me firent paraître ses instructions parfaitement justifiées. Je n'avais pas à réfléchir ; j'avais à exécuter la consigne. Mon horizon n'était pas suffisamment vaste pour me permettre de me former un jugement personnel sur la nécessité d'exterminer tous les Juifs. » ◆

Rudolf Hoess, *Le Commandant d'Auschwitz parle*, La Découverte, 2005.

JOSEPH KESSEL À NUREMBERG

◆ « Les militaires claquent les talons. Les civils serrent les mains. Les uns sourient. D'autres ont les traits soucieux. Certains visages ne montrent aucune expression. Ils s'assoient, s'installent, causent entre eux ou avec leurs défenseurs. Mais aucun de ces vingt hommes, dont je scrute les figures avec une avidité passionnée, aucun ne porte sur le front ou dans les yeux la moindre trace, le moindre reflet, la plus petite justification de leur gloire passée, ou du terrifiant pouvoir qui fut le leur. [...] Oui... les voici, les anciens maîtres insolents et impitoyables, les faux demi-dieux. Les voici, tirés de leurs cellules, conduits jusqu'à leur banc pour la deuxième semaine de leur procès. Ils ne sont plus que des accusés déjà pliés à l'inflexible ordonnance des débats, déjà rodés aux servitudes de leur chute. » ◆

J. Kessel, *France soir*, le 27 novembre 1945 cité par A. Wiewiorka, *Le Procès de Nuremberg*, Liana Levi, 2006, pp. 53-55.

■ Le procès de Tokyo

Le Tribunal international pour l'Extrême-Orient (tribunal de Tokyo) est quant à lui fondé par une déclaration du Commandant suprême des forces alliées, le général Mac Arthur, le 19 janvier 1946, sur la base de la déclaration de Potsdam et de l'acte de reddition japonais. La comparaison avec Nuremberg s'avère intéressante. Ce tribunal, formé par 11 nations (désignant chacune un juge) est organisé selon une charte fortement inspirée de celle de Nuremberg, mais élaborée par les seuls Américains. La charte envisage divers crimes, mais seuls les individus accusés de crimes contre la paix comparaissent. Notons que ces crimes sont définis à partir du pacte de Paris (Briand-Kellog) de 1928 dont le Japon était signataire, qui condamne toute guerre d'agression. Ainsi, contrairement à Nuremberg, l'acte d'accusation couvre une période qui débute en 1928, bien avant Pearl Harbour, mais qui pour le tribunal illustre l'idée même de « complot contre la paix ».

Le tribunal distingue les différentes responsabilités :

- les nations qui ont souffert des crimes de guerre perpétrés par l'armée japonaise se chargent de juger elles-mêmes leurs bourreaux : sur 5 700 accusés, 920 sont condamnés et exécutés ;
- le tribunal de Tokyo ne retient que les hauts responsables de la politique agressive du Japon (250 personnes arrêtées, mais seulement 28 jugées selon liste des experts américains, la plupart militaires et hommes politiques). L'empereur Hiro-Hito est écarté et c'est le général Tojo qui assume – volontairement – toute la responsabilité de la politique japonaise.

Très médiatisé, le procès commence le 3 mai 1946 et compte 818 séances. La cour rend son verdict le 12 novembre 1948 : huit des vingt-huit accusés sont condamnés à mort, la plupart des autres à la détention à perpétuité. En outre, la révélation des atrocités japonaises (expérimentations médicales, massacre de Nankin, marche à la mort de Bataan...) bouleverse l'opinion japonaise. En parallèle, les États-Unis mettent en place une politique de démantèlement du shinto d'État à partir de 1945.

Mais de même qu'à Nuremberg, le procès de Tokyo atteint ses limites avec le **cas Hiro Hito** : considéré comme moralement responsable, il échappe au procès en plaquant le statut de monarque constitutionnel irresponsable (et doit donc abandonner dans l'affaire son statut d'empereur divin).

Un autre problème est posé par l'objet même du procès : le tribunal condamnait le colonialisme japonais, non celui des Occidentaux (ainsi, l'occupation de la Corée passée sous contrôle américano-soviétique, n'est pas considérée comme crime de guerre, alors que l'armée japonaise y pratiqua la déportation et la prostitution forcée... la question est encore une cause de tension entre les deux pays). Le « crime contre l'humanité » fut mentionné mais ne constituait pas un chef d'accusation (la défense aurait eu beau jeu d'évoquer les bombardements atomiques) ! Ainsi, les expériences biologiques et chimiques conduites en Chine ne furent pas jugées car les Américains, pour en conserver les résultats, ne révélèrent pas le travail de cette unité au tribunal. En fait, le procès de Tokyo fait du Japon la réplique asiatique de l'Allemagne nazie, ce qui est discutable : le rapprochement avec les pays de l'Axe est tactique et non idéologique. Dans le même ordre d'idée, le procès de Tokyo érige les militaires en boucs émissaires de la société japonaise, pour une guerre qui n'est plus « la guerre de la grande Asie orientale » censée libérer l'Asie des Occidentaux...

DÉSHUMANISATION ET EXPÉRIENCES MÉDICALES EN ASIE

◆ « Nous appelions ces prisonniers *maruta*, ce qui signifie "bûche, bille de bois". Bien que chacun d'eux ait eu à son arrivée une carte d'identité avec ses noms et lieu de naissance, la raison de son arrestation et son âge, nous lui attribuions un simple numéro. Un *maruta*, un "morceau de bois" n'était plus que le numéro qu'il portait, une partie d'un matériau qui ne servait qu'aux expériences. On ne le considérait pas comme un être humain. » ◆

Un infirmier militaire japonais, cité par J.-L. Margolin, *L'Armée de l'Empereur*, Armand Colin, 2007, p. 255.

■ Les épurations (France et Autriche)

Le cas de la France est intéressant : occupée par l'armée allemande, et dirigée par un régime collaborationniste, la France a connu une guerre civile qui ne s'achève pas avec la Libération. On peut distinguer deux types d'épuration – le terme faisant d'ailleurs débat. Dans les premiers temps de la Libération, une **épuration « sauvage »** s'instaure, qui relève souvent plus de la vengeance, voire du crime, que de la justice. François Mauriac parle même d'un « camp de représailles » animé par l'esprit de vengeance. Le bilan de l'épuration sauvage est flou : on évoque 100 000 exécutions... ce qui semble exagéré, même si le déchaînement de violence est manifeste. Le général de Gaulle parle dans ses mémoires de 10 842 cas, l'enquête menée par le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale aboutit à environ 10 000 cas. Cas particulier, celui des femmes tondues : de 1943 à 1946, près de 20 000 Françaises sont tondues (un châtiment inspiré du rasage prophylactique imposé aux prostituées), accusées la plupart du temps (et sans guère de preuves) d'avoir entretenu une liaison avec l'occupant, la « collaboration horizontale ».

Quant à l'**épuration légale**, elle se met en place dès 1943 à Alger : il s'agit d'une justice politique légale, menée par des tribunaux militaires, et qui se perpétue en septembre 1944 en France. Les chiffres : 350 000 dossiers ouverts par les Cours spéciales de justice (une par cour d'appel à partir de septembre 1944) et les Chambres civiques, qui donnent lieu à 80 000 jugements dont 1 500 condamnations à mort (et la moitié furent exécutées). En outre est créée à cette occasion la peine « d'indignité nationale » (90 000 personnes) qui relève des Chambres civiques créées en décembre 1944. Par ailleurs, il existe une épuration professionnelle encore mal connue et à la sévérité variable (ex. : les 240 préfets de Vichy ont été épurés tandis qu'au Conseil d'État, les grands juristes de Vichy demeurent tel Maurice Lagrange, qui fut l'un des rédacteurs des lois antisémites). Au final, l'épuration légale, en France, donne plutôt une impression de mansuétude, et l'opinion publique réagit souvent au maintien, à la libération, de nombreux fonctionnaires de Vichy. Les flambées de violence durent jusqu'en 1945 (au retour des déportés indignés) puis l'affaire se tasse jusqu'aux amnisties de 1947 et 1953. Au total, la France aura été sévère quant aux condamnations à mort mais plus coulante pour les peines d'emprisonnement.

En parallèle, **le cas de l'Autriche**, intégrée au Reich dès 1938, vaincue et occupée par les Alliés, est une alternative qui montre le poids des enjeux d'après-guerre : on y dénombre 136 000 instructions de 1945 à 1955, qui aboutissent à 23 477 jugements rendus et à 13 607 condamnations, dans les 4 tribunaux populaires (un par région d'occupation à Innsbruck, Linz, Graz et Vienne). Mais contrairement à l'Allemagne, les tribunaux sont formés par des Autrichiens. Au final, ceux-ci rendent des sentences légères : 27 condamnations à perpétuité, 43 à mort... En outre, la disparition des tribunaux populaires en 1955 met quasiment un terme aux poursuites contre les criminels nazis (aucun procès depuis 1975). L'affaire Kurt Waldheim, du nom de l'ancien secrétaire général de l'ONU (1972-1981), élu président de la République autrichienne (1986-1992) en dépit d'un passé de guerre qui fit débat, éclaire les limites de cette épuration.

◆ Le cas de Limoges est bien connu : dès la libération de Limoges, le 21 août 1944, des violences apparaissent. Aussi, le Comité départemental de libération forme dans l'urgence une cour de justice militaire improvisée, qui va siéger pendant trois semaines, comme contre-feu à la violence populaire. Ce tribunal n'a que trois verdicts possibles : mort immédiate, emprisonnement pour instruction, relaxe. Ce tribunal n'a pas été reconnu comme légal ultérieurement et les condamnations prononcées furent donc rétroactivement « juridiquement inexistantes ». ◆

AUTRES ÉPURATIONS : BILAN CHIFFRÉ

◆ Belgique : 400 000 affaires traitées par les auditorats militaires, Pays-Bas : 200 000 affaires. Les peines varient, de la prison (14 332 emprisonnements aux Pays-Bas) et du licenciement des agents de l'État (60 000 en Hongrie), à la dégradation nationale (Pays-Bas : 40 000 personnes) et à la mort. ◆

4 Construire l'après-guerre et préserver la paix

■ Instaurer la paix de justice

« *La SDN est morte, vive l'ONU !* » Ces mots de Lord Cecil concluent la dissolution, en avril 1946 de la SDN. La Société des Nations a montré son incapacité à calmer les tensions et à freiner la course à la guerre : il s'agit de la remplacer. Mais sur quelles bases ? Pour Roosevelt, c'est la Grande Crise et la Dépression qui ont nourri l'impérialisme nippon et le national-socialisme tandis que Pearl Harbor a révélé les limites de l'isolationnisme américain. Aussi le projet américain entend-il à la fois défendre la démocratie, le libéralisme économique, et lutter contre les causes de guerre par la possibilité d'un arbitrage. Ces principes, formulés une première fois par Roosevelt et Churchill dans la charte de l'Atlantique (14 août 1941) qui définit les conditions de l'après-guerre, sont repris le 1^{er} janvier 1942 dans la Déclaration des 26 nations unies contre le nazisme, ainsi que dans la charte des Nations unies du 26 juin 1945. Ils sanctionnent donc une vision américaine des relations internationales futures... à laquelle s'opposera bientôt la vision soviétique.

LA CHARTE DES NATIONS UNIES (PRÉAMBULE)

◆ Nous, peuples des nations unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indiscutables souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.

Et à ces fins à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales, à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun, à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples, avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces des-

seins. ◆
San Francisco, le 26 juin 1945.

Le projet d'une organisation des nations unies naît effectivement lors de la première conférence entre les trois « Grands », la conférence de Téhéran (novembre-décembre 1943) : Roosevelt y pose les principes fondateurs de l'ONU. L'idée rebondit lors des discussions de Dumbarton Oaks (du 21 août au 7 octobre 1944), entre délégués anglais, américains, russes et chinois. Il s'agit de créer une nouvelle organisation internationale, et surtout de la doter de moyens, contrairement à la SDN, et du soutien des puissances. La nouvelle organisation est censée empêcher de nouvelles agressions, éliminer les causes de guerre et encourager la démocratie (mais la notion de démocratie prête à interprétations, comme le montre la déclaration sur l'Europe libérée de Staline). Enfin, le projet est entériné lors de la conférence de Yalta (février 1945).

■ Une organisation fonctionnelle

L'ONU est à la fois chargée de résoudre les crises et de les prévenir : une double mission assumée par le Conseil de sécurité, l'assemblée générale et les divers organismes rattachés (UNESCO, FAO, OMS...). **Le Conseil de sécurité** est l'institution où s'élaborent les grandes décisions. Formé de 5 membres permanents disposant d'un droit de veto et de 6 membres élus pour deux ans, il prononce des résolutions et peut prendre des sanctions, y compris militaires (mais sans disposer d'une force propre). **L'assemblée générale** rassemble 51 pays, tous ayant déclaré la guerre à l'Allemagne avant le 1^{er} mars 1945. Chaque État dispose d'une voix. Dans les premiers temps, ce système avantage nettement les États-Unis, sûrs des voix de l'Amérique latine et de l'Europe occidentale, aussi l'URSS demande-t-elle un droit de veto pour les membres permanents du Conseil de sécurité. Par la suite, les nouveaux États issus de la décolonisation formeront un bloc de pays moins enclins à suivre les directives nord-américaines.

La prépondérance américaine est également financière, symbolisée par deux institutions : **la Banque Internationale pour la reconstruction et le développement** (BIRD) ainsi que **le Fonds monétaire international**

(FMI), censé veiller sur les monnaies (et qui utilise le dollar comme monnaie de réserve). De manière éclairante, la contribution américaine au FMI en 1944, de 2 750 millions de dollars, est très largement supérieure à celle de la Grande-Bretagne, deuxième contributeur avec 1 300 millions de dollars (la France, cinquième contributeur, collabore à hauteur de 450 millions de dollars). En outre, le modèle économique américain va bientôt s'imposer (30 octobre 1947) grâce au *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT), un accord pour l'harmonisation des politiques douanières et le développement du libre-échange qui rassemble à sa création 23 pays, engagés dans une série de négociations (ou *round*), entamées avec le cycle de Genève (1947).

On pense alors que les Nations unies seront plus efficaces que la SDN, d'autant que si l'ONU ne dispose pas d'une force armée, elle peut requérir l'aide des puissances. Dans les faits, l'ONU doit s'accorder à la raison d'État : il s'agit moins de rendre des arrêts de justice, que des motions politiques témoignant d'un rapport de force. À cet égard, les États-Unis, s'ils disposent d'une majorité initiale, se heurtent au blocage soviétique (100 vetos entre 1946 et 1962) : ils font d'ailleurs adopter, en novembre 1950, une résolution permettant de contourner le problème et d'envoyer des casques bleus. Sans être aussi paralysée que la SDN, l'ONU va devoir apprendre à gérer les contradictions entre les principes revendiqués et la réalité du nouveau système mondial.

Conclusion

La Seconde Guerre mondiale confirme les sombres perspectives de la première : le déclin des anciennes puissances européennes paraît désormais avéré et, inversement, les puissances soviétique et américaine semblent sans rivales. Dans un monde traumatisé par la guerre et par des crimes d'État qui, après le précédent du génocide arménien, ont atteint une ampleur insoupçonnée, la paix semble à la fois un objectif absolu et un mirage. Un objectif primordial, fondé sur une paix qui se veut équilibrée, entre justice (avec les grands procès et le processus de dénazification) et sécurité. Il s'agit d'interdire un retour en force de l'Allemagne, non de l'humilier. Et c'est instruits par l'échec de la SDN que les États se réorganisent autour d'une nouvelle structure, l'ONU, avec l'espoir de ne pas reproduire les erreurs passées et de savoir gérer les risques de l'avenir (menace nucléaire, tension Est-Ouest...) tandis que les individus aspirent à un État qui les protège, les encadre sans les contrôler : l'État-providence naît dans les décombres de la guerre. Mais une paix qui demeure manifestement fragile. En effet, à la guerre ouverte entre l'Axe et les Alliés succède une guerre d'un nouveau genre entre les deux puissances majeures, une guerre sourde et indirecte qui oppose non des nations, mais des idéologies et des sociétés.

VERS UNE JURIDICTION PÉNALE INTERNATIONALE

◆ D'autres tribunaux apparaissent ensuite. En 1993, le conseil de Sécurité de l'ONU vote la formation d'un TPI pour l'ex-Yougoslavie, installé à La Haye. De même, en 1994 il décide la formation d'un TPI pour le Rwanda, installé à Arusha (Tanzanie). Le tribunal spécial pour le Sierra Leone (2000), quoique de nature différente, participe de cette même logique. Des tribunaux nationaux, relevant d'accords signés avec l'ONU (tribunal « Khmers rouges » de 2003, tribunal spécial pour le Liban de 2007) explorent d'autres possibilités de partenariat judiciaire. Enfin, c'est en 1998, à la conférence de Rome qu'est instituée la Cour pénale internationale, adopté par 120 États sur 160... 7 États, parmi lesquels les États-Unis, la Chine, l'Inde ou encore Israël votent contre. Le statut de la cour pénale lui donne compétence sur les crimes tels que le crime contre l'humanité, le crime de guerre, le crime d'agression... ◆

Les « silences de Pie XII » au crible de l'Histoire

En juin 1944, la popularité du pape Pie XII est à son comble. Une image s'impose alors, celle du pape protecteur qui, seule autorité souveraine dans une Rome désertée par le pouvoir, bénit la foule depuis la basilique Saint-Laurent-hors-les-murs, juste après le bombardement du 19 juillet 1943. Le jour de la libération de Rome, les Romains se rassemblent sur la place Saint-Pierre pour acclamer celui qui, par sa diplomatie, avait su préserver la Ville éternelle de la destruction. Certes, quelques voix plus critiques à l'intérieur de l'Église (Paul Claudel, Jacques Maritain, François Mauriac) posent la question de l'attitude discrète du Saint-Siège face au génocide, mais dans l'ensemble, le consensus autour de la personne et de l'action du souverain pontife est réel. Mais en 1963, la question des « silences » pontificaux au sujet du génocide est posée par la pièce d'un dramaturge allemand, Rolf Hochhuth : *Le Vicaire. Une tragédie chrétienne*. L'accusation est simple : Pie XII, informé par diverses sources, de la Solution

finale, n'a pas élevé la voix et, de la sorte, a failli à sa charge. La pièce déclenche immédiatement une polémique autour de la personne de Pie XII, présenté comme froid et sans cœur. La question se pose : pourquoi le Vatican, puissance morale autoproclamée, et pourquoi le pape Pie XII n'ont-ils pas, *ex cathedra*, dénoncé les persécutions et les massacres ? Le Saint-Siège réagit par la publication des *Actes et Documents du SS relatifs à la Seconde Guerre Mondiale* (1965-1981), afin de montrer quelle fut son action durant la guerre.

Certes, il était informé : dès le 8 août 1942, Kurt Gerstein, catholique fervent engagé dans la SS par soucis de témoignage, fait parvenir un rapport précis sur l'extermination, à M^{gr} Preysing (Berlin), après avoir été éconduit par le nonce, M^{gr} Orsenigo, méfiant. Et bientôt, d'autres sources viennent confirmer l'information. Dans son message radiophonique de Noël 1942, Pie XII évoque, sans désigner de coupables, les « centaines de mil-

liers de personnes, qui, sans aucune faute de leur part, et parfois pour le seul fait de leur nationalité ou de leur race, ont été vouées à la mort ou à une extermination progressive ». Une dénonciation sur le mode feutré. En laissant aux évêques le choix (et les risques) d'une protestation, Pie XII entendait protéger l'Église, une prudence dont il lui faudrait porter la responsabilité, après guerre.

De toute évidence, le pape parla peu. Peu confiant en l'effet d'une protestation solennelle, dont il craignait les conséquences pour les catholiques, Pie XII est plus souvent intervenu diplomatiquement, par les nonciatures, pour empêcher les déportations... avec un succès variable, y compris dans les États catholiques comme la Slovaquie, et jusqu'à Rome. À cet égard, la rafle romaine du 16 octobre 1943 que la papauté parvint à stopper, sauvant près de 4 000 juifs de la déportation, constitue un exemple, positif, d'une action souvent contrariée.

Bibliographie

Ouvrages généraux

- J.-P. AZEMA et F. BEDARIDA (dir.), *1938-1948, les années de tourmente, dictionnaire critique*, Flammarion, 1995.
- D. BARJOT, O. DARD, D. MUSIEDLAK, O. FARON, *Les Sociétés, la guerre, la paix*, SEDES, 2004.
- B. CABANES, E. HUSSON (dir.), *Les Sociétés entre guerres et paix*, Armand Colin, 2003.
- S. COURTOIS et A. WIEVIORKA, *L'État du monde en 1945*, La Découverte, 1994.
- M. MAZOWER, *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au XX^e siècle*, Complexe, 2005.
- F. BEDARIDA, *Histoire, critique et responsabilité*, Complexe, 2003. Un recueil d'articles sur diverses questions liées à la mémoire du conflit et de la Shoah.

Les génocides

- F. BRAYARD, *Auschwitz, enquête sur un complot nazi*, Seuil, 2012.
- C. BROWNING, *Des hommes ordinaires*, Les belles lettres, 1993. Une étude importante sur la mentalité des einsatzgruppen, à partir de l'expérience d'un bataillon.
- P. BURRIN, *Hitler et les juifs*, Seuil, 1989.
- S. FRIEDLANDER, *L'Allemagne nazie et les juifs, T. 1, Les Années de persécution, (1933-39)*, Seuil, 1997 et T. 2, *Les Années d'extermination (1939-1945)*, Seuil, 2008. Une grande étude, de référence.
- R. HILBERG, *La Destruction des juifs d'Europe*, Fayard, 1988.
- R. HILBERG, *Exécuteurs, victimes, témoins. La catastrophe juive 1933-1945*, Gallimard, 1994.
- A. SALOMONI, *L'Union Soviétique et la Shoah*, La Découverte, 2009.
- A. WIEVIORKA, *Déportation et génocide, entre la mémoire et l'oubli*, Plon, 1992.
- A. WIEVIORKA, *L'Ère du témoin*, Plon, 1998. Sur le rapport à la mémoire et à l'Histoire.
- A. WIEVIORKA et C. MOUCHARD (dir.), *La Shoah, témoignages, savoirs, œuvres*, Presses universitaires de Vincennes, 1999.

Les procès de l'après-guerre

- M.-O. BARUCH (dir.), *Une poignée de misérables – L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Fayard, 2003. Un ouvrage remarquable qui croise différentes approches (catégorielle, professionnelle...).
- B. BRUNETEAU, *Le Siècle des génocides*, Armand Colin, 2003.
- J. COTILLON, *Ce qu'il reste de Vichy*, Armand Colin, 2006. La question, bien posée et traitée, des lendemains de guerre pour les élites vichyssoises.
- L. GOLDENSOHN, *Les Entretiens de Nuremberg*, Flammarion, 2005. Les confidences des accusés de Nuremberg à un psychanalyste américain.
- J.-L. MARGOLIN, *L'armée de l'empereur*, Armand Colin, 2007.
- A. SIMONIN, *Le Dishonneur dans la République*, Grasset, 2008.
- E. TRAVERSO, *La Violence nazie, une généalogie européenne*, la Fabrique, 2002.
- A. WIEVIORKA, *Nuremberg et Tokyo*, Complexe, 1996. Une belle synthèse, très accessible, sur ce sujet complexe, entre droit et histoire.

Les sociétés dans l'après-guerre

- E. ALARY, B. VERGEZ-CHAIGNON, G. GAUVIN, *Les Français au quotidien – 1939-1949*, Perrin, 2006. Une magnifique synthèse sur la vie quotidienne pendant et aux lendemains du conflit.
- P. MELANDRI, *Histoire des États-Unis depuis 1865*, Nathan Université, 2000.
- M.-F. TOINET, *La Chasse aux sorcières : le Maccarthysme (1947-1957)*, Complexe, 1984.
- N. WERTH, *Histoire de l'URSS*, PUF, 1988.
- N. WERTH, *La Terreur et le désarroi, Staline et son système*, coll. « Tempus », Perrin, 2007.

Romans et récits

- Anonyme, *Une femme à Berlin, journal*, Gallimard, 2006.
- R. ANTELME, *L'Espèce humaine*, Gallimard, 1978.
- A. FRANK, OTTO H. FRANK, *Journal d'Anne Frank*, Livre de poche, 1977.
- P. LEVI, *Si c'est un homme*, Pocket, 1988.
- J. SEMPRUN, *L'Écriture ou la vie*, Gallimard, 1994.

Croissance et guerre froide (1945-1973)

DEUXIÈME PARTIE

- 13** La nouvelle situation internationale et l'affrontement des blocs
- 14** Les nouvelles puissances
- 15** La reconstruction et l'organisation économique et politique de l'Europe de l'Ouest (1945-1973)
- 16** La fin des empires (1945-1975)
- 17** La croissance économique et la transformation profonde de la société française après 1945
- 18** L'évolution des sociétés occidentales européennes pendant la croissance (1945-1973)

La nouvelle situation internationale et l'affrontement des blocs

À partir de 1947, et pour plus de vingt ans, la guerre froide (l'expression a été forgée par un journaliste américain, Walter Lippmann) s'impose dans les relations internationales, opposant les blocs – une communauté de pays structurée par un réseau d'alliances et soudés par une idéologie commune – à tous les niveaux. Car la guerre froide s'étend de la sphère politique à l'économie, la culture, la science même... Elle est relayée, dans les démocraties occidentales, par les partis communistes. Si Américains et Soviétiques ne se heurtent pas directement, ils s'affrontent toutefois de manière indirecte dans des conflits extérieurs, ou lors de crises, jusqu'à mener une diplomatie « au bord du gouffre » qui, du fait des armements nucléaires, menace la planète. Au sein de cet affrontement, les nations sont sommées de choisir entre les deux systèmes selon une logique de blocs. Inévitablement, cette logique binaire entraîne des réactions, des refus et une forme de neutralisme qui vont rendre plus complexe le monde de l'après-guerre.

1 Le monde redessiné par les deux grands ?

■ Les États-Unis et l'URSS : alliés ou rivaux ?

En 1945, deux grands vainqueurs se font face : les États-Unis et l'URSS. Si l'alliance a bien fonctionné durant la guerre, le contexte d'après-guerre (un monde à reconstruire) oppose précocement deux régimes forts différents, passés rapidement de puissances en marge à super-puissances. **L'opposition est déjà idéologique**, entre deux systèmes de pensée différents, voire opposés. La doctrine américaine s'inscrit dans la charte de l'Atlantique, du 12 août 1941 : ce document, reprenant nombre de positions de l'internationalisme wilsonien, défend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à choisir librement leur gouvernement, et entend élaborer un système international garantissant la sécurité à l'issue de la guerre. Pour l'Union soviétique, si le motif de la révolution mondiale est passé en arrière-plan (mais il reste incarné par le Kominform à partir de 1947), la défense du modèle communiste et la construction du socialisme dans un seul pays régissent la politique extérieure soviétique. Si les deux puissances se définissent comme démocratiques, c'est selon deux conceptions bien différentes. Ce différend, idéologique avant la guerre, devient **géopolitique** pendant la guerre et surtout à sa conclusion, au moment où l'Europe et sa reconstruction deviennent un enjeu. C'est alors que les deux systèmes vont être amenés à s'opposer.

◀ VOIR CARTE A P. 410 ▶

■ Yalta : partage du monde ou ultime main tendue ?

L'un des enjeux majeurs de la fin de la guerre est bien évidemment la reconstruction d'une Europe apaisée et pacifiée. C'est l'objet de nombreuses conférences internationales durant l'année 1945, à Yalta (du 4 au 11 février) puis, une fois l'Allemagne vaincue, à Potsdam (du 17 juillet au 2 août).

Certes, les Alliés se sont déjà concertés, durant le conflit, au sujet de l'avenir, notamment lors des conférences de Moscou (octobre 1943) puis de Téhéran (novembre/décembre 1943). Mais c'est souvent à Yalta qu'on place le « partage du monde », une représentation contestable.

LES ACCORDS DE YALTA
(ART. V – DÉCLARATION SUR
L'EUROPE LIBÉRÉE)

◆ « Le rétablissement de l'ordre en Europe et la reconstruction de la vie économique nationale devront être réalisés par des méthodes qui permettront aux peuples libérés d'effacer les derniers vestiges du nazisme et du fascisme et de se donner des institutions démocratiques de leur propre choix. C'est un des principes de la charte de l'Atlantique que tous les peuples ont le droit de choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils entendent vivre et que les droits souverains et l'autonomie, dont ils ont été dépossédés de force par les pays agresseurs, doivent leur être restitués. » ◆

Extrait du communiqué du 11 février 1945.

LE PLAN MARSHALL

◆ Le 5 juin 1947, le général G. Marshall, secrétaire d'État, propose d'accorder à l'Europe une aide massive et gratuite. Il s'agit d'un plan de reconstruction économique afin d'assurer la stabilité politique et sociale des pays européens. Une organisation européenne est fondée pour gérer l'aide collective le 16 avril 1948 : il s'agit de l'Organisation européenne de coopération économique. ◆

S'il y a eu définition de zones d'influences, c'est principalement lors des conversations anglo-soviétiques sur l'Europe (octobre 1944) et américano-soviétiques sur l'Orient (décembre 1944).

À Yalta, Anglais, Américains et Soviétiques discutent déjà du projet d'Organisation des Nations unies, cher à Roosevelt et fondé sur le programme tracé par la charte de l'Atlantique, à laquelle Staline a adhéré en 1942. Une première conférence préparatoire, tenue à Dumbarton Oaks (1944), avait révélé des différends : ils sont en partie aplanis à Yalta, tant sur la question des sièges que des règles de fonctionnement. La nouvelle organisation est censée « empêcher de nouvelles agressions et éliminer les causes de guerre ». L'Allemagne n'en est pas systématiquement écartée. Il s'agit d'une « union des peuples » et non d'une assemblée d'États, c'est-à-dire de régimes politiques divers.

On évoque également à Yalta l'avenir de l'Europe : les trois Grands s'entendent sur une déclaration de l'Europe libérée, qui préconise l'organisation d'élections libres, mais le texte s'avère lourd de sous-entendus. Ainsi, la déclaration reconnaît le droit des peuples à « se donner les institutions démocratiques de leur choix », formulation ambiguë, même si Churchill a pris soin de faire admettre le principe que les gouvernements provisoires de tous les pays seront composés de « tous les éléments démocratiques ». Le terme « élections libres » sera également rapidement mis à mal dans les zones contrôlées par l'armée Rouge, et souvent au nom de la tâche de maintien de la « paix intérieure » confiée aux armées de libération.

S'agissant de l'Allemagne, la situation militaire des Anglo-Saxons contraint Roosevelt et Churchill à s'en tenir à une déclaration d'intentions assez floue, qui, si elle prévoit une dénazification, pose la question des responsabilités du peuple allemand et, parallèlement, des réparations. Si, pour les Alliés, la victoire doit être complète, de manière à éviter la renaissance d'une thèse comme le « coup de poignard dans le dos » de 1918, il ne s'agit pas, dans l'esprit de Roosevelt, de rééditer les erreurs de 1919 ni d'affamer l'Allemagne et de la pousser vers le communisme, mais au contraire d'en faire une frontière avec le communisme. Le plan Marshall (1947) viendra bientôt faciliter ce dessein. Le partage de l'Allemagne est élaboré en fonction de l'avancée des troupes, or à ce jeu, les Soviétiques sont alors très largement favorisés. Remarquons que la France est « invitée » à participer à cette occupation, grâce à l'intervention de Churchill, à charge pour les Anglo-Américains d'aménager une zone d'occupation pour la France.

L'autre question importante est celle de la Pologne : Staline a déjà entrepris de contrôler le pays en organisant un « comité de Lublin », futur gouvernement provisoire de tendance communiste, lors de la libération de Varsovie. Si Churchill parvient à faire entrer dans ce comité des éléments du mouvement polonais réfugié à Londres, créant ainsi « un gouvernement provisoire polonais d'unité nationale », il n'en fait pas pour autant un gouvernement libre dans un pays occupé par l'armée Rouge...

■ Potsdam : un constat d'échec

L'autre conférence majeure de cette fin de guerre est la conférence de Potsdam, du 17 juillet au 2 août 1945. Symboliquement réunie en Allemagne, elle a déjà vu un changement de rapports de force du fait de la victoire en Europe. Certes, le Pacifique est encore en guerre, mais les États-Unis vont faire, au cours de la conférence, la démonstration de l'arme atomique. Par ailleurs, les négociateurs ont changé :

Roosevelt, décédé le 12 avril 1945, est remplacé par Harry Truman, tandis que Churchill, battu lors des élections qui se déroulent pendant la conférence, s'efface devant Clement Attlee. Seul Staline demeure. La conférence de Potsdam révèle, dans une Europe enfin libérée, l'échec de la déclaration sur l'Europe : l'URSS est déjà en train de constituer un glacis d'États satellites et les cas polonais et roumains démontrent la vacuité des promesses faites à Yalta. Certes, des élections libres auront bien lieu en Hongrie (1945) et Tchécoslovaquie (1946), mais – étant des échecs pour les communistes locaux – elles seront vite remises en cause. Toutefois le cœur de cette conférence est la question allemande : reconnue comme une entité politique et économique, l'Allemagne fait l'objet d'une occupation collective, gérée par un Conseil de contrôle interallié. Est également créé le Conseil des ministres des Affaires étrangères des cinq puissances (États-Unis, URSS, Angleterre, France, Chine) afin de préparer les traités de paix. Mais le CMAE, divisé, ne parviendra qu'à « cinq traités et pas de paix » (A. Fontaine), dans un contexte de tension croissante.

La question des frontières se pose également : sur l'insistance de Staline, on se fixe sur la frontière Est déterminée en 1919, la « ligne Curzon », et non sur l'ancienne frontière, 200 km plus à l'est (suite à la défaite russe lors de la guerre russo-polonaise de 1920-1921). Les Polonais des régions annexées par l'URSS sont déplacés vers les zones prises à l'Allemagne, obtenant ainsi « des accroissements sensibles de territoires ».

■ Le monde remodelé ?

À l'issue de la conférence de Potsdam, la physionomie géopolitique de l'Europe est largement bouleversée, particulièrement à l'Est. L'URSS s'est agrandie vers l'ouest, incorporant les États baltes et la Moldavie septentrionale (comme prévu par l'accord Molotov-Ribbentrop), grignotant des terres tchécoslovaques, finlandaises et hongroises. Dans le reste de l'Europe, on revient aux frontières de 1919-1920. Une seule création : l'Islande, devenue indépendante du Danemark le 17 juin 1944. Dans le Proche-Orient, les appétits des deux grands se heurtent aux traditions coloniales, même si le Liban et la Syrie accèdent à l'indépendance en 1946, et l'Iran en 1948. Par ailleurs, la création de l'État d'Israël, en 1948, conclut une guérilla avec le Royaume-Uni.

En Asie, la paix doit effacer les traces de la conquête japonaise : indépendance de la Corée, restitution de la Mandchourie et de Formose à la Chine... Mais le principe d'une décolonisation s'étend également aux empires occidentaux : en quelques années, de jeunes États naissent sur les vestiges des empires coloniaux européens (Indonésie en 1945, Philippines en 1946, Inde et Pakistan en 1947, Ceylan et Birmanie en 1948, Vietnam en 1954...). Il en va de même pour l'Afrique où la Libye (1950), le Maroc (1954) et la Tunisie (1956) se libèrent de la tutelle occidentale.

2 Vers une guerre froide

■ Deux puissances face à face

Si la popularité de l'URSS et de Staline – forgée depuis Stalingrad – est indiscutable, sa puissance réelle est bien amoindrie, en dépit de ses « conquêtes » territoriales. Il s'agit d'un contraste frappant qui oriente la politique extérieure soviétique, fondée sur le maintien de la « grande alliance », garantie de paix, et la prise de gages territoriaux en Europe de

L'AVENIR DE L'ALLEMAGNE

(EXTRAIT DE L'ART. III

DU COMMUNIQUÉ DE LA CONFÉRENCE DE POTSDAM, 2 AOÛT 1945)

◆ « Le militarisme allemand et le nazisme seront extirpés, et les Alliés prendront d'accord, maintenant et dans l'avenir, les autres mesures nécessaires pour que l'Allemagne ne puisse plus jamais constituer une menace pour ses voisins ou pour la paix du monde. [...] L'intention des Alliés est de donner au peuple allemand l'occasion de se préparer à refaire éventuellement sa vie sur une base démocratique et pacifique. Si les efforts du peuple allemand sont fermement dirigés dans ce sens, il lui sera possible, le moment venu, de prendre sa place parmi les peuples libres et pacifiques du monde. » ◆

1948 : NAISSANCE D'ISRAËL

◆ Depuis le congrès de Bâle (1897) jusqu'à la proclamation de l'État d'Israël (1948), le sionisme est partagé entre l'action politique légaliste, pour obtenir du Royaume-Uni – mandataire en Palestine – qu'il autorise la communauté juive palestinienne à créer un État indépendant ; et l'action terroriste (celle de l'Irgoun et du Lehi), pour forcer les autorités britanniques au départ. À partir d'octobre 1945, confrontées à une quasi-guérilla menée par l'exécutif sioniste et à des attentats importants (comme celui de l'hôtel King David du 22 juillet 1946), les autorités britanniques s'en remettent à l'ONU, qui propose, par la résolution 181, un plan de partage de la Palestine. La guerre civile qui s'ensuit, entre les communautés arabe et juive, annonce les futures tensions et donne naissance à la question israélo-palestinienne. ◆

l'Est, garantie de sécurité. La conduite à tenir fait débat au plus haut niveau de l'État, entre les partisans d'un retour à la politique des années 1930 (Jdanov) et ceux qui poussent à une régulation face à un camp impérialiste soudé (Staline, Malenkov). Cette deuxième option, qui justifie le partage de l'Europe en zones d'influence aboutit à la formation des blocs et à la multiplication des conflits indirects, jusqu'à la « guerre froide ».

◀ VOIR CARTE A P. 410 ▶

JOSIP BROZ (DIT TITO) (1892-1980)

◆ À la tête de la résistance communiste, il a largement contribué à la libération de la Yougoslavie, qu'il gouverne seul dès 1945. Mais ses initiatives le mettent en conflit avec Staline, lequel, en 1948, opte pour une politique de force, *via* le Kominform. Tito réagit en épurant le PC yougoslave des éléments proches de Moscou. Une tentative soviétique de blocus économique entraîne la Yougoslavie à se tourner vers le bloc occidental, sans renier l'idéologie socialiste. Le modèle de socialisme national qui en découle, condamné comme « déviationnisme titiste », engage la Yougoslavie au sein du mouvement des non-alignés. ◆

Apparemment convaincu que les États-Unis retireraient rapidement leurs forces d'Europe, Staline peut aller loin dans l'épreuve de force, comme dans la question allemande. **La soviétisation de l'Europe de l'Est** est un processus inexorable qui voit basculer peu à peu la Pologne (1947), la Tchécoslovaquie (1948), la Hongrie (1949), un processus appuyé par des partis communistes locaux souvent puissants (Tchécoslovaquie : 1,2 million de membres). Elle connaît toutefois ses limites dans le cas chinois (où la politique soviétique s'avère assez timorée, de l'aveu même de Staline) comme face à la détermination occidentale en Iran ou en Turquie. Cas particulier enfin, celui de **la Yougoslavie** qui, s'étant libérée seule, jouit d'une certaine autonomie par rapport à Moscou, alors même que Tito, à la tête du Parti communiste, a remporté largement les élections de novembre 1945. Cette autonomie va toutefois bientôt se muer en brouille, qui aboutit, le 28 juin 1948, à l'exclusion de la Yougoslavie du Kominform.

Car la puissance américaine se trouve renforcée par l'arme atomique : si jusqu'en juillet 1945, Roosevelt puis Truman ont préféré conserver des égards envers l'URSS, du fait de la guerre dans le Pacifique, l'explosion de la bombe A permet d'entrevoir une victoire certaine, sans l'appui soviétique... une suprématie militaire qui fait le pendant à la suprématie économique. Ce modèle économique libéral, évoqué dans la charte de l'Atlantique, est perçu aux États-Unis comme l'outil nécessaire pour faire entrer des États, voire des régions entières, dans la modernité. De là **une diplomatie fondée sur le dollar**. Or le dollar, consacré lors de la conférence de Bretton Woods (juillet 1944) comme la seule monnaie convertible en or, fixant le cours des autres devises, est devenu la seule monnaie d'échange international : un instrument diplomatique majeur pour la politique américaine. Il s'agit, pour Washington, d'affirmer sa suprématie et de définir un nouvel ordre mondial. Appuyée par le Fonds monétaire international (FMI), ainsi que par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), cette politique s'incarne enfin, en 1947, dans les accords du GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*), qui doivent libéraliser le commerce mondial. Une ambition qui se heurte toutefois à la réalité des sphères d'influence envisagée à Yalta.

■ L'Europe au cœur de la tension Est-Ouest

L'Europe, au moment de la capitulation allemande, est déjà pratiquement divisée. En Pologne, en Yougoslavie (traité soviéto-yougoslave du 11 avril 1945), en Roumanie (insurrection communiste du 24 février 1945), Moscou soutient des gouvernements dominés par les communistes. À Potsdam, l'URSS impose la ligne Oder-Neisse comme frontière germano-polonaise, obtient gain de cause dans ses revendications au sujet des réparations allemandes (outre des prélèvements dans sa propre zone d'occupation, elle obtient un quart de l'équipement industriel des zones occidentales) et formule de nouvelles revendications pour l'accès en mer Égée, la question des détroits... Par ailleurs, les États-Unis, dès la cessation des combats en Asie, annoncent la fin des accords « Prêt-Bail » dont bénéficiait l'URSS, et l'on souligne que le Japon capitule devant les seuls États-Unis. La tension, manifeste lors

de la conférence de Londres de septembre 1945, entraîne un constat d'échec et la tenue à Moscou d'une nouvelle conférence des ministres des Affaires étrangères qui voit l'URSS céder sur deux grands principes : les élections « libres » en Roumanie et Bulgarie, et la présence de la Chine et de la France à la conférence de paix de Paris, de l'été 1946.

De même, l'URSS se heurte, en Iran, aux Britanniques, décidés à conserver ce territoire : en mars 1946, au plus fort de la crise, Churchill prononce à Fulton (Missouri), en présence d'un Truman approuvateur, un discours célèbre où il évoque un « **rideau de fer** » tombé sur l'Europe. L'Europe s'engage dans une politique de fermeté qui entraîne, lors de la conférence de la Paix de Paris du 29 juillet au 15 octobre 1946, un conflit sur la question de l'Allemagne (les Américains plaident pour une libéralisation économique quand les Soviétiques procèdent, dans leur zone, à une complète réorganisation de l'économie sur le modèle socialiste) qui oblitère le principe d'une réunification, pourtant accepté par tous. L'échec de la conférence de Paris renforce encore davantage l'antagonisme entre Occidentaux et Soviétiques, marqué par l'aide que l'URSS accorde à la Yougoslavie, l'Albanie, la Bulgarie, ainsi qu'à la guérilla communiste grecque. Dans ce même ordre d'idée, les partis communistes occidentaux, puissants (France : 1 million d'adhérents, Italie : 1,8 million d'adhérents) font pression sur les opinions publiques, par un discours pacifiste. Mais en Grèce, comme en Turquie (sur laquelle l'URSS fait pression pour pouvoir contrôler les détroits), Moscou se heurte à la détermination américaine – symbolisée par l'envoi d'une flotte importante en Méditerranée – et recule.

Certes, en 1946, Washington fait, à deux reprises (plan Acheson-Lilienthal du 16 mars et plan Baruch, d'avril) une proposition visant à une gestion internationale de l'arsenal nucléaire, proposition érudue par l'URSS. En septembre, l'administration américaine déclare que les forces militaires américaines ne se retireront pas d'Allemagne tant que d'autres forces d'occupation s'y maintiendront. Le remplacement, au département d'État, en janvier 1947, de Byrnes – favorable au dialogue avec l'URSS, par le général Marshall, partisan de la fermeté, marque ce tournant diplomatique.

■ Le plan Marshall

La crise est patente et engage les États-Unis dans une politique de résistance, symbolisée – au moment de la conférence de Moscou du 10 mars 1947, pour solutionner les problèmes pendants de l'après-guerre – par le discours, prononcé le 12 mars devant le Congrès, du président Truman, lequel expose sa doctrine, inspirée des réflexions du diplomate Georges Kennan. Ce dernier, convaincu de la nature expansive du communisme, défend une politique du « **containment** » (l'endiguement), couplée à l'assistance aux « peuples libres qui résistent aux tentatives d'asservissements... » à l'exemple de la Grèce et de la Turquie. Moscou est donc un nouvel échec, notamment sur la question allemande. La résolution Vandenberg (1948), qui autorise les États-Unis à contracter des alliances militaires en temps de paix, et le plan Marshall symbolisent cette fracture. Présenté par Georges Marshall le 5 juin 1947, ce plan d'aide à la reconstruction économique se propose de rétablir l'équilibre commercial entre Européens et Américains, pour éviter l'accroissement de la misère sociale, vu comme un terreau pour le communisme. Si, jusque-là, les États-Unis se sont contentés de prêter aux Européens (10 milliards de dollars depuis 1945), il s'agit cette fois de dons (à 90 %), qui d'ailleurs sont réinvestis à 70 % dans le commerce transatlantique. Dans un climat de tension croissante, les États-Unis

LE RIDEAU DE FER

◆ « De Stettin, dans la Baltique, à Trieste, dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent les capitales de tous les pays de l'Europe orientale : Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia. Toutes ces villes célèbres, toutes ces nations se trouvent dans la sphère soviétique, et toutes sont soumises, sous une forme ou sous une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais encore au contrôle très étendu et constamment croissant de Moscou. [...] Les communistes, qui étaient plus faibles dans tous ces pays de l'Est européen, ont été investis de pouvoirs qui ne correspondent nullement à leur importance numérique, et cherchent partout à s'emparer d'un contrôle totalitaire. Sauf en Tchécoslovaquie, il n'existe pas dans cette partie de l'Europe, de vraie démocratie. » ◆

W. Churchill, discours de Fulton, 5 mars 1946.

◆ « C'est l'ombre et non la substance d'un danger qu'il nous faut combattre. » ◆

J. Kennan dans un rapport de 1947 (cité par J. Faure dans « De la Grande Alliance à l'affrontement armé Est-Ouest (1944-1950) : origines de la guerre froide et débats historiographiques », *Histoire@politique*, n° 3, nov.-déc. 2007).

	Aide intérimaire (Décembre 1947/mars 1948)	Première tranche (avril 1948 / juin 1949)	Seconde tranche (juillet 1949 / octobre 1951)	Total	Total en %
Montant total	540	5 852	5 959	12 321	100
Grande-Bretagne		1 619	1 206	2 825	22,9
France	312	1 313	1 131	2 756	22,2
Italie	176	668	647	1 491	12,1
RFA		613	684	1 297	10,5
Benelux		768	655	1 423	11,5
Grèce		192	323	515	4,2
Suède et Norvège		272	340	612	5,0
Autriche	52	280	240	612	5,0
Autres (Danemark, Irlande, Islande, Portugal, Turquie, Trieste, Yougoslavie et UEP)		127	663	790	6,4

Source : S. Jeannesson, *La Guerre froide*, La Découverte, 2002, p. 32.

KENNAN VS Jdanov

◆ « [...] il apparaît clairement que la pression soviétique contre les libres institutions du monde occidental peut être contenue par l'adroite et vigilante application d'une force contraire sur une série de points géographiques et politiques continuellement changeants, correspondant aux changements et aux manœuvres de la politique soviétique, mais qu'il est impossible de nier l'existence de cette pression et de la supprimer par le seul effet des paroles. » ◆

G. Kennan, *La Diplomatie américaine 1900-1950*, Calmann-Lévy, 1952.

◆ « [...] c'est aux partis communistes qu'incombe le rôle historique particulier de se mettre à la tête de la résistance au plan américain d'asservissement de l'Europe et de démasquer résolument tous les auxiliaires intérieurs de l'impérialisme américain. En même temps, les communistes doivent soutenir tous les éléments vraiment patriotiques qui n'acceptent pas de laisser porter atteinte à leur patrie... » ◆

A. Jdanov, *Rapport sur la situation internationale*, 22 septembre 1947.

optent pour une politique d'association, sur le mode du clientélisme, avec les États occidentaux, URSS comprise, en espérant que cette dernière refusera la proposition. Une conférence, pour organiser cette aide, est prévue à Paris pour juillet 1947, mais à la suite de l'URSS, qui par la voix de Molotov accuse les États-Unis de vouloir placer sous contrôle les puissances européennes, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Hongrie, la Finlande (par neutralisme) et l'Albanie se refusent (en dépit d'un premier mouvement favorable). Quant aux pays bénéficiaires, ils s'organisent en une **Organisation européenne de coopération économique** (OECE, qui devient l'OCDE en 1961 avec l'entrée des États-Unis et du Canada), premier organisme européen libéral. L'Europe est désormais partagée, du fait du refus soviétique.

La réaction soviétique passe par un durcissement de ton, comparable au discours Truman, et connu sous le nom de « **doctrine Jdanov** ». Du 22 au 27 septembre 1947, Staline réunit, en Pologne, les délégués des divers partis communistes européens, y compris le PCF et le PCI, et fonde le **Kominform**, qui semble une version modernisée du Komintern. Au cours des débats, le discours de Andreï Jdanov, du politburo, stigmatise « l'agression américaine » et distingue deux camps, un camp impérialiste et un camp anticapitaliste.

La guerre froide, qui démarre en 1947 avec la rupture de la « grande alliance », voit s'affirmer la satellisation de l'Est de l'Europe par l'URSS. Passé l'intermède des gouvernements de coalition (1945-1946) qui mêlaient communistes et non communistes (en minorité), l'année 1947 voit les gouvernements communistes conquérir le pouvoir en Roumanie (après l'abdication du roi Michel), en Bulgarie, en Pologne, etc.

3 Les crises de la guerre froide

■ Une première crise : Berlin

L'avenir de l'Allemagne est au cœur des tensions Est-Ouest avec, comme un symbole de cette division, la ville de Berlin, partagée entre quatre autorités d'occupation. Après celle de Moscou, la conférence qui se réunit à Londres, en décembre 1947, se clôt sur le constat d'un échec prévisible : aussi la France, les États-Unis et le Royaume-Uni décident-ils, lors de deux conférences organisées à Londres et Berlin en février et avril 1948, de créer un État fédéral ouest-allemand, fusionnant leurs trois zones. Tandis que, en guise de désaveu, les Soviétiques se retirent des institutions, le projet avance jusqu'à la convocation d'une assemblée

◀ VOIR CARTE B p. 410 ▶

constituante et la création d'une monnaie, le deutschmark. Cette dernière décision, annoncée le 18 juin 1948, va entraîner une véritable contre-attaque soviétique, *via* le blocus de Berlin.

Débuté le 24 juin 1948, ce blocus se prolonge jusqu'au 12 mai 1949, mais grâce au contre-blocus, un pont aérien quotidien instauré par les États-Unis, qui vont acheminer ainsi près de 1,83 million de tonnes de marchandises, Berlin-Ouest tient et Staline ne parvient pas à faire céder les Occidentaux, ni sur la création de la RFA, ni sur le statut de Berlin-Ouest comme enclave occidentale en zone soviétique. La prudence des uns et des autres a toutefois permis de limiter l'escalade. Mais la crise incite les Américains à s'engager plus activement dans la défense de l'Europe : les premiers débats s'ouvrent en décembre 1947, puis juillet 1948, qui débouchent en 1949 sur la création de l'OTAN. Dans l'intervalle, **la République fédérale d'Allemagne** a vu le jour, le 8 mai 1949, avec la proclamation de la loi fondamentale, dont l'objectif final est de parvenir à la réunification allemande. Konrad Adenauer, opposant historique au nazisme et maire de Cologne, en devient le premier Président.

La réaction soviétique est rapide : dès le 7 octobre naît la **République démocratique allemande**. La situation de l'Allemagne résume désormais celle de l'Europe.

■ Le coup de Prague

En Europe centrale, la situation de la Tchécoslovaquie était originale, le pouvoir étant partagé entre communistes (dont Klement Gottwald, Premier ministre) et non-communistes (comme le président Benes ou le ministre des Affaires étrangères Jan Masaryk). On évoque alors « l'esprit de Yalta ». Mais du fait des pressions soviétiques pour refuser l'aide Marshall, l'opposition, prenant la tête d'une opinion publique mécontente, décide de marquer sa désapprobation. Le 20 février 1948, douze ministres non-communistes démissionnent avec fracas en signe de protestation, espérant provoquer des élections qui affaibliraient le Parti communiste. La réaction du Premier ministre, Gottwald, est sans appel : il décrète l'état de siège, organise des manifestations de masse (le Parti communiste peut compter sur 1,5 million de militants, ainsi que sur le syndicat ROH, et dispose dans l'armée de près de 30 % de militants...) et fait procéder à de nombreuses arrestations. Le 25 février, les ministres démissionnaires sont remplacés par des communistes, avec l'approbation de la Chambre. Gravement malade, Benes démissionne finalement 7 juin 1948, en signe de désapprobation, après des élections contrôlées par les communistes. Mais cette démission tardive leur confère une légitimité : le coup de Prague a réussi.

■ La formation de l'OTAN

Le retentissement de la crise tchécoslovaque en Europe est immense et encourage les Occidentaux à s'unir : le 17 mars 1948, le traité de Bruxelles, signé par la France, le Royaume-Uni et le Benelux, instaure une alliance contre toute agression armée, prélude à un ralliement américain.

Ce ralliement est effectif le 4 avril 1949 : **le traité de l'Atlantique Nord**, signé par les États-Unis, le Canada et les États européens, crée une alliance régionale, sous influence américaine. Mais les États-Unis encouragent également les Européens à s'unir, et à développer une coopération régionale : si le cadre de l'OECE, trop lié à l'influence américaine et où des tensions existent, semble inapproprié, il faut voir dans **la Communauté européenne du charbon et de l'acier** (CECA) fondée en 1951 par la France, la RFA, l'Italie et le Benelux, une entente à la fois économique et politique. La réconciliation franco-allemande,

LES 462 JOURS DE BERLIN

◆ Le pont aérien (opération *Vittles*) se prolonge au-delà du blocus, jusqu'au 30 septembre soit 462 jours sur les trois aérodromes des secteurs anglais, américain et français. Il fonctionna grâce à l'embauche de 20 000 Berlinois, et 277 264 avions se posèrent, mettant en lumière l'excellence logistique des États-Unis (principaux acteurs de la crise), pour un coût supportable de 252 millions de dollars. On doit déplorer toutefois 79 morts (des pilotes pour la plupart). ◆

LA QUESTION DU RÉARMEMENT

ALLEMAND

◆ En octobre 1950, le ministre français de la Défense, René Plevin, présentait un plan de Communauté européenne de défense, intégrant des contingents allemands dans une armée européenne : c'était à la fois une manière d'éluder le réarmement de l'Allemagne, voulu par les États-Unis, et de se doter d'une garantie militaire commune contre l'URSS. Le traité, fondé sur les structures de la CECA, est signé le 27 mai 1952, mais l'opinion publique française s'avère très divisée à son sujet. Et cela d'autant que le 10 mars 1952, l'URSS a fait une proposition de réunification allemande, autour d'une Allemagne neutralisée, proposition rejetée par les Occidentaux du fait du manque de garanties. Finalement, le texte ne sera pas ratifié et il est enterré le 30 août 1954. L'Europe de la défense est encore à venir. ◆

LA GUERRE DE CORÉE : BILAN

◆ Premier conflit de la guerre froide, qui oppose non seulement les Coréens, mais également des forces de l'ONU à une coalition (officieuse) sino-coréenne, la guerre de Corée voit notamment l'utilisation de technologies militaires nouvelles (comme le napalm ou les chasseurs à réaction). L'affrontement coûte la vie à plus de deux millions de soldats des deux camps. ◆

noyau de la future Europe communautaire, s'insère, dans une large mesure, dans les projets américains, ainsi que dans la guerre froide. Néanmoins, cette entente se heurte à la question militaire : que ce soit le réarmement de la RFA, ou la création d'une défense commune (Communauté européenne de défense), l'union des Européens ne saurait se passer de la garantie militaire américaine.

On doit considérer la création du **Conseil d'aide économique mutuelle** (ou COMECON), en 1949, comme étant la réponse de l'Union soviétique aux initiatives américaines en Europe : conçu comme le pendant communiste du plan Marshall, le Conseil est surtout un instrument de contrôle économique dans les mains de l'URSS, qui impose le rouble comme monnaie de référence. La Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, l'Albanie (jusqu'en 1961) et la RDA en font partie. Cas particulier, la Yougoslavie, exclue par Staline du Kominform et soutenue par les États-Unis (sans pour autant changer d'orientation politique) n'a qu'un statut de membre associé.

Cette même année, l'URSS fait exploser, le 29 août, sa première bombe atomique, rééquilibrant ainsi le rapport militaire avec les États-Unis.

■ La Chine communiste

La naissance de la république populaire de Chine est un autre ébranlement majeur. Depuis 1946, la guerre civile opposant, en Chine, les nationalistes du Guomindang aux communistes, menés par Mao Zedong, a repris. Passés quelques succès, les nationalistes doivent toutefois reculer, épuisés par la guérilla, les sabotages, et bientôt confrontés à la défaite militaire (bataille de Mandchourie, 1948 et de Huaï Huaï – novembre 1948-janvier 1949). La stratégie communiste, fondée sur la conquête des campagnes, dans une déclinaison agraire du marxisme-léninisme, permet à Mao Zedong de s'imposer, proclamant, le 1^{er} octobre 1949, la république populaire de Chine, tandis que le Guomindang, réfugié à Taiwan, se proclame seul gouvernement chinois légitime. Ce nouveau régime communiste, apparu hors d'Europe de manière autonome, consolide le bloc communiste : le 14 février 1950, Moscou et Pékin signent un traité d'alliance défensive et de coopération militaire (rompu en 1963), et reconnaissent, dans la foulée, le mouvement du Vietminh comme gouvernement légitime du Vietnam, en pleine guerre d'Indochine. Jusqu'en 1959, les relations entre Moscou et Pékin sont au beau fixe, l'URSS se proposant même, dans un accord de 1957, de partager la technologie nucléaire, tandis que la Chine reconnaît alors la place éminente de l'URSS à la tête du bloc communiste.

■ Une guerre « chaude » : la guerre de Corée

La Seconde Guerre mondiale avait laissé la Corée – occupée par le Japon – dans une situation comparable à celle de l'Allemagne, c'est-à-dire divisée entre une zone nord occupée par l'URSS et une zone sud sous contrôle américain. Et comme pour l'Allemagne, le contexte de la guerre froide voit l'échec des tentatives de réunification menées par l'ONU jusqu'en octobre 1947 : les zones d'occupation se muent en 1949 en deux États distincts, séparés par une ligne qui suit le 38^e parallèle avec une Corée du Nord socialiste présidée par Kim Il Sung et une Corée du Sud dirigée par Syngman Rhee.

Mais la tension, forte, aboutit le 25 juin 1950 à une tentative d'invasion de la Corée du Sud par les troupes du Nord, soutenues par la Chine et l'URSS (qui y voit peut-être l'opportunité de « venger » l'échec de Berlin). Toutefois, la réaction américaine s'avère efficace, tant diplomatiquement que militairement : après avoir obtenu de l'ONU (bou-

dée par l'URSS du fait de la non-reconnaissance de la Chine communiste : politique dite « de la chaise vide ») deux résolutions exigeant le retrait des forces nord-coréennes, l'Amérique prend la tête d'une immense coalition de 16 États, sous bannière onusienne, commandée par le général Mac Arthur. Dans un premier temps, ce dernier, débarqué le 15 septembre, remporte des succès rapides jusqu'à outrepasser le mandat onusien et envisager de réunifier la Corée. Mais l'entrée en scène de la Chine – sous couvert d'une armée de 700 000 « volontaires » –, rend la situation difficile et fixe le front, au printemps 1951, sur la ligne du 38° parallèle. C'est de nouveau cette ligne qui servira de frontière, définie par l'armistice du 27 juillet 1953 de Panmunjom. Premier affrontement grave de la guerre froide – Mac Arthur envisagera même l'usage de la bombe A avant d'être révoqué – la guerre de Corée a toutefois vu les deux camps freiner l'escalade militaire. Son écho, en Occident, est important (cf. la campagne « Ridgway la peste » sur la rumeur d'armes bactériologiques employées par les États-Unis), comme une nouvelle mise en lumière des risques de la guerre froide. Elle engage toutefois les États-Unis dans une politique asiatique d'une ampleur imprévue, en se liant avec le Japon, la Corée du Sud, Taiwan, ainsi qu'avec la France en pleine guerre de décolonisation en Indochine.

L'escalade des traités est une conséquence indirecte de la crise coréenne : les États-Unis mettent en place un réseau d'alliances tant en Asie-Pacifique (ANZUS, OTASE) qu'en Europe (OTAN, extension du traité de l'Atlantique Nord). Avec la mise en place de l'OTAN, l'Europe se couvre d'un réseau de bases américaines qui matérialise le bloc occidental et le désigne comme l'un des terrains majeurs d'affrontement de la guerre froide. Enfin, les États-Unis expérimentent en 1952 la **bombe à hydrogène**, qui multiplie la puissance de la bombe A.

LES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ALLIANCE

ANZUS (1951-1985) : Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis.

OTASE (1954-1977) : États-Unis, France, Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Thaïlande, Pakistan.

OTAN (1949) : États-Unis, Canada, Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Royaume-Uni, Portugal + Grèce et Turquie (1952), RFA (1954), Espagne (1982). Depuis 1999, l'OTAN est engagée dans un processus d'élargissement à l'Est.

Pacte de Bagdad (1955-1979) : Grande-Bretagne, Irak, Iran, Turquie, Pakistan.

Pacte de Varsovie (1955-1991) : URSS, Albanie (jusqu'en 1968), Bulgarie, Hongrie, Roumanie, RDA, Pologne, Tchécoslovaquie + Chine (observatrice jusqu'en 1962).

Pacte sino-soviétique (1950-1963).

4 Du « dégel » (I. Ehrenbourg) à la détente

■ La guerre froide déstalinisée ?

Le 5 mars 1953, la mort de Staline semble donner le signal d'une évolution des rapports Est-Ouest. En effet, à l'issue d'une lutte au sommet entre divers « candidats » à la succession, Nikita Khrouchtchev s'impose à la tête de l'État soviétique. Cette nouvelle donne est l'amorce d'un changement de conceptions au sein du monde communiste, où la tendance au dialogue se profile, en rupture avec la doctrine Jdanov. On parle depuis 1954 d'une « **coexistence pacifique** », encouragée, côté américain, par la volonté du président Eisenhower, arrivé au pouvoir en 1952, de parvenir à une solution négociée dans les crises, l'arme atomique n'ayant d'utilité que dans le cas d'un conflit mondial. Si chaque bloc demeure convaincu de sa supériorité idéologique, le climat est toutefois à l'apaisement. Significativement, le premier effet de cette nouvelle politique est de réunir les ministres des Affaires étrangères des quatre puissances occupant l'Autriche, pour la signature, le 15 mai 1955, du traité d'État autrichien instituant une Autriche souveraine et neutralisée. Si la situation des États satellites n'évolue pas, et si la réunification allemande, un temps envisagée, n'est plus à l'ordre du jour, on pourrait toutefois croire à un printemps des relations Est-Ouest, alors même qu'en URSS et dans le bloc de l'Est, la **déstalinisation** est l'occasion de souligner les limites de la politique stalinienne. Khrouchtchev, à l'inverse de Staline, n'hésite pas à sortir d'URSS, et se rend même aux États-Unis en 1959.

LA COEXISTENCE PACIFIQUE

SELON KHROUCHTCHEV

(DISCOURS D'OCTOBRE 1959)

◆ « La reconnaissance de l'existence de deux systèmes différents, la reconnaissance à chaque peuple du droit de régler lui-même tous les problèmes politiques et sociaux de son pays, le respect de la souveraineté et l'application du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures, le règlement de tous les problèmes internationaux au moyen de pourparlers, voilà ce qu'implique la coexistence pacifique sur une base raisonnable. » ◆

Toutefois, il ne faudrait pas voir dans la déstalinisation un assouplissement du système soviétique : la mise en place du **pacte de Varsovie** (1955) institutionnalisant des liens militaires multilatéraux, démontre que la guerre froide demeure à l'ordre du jour. Et de fait, l'URSS s'est dotée de la bombe H en août 1953 qui va, avec les missiles intercontinentaux mis au point en 1957, dicter la doctrine stratégique soviétique : si la coexistence pacifique devient la norme diplomatique, la supériorité des missiles (au risque du bluff nucléaire, comme en 1956) sur les armements conventionnels reste un dogme soviétique. Dans le même sens, Khrouchtchev renforce les liens économiques au sein du COMECON dans le sens d'une plus grande coordination entre les économies et les productions des pays satellites avec l'URSS (selon le principe, mal accepté, d'une division socialiste du travail). Ses conséquences sont également importantes parmi les populations des États satellites, au risque d'une illusion de liberté : si en 1956, la Pologne parvient, en cédant sur certains points (normalisation des rapports avec l'Église catholique notamment), à éviter la crise, la Hongrie, la même année, connaît en revanche une esquisse d'ouverture sévèrement réprimé par l'armée Rouge.

■ La crise hongroise

Dernier satellite de l'Allemagne nazie, la Hongrie, vaincue, s'est transformée, sous la pression des communistes, en 1948 en une république populaire proclamée le 20 août 1949. Toutefois, dans la foulée du rapport Khrouchtchev, une relative éclaircie politique semble possible. Cette éclaircie paraît symbolisée par le retour au pouvoir d'Imre Nagy, ancien Premier ministre exclu du Parti communiste en juillet 1956, puis réintégré et placé, face à l'insurrection de Budapest (du 19 au 30 octobre 1956), à la tête d'un gouvernement de front national qui s'engage dans une libéralisation du régime (promettant la fin du parti unique, des élections, le retrait du pacte de Varsovie et la neutralité...). Mais le 4 novembre 1956, l'armée Rouge, au nom du pacte de Varsovie, intervient avec 8 divisions et 2 000 chars dans Budapest pour réprimer durement (20 000 victimes) la république des Conseils, et remplacer Nagy (qui sera exécuté) par Janos Kadar, communiste orthodoxe placé à la tête d'un gouvernement révolutionnaire. La répression qui s'ensuit – une « normalisation » – se fait sans aucune réaction occidentale (en dépit des appels au secours). Il est vrai qu'au même moment, le camp occidental traverse également une crise.

■ Suez et le déclin des puissances européennes

La crise de Suez, qui débute en 1956, est sans doute l'une des crises majeures de la guerre froide : elle voit le surgissement du tiers-monde dans les relations Est-Ouest, elle matérialise un condominium soviéto-américain de la guerre froide tandis que, parallèlement, elle entraîne le constat du déclin européen.

La crise démarre dans la nuit du 26 juillet 1956, par la **nationalisation du canal de Suez** : il s'agit, pour le colonel Nasser de subventionner, grâce au canal, la construction du barrage d'Assouan. Mais c'est surtout un « coup » diplomatique, qui permet à Nasser de s'affirmer comme leader arabe, dans un discours dénonçant le colonialisme (notamment celui des Français en Algérie) ainsi que la politique israélienne. Cette nationalisation est, en fait, le résultat du refus américain d'octroyer une aide financière pour la construction du barrage, du fait d'un rapprochement de l'Égypte nassérienne avec le bloc de l'Est. La réaction des Européens, et notamment des Anglais, principaux actionnaires, ainsi que de la France, qui voit dans l'Égypte la base arrière du FLN,

L'APPEL D'I. NAGY (4 NOVEMBRE 1956)

◆ « Ici Imre Nagy, Président du Conseil. Aujourd'hui à l'aube, les troupes soviétiques ont déclenché une attaque contre la capitale avec l'intention évidente de renverser le gouvernement légal de la démocratie hongroise. Nos troupes combattent. Le gouvernement est à son poste. J'en avertis le peuple hongrois et le monde entier. » ◆

est immédiate. Dans un premier temps, la solution diplomatique est explorée au cours de la conférence de Londres (16/23 août 1956) qui s'entend sur un plan d'internationalisation du canal. Mais Nasser, soutenu par l'URSS et l'Inde, refuse le 9 septembre. Une nouvelle tentative est faite par le recours au Conseil de sécurité des Nations unies, sur plainte franco-anglaise du 22 septembre, mais le veto soviétique rend inopérante la résolution du Conseil.

Parallèlement, Anglais et Français se sont entendus, dès le 30 juillet, sur le principe d'une opération militaire conjointe, planifiée à partir du 5 août, opération qui trouve des échos en Israël, où l'on s'inquiète de la militarisation croissante de l'Égypte. Le prétexte, monté de toutes pièces, en sera un conflit israélo-égyptien, qui verrait la France et l'Angleterre s'interposer sur le canal, opérant ainsi une reconquête masquée. Ce plan, élaboré lors d'une conférence secrète anglo-franco-israélienne à Sèvres (octobre 1956), est mis en pratique à partir du 29 octobre. À l'attaque israélienne dans le Sinaï « répond » un ultimatum franco-britannique aux belligérants, suivi – après le refus prévisible de Nasser d'évacuer le canal – d'un bombardement des forces aériennes égyptiennes (31 octobre) et d'un débarquement conjoint, sur le modèle d'Overlord, à Port Saïd, à l'entrée du canal les 5 et 6 novembre. L'opération militairement réussie, va toutefois se heurter aux dures réalités internationales : à quelques exceptions près, la plupart des pays dénoncent une politique de la canonniers, avec, en premier lieu, les États-Unis, furieux de la rupture du front atlantique et du coup porté à l'ONU. La réaction passe par de fortes pressions américaines sur la livre (la banque d'Angleterre y perd 300 millions de dollars), ainsi qu'une pression militaire (par l'envoi de la VI^e flotte américaine ainsi que des rumeurs – via l'OTAN – d'une contre-attaque soviétique). Du reste, et pour la première et unique fois, Américains et Soviétiques votent de concert à l'ONU une résolution exigeant le cessez-le-feu immédiat. Enfin, le 5 novembre, l'ultimatum nucléaire de Boulganine – un bluff efficace – frappe les opinions publiques, inquiètes de la portée de la crise. Aussi aboutit-on à un échec diplomatique : le 6 novembre 1956, l'offensive franco-anglaise est stoppée et le lendemain, l'ONU vote la création d'une force internationale d'interposition, les casques bleus.

Les conséquences sont nombreuses : la France s'engage dans la mise au point de l'arme nucléaire ainsi que d'un armement naval moderne (porte-avions notamment), première étape d'une indépendance à l'égard de l'allié américain, tandis que l'Angleterre, soucieuse de restaurer sa « relation spéciale » avec les États-Unis, s'insère davantage dans les structures de l'OTAN. L'URSS et les États-Unis se partagent un espace proche oriental définitivement fermé aux anciennes puissances européennes, tandis que l'Égypte choisit de s'aligner sur l'URSS. Le Proche-Orient vient de basculer à son tour dans la guerre froide.

■ De Berlin à Cuba : « au bord du gouffre »

La crise de Suez semble redonner une certaine vigueur au conflit Est-Ouest : la tension se cristallise une première fois sur la question allemande et la ville de Berlin.

Le 27 novembre 1958, l'URSS déclenche une nouvelle crise berlinoise en exigeant, avant six mois, le rattachement de Berlin-Ouest à la RDA, faute de quoi l'URSS signerait une paix séparée avec la RDA, lui laissant par ailleurs le contrôle de la ville. L'enjeu est important : Berlin constitue une enclave occidentale de l'autre côté du rideau de fer, une enclave d'où s'échappent nombre de réfugiés, aussi les Soviétiques sont-ils décidés à emporter, sur ce terrain très symbolique, une victoire diplomatique. L'ultimatum est grave : ce serait pousser les Occidentaux

GUERRE FROIDE ET CONQUÊTE SPATIALE

◆ Le lancement, le 4 octobre 1957, du Spoutnik, premier satellite artificiel suivi, le 12 avril 1961, du premier homme dans l'espace, Youri Gagarine, est un triomphe technologique pour l'URSS, qui s'impose alors comme pionnière dans la conquête spatiale. La compétition spatiale débute : la NASA, créée en 1958, entame de son côté les recherches qui vont permettre la naissance du programme Apollo et, à terme (le 21 juillet 1969), l'alunissage d'un équipage américain. ◆

à reconnaître la RDA (et donc la partition de l'Allemagne), au risque, le cas échéant, d'un conflit armé. Devant la résistance du camp occidental, Khrouchtchev doit néanmoins céder, mais pas sans un geste fort : la construction du mur de Berlin, entamée le 12 août 1961, conclut la crise et manifeste, de manière très symbolique, la persistance de l'antagonisme Est-Ouest.

Plus grave encore, **la crise des missiles de Cuba** voit les deux blocs à la limite de l'état de guerre, « au bord du gouffre ». Cette crise trouve son origine dans la chute du dictateur Fulgencio Batista, en janvier 1959 : le nouveau maître de la Havane, Fidel Castro, n'est pas à priori un révolutionnaire communiste. Il est du reste immédiatement reconnu par Washington. Mais en mai, une décision politique – une réforme agraire contraire aux intérêts des compagnies agro-alimentaires américaines – entraîne une réaction vive des États-Unis, qui font pression sur le jeune régime castriste. La situation se détériore rapidement et en 1961, la réponse cubaine – la nationalisation des propriétés américaines – aboutit à la rupture des relations diplomatiques, tandis que Castro, influencé par l'argentin Che Guevara, marxiste, se tourne vers l'URSS. Les États-Unis s'engagent alors dans une opération hasardeuse de soutien aux contre-révolutionnaires cubains, opération qui débouche sur le débarquement de la baie des Cochons (du 16 au 20 avril 1961) et sur un grave échec à la fois militaire et diplomatique, ternissant l'image américaine dans toute l'Amérique latine. L'affaire engage nettement Cuba dans le camp socialiste : dès le 1^{er} mai 1961, Che Guevara peut proclamer le caractère socialiste du régime, tandis que Cuba est exclue de l'Organisation des États américains en 1962. Parallèlement, les États-Unis, dans le cadre de l'OTAN, implantent, à partir de 1961, des missiles nucléaires en Turquie, aux frontières de l'URSS. C'est sans doute ce qui incite l'URSS, rendue confiante par d'indéniables succès (notamment dans le domaine spatial), à proposer, le 2 septembre 1962, le renforcement de son aide à Cuba, autrement dit l'installation de missiles balistiques réclamés par Castro, en dépit de mises en garde de Washington. Dès le 14 octobre, des avions espions américains photographient les sites. Le 22 octobre 1962, la crise des missiles démarre avec un discours du président Kennedy dévoilant l'existence de rampes de missiles soviétiques à Cuba et annonçant des contre-mesures (quarantaine avec établissement d'un blocus naval et alerte aérienne). Toutefois, il manque encore les missiles eux-mêmes, convoyés par 24 cargos soviétiques en route pour Cuba : ces cargos se heurtent alors au blocus américain et le face-à-face menace de tourner à l'affrontement. Khrouchtchev et Kennedy échangent des menaces tandis que les tentatives de médiation de l'ONU patinent. La crise se dénoue brusquement le 28 octobre : Khrouchtchev annonce le démantèlement des rampes de missile, tandis que Kennedy s'engage à ne pas envahir Cuba et – secrètement – à démanteler les installations équivalentes en Turquie. La quarantaine est finalement levée le 20 novembre 1962, avec le départ des bombardiers soviétiques. La crise est terminée.

Le bilan de la crise est lourd : paroxysme de la guerre froide, l'affaire des missiles a bien failli entraîner un conflit ouvert entre les deux grands, qui ont pris conscience des risques de l'escalade. Pour les États-Unis et le camp occidental – qui a montré sa cohésion sans failles – il s'agit d'une incontestable victoire. Kennedy fait la démonstration d'une réelle habileté diplomatique, forçant son adversaire à céder tout en ménageant sa fierté par une garantie pour Cuba. Quant à Khrouchtchev, il ne se relèvera pas de cette humiliation, en dépit d'un résultat sans doute moins négatif qu'il n'y paraît : son limogeage, le 14 octobre 1964, trouve en partie son explication dans l'échec cubain.

DISCOURS TÉLÉVISÉ

DE J. F. KENNEDY,

DU 22 OCTOBRE 1962

◆ « [...] Cette décision soudaine et clandestine d'installer pour la première fois des armes stratégiques en dehors du territoire soviétique constitue une provocation délibérée, une modification injustifiée du *statu quo*. Le gouvernement soviétique a ainsi créé une situation que notre pays ne saurait accepter [...] Il appartient au président Khrouchtchev de mettre fin, radicalement à cette menace sournoise, téméraire et intolérable pour la paix du monde et les relations entre nos deux pays. » ◆

■ La France, alliée mais indépendante

Au sein du camp occidental, la division est également de mise, notamment dans le cas français.

Les guerres de décolonisation – en particulier en Algérie – ont vu la France quasi isolée dans le camp occidental. Par ailleurs, la question allemande et ses évolutions ont frappé l'opinion publique française. La crise de Suez et son dénouement, humiliant pour Londres et Paris, aura entraîné une prise de conscience, qui engage le pays dans un programme nucléaire propre à doter la France de l'arme atomique, et donc d'une certaine autonomie par rapport à l'allié américain.

Cette décision rencontre, à partir de 1958 et de son accession au pouvoir, les idées du général de Gaulle, qui, convaincu d'une « certaine idée de la France », entend restaurer l'influence française en la dégageant de la tutelle américaine et en lui faisant jouer un rôle d'arbitre dans les rapports Est-Ouest.

L'explosion d'une première bombe atomique dans le Sahara, en avril 1960, est un pas dans cette politique de « grandeur » nationale, mais c'est la **sortie de l'OTAN**, le 21 février 1966, qui manifeste le plus clairement les nouvelles ambitions de la France gaullienne. Certes, la France demeure membre de l'alliance Atlantique, mais elle en quitte les structures militaires. Du reste, les relations franco-américaines s'étaient déjà tendues en 1962, après l'échec du « grand dessein » de Kennedy, une proposition de coopération nucléaire européenne sous la direction des États-Unis : le refus français (de Gaulle proposait, depuis 1958, une véritable co-gestion anglo-franco-américaine, sans succès) avait fait échouer la combinaison. Par la suite, le veto opposé à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE (14 janvier 1963) s'inscrit dans cette politique, Londres étant perçu, à l'Élysée, comme un « sous-marin » américain.

Et de fait, la France gaullienne prend ses distances avec Washington, afin de dépasser la logique des blocs et de la guerre froide : les visites officielles en URSS (juin 1966), en Amérique latine, au Québec, la reconnaissance de la Chine populaire (1964), le veto contre la candidature britannique à l'entrée dans la CEE (1963, 1967), etc. La diplomatie gaullienne revendique une indépendance par rapport à l'influence anglo-saxonne, même si – en cas de crises graves comme celle de Berlin ou celle de Cuba – la France reste par ailleurs une alliée solide.

■ Le temps de la détente

La crise des missiles cubains révèle les limites, et les dangers, de l'escalade dans la course aux armements : face aux risques de dérapages, pouvant mener à un conflit majeur, les deux grands ont compris la nécessité d'une coopération, voire d'une détente.

Dans un premier temps, le dialogue est rétabli par la mise en place, en 1963, d'une ligne spéciale, le « téléphone rouge » – un télécopieur – qui garantit une communication en cas de crise. Par ailleurs, les entrevues entre dirigeants s'institutionnalisent, de même que les contacts commerciaux.

La question des armements nucléaires est également envisagée : il s'agit à la fois d'en éviter la prolifération, et de parvenir à juguler la course aux armements. Un premier traité, signé à Moscou en 1963, interdit les essais nucléaires atmosphériques et sous-marins. Et en 1968 est conclu le **Traité de non-prolifération**, qui voit une soixantaine de pays (à l'exception notable de la France et de la Chine, pays alors en voie de « nucléarisation ») s'engager à ne pas communiquer leur technologie nucléaire ou ne pas chercher à l'acquérir. Enfin, Soviétiques et Américains – ces derniers encore empêtrés dans la guerre vietna-

LES ESSAIS NUCLÉAIRES FRANÇAIS

◆ C'est en 1954 que la France décide de s'engager dans le nucléaire militaire, aux lendemains de la défaite de Dien Bien Phu et de la crise de la Communauté européenne de défense. Le projet, soutenu par le général de Gaulle à son retour au pouvoir, aboutit à un premier essai nucléaire le 13 février 1960, à Reggane (Sahara algérien). Par la suite, la France procède à des essais souterrains (1961-1966) dans le massif du Hoggar, avant de transférer son centre d'essai en Polynésie, dans l'atoll de Mururoa (1966). Le dernier essai nucléaire français a lieu en 1996. ◆

LES SOMMETS ÉTATS-UNIS-URSS, DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE À LA DÉTENTE (1959-1974)

Date	Lieu
Septembre 1959	Camp David (EU)
Juin 1961	Vienne (Autriche)
Juin 1967	Glassboro (EU)
Mai 1972	Moscou (URSS)
Juin 1973	Washington (EU)
Juillet 1974	Moscou (URSS)
Novembre 1974	Vladivostok (URSS)

mienne – s’engagent dans une longue négociation pour réguler la course aux armements : ce sont les accords *Strategic Arms Limitation Talks* (SALT) conclus le 26 mai 1972, qui contingentent, pour les deux puissances, le nombre de missiles nucléaires intercontinentaux (1 054 pour les États-Unis, 1 618 pour l’URSS). C’est une avancée décisive, même si l’accord ignore les missiles à moyenne portée ou encore la possibilité de placer plusieurs têtes nucléaires sur un seul missile (mirvage). Un nouvel accord (SALT 2), signé en 1979 (et non ratifié par le Congrès), venait corriger ces oublis.

■ L’ouverture en Europe : de l’Ostpolitik à Helsinki

La crise cubaine a également été, pour les Européens, une révélation, à l’instar de la construction du mur de Berlin : l’ouverture s’impose, pour des populations qui, en cas de conflit, seraient au cœur du combat. C’est le constat qui est fait en 1969 par le chancelier allemand Willy Brandt. Rompant avec la doctrine diplomatique formulée par l’ancien ministre des Affaires étrangères Walter Hallstein (non reconnaissance de la RDA ni de la frontière est consécutive à la guerre), le nouveau chancelier s’engage au contraire dans **une politique de conciliation** en plusieurs étapes, qualifiée d’**Ostpolitik**.

Dans un premier temps, par les accords du 12 août et du 7 décembre 1970, respectivement avec l’URSS et la Pologne, la RFA reconnaît *de facto* les frontières allemandes : dans un geste symbolique à la portée immense, Brandt vient s’agenouiller devant le monument aux victimes du ghetto de Varsovie. Cette première vague de traités est suivie par une seconde, en 1973, par laquelle la RFA rétablit des relations avec les divers États de l’Est. Dans un second temps, la question berlinoise est éclaircie par le traité quadripartite de septembre 1971, qui confirme les droits des puissances occupantes et garantit l’accès au secteur occidental. Enfin, les deux Allemagne se reconnaissent mutuellement par la signature d’un traité, le 2 décembre 1972, sans toutefois abandonner l’objectif de la réunification. Mal perçue par Washington – qui craint que l’Ostpolitik ne débouche sur une Allemagne neutralisée sous la tutelle soviétique – cette politique n’en est pas moins essentielle, replaçant l’Allemagne de l’Ouest dans le cycle des relations internationales, comme une puissance à part entière.

Le deuxième volet de cette politique de dialogue Est-Ouest est marqué par une conférence décisive sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). À l’origine de cette conférence, qui se tient à **Helsinki**, on trouve le désir, exprimé par l’URSS, d’une garantie internationale des frontières de 1945 – que les Occidentaux ne reconnaissent pas. Acceptant le principe d’une négociation, les puissances européennes y imposent en retour les États-Unis et le Canada, comme membres de l’OTAN. Ouverte en 1973 et réunissant 32 États européens (à l’exception de l’Albanie), la conférence d’Helsinki parvient, le 1^{er} août 1975, à s’accorder sur un texte large. Ce texte, organisé en trois parties (« corbeilles » ou « dimensions »), définit tout d’abord dix principes (le « décalogue » dont le respect des droits de l’homme et des libertés fondamentales, l’inviolabilité des frontières, la non-ingérence dans les affaires internes des États, le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes...), et s’entend sur une coopération aux ambitions larges (scientifique, économique, environnementale, ainsi que sur l’humanitaire, etc.). Si dans un premier temps, on a pu considérer ce résultat comme une mascarade cynique fondée sur des promesses fausses, il faut constater l’influence réelle de cette conférence (devenue en 1994 l’OSCE) dans la désagrégation du bloc socialiste et la libéralisation à l’Est, *via* des « comités de surveillance » apparus alors au

◀ VOIR CARTE B P. 410 ▶

sein de l'intelligentsia et dans les milieux dissidents et entretenant une contestation démocratique.

Conclusion

« [...] Ce processus de lutte continuera tant qu'il existera dans le monde deux systèmes politico-sociaux, tant que l'un de ces deux systèmes, et nous savons que ce sera notre système communiste, n'aura pas triomphé dans le monde entier. » Aux lendemains de la crise de Cuba, la lettre du 30 octobre 1962 adressée par N. Khrouchtchev à Fidel Castro ne semble pas envisager de trêve à la guerre froide. La situation a pourtant changé et le monde, après avoir frôlé une guerre ouverte, cherche désormais une porte de sortie négociée. Les relations entre les blocs, et entre Américains et Soviétiques, se réchauffent, partant du principe que nul ne cherche un affrontement direct. La reconstruction d'un système international cohérent, à l'issue du second conflit mondial, n'a donc pas été sans mal : les anciennes puissances ont cherché à se maintenir, les puissances nouvelles se sont affirmées, et les deux superpuissances soviétique et américaine se sont opposées dans un conflit idéologique avec d'importants dommages collatéraux. Paradoxalement, la menace nucléaire aura contribué à restaurer un équilibre fragile, fondé sur la peur et sur une « coexistence pacifique ».

Débats et enjeux

Les origines de la guerre froide

Le débat historique sur les origines de la guerre froide est important, car il a une forte charge idéologique : le travail des historiens sur ce conflit fut, en soi, un enjeu de la guerre froide et du conflit Est-Ouest. Comme le souligne l'historienne J. Faure, « L'histoire des premières années de l'affrontement Est-Ouest reste une histoire vivante et mouvante, sujette aux incertitudes, aux contradictions et aux contestations. » Bien évidemment, la question de l'accès aux sources se posait dans le cas d'une histoire quasi immédiate, et réduisait ce débat à l'Occident et aux sociétés libérales, où les archives sont plus accessibles. La recherche historique a donc évolué en fonction de l'ouverture

des sources comme de la conjoncture internationale. Dans un premier temps, une école, dite classique, a vu dans l'expansionnisme soviétique la cause du déclenchement de la guerre froide, vision qu'une seconde école, née dans les années 1960-1970, nuança. Cette école dite révisionniste tend à souligner la responsabilité américaine et l'impérialisme du modèle libéral. Enfin, une école « post-révisionniste » des années 1970-1980 voit dans la guerre froide le résultat d'un antagonisme formé de malentendus, de défiance et de réactions inappropriées. Dans cet ordre d'idées, l'ouverture des archives, notamment de l'Est, a relancé le débat et, en même temps, ouvert

d'autres pistes, sur d'autres acteurs du conflit. Il est ainsi apparu que, dans les premiers temps de la guerre froide, une sorte d'accord sur les sphères d'influence règne : les Anglo-Saxons acceptent le principe d'un glacié à l'Est, Staline impose aux communistes français et italiens de participer aux gouvernements. Mais la crise iranienne, en 1946, puis l'attitude soviétique concernant la question allemande, mal interprétée par Washington, mettent le feu aux poudres. Enfin, le départ des communistes des gouvernements français et italien, et l'abandon, par l'Angleterre, d'une politique de la main tendue à l'URSS, confirment les États-Unis dans l'idée d'une rupture.

Bibliographie

Ouvrages généraux

- J.-P. AZEMA et F. BEDARIDA (dir.), 1938-1948, *les années de tourmente*, dictionnaire critique, Flammarion, 1995.
- L. FREEDMAN, *Atlas de la Guerre froide*, Autrement, 2004.
- S. JEANESSON, *La Guerre froide*, La Découverte, 2002. Une synthèse bienvenue, d'excellente qualité.
- T. JUDT, *après-guerre, une histoire de l'Europe depuis 1945*, Armand Colin, 2007.
- M. MAZOWER, *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au xx^e siècle*, Complexe, 2005.
- G.-H. SOUTOU, *La Guerre de cinquante ans*, Fayard, 2001. Un ouvrage magistral, incontournable sur la question.

Aspects nationaux et régionaux

- S. DOCKRILL et al., *L'Europe de l'Est et de l'Ouest dans la Guerre froide 1948-1953*, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2002.
- S. DULLIN, *Histoire de l'URSS*, la Découverte, 2003. Une synthèse récente et d'excellente qualité.
- C. DURANDIN, *Les États-Unis, grande puissance européenne*, Armand Colin, 2004.
- P. MELANDRI, *Histoire des États-Unis depuis 1865*, Nathan Université, 2000.
- J.-L. VAN REGEMORTER, *La Russie et le monde au xx^e siècle*, Armand Colin, 1995.
- N. WERTH, *Histoire de l'Union soviétique*, PUF, 2001.

Pratiques de la guerre froide

- P. BONIFACE et B. COURMONT, *Le Monde nucléaire*, Armand Colin, 2006.
- J. DELMAS et J. KESSLER (dir.), *Renseignement et propagande pendant la Guerre froide 1947-1953*, Complexe, 1999.
- R. FALIGOT, *Les Services secrets chinois*, Nouveau monde éditions, 2008. Une mine d'anecdotes et d'éclairages.
- O. FORCADE et S. LAURENT, *Secrets d'État*, Armand Colin, 2005. Une excellente synthèse sur le renseignement.
- L. MARCOU, *Le Kominform, le communisme de Guerre froide (1947-1956)*, Presses de la FNSP, 1977.
- J.-C. ROMER, *La Guerre nucléaire de Staline à Khrouchtchev*, Publications de la Sorbonne, 1991.

Crises spécifiques

- C. BUFFET, *Mourir pour Berlin : la France et l'Allemagne 1945-1949*, Armand Colin, 1991.
- H. CARRÈRE D'ENCAUSSE, 1956, *la deuxième mort de Staline*, Complexe, 2006.
- L. CASTIN-CHAPARRO, *Puissance de l'URSS, misères de l'Allemagne. Staline et la question allemande 1941-1955*, Publications de la Sorbonne, 2003.
- J. FAURE, *L'Ami américain, La Tchécoslovaquie au cœur de la diplomatie américaine (1943-1968)*, Tallandier, 2004.
- F. FEJTŐ, *Budapest, l'insurrection*, Complexe, 1981.
- J. LEVÈSQUE, *L'URSS et la révolution cubaine*, Presses de la FNSP, 1976.
- P. SOUTY, *La Guerre de Corée (1950-1953) : Guerre froide en Asie orientale*, Presses universitaires de Lyon, 2002.
- A. DE TINGUY, 1972, *USA-URSS, la détente*, Complexe, 1985.
- D. YERGIN, *La Paix saccagée, les origines de la Guerre froide et la division de l'Europe*, Balland, 1980.

Les nouvelles puissances

La guerre froide semble discerner deux empires distincts : un empire « soviétique » formé autour de l'idéologie socialiste et du primat (disputé) de l'Union soviétique pour sa défense et un empire libéral, dont l'Amérique serait le champion, fondé sur les principes de démocratie libérale et d'économie de marché. Vision simpliste qui se désagrège dans les années 1950 : au sein de chaque bloc, des signes de rupture apparaissent, tandis que de nombreux pays cherchent désormais à s'affranchir de la logique de blocs, idéologique. Le monde bipolaire issu de la guerre devient plus complexe, en partie du fait d'enjeux nouveaux (notamment énergétiques, démographiques...), en partie aussi du fait des limites de l'affrontement idéologique – limites stratégiques notamment, car aucune puissance ne recherche l'affrontement nucléaire. Dans le contexte de guerre froide, les deux « empires » évoluent, affrontant l'un comme l'autre des crises intérieures et extérieures.

1 Le bloc socialiste, entre conservatisme et modernisation

■ Au temps du « petit père des peuples »

C'est victorieux que Staline est sorti de la guerre, et son prestige personnel, seulement concurrencé par celui de l'armée Rouge, est immense. Ce prestige, qui s'impose aux régimes comme aux nations socialistes, alimente un culte de la personnalité qui rejaillit sur tout le système communiste. Tant au sein du bloc socialiste que parmi les partis communistes occidentaux, la personnalité de Staline fait l'objet d'une véritable ferveur et confirme la nature totalitaire du régime.

L'URSS et ses satellites

L'après-guerre confirme la prééminence de l'URSS à la tête d'un bloc socialiste qui, entre 1947 et 1948, se constitue par le biais d'une série d'accords négociés de gré ou de force. Par ces accords, « de défense et d'amitié », l'URSS peut maintenir une force militaire dans des pays d'autant plus satellisés qu'ils ont été sommés de rejeter le plan Marshall (et donc forcés de s'aligner sur le modèle économique soviétique – celui d'une économie planifiée – qui constitue la première étape d'une sorte de « mutualisation » des ressources et des productions très favorable à l'URSS). Via le Kominform, les velléités d'émancipation, ou d'autonomie sont écrasées (en 1949, le cas du procès de L. Rajk, en Hongrie, est emblématique). Il existe toutefois des résistances, comme la Yougoslavie de Tito.

L'État stalinien

À la politique extérieure de satellisation correspond, à l'intérieur de l'URSS, une politique de durcissement idéologique menée dans l'immédiat après-guerre, après une relative libéralisation du fait du conflit. Cette politique suppose un instrument de police et de terreur efficace : placé alors sous le contrôle de Beria (via le ministère de l'Intérieur dont il détient le portefeuille, et le ministère de la Sécurité d'État tenu par un de ses fidèles), le système policier et concentrationnaire passe, à partir de 1951, sous la surveillance de Staline, à travers

Le cas Tito

◆ Josip Broz (dit Tito) (1892-1980) est l'un des rares chefs communistes à pouvoir défier Staline, notamment du fait d'un prestige personnel indéniable. En effet, à la tête de la résistance communiste, il a largement contribué à la libération de la Yougoslavie, qu'il gouverne seul dès 1945. Bientôt, ses initiatives (projet d'une Fédération balkanique formée de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de l'Albanie, soutien à l'insurrection communiste grecque) le mettent en conflit avec Staline, lequel, en 1948, opte pour une politique de force, via le Kominform. Tito, accusé le 28 juin 1948, réagit en épurant le PC yougoslave des éléments proches de Moscou. Une tentative soviétique de blocus économique entraîne la Yougoslavie à se tourner vers le bloc occidental, sans renier l'idéologie socialiste. Le modèle de socialisme national, qui en découle, condamné comme « déviationnisme titiste », engage la Yougoslavie au sein du mouvement des non-alignés. ◆

le « secteur spécial » de son secrétariat. C'est alors l'apogée du **goulag**, qui, outre les 2,5 millions des prisonniers (*zeks*) répartis dans différents camps, comporte 2,75 millions de « colons spéciaux », populations déportées dans des zones inhospitalières et contrôlées par le NKVD. De fait, le système concentrationnaire frappe dans l'après-guerre de nouvelles catégories de population (comme les prisonniers de guerre, des résistants nationalistes ou des collaborateurs...) placées au service d'objectifs économiques. Quasiment un monde en soi, largement décrit par l'écrivain A. Soljenitsyne, lui-même prisonnier de 1945 à 1953. Le goulag est donc, à l'image du régime, de plus en plus un instrument direct du pouvoir stalinien. **Le culte de la personnalité**, qui s'est petit à petit mis en place, s'impose à l'après-guerre et la vie politique à l'intérieur du Parti communiste est progressivement étouffée (de 1947 à 1952, le Comité central n'est jamais réuni) au profit d'un gouvernement restreint assuré par Staline et quelques membres du Politburo (dont Khrouchtchev, futur dénonciateur du système) dont il arbitre les conflits. Pesant parfois personnellement dans des domaines incongrus (comme dans la biologie, avec l'affaire Lyssenko, en 1948), Staline, qui régnait sans partage mais non sans violence, s'éteint finalement le 5 mars 1953 : sa mort interrompt la nouvelle vague de purges qui se préparait à l'intérieur du parti depuis 1952. En témoigne l'affaire du complot des Blouses blanches (un hypothétique complot médical commandité par la CIA), qui éclate en janvier 1953, à forte tonalité antisémite, et qui met en lumière le climat de paranoïa dans lequel baignait le dictateur (avec un écho extérieur : les procès de Prague, en novembre 1952, relatés dans *L'Aveu* par un survivant, A. London). Sa mort brise donc également en partie la logique totalitaire du régime.

■ La mort de Staline : le bloc communiste fragilisé ?

Khrouchtchev et la déstalinisation

La mort de Staline est l'amorce d'une transformation du système ou, tout du moins, une évolution, non sans difficultés après un long « règne » autocratique. Au cœur de ce changement, la figure de Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du parti (et à ce titre, en charge des carrières des cadres) s'impose. Mais il doit d'abord lutter contre ses rivaux au sein du Politburo, tels Molotov, Malenkov ou encore Beria. Ce dernier, ministre de l'Intérieur, est sans doute le plus menaçant : arrêté en juin 1953, il est jugé et condamné à mort, tandis que le système du goulag est placé sous le contrôle du ministère de la Justice, et que le NKVD est transformé en un organisme autonome, le KGB. Significativement, Beria avait libéré 1,2 million de prisonniers par une amnistie (du 27 mars 1953) un geste « libéral » qui sera réitéré à partir de 1956, via une commission de révision des condamnations. En 1954, on peut dire que le système policier et terroriste stalinien est démantelé (mais pas dissous : il reste encore plusieurs milliers de détenus politiques au goulag).

La stratégie employée par Khrouchtchev pour dominer ses rivaux est originale : il s'agit de **la déstalinisation**. Khrouchtchev propose de revenir au communisme de Lénine et dénonce le culte de la personnalité voué à Staline. Ce « retour à la tradition » commence d'ailleurs par le rétablissement d'une institution qui, depuis 1939, n'avait pas été réunie et cela jusqu'en 1952 (XIX^e congrès) : le Congrès du parti. Le XX^e congrès, à partir du 14 février 1956, est donc le théâtre d'une petite révolution à huis clos, entre militants soviétiques. À cette occasion, le discours secret prononcé le 25 par N. Khrouchtchev devant les seuls délégués (1 436) du PCUS – le rapport Khrouchtchev – dénonce

le culte de la personnalité, les « crimes de Staline » et, plus largement, le fonctionnement du parti sous Staline, justifiant une véritable épuration du personnel stalinien. Un discours critique qui, rapidement, se répand dans tous les partis communistes, et de là, dans l'ensemble du monde communiste, lequel s'interroge sur les conséquences d'une telle relecture du stalinisme. Officiellement secrète, la déstalinisation est rendue publique lors du XXII^e congrès (1961) et la condamnation du culte de la personnalité et des crimes du stalinisme est donc cette fois officielle : il s'agit d'un ébranlement important, qui voit, dans la foulée, Khrouchtchev se débarrasser, en la personne de Molotov, de son dernier rival.

L'URSS de Khrouchtchev, entre réforme et idéologie

Pour mettre en œuvre cette politique de conquête du pouvoir, Khrouchtchev s'est assuré du soutien du parti, du Comité central et de l'armée (trop souvent épurée pour se fier au premier cercle des staliniens, comme Beria). À partir de là, il peut asseoir son autorité, notamment sur le Présidium, et développer une **politique de réformes** qui passe par un volant institutionnel (révision du code du travail dans un sens libéral, ouverture limitée au monde extérieur, décentralisation économique par le biais des sovnarkhozes, démocratisation du parti par le renouvellement des cadres...) et un volant culturel avec l'aménagement de la censure, ce qui permet la parution de certaines œuvres controversées (comme *Une journée d'Ivan Denissovitch*, d'A. Soljenitsyne, en 1962). Mais l'affaire Pasternak (qui doit renoncer en 1958 au prix Nobel sur pression des autorités) démontre que la déstalinisation ne signifie pas la fin de la dictature.

Dans le **domaine économique**, Khrouchtchev, sans révolutionner les traditions soviétiques (primat de l'industrie lourde), oriente l'économie vers de nouveaux enjeux, comme le pétrole, l'industrie chimique ou la construction. Des réussites indéniables qui contrastent avec des échecs retentissants comme la tentative, entre 1954 et 1957, d'ensemencer 37 millions d'ha de terres incultes en blé, ou encore, en 1957, une politique équivalente pour le maïs. Si l'effort fut gigantesque et le résultat immédiat convaincant, le projet, du fait de l'usure de sols et d'une sécheresse conjoncturelle, échoua en quelques années, démontrant les limites du volontarisme agricole.

En regard de la période précédente, la **vie quotidienne** s'améliore sensiblement : diminution du temps de travail (de 48 à 46 heures), effort sur les biens de consommation pour se rapprocher d'une norme occidentale (électroménager...), sur le logement (le parc immobilier augmente de 80 % entre 1955 et 1964), sur l'alimentation (notamment du fait d'une politique de relance de la productivité des kolkhozes et d'aide à la consommation). La société soviétique, sous Khrouchtchev puis sous Brejnev, poursuit sa modernisation : elle s'urbanise progressivement (la population soviétique devenant majoritairement urbaine au début des années 1960), accède de plus en plus largement aux études et vise à un confort individuel et matériel sur le modèle occidental (voiture, vacances, etc.).

Dans le domaine des **relations extérieures**, la déstalinisation a également un impact fort. Ainsi, la réconciliation entre Moscou et Belgrade, orchestrée lors d'un voyage de Khrouchtchev en mai 1955, avec la reconnaissance de « voies nationales » diverses pour la construction du socialisme, est un premier pas. Dans la foulée la dissolution très symbolique du Kominform, en 1956, invite à une relecture de l'héritage stalinien, mais la création du pacte de Varsovie (1955) indique toutefois

LE RAPPORT KHROUCHTCHEV, 1956

(EXTRAIT)

◆ « Après la mort de Staline, le Comité central du parti a commencé à mettre en œuvre une politique d'explications concises et conséquentes du caractère intolérable et étranger à l'esprit du marxisme-léninisme de la glorification d'un individu, de son élévation au rang de surhomme doté de qualités surnaturelles comparables à celles d'un dieu [...]. » ◆

LE CAS PASTERNAK

◆ Le 29 octobre 1958, Boris Pasternak est contraint de refuser le prix Nobel de littérature, « en raison de la signification attachée à cette récompense par la société dont je fais partie ». L'année précédente, la publication, en Italie, de son roman *Docteur Jivago*, qui n'avait pas été autorisé en URSS, avait provoqué une vive polémique. Accusé de trahison, menacé d'être déchu de sa nationalité, l'auteur dut céder, malgré les protestations internationales. Au final, l'ouvrage n'a été publié en URSS qu'en 1988. ◆

LEONID BREJNEV (1907-1982)

Entré au Parti communiste en 1931, L. Brejnev y fait une carrière rapide, d'abord régionale, puis nationale à partir du XX^e congrès. Il entre au Présidium en 1956 et participe à l'éviction de Khrouchtchev en 1964, prenant alors la tête du parti. En 1966, il devient même secrétaire général (le titre, disparu, est réintroduit dans l'organigramme du PCUS) et cumule peu à peu tous les honneurs. Dans une certaine mesure, L. Brejnev réhabilite les méthodes stalinienne en organisant autour de lui, avec l'appui du Politburo, un véritable culte de la personnalité, un culte non entretenu par la population, en dépit des récompenses, honneurs et décorations qui lui sont attribués. Cumulant les fonctions à la tête de l'État et du parti (1977), il incarne un régime sclérosé et une élite vieillissante.

que l'URSS entend bien garder la tête du bloc socialiste. À cet égard, la répression de l'insurrection berlinoise (du 12 au 17 juin 1953) rappelle au monde communiste les limites de l'ouverture. Auréolé des succès de la bombe H (1953) et des missiles intercontinentaux (1957), Khrouchtchev entend se placer, vis-à-vis des États-Unis, sur un pied d'égalité et de rivalité pacifique. Cette ambition commande sa politique en direction des pays non-alignés, et sa logique d'ouverture vers la Yougoslavie. Si la déstalinisation se traduit par une relative ouverture, elle entraîne également la fragilisation du bloc de l'Est et devient source de tension. En Pologne, des émeutes en juin 1956 incitent Moscou à une politique de réformes : menée par Wladislaw Gomulka, un communiste emprisonné sous Staline et plébiscité par les émeutiers, cette politique a l'avantage de calmer les velléités polonaises sans éclat. Inversement, l'affaire hongroise, notamment la politique jugée trop dangereuse d'I. Nagy, entraîne Moscou et le pacte de Varsovie dans une manifestation de force. L'Union soviétique demeure impérialiste.

La chute

Mais les échecs de Berlin et de Cuba, et la tension croissante, puis manifeste avec la Chine de Mao – ce qui induit des ferments de division au sein du camp socialiste – affaiblissent l'autorité du grand frère soviétique, et consécutivement, de Khrouchtchev. Ce dernier, qui a perdu l'appui de l'armée et du Comité central du parti (de plus en plus dominé par les conservateurs, hostiles tant à la politique de décentralisation qu'à la « démocratisation » du parti de 1961), est de plus en plus isolé. Et le 13 octobre 1964, le Comité central, réuni par le Présidium, vote la démission de Khrouchtchev (qui cumulait les postes de premier secrétaire et de président du Conseil des ministres depuis 1958), lequel est en villégiature sur la mer Noire. Il est remplacé par Leonid Brejnev, placé à la tête du PCUS, et par Alexis Kossyguine, à la tête du gouvernement. Si sa politique de réformes a eu une influence majeure sur le régime, elle a également été à l'origine de sa chute, face à la réaction des conservateurs.

L'URSS de Brejnev : une crise larvée

Leonid Brejnev se trouve donc à la tête d'un triumvirat qui comprend A. Kossyguine et M. Souslov. Héritier, bien malgré lui, des réformes de son prédécesseur, il doit faire face à un pays et à un régime qu'il entend pérenniser tout en les modernisant. Cette dialectique complexe aboutit finalement à une politique de stagnation, pimentée par quelques réformes d'appareil (élargissement du Comité central, renouvellement des cadres...). De plus en plus sclérosé du fait d'une bureaucratisation accrue et d'un ancrage régional qui favorise les clientélismes, le PCUS semble peu réactif.

Or l'URSS connaît des difficultés, notamment économiques, qui supposent des solutions de fond et non des expédients : toutefois, les tentatives de réformes – comme celle de 1965 (qui confère aux entreprises une autonomie comptable, et donc une forme de responsabilité) – se heurtent à l'inertie du système d'économie planifiée et à la centralisation. Dans des infrastructures de plus en plus obsolètes, sans contraintes de rentabilité, l'industrie soviétique s'enlise, en dépit de quelques réussites, comme dans le domaine énergétique. En outre, l'un des rares secteurs en pointe – le secteur de la défense (qui fait travailler près de 7 millions de salariés et représente 12 % du PNB en 1974) – draine la main-d'œuvre la plus qualifiée, sans effet d'entraînement pour les industries civiles. Aux difficultés industrielles s'ajoutent des problèmes de main-d'œuvre, particulièrement criants dans l'agri-

culture (où le statut des kolkhoziens, pourtant révisé, n'attire pas les jeunes) : le temps où une main-d'œuvre pléthorique venait compenser une productivité faible est terminé, particulièrement dans les campagnes (où le vieillissement de la population pose problème). Aussi l'URSS se trouve-t-elle contrainte d'importer massivement du blé. Si dans ce contexte, les conditions de vie s'améliorent, c'est aussi du fait d'une véritable économie parallèle (évaluée à 10 % des actifs dans les années 1960, et à 20 % dans les années 1980), et de pratiques de travail au noir, corruption, détournement et contrebande. Bref, **une économie en crise**, voire en pleine obsolescence.

Cette situation, ainsi que la logique de la politique de détente, pousse l'URSS à s'insérer davantage dans le marché mondial, multipliant quasiment par trois ses exportations et ses importations entre 1965 et 1975 (de 7,35 à 24 milliards de roubles en exportations, et de 7,25 à 26,7 milliards de roubles en importations). Certes, les échanges demeurent largement dans la sphère du Comecon, mais les parts des pays du tiers-monde et des pays occidentaux (Europe et États-Unis) augmentent notablement dans les années 1970-1980. L'URSS exporte du pétrole et du gaz, et importe des denrées alimentaires, ainsi que de la technologie (des accords de coopération, avec Renault par exemple dès 1966). Cette dépendance accrue à l'égard de l'Occident favorise la détente, mais fragilise l'autorité de Moscou.

Le printemps de Prague

En Europe, la situation est également difficile : l'Albanie et la Roumanie s'autonomisent par rapport à la tutelle de Moscou. Mais le problème vient surtout de Tchécoslovaquie, où Novotny, premier secrétaire du PC tchécoslovaque depuis 1953, est contesté jusqu'à l'intérieur de son parti. Soutenu par Brejnev, qui y voit le moyen de calmer la situation tout en plaçant un homme de confiance, Alexandre Dubcek, premier secrétaire du PC slovaque, remplace Novotny à la tête du parti en janvier 1968. Mais le mouvement prend de l'ampleur et Dubcek, soutenu par la population, s'engage dans une politique de libéralisation autour du slogan « le socialisme à visage humain ». On parle alors du « printemps de Prague ». Dans un premier temps, le 15 juillet, les États du pacte de Varsovie adressent une lettre comminatoire aux autorités tchécoslovaques évoquant la mise en danger des intérêts vitaux des autres pays socialistes, étape préparatoire à une invasion du pays par les troupes du pacte sous prétexte d'une normalisation. L'opération Danube, du 18 au 20 août 1968 met un terme à l'expérience tchécoslovaque : les troupes du pacte de Varsovie investissent Prague et, en dépit de la résistance populaire, s'imposent. L'Occident ne réagit pas, respectant là les « clauses » de Yalta, en dépit des appels à l'aide. Dubcek, arrêté puis relâché, doit bientôt céder sa place à Gustav Husak en avril 1969. Si la normalisation a réussi, elle a toutefois fragilisé le bloc socialiste : la Chine, la Roumanie, l'Albanie et la Yougoslavie condamnent l'opération.

De façon plus nuancée, **les partis communistes occidentaux**, et notamment les partis français et italiens, font part de leur désapprobation (en France), voire d'un « grave désaccord » (en Italie). Le PCF, le premier, se démarque de sa stratégie traditionnelle et entre, en 1972, dans une coalition de gauche, *via* un « programme commun » pour les élections futures. Quant au PCI d'Enrico Berlinguer, également frappé par l'arrêt du printemps pragois, il s'engage peu à peu à son tour dans un processus libéral qui le voit accepter la construction européenne et ses conséquences, voire – à la suite d'un score électoral sans précédent

L'ITALIE ET L'ÉCHEC

DU « COMPROMIS HISTORIQUE »

◆ En 1978, la Démocratie chrétienne, alors au pouvoir en Italie, propose, par l'intermédiaire de son président, Aldo Moro, un « compromis historique » au Parti communiste italien, invité à participer au pouvoir. Mais cette évolution inquiète Washington, qui craint le basculement de l'Italie dans le bloc socialiste. Toutefois, l'enlèvement, la longue séquestration (55 jours) puis l'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades rouges, des terroristes d'extrême gauche, mettent un terme à cette politique. L'Italie est alors dans les « années de plomb » (1969-1982), frappée par le terrorisme d'extrême droite et d'extrême gauche. ◆

(34 % des suffrages) aux élections législatives de 1976 – envisager un compromis historique avec la démocratie chrétienne, afin d'accéder au pouvoir. Théorisant un « **eurocommunisme** », Berlinguer prend ses distances avec Moscou et prône un communisme rénové, rejoint timidement par les partis français et espagnol.

■ La Chine populaire, de l'alliance à la rivalité

La Chine de Mao : un élève modèle ?

La proclamation de la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949, conclut une guerre civile, épisodique, menée par les communistes contre le Guomindang depuis la fondation du Parti communiste chinois, en 1921. La victoire communiste peut s'expliquer par plusieurs faits : affaiblissement (économique, moral...) du régime nationaliste, ce qui entraîne le retrait du soutien américain dans un contexte de lendemains de guerre.

Le nouveau régime s'est, dans un premier temps, allié à l'URSS par un traité du 14 février 1950 négocié directement par Mao Zedong, qui, de ce fait, récupère les droits chinois sur la Mandchourie et obtient une confortable aide économique (un prêt de 300 millions de dollars). La participation des 700 000 « volontaires » du général chinois Peng Dehuai à la guerre de Corée, à partir d'octobre 1950, atteste de cette nouvelle force versée dans la guerre froide. Mais, conséquence de cette intervention à peine déguisée, la Chine se retrouve isolée et condamnée comme agresseur par l'ONU. Le tête-à-tête sino-soviétique s'impose, et le modèle soviétique avec, appliqué au Parti communiste chinois (à quelques originalités près, comme le titre de « président du parti » accordé à Mao Zedong, voire la composition même du parti...). Dans un premier temps, le régime chinois se dote d'un appareil d'État provisoire avec, à sa tête, une conférence politique consultative, mais à partir de 1954, une constitution vient consolider les structures de l'État, autoritaire, centraliste et modernisateur selon une politique de « nouvelle démocratie » où subsiste un secteur privé. La Chine se lance alors dans une vaste politique de « reconstruction » jusqu'en 1952 : réforme agraire (1950), libération de la femme par une loi sur le mariage (1950), lutte contre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, rééducation des intellectuels... Dès 1952, la modernisation passe par la définition d'un plan quinquennal sur le modèle soviétique, et tourné vers l'industrie. En corollaire de cette première planification, l'État s'engage dans une transition vers le socialisme qui s'achève, en 1956, par la nationalisation des entreprises et la collectivisation agraire à marche forcée. Les premiers résultats sont toutefois obtenus au prix d'un terrible coût social.

Et cela d'autant que **les divisions internes au PCC sont fortes**, entre un Mao Zedong qui prône la collectivisation agricole et en fait le motif de sa « rentrée politique » en 1955, et des hommes politiques (Deng Xiaoping notamment) plus mesurés. Dans le contexte de la déstalinisation, les querelles de parti et les problèmes agraires entraînent une timide libéralisation imposée à Mao Zedong : c'est la **période des « cent fleurs »** (d'après un discours de Mao Zedong du 2 mai 1956 intitulé « Laissez les cent fleurs s'épanouir »), qui débute véritablement en 1957. Il s'agit de gérer un certain malaise populaire, notamment en renouant avec une politique d'intéressement et de liberté culturelle : toutefois, devant ce qui ressemble à une contestation croissante, la réaction gouvernementale passe par la répression et des purges.

◀ VOIR CARTE D P. 411 ▶

TAIWAN, L'AUTRE RÉPUBLIQUE CHINOISE

◆ De 1895 à 1945, Taiwan est administré par le Japon, mais en 1945 et du fait de la défaite japonaise, la République chinoise conquiert cette île, réintégrée à la Chine. Toutefois, la guerre civile, qui renaît en 1946, opposant communistes et nationalistes du Guomindang bouleverse la situation : Chiang Kai-Chek, président de la République de Chine et leader du Guomindang, décide en 1949 de déplacer son gouvernement à Taipei, qui devient ainsi la capitale de la République de Chine. Depuis, les deux républiques chinoises sont rivales et revendiquent la pleine souveraineté sur la Chine. Sur le plan diplomatique, le conflit a été tranché en 1971, lorsque la République populaire de Chine a remplacé la République de Chine à l'ONU. Depuis, le statut de Taiwan est particulier et contesté. ◆

La rupture sino-soviétique

L'adoption d'une nouvelle politique économique, dans les années 1958-1959, est en partie conditionnée par des tensions croissantes avec Moscou, au sujet de la déstalinisation, de la coexistence pacifique et de la stratégie socialiste. En effet, la Chine entend, par le « **grand bond en avant** » accélérer la phase de transition vers le socialisme, prenant ainsi la tête des États socialistes. Abandonnant en partie le deuxième plan quinquennal (1958-1962), elle entame dès 1958 une sorte de mobilisation générale qui prépare le « grand bond en avant » (lancé en mai 1958), avec l'idée de « dépasser l'Angleterre en quinze ans ». La méthode employée passe par de forts investissements, une militarisation accrue (le paysan devient un « soldat du front agricole »), ainsi que par l'organisation des communes populaires (août 1958). Un volontarisme affiché dans les domaines agricoles et sidérurgiques aux résultats rapidement décevants, ce qui impose des révisions (ainsi, les objectifs de production d'acier passent de 30 à 18 millions de tonnes en 1959). Une résurgence du « grand bond », en 1960, connaît le même échec. C'est dans ce contexte que la question des rapports sino-soviétiques est envisagée. La mort de Staline, très méprisant à l'égard des camarades chinois, permet une éclaircie (symbolisée par le voyage de Khrouchtchev à Pékin en 1954 et l'abandon définitif des dernières clauses inégalitaires sino-soviétiques).

La Chine développe en effet **une politique étrangère originale** et efficace pour revenir sur la scène internationale : de la conférence de Genève (juin 1954) à celle de Bandoeng (avril 1955), l'image de la Chine s'améliore grandement, Pékin se ralliant temporairement à la doctrine de coexistence pacifique (traité sino-indien d'avril 1954) et se faisant, à Bandoeng, le champion, avec l'Inde, des pays sous-développés d'Asie. Du reste, le refus d'adhérer au pacte de Varsovie relève de la même logique.

La déstalinisation provoque une première réaction en Chine : la figure de Staline, associée aux victoires du socialisme, est considérée comme indiscutable, et il apparaît donc dangereux de la critiquer trop rudement, au risque d'un précédent pour Mao. De même, des divergences politiques se font jour à partir de 1956, quant à la perception de la situation Est-Ouest et la question de l'arme nucléaire. Si Moscou, par un accord secret de défense du 15 octobre 1957, s'engage à aider la Chine à acquérir l'arme atomique, il n'est en revanche pas question de partager la direction du camp socialiste. Or le rapprochement soviéto-américain risque de se faire aux dépens de la Chine : ainsi, en septembre 1958, **la question de Taïwan** (la Chine populaire menace deux îles – Quemoy et Matsu – contrôlées par Taïwan) voit l'intervention des États-Unis aux côtés de la Chine nationaliste de Chang Kai-Shek, sans que Moscou n'appuie véritablement Pékin dans le bras de fer. Une politique de prudence que Mao considère comme un affront et une reculade. C'est également ainsi que Mao interprète l'attitude soviétique durant la crise des missiles cubains ou encore le conflit tibétain qui oppose la Chine à l'Inde en 1962.

Bientôt, les relations se tendent : le 20 juin 1959, Moscou dénonce unilatéralement l'accord secret de coopération nucléaire (la Chine poursuit son programme nucléaire seule, aboutissant en 1964 à la bombe A). Une nouvelle visite de N. Khrouchtchev à Pékin, en octobre 1959, se conclut sur le constat d'un désaccord croissant, tant dans les domaines politique qu'idéologique. C'est à l'issue d'une conférence à Bucarest, en 1960, que la rupture est consommée, notamment par le départ de 1 400 conseillers soviétiques de Chine : au final,

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

◆ Du 26 avril au 21 juillet 1954, la Chine participe à la conférence de Genève, qui aboutit à la signature des accords de paix dans le conflit en Indochine. ◆

LA CONFÉRENCE DE BANDOENG

◆ C'est à Bandoeng (Indonésie) que, du 18 au 24 avril 1955, se réunissent les représentants de 29 pays, autour des leaders égyptien (Nasser), chinois (Zhou Enlai), indien (Nehru), ghanéen (Nkrumah), etc. Ces pays, qui refusent la logique des deux blocs, se définissent comme non-alignés : c'est l'émergence du Tiers-monde (selon l'expression forgée en 1952 par le démographe Alfred Sauvy) dans les relations internationales. ◆

LA QUESTION TIBÉTAINE

◆ Le Tibet fut longtemps un protectorat chinois, puis anglais. La république populaire de Chine, renoue donc avec une tradition ancienne en envahissant le Tibet en 1950 : au terme d'une campagne militaire rapide, un accord est signé à Pékin le 23 mai 1951, qui fonde l'occupation du Tibet par

la Chine. Une première insurrection, en 1959, tente de secouer cette domination, mais elle n'aboutit qu'à la fuite du dalaï-lama pour l'Inde, où il forme un gouvernement tibétain en exil. Depuis, la question tibétaine demeure une cause internationale, ainsi que l'ont montré les polémiques lors des JO chinois de 2008. ♦

◀ VOIR CARTE A P. 414 ▶

EISENHOWER

♦ Dwight David Eisenhower (1890 - 1969), surnommé « Ike », est le 34^e président des États-Unis, durant deux mandats de 1953 à 1961. Durant la Seconde Guerre mondiale, il est *General of the Army* et commandant en chef des forces alliées en Europe. Il est membre du parti républicain. En tant que président des États-Unis, il supervise le cessez-le-feu en Corée, lance la course à l'espace, développe le réseau des autoroutes inter-États et fait du développement de l'armement nucléaire l'une de ses priorités dans le cadre de la guerre froide avec l'URSS. ♦

la rupture sino-soviétique est patente en 1962, les deux régimes se revendiquant comme le seul État authentiquement communiste et révolutionnaire. Une lettre ouverte de Mao, du 15 juin 1963, désigne l'URSS comme une alliée objective des États-Unis : l'affrontement est non seulement idéologique, mais bientôt militaire, du fait de tensions croissantes, jusqu'au conflit armé en 1969, sur la frontière soviéto-chinoise. La Chine sort de la rupture fragilisée, divisée, en crise économique et isolée diplomatiquement. Le front socialiste est, lui, sérieusement entamé.

Épilogue : un bloc divisé

Le rapprochement sino-américain – matérialisé par l'invitation de Chou En-laï à Nixon à venir en Chine, en juillet 1971 – symbolise la division du camp socialiste, au risque même d'une alliance sino-américaine contre l'URSS (du moins dans l'esprit des dirigeants moscovites). Aussi faut-il voir le rapprochement soviéto-américain, concrétisé par un échange de visites officielles en 1972-1973, ainsi que les accords de coopération militaires et commerciaux qui en découlent, comme un symptôme de la crise du bloc socialiste. Dans le même ordre d'idées, l'appui de l'URSS à l'Inde dans sa guerre contre le Pakistan (1971) soutenu par la Chine, ou encore l'appui donné au Vietnam en 1978, qui permet à l'armée vietnamienne d'intervenir contre les Khmers rouges alliés de Pékin, sont autant d'indices d'un conflit indirect entre les deux champions du socialisme.

2 Les États-Unis : le temps de l'âge d'or ?

Sortis de la guerre en vainqueur, dotés – temporairement – du monopole nucléaire, et suffisamment puissants pour peser sur les destinées économiques du monde, les États-Unis semblent placés, de fait, à la tête d'un empire.

■ L'Amérique d'Eisenhower : une puissance sans rivale ?

L'arrivée au pouvoir de Dwight Eisenhower, lors des élections présidentielles de 1952, est celle du grand homme et du sauveur, dans une Amérique ébranlée par le maccarthysme. Las du réformisme et de la guerre de Corée, les Américains attendent de leur nouveau Président, et de sa (courte) majorité républicaine au Congrès, une politique qui préserve les acquis sans aller au-delà, un « conservatisme progressiste ». L'administration Eisenhower est alors acculée entre ses promesses de campagne et ses responsabilités : entouré par un cabinet formé par les représentants du *big business*, Eisenhower entend pratiquer une politique de désengagement fédéral. Si certains projets (dans le secteur énergétique notamment) sont votés, d'autres (comme la privatisation de la *Tennessee Valley Authority*) sont des échecs. Surtout, le gouvernement américain doit composer avec une récession économique provoquée par la fin de la guerre de Corée, qui voit le chômage augmenter (3,8 millions de chômeurs soient 6 % de la population active). Une récession qui est résorbée dès l'automne 1954, mais au prix d'un déficit budgétaire croissant (de 3,1 à 4,2 milliards de dollars entre 1954 et 1955). La déconfiture du maccarthysme, provoquée par les excès du sénateur, rend l'Amérique à sa fièvre consummatrice : **le modèle américain** s'impose et c'est un idéal de stabilité qui pousse les électeurs à maintenir Eisenhower à la Maison Blanche, tout en donnant la

majorité à ses adversaires démocrates au Congrès. Il s'agit de préserver les acquis sociaux sans aller au-delà selon des réformes suggérées par le candidat démocrate Adlai Stevenson.

La fin des années 1950 est toutefois marquée par quelques crises cruciales. L'affaire de l'école primaire de Little Rock (Arkansas), le 24 septembre 1957, au cours de laquelle une foule vient expulser neuf enfants noirs d'une école primaire éclaire les tensions de **la politique de déségrégation** : si dès mai 1954, la Cour suprême est revenue sur l'interprétation du 14^e amendement (« *separate but equals* ») justifiant la ségrégation, la Maison Blanche n'a pas su accompagner immédiatement la mesure. Le vote, en août 1957, de la loi sur les droits civiques, complète la politique de déségrégation. La politique économique de l'administration Eisenhower est également remise en cause, tant par le public et des économistes comme J. K. Galbraith, que par les faits, au moment où la baisse du taux de croissance (de 4,3 % en 1947-1952 à 2,5 %) réveille les inquiétudes, face à une croissance soviétique très supérieure. Car la rivalité avec l'URSS se concrétise non seulement par une course aux armements (or Eisenhower se montre, en ce domaine, partisan d'un strict équilibre budgétaire), mais également par **une course technologique à l'espace**. Or la mise en orbite, les 4 octobre et 3 novembre 1957, des deux premiers Spoutniks est vécue par les Américains comme une défaite réelle, que le lancement, en janvier 1958, d'un satellite artificiel américain, n'allège guère. Car c'est l'image de marque des États-Unis, comme puissance et comme allié, qui chancelle.

L'enjeu, pour les conseillers d'Eisenhower, est alors d'inverser la tendance, et de faire du Président un croisé de la paix, corrigeant ainsi son image d'homme menaçant. En 1958, faisant suite à la décision (mars) de l'URSS d'arrêter ses essais nucléaires, les États-Unis prennent en août la même résolution. C'est un premier pas suivi par d'autres : au voyage de Nixon à Moscou (juillet 1959) répond celui de Khrouchtchev aux États-Unis (septembre 1959). Amorce d'une politique plus nuancée, qui conduit le président Eisenhower à se rendre en Inde (1959) puis en Amérique latine (1960) afin de soigner la popularité des États-Unis. L'affaire de l'avion espion américain (U2) abattu au-dessus de l'URSS, ainsi que la capture du pilote Gary Powers révélée le 5 mai 1960 par Khrouchtchev, vient ruiner cette politique et conduit le dirigeant soviétique à boycotter la conférence de mai 1960. L'annulation du voyage d'Eisenhower au Japon, en juin 1960, confirme cet échec de la croisade pour la paix. Un échec qui permet également au candidat démocrate, John F. Kennedy, de remporter les élections de 1960 face à R. Nixon, battu de justesse. Les Américains font donc le choix de la « nouvelle frontière » avec un président démocrate.

■ L'Amérique de Kennedy : vers une nouvelle frontière

La « nouvelle frontière » de Kennedy, poursuivie par son vice-président et successeur Lyndon B. Johnson en un projet de « grande société », entendait réformer le modèle américain, mais il doit affronter les contradictions du pouvoir. Kennedy promet, en 1960, de lever les obstacles qui empêchent l'accomplissement du « rêve américain » : un taux de croissance en baisse, des tensions sociales du fait des inégalités croissantes et la rivalité soviétique dans le tiers-monde. Pour cela, Kennedy donne la priorité à **la relance économique**, tant pour le commerce extérieur (en faisant voter le *Trade Expansion Act* en 1963, lui

◆ « Je rêve qu'un jour, cette nation se lèvera et vivra selon le véritable sens de sa foi politique. Nous tenons ces vérités pour évidentes que les hommes sont créés égaux. Je rêve qu'un jour, sur les collines rouges de Géorgie, les fils d'anciens esclaves et les fils d'anciens propriétaires d'esclaves s'attableront ensemble à la table de la fraternité. Je rêve qu'un jour, mes quatre jeunes enfants vivront dans une nation où ils ne seront pas jugés d'après la couleur de leur peau, mais d'après leur caractère. » ◆

Martin Luther King, Washington, le 28 août 1963.

permettant de négocier avec la CEE) qu'à l'intérieur (au risque d'un déficit budgétaire important en 1963). Cette politique rencontre un succès certain : le taux de croissance remonte à 5,5 % et la hausse des prix se tasse. Par ailleurs, il se préoccupe également de **justice sociale**, et notamment d'égalité dans le domaine scolaire avec des projets de lois concernant le financement de l'enseignement primaire et secondaire, en 1961, puis de l'enseignement supérieur, en 1963. L'administration Kennedy se penche aussi sur la question de la pauvreté (qui concerne alors une quarantaine de millions de personnes), de l'accès aux soins pour les personnes âgées (projet Medicare) et de la discrimination raciale (projet pour la défense des droits civiques de 1963).

C'est du reste la même préoccupation, mais à l'international, qui l'amène à fonder le *Peace corps* (1961), dans le cadre de l'*Agency for International Development*, et à solliciter des fonds croissants pour lutter contre l'*economic gap*, à savoir l'écart entre les pays développés et le tiers-monde. En particulier, afin de lutter contre le castrisme, il lance en mars 1961 un programme spécifique en direction de l'Amérique du Sud, l'**Alliance pour le progrès**. Ce plan ambitieux devait amener les États sud-américains participants à dégager 80 milliards de dollars, auxquels les États-Unis ajoutaient 12 milliards, afin de favoriser la croissance et des réformes sociales importantes : l'alliance entre démocratie et libre entreprise.

L'ASSASSINAT DE J. F. K.

◆ John F. Kennedy est assassiné à Dallas, le 22 novembre 1963, alors qu'il prépare sa campagne présidentielle en vue des élections de 1964 : quatrième Président américain à mourir assassiné, sa mort dramatique a non seulement favorisé le « mythe Kennedy », mais également nombre de théories évoquant un complot. L'assassin, Lee Harvey Oswald, est presque immédiatement arrêté : il meurt assassiné à son tour le 24 novembre, sous les balles de Jack Ruby, pour des motifs qui demeurent flous. Face à l'émotion provoquée par cet attentat, une première commission, présidée par Earl Warren, conclut dès septembre 1964 à un assassinat exécuté par Oswald seul. Mais le travail de la commission comportant des failles, Jim Garrison, procureur de Louisiane, reprend, en 1968, l'enquête pour conclure à un complot d'État lié aux émigrés cubains. Une nouvelle commission, en 1976 (*House Select Committee on Assassination*) confirma les conclusions du rapport Warren, sans pour autant éteindre les rumeurs de complot. Enfin, l'assassinat, le 5 juin 1968, de Robert (Bob) Kennedy, frère de J. F. K., ajoute au thème de la « malédiction des Kennedy. » ◆

Un programme social audacieux donc, mais un résultat décevant. Ainsi, l'Alliance pour le progrès rencontre des difficultés, tant économiques (dans les pays concernés affectés par un ralentissement de la croissance) que politiques (sept coups d'États éclatent, dont cinq seront avalisés par Washington) et idéologiques (le système d'aide, très rigide, interdit une action dirigiste des États, ce qui en limite la portée). Conforté par une immense popularité acquise à son élection, du fait de la jeunesse de son administration, Kennedy voit pourtant sa cote s'effondrer, du fait de ses difficultés à s'imposer au Congrès : si ses résultats économiques sont satisfaisants, le chômage persiste (autour de 4 millions d'individus) et surtout, les plus grands projets de réformes ne sont pas votés. Certes, **le bilan de Kennedy** est estimable (construction de logements sociaux, politique de subvention à l'emploi, hausse du minimum horaire en 1961, etc.) mais ses principaux projets de loi échouent, alors même que les démocrates disposent d'une majorité renforcée à partir de 1962.

Gêné dans ses programmes sociaux, Kennedy fait en revanche la démonstration d'une **politique militaire ambitieuse**. Contrairement à son prédécesseur, Kennedy n'entend pas limiter le budget de la Défense, convaincu que le salut des démocraties occidentales, face au communisme, passe par une avance militaire manifeste, ainsi que par l'arrêt de la course aux armements. Sur la base d'une doctrine dite des « représailles flexibles » formulée par Robert Mc Namara, secrétaire à la Défense, l'administration Kennedy, tout en maintenant l'effort dans le domaine nucléaire, développe donc l'armement (missiles Polaris, sous-marins nucléaires portés de 3 à 9...) et les forces conventionnelles. Dans cet ordre d'idée, Kennedy lance également le programme spatial Apollo (qui envoie trois astronautes autour de la Lune en 1968, puis sur la Lune en 1969) : l'espace est la « nouvelle frontière ». En outre, le Président américain entend bien, par des investissements militaires, soutenir l'emploi et la croissance. Mais le temps lui manque...

■ L'Amérique de Lyndon B. Johnson : au-delà de la nouvelle frontière

L'assassinat de J. F. Kennedy à Dallas, le 22 novembre 1963, met un terme à une présidence démocrate audacieuse, mais au bilan contrasté, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Si le mythe Kennedy est auréolé de cette fin brutale, son successeur, Lyndon B. Johnson, sait, lui, séduire le Congrès et parvient à faire voter quelques projets majeurs de Kennedy, comme la loi sur les droits civiques, signée le 2 juillet 1964. Poursuivant la politique de réformes tentée par Kennedy, Johnson évoque, à partir de mai 1964, une « grande société » qui ferait écho à la « nouvelle frontière ». Une première mesure, l'*Economic opportunity Act*, d'août 1964, qui doit développer la formation pour lutter contre le chômage, révèle sa capacité à manœuvrer le Congrès. Aussi est-il largement élu aux élections de 1964, avec plus de 60 % des suffrages. La première année de L. Johnson à la Maison Blanche s'avère, sur le plan politique, un succès : reprenant certains projets de Kennedy, il obtient l'assentiment du Congrès pour les projets de loi de financement de l'enseignement (avril 1965) et le projet *Medicare* (dont l'ancien président Harry S. Truman sera le premier bénéficiaire, en juillet 1965). La première loi permet de débloquent un milliard de dollars sur trois ans pour l'enseignement public et privé. La seconde loi crée un fonds spécial de sécurité sociale pour les plus de 65 ans, auquel s'ajoute un programme de soins gratuits pour les plus pauvres, *Medicaid*. Outre ce « legs » Kennedy, Johnson fait voter un ensemble de lois portant sur la condition des personnes âgées (via la création d'une administration *ad hoc*), une loi révisant la politique de quotas d'immigration, une loi pour développer la région des Appalaches (*Appalachian Regional Development Act*) et les régions déprimées en général (*Public Works and Economic Development Act*), les premières lois concernant l'écologie. Enfin, par fidélité à la politique de Kennedy dans le domaine des droits civiques, Johnson, sudiste converti à cette cause, dépose en mars 1965 un projet de loi qui autorise les fonctionnaires fédéraux à inscrire les Noirs sur les listes électorales. Au final, un ensemble législatif remarquable, qui prend en compte la modernité et ses laissés pour compte, ainsi que les problèmes nouveaux posés par la civilisation urbaine.

L'Amérique semble portée par une réussite économique indiscutable et un modèle de société efficace, même si une contestation se développe (**la contre-culture**) : en outre, la guerre du Vietnam, de même que les guerres précédentes, favorise la croissance de l'économie américaine, et la diminution du chômage (en 1968, 76 milliards de dollars sont consacrés à la Défense). Mais la « grande société » trouve aussi ses limites avec la politique de déségrégation et de lutte contre la pauvreté : après celles de 1965, les émeutes raciales qui éclatent à partir de mai 1967 à Nashville et Houston, et qui se propagent dans tout le pays, avec près de 300 morts, mettent en lumière la persistance de fortes inégalités sociales entre les populations noire et blanche. L'assassinat de Martin Luther King, partisan du dialogue et de la non-violence, le 4 avril 1968, provoque une nouvelle flambée de violence, et entraîne une partie de la communauté noire vers un discours désormais hostile au compromis, autour du « *Black Power* ». Alors que d'autres minorités s'engagent dans un même type de revendications (tels les Amérindiens occupant l'îlot d'Alcatraz en novembre 1969), le mythe du *melting-pot* paraît écorné, et la guerre contre la pauvreté a des relents de défaite. Surtout, poursuivant la politique extérieure de Kennedy, Johnson se trouve bientôt empêtré dans le boursier vietnamien.

BEATNIKS, HIPPIES ET CONTRE-CULTURE

◆ L'Amérique des années 1960, du Vietnam et de la ségrégation, voit se développer un mouvement de contestation et de revendication, la « contre-culture », autour d'un groupe d'écrivains (dont J. Kerouac, A. Ginsberg, etc.) qui se surnomment la *Beat Generation*. De ce cénacle s'inspire le mouvement *beatnik* (le terme apparaît dès 1958), puis le mouvement hippie, qui, à l'occasion de quelques grands festivals de musique (de Monterey, en 1967, à Woodstock, en 1969), impose sa culture et ses valeurs (non-violence, libération sexuelle, fascination pour les cultures orientales, drogue...), bientôt popularisées par la culture de masse. Parallèlement, une nouvelle gauche, radicale, promeut un message plus politisé. ◆

BLACK POWER

◆ Au mois d'août 1965, les émeutes de Watts (quartier noir de Los Angeles) frappent l'Amérique de stupeur, et cela d'autant plus qu'elles essaient dans une quarantaine de villes. Elles révèlent les ambiguïtés de la politique de déségrégation du président Johnson, mal adaptée à la situation sociale des grandes villes du Nord et de l'Ouest. Le mouvement des droits civiques apparaît alors profondément divisé entre le pacifisme d'un Martin Luther King, prix Nobel de la paix, et l'activisme d'un Carmichael, promoteur du *Black Power*. Déjà, le 21 février 1965, l'assassinat de Malcolm X révélait des tensions. C'est dans ce climat oppressant que, le 15 octobre 1966, Bobby Seale et Huey Newton fondent le parti des *Black Panthers*, qui, sur une base marxiste, s'avère un mouvement de défense paramilitaire. Mais les provocations et la violente répression policière qui s'ensuit ont raison du mouvement, très affaibli en 1969. ◆

La guerre du Vietnam, fin de l'âge d'or américain ?

Si l'Amérique a partiellement construit son image autour de l'anti-colonialisme (cf. son attitude durant la crise de Suez), cette image est largement écornée par la guerre du Vietnam. La crise débute en 1954, avec le retrait français du fait des accords de Genève. Dans un Vietnam divisé entre un Nord communiste dirigé par Hô Chi Minh, et un Sud sous influence occidentale, les Américains prennent la suite des Français. En effet, il s'agit – dans le cadre du *containment* – d'empêcher le basculement de l'Asie du Sud-Est dans le bloc communiste. Pour cela, les États-Unis mettent au pouvoir Ngo Dinh Diem, dont le régime vire peu à peu à la dictature, Diem refusant depuis 1956 la tenue d'élections libres (il sera finalement renversé et exécuté en novembre 1963, avec l'aveu des Américains). En 1960, un Front national de libération, le Vietcong, d'obédience communiste, se met en place dans les campagnes pour lutter contre la dictature, bientôt soutenu depuis le Nord par Ho Chi Minh. Une guerre insidieuse se développe à partir de mai 1961, les États-Unis lançant des opérations de sabotage contre le Nord-Vietnam et les mouvements communistes. Bientôt, la présence militaire américaine se fait de plus en plus pesante : en novembre 1963, Kennedy envoie 16 000 « conseillers militaires » au Sud-Vietnam. Johnson, prétextant une agression nord-vietnamienne contre deux navires américains (il apparaît, quatre ans plus tard, que l'affaire était sans fondement), les 2 et 4 août 1964, obtient du Congrès les pleins pouvoirs dans cette affaire par la résolution du golfe du Tonkin, le 7 août, qui remet au président américain la responsabilité de prendre toute mesure contre une agression. L'opération *Rolling Thunder*, un bombardement du Nord-Vietnam lancé en mars 1965, déclenche les hostilités, et quelques mois plus tard, les « conseillers militaires » font place à un premier contingent de 100 000 soldats américains, et bientôt 230 000 en décembre 1965 puis 400 000 en 1967. Face à cette escalade militaire, la solution diplomatique envisagée par Johnson en avril 1965 (par une négociation sans conditions) semble illusoire : elle est repoussée par Hanoi. La politique américaine, loin d'effrayer le Nord-Vietnam, renforce sa détermination, et lui rallie les soutiens chinois et soviétique. Quant au Sud-Vietnam, l'état de guerre favorise un durcissement de la dictature militaire. Mais inconscient des réalités du tiers-monde, ou bien trop arrogant pour envisager une autre méthode que la force au service d'une démocratie « imposée », Johnson s'engage dans une politique de plus en plus dure.

UNE GUERRE MÉDIATIQUE ?

◆ Plus que dans d'autres conflits, le rôle des médias dans la guerre du Vietnam est majeur, tant l'opinion publique a contribué à la fin du conflit. Dès 1965, avec l'arrivée des troupes américaines, on compte 250 reporters, qui opèrent en toute liberté, avec le soutien de l'armée et sans censure militaire, selon la volonté du président Johnson. Leur nombre croît avec celui des troupes, jusqu'à 700 au temps de l'offensive du Têt, non sans risques. C'est notamment la révélation du massacre de My Lai (16 mars 1968) par le *Harper's Magazine*, qui contribue à retourner l'opinion américaine en faveur du pacifisme. ◆

Ce qui n'est jusque-là qu'une guérilla (mais qui compte déjà 15 000 morts dès 1967, et un budget annuel de 20 milliards de dollars) se transforme en guerre effective à partir de janvier 1968 : à l'occasion du Têt, le Nouvel-An vietnamien, le Vietcong lance une offensive majeure sur tout le Sud-Vietnam. Si l'offensive est un échec, elle dévoile la réalité d'une guerre qui ne dit pas son nom, et révèle la fragilité de la position américaine face au soutien dont dispose la guérilla communiste. Surtout, l'opinion publique américaine prend conscience de la guerre, et la contestation grimpe : l'opinion américaine ne voit plus dans cette guerre le « combat pour la liberté », mais plutôt une entreprise néo-coloniale, qui a fait plus de 50 000 morts côté américain, et près de 2 millions, côté vietnamien. Dès le 31 mars, Johnson s'engage dans une politique d'apaisement, notamment vis-à-vis du Nord en arrêtant les bombardements au nord du 20^e parallèle.

◀ VOIR CARTE C. P. 411 ▶

Sortir du « borbier » vietnamien

Mais c'est à Richard Nixon, élu en 1969, qu'incombe la tâche de désengager les États-Unis du Sud-Vietnam, et de négocier « la paix dans l'honneur », tout en maintenant la pression militaire. **Le désengagement**, inspiré par la « doctrine Nixon » de normalisation de la politique étrangère, passe déjà par le retrait rapide des troupes américaines au profit de l'armée sud-vietnamienne, dont les échecs attestent de l'incapacité de Saigon d'emporter la victoire. Le désengagement se concrétise surtout par un rapprochement avec la Chine populaire orchestré par le secrétaire d'État Henry Kissinger, lequel plaide pour une *realpolitik* bien éloignée des principes wilsoniens. Les États-Unis acceptent l'entrée de la Chine populaire au Conseil de sécurité de l'ONU, remplaçant la Chine nationaliste (octobre 1971). Ponctué par une visite officielle de Nixon à Pékin (1972), cette politique donne aux Américains l'appui de la Chine dans le règlement du « borbier » vietnamien (une négociation « appuyée » par des bombardements comme celui d'Hanoi, en décembre 1972). Enfin, le 27 janvier 1973, Américains et Vietnamiens signent un cessez-le-feu, qui prévoit le désengagement complet des États-Unis au Sud-Vietnam, ainsi que la mise en place d'un Conseil national de réconciliation Nord-Sud, première étape en vue de la tenue d'élections libres et d'une possible réunification. Mais en avril 1975, le Nord-Vietnam envahit le Sud, en violation des accords de paix, et sans que les États-Unis, qui s'y étaient engagés, n'appuient le Sud. Après le Laos et le Cambodge, c'est au tour du Vietnam de basculer dans le bloc communiste. Dans le même temps, le génocide cambodgien fait glisser le Sud-Est asiatique dans une crise dramatique.

L'Amérique latine : un autre borbier ?

L'Amérique connaît également des difficultés dans son « pré carré », le continent sud-américain considéré – depuis la doctrine établie par le président Monroe en 1823 – comme l'arrière-cour des États-Unis. Si en 1947, les États-Unis, par le pacte de Rio, manifestent leur emprise sur le continent, cette impression est battue en brèche par la crise cubaine. Au sortir de la crise des missiles, **le régime castriste** incarne tout à la fois un modèle « tropical » de régime communiste et la résistance à « l'impérialisme yankee ». Cette résistance passe par l'organisation d'une conférence tricontinentale à la Havane en 1966, au cours de laquelle Castro appelle à multiplier les Vietnam. Plus symboliquement, le soutien aux guérillas révolutionnaires au Pérou, au Chili, en Colombie et en Bolivie (où Che Guevara, figure majeure de la guérilla marxiste, trouve la mort en 1967) démontre l'influence non négligeable de Cuba dans la vie politique du sous-continent.

Car l'ingérence américaine, durant la présidence Johnson, devient de plus en plus pesante : peu favorable à l'Alliance pour le progrès de son prédécesseur, Johnson en fait un instrument de commerce et affirme, dans un discours du 2 mai 1967, la volonté américaine d'intervenir contre tout mouvement communiste sur le continent américain. Le soutien accordé à des coups d'État militaires, comme celui du Brésil (1964) témoigne de cette logique, perpétuée sous la présidence Nixon. Cela n'empêche pas les transformations politiques en Amérique latine, mais à ces tentatives répond la politique « réaliste » de Kissinger, qui n'hésite pas à commanditer des opérations de déstabilisation et autres coups d'État contre les régimes « tièdes », tel le Chili de Salvador Allende en 1973. Les États-Unis se distinguent alors par le soutien inconditionnel à des dictatures comme celle du général Pinochet.

LE GÉNOCIDE KHMER

◆ Les Khmers rouges – autre appellation du Parti communiste du Kampuchéa démocratique – furent au pouvoir au Cambodge (devenu alors le Kampuchéa démocratique) de 1975 jusqu'à l'invasion vietnamienne de janvier 1979. Nés dans le giron du Vietnam, le Parti communiste cambodgien profite de la déliquescence du pouvoir de Norodom Sihanouk, autant que des excès américains au Vietnam pour s'imposer. En avril 1975, ils s'emparent de Phnom Penh, capitale du Cambodge et mettent en place un État totalitaire, l'Angkar, présidé par Pol Pot. La politique menée par l'Angkar – un programme de déplacement de population des villes vers les campagnes et d'épuration de la société khmère, sur un mode terroriste – s'apparente à un génocide. On estime de 400 000 à 900 000 le nombre d'exécutions sommaires et de 700 000 à 1,2 million le nombre de victimes de privations et de mauvais traitements, soit près de 2 millions de morts pour une population de 6 millions d'habitants. ◆

LES ACCORDS SALT

◆ À partir de 1964 et pour limiter l'escalade nucléaire, les États-Unis et l'URSS entament des discussions, qui débouchent, en 1969, sur une série de négociations SALT (*Strategic Arms Limitation Talks*) : ces négociations s'achèvent en 1972 avec la signature de plusieurs accords sur l'arsenal nucléaire, pour en limiter le nombre et l'installation. Une seconde série de négociations, dites SALT II, se conclut par un traité signé le 18 juin 1979, limitant le nombre de lance-missiles et de bombardiers stratégiques. Toutefois, ce traité ne fut pas ratifié par les États-Unis, en réaction à l'invasion soviétique en Afghanistan. Les négociations reprirent en 1982, à l'initiative des États-Unis qui proposèrent avec le traité START (*Strategic Arms Reduction Treaty*) une réduction du quart de l'arsenal nucléaire : le traité est finalement signé en 1991. ◆

◆ « Aucune nation n'a rien à craindre de notre concurrence car nous entraînons nos concurrents vers de nouveaux sommets à conquérir pour leurs propres peuples. » ◆

Extrait de la déclaration de R. Nixon du 15 août 1971.

■ L'Amérique de Richard Nixon : la fin des illusions ?

L'élection avec une légère majorité, contre le candidat démocrate Humphrey, du républicain Richard Nixon illustre la lassitude des Américains face aux grands projets démocrates et à l'interventionnisme croissant de l'État : les difficultés extérieures et les crises intérieures favorisent le retour à un discours plus pragmatique, celui du « laisser faire » au nom d'une « majorité silencieuse ». Du reste, très symboliquement, Nixon revient sur certains programmes de ses prédécesseurs en cherchant à limiter les programmes sociaux, ou encore à peser, *via* les nominations à la Cour suprême de quatre juges conservateurs, sur les positions des libéraux en matière raciale.

Dans le domaine international, on a pu constater que ce pragmatisme permettait d'en finir avec la désastreuse guerre du Vietnam et d'engager des pourparlers en vue d'une paix négociée. Théorisant, dès juillet 1969, une forme de retrait par rapport aux ambitions de ses prédécesseurs, Nixon envisage une « normalisation » de la politique extérieure américaine : il s'agit de limiter les interventions directes des États-Unis (et donc le coût humain et financier) dans la « défense du monde libre » et d'encourager l'aide indirecte aux alliés des États-Unis. Cette politique passe également par l'établissement d'une forme de lien avec l'URSS (notamment dans le domaine économique et militaire) pour une cogestion de la paix, ainsi que par une main tendue (discrètement) à la Chine : le rétablissement des relations américano-chinoises est officialisé le 15 juillet 1971 par la visite à Pékin du secrétaire d'État Henry Kissinger, prélude à une visite présidentielle en février 1972. Cette politique favorise très logiquement le dénouement de la guerre du Vietnam. En outre, en jouant ainsi de la rivalité soviéto-chinoise, Nixon obtient des résultats, notamment dans le domaine de l'armement nucléaire (accords SALT).

La politique de normalisation a également des conséquences sur **l'économie intérieure**. Jusque-là, les opérations extérieures et le poids du budget Défense pesaient sur les prix, et plus généralement sur l'économie américaine. En outre, la concurrence asiatique et européenne devenait plus dure et en 1971, il apparut que la balance commerciale américaine serait déficitaire, cela dans un contexte financier délicat du fait d'un endettement extérieur croissant. En ce domaine également, Nixon s'engage dans une politique de normalisation : affaibli depuis 1967, le dollar a perdu sa fonction de valeur refuge (pour l'or), aussi l'administration Nixon met-elle un terme à la convertibilité or du dollar le 15 août 1971. La mise en place d'un système de change flottant, remplaçant les taux fixes des monnaies, aboutit, au printemps 1973, à **la fin du système de Bretton Woods**. Par ailleurs, il procède à une dévaluation (de 8 % en 1971 et de 10 % en 1973), mesure très profitable au commerce extérieur américain, qui doit lui permettre de lutter contre la concurrence européenne et japonaise. La crise pétrolière, consécutive à la guerre des Six Jours, vient bientôt renforcer cette politique : face à une Europe très dépendante en pétrole, l'Amérique a beau jeu de marquer sa suprématie économique, et de réunir ses partenaires occidentaux au sein de l'Agence internationale de l'Énergie fondée à l'occasion.

Sachant jouer des rivalités entre Pékin et Moscou pour mener une politique plus libre vis-à-vis du bloc socialiste, sachant jouer également des difficultés économiques occidentales pour maintenir son leadership sur le camp occidental, l'Amérique de Richard Nixon – sans trancher avec une stratégie américaine née dans l'après-guerre – a su s'adapter

à la situation des années 1970 et limiter les coûts, de manière pragmatique ou cynique selon les observateurs.

Certes, il apparaît que l'intervention de l'État est marquée (le budget fédéral a cru de 200 à 300 milliards de dollars entre 1969 et 1974), notamment dans le domaine des prix et salaires, allant jusqu'à – fait inédit – bloquer arbitrairement les prix et salaires le 15 août 1971 (pour 3 mois). Car la conjoncture économique est délicate : le taux de croissance tourne au ralenti et l'inflation demeure ; c'est la stagflation, et quelles que soient les méthodes employées (austérité monétaire en 1969, ou bien déficit budgétaire en 1970-1971), le problème demeure. Engagé à réduire ce poids de l'État, Nixon promeut à partir de 1972 (loi du *Revenue sharing Act*) une politique de « nouveau fédéralisme », qui transmet aux autorités locales des compétences fédérales, manière de désengager l'État. On le voit en revanche s'impliquer dans la protection de l'environnement. Mais une crise politique va bientôt ébranler cette construction.

La crise intérieure : de la « présidence impériale » au Watergate

L'affaire du Watergate, qui démarre en juin 1972 avec la découverte de microphones dans le QG du Parti démocrate, secoue durement l'Amérique et fait basculer l'exécutif américain dans une crise durable (jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan, en 1980) : directement impliqué, Richard Nixon, réélu très largement Président en novembre 1972, doit, menacé par une procédure d'*impeachment*, démissionner au profit de son vice-président, Gerald Ford, le 9 août 1974. C'est une première dans l'histoire américaine, qui met en lumière une pratique présidentielle inaugurée par F. D. Roosevelt au temps du New Deal, et théorisée, en 1973, par l'historien John M. Schlesinger JR, la « présidence impériale ». Face à un pouvoir exécutif qui s'impose, déséquilibrant le consensus des *Cheks and balances* (la doctrine américaine de l'équilibre des pouvoirs), le Congrès résiste et la présidence cède. L'Amérique perd en partie ses illusions, tant à l'intérieur, où le rêve d'une « grande société » se heurte aux réalités économiques, qu'à l'extérieur, où la « destinée manifeste » rencontre d'autres modèles sociaux émergents.

■ Le tiers-monde comme enjeu

Le Moyen-Orient attise les convoitises des deux Grands, notamment du fait de ses réserves pétrolières. Pour les États-Unis, il s'agit, en s'appuyant sur quelques alliés (Turquie, Arabie Saoudite, Iran et, à partir de 1962, Israël) de contrer la politique soviétique. Mais Moscou, après s'être assuré de l'amitié égyptienne depuis la crise de Suez (un traité d'amitié est même signé en 1971), soutient les nouveaux États arabes laïques, comme la Syrie et l'Irak, plus nationalistes que socialistes du reste. Une tension latente existe, qui dégénère avec les conflits impliquant Israël. Dès le 5 juin 1967, avec le démarrage de la guerre des Six Jours – Israël attaquant l'Égypte et la Syrie en réaction au blocus du golfe d'Akaba – les blocs sont divisés, d'autant qu'Israël profite d'une victoire rapide pour envahir le Sinaï, le plateau du Golan, la bande de Gaza et la Cisjordanie. La question israélo-palestinienne naissait. Dans un premier temps, la tension entre les deux grands est perceptible, mais grâce au vote, à l'ONU, de la résolution 242 (qui prescrit l'évacuation des territoires occupés et la reconnaissance de l'intégrité territoriale de chaque État), le conflit s'apaise et on aboutit à la signature d'un cessez-le-feu en 1970. Toutefois, la question revient sur le devant de la scène en 1973, à l'occasion de la guerre du Kippour, déclenchée le 6 octobre par l'Égypte d'Anouar el Sadate. Ce dernier,

LA QUESTION PALESTINIENNE

◆ La partition de la Palestine en deux entités fut, pour les Arabes palestiniens, une catastrophe, la Nakba, qui voit la communauté arabe fuir en masse dans des camps installés aux frontières. Le nationalisme palestinien s'organise peu à peu, au sein de la diaspora, notamment autour du Fatah (1959) fondé par Yasser Arafat, de l'OLP créé à Jérusalem est par les États arabes en 1964. Si le terrorisme palestinien donne à la question, du fait de plusieurs attentats (le *skyjack sunday* de 1970, Lod 1972, Munich 1972, etc.), un écho international, c'est aussi la patiente politique d'Arafat, à la tête de l'OLP qui permet une première reconnaissance internationale (1974) et enfin la proclamation d'un État palestinien (1988), première étape avant les accords d'Oslo (1993) et la naissance de l'autorité palestinienne. Mais la dynamique de paix se bloque par la suite, et la question reste posée. ◆

qui a entrepris de se rapprocher des États-Unis depuis 1972, entend prendre des gages dans une négociation israélo-égyptienne à venir. Et si le conflit tourne rapidement à la déconfiture des armées égyptienne et syrienne, il voit une nouvelle fois les deux Grands, tout en manifestant un soutien réel, parvenir à une transaction. Les conséquences de cette crise sont vastes : au plan diplomatique, les accords israélo-égyptiens de Camp David (1978) stabilisent les relations entre les deux pays (qui se reconnaissent officiellement, tandis qu'Israël évacue le Sinaï, et l'Égypte lui ouvre le canal de Suez). Au plan économique, les pays arabes, unis au sein de l'OPEP, décident d'augmenter lourdement les prix du pétrole, déclenchant une crise pétrolière aux conséquences majeures pour les économies occidentales.

Autre champ clos de l'affrontement Est-Ouest, **l'Afrique** voit l'effacement des anciennes puissances coloniales, concurrencées par l'URSS et les États-Unis. Dans un premier temps, le contexte de la décolonisation profite aux Soviétiques, alors même que les États-Unis hésitent à se lancer dans des entreprises que l'instabilité africaine rend hasardeuses. En établissant des liens économiques, en soutenant des coups d'État (comme celui d'Angola, *via* Cuba, en 1975, ou encore l'Éthiopie de Mengitsu en 1977), en encourageant la naissance de régimes se réclamant du socialisme, l'URSS entend développer une influence forte, mais c'est au prix d'une stratégie coûteuse, à l'efficacité discutable.

■ Conclusion

La Seconde Guerre mondiale s'achève sur le triomphe de deux grandes puissances, les États-Unis et l'URSS, qui, tels de nouveaux empires, se partagent le monde en zones d'influence, tandis que le déclin de l'Europe et des vieux empires – coloniaux –, en germe depuis 1914, semble avéré. Un monde bipolaire semble alors naître, reflet des tensions idéologiques Est-Ouest. Toutefois, cette vision simpliste finit par se heurter à la complexité des relations internationales : tant au sein du bloc libéral que dans le bloc socialiste, des tensions se font jour qui affaiblissent la primauté des deux grands et permettent aux puissances moyennes – désormais secondaires – de s'affirmer, voire de s'imposer. L'Europe en voie d'unification et la Chine sont bientôt des partenaires de poids. Tout aussi important est le refus de certains pays de s'aligner, c'est-à-dire d'entrer dans l'un ou l'autre bloc en abdiquant une indépendance au profit d'une aide et d'un appui dans des domaines variés. Cette force neutre – ou supposée telle – est nouvelle et, du fait de l'évolution des sociétés et des économies, autant que des ressources énergétiques et des matières premières, on voit bientôt la situation née de la victoire alliée se fissurer, et le monde retrouver une diversité.

Bibliographie

Pour plus de titres, on recoupera cette bibliographie indicative avec celle du chapitre 14.

Ouvrages généraux

- R. GIRAULT, R. FRANK, J. THOBIE, *La Loi des géants 1941-1964*, Masson, 1993.
 A. NOUSCHI, *Pétrole et relations internationales de 1945 à nos jours*, Armand Colin, 1999.
 M. NOUSCHI, *Le xx^e siècle*, Armand Colin, 2007. Une approche thématique originale.

Ouvrages par pays

• Chine

- M.-C. BERGÈRE, L. BIANCO, J. DOMES, *La Chine au xx^e siècle*, Fayard, 1989.
 M.-C. BERGÈRE, *La République populaire de Chine de 1949 à nos jours*, Armand Colin, 1987.
 S. LEYS, *Essais sur la Chine*, Robert Laffont, 1998.

• URSS et ses satellites

- G. DUCHÈNE, *L'Économie de l'URSS*, La Découverte, 1990.
 S. DULLIN, *Histoire de l'URSS*, La Découverte, 2003. Une synthèse récente et d'excellente qualité.
 F. FEJTÖ, *Histoire des démocraties populaires*, Seuil, 1969.
 M.-P. REY, *Le Dilemme russe, la Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*, Flammarion, 2002.
 L. RUCKER, *Staline, Israël et les Juifs*, PUF, 2001.
 J.-L. VAN REGEMORTER, *La Russie et le monde au xx^e siècle*, Armand Colin, 1995.
 N. WERTH, *Histoire de l'union soviétique*, PUF, 2001. Une bonne synthèse par l'un des meilleurs spécialistes.
 N. WERTH, *La Terreur et le désarroi, Staline et son système*, coll « Tempus », Perrin, 2007.

• États-Unis

- J. HEFFER, *Les États-Unis de Truman à Clinton*, Armand Colin, 2000.
 P. MELANDRI, *Histoire des États-Unis depuis 1865*, Nathan Université, 2000.
 J. PORTES, *Une génération américaine*, Armand Colin, 2006.
 J. PORTES, *Les Américains et la guerre du Vietnam*, Complexe, 1994.
 C. SAINT-JEAN PAULIN, *La Contre-culture. États-Unis, années 1960, la naissance de nouvelles utopies*, Autrement, 1997.
 J. VAÏSSE, *Le Modèle américain*, Armand Colin, 1998.

Biographies/souvenirs

- H. CARRÈRE D'ENCAUSSE, *1956, la deuxième mort de Staline*, Complexe, 2006.
 A. KASPI, *John F. Kennedy, une famille, un président, un mythe*, Complexe, 2007.
 N. KHROUCHTCHEV, *Souvenirs*, Laffont, 1991.
 C. MOISY, *Nixon et le Watergate*, Hachette Littératures, 1994.
 J. PORTES, *Une génération américaine*, Armand Colin, 2006.
 J. PORTES, *Lyndon Johnson, le paradoxe américain*, Payot, 2007.
 P. SHORT, *Mao Tsé Toung*, Fayard, 2006.

La reconstruction et l'organisation économique et politique de l'Europe de l'Ouest (1945-1973)

Le 8 mai 1945, l'Europe est libérée de la dictature nazie et de la guerre, mais ses villes sont en partie détruites, ses campagnes dévastées, des millions de personnes ont été déplacées et son système de production est très endommagé. Après une longue installation des dictatures en Europe, il faut reconstruire également des structures démocratiques et relancer l'économie européenne dans son ensemble. Après quelques mois d'hésitation, il devient clair que les vainqueurs et les vaincus doivent être associés dans cette reconstruction à la fois économique et politique à laquelle les Américains vont prendre une large part.

1 La reconstruction en Europe

■ L'occupation alliée

Lors de la conférence de Yalta (février 1945), le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Union soviétique ont mis un point final à leur projet de partage de l'Allemagne et de l'Autriche en quatre zones d'occupation, dès la fin de la guerre, la France se voyant attribuer une de ces zones. **La conférence de Potsdam** (juillet-août 1945) règle provisoirement le sort de l'Allemagne désormais vaincue. Réintégrée dans ses frontières de 1919, elle sera désarmée, dénazifiée et les criminels de guerre seront jugés (Nuremberg, 1946). Par ailleurs, elle se verra imposer des réparations, la décartellisation de son industrie lourde, la limitation et le contrôle de sa production industrielle.

◀ VOIR CARTES P. 410 ▶

Dès juillet 1946, pour faciliter la reconstruction allemande, les États-Unis proposent une fusion économique des zones d'occupation. Face au refus de la France et de l'Union soviétique, les Américains et les Britanniques décident unilatéralement de créer **la Bizone** (décembre 1946), qui devient **la Trizone** en août 1948, après l'intégration de la zone française. Au même moment, la rupture est achevée entre les Alliés occidentaux et les occupants soviétiques. Avec la première crise de Berlin, due à la décision alliée de créer une nouvelle monnaie allemande (deutsche Mark), la guerre froide bat désormais son plein.

■ La mise en place d'institutions démocratiques

En 1945 est également réglé, à Paris, le sort de l'Italie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Hongrie et de la Finlande, par des traités de paix séparés. **En Italie**, la république est proclamée après l'abdication du roi Victor Emmanuel III et un référendum (2 juin 1946). **En France**, le gouvernement provisoire laisse la place au gouvernement de la IV^e République, dont la constitution a été approuvée par référendum (13 octobre 1946).

Mais la démocratisation de l'Europe occidentale est incomplète. Outre **l'Espagne et le Portugal**, qui n'ont pas pris part au conflit et qui vont garder encore longtemps leur régime dictatorial, en **Grèce**, pour des raisons géostratégiques, les forces américaines ont participé à la répression de la guerre civile et à la défaite des mouvements issus de la Résistance et le pays retrouve un régime monarchique.

■ La reconstruction politique de l'Allemagne occupée

Dès la fin de l'année 1945, les Américains reconstruisent l'appareil administratif et politique allemand. Des élections municipales ont lieu en janvier 1946 et après avoir constitué différents *Länder* (États) dans leur zone d'occupation, ils confient au Conseil des Länder (*Länderrat*) des attributions dans le domaine de l'économie et des transports, ce dernier prenant progressivement un poids politique important, faisant figure de corps législatif et exécutif. Des évolutions semblables ont lieu parallèlement dans la zone d'occupation britannique et un peu plus tardivement, dans la zone française. Les discussions au sein des nouveaux partis politiques avaient déjà orienté le futur vers une **structure fédérale**, ce qui est également le choix des Alliés lors de la conférence de Londres (février à juin 1948), car il s'agissait de préserver l'unité de la partie occupée par les Occidentaux en empêchant le retour d'une Allemagne trop puissante. Les ministres-présidents des Länder sont invités à convoquer une assemblée constituante pour élaborer le projet de constitution. Un conseil parlementaire (75 députés) commence à se réunir en septembre 1948, sous la présidence d'Adenauer. La **Loi fondamentale** (*Grundgesetz*) est adoptée le 8 mai 1949 et, approuvée par les gouverneurs militaires, elle entre en vigueur le 23 mai, créant ainsi la République fédérale d'Allemagne (RFA).

■ L'aide américaine à la reconstruction économique

L'aide d'urgence

Dans un premier temps, l'Administration des Nations unies pour les secours et la reconstruction (UNRRA), créée en novembre 1943, a apporté aux pays européens des **aides d'urgence**. Dès la fin de la guerre, l'Organisation des Nations unies (ONU), nouvellement créée, a également fourni des aides aux pays européens, en particulier pour faire face aux pénuries alimentaires, aggravées par un manque de dollars qui limite fortement leurs importations. Enfin, les États-Unis ont également fait parvenir des livraisons d'urgence et divers dons pour parer au plus pressé.

Mais toutes ces mesures restent insuffisantes face à l'ampleur des besoins de première nécessité, et plus encore pour commencer une véritable reconstruction économique. Tant pour des raisons humanitaires, économiques que politiques, les Américains proposent alors à l'Europe un vaste plan d'assistance économique et financière, sur l'initiative du général George Marshall, le secrétaire d'État américain (discours du 5 juin 1947 à l'université Harvard). C'est **l'European Recovery Program (ERP), dit plan Marshall**. Cette offre est faite à l'ensemble des pays européens, vainqueurs comme vaincus, de l'Europe occidentale et orientale, ainsi qu'à l'URSS. Mais sous la pression de cette dernière, tous les pays libérés par l'armée Rouge et encore occupés par ses troupes refusent cette aide, parce qu'elle correspond à la doctrine d'endiguement (*containment*) du président Truman. Ce refus lance définitivement la **partition Est-Ouest de l'Europe**.

LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DU PLAN MARSHALL ET MONTANTS DE L'AIDE (EN MILLIONS DE \$)

Autriche (677,8) ;
Belgique et Luxembourg (559,3) ;
Danemark (273,0) ;
France (2 713,6) ;
Grèce (706,7) ;
Irlande (147,5) ;
Islande (29,3) ;
Italie et San Marin (1 508,8) ;
Norvège (255,3) ;
Pays-Bas (1 083,5) ;
Portugal (51,2) ;
Royaume-Uni (3 189,8) ;
Suède (107,3) ;
Suisse avec Liechtenstein et Turquie (225,1).
En 1949 : RFA (1 390,6) et territoire de Trieste.

L'OECE

◆ Créée le 16 avril 1948, à Paris, par seize États d'Europe occidentale, en réponse à la demande américaine d'une concertation entre Européens pour élaborer un programme de reconstruction, financé en partie par les fonds Marshall. La RFA y adhère en 1949 et l'Espagne en 1959. À partir de 1950, les États-Unis et le Canada sont associés à ses travaux. Une fois la reconstruction presque achevée, l'OECE s'attaque avec succès à l'ensemble des obstacles qui entravent la liberté des échanges, en adoptant le cadre juridique d'une libération progressive (libération des échanges et des transactions invisibles, en 1950, libération des mouvements de capitaux en 1959). Si son bilan est largement positif, grâce à des méthodes souples de coopération, elle subit cependant un échec sérieux en ne parvenant pas à empêcher une scission entre les membres de la CEE et les partisans d'une zone de libre-échange. C'est l'une des raisons de son ouverture sur l'extérieur (intégration des États-Unis et du Canada) et de sa transformation en OCDE, en 1961. ◆

L'OECE, un préalable

Ce sont donc les pays de l'Europe de l'Ouest, mais aussi la Turquie (pour des raisons stratégiques) qui vont bénéficier de l'aide américaine (conférence de Paris, 17-18 juin 1947). Un Comité de coopération économique européenne est mis en place afin de fixer les tâches prioritaires pour l'économie européenne. Les Américains exigent que les pays bénéficiaires s'entendent entre eux pour la répartition et la gestion optimale des fonds Marshall. Dans ce but est signée une convention entre seize pays (y compris leurs territoires d'outre-mer et leurs colonies) qui crée l'**Organisation européenne de coopération économique (OECE)**, un organisme permanent (traité de Paris, 16 avril 1948). La République fédérale d'Allemagne et le territoire de Trieste s'y joignent en 1949, ce qui n'est pas sans faire surgir quelques résistances côté français, même si l'on a désormais conscience de la nécessité pour l'Europe que l'Allemagne soit pleinement associée à sa reconstruction. C'est la première étape du règlement de la question allemande.

L'OECE est une institution à **structure intergouvernementale**, qui s'appuie sur un organe central, le Conseil des ministres, représentant chaque État membre et prenant ses décisions à l'unanimité, assisté d'un Comité exécutif, d'un Secrétariat général et de comités techniques. Ses activités comprennent plusieurs aspects : la réalisation de programmes généraux de modernisation de la production et de **développement des échanges**, la réduction des tarifs douaniers et enfin, des études sur la possible réalisation d'une union douanière ou de zones de libre-échange. Les États-Unis et le Canada participent également aux travaux de l'OECE (et en deviendront membres officiels en 1960, quand elle devient l'Organisation de coopération et de développement économiques, OCDE).

Le plan Marshall

Du côté américain, un organisme de gestion et de contrôle a été mis en place en Europe, l'**Administration de coopération économique** (*Economic Cooperation Administration*, ECA, créée en avril 1948). Sont aussi passés des **accords bilatéraux** avec chacun des pays européens concernés, avec l'envoi dans chacun d'une mission spéciale. Entre avril 1948 et juin 1951 ont été distribués environ **13 milliards de dollars** (dont plus de 20 % pour la France), pour grande partie sous forme de dons, le reste sous forme de prêts. Ces sommes sont réparties entre les **besoins urgents** (produits alimentaires et agricoles, matières premières, outillages et équipements industriels) et les **besoins d'investissement**, pour le développement des infrastructures et la modernisation de l'appareil de production. Le plan Marshall a été accompagné de diverses initiatives, et, en particulier, l'organisation de **missions de productivité** aux États-Unis, qui ont permis des transferts de technologie, mais aussi de méthodes d'organisation de la production.

2 Les prémices de la construction européenne

■ L'UEP et l'union douanière du Benelux

La création de l'OECE ne suffit pas à faire face aux difficultés que rencontrent les pays dont les monnaies ne sont pas convertibles entre elles et qui souffrent d'une disette de dollars. Dans ce but, les États membres de l'OECE créent, en septembre 1950, l'**Union européenne des paiements (UEP)** qui institue un système de compensation mul-

tilatéral. Ainsi la méthode américaine d'aide à l'Europe, dans le cadre des débuts de la guerre froide, a favorisé la création des premières institutions européennes et a surtout conduit les Européens à penser ensemble à l'organisation économique et politique de leur continent. Les États du **Benelux** avaient auparavant déjà innové en mettant en place la première expérience d'organisation européenne transnationale : Hollande, Belgique et Luxembourg avaient signé en janvier 1947 une **alliance économique et douanière**.

■ Une première alliance militaire européenne

L'**Union occidentale (UO)**, issue du traité de Bruxelles du 17 mars 1948, est la première alliance militaire européenne (5 membres : Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas et Royaume-Uni) dont la création répond à la nouvelle situation internationale. Elle prévoit une assistance mutuelle et automatique, par tous les moyens (militaires et autres) entre ses membres, en cas d'agression armée en Europe. Elle répond à l'attente des États-Unis d'un effort européen de défense avant d'obtenir leur protection militaire. Elle a également d'autres visées (traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective). Sa structure repose sur un **Conseil consultatif** qui regroupe les cinq ministres des Affaires étrangères et se dote d'un état-major commun. Par ailleurs, une **Commission permanente** est instituée à Londres. Dès le printemps 1948, les Américains vont mettre en œuvre des négociations avec l'UO dont va sortir, en avril 1949, l'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), structure pour une défense intégrée.

■ Le mouvement européen et la création du Conseil de l'Europe

Déjà pendant la guerre des **projets européens** avaient été mis sur pied (manifeste de Ventotene en 1941 adopté par le Mouvement fédéraliste européen, Déclaration des résistances européennes en 1944, etc.) qui se situaient plus ou moins dans la continuité des réflexions de certaines élites européistes de l'entre-deux-guerres (Paneuropa ou ligue fédéraliste et autres comités). Très vite, les projets individuels et collectifs aboutissent à la montée de la pression en faveur d'une organisation européenne, non seulement économique, mais encore politique. Une nouvelle étape de réflexion européenne est donc franchie, avec la mise en place de projets concrets.

Après le fameux discours de Zurich de Winston Churchill (« *États-Unis d'Europe* », septembre 1946), **les mouvements européens se multiplient** : Union européenne des fédéralistes (décembre 1946, qui regroupe une cinquantaine de mouvements fédéralistes), Comité international d'études et d'action pour les États-Unis socialistes d'Europe *United Europe Movement* (fondé par Winston Churchill), Ligue européenne de coopération économique, Nouvelles Équipes internationales (démocratie chrétienne) et Union parlementaire européenne (issue du mouvement Paneuropa du comte Coudenhove-Kalergi), tous fondés en 1947. Ils se rencontrent pour tenter d'influencer les gouvernements en coordonnant leurs actions : ainsi est organisé le premier **Congrès de l'Europe à La Haye, en mai 1948**, dans une tentative de popularisation de cette pensée européiste. Trois commissions, économique et sociale, politique, culturelle, discutent en parallèle. Ce travail débouche sur un « Message aux Européens », voté à l'unanimité, qui appelle les gouvernements à constituer une assemblée consultative européenne, élue par les parlements nationaux, comme première étape de l'unification. À sa suite, le **Mouvement européen** (Winston Churchill, Léon Blum, Paul-Henri Spaak

DISCOURS DE ZÜRICH DE WINSTON CHURCHILL (19 SEPTEMBRE 1946) (EXTRAITS)

◆ « En quoi consiste ce remède ? Il consiste à recréer la famille européenne, cela dans la mesure du possible, puis de l'élever de telle sorte qu'elle puisse se développer dans la paix, la sécurité et la liberté. Il nous faut édifier une sorte d'États-Unis d'Europe. [...] On peut y arriver d'une manière fort simple. Il suffit de la résolution des centaines de millions d'hommes et de femmes de faire le bien au lieu du mal, pour récolter alors la bénédiction au lieu de la malédiction. [...] Le premier pas vers la création de la famille européenne doit consister à faire de la France et de l'Allemagne des partenaires. Seul ce moyen peut permettre à la France de reprendre la conduite de l'Europe. » ◆

MESSAGE AUX EUROPÉENS, 10 MAI 1948, (EXTRAITS)

◆ « [...] 1) Nous voulons une Europe unie, rendue dans toute son étendue à la libre circulation des hommes, des idées et des biens.

2) Nous voulons une Charte des Droits de l'Homme, garantissant les libertés de pensée, de réunion et d'expansion, ainsi que le libre exercice d'une opposition politique.

3) Nous voulons une Cour de Justice capable d'appliquer les sanctions nécessaires pour que soit respectée la Charte.

4) Nous voulons une Assemblée Européenne, où soient représentées les forces vives de toutes nos nations.

5) Et nous prenons de bonne foi l'engagement d'appuyer de tous nos efforts, [...] les hommes et les gouvernements qui travaillent à cette œuvre de salut public, suprême chance de la paix et gage d'un grand avenir pour cette génération et celles qui la suivront. » ♦

LA PROPOSITION SCHUMAN, 9 MAI 1950 (EXTRAITS)

♦ « La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques. [...] L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre. L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée (...).

Dans ce but « *Le gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe.* »

La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin de ces régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes. La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifesterà que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible. [...] » ♦

et Alcide De Gasperi en sont les présidents d'honneur), qui regroupe les tendances fédéralistes, est créé en octobre 1948.

De ce mouvement associatif est issue la première organisation intergouvernementale des États européens, le **Conseil de l'Europe** (créé le 5 mai 1949 par dix États). La première session du Conseil de l'Europe a lieu en août 1949, groupant douze nations (plus tard seize). Mais cette nouvelle structure, qui s'est aujourd'hui considérablement élargie, s'avère vite décevante car peu adaptée à l'action concrète et à l'unification européenne. D'autres solutions allaient surgir de ces réflexions accumulées.

Le rôle de la France et de l'Allemagne a été décisif dans les premiers pas concrets de la construction européenne. Konrad Adenauer, dès son accession à la chancellerie allemande (septembre 1949) développe l'idée d'une entente préférentielle entre les deux pays, en plaçant les questions économiques au cœur de cet enjeu. En novembre 1949, il fait à la France plusieurs propositions de coopération financière. Dès janvier 1950, il rencontre Robert Schuman, mais le problème de la Sarre, dont le contrôle avait été confié à un gouverneur français et que la France espérait conserver définitivement, rendait tout accord difficile.

■ Le 9 mai 1950

Le gouvernement français était pris entre les pressions américaines qui tendaient à redonner au nouveau gouvernement allemand le contrôle total de son économie et la volonté de trouver un moyen durable de limiter le danger allemand. Une **Autorité internationale de la Ruhr** (AIR) avait bien été créée, en décembre 1948, dans le but de conserver un droit de regard allié sur la production charbonnière et sidérurgique allemande, mais les Français doutaient que cette institution puisse survivre longtemps.

Suivant les suggestions de Jean Monnet, Robert Schuman rendit public, le 9 mai, une déclaration qui à l'époque passa pour révolutionnaire. Ce jour-là, il offrit à l'Allemagne, mais aussi aux autres pays européens qui voulaient s'y joindre, de **mettre en commun leurs capacités de production de charbon et d'acier** et de créer une communauté économique à cette fin, qui assureraient à ses membres des conditions d'égalité de traitement dans ces deux secteurs industriels essentiels à l'époque pour l'économie. Cette communauté permettrait surtout à l'Europe une paix durable grâce à cette interpénétration économique qui avant tout mettrait fin à l'antagonisme franco-allemand. Cette réalisation permettait à la France de garder un certain contrôle sur la production allemande tout en assurant à l'Allemagne le retour à l'égalité de traitement politique. En ce sens, c'était une réponse adaptée face aux demandes américaines de coopération en Europe et d'ancrage de la RFA à l'Ouest, et elle redonnait l'initiative diplomatique à la France.

Ce « **pool charbon-acier** » devait constituer la première étape d'un processus d'intégration plus large qui déboucherait, après les intégrations sectorielles, d'abord sur une communauté économique générale puis sur une véritable fédération européenne. Le plan Schuman propose la création d'une institution supranationale, la Haute Autorité, qui couvrira l'ensemble des États membres pour les décisions dans les secteurs concernés.

Le chancelier Adenauer, très enthousiaste, accepte le jour même cette proposition qui permettait à l'Allemagne de retrouver sa place en Europe et qui pèserait dans le problème non résolu de la Sarre. Très vite, d'autres États européens acceptent à leur tour le plan Schuman : l'Italie, qui comme l'Allemagne espère reprendre sa place en Europe ; la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, qui sont déjà liés entre

eux, depuis janvier 1948, par une convention douanière dite « Benelux ». Mais le **Royaume-Uni le refuse** en raison de la supranationalité annoncée de la future Haute Autorité, également parce qu'il souhaite continuer à s'appuyer sur le Commonwealth (créé en 1931).

3 La construction européenne en marche

■ La réussite de la première communauté européenne, la CECA

Les négociations commencent alors à Paris, le 20 juin 1950, entre les six pays qui ont accepté la proposition, dans un contexte international marqué par le déclenchement de la guerre de Corée qui écarte la crainte de la surproduction d'acier. Cette conférence de Paris débouche, le **18 avril 1951**, sur la signature du **traité de la CECA** conclu pour une durée de 50 ans. Ce traité donne naissance à une Haute Autorité de la CECA et à trois autres institutions complémentaires.

La Haute Autorité est un organe collégial de neuf membres nommés par les États pour six ans (deux Français, deux Allemands, un pour la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Italie, le neuvième membre étant coopté par les huit précédents). Ces membres exercent leurs fonctions dans l'intérêt général de la communauté, en toute indépendance. La Haute Autorité adopte des décisions et des recommandations applicables dès leur publication par les États, elle émet par ailleurs des avis dont l'application n'est pas obligatoire. Elle est dotée d'une ressource propre, un prélèvement de 1 % sur le chiffre d'affaires des entreprises du secteur charbon-acier, un véritable premier impôt européen.

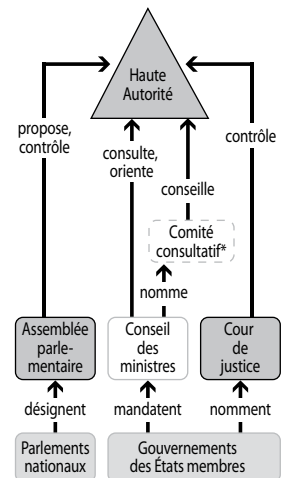
Trois autres institutions sont mises en place par le traité. **L'Assemblée commune** de la CECA est composée de 78 membres désignés par les parlements nationaux. Elle exerce une fonction de contrôle sur la Haute Autorité. **Le Conseil spécial des ministres**, constitué d'un ministre par État, harmonise l'action de la Haute Autorité et celle des six gouvernements. Ce conseil doit donner son avis pour certaines décisions. **La Cour de justice** veille au respect du droit dans l'interprétation et l'application du traité. Elle est formée de sept juges nommés d'un commun accord par les gouvernements, elle se prononce sur les recours contre les décisions de la Haute Autorité déposés par l'un des États membres, le Conseil des ministres ou les entreprises concernées.

La ratification n'est pas aisée, en raison de l'opposition, en France, des communistes, des gaullistes et de certains sidérurgistes. Le traité entre finalement en vigueur en juillet 1952. La première réunion de la Haute Autorité a lieu à Luxembourg le 10 août 1952, cette ville recevant le siège de l'institution. Jean Monnet devient le premier président de la Haute Autorité de la CECA.

■ La Communauté européenne de défense (CED) et son échec

La Communauté européenne de défense est venue elle aussi d'une initiative du gouvernement français, sous la pression américaine. Le 24 octobre 1950, René Pleven, chef du gouvernement français, propose à l'Assemblée nationale la constitution d'une **armée européenne** placée sous la responsabilité d'un ministre européen de la Défense, armée à laquelle les Allemands contribueraient (décision de novembre, après négociations avec le gouvernement fédéral). Cette initiative, dite **plan Pleven**, s'inscrit dans le contexte de la guerre de Corée qui poussait

Le fonctionnement de la CECA



*représentants de la société civile

Légende :

- Instance nationale
- Instance supra-nationale
- Organe de concertation

**TRAITÉ DE PARIS (CED),
27 MAI 1952 (EXTRAITS)**

◆ *Article premier*

Par le présent traité, les Hautes Parties contractantes instituent entre elles une Communauté européenne de défense, de caractère supranational, comportant des institutions communes, des forces armées communes et un budget commun.

Article 2

1. La Communauté a des objectifs exclusivement défensifs.

2. [...] elle assure contre toute agression la sécurité des États membres, en participant à la défense occidentale dans le cadre du traité de l'Atlantique Nord et en réalisant l'intégration des forces de défense des États membres et l'emploi rationnel et économique de leurs ressources.

3. Toute agression armée dirigée contre l'un quelconque des États membres en Europe ou contre les Forces européennes de défense sera considérée comme une attaque dirigée contre tous les États membres.

Les États membres et les Forces européennes de défense porteront à l'État ou aux Forces ainsi attaqués aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres.

Article 9

Les Forces armées de la Communauté sont composées de contingents mis à la disposition de la Communauté par les États membres, en vue de leur fusion.

Aucun État membre ne recrutera ou n'entretiendra de forces armées nationales en dehors de celles qui sont prévues à l'article 10 [employées dans les territoires non européens, missions internationales, garde personnelle du chef de l'État]. ◆

les Américains à réclamer le réarmement allemand. Elle se présente comme une solution de contrepoids européen qui, de plus, permettrait aux Français de contrôler ce réarmement allemand inéluctable. Déjà en 1949, Adenauer avait fait savoir qu'il était prêt à accepter l'existence d'un contingent allemand dans le cadre d'une armée de la fédération européenne. En France, l'**hostilité** à ces propositions est grande, quatre ans après la fin d'une guerre traumatisante. Mais la création de l'OTAN a un peu changé la donne, car il y a désormais la garantie de la protection américaine.

La force armée européenne serait dotée d'un budget commun, d'un armement standardisé et elle intégrerait des bataillons des différents pays membres. Si les Américains ont quelques réserves face aux aspects politiques de ce plan, qui risquent d'en ralentir la mise en œuvre, cinq pays sont intéressés par ce projet : France, Italie, Allemagne, Luxembourg et Belgique. Ils se retrouvent pour négocier à partir du 15 février 1951 et sont rejoints en octobre par les Pays-Bas. Ce sont donc les six pays récemment signataires de la CEEA qui sont décidés à aller de l'avant. Ces négociations s'achèvent le 27 mai 1952 par la signature du traité de Paris instituant la CED, conclu pour 50 ans. La Communauté européenne de défense aurait, elle aussi, un caractère supranational. **Deux institutions communes** gèreraient les forces armées communes placées sous le commandement de l'OTAN, le Commissariat général, organe administratif, et le Conseil des ministres, organe de décision.

Le traité de la CED se heurte à une forte opposition, en particulier en France. Celle-ci comprend les groupes communistes et gaullistes, qui s'étaient déjà opposés à la CEEA. Mais elle compte aussi des membres de différents partis, radicaux ou socialistes, dont la cohésion souffre alors de cette querelle. Ce projet réunit contre lui les partisans d'une indépendance de l'armée française, en particulier face au nouveau contexte de guerre de décolonisation, et les opposants au réarmement allemand. De plus, en 1953, alors que la ratification est sans cesse reportée, la fin de la guerre de Corée et la mort de Staline semblent changer la donne et rendre moins nécessaire une armée européenne. De l'autre côté, **les partisans de la CED** (les chrétiens-démocrates et une majorité de socialistes), trouvent que le traité de Paris règle le problème allemand et constitue un pas supplémentaire pour la construction européenne. Certains fédéralistes européens estiment même que ce traité est très insuffisant car il met en place un fort degré d'intégration militaire, alors même qu'il n'y a aucune avancée dans le sens d'un pouvoir politique fédéral. Des propositions sont alors faites pour la mise en place d'une véritable **Communauté politique européenne** (CPE), constituée d'un parlement bicaméral qui aurait un pouvoir budgétaire, législatif et contrôlerait un exécutif bicéphale, composé d'un Conseil exécutif européen et d'un Conseil des ministres. Mais cette perspective est abandonnée au cours de l'hiver, à cause de la violence de la querelle de la CED.

La campagne de ratification est très difficile et finalement, le 30 août 1954, **l'Assemblée nationale française rejette la CED**, par 319 voix contre 264 (par le vote d'une question préalable, refusant même d'en discuter). Pour contrer les effets de cet échec dans le domaine de la défense européenne, les Britanniques proposent alors de réactiver le pacte de Bruxelles. Lors de la conférence de Londres (28 septembre - 3 octobre 1954), l'Union occidentale se transforme en **Union de l'Europe occidentale** (UEO), qui s'inscrira dans le cadre d'une coopération étroite avec l'OTAN (accords de Paris signés le 23 octobre). L'Italie et la RFA sont admises dans l'UEO. Cette dernière retrouve sa pleine souveraineté et possèdera sa propre armée, mais elle renonce aux armes

ABC (atomiques, bactériologiques et chimiques). Le même jour, un **accord franco-allemand sur la Sarre** est signé entre Konrad Adenauer et Pierre Mendès France. Il prévoit le maintien de l'Union économique franco-sarroise et l'organisation d'un référendum afin que la population sarroise se prononce elle-même sur le futur statut.

■ Des négociations de relance très difficiles (1955-1957)

Après les échecs de la CED et de la CPE, les partisans de l'Europe unie sont très découragés et personne ne croit à une relance rapide de la construction européenne. Pourtant, celle-ci va s'opérer assez vite, mais sur le terrain économique, moins sensible que le champ militaire ou politique. La France a, depuis le rejet de la CED, une position en retrait. Les **initiatives** vont venir d'autres pays, notamment ceux **du Benelux**, mais un rôle non négligeable est joué par Jean Monnet. Il convainc Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, d'initier une relance de l'intégration sectorielle européenne (fin 1954).

Une **première proposition d'avril 1955** concerne un élargissement des compétences de la CEEA à l'ensemble du secteur de l'énergie et des transports. Celle-ci est rejetée par Ludwig Erhard, ministre allemand de l'Économie. Au même moment, Monnet suggère à Spaak le développement d'institutions communes, cœur des futurs « États-Unis d'Europe ». Pour préparer cette intégration générale, il faut rapidement inclure les transports, l'industrie aéronautique et l'énergie atomique civile, ceci formant un véritable tremplin vers le marché commun.

De son côté, Johan Willem Beyen (ministre néerlandais des Affaires étrangères) envoie à Paul-Henri Spaak et à Joseph Bech (président du gouvernement luxembourgeois et ministre des Affaires étrangères) un **mémoire pour la formation d'une communauté supranationale**, avec un exécutif responsable devant un parlement. Leur rencontre à La Haye (23 avril 1955) conduit à l'adoption par le Benelux d'un mémorandum commun proposé à leurs partenaires le 18 mai. Celui-ci se fixe comme objectif la création d'une Europe unie, soit par la voie de l'intégration sectorielle, soit par celle de l'intégration générale, et préconise la mise en place d'une communauté économique appuyée sur un marché commun. L'Italie et l'Allemagne réagissent plutôt positivement, la première étant cependant réservée sur la méthode de l'intégration sectorielle tandis que la seconde souhaite que ce marché s'inscrive dans le cadre d'un système garanti par le GATT et l'OECE. Pour sa part, la France émet de fortes réserves sur une structure supranationale, tout en souhaitant la poursuite de l'intégration sectorielle. Dans un optimisme retrouvé, la **conférence des six ministres des Affaires étrangères à Messine** du 1^{er} au 3 juin 1955 relance officiellement la construction de l'Europe. La tâche de préparer les discussions et de faire des propositions concrètes est confiée à un comité d'experts sous la présidence de Paul-Henri Spaak.

■ Le Comité Spaak et la fin des négociations

Composé de délégués des six gouvernements, le Comité Spaak se réunit à Bruxelles **de juillet 1955 à avril 1956** et prépare un rapport esquissant les grandes lignes d'une future communauté économique et d'une communauté de l'énergie atomique.

Les Italiens souhaitant une ouverture vers la Grande-Bretagne, ses représentants avaient été invités aux travaux du Comité, mais ils se retirent en octobre, à la fois parce que les Britanniques ne souhaitent pas vraiment une telle communauté (en particulier, ils refusent le principe d'une union douanière et celui de la coopération dans le

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LES MINISTRES RÉUNIS À MESSINE (2 JUIN 1955)

◆ Les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de Belgique, de France, d'Italie, du Luxembourg et des Pays-Bas, croient le moment venu de franchir une nouvelle étape dans la voie de la construction européenne. Ils sont d'avis que celle-ci doit être réalisée tout d'abord dans le domaine économique. Ils estiment qu'il faut poursuivre l'établissement d'une Europe unie par le développement d'institutions communes, la fusion progressive des économies nationales, la création d'un marché commun et l'harmonisation progressive de leurs politiques sociales. Une telle politique leur paraît indispensable pour maintenir à l'Europe la place qu'elle occupe dans le monde, pour lui rendre son influence et son rayonnement, et pour augmenter d'une manière continue le niveau de vie de sa population. À ces fins, les six ministres se sont mis d'accord sur les objectifs suivants :

1. L'extension des échanges de marchandises et le mouvement des hommes appellent le développement en commun de grandes voies de communication. [...]
2. La mise à la disposition des économies européennes d'énergie plus abondante à meilleur marché constitue un élément fondamental de progrès économique. [...]
3. Le développement de l'énergie atomique à des fins pacifiques ouvrira à brève échéance la perspective d'une nouvelle révolution industrielle sans commune mesure avec celle des cent dernières années. [...]

domaine de l'atome) et que, de plus, les chances de succès de telles négociations leur semblent faibles.

En réponse aux questions posées lors de la conférence de Messine, le **rapport Spaak** est remis aux gouvernements le 21 avril 1956. Il sert de base de négociation lors de la conférence des six ministres des Affaires étrangères, à Venise les 29 et 30 mai 1956. Le Comité a opté pour la méthode d'un marché commun général et va plus loin qu'une simple libéralisation des échanges : il recommande une union douanière générale avec un tarif extérieur commun, pour tous les produits. Quant au problème de l'intégration par secteur, elle lui semble très difficile à mettre en place, hormis dans le seul domaine de l'énergie nucléaire, en raison du coût de la recherche qui convie à des regroupements d'État pour son financement. Enfin, les institutions devraient être sur le modèle de celles de la CECA.

Ce rapport est accepté comme base de négociation et on confie à Spaak le soin de coordonner les travaux d'une conférence intergouvernementale chargée d'élaborer **deux traités distincts**, sur le marché commun et sur la communauté de l'énergie atomique. Celle-ci se tient à Bruxelles (château de Val Duchesse) à partir du 26 juin 1956. Ces dernières négociations sont difficiles et ne se débloquent réellement que sous l'effet des crises de Suez et de Budapest. La France est le pays le moins enthousiaste, en particulier elle exige que la communauté atomique ne concerne que le nucléaire civil. Finalement, le marché commun se mettra en place en deux étapes, d'une durée totale de douze ans, pour libéraliser les échanges. À la demande française, l'Outre-Mer est associée au traité grâce à la création d'un Fonds européen de développement alimenté par tous les pays membres. De plus, l'**option supranationale** est écartée.

■ Le traité de la CEE

Signés le 25 mars 1957, les traités de Rome établissent une **Communauté économique européenne** (CEE), dite « Marché commun » et une **Communauté européenne de l'énergie atomique** (CEEA ou Euratom), pour une durée illimitée.

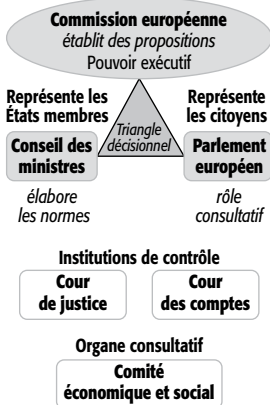
La CEE institue, par étape, une **union douanière** entre ses membres afin de favoriser la liberté de circulation (marchandises, hommes et capitaux). Elle doit créer et veiller à l'application des règles d'une **concurrence** la plus parfaite possible, et s'efforcer au mieux de mettre en place des politiques communes.

Les **institutions européennes** fonctionneront dans le cadre d'une coopération intergouvernementale dont l'organe essentiel, exécutif et législatif est le **Conseil des ministres**, présidé à tour de rôle par chacun des États membres. Ses décisions se prennent à l'unanimité, mais on prévoit à moyen terme (une décennie) que la plupart des décisions se prendront à la majorité simple ou qualifiée. Ses règlements sont des actes obligatoires qui s'imposent aux États membres et ses directives fixent des objectifs à atteindre en laissant aux États le choix des moyens. Le second organe est la **Commission européenne**, composée de commissaires nommés par les États et chargée de veiller à l'application des dispositions du traité et des décisions du Conseil des ministres. Elle représente la Communauté à l'extérieur et dispose d'un **droit d'initiative** (propositions au Conseil). Enfin est instituée une **Assemblée parlementaire** (142 membres à l'origine) issue des parlements nationaux dont elle reflète la composition. Son principal pouvoir est celui de contrôler la Commission et de voter le budget.

Un **Fonds social européen** est créé en vue d'améliorer les conditions de travail et de vie des ressortissants des États membres, tout comme

Schéma institutionnel de la CEE (1957)

Représente l'intérêt général de l'Union



une **Banque européenne d'investissement** (BEI) pour stimuler le développement des régions défavorisées. Un **Conseil économique et social**, fondé sur le modèle français, est institué pour donner un avis consultatif sur les projets qui lui sont soumis. La **Cour de justice** créée pour la CECA voit ses compétences s'élargir à l'ensemble des traités.

■ Le traité Euratom

Les négociations difficiles pour la création de la CEEA avaient montré combien les intérêts nationaux étaient divergents, mais la France, très intéressée par cette question et souhaitant partager les coûts importants de la recherche, avait mis dans la balance la CEEA contre la CEE, pour emporter l'adhésion des autres pays à ce projet spécifique.

Euratom a pour objectif de **développer l'industrie nucléaire civile** en réalisant des installations et en encourageant la recherche, de favoriser la libre circulation des chercheurs, des capitaux et des produits, et enfin de régulariser l'approvisionnement (monopole d'achat et de vente des matières fissiles). L'**Agence d'approvisionnement** d'Euratom, dotée de l'autonomie financière, est placée sous le contrôle de la Commission Euratom qui lui donne ses directives et dispose d'un droit de veto sur ses décisions. Le traité Euratom met en place un système très strict de **contrôle** destiné à garantir que les matières nucléaires ne soient pas détournées de leur finalité civile.

Ratifiés entre juillet et décembre 1957 par les six pays membres, les deux traités de Rome entrent en application le 1^{er} janvier 1958.

4 Réussites et difficultés des débuts européens

■ Le succès de la PAC

La Politique agricole commune (PAC) est la **première politique commune** prévue par le traité de Rome qui en définit les objectifs généraux, mais elle est mise en œuvre par la suite. Les principes directeurs en sont fixés lors de la conférence de Stresa (juillet 1958).

Au moment du traité de Rome, les préoccupations agricoles des Européens concernent l'**autosuffisance alimentaire**, après les pénuries de la guerre et de l'après-guerre. Il faut donc moderniser la production pour augmenter les rendements et la productivité. La France et l'Italie sont, de plus, encore largement des nations rurales et il faut garantir le revenu d'agriculteurs qui représentent une bonne part de leur population, en stabilisant les marchés.

Une commission se met en place dès 1958 pour préparer ce dossier agricole, sous la responsabilité de Sicco Mansholt, ancien ministre néerlandais de l'Agriculture. La France, vu l'importance de sa production agricole, est particulièrement motivée par ce projet et elle va faire pression contre les résistances allemandes, en particulier.

Les mécanismes de base de la PAC sont adoptés par les six pays membres en 1960 et après des discussions difficiles, le texte final est signé le 14 janvier 1962, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1962. La PAC met en place progressivement, pour chaque groupe de produits, une organisation du marché avec **libre circulation des marchandises** et prix indicatif commun. Le premier secteur concerné est celui des céréales, ce qui avantage la France (45 % de la production des Six). La PAC instaure aussi la préférence communautaire et la solidarité financière pour les dépenses nécessaires à sa mise en application.

PRINCIPE DU FONCTIONNEMENT DE LA PAC (1962)

◆ La PAC intervient de différentes manières dans les échanges économiques agricoles : subventions directes aux exploitations ; barrières douanières et de restitutions à l'exportation ; limitation de la production (quotas) ; aides à la commercialisation ; aides à la promotion des produits ; aides à l'investissement dans les industries agroalimentaires.

La Commission européenne définit le cadre réglementaire dans lequel des denrées agricoles peuvent être produites ou importées.

Le financement est assuré par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA). La section « orientations » aide aux réformes structurelles et la section « garantie » sert à financer les dépenses liées à l'organisation commune des marchés agricoles. La PAC dispose de quatre types de ressources propres : les droits agricoles, les droits de douanes (prélèvements aux importations), la TVA et le PNB des pays. ◆

Le **Fonds européen d'orientation et de garantie agricole** (FEOGA) permet la gestion d'un système de compensation avec les prix extérieurs, qui se fait sur la base de prélèvements sur les importations en provenance de pays tiers (différence entre prix extérieurs et communautaires) et de primes pour les exportateurs de la communauté, afin d'éviter des ventes à perte sur les marchés extérieurs. Il permet également la constitution de stocks de denrées alimentaires et l'attribution de subventions pour orienter la production.

Les mesures prises par les Six dans le cadre de la PAC s'avèrent être une réussite : dès le milieu des années 1960, les objectifs fixés (en particulier l'autosuffisance alimentaire) sont largement atteints et dans certains secteurs se profilent même des surproductions. Pourtant, cette politique commune est en contradiction avec le principe même qui régit le Marché commun, à savoir le mécanisme de libre marché, puisqu'il y a forte **intervention des instances européennes** (formation des prix, subventions, préférence communautaire et donc taxes inégalitaires).

■ Des tensions multiples et une crise majeure

Dès la phase de négociations, le **Royaume-Uni** s'est efforcé de bloquer la construction européenne. Pourtant il ne tarde pas à trouver un intérêt à entrer dans la communauté. Le général de Gaulle s'oppose alors par deux fois (veto de 1963 et de 1967) à cet élargissement et, jusqu'à son retrait (1969), la situation est totalement bloquée dans ce domaine. Par ailleurs, depuis son retour au pouvoir en 1958, le général de Gaulle, qui s'était opposé à la CEEA, puis à la CED, pose un problème aux autres États membres car, bien que persuadé que l'Europe peut être un appui pour le développement de la puissance française, il se refuse à tout **transfert de souveraineté**. Or, le traité de la CEE prévoit que, dès 1966, un certain nombre de décisions seront prises à la majorité et qu'elles pourront donc être imposées aux États, y compris en ce qui concerne la PAC et son budget. Ceci implique – de fait – la perte du droit de veto de la part des États membres. Cette situation conduit à la plus grave crise politique éprouvée par la CEE, **crise dite de la « chaise vide »**.

Celle-ci se déclenche à la suite d'une proposition de la commission Hallstein (31 mai 1965) qui souhaite une importante réforme de la PAC avec des ressources qui ne seraient plus issues des contributions nationales, mais des droits de douane. Une modification des institutions est également envisagée, avec la possibilité pour l'Assemblée et la Commission de soumettre des amendements au Conseil, qu'il pourrait rejeter, mais à la majorité. C'est une évolution inacceptable pour le général de Gaulle, et la France va pratiquer, à partir du 1^{er} juillet 1965, la politique de la « chaise vide », autrement dit le boycott des réunions du Conseil, ce qui a pour conséquence de bloquer totalement les décisions, toujours prises à l'unanimité. Pierre Werner (Premier ministre luxembourgeois) va servir d'intermédiaire dans les négociations pour sortir de cette crise qui s'achève par la signature, le 30 janvier 1966, du « **compromis de Luxembourg** ». C'est en fait une victoire française puisque le texte prend acte des désaccords insurmontables et accepte le maintien du vote à l'unanimité, ce qui redonne le pouvoir au Conseil et bloque pour longtemps toute avancée politique. Sans que l'on puisse parler de crise, **Euratom** est néanmoins confronté dès ses débuts à des difficultés diverses. D'une part, les États-Unis se méfient de la dissémination nucléaire à laquelle Euratom pourrait contribuer ; d'autre part, Euratom est obligé de composer avec les divergences importantes entre la France et ses cinq partenaires, y

Voir « Le point sur... » à la fin de ce chapitre.

CONFÉRENCE DE PRESSE DE CHARLES DE GAULLE (9 SEPTEMBRE 1965)

◆ « [...] Ce qui s'est passé à Bruxelles, le 30 juin (1965), au sujet du règlement financier agricole, a mis en lumière non seulement les persistantes réticences de la plupart de nos partenaires en ce qui concerne l'entrée de l'agriculture dans le Marché commun, mais aussi certaines erreurs et équivoques de principe qui figurent dans les traités relatifs à l'union économique des Six. C'est pourquoi la crise était, tôt ou tard, inévitable. [...] Je dois ajouter qu'à la lumière de l'événement, nous avons plus clairement mesuré dans quelle situation notre pays risquerait de se trouver demain si telles et telles dispositions initialement prévues par le traité de Rome étaient réellement appliquées. C'est ainsi qu'en vertu du texte les décisions du Conseil des ministres des Six seraient, dès le 1^{er} janvier prochain, prises à la majorité, autrement dit que la France serait exposée à se voir forcer la main dans n'importe quelle matière économique, par conséquent sociale et souvent même politique, et qu'en particulier ce qui aurait paru acquis dans le domaine agricole pourrait être, malgré elle, remis en cause à tout instant. [...] » ◆

compris dans les choix technologiques (filière à l'uranium naturel française contre filière à l'uranium enrichi américaine). Lorsque le 8 novembre 1958, la commission Euratom signe un accord avec les États-Unis pour la fourniture d'uranium enrichi, la France décide de poursuivre seule, de son côté, et construit son usine à Pierrelatte (qui sera un échec technique et commercial).

Créé par le traité, le **Centre commun de recherche nucléaire** qui se met en place se traduit finalement par l'installation de quatre sites (Allemagne, Italie, Pays-Bas et Belgique), selon des revendications de « juste retour » (la CEEA n'a pas de ressources propres), ce qui ne contribue pas à faciliter les échanges et empêche la mise en œuvre d'un véritable programme d'ensemble. En 1967, quand il faut mettre en place le 3^e programme quinquennal, l'accord se révèle impossible et il faut attendre 1973 pour que de nouveaux projets soient adoptés. Le Centre commun de recherche a alors perdu l'adjectif « nucléaire » en vue d'une diversification à d'autres domaines de recherche scientifique. Ce centre est toujours en activité.

En 1968, un *Livre blanc* conclut à l'**échec de la politique nucléaire de l'Europe**. Si les espérances originelles n'ont pas été satisfaites, le travail s'est néanmoins poursuivi, en particulier en matière de sécurité nucléaire et, aujourd'hui, de recherche sur la fusion thermonucléaire (projet ITER). Le traité de la CEEA de 1957 est toujours en vigueur et Euratom conserve une personnalité juridique distincte de celle de l'UE, tout en partageant les mêmes institutions.

■ Des avancées économiques et institutionnelles

Hormis la PAC, la **Politique de la concurrence** est la seule politique commune mise en place dès l'origine. Elle constitue le complément naturel du Marché commun, afin d'empêcher que des agents économiques (privés et publics) ne tentent d'entraver le jeu des marchés, en particulier en mettant en place une **interdiction des ententes** et des abus de position dominante et un **contrôle des aides publiques** des gouvernements aux entreprises. Dans ce domaine, et avec un sens de la souplesse montré lors des grandes crises industrielles (charbon, sidérurgie), la Commission a obtenu un changement d'attitude général pour un vrai respect de la libre concurrence et c'est toujours aujourd'hui une de ses principales préoccupations.

Le développement de la coopération européenne dans le cadre d'institutions différentes (CECA, CEE, CEEA) a conduit assez rapidement à envisager une **fusion des exécutifs** communautaires. La France souhaite en profiter pour mettre fin à la supranationalité de la Haute Autorité de la CECA, tandis que cette dernière désire au contraire élargir le côté supranational des communautés. Un compromis est trouvé le 8 avril 1965 et la fusion est réalisée, mais on continue à travailler soit dans le cadre intergouvernemental, pour les questions relevant de la CEE, soit supranational, pour celles relevant de la CECA. Cette fusion entre en vigueur au 1^{er} juillet 1967.

Le **désarmement douanier** est une réussite. Les diminutions tarifaires sont respectées dès 1959 : la diminution annuelle de 10 % prévue est effective et à deux reprises (1960 et 1962), les Six pratiquent une réduction supplémentaire de 10 %. Quant aux contingents, les États les abandonnent entre eux en 1961. Enfin, le **tarif extérieur commun** est beaucoup moins protectionniste que prévu, puisqu'il est fixé à 20 % de moins que la moyenne des tarifs en vigueur dans les États membres. Grâce à ces différentes mesures, l'**Union douanière** entre en vigueur dès le 1^{er} juillet 1968, avec 18 mois d'avance sur le calendrier initial.

LE DROIT EUROPÉEN DE LA CONCURRENCE

◆ La CECA et la CEE (puis l'UE) ont prévu dans leurs statuts des règles de concurrence, car c'est l'un des fondements du droit communautaire. En cas de non-respect de ces règles, de lourdes sanctions sont prévues, telles que des amendes, des dommages et intérêts, l'annulation d'accords ou de contrats.

L'article 3(f) du Traité de Rome (*I. Les principes*) impose la libre concurrence : « l'action de la Communauté comporte [...] l'établissement d'un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le marché commun ». Les règles sont précisées par les articles 81 à 89 du traité de la CEE (articles 101 à 109 depuis le plus récent traité de Lisbonne pour l'UE). ◆

Un **accord de coopération** avec certains pays en développement avait été signé en 1957. Or, depuis cette date, beaucoup de pays ont accédé à l'indépendance. L'accord est donc renégocié et débouche, en décembre 1962 sur une nouvelle **convention (Yaoundé I)**, reconduite en 1969 pour 5 ans (Yaoundé II). Elle concerne les pays africains et vise à favoriser les échanges commerciaux par l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée. Un **Fonds européen de développement (FED)** destiné à financer des travaux d'infrastructures et des équipements sociaux est créé.

■ Approfondissement et élargissement

En 1969, l'Allemagne et la France connaissent d'importants **changements politiques**. En **France**, Georges Pompidou succède au général de Gaulle et ses choix européens, tout en se situant dans une certaine continuité, sont cependant plus ouverts, car il souhaite activement poursuivre la construction européenne. Il vise à rééquilibrer l'Europe en y intégrant le Royaume-Uni, ce qui, selon lui, présentera l'avantage d'éviter toute dérive supranationale. En **Allemagne**, le nouveau chancelier, Willy Brandt, est également convaincu de la nécessité de l'adhésion britannique pour renforcer l'Europe.

Pompidou souhaite néanmoins que certains approfondissements soient menés avant de procéder à l'élargissement. Il propose une **conférence** de chefs d'État et de gouvernement qui se tient à **La Haye** (1^{er} et 2 décembre 1969) et adopte la nouvelle ligne politique pour la relance : « **achèvement, approfondissement, élargissement** ». L'achèvement suppose un règlement financier définitif pour la PAC. L'approfondissement passe par la mise en œuvre de nouvelles coopérations (technologies, transports, monnaie). Enfin, l'élargissement nécessite de fixer les conditions d'admission.

L'accord sur la PAC est signé le 21 avril 1970. Il repose sur le principe des ressources propres. Ainsi, on envisage de recourir à des prélèvements agricoles, des droits de douane sur les produits importés et d'utiliser 1 % des recettes de TVA. Il s'agit également de réduire les dépenses, d'où l'adoption, en 1972, du **plan Mansholt** de modernisation de l'agriculture et d'aide aux agriculteurs âgés.

Confrontés aux troubles monétaires de la fin des années 1960, les Six vont réagir en renforçant leur coopération dans ce domaine. Lors de la conférence de La Haye, ils avaient admis le principe d'une Union économique et monétaire (UEM). Un comité, présidé par Pierre Werner, est chargé d'élaborer le projet. Le **plan Werner**, présenté en octobre 1970, fixe l'objectif de créer une UEM en dix ans et trois étapes. Mais la proposition de fonder un centre de décision de politique économique, responsable devant le Parlement européen, est pour le président Pompidou une dérive supranationale inacceptable. Finalement, un accord minimal sur l'UEM est signé en mars 1971. Il se traduit, en mars 1972, par la création du **serpent monétaire** qui permet des marges de fluctuation entre les monnaies européennes de plus ou moins 2,25 %, alors que le SMI tolère au même moment des marges de plus ou moins 4,5 %. En 1973, lorsque le dollar est dévalué de 10 %, les Six maintiennent leurs marges entre eux, mais décident de laisser flotter leurs devises par rapport au dollar. Même si cette expérience est largement en retrait par rapport au plan Werner, elle constitue la première expérience de **concertation monétaire** des Six.

Enfin, les conditions de l'admission de nouveaux membres ayant été fixées (acceptation des traités et de toutes les décisions entrées en vigueur depuis, avec période transitoire), les négociations pour le

DÉCLARATION DE GEORGES

POMPIDOU

(LA HAYE, 1^{er} DÉCEMBRE 1969),

(EXTRAIT)

◆ « [...] Je n'oublie pas le problème très important des demandes d'adhésion présentées par un certain nombre de pays et en particulier par la Grande-Bretagne. Eh bien, l'heure est venue de l'aborder aussi sans prévention et sans complaisance, de nous fixer à nous-mêmes les conditions préalables à l'ouverture d'une négociation ainsi que les modalités de cette négociation. Ses objectifs également. Je veux dire, sommes-nous disposés à ouvrir la Communauté à la Grande-Bretagne et aux autres pays candidats au prix de son affaiblissement et comme de son émiettement ? Entendons-nous au contraire pour suivre le renforcement de la Communauté et subordonner les adhésions à des engagements fermes aussi bien à l'égard de ce qui a été déjà réalisé que de ce qui doit être entrepris ? » ◆

premier élargissement de la Communauté européenne s'ouvrent en juillet 1970 avec le Royaume-Uni en septembre avec l'Irlande, le Danemark et la Norvège. Comme on pouvait s'y attendre, les négociations sont difficiles avec le Royaume-Uni, mais un accord est finalement signé en juin 1971, ce qui accélère les négociations avec les autres candidats. Un accord de libre-échange est signé entre la CEE et les États qui restent encore au sein de l'AELE.

Les traités d'adhésion sont signés le 22 janvier 1972, ils doivent être ratifiés. Mais les Norvégiens rejettent le traité (54 % de non au référendum d'octobre 1972). C'est donc à **neuf** que s'ouvre la nouvelle étape européenne, à partir du 1^{er} janvier 1973.

Le point sur...

Le Royaume-Uni face aux débuts de la construction européenne

Le Royaume-Uni, pourtant dirigé par un gouvernement travailliste, avait décliné l'offre de Robert Schuman de participer à la future Communauté européenne du charbon et de l'acier, car il craignait pour son industrie nationale en difficulté, mais aussi en raison de la forme annoncée de cette communauté (supranationale). Après les initiatives du printemps 1955 et la mise en place du Comité Spaak, les Britanniques vont ouvertement agir contre la communauté naissante.

Ils proposent tout d'abord la constitution d'une Zone de libre-échange (ZLE) dans le cadre de l'OECE. Élaboré dès 1956, le projet britannique offrait un triple avantage : il permettait de maintenir les préférences avec l'Empire, il renforçait le rôle du Royaume-Uni au sein de l'OECE et il lui assurait la maîtrise du processus d'intégration, tout en lui permettant l'accès au marché continental. Le contenu de la proposition britannique communiquée par Mac Millan en novembre 1956 prévoyait en effet la libéralisation des

échanges des produits industriels entre les 17 membres de l'OECE. Cependant, celle-ci ne concernait ni l'agriculture, ni les pays d'outre-mer. On évitait la mise en place d'un tarif extérieur commun et les décisions au sein de la ZLE seraient prises à l'unanimité. Approuvé par le conseil de l'OECE, le 13 février 1957, le projet britannique comporte de nombreux dangers pour les promoteurs de la construction européenne. Il casse la logique de solidarité que les Six voulaient impulser et s'oppose à toute perspective d'unification dans un espace au sein duquel, faute d'harmonisation économique et sociale, les distorsions vont s'accroître. Entre-temps, les traités de Rome ont été signés et le 15 novembre 1958 le gouvernement français fait connaître son opposition au projet de ZLE.

L'offensive britannique en faveur de la ZLE s'accompagne également, en décembre 1956, de la présentation à l'OTAN d'un « grand dessein » qui vise à constituer une Communauté atlantique flexible, incluant des neutres européens et destinée

plus tard à accueillir des États de l'Est. Un Conseil atlantique définirait les options politico-stratégiques de la Communauté et l'OECE s'occuperait des questions économiques, mais la CECA, l'Euratom et la CEE lui seraient subordonnées. Une Assemblée parlementaire unique, remplaçant le Conseil de l'Europe, de l'OTAN, de l'UEO et celle des Six, serait créée, avec un pouvoir consultatif. Mais les États-Unis ne soutiennent pas ce projet, d'une part car ils voyaient mal des parlementaires américains siéger dans une assemblée qui discuterait essentiellement de questions européennes, et qu'ils avaient compris très tôt l'intérêt économique du Marché commun (au sein du GATT, les Américains accordèrent à deux reprises, en 1957 et en 1958, leur soutien aux Six, accusés de protectionnisme par les Britanniques).

Isolé, le Royaume-Uni se replie alors sur une solution de rechange, la création d'une organisation concurrente à l'Europe des Six, celle de l'Association européenne de libre-échange

(AELE) qui voit le jour le 4 janvier 1960 à Stockholm. Elle regroupe alors le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, la Norvège, le Danemark, l'Autriche et le Portugal. Son traité fondateur reprend les dispositions souhaitées par le Royaume-Uni qui se retrouve ainsi à la tête d'une petite Europe assez disparate et éclatée face à l'Europe des Six, bloc géographique compact.

Très vite les succès des Six sont tels, face à une AELE peu convaincante, que le Royaume-Uni, en août 1961, demande officiellement des négociations sur les conditions de l'adhésion à la CEE (et à la CECA l'année suivante), ce que beaucoup ont vu comme une nouvelle stratégie pour freiner de l'intérieur le dispositif communautaire.

Mais revenu au pouvoir en France en 1958, le général

de Gaulle, qui cherche à asseoir le renouveau de la puissance française sur l'Europe de l'Ouest en construction, est résolument opposé à cette adhésion. À deux reprises (1963 et 1967), il opposera un veto à cette demande. Ce n'est qu'après son retrait que Georges Pompidou va ouvrir la voie au premier élargissement européen, lors du Conseil de la Haye, en décembre 1969.

Bibliographie

La bibliographie sur les constructions européennes est immense. Au-delà de la sélection restreinte ci-dessous, on se reportera aux principaux manuels qui citent de nombreux ouvrages. Voir aussi le chapitre 22 « La crise de la société industrielle en Europe occidentale et la poursuite de la construction européenne ».

Sur la reconstruction en Europe et les premières organisations

- D. BARJOT, R. BAUDOUÏ, D. VOLDMAN (dir.), *Les Reconstructions en Europe (1945-1949)*, Complexe, 2001.
- J.-L. BURBAN, *Le Conseil de l'Europe*, coll. « Que sais-je ? », PUF, rééd. 1996.
- Collectif, *Congrès de l'Europe : La Haye, 7-11 mai 1948*, Council of Europe Pub., 1999.
- J. GIMPEL, *The American Occupation of Germany, Politics and the Military 1945-1949*, Stanford U.P., 1968.
- A. GROSSER, *L'Allemagne de notre temps : 1945-1978*, coll. « Pluriel », Hachette Littératures, 1978.
- A. S. MILWARD, *The Reconstruction of Western Europe (1945-1951)*, Routledge, rééd. 2006.

Généralités sur la construction européenne

- M.-T. BITSCH, *Histoire de la construction européenne*, Complexe, 2008.
- B. BRUNETEAU, *Histoire de l'unification européenne*, Armand Colin, 1999.
- G. COURTY et G. DEVIN, *La Construction européenne*, La Découverte, 2010.
- P. GERBET, *La Construction de l'Europe*, Colin, rééd. 2007.
- J. GILLINGHAM, *European Integration, 1950-2003 : Superstate or New Market Economy?*, Cambridge U.P., 2003.
- D. HAMON, I.-S. KELLER, *Fondements et étapes de la construction européenne*, PUF, 1997.
- F. LARAT, *Histoire politique de la construction européenne*, Documentation Française, 2003.
- J.-L. QUERMONNE, *Le Système politique de l'Union européenne*, LGDJ, 2015.
- É. DU REAU, *La Construction européenne au xx^e siècle : fondements, enjeux, défis*, éd. du Temps, 2007.
- C. ZORGBIBE, *Histoire de l'Union européenne*, Albin Michel, 2005.

Idée et identité européennes

- G. BOSSUAT, *Les Fondateurs de l'Europe unie*, Belin, 2001.
- G. BOSSUAT, R. GIRAULT (dir.), *Europe brisée. Europe retrouvée. Nouvelles réflexions sur l'unité européenne au xx^e siècle*, Publications de la Sorbonne, 1995.
- H. BRUGMANS, *L'Idée européenne 1920-1970*, Bruges, 1970.
- J.-B. DUROSELLE, *L'Idée d'Europe dans l'Histoire*, Denoël, 1965.

- R. FRANK (dir.), *Les Identités européennes au xx^e siècle*, Publications de la Sorbonne, 2004.
 R. GIRAULT (dir.), *Identités et consciences européennes au xx^e siècle*, Hachette Littératures, 1994.
 H. KAEUBLE, *Vers une société européenne, 1880-1980*, Belin, 1988.
 E. MORIN, *Penser l'Europe*, coll. « Folio », Gallimard, 1990.
 É. DU REAU, *L'Idee d'Europe au xx^e siècle*, Complexe, rééd. 2008.
 D. DE ROUGEMONT, *Vingt-huit Siècles d'Europe : la conscience européenne à travers les textes*, Payot, 1961.
 B. VOYENNE, *Histoire de l'idée européenne*, Payot, 1964.

Une histoire chaotique du processus d'intégration

- R. ARON, D. LERNER, *La Querelle de la CED*, Armand Colin, 1956.
 J. MONNET, *Mémoires*, Livre de poche, 2007.
 P. GERBET, *La Naissance du Marché commun*, 1957, Complexe, 2007.
 A. DEIGHTON, A. S. MILWARD (eds.), *Widening, Deepening and Acceleration: the European Economic Community, 1957-1963*, vol. 7, Bruylant, 1999.
 E. DELLA SERRA (dir.), *La Relance européenne et les traités de Rome*, Bruylant, 1989.
 Y. DOUTRIAUX, C. LEQUESNE, *Les Institutions de l'Union européenne*, Documentation Française, 2013.
 M. DUMOULIN, *L'Échec de la CED. Leçons pour demain* ?, Peter Lang, 2000.
 W. LOTH (ed.), *Crises and Compromises, the European project, 1963-1969*, Bruylant, 2001.
 J. LOYAT et Y. PETIT, *La Politique agricole commune*, La Documentation française, rééd. 2008.
 B. OLIVI, *L'Europe difficile : histoire politique de l'intégration européenne*, coll. « Folio », Gallimard, 2007.
 R. POIDEVIN, D. SPIERENBURG, *L'Histoire de la Haute Autorité de la CECA*, Bruylant, 1993.
 P. REUTER, *La Communauté européenne du charbon et de l'acier*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1953.
 J.-C. BUREAU, S. THOYER, *La Politique agricole commune*, Repères, La Découverte, 2014.

Le partenariat franco-allemand et l'Europe

- P. BINOUX, *Les Pionniers de l'Europe et le rapprochement franco-allemand*, Klincksiek, 1972.
 M.-T. BITSCH (dir.), *Le Couple France-Allemagne et les institutions européennes*, Bruylant, 2001.
 S. MARTENS (dir.), *L'Allemagne et la France. Une entente unique pour l'Europe*, L'Harmattan, 2004.
 T. PEDERSEN, *Germany, France and the Integration of Europe: a Realist Interpretation*, Pinter, 1998.
 R. PICHT et W. WESSEL (dir.), *Le Couple franco-allemand et la construction européenne*, Europa Union Verlag, 1990.
 D. WEBBER (ed.), *The Franco-German Relationship in the European Union*, Routledge, 1999.

Sur le Royaume-Uni et l'Europe (« Le point sur... »)

- M. CAMPS, *Britain and the European Community*, Princeton University Press, 2015.
 P. CHASSAIGNE, *La Grande-Bretagne et le monde : de 1815 à nos jours*, coll. « U », Armand Colin, 2009.
 S. GEORGE, *Britain and European Integration Since 1945*, Blackwell Publishers, 1991.
 T. A. GOOD, *The Free Trade Area and the Construction of Great Britain's European Policy, 1952-1958: A Missed Opportunity?*, Edwin Mellen Press, 2003.
 S. GREENWOOD, *Britain and European Integration Since the Second World War*, Manchester University Press, 1996. Une sélection de documents sources.
 T. HARRIS, *La Grande-Bretagne et l'Europe depuis 1945*, Ellipses, 1999.
 W. KAISER, *Using Europe, Abusing the Europeans: Britain and European Integration, 1945-63*, St. Martin's Press, 1998.
 F. DE LA SERRE, *La Grande-Bretagne et la Communauté européenne*, PUF, 1987.
 P. SCHNAPPER, *La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu*, Presses de Sciences Po, 2000.
 H. YOUNG *This Blessed Plot: Britain and Europe from Churchill to Blair*, Overlook Press, 1999.

La fin des empires (1945-1975)

Certaines tensions internes sont régulièrement réactivées dans les anciennes métropoles coloniales (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Belgique), au point que l'on évoque une fracture sociale comme résultant, au moins en partie, de la fracture coloniale. De même, les tensions externes parfois vives entre les pays occidentaux et les autres ensembles de civilisation montrent que la mémoire du passé colonial est loin d'être pacifiée. La décolonisation et les séquelles qu'elle a laissées doivent être étudiées dans leur complexité, en tenant compte des aires géographiques, des statuts coloniaux et des spécificités culturelles à la fois des anciens empires et des territoires colonisés, enfin de l'évolution générale des relations internationales dans le contexte de la guerre froide.

À l'exception de l'Allemagne qui avait commencé tard sa course aux colonies et en avait été privée lors du traité de Versailles, les grandes puissances européennes possèdent toutes de plus ou moins vastes territoires coloniaux, depuis la fin du XIX^e siècle, voire plus tôt. La fin de la Seconde Guerre mondiale marque le début du mouvement d'émancipation et d'indépendance qui se poursuit jusqu'au milieu des années soixante-dix. Certains éléments déclencheurs rendent inévitable le processus de décolonisation à partir de 1945. Cette décolonisation, mal préparée et mal gérée, prend des formes diverses, plus ou moins violentes, selon les acteurs et leurs histoires spécifiques.

1 Les principales causes de l'émancipation des colonies

■ Le développement des mouvements nationalistes avant la Seconde Guerre mondiale

SOUTIEN À LA CAUSE INDÉPENDANTISTE
DANS LES COLONIES



Affiche du parti communiste français.

© Rue des Archives/RDA

◀ VOIR CARTE P. 407 ▶

Pour comprendre les causes profondes de la décolonisation, il faut remonter jusqu'aux racines de la colonisation et à sa mise en place dans des conditions de violence aujourd'hui de plus en plus étudiées et dénoncées. Les formes agressives de la rébellion anticoloniale sont à rechercher dans la violence coloniale elle-même.

Le rôle de la Première Guerre mondiale n'est pas négligeable, car elle marque une étape importante de l'intégration des populations coloniales, avec la participation massive de troupes coloniales dans le conflit européen. De cette époque datent les premières frustrations vis-à-vis d'attentes renforcées par ces sacrifices.

L'entre-deux-guerres marque l'apogée des empires, avec le développement d'une culture colonialiste à la fois fière et paternaliste. Les territoires colonisés, grâce à des avancées sanitaires et médicales, connaissent le début d'une **forte croissance démographique**. Une classe sociale supérieure s'y est développée, grossissant les élites traditionnelles grâce à l'apport du système de scolarisation. Celui-ci, bien que très peu accessible pour les masses, permet à cette élite autochtone de se former à un niveau supérieur. Dans les universités européennes, elle y apprend les grands principes démocratiques et croit à des changements rapides.

Le décalage entre ces attentes et des conceptions européennes figées entraîne un éloignement de plus en plus grand entre élites métropolitaines et élites coloniales. L'incompréhension monte, ce qui conduit à la formation des premiers mouvements autonomistes, tant dans l'Empire français que dans l'Empire britannique.

■ Seconde Guerre mondiale : d'importantes conséquences sur les colonies

Pendant la guerre, la dégradation de la situation s'accroît avec la **perte de prestige** de puissances coloniales européennes, vaincues (Belgique, Pays-Bas, France) ou en grande difficulté (Grande-Bretagne). Pourtant, la plupart des populations restent fidèles à leur métropole et de nombreux hommes participent activement aux combats. Ces sacrifices humains sont ressentis comme non reconnus, malgré certaines promesses (discours de Brazzaville de de Gaulle, février 1944), alors que face à la menace nazie, les Alliés se sont présentés comme les défenseurs de la liberté, de la démocratie, des Droits de l'homme et, pour les Américains, du « *droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils veulent vivre* » (Charte de l'Atlantique). Les revendications se sont développées et exprimées plus ouvertement, d'autant plus que sur certains territoires, les **occupants** (en particulier Japonais) ont encouragé ces mouvements nationalistes. Dès 1942, le Parti du Congrès de Nehru somme les Anglais de « quitter l'Inde » (Quit India). Peu de temps après le débarquement en Afrique du Nord, le sultan du Maroc réclame à Roosevelt la fin du protectorat français et l'indépendance (janvier 1943). Ferhat Abbas lance le « Manifeste du peuple algérien » (février 1943) qui exige une constitution propre à l'Algérie. En 1945, une conférence panafricaine réunit à Manchester les principaux dirigeants nationalistes de l'empire britannique qui réclament l'autonomie et l'indépendance de l'Afrique noire.

Face à la montée de ces revendications, les puissances coloniales restent hostiles à toute idée d'indépendance. Prenant cependant conscience des dangers, elles envisagent bien **quelques réformes**, mais elles ne sont pas prêtes à renoncer à leur domination politique.

■ Les conditions de l'après-guerre accélèrent encore ce mouvement

La **Charte des Nations unies (26 juin 1945)** ouvre une tribune à la décolonisation en affirmant « *le principe de primauté des intérêts des habitants* » et leur « *capacité à s'administrer* ». Les métropoles admettent ce principe d'une administration locale, mais elles n'envisagent qu'une participation politique réduite. L'ONU devient, à partir du début des années 1950, une véritable **tribune de l'anticolonialisme** : la solidarité des pays déjà émancipés conduit à l'adoption de résolutions mettant en cause les puissances coloniales. Ceci accentue la pression déjà exercée par les deux Grands (anticolonialisme américain et anti-impérialisme soviétique) : l'URSS appuie un certain nombre de mouvements nationalistes d'inspiration communiste, les États-Unis donnent l'exemple en accordant l'indépendance aux **Philippines en 1946**. La pression générale s'accroît après 1955 (Bandoeng), avec l'entrée du tiers-monde sur la scène internationale.

2 Les indépendances en Asie

C'est en Asie que l'on assiste à la première vague des indépendances, favorisée par le retrait des Japonais qui laissent derrière eux des armes et des territoires dans lesquels la puissance coloniale n'a pas encore repris pied et a totalement perdu son prestige (Indochine, Indonésie). Les décolonisations de l'Inde (Grande-Bretagne) et de l'Indonésie (Pays-Bas), ont été communément présentées comme des formes « pacifiques » de l'émancipation, même si la violence y est largement

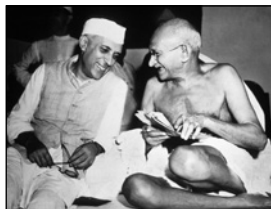
LA RÉSOLUTION « QUIT INDIA », AOÛT 1942

◆ « Le Comité du [parti du] Congrès pense que de récents événements viennent de démontrer clairement que la domination anglaise en Inde doit cesser aussi vite que possible. [...] La puissance de cette domination est avilissante, affaiblit l'Inde et la rend de moins en moins capable de se défendre d'abord et de défendre ensuite la cause de la liberté. Au lieu de reposer sur la liberté, [leurs méthodes] se fondent sur la domination des pays coloniaux assujettis et sur le maintien des techniques et des traditions impérialistes. [...] La fin de la domination britannique sur ce pays est donc une question vitale et primordiale ; de son dénouement proche dépendront l'avenir de la guerre et le triomphe de la liberté et de la démocratie. Une Inde libre sera le meilleur gage de ce triomphe. Le Comité met à nouveau l'accent sur le nécessaire retrait du pouvoir britannique de l'Inde. » ◆

présente. Le cas de l'Indochine (France) est plus complexe, puisque l'on passe d'une guerre de décolonisation à une guerre d'affrontement des deux blocs.

■ Une indépendance négociée et rapide : le cas indien

NEHRU ET GANDHI EN 1946



© Rue des Archives/RDA

◀ VOIR CARTE P. 407 ▶

En Inde, le parti du Congrès milite depuis longtemps pour l'autonomie. Le gouvernement travailliste britannique prend la décision de l'indépendance dès 1945 et charge le vice-roi, Lord Mountbatten, de mener les négociations. Celui-ci se heurte à l'affrontement des deux partis indépendantistes : la Ligue du Congrès de Gandhi, dirigée par Nehru depuis 1929, et la Ligue musulmane d'Ali Jinnah qui souhaite un État musulman indépendant. L'entente s'avérant impossible, les experts décident de créer une partition de la péninsule indienne. Le **15 août 1947** sont ainsi créés l'**Union indienne** et le **Pakistan**, constitué de deux parties séparées par la plaine du Gange.

Le départ des Britanniques est suivi du déclenchement d'une terrible guerre civile (plus d'un million de victimes en quelques mois). Les conditions de cette naissance marquent durablement les deux pays puisque aujourd'hui encore leurs relations sont particulièrement difficiles. Une première guerre éclate en 1965 entre le Pakistan et l'Inde à propos du Cachemire, et ce conflit n'est toujours pas réglé. Par ailleurs, la partie orientale du Pakistan prend son indépendance en **1971 (Bangladesh)** lors de nouveaux affrontements.

D'autres territoires sous domination britannique étaient liés au cas indien. **Ceylan** reçoit le statut de dominion (novembre 1947) et la Birmanie, nouvelle « Union birmane », accède à l'indépendance peu de temps après (janvier 1948), malgré son refus d'entrer dans le Commonwealth. Dans une **Malaisie** divisée en plusieurs ethnies, la question de l'indépendance est plus difficile. Les Britanniques jouent sur les oppositions pour tenter de garder la mainmise sur les ressources du pays et également sur **Singapour**, situation stratégique en Asie du Sud-Est. Une Fédération malaise voit le jour en février 1948. Malgré des troubles politiques intérieurs durables, la fédération accède progressivement à l'indépendance qui devient totale en 1957, et en 1959, l'autonomie est accordée à Singapour.

■ Une indépendance conflictuelle, mais réglée pacifiquement : le cas indonésien

Le Japon avait envahi la plupart des **îles indonésiennes** et placé Sukarno à la tête d'un Centre du pouvoir populaire (PUTERA, 1942). Il avait aussi autorisé la levée d'une Armée de défenseurs volontaires de la patrie (PETA), la création d'un Comité pan-indonésien pour préparer l'indépendance et favorisé la rédaction de la **Charte de Djakarta**, base de la future constitution. Sukarno refuse de rendre le pouvoir aux Néerlandais : le 17 août 1945, il proclame l'indépendance du pays, d'où un affrontement militaire au cours duquel la PETA place l'archipel progressivement sous son contrôle. La république est proclamée. Bien qu'ils aient accepté le principe de la création « d'États-Unis d'Indonésie » (accords du 16 novembre 1946), les Néerlandais organisent deux opérations de police pour tenter de reprendre le contrôle de l'archipel. Cependant, sous la pression conjointe de l'ONU et des États-Unis, ils cèdent et reconnaissent l'**indépendance en 1949**. Les Pays-Bas conservent encore la **Guyane hollandaise** mais, forts de leur expérience indonésienne, ils ne s'opposent pas à son accession à l'indépendance sous le nom de **Surinam**, en 1975.

■ Une guerre d'indépendance : le cas indochinois

Dans le cas français, la situation est très différente. La Ligue pour l'indépendance du Vietnam (Vietminh), est fondée en 1941 par d'anciens dirigeants du Parti communiste indochinois. Après la défaite japonaise, **Hô Chí Minh** déclenche, le 13 août 1945, l'insurrection générale qui conduit à l'abdication de l'empereur Bao Dai, le 25 août. Le 2 septembre, il déclare l'**indépendance** de son pays et proclame la naissance de la **République démocratique du Vietnam (RDV)**.

Pourtant, des négociations s'ouvrent rapidement car le gouvernement français hésite sur l'attitude à adopter. Mais de graves erreurs sont commises par les militaires français et c'est le début d'une longue guerre de décolonisation. Pourquoi ces rigidités françaises ? En 1945, dans le cadre de l'**Union française**, la France a un grand projet indochinois : modernisation et industrialisation accélérée des **cinq territoires indochinois**, mise en place du *self-government*, des libertés politiques et syndicales et création d'une fédération indochinoise dotée d'un gouvernement central puissant, contrôlé par la France. Ce projet contrecarre la volonté d'indépendance du Vietnam.

La **première phase du conflit (1945-1946)** est marquée par le débarquement à Saigon du Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient (CEFEO) commandé par le général Leclerc, en octobre 1945, et par le développement des guérillas du Vietminh. Les troupes de Leclerc entrent sans combat dans Hanoi, à la suite d'accords franco-vietnamiens ambigus (6 mars 1946) signés par Jean Sainteny, commissaire de la République. C'est une première tentative de décolonisation pacifique.

La RDV continue les négociations avec le haut-commissaire de France, l'amiral Thierry d'Argenlieu (conférence de Dalat, avril 1946), mais celui-ci fait proclamer la république en juin, empêchant ainsi la réalisation de l'unité du Vietnam souhaitée par Hô Chí Minh. D'autres négociations se poursuivent directement avec le gouvernement français (conférence de Fontainebleau, 6 juillet-25 août 1946), mais elles ne débouchent sur aucun arrangement durable. Des erreurs militaires françaises tragiques (bombardement du port d'Haiphong, 23 novembre) rendent le conflit inévitable. Le 19 décembre, c'est l'insurrection générale : la guerre d'Indochine commence (bataille de Hanoi, du 19 décembre 1946 à mi-janvier 1947).

Lors de la **deuxième phase (1947-1950)**, les Français contrôlent les villes et les routes du Sud, font la reconquête de celles du Nord, mais ne parviennent pas à démanteler l'armée de la RDV, pourtant encore numériquement faible. Le basculement entre la guerre coloniale et la **guerre idéologique** se fait lorsque l'armée populaire chinoise atteint la frontière indochinoise, en **décembre 1949**. L'Indochine devient un des principaux fronts de la guerre froide, ce que les Américains comprennent vite en fournissant alors une aide importante (au total, le tiers du coût de la guerre), mais déjà un peu tardive. De son côté, le Vietminh dispose aussi d'une aide extérieure considérable : dès 1950, la Chine communiste envoie 100 000 soldats en renfort. S'en suit le désastre militaire français de **Cao Bang (3-8 octobre 1950)**, un tournant stratégique du conflit.

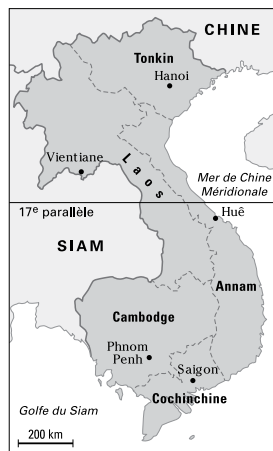
« Vietnamiser » la guerre, c'est le choix que fait la France dans la **troisième phase du conflit (1951-1954)**. Elle cherche à opposer les régimes anticommunistes du Cambodge, du Laos et l'État du Vietnam dirigé par l'ancien empereur Bao Dai, à la RDV. En effet, les Français avaient négocié avec Bao Dai, exilé à Hong Kong et, par les **accords de la baie d'Along (5 juin 1948)**, la France lui avait accordé ce qu'elle avait

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DU VIETNAM – 2 SEPTEMBRE 1945

◆ « [...] La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de la Révolution française (1791) a également proclamé : « Les hommes sont nés et demeurent libres et égaux en droits ». Il y a là d'indéniables vérités. Cependant, depuis plus de quatre-vingts ans, les impérialistes français, reniant leurs principes : liberté, égalité, fraternité, ont violé la terre de nos ancêtres et opprimé nos compatriotes. Leurs actions sont contraires à l'idéal d'humanité et de justice. [...] La vérité est que nous avons saisi notre indépendance des mains des Japonais et non des mains des Français. » ◆

Hô Chí MINH (1890-1969)

◆ Après des études, il est d'abord enseignant, puis part pour l'Europe (Londres, Paris). Après la Première Guerre mondiale, il milite au sein du Parti communiste français. Après un séjour en Union soviétique (1923), il se rend en Chine (1924) où il organise un mouvement révolutionnaire de Vietnamiens exilés. Expulsé pour ses activités politiques, il revient en Chine en 1930 et fonde le Parti communiste indochinois (PCI). Emprisonné à Hong Kong par les Britanniques (1931-1933), il fait ensuite un nouveau séjour en URSS. De retour en Chine en 1938, il devient conseiller des forces armées communistes. Pendant l'occupation japonaise de l'Indochine, il participe à la création du Vietminh, mouvement indépendantiste communiste qui combat les Japonais. Le 2 septembre 1945, le Vietminh proclame la république démocratique du Vietnam à Hanoi, et Hô Chí Minh devient président de la République, dirige la guérilla contre la France et négocie les accords de Genève (1954). ◆



refusé à Hô Chi Minh : l'indépendance d'un État vietnamien réuni et associé à l'Union française. Cette tentative est un échec.

En 1951, le CEFEO, repris en main par le général de Lattre de Tassigny, résiste aux offensives du Vietminh, mais ne réussit pas à modifier l'équilibre des forces. La guérilla durement menée par l'armée du général Giap est très difficile à contrer. Dès la fin de 1952, la stratégie française n'a plus pour objectif que l'amélioration de sa propre situation en prévision des futures négociations. C'est le sens du plan du général Navarre, mais celui-ci est mis en échec à **Dien Bien Phu en 1954**, où le piège se referme sur des milliers d'hommes : l'attaque commencée le 13 mars 1954 s'achève le 7 mai quand 15 000 soldats français capitulent. La France doit négocier.

Pierre Mendès France, appelé au gouvernement pour mener ces négociations, favorise la signature rapide des **accords de Genève (21 juillet 1954)** qui mettent fin à une guerre désastreuse (sans doute 500 000 morts vietnamiens, 40 000 tués et 70 000 blessés dans les rangs du CEFEO) et d'un coût très élevé pour la France. Une **frontière** entre zone Sud (contrôlée par Bao Dai) et zone Nord (RDV) est tracée sur le **17^e parallèle** et les troupes françaises évacuent le Nord Vietnam en octobre 1955, et le Sud en avril 1956.

Cette ligne de démarcation devait être provisoire, mais les élections générales, prévues en juillet 1956, n'eurent jamais lieu. En 1955, le Vietnam du Sud était passé sous la présidence de Dinh Diem qui les refuse, avec le soutien américain. Alors que les militaires français quittent progressivement le pays, arrivent les premiers conseillers militaires américains et c'est bientôt l'escalade de la terrible guerre du Vietnam. Vingt ans plus tard (**30 avril 1975**), les troupes du Nord pénètrent dans la capitale du Sud rebaptisée Ho Chi Minh-Ville.

3 L'émancipation du Moyen-Orient

À la suite des traités de la Première Guerre mondiale, les pays arabes de l'ancien Empire ottoman avaient été placés par la SDN sous mandat français (Liban, Syrie) ou anglais (Irak – indépendante en 1930, mais restée sous influence, Transjordanie, Palestine). Les États de tutelle étaient chargés de conduire ces pays vers l'indépendance, mais ils comptaient bien y garder une influence durable. La France est la première à se trouver confrontée à des demandes d'indépendance, d'autant plus que les Britanniques, pour garder le contrôle sur cette région vitale, ont encouragé le nationalisme arabe.

LE LEVANT FRANÇAIS EN 1922



■ La liquidation des mandats français au Levant

Dès 1936, la France avait engagé des négociations sur l'avenir de ces territoires (traité franco-libanais), mais sans résultat en 1939 (non ratifié). En juin 1941, une opération militaire alliée aboutit au remplacement de l'administration du gouvernement de Vichy par celle de la France libre. Le général de Gaulle fait aussitôt annoncer l'indépendance pour les deux États du Levant, mais sans rien changer dans les faits. Les nationalistes revendiquent alors le transfert immédiat et total des pouvoirs. Le refus brutal (arrestations et dissolution de la Chambre) du nouveau commissaire français, en novembre 1943, provoque une véritable insurrection nationale appuyée par la Grande-Bretagne. L'indépendance du **Liban** est proclamée dès cette date.

En **Syrie**, suite aux élections de 1943 gagnées par les nationalistes, la France promet le transfert des pouvoirs au 1^{er} janvier 1944. Mais des

troubles très violents éclatent à Damas, en mai 1945, car le gouvernement syrien craint une reconquête et exige l'évacuation des derniers soldats français. Les Français ripostent avec l'aviation et l'artillerie (400 morts). La Syrie et le Liban en appellent à l'ONU et la France cède, le 8 juillet 1945. Un accord franco-britannique engage le retrait total des troupes anglaises et françaises (1946).

■ La naissance de l'État d'Israël et le problème palestinien

Créée le 22 mars 1945, avec l'appui de Londres, la **Ligue arabe** demande l'indépendance de la **Palestine**. En 1945, ce pays sous mandat britannique compte environ 1 200 000 Arabes et 560 000 juifs, arrivés pour la plupart entre les deux guerres, mais dont la Grande-Bretagne freine l'immigration pour sauvegarder ses liens privilégiés avec les États arabes. Cependant, avec la découverte de la Shoah, une grande partie de l'opinion publique mondiale se montre favorable au projet d'un **État juif** en Palestine. La Ligue arabe annonce que la création d'un État juif déclencherait la guerre.

En octobre 1945, Ben Gourion appelle à la lutte contre l'occupation britannique, menée par l'armée secrète de la Haganah et des groupes terroristes comme l'Irgoun (nombreux attentats). Le gouvernement de Londres, après l'échec de deux plans de paix, s'en remet à l'ONU. Un plan de partage de la Palestine est adopté le 29 novembre 1947. Deux États, un juif et un arabe, sont créés, la ville de Jérusalem est internationalisée et placée sous contrôle des Nations unies.

Mais les organisations sionistes et les groupes arabes n'arrêtent pas leur combat pour autant. Les Britanniques annoncent alors leur départ de Palestine et de Transjordanie pour le 15 mai 1948. La veille, Ben Gourion proclame la naissance de l'État d'Israël, immédiatement reconnu par les États-Unis et l'Union soviétique. Mais le lendemain, les armées arabes pénètrent en Palestine. L'issue de cette **première guerre (mai 1948-janvier 1949)** est favorable aux Israéliens. Les accords de cessez-le-feu entérinent un État israélien dont la surface est de 40 % supérieure au partage défini en 1947. Ces accords ne règlent pas le problème des Palestiniens qui émigrent en grand nombre vers les pays arabes voisins qui les accueillent sans enthousiasme et les regroupent dans des camps administrés par les Nations unies. Dès cette époque se trouvent réunies les conditions du « problème palestinien », non résolu à ce jour.

D'autres territoires arabes restent encore sous domination. En 1961, le **Koweït** accède à l'indépendance, suivi des **Émirats arabes unis** (EAU) et de **Bahreïn** en 1971. **Aden**, enfin, est évacuée par les forces britanniques en 1967, achevant ainsi la décolonisation d'un Moyen-Orient d'où l'influence franco-britannique avait déjà été définitivement écartée après la crise de Suez (1956).

DAVID BEN GOURION (1886-1973)

◆ Né en Pologne (David Grün) qu'il quitte en 1906 pour s'installer dans la Palestine ottomane. Sensibilisé très jeune à la cause sioniste, il publie en hébreu un journal *Achdut* (Unité) destiné aux travailleurs juifs. Expulsé au début de la Première Guerre mondiale, il rejoint les États-Unis où il poursuit son combat sioniste. Après la déclaration Balfour (1917), il crée l'embryon du futur parti travailliste puis devient, après la guerre, président du comité exécutif de l'Agence juive en Palestine. Il travaille à favoriser l'immigration juive malgré les limitations imposées par le Royaume-Uni. Après la Seconde Guerre mondiale, Ben Gourion, devenu l'un des dirigeants de l'organisation militaire sioniste (*Haganah*), combat la puissance mandataire britannique pour obtenir l'indépendance, et c'est lui qui proclame l'indépendance d'Israël le 14 mai 1948 dont il devient le Premier ministre pendant près de 15 ans. Il démissionne en 1963, suite à un désaccord avec son parti, mais reste député à la Knesset jusqu'en 1970. ◆

4 Les indépendances en Afrique

■ La contestation de l'ordre colonial en Afrique

En Afrique, la population est en forte augmentation (190 millions d'habitants en 1940, 275 millions en 1960) et l'ordre socio-économique colonial est de plus en plus contesté, même si les élites y sont peu organisées, à la fin de la guerre. La confrontation des populations locales et des communautés de colons, parfois importantes, dégénère parfois (Algérie, Kenya). Or, les puissances coloniales européennes

délaissent leurs territoires africains sous la pression d'une opinion publique qui privilégie le développement économique national. La déception engendrée dans les différents territoires africains fournit les troupes pour de vastes insurrections (Madagascar en 1947, Cameroun en 1955). Et les premières indépendances ont lieu dès 1956 (Soudan, Tunisie, Maroc). Pourtant, l'année 1954 a été celle du début de la tragédie de l'Algérie.

■ Les « événements » d'Algérie

Cette guerre est en France le chapitre de la décolonisation le mieux traité par les ouvrages historiques, même s'il suscite toujours autant de débats (cf. *Débats et enjeux*). Entre 1954 et 1962, deux millions de soldats, dont une large majorité d'appelés, ont fait une « guerre sans nom ». Le statut de l'Algérie étant celui de trois départements français – l'Oranais, l'Algérois et le Constantinois, depuis 1848 – plus les territoires du Sud (Sahara) depuis 1902, il ne peut y avoir officiellement de guerre, d'où l'appellation d'« événements » d'Algérie. Si ceux-ci commencent en 1954, les événements **Sétif (8 mai 1945)** sont un signe précurseur des tensions régnant de longue date (violentes manifestations, quartiers européens attaqués). La répression est si sanglante que les mouvements de revendications sont brisés pour de longues années. En métropole, certains ont pris la mesure des problèmes et des actions sont menées pour améliorer le système. Mais ces mesures, trop timides et peu efficaces, malgré quelques progrès dans la représentation (octroi du statut de 1947), n'accordent aucune égalité de droit, dans une Algérie profondément inégalitaire et divisée entre huit millions de musulmans, avec un statut d'indigène relevant du droit coranique coutumier, et près d'un million de citoyens français. Les quelques avancées ne parviennent pas à empêcher l'émergence d'un mouvement indépendantiste fortement organisé qui conquiert rapidement du terrain dans la population.

L'insurrection du **1^{er} novembre 1954** (« **Toussaint sanglante** ») marque le début du conflit. Pierre Mendès France, qui trois mois auparavant a su mener la guerre d'Indochine vers une conclusion pacifique, reste ferme dans le cas algérien : comme la majorité de l'opinion publique en France, il souscrit à la répression d'un mouvement considéré comme violent et très minoritaire, de surcroît dans un territoire de statut français et non colonial. « *L'Algérie, c'est la France* », répète inlassablement toute la classe politique, à l'exception du Parti communiste. L'engrenage assez rapide de la violence conduit à utiliser l'armée dans les opérations de « maintien de l'ordre ». Les moyens consacrés sont de plus en plus importants, et dès 1956, les régiments d'appelés sont envoyés sur le terrain. La métropole prend alors conscience de ce problème qui touche désormais de nombreuses familles.

L'hostilité forte de la majorité des « pieds-noirs », très attachés à l'Algérie française, rend quasiment impossible toute réforme et toute négociation. L'accueil hostile de la population algéroise convainc Guy Mollet de laisser aux militaires la direction des opérations. Le Front de libération nationale algérien (FLN) lance en 1957 une campagne terroriste. L'armée y réplique en gagnant la « **bataille d'Alger** » qui affaiblit un moment la résistance algérienne. Une partie de l'armée tend à durcir son action et à appuyer le point de vue des extrémistes de l'Algérie française. En métropole, l'opinion se déchire.

Une nouvelle étape est franchie le 8 février 1958 avec le bombardement du village tunisien de Sakiet Sidi Youssef où étaient réfugiés des membres du FLN (72 morts). Cette agression française porte le problème algérien sur la scène internationale et l'ONU est saisie de l'affaire. C'est le début d'une grave crise du pouvoir. Pierre Pflimlin

**KATEB YACINE, ÉCRIVAIN ALGÉRIEN,
ALORS LYCÉEN À SÉTIF, ÉCRIT :**

◆ « C'est en 1945 que mon humanitarisme fut confronté pour la première fois au plus atroce des spectacles. J'avais vingt ans. Le choc que je ressentis devant l'impitoyable boucherie qui provoqua la mort de plusieurs milliers de Musulmans, je ne l'ai jamais oublié. Là se cimente mon nationalisme ». ◆

◆ « On ne saurait admettre une revendication séparatiste en Algérie. » ◆

François Mitterrand
(ministre de l'Intérieur)

**DISCOURS DU GÉNÉRAL DE GAULLE
(4 JUIN 1958)**

◆ « Je vous ai compris ! Je sais ce qui s'est passé ici. Je vois ce que vous avez voulu faire. Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie, c'est celle de la rénovation et de la fraternité. Je dis la rénovation à tous égards. Mais très justement vous avez voulu que celle-ci commence par le commencement, c'est-à-dire par nos institutions, et c'est pourquoi me voilà. Et je dis la fraternité parce

prend la présidence du Conseil en **mai 1958**, mais le 13 mai se déclenche une insurrection à Alger, car on le croit favorable à l'indépendance. Les militaires créent, avec des civils, un « Comité de salut public ». Le 15 mai, les insurgés font appel au général de Gaulle qui accepte un retour au pouvoir pour gérer cette crise. Il se rend immédiatement en Algérie et obtient du Comité qu'il rentre dans la légalité républicaine. Une tournée triomphale, marquée par le fameux discours : « *Je vous ai compris* », calme un moment les esprits. Conscient des changements nécessaires, il propose aux Algériens, dès l'année suivante (septembre 1959), l'autodétermination. Cette évolution ne satisfait évidemment ni les militaires ni les partisans civils de l'Algérie française et la tension remonte : en octobre 1960, c'est la « journée des barricades » et la crise se déchaîne le **22 avril 1961**, lorsque des militaires tentent un **coup d'État à Alger**. Entre-temps s'est formée l'OAS (Organisation de l'armée secrète) qui organise des actions de représailles. De Gaulle, en faisant appel aux soldats, réussit à contrer le coup d'État et relance des négociations de paix avec le FLN, qui aboutissent aux **accords d'Évian le 19 mars 1962**.

■ Des négociations efficaces en Tunisie et au Maroc

La même situation de tension se présente au Maroc et en Tunisie, et la France répond dans un premier temps avec fermeté (déposition du sultan, arrestation des meneurs nationalistes). Mais le mouvement indépendantiste (manifeste de l'Istiqlal, 1943) ne cesse de se renforcer. La méthode choisie est celle de l'**internationalisation du débat** pour obliger la France à des négociations, en s'appuyant sur l'ONU et sur la Ligue arabe. Les nationalistes espèrent un soutien concret des pays arabes et des États-Unis, mais ils sont déçus.

Les changements s'accélérent à partir de 1950. Robert Schuman évoque la possibilité d'une voie vers l'indépendance pour la Tunisie et le Néo-Destour accepte des discussions. Mais très vite, et c'est aussi le cas pour le Maroc, la situation est dans l'impasse. Les négociations butent sur des obstacles qui semblent insurmontables (reconnaissance préalable du protectorat, garanties pour les colons, adhésion à l'Union française). **En 1952, la crise** devient grave, mais à l'ONU, la France évite une condamnation, grâce au soutien américain.

L'insurrection algérienne donne une nouvelle dimension à la crise : la France ne pourra financièrement mener deux guerres de front. Mendès France annonce des changements rapides en Tunisie (discours de Carthage, 1954) et choisit la négociation qui conduit très rapidement à son terme le processus de décolonisation (20 mars 1956). Ce processus s'avère plus difficile au Maroc, où le terrorisme s'est déchaîné en 1953. Après l'échec de la politique de la force, il faut reconnaître le sultan Sidi Mohammed qui effectue un retour triomphal au Maroc à qui l'indépendance est accordée en mars 1956.

■ Le sort des colonies italiennes et la naissance de la Libye

Après la Seconde Guerre mondiale, les anciennes colonies italiennes – **Érythrée, Somalie et Libye** – avaient été placées sous administration provisoire britannique, la France et la Grande-Bretagne se partageant l'occupation de la **Libye** (Tripolitaine et Cyrénaïque sous contrôle britannique, Fezzan sous contrôle français). En 1949, l'ONU se prononce en faveur d'un État indépendant incluant les trois provinces. L'année suivante est promulguée la nouvelle constitution et en 1951, Idriss I^{er} proclame l'indépendance du nouveau royaume. En 1953, la Libye adhère à la Ligue arabe, puis est admise à l'ONU.

que vous offrez ce spectacle magnifique d'hommes qui, d'un bout à l'autre, quelles que soient leurs communautés, communient dans la même ardeur et se tiennent par la main.

Eh bien ! de tout cela je prends acte au nom de la France et je déclare qu'à partir d'aujourd'hui la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière – des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. [...] » ♦

NÉO-DESTOUR

♦ Habib Bourguiba est le fondateur de ce parti nationaliste (dissident du Destour, parti libéral constitutionnel) créé en 1934 et beaucoup plus populaire et rural que son prédécesseur. Cette organisation restera longtemps le seul parti moderne du monde arabe. ♦

EXTRAIT DU DISCOURS DE CARTHAGE, DE PIERRE MENDÈS FRANCE (31 JUILLET 1954)

♦ « [...] L'autonomie interne de l'État tunisien est reconnue et proclamée sans arrière-pensée par le gouvernement français, qui entend tout à la fois l'affirmer dans son principe et lui permettre dans l'action la consécration du succès. Le degré d'évolution auquel est parvenu le peuple tunisien la valeur remarquable de ses élites, justifient que ce peuple soit appelé à gérer lui-même ses propres affaires. C'est pourquoi nous sommes prêts à transférer à des personnes et à des institutions tunisiennes l'exercice interne de la souveraineté [...] ». ♦

Bien qu'ayant renoncé à ses possessions africaines, l'Italie tente d'y garder une influence directe. Elle n'obtient, en 1949, qu'un droit de tutelle administrative de dix ans sur la **Somalie**, qui s'achève comme prévu le 1^{er} janvier 1960 par une indépendance qui porte en germe l'un des plus violents conflits internes postcoloniaux.

En **Érythrée** existait un problème régional qui opposait les ambitions de l'Éthiopie libérée aux aspirations d'ethnies locales. Les Nations unies se prononcent, en 1949, pour la voie d'une « unité autonome » fédérée à l'Éthiopie, laissée sous administration britannique pour une période transitoire. En 1962, l'Érythrée devient partie intégrante de l'Éthiopie et c'est le début d'une période de tensions durables.

■ Des indépendances plus progressives en Afrique noire

Si l'on ne peut évoquer de véritables guerres de libération comme dans le cas algérien, la violence fut pourtant au centre des indépendances de l'**Afrique subsaharienne**, et les conséquences en sont encore perceptibles dans de nombreuses régions.

La décolonisation britannique

Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement travailliste avait programmé la décolonisation de l'Empire, mais estimait plusieurs dizaines d'années nécessaires pour la mener à terme. Les objectifs britanniques étaient avant tout de maintenir les États décolonisés dans le **Commonwealth**, de confier le pouvoir à des élites responsables et représentatives qui maintiennent ces pays dans le monde « libre ».

Dès les années 1950, le mouvement de revendication s'accélère et, malgré les concessions, les territoires britanniques n'échappent pas aux mouvements insurrectionnels. La répression mise en œuvre n'a parfois rien à envier à celle que l'on trouve dans les colonies françaises. Ainsi, la réponse à l'insurrection des Mau-Mau au **Kenya** (1952-1954), guérilla d'une extrême violence, est sanglante, mais elle n'empêche pas les négociations par la suite. L'autonomie est accordée en 1961 et le pouvoir est finalement transféré en 1963, avec le maintien du Kenya dans le Commonwealth.

Depuis 1885, le **Soudan** était officiellement un condominium anglo-égyptien, mais les Égyptiens soutenaient les nationalistes soudanais et le roi Farouk s'était proclamé roi d'Égypte et du Soudan. Ceci n'empêche pas un accord anglo-égyptien de 1953 qui lui accorde l'indépendance au 1^{er} janvier 1956. Le Soudan n'entra pas dans le Commonwealth, mais maintint de bonnes relations avec la Grande-Bretagne. Cette indépendance n'a pas résolu les oppositions ethniques, culturelles et religieuses entre le Nord et le Sud qui ont conduit le pays, jusqu'à aujourd'hui, à une guerre civile sans cesse recommencée. L'année suivante, c'est la **Côte-de-l'Or** (Gold Coast) qui devient le Ghana indépendant (1957), indépendance acquise sous la direction de Nkrumah qui a réussi à faire taire les dissensions ethniques. Le **Nigeria**, mosaïque ethnique et religieuse de création récente, posait beaucoup plus de problèmes. On tente, dès 1947, une solution fédérale qui permette l'autonomie des trois principales régions. L'accord se fait en 1957 et le gouvernement britannique reconnaît l'indépendance du pays en 1960. L'année suivante, la **Sierra Leone** devient à son tour un État souverain. La **Gambie** doit encore attendre un peu pour accéder d'abord à l'autonomie interne (1963) puis à l'indépendance (1965).

Les difficultés sont bien plus grandes pour les colonies de l'Afrique australe et orientale (**Rhodésie du Nord et du Sud, Nyassaland, Kenya, Tanganyika, Ouganda**) où la présence importante de colons britanniques rend difficile une indépendance sereine. Après avoir mis en

COMMONWEALTH (OF NATIONS)

◆ C'est l'association des pays de l'ancien Empire britannique, créée après la Première Guerre mondiale (statut de Westminster de 1931 qui accorde l'indépendance aux dominions et colonies souveraines) et placée sous l'autorité du souverain britannique. Les 53 pays membres unis par leurs intérêts communs, restent souverains et ne sont liés par aucun traité militaire (les Bermudes, et le Yémen du Sud font partie des rares colonies n'ayant pas adhéré au Commonwealth après leur indépendance). ◆

place une Fédération d'Afrique centrale (très contestée) comprenant les deux Rhodésie et le Nyassaland (1953), Londres ne parvient pas à négocier un processus pacifique d'indépendance en **Rhodésie du Sud**. La minorité blanche (Ian Smith) décrète unilatéralement l'indépendance en 1965, met en place un régime d'apartheid et rompt ses liens avec Londres. L'indépendance n'est officiellement reconnue qu'en 1980, le pays prenant alors le nom de **Zimbabwe**. Entre-temps (1963), la fédération a été dissoute et l'indépendance accordée à ses deux autres membres, le **Nyassaland** prenant le nom de **Malawi**, et la **Rhodésie du Nord** celui de **Zambie**.

Au **Tanganyika**, des élections ont lieu en 1955, mais il faut attendre 1961 pour que la Grande-Bretagne reconnaisse cette indépendance, sous la pression de l'ONU mobilisée par l'indépendantiste Nyerere. L'île de **Zanzibar** se fédère au nouveau pays en 1964, celui-ci devenant la **Tanzanie**. Le protectorat de l'**Ouganda** accède à l'indépendance en 1962, après de difficiles négociations en raison d'affrontements internes se prolongeant ensuite par des guerres civiles.

La décolonisation française

La révolte de **Madagascar (1947)** avait été très violemment réprimée (environ 10 000 victimes de mort violente et 20 à 30 000 victimes de privations et maladies dans les zones d'insurrection). Les Malgaches n'accédèrent à l'indépendance qu'avec le mouvement général en Afrique noire française (1960). Cette révolte fit cependant évoluer les esprits sur le problème colonial africain, ce qui conduisit à une émancipation inéluctable et menée pacifiquement, d'une manière générale. Les colonies africaines françaises avaient été intégrées en **1946** dans « **l'Union française** » et les populations d'outre-mer y avaient acquis le droit de vote. En **Afrique équatoriale française (AEF)**, deux collèges sont établis (citoyens de statut métropolitain et autochtones). Chaque territoire (**Gabon**, **Moyen-Congo**, **Oubangui-Chari** et **Tchad**) est doté d'une assemblée territoriale dont les membres sont élus par les électeurs des deux collèges. En **Afrique occidentale française (AOF)**, tous les habitants deviennent citoyens français. Un collège unique est institué (élections législatives) pour le **Sénégal**, la **Mauritanie**, la **Guinée**, le **Soudan**, le **Niger**, la **Côte d'Ivoire** et le **Dahomey**. Les assemblées territoriales sont organisées sur la base du double collège, le pouvoir exécutif étant exercé par un haut-commissaire. La **loi-cadre Defferre** (23 juin 1956) dote ces territoires d'un conseil de gouvernement dont les ministres sont nommés par l'Assemblée territoriale élue au suffrage universel (collège unique), mais l'administration fédérale reste sous l'autorité du haut-commissaire. La réforme se poursuit en 1958 avec le projet de communauté proposé par le général de Gaulle. La réaction est très favorable : hormis la Guinée de Sekou Touré, tous les pays de l'AOF et de l'AEF y adhèrent par référendum. L'attitude des principaux dirigeants indépendantistes (Houphouët-Boigny, Senghor) ouverts aux idées et à la culture francophones, est favorable au dialogue avec la métropole. Dès décembre 1959, les chefs des différents gouvernements demandent que soit engagé le processus de l'indépendance. La même année, le nouvel État fédéral du **Mali** (Sénégal et Soudan français) exige l'indépendance immédiate et l'obtient dès juin 1960. Tous les autres États africains des anciens territoires coloniaux français proclament aussi leur indépendance en 1960, en accord avec la France et ils entrent à l'ONU (le Moyen-Congo a pris le nom de **république du Congo** et l'Oubangui-Chari est devenu la **République centrafricaine**). Cela ne se passe pourtant pas sans heurts (querelles internes au Mali, ingérences françaises au Niger et surtout

L'UNION FRANÇAISE (1946)

◆ Le titre VIII de la Constitution de 1946 définit les différentes composantes de l'Union française : d'une part, la République française réunissant la métropole et les départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM), c'est-à-dire la quasi-totalité des anciennes colonies de l'Empire français ; d'autre part, les territoires et États associés, comprenant les anciens territoires sous mandat hérités de la SDN et confirmés par l'ONU, ainsi que les anciens protectorats d'Indochine. « *La France forme avec ses territoires d'outre-mer une union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs sans distinction de race ou de religion.* » ◆

véritable guérilla au Cameroun, depuis 1955, accompagnée d'une vigoureuse répression et doublée bientôt d'une guerre civile]. Le cadre « communautaire » fut donc un échec, mais la France parvint cependant à conserver des liens étroits avec la plupart de ses anciennes possessions africaines.

La décolonisation belge

Pays riche en abondantes ressources stratégiques, le **Congo belge** est l'objet de convoitises multiples. À partir de 1955 les revendications s'y développent, en 1957 ont lieu les premières élections dans les grandes villes, et dès 1958 le gouvernement belge annonce une politique de décolonisation. Mais des troubles se transforment en émeutes, le 4 janvier 1959 à Léopoldville : l'indépendance est rapidement fixée au 30 juin 1960, avec la constitution d'un État unitaire renommé **Zaire**. Cette précipitation ouvre une « guerre des partis » et une crise durable et violente.

Au **Rwanda** et au **Burundi**, territoires sous tutelle, se développent également des revendications indépendantistes dès le début des années 1950. Mais la forte division ethnique de ces pays laisse déjà augurer les guerres et massacres à venir : les autorités belges ont du mal à contenir les conflits entre les populations hutu et tutsi. Les deux pays obtiennent leur indépendance en 1962, sous le contrôle de l'ONU.

La fin de l'Afrique espagnole et portugaise

Plus tardive, la **décolonisation espagnole** se déroule de façon plutôt pacifique. Entre 1968 et 1976, l'Espagne rétrocède l'enclave d'**Ifni** au Maroc, qui se partage avec la Mauritanie le **Sahara espagnol** (1976), tandis que les anciens territoires du **Rio Muni** et de **Fernando Poo** (archipel) deviennent indépendants en 1968 sous le nom de **Guinée équatoriale** (après pression de l'ONU). L'Espagne ne conserve que les enclaves de Ceuta et de Melilla et les Canaries.

L'ordre colonial portugais, particulièrement brutal, et le refus de toute négociation, ont conduit à des guerres d'indépendance si dures qu'elles ont contribué à provoquer la chute du régime de Salazar qui n'a pas réussi à vaincre les mouvements nationalistes dans des territoires portugais (**Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Cap Vert, São Tomé et Príncipe**) ravagés par des guérillas sans fin. Le colonialisme archaïque (travail forcé) et le sous-développement économique ont entraîné la prolifération de mouvements indépendantistes qui se lancent dans la lutte armée au début des années 1960, lutte généralisée après 1972 et largement appuyée par l'URSS et la Chine. Pourtant, il faut attendre la chute de la dictature (avril 1974) pour que s'ouvrent des négociations et l'**indépendance** des territoires portugais d'Afrique a lieu dès les mois suivants (1974-1975).

La décolonisation du continent n'a toutefois été effective qu'après l'indépendance de la **Namibie (1990)**, qui précède de peu la fin de l'apartheid chez son ancien colonisateur, l'Afrique du Sud, et celle de l'**Érythrée**, en 1993.



Conclusion

Le bilan d'ensemble de la décolonisation est largement négatif, en raison des violences immédiates ou plus tardives, d'un développement économique souvent lourdement handicapé pour les nouveaux pays, d'un coût humain et financier également important pour les métro-

◀ VOIR CARTE P. 408 ▶

LE NÉO-COLONIALISME

◆ « L'essence du néo-colonialisme, c'est que l'État qui y est assujéti est théoriquement indépendant, possède tous les insignes de la souveraineté sur le plan international. Mais en réalité, son économie et, par conséquent, sa politique sont manipulées de l'extérieur.

Cette manipulation peut revêtir des aspects divers. Par exemple, dans un cas extrême, les troupes de la puissance impériale peuvent être stationnées sur le territoire de l'État néo-colonial et en contrôler le gouvernement. Plus fréquemment pourtant le contrôle est exercé par des moyens économiques ou monétaires. L'État néo-colonial peut être obligé d'acheter les produits manufacturés de la puissance impérialiste à l'exclusion des produits concurrents venus d'ailleurs. Le contrôle de la politique de l'État

poles, et d'un poids moral encore lourd à porter. Pourtant, la plupart des nouveaux États indépendants sont demeurés proches de leur ancienne métropole, tant sur le plan politique, économique et militaire, à tel point que l'on a souvent évoqué une nouvelle forme de dépendance : le néocolonialisme. Les colonies n'ont pas entièrement disparu (16 « territoires non autonomes » selon l'ONU). En ce qui concerne la France, le statut des collectivités d'outre-mer n'est peut-être pas définitif. Ainsi, la **Nouvelle-Calédonie** a obtenu un statut évolutif depuis les accords de Nouméa (1998). C'est aussi le cas de la **Polynésie** dont la France a reconnu la vocation, à terme, à l'indépendance.

néo-colonial peut se faire par des versements assurant les frais de fonctionnement de l'État, par l'introduction de fonctionnaires à des postes où ils peuvent dicter une politique, et par le contrôle monétaire exercé sur les changes grâce à un système bancaire contrôlé par la puissance impérialiste. » ♦

Article de Kwame Nkrumah dans *Présence africaine*, 1973.

— Débats et enjeux —

Guerre d'Algérie : mémoires occultées, mémoires manipulées

La colonisation et la décolonisation font aujourd'hui l'objet d'une intense guerre de mémoires. Certains événements ont fait l'objet d'occultations volontaires et durables. Le sujet qui demeure de loin le plus sensible pour l'opinion française est celui de la guerre d'Algérie.

On peut ainsi prendre l'exemple de la date du 8 mai 1945, à la fois celle d'une commémoration positive de la victoire dans la Seconde Guerre mondiale, mais aussi de terribles événements en Algérie (Sétif), longtemps occultés. Les émeutes spontanées (102 morts européens) réprimées avec une extrême brutalité (officiellement, 1 165 morts algériens, sans doute en réalité entre 8 et 20 000) ont opéré une rupture irréversible entre les deux communautés qui a rendu la guerre inévitable. Mais, en France, une censure efficace a étouffé l'affaire et, pour la majorité des Français, ces événements restent invisibles pour longtemps. Ce n'est que le 27 février 2005 que l'ambassadeur de France en Algérie reconnaît qu'il s'est agi d'une « *tragédie inexcusable* ».

Trois groupes sociaux ont alimenté les récents « combats de mémoire » sur la guerre d'Algérie. Tout d'abord, les Français représentant le contingent qui a eu « *vingt ans dans les Aurès* », ont obtenu en 1999 la reconnaissance du terme « *guerre d'Algérie* », ce qui leur a permis d'être assimilés aux anciens combattants des deux guerres mondiales. Le second groupe dont on ose encore à peine parler aujourd'hui, est celui des harkis (supplétifs algériens de l'armée française) et de leurs descendants. Ils ont été abandonnés à la vengeance du FLN ou, pour ceux qui ont réussi à rejoindre la France, parqués dans des camps à l'écart de la vie ordinaire. Les harkis et leurs descendants revendiquent leur réhabilitation, mais « indigènes » ici et « collabos » en Algérie, ils sont les victimes d'une *mémoire impossible*, comme l'ont montré les réactions violentes en Algérie à l'inauguration d'une plaque honorant la mémoire des harkis par le président Jacques Chirac en septembre 2001 (un hommage annuel est désormais rendu le 25 septembre). Le troisième groupe, celui des enfants

des Algériens émigrés avant, pendant ou après la guerre, a fondé des associations, depuis les années 1980, pour lutter contre « *l'humiliation du père* ». Ces actions ont permis le retour à la mémoire de la manifestation du 17 octobre 1961 et de sa répression (et aussi de celle de Charonne, d'une autre nature car composée essentiellement de Français).

Dans cette occultation de la mémoire tout comme dans la responsabilité des crimes de la guerre, la gauche française n'a pas encore entièrement reconnu ses responsabilités (Suez, l'état d'urgence de 1955, la « Bataille d'Alger », c'est le gouvernement de Guy Mollet). La culture de la gauche républicaine a eu beaucoup de mal à se trouver des affinités avec le nationalisme arabe et l'islam, c'était difficile pour l'universalisme laïque. Il y a quelques années à peine, la mémoire de la guerre d'Algérie se focalisait sur la question de la torture. Aujourd'hui, le Président algérien parle d'un « génocide colonial » et exige des excuses officielles.

Le dernier débat en date a traité de la très contestée loi française du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation en faveur des Français rapatriés (en particulier, elle vise les harkis). Le passage qui a créé de violentes réactions, tant en France (en particulier parmi les historiens qui

refusent qu'on leur impose une vision « officielle » de l'histoire) qu'en Algérie, est la seconde phrase de l'art. 4 qui stipulait : « *Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord* » (art. 4, 2^e §). Le

Président algérien a dénoncé une « *cécité mentale confinant au négationnisme et au révisionnisme* ». Ce passage a été finalement retiré sous la pression de l'opinion publique (décret du 15 février 2006 en portant abrogation).

Bibliographie

Généralités

- Ch.-R. AGERON, *La Décolonisation française*, Armand Colin, 1994.
P. BLANCHARD, S. LEMAIRE, *Culture impériale 1931-1961, les colonies au cœur de la République*, Autrement, 2011.
P. BROCHEUX (dir.), *Les décolonisations au xx^e siècle*, Armand Colin, 2012.
R. GIRARDET, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Hachette Littératures, 2005.
H. GRIMAL, *La Décolonisation de 1919 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1999.
M. MICHEL, *Décolonisations et émergence du tiers-monde*, coll. « Carré Histoire », Hachette, 2005.
J.-L. MIEGE, *Expansion européenne et décolonisation de 1870 à nos jours*, coll. « Nouvelle Clio », PUF, 1993.
A. NOUSCHI, *Les Armes retournées : colonisation et décolonisation françaises*, Belin, 2005.
P. SINGARAVELOU, *Les Empires coloniaux*, Seuil, 2013.
Revue *l'Histoire*, Dossier « Colonisation. Les massacres oubliés », n° 318, mars 2007.

Asie

• Asie du Sud et du Sud-est

- M. DASSE, *Les Guérillas en Asie du Sud-Est. Les stratégies de la guerre asiatique*, L'Harmattan, 2000.
H. O. ROTERMUND (dir.), *L'Asie orientale et méridionale aux xix^e et xx^e siècles*, Nouvelle Clio, PUF, 1999.

• Indochine

- L. CESARI, *L'Indochine en guerre, 1945-1975*, Belin, 2000.
Collections de l'Histoire, « Indochine, Vietnam : colonisation, guerres et communisme », n° 23 (avril-juin 2004).
Y. GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Plon, 1991.
A. RUSCIO, *La Guerre française d'Indochine*, Complexe, 1992.
J. SAINTENY, *Histoire d'une paix manquée, Indochine 1945-47*, Fayard, 1967. Témoignage.
H. TERTRAIS, *La Piastre et le fusil. Le coût de la guerre d'Indochine, 1945-1954*, Cheff, 2002.
H. TERTRAIS, *Atlas des guerres d'Indochine, 1940-1990*, Autrement, 2004.
M. VAÏSSE (dir.), *L'armée française dans la guerre d'Indochine (1946-1954) : Adaptation ou inadaptation*, Complexe, 2000.

Moyen-Orient

- V. CLOAREC et H. LAUREN, *Le Moyen-Orient au xx^e siècle*, Armand Colin, 2004.
H. LAURENS, *Le Grand Jeu, Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945*, Armand Colin, 1991.

Maghreb**• Algérie**

Collections de l'Histoire, « La guerre d'Algérie, sans mythes ni tabous », n° 15 (mars 2002).

B. DROZ, E. LEVER, *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Seuil, 2008.

L'Histoire, Dossier : « Guerre d'Algérie, ce qu'on savait vraiment », n° 292 (nov. 2004).

M. HARBI et B. STORA (dir.), *La Guerre d'Algérie – 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Laffont, 2004.

G. MEYNIER, *Histoire intérieure du FLN (1954-1962)*, Fayard, 2004.

G. PERVILLÉ, *Pour une histoire de la guerre d'Algérie*, Picard, 2002.

J.-P. RIOUX (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, Fayard, 1990.

B. STORA, *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)*, La Découverte, 2004.

S. THENAULT, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Flammarion, 2012.

• Tunisie, Maroc

H. BELAÏD (dir.), *Processus et enjeux de la décolonisation en Tunisie (1952-1954)*, Tunis, 1999.

S. BERNARD, *Le Conflit franco-marocain, 1943-1956* (3. Vol.), Institut de sociologie, 1963.

L. CERYCH, *Européens et Marocains, 1930-1956, sociologie d'une décolonisation*, De Tempel, 1964.

K. CHENOUFI, G. GALLO, *La Tunisie en décolonisation, 1957-1972*, éd. du Lau, 2004.

Afrique noire

Ch.-R. AGERON, M. MICHEL (dir.), *L'Afrique noire française : l'heure des indépendances*, CNRS, 2015.

H. D'ALMEIDA-TOPOR, *Naissance des États africains*, Casterman-Giunti, 1996.

C. COQUERY-VIDROVITCH (dir.), *Histoire africaine du XX^e siècle*, L'Harmattan, 2000.

É. M'BOKOLO, *L'Afrique au XX^e siècle, le continent convoité*, Seuil, 1991.

G. PERVILLÉ, *L'Europe et l'Afrique (1914-1974)*, Ophrys, 2002 (textes commentés).

La violence et la mémoire

N. BANCEL, P. BLANCHARD, F. VERGES, *La République coloniale. Essai sur une utopie*, Albin Michel, 2003.

Y. BENOT, *Massacres coloniaux, 1944-1950*, La Découverte, 2000.

P. BLANCHARD, N. BANCEL, S. LEMAIRE, *La Fracture coloniale : la société française au prisme de l'héritage colonial*, La Découverte, 2005.

P. BOURDREL, *Le Livre noir de la guerre d'Algérie*, Plon, 2003.

R. BRANCHE, *La Torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Gallimard, 2001.

R. BRANCHE, *La Guerre d'Algérie : une histoire apaisée*, coll. « Points », Seuil, 2005.

O. COLOMBANI, *Mémoires coloniales : la fin de l'empire français d'Afrique vue par les administrateurs coloniaux*, La Découverte, 1991.

M. FERRO (dir.), *Le Livre noir du colonialisme XVI^e-XXI^e siècle : de l'extermination à la repentance*, Hachette, 2004.

H. HAMON Et P. ROTMAN, *Les Porteurs de valises : La résistance française à la guerre d'Algérie*, Points histoire, 1982.

J.-J. JORDI et M. HAMOUMOU, *Les Harkis, une mémoire enfouie*, Autrement, 2008.

C. LIAUZU (dir.), *Colonisation : droit d'inventaire*, Armand Colin, 2004.

C. LIAUZU (dir.), *Violence et colonisation : pour en finir avec les guerres de mémoires*, Syllepse, 2003.

G. MANCERON et H. REMAOUN, *D'une rive à l'autre : la guerre d'Algérie, de la mémoire à l'histoire*, Syros, 1993.

G. MANDRON, *La Décolonisation armée contemporaine et ses conséquences*, L'Harmattan, 2000.

B. STORA, *La Gangrène et l'oubli*, La Découverte, 2005.

B. STORA, *Imaginaires de guerre. Les images dans les guerres d'Algérie et du Vietnam*, La Découverte, 2004.

La croissance économique et la transformation profonde de la société française après 1945

Après la dure épreuve de la guerre et de l'Occupation, et passés les premiers temps de remise en route de l'infrastructure économique et de reconstruction, la France connaît, comme ses voisins européens de l'Ouest, une période de croissance démographique et économique sans précédent. La société française se transforme profondément à cette occasion.

1 Une France affaiblie à la sortie de la guerre

■ Des destructions et des pénuries

UNE COMMISSION INTERNATIONALE DES

RÉPARATIONS a été mise en place. La France demande que 20 % des réparations payées par l'Allemagne lui soit versées. Elle tient sa première séance le 11 août à Moscou. Les réparations dues par l'Allemagne sont fixées à 20 milliards de dollars, dont la moitié pour l'URSS, 14 % pour la Grande-Bretagne, 12,5 % pour les États-Unis et 10 % pour la France, soit environ 250 milliards de francs 1945, ce qui est estimé insuffisant par la Commission française des réparations. Elle-même a chiffré le montant des dommages subis par la France du fait de l'occupation allemande à 1 400 milliards de francs 1939 ou 4 900 milliards de francs 1945.

Les combats de la Seconde Guerre mondiale en France n'avaient eu lieu que sur des parties réduites du territoire, et seulement en 1940 (campagne de France), puis lors de la libération alliée, en 1944. Mais cette dernière a provoqué des **bombardements violents**, surtout en Normandie, à l'Est et au Centre-Est (le Sud-Ouest a été à peu près épargné). Ces derniers, combinés aux destructions allemandes lors du retrait des troupes (noyage des mines, par exemple) et aux sabotages de la Résistance, ont conduit à la **destruction partielle du potentiel industriel** (50 %) et d'une grande partie du **réseau de communication** (voies ferrées, ponts, grandes routes) et du matériel ferroviaire. Le coût de la reconstruction est alors estimé à deux ou trois années du revenu national de 1938 (plus du double de celui de 1944). De plus, un million de familles sont sans abri, en hébergement provisoire. Or, ces frais ne seront pas couverts par les **réparations** obtenues par la France : 250 milliards de francs alors que les dégâts sont estimés à 4 900 milliards de francs.

En conséquence, les **pénuries** sont importantes après la libération du territoire et jusqu'en 1949 environ, à la fois en raison de la faible production des mines et de l'industrie et des difficultés des transports. Le **rationnement** alimentaire se poursuit jusqu'en 1949 (tickets), et le parc de **logements** est à la fois très vétuste (aucune réparation possible pendant l'Occupation) et insuffisant.

■ Une démographie en souffrance et une économie désorganisée

Le bilan direct de la guerre pour la France est de **650 000 morts**, comprenant les soldats (200 000) et les civils, dont les déportés. Mais si l'on ajoute la surmortalité des années de guerre et de l'immédiat après-guerre (+4 %) en raison des pénuries alimentaires, avec une recrudescence de la tuberculose, un déficit des naissances, l'augmentation de la mortalité infantile (+15 %) et le départ définitif de certaines personnes (nombre estimé à 20 000), pour beaucoup d'origine étrangère, on arrive à une estimation de **2 millions** pour la **perte démographique** totale de la France de 1945. Ceci entraîne un **problème de main-d'œuvre**

à un moment où il faut plus que jamais se remettre au travail pour reconstruire et moderniser.

En raison des pénuries diverses, **l'inflation**, déjà courante pendant l'Occupation, progresse vite et des marchés parallèles se mettent en place contre lesquels les autorités peinent à lutter. Les caisses de l'État ont été vidées par l'énorme pillage allemand (1/4 du budget total), tout comme les stocks industriels. Il faut un certain temps pour la remise en route du secteur industriel (la production est à 20 % en dessous de celle d'avant-guerre), pour réparer les dégâts. L'industrie se heurte à un problème de vétusté et d'usure prématurée d'un outillage utilisé à outrance pendant la guerre, mal entretenu en raison du manque de matières premières et jamais remplacé.

La surexploitation des mines et leur manque d'entretien a conduit à une **sévère baisse du rendement** : pour le charbon, la production n'est plus que de 26,5 millions de tonnes en 1944 contre 47,5 en 1938. La production agricole a elle aussi régressé de 20 % en moyenne par rapport à celle de 1939, pour certains produits elle se situe même très en dessous (-30 % pour le blé, -60 % pour les pommes de terre). Cette situation s'explique par le fait que les paysans ont constitué une grande part des prisonniers de guerre (2/5), que l'utilisation d'engrais a considérablement diminué, que les machines agricoles ont été immobilisées, faute de carburant, les chevaux étant réquisitionnés par l'occupant pour leur plus grande part.

■ La reconstruction politique

Le Conseil national de la résistance (créé en mai 1943) avait, après de longues négociations, présenté le 15 mars 1944 un programme de reconstruction politique, économique et sociale. À la Libération, l'union des forces issues de la Résistance se concrétise par la formation d'un **gouvernement provisoire**, sous la direction du général de Gaulle jusqu'en janvier 1946, chargé, dans le domaine politique, de mener à bien l'émergence de **nouvelles institutions** démocratiques basées sur le **suffrage universel**. La première Assemblée constituante, élue par référendum le 21 octobre 1945 (les femmes votent pour la première fois) comprend trois grandes forces politiques à peu près équilibrées : **le PCF, le MRP et la SFIO**, qui rassemblent les trois-quarts des suffrages. Une seconde assemblée législative lui succède en juin 1946, qui va proposer un projet constitutionnel incluant les revendications du MRP, projet adopté par les Français lors du référendum du 13 octobre 1946. La **Constitution de la IV^e République** établit un régime parlementaire, proche de celui de la III^e République, avec un président de la République en retrait et le pouvoir exécutif confié à un président du Conseil placé sous le contrôle de l'Assemblée.

Les premières élections législatives, qui se déroulent le 10 novembre 1946, renforcent le poids de la gauche. Les trois principaux partis sont alliés (**tripartisme**) au sein d'une coalition gouvernementale menée par la SFIO, en position centrale. Cette coalition éclate dès mai 1947 à la suite des tensions nationales (grèves de février 1947) et internationales (plan Marshall et début de la guerre froide), les ministres communistes quittant le gouvernement sous la pression.

Des rescapés de la droite, déconsidérée pour avoir en grande partie été pétainiste, voire collaboratrice, se regroupent en 1948 dans le Centre national des indépendants et paysans (**CNIP**). Quelque temps auparavant (avril 1947), le général de Gaulle avait créé le Rassemblement du peuple français (**RPF**) et les deux mouvances, **droite gaulliste et droite non gaulliste**, se trouvent en rivalité, ce qui constitue une des caractéristiques de la vie politique française pendant de longues années.

PROGRAMME DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE, 15 MARS 1944 (ASPECTS POLITIQUES)

[...] les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la Libération :

[...]

4) Afin d'assurer :

l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ;
la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ;
la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ;
la liberté d'association, de réunion et de manifestation ;
l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance ;
le respect de la personne humaine ;
l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi. [...]

Voir le chapitre 13.

RPF : Rassemblement du peuple français, fondé par le général de Gaulle le 14 avril 1947 pour mettre en œuvre le programme politique exposé dans son discours de Bayeux. Seul mouvement de

l'histoire du gaullisme fondé et présidé par Charles de Gaulle, à réunir tous les gaullistes. Il forme un rassemblement, et non un parti, auquel des membres de tous les partis politiques (sauf PCF et collaborateurs) peuvent adhérer. Il est dissous en 1954 suite à la participation de certains de ses membres à une coalition gouvernementale.

TAUX DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE (FRANCE)

1950-1960 : 4,4 % par an ;
1960-1970 : 5,5 % par an ;
1970-1973 : 5,8 % par an.

BENOÎT FRACHON INVITE LES OUVRIERS À LA « BATAILLE DE LA PRODUCTION »

◆ « Aujourd'hui, le combat que nous avons à mener prend des formes différentes ; il est peut-être moins rude, moins douloureux que l'autre, il est aussi important. Gagner la bataille de la production est aussi important que d'avoir gagné la bataille de la Libération. Si nous perdions la bataille de la production, nous perdions le bénéfice de notre victoire et de la Libération. [...] Que chacun d'entre vous se mobilise, que chacun d'entre vous pense qu'il a sa part à prendre dans ce combat, et si chacun d'entre vous a conscience de l'importance du rôle qu'il doit jouer, nous réussirons ce que nous avons réussi dans la bataille de la Libération, et c'est indispensable pour notre pays. » ◆

Les élections de 1947 et de 1948 montrent la montée de l'influence du RPF dans la vie politique française, en position d'opposant au pouvoir. Les gouvernements successifs de la « **Troisième force** » (tous les partis à l'exception du PCF et du RPF) sont fragilisés par la double et forte opposition gaulliste et communiste. Pour les **élections législatives de 1951**, afin de désamorcer un risque de crise politique majeure, des aménagements sont faits dans la loi électorale à l'échelle départementale qui, par la possibilité d'apparentements, permettent une logique majoritaire, et donc une meilleure stabilité.

2 Des facteurs de croissance multiples

Jusqu'en 1973, la France connaît la croissance la plus longue, la plus régulière et la plus forte de son histoire. À partir de 1950, sur environ un quart de siècle, le taux de croissance est presque constant autour de 5 %. Ce miracle des « Trente Glorieuses » est dû à plusieurs facteurs combinés.

■ Renouveau démographique et contexte international favorable

La croissance démographique française était, jusqu'à la guerre, et depuis plus d'un siècle, la plus faible d'Europe. Dans l'immédiat après-guerre, la natalité connaît une forte remontée : 20 % pendant les dix premières années, et encore 17 % jusqu'en 1974. C'est un phénomène inhabituel en France, qui a donné naissance à la génération dite du **baby-boom**. Mais la croissance démographique de la population française est aussi complétée par un **mouvement important d'immigration**, pour répondre à la forte demande de main-d'œuvre, face à une population active insuffisante (20 millions de personnes en 1946). On estime que, jusqu'en 1974, ce sont quatre millions d'étrangers environ, originaires du Maghreb, de la péninsule Ibérique et de l'Italie, qui se sont installés en France. En conséquence, la population totale passe de 40,5 millions en 1946 à 52,6 millions en 1975, soit 12 millions d'habitants en plus (+30 %). C'est un facteur très stimulant pour la croissance économique (équipement, logements, consommation).

La croissance française bénéficie d'un contexte international favorable. À cette époque, en effet, l'ensemble des pays industrialisés connaît une croissance continue, ceci accroît donc la **demande mondiale** et les échanges augmentent en conséquence, accompagnés par les premières mesures de libération des échanges prises dans le cadre du GATT (1947) à l'échelle mondiale, et de l'OECE (1948) à l'échelle européenne. **L'aide américaine** (plan Marshall en 1947) permet en France des investissements importants dans les secteurs décrétés prioritaires, tels que l'énergie, le BTP, la sidérurgie ou les transports. De plus, la construction européenne, lancée dès 1951 avec la mise en place de la CECA, puis de la CEE (traité de Rome en 1957) ouvre un marché de 200 millions d'habitants.

■ La bataille de la production

Dès septembre 1944, Benoît Frachon (CGT) a lancé « la grande **bataille de la production** ». Il y a alors un consensus sur la priorité à accorder à la reconstruction de la France. La relance de l'économie passe par une hausse de la production nationale d'énergie et les mineurs poussent les cadences : c'est la **bataille du charbon** ou encore celle du rail. Il faut **produire à tout prix**, aussi au sens réel du terme : en l'absence de

devises, on importe peu, et donc le coût de production n'est pas encore pris en compte, c'est la pénurie qu'il faut faire cesser et l'on rouvre même les puits les moins rentables.

Après les tensions sociales de 1947, l'Assemblée nationale adopte le **plan Mayer** d'assainissement financier (janvier 1948) qui permet un ajustement des salaires et des prix, une diminution des dépenses publiques et un prélèvement exceptionnel sur les hauts revenus. À partir de 1949, on vise désormais à **moderniser l'appareil de production** et à produire à moindre coût, **l'amélioration de la productivité** doit être partout recherchée. Dans le secteur minier et sidérurgique, le premier plan puis les débuts de la CECA (cf. chap. 15) ont un effet très stimulant.

■ L'État, moteur de la croissance

De tradition ancienne, l'État en France a joué **un rôle économique particulièrement important**. On se souvient que le Front populaire avait nationalisé quelques usines d'armement (août 1936), les compagnies de chemins de fer (SNCF créée en août 1937) ; les secteurs de la construction aérienne et des chantiers navals avaient été également partiellement nationalisés en 1937. Le « retour à la nation » des grands moyens de production est inscrit dans le programme du CNR, ce qui facilite une quasi-unanimité nationale dans ce domaine.

Avec la vague de **nationalisations** des années 1945-1948, l'État s'affirme donc dans son rôle de producteur de biens et de services. Ces nationalisations portent sur les **secteurs de l'énergie, de l'industrie automobile et de l'aéronautique, des transports, enfin du secteur bancaire et des assurances**. Elles s'effectuent en plusieurs temps. Le gouvernement provisoire nationalise d'abord les houillères du Nord (décembre 1944, création des Charbonnages de France) et les usines Renault (qui deviennent une régie nationale en janvier 1945), sans compensation financière en raison de sa collaboration avec l'ennemi, tout comme les sociétés Gnome et Rhône, de construction de moteurs d'avions (avril 1945, deviennent la SNECMA). Ensuite, il poursuit avec la nationalisation des transports aériens (mars-juin 1945 et en 1948, création d'Air France après la fusion des compagnies). Le secteur bancaire est mis sous contrôle avec la nationalisation de la Banque de France (déjà sous un certain contrôle public depuis 1936) et des quatre plus grandes banques françaises de dépôts (Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale pour le commerce et l'industrie et Comptoir national d'escompte de Paris, ces deux dernières fusionnant pour former la Banque nationale de Paris) et la création du Conseil national du crédit chargé de veiller au bon fonctionnement du système bancaire (décembre 1945). Quelques mois plus tard (mai 1946), c'est au tour du Crédit foncier, du Crédit national, du Crédit agricole et du Crédit populaire. Enfin, le gaz et l'électricité (Électricité de France et Gaz de France), la Caisse des dépôts et consignations et les onze plus grandes compagnies d'assurances (avril 1946) sont à leur tour nationalisés. En 1948, le statut de la Compagnie des transports parisiens, déjà nationalisés de fait, est régularisé avec la création de la RATP et l'État prend le contrôle de la marine marchande.

L'État a donc désormais un rôle fondamental dans le financement de l'économie. Il crée de nombreux **organismes publics**, destinés à encadrer l'économie (Bureau de recherche pétrolière ou Commissariat à l'énergie atomique) et fait un effort particulier pour appuyer la recherche (création du CNRS). Il oriente l'économie et contribue au développement de la production nationale par la **planification** (indicative) mise en place dès le gouvernement provisoire (décembre 1945,

LA RÉACTION DU PATRONAT AUX MESURES ÉCONOMIQUES ET AUX NATIONALISATIONS

◆ « Le patronat français proteste avec force contre les ravages croissants de l'étatisation sous toutes ses formes [...]. Un gouvernement aux prises avec un déficit catastrophique de son budget et une pléthore insupportable de ses fonctionnaires serait bien avisé de limiter ses tâches immédiates et de ne pas s'aventurer dans une extension de ces nationalisations dont un nombre croissant de Français commencent à comprendre qu'elles sont un leurre et fort ruineuses. Les opérations réalisées ont profondément démoralisé l'épargne [...]. L'industrie de transformation peut ne pas se sentir directement menacée par le programme de nationalisations. Elle n'a pas moins un besoin impérieux qu'on lui assure aux meilleures conditions son charbon, son électricité, ses matières premières, son crédit. Or, les premiers résultats d'exploitation des sociétés nationales n'ont rien, à cet égard, de particulièrement rassurant. Rien n'est possible sans un renouveau de l'esprit d'entreprise. » ◆

Lettre de la Commission d'organisation du CNPF au président du gouvernement provisoire, 21 février 1946, cité par G. Lefranc, *Les Organisations patronales en France*, Payot, 1976.

LE CONCORDE



création du Commissariat général du plan), suivant en cela les idées du Conseil national de la résistance. Jean Monnet devient, en janvier 1946, le premier commissaire au plan et fait adopter le premier « **Plan de modernisation et d'équipement** », en novembre de la même année. Ce plan quinquennal (1947-1951) prévoit de privilégier six secteurs de base (charbon, électricité, acier, ciment, transports, équipement et machines agricoles), dont la croissance est considérée comme indispensable au développement de tous les autres.

Tous les cinq ans, ces plans seront renouvelés et adaptés aux nouvelles conditions économiques et sociales. C'est ainsi que **six plans** se succèdent jusqu'en 1975, tous les gouvernements successifs, et pourtant politiquement divergents, étant d'accord sur le principe d'une planification indicative (en mai 1961, le général de Gaulle insiste sur « l'ardente obligation » du Plan). Au-delà de la modernisation en marche, quelques **grands projets industriels** sont mis en œuvre, tels que le projet du Concorde (1962), le plan « Calcul », grand projet industriel et technologique (1966), le lancement du TGV (1969) et de l'Airbus (1970), ou le projet du « nucléaire civil » (1973). L'État fournit ainsi, dans la durée, un effort financier remarquable : 50 % de l'investissement productif du pays en 1948, encore 28 % en 1958.

3 *Les Trente Glorieuses : un bouleversement profond de la société française*

■ La réorganisation des secteurs de l'économie

La **production agricole** est multipliée par deux, alors que dans le même temps les superficies cultivées diminuent de 10 % et que la population paysanne passe de 7 à 3 millions de personnes. Cette évolution s'explique par une **modernisation** rapide (machines, engrais, aliments pour bétail, etc.) qui contribue à une forte augmentation des rendements. Grâce aux lois d'orientation (1960 et 1962) qui mettent en place les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) et l'indemnité de départ, la concentration des exploitations est encouragée, ce qui conduit aussi à un rajeunissement des agriculteurs. Cependant, la croissance du secteur agricole s'avère deux fois moins rapide que celle des secteurs industriels et des services. C'est donc un déclin relatif. Pourtant, la mise en place de la **PAC** (1962) contribue à faire de la France la **première puissance agricole d'Europe**. À partir de 1971, la balance agro-alimentaire de la France devient excédentaire.

L'industrie française a retrouvé dès 1950 son niveau de production de 1929 et dès lors, la croissance est de 10 % par an pendant les années 1950. La **restructuration** de l'industrie, commencée dès le premier plan d'équipement, se poursuit tout au long des années 1960 et 1970. En 1968, le secteur secondaire emploie **40 % de la main-d'œuvre**, niveau le plus élevé jamais atteint. Ces transformations impliquent des **investissements** massifs, ce qui aboutit progressivement à un contrôle du secteur par des puissants groupes financiers (Suez, Paribas, Banque Rothschild, groupe Empain-Schneider, Banque Lazard). En 1979, la France compte neuf groupes parmi les cent premières sociétés industrielles mondiales. La **concentration** qui s'est renforcée a abouti à l'élimination, dans certains secteurs clés, des petites entreprises parallèlement à la pénétration des entreprises étrangères.

Pour suivre la croissance de la production, la consommation et donc la **dépendance énergétique** française se sont lourdement accrues (41 % en 1946, 75 % en 1973). Pourtant la production d'énergie nationale

Voir le chapitre 15.

s'est développée avec le **charbon** (maximum atteint en 1958 : 59 millions de tonnes) et l'**hydro-électricité** (barrages de Génissiat en 1948, de Donzère-Mondragon en 1952). Mais le poids des salaires (110 000 mineurs de fond) a empêché de faire baisser les coûts d'exploitation. À partir de 1958, l'expansion du gaz naturel (gisement de Lacq, 1951) et l'augmentation soutenue des **importations de pétrole**, peu coûteuses, sont fatales au secteur charbonnier. Malgré une large grève des mineurs en 1963, les fermetures de puits commencent. Les **importations de gaz** se développent à partir de 1965 (Algérie, Pays-Bas). Dans le **secteur électrique**, la croissance des besoins à un rythme soutenu (industrie et usage domestique généralisé) a été permise par des modernisations techniques, puis la construction, après celle des grands barrages, de grandes centrales thermiques multicom bustibles. La France avait aussi développé sa propre **filière d'énergie nucléaire**, à l'uranium naturel, en parallèle avec les recherches militaires qui lui permettent, en 1960, l'explosion de sa première bombe atomique. À partir de 1969, elle abandonne cette technique au profit de la filière américaine à l'uranium enrichi, choix déjà opéré par tous les autres pays européens. Le **secteur tertiaire** a connu pendant cette période une forte poussée liée à l'urbanisation et au développement de la consommation de masse (voiture individuelle et équipement électroménager), tout comme à la croissance des services publics (dont l'enseignement) ou commerciaux (banques, assurances). La population active du secteur tertiaire passe de 34 % du total en 1946 à 52 % en 1975, soit une progression bien plus rapide que dans toute la première partie du xx^e siècle. Et 75 % des nouveaux emplois sont désormais créés dans ce secteur, avec de nouveaux secteurs en développement comme celui du tourisme.

■ Société de consommation et changement des mentalités

Avec la forte augmentation du **niveau de vie** (multiplié par quatre entre 1946 et 1975), l'équipement des ménages se modernise très vite (automobiles, réfrigérateurs, téléviseurs, etc.). Les Français ont des loisirs (dont le sport) et prennent de plus en plus de vacances. Un phénomène nouveau des années 1960 est le développement des sports d'hiver, encore réservés à l'époque aux classes aisées.

Le **prolongement des études** (scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans à partir de 1959) est un phénomène majeur de l'ère du baby-boom, ce qui multiplie rapidement la population scolaire et universitaire. Les gouvernements successifs doivent investir massivement et en urgence dans de nouveaux établissements.

Les **mœurs** évoluent plus lentement : si la télévision a offert une nouvelle ouverture sur le monde et a favorisé la diffusion de modes musicales et vestimentaires, particulièrement chez les jeunes, dans les familles, le père détient toujours l'autorité et fixe les interdits, en particulier sexuels. Mais après le choc de 1968, la société française se transforme également dans ce domaine. La contraception est autorisée par la loi Neuwirth (1967) et l'interruption volontaire de grossesse est libéralisée en 1975 (Loi Veil), après une rude bataille médiatique.

Il faut aussi noter **quelques permanences** héritées du passé et encore bien présentes au cours des années 1960 : en ville, on grimpe encore dans le bus par la plate-forme où attend le receveur (tout comme le poinçonneur dans le métro). Dans les campagnes, vidées par l'**exode rural** qui s'est accéléré, la modernisation n'est pas uniforme et beaucoup de régions rurales vivent sur un rythme ancestral.

SALON DE L'AUTOMOBILE, 1950



RAPPORT DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE DU LOT, 1959

◆ L'électricité est dans toutes les maisons, mais l'installation est rudimentaire. Tous les services ne sont pas exploités. Une ampoule unique et de puissance insuffisante éclaire la grande cuisine. La femme qui a atteint la cinquantaine n'est jamais allée chez le coiffeur. Elle ne se lave que très rarement la tête, n'en ressentant pas le besoin. [...]

L'eau sous pression n'est installée qu'aux écoles et dans quatre foyers. Dans tous les autres, soit soixante-cinq, la femme va chercher l'eau à la citerne ou au puits. [...] La femme accomplit toutes les besognes dans de très mauvaises conditions. Elle fait la lessive pliée en deux sur un baquet qui n'est même pas à sa portée et qu'elle doit vider ou remplir au fur et à mesure des besoins. Elle fait bouillir son linge à l'âtre, dans un chaudron, tout comme elle y fait cuire l'alimentation du bétail.

Pas d'endroit réservé pour faire la toilette. Parfois, on trouve une table de toilette et un broc et une cuvette dans un coin de la chambre à coucher. La pièce n'est pas chauffée ou l'est insuffisamment. ◆

**L'APPEL DE L'ABBÉ PIERRE*,
LE 1^{er} FÉVRIER 1954 (RADIO)**

◆ « Mes amis, au secours ! Une femme vient de mourir gelée, cette nuit à trois heures, sur le trottoir du boulevard Sébastopol, serrant sur elle le papier par lequel, avant hier, on l'avait expulsée. Chaque nuit, ils sont plus de 2 000 recroquevillés sous le gel, sans toit, sans pain, plus d'un presque nu. Devant l'horreur, les cités d'urgence, ce n'est même plus assez urgent ! [...] La météo annonce un mois de gelées terribles. [...]

Je vous prie, aimons-nous assez tout de suite pour faire cela. Que tant de douleur nous ait rendu cette chose merveilleuse : l'âme commune de la France. Merci ! Chacun de nous peut venir en aide aux "sans abri". Il nous faut pour ce soir, et au plus tard pour demain : 5 000 couvertures, 300 grandes tentes américaines, 200 poêles catalytiques. [...] Grâce à vous, aucun homme, aucun gosse ne couchera ce soir sur l'asphalte ou sur les quais de Paris. Merci ! » ◆

*Fondateur de l'organisation humanitaire Emmaüs.

Voir le chapitre 22.

■ La redistribution des groupes sociaux

Si les années 1960 sont celles de l'**apogée de la classe ouvrière**, avec des vastes usines travaillant à la chaîne (Renault Billancourt, par exemple), à partir du début des années 1970, le nombre d'ouvriers stagne (env. 38 % en 1975), en raison de l'automatisation croissante des tâches. Avec la rapide diminution des petits patrons du commerce et de l'industrie (de 12 à 8 %), le recul de la paysannerie (de 27 à 9 %), le développement d'une classe moyenne de salariés et la progression du travail des femmes, le **paysage social français** est considérablement bouleversé.

L'État joue un rôle de redistribution et de protection sociale (**État-providence**). Cependant, les inégalités sociales persistent largement : les paysans, en particulier, sont souvent dans de grandes difficultés, et l'écart entre les revenus des riches et des pauvres s'accroît. L'appel de l'abbé Pierre à la radio, le 1^{er} février 1954, révèle l'ampleur de la **pauvreté** dans une France qui s'est pourtant bien enrichie depuis la Libération. La croissance urbaine a été très forte pendant les Trente Glorieuses. Dans les villes, les flux de migrants sont venus s'ajouter à une **population en mal de logement** et les étrangers n'ont eu d'autre alternative qu'une installation dans des foyers ou dans des baraquements (bidonvilles) en périphérie des grandes villes (par exemple Nanterre). Les pouvoirs publics ont dû réagir à ce problème, mais il a fallu attendre les années 1970 pour que soit éradiqué le dernier bidonville. Les municipalités avaient pourtant pris à bras-le-corps le **problème crucial du logement**, qui combine la pénurie de surfaces disponibles et le très mauvais état général du parc immobilier. Pour faire face à ces besoins urgents est né le concept architectural des **grands ensembles**, qui limitait les coûts et la durée de construction. On a ainsi construit dans l'urgence des « **cités-dortoirs** » (Sarcelles, Vénissieux, etc.). Dans un premier temps, c'est une réelle amélioration de la vie quotidienne pour les bénéficiaires de logements sociaux (les HLM) : eau courante, salle d'eau et WC intérieurs, chauffage central, plus de pièces et de surface pour chaque famille. Ce n'est qu'à partir du milieu des années 1970, quand la plupart des habitats provisoires auront disparu, que se poseront les problèmes sociaux que l'on connaît de nos jours.

4 Des difficultés persistantes dans un contexte français spécifique

Malgré cette croissance extraordinaire et cette véritable mutation de l'économie et de la société française, un certain nombre de difficultés spécifiques à la France vont freiner sa compétitivité.

■ Une inflation trop forte et des dépenses excessives de l'État

L'inflation « **galopante** » a diverses causes. La très forte demande de biens de consommation tend à faire pression sur les prix et fait monter les coûts des matières premières. Les revendications salariales, de la part des travailleurs qui réclament leur juste part de la croissance, participent aussi à cette pression à la hausse. Enfin, l'arrivée massive (1,5 million) et brutale de rapatriés d'Algérie en 1962 a aussi joué sur cette inflation. Celle-ci a pourtant quelques effets positifs : la réduction constante de la valeur de la dette (privée et publique) incite encore davantage à la consommation, renforçant la demande et créant un climat d'abondance. Mais les effets négatifs l'emportent. La consé-

quence en est majeure sur le commerce extérieur, avec des prix élevés, ce qui a entraîné **huit dévaluations** entre 1944 et 1969. Certaines catégories de la population, tels que les petits rentiers ou encore les propriétaires ruraux en ont été les victimes.

Les gouvernements successifs se sont préoccupés de cette situation monétaire. Dès 1952, **Antoine Pinay** lance un **plan de rigueur** budgétaire, un emprunt d'État et fait de la défense du franc et de la lutte contre l'inflation sa priorité. Avec la reconstruction et la mise en place des nombreuses mesures sociales, l'État français s'est en effet largement endetté, le budget est très fortement déficitaire et de ce fait, la pression fiscale s'est accrue pour limiter cet endettement. Le problème est largement amplifié par le gouffre financier que représente le poids des guerres de décolonisation successives et ininterrompues de 1946 à 1962 (Indochine et Algérie).

Lors de son retour au pouvoir, le général de Gaulle relance une politique de stabilité économique et monétaire. Il fait appel à son ministre des Finances, Antoine Pinay, et à Jacques Rueff (qui préside un comité de réflexion sur l'équilibre budgétaire), lesquels proposent en 1958 un plan pour un retour progressif à l'équilibre budgétaire et la création d'un **nouveau franc**, après dévaluation. Les effets en furent positifs sur la stabilité monétaire et budgétaire française jusqu'en 1968, même s'il n'a pas eu pour conséquence la modération salariale souhaitée.

■ Une économie trop fermée et une compétitivité handicapée

L'ouverture de l'économie française reste limitée, les **exportations** ne représentant que 11 % du PIB en 1960, autant que dix ans plus tôt et moins qu'en 1929. De plus, une partie de ces échanges, comme dans l'entre-deux-guerres, se réalise avec les pays de l'empire colonial (30 % du commerce extérieur de la métropole dans les années 1950).

Malgré la modernisation rapide du secteur industriel, l'inflation a fait monter les **coûts sociaux**, ce qui représente un handicap sur les marchés extérieurs, alors que l'ouverture, grâce à l'Europe en construction et la mondialisation qui se développe, est de plus en plus grande. L'accent a été mis sur le développement des industries lourdes au détriment des secteurs plus modernes, mais les petites structures archaïques sont encore dominantes. Les **disparités** se sont aggravées entre les branches d'activité, avec le déclin des branches traditionnelles du charbon, de la sidérurgie et du textile, d'où des déséquilibres entre les vieilles régions industrielles et les pôles tertiaires.

La très grande **dépendance énergétique** du pays, qui s'accroît d'année en année (de 30 % en 1950 à 77 % en 1973), avec une consommation qui augmente très rapidement, va s'avérer une forte contrainte lors des premières secousses de la crise énergétique de 1973. Mais avant même les prémices de la crise, des déséquilibres se manifestent. Malgré les mesures strictes, l'inflation dépasse 6 % par an entre 1968 et 1973 et le taux de chômage s'élève à 3 % dès le début des années 1970. Certains y voient déjà les premiers signes d'un retournement de conjoncture, qui sera amplifié par la crise monétaire et pétrolière.

■ Une inégalité régionale renforcée

En 1947, un géographe, Jean-François Gravier, devenu célèbre par la formule trouvée, écrit un ouvrage sur *Paris et le désert français* dans lequel il dénonce les forts déséquilibres en équipement du territoire français. Il faudra plus d'une quinzaine d'années pour que l'État crée la **Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale** (DATAR, 1963) afin de remédier progressivement à cette situation, en

DÉVALUATIONS

1944 : 1 F = 17,9 mg d'or fin ;

1945 : 1 F = 7,5 mg ;

1969 : 1 F = 1,6 mg.

LE NOUVEAU FRANC (1960)



Le 1^{er} janvier 1960 est mis en circulation le « nouveau franc » ou « franc lourd ». Il vaut 100 anciens francs. Le président De Gaulle veut que ce nouveau franc soit synonyme de stabilité et de puissance (la semeuse coiffée du bonnet phrygien rappelle le franc stable d'avant 1914).

Voir le chapitre 20.

HUIT MÉTROPOLES D'ÉQUILIBRE :

Lille, Nancy-Metz, Lyon, Marseille, Toulouse, Nantes, Bordeaux et Strasbourg.

particulier en créant **huit métropoles d'équilibre** pour tenter de désamorcer la trop grande force d'attraction parisienne.

En attendant, la forte croissance française pousse au contraire au renforcement des différences entre régions, avec un exode rural très important qui entraîne un surcroît de croissance urbaine et donc un déséquilibre économique (emploi) et humain. Certaines régions se désertifient (Massif central, Alpes du Sud), tandis que **l'Île-de-France** frôle bientôt les 10 millions d'habitants qui peuplent les banlieues ou les villes nouvelles (**huit villes nouvelles**, dont cinq dans la région parisienne). Pourtant, grâce à de très nombreuses **opérations d'investissement**, les villes de province profitent aussi, mais inégalement, de la création de nombreux emplois. Sont aussi menés à bien l'assainissement et l'aménagement touristique du littoral de Languedoc-Roussillon et l'équipement de la côte aquitaine.

■ Des tensions politiques persistantes

Après la rupture du tripartisme, **l'instabilité ministérielle** se poursuit de 1947 à 1958, mais aussi paradoxalement un **immobilisme centriste**. Les partis de gouvernement sont traversés de graves contradictions en raison de certains problèmes difficiles que rencontre la IV^e République, malgré la forte croissance et la progression générale du pouvoir d'achat, en particulier les échecs dans le cadre de la construction européenne (question de la CED) et surtout les graves difficultés des guerres coloniales. La Troisième force éclate, les socialistes s'opposant au MRP sur plusieurs questions, et les coalitions gouvernementales se constituent, à partir de 1952, avec **l'apport de la droite** (CNI).

Pierre Mendès France, dirigeant du Parti radical, au gouvernement de juin 1954 à février 1955, va un moment trouver un accord politique lui laissant les mains libres pour régler la question indochinoise et celle du Maroc et de la Tunisie. Il est devenu par la suite un véritable mythe politique (le **mendésisme**) malgré sa courte participation au gouvernement. Son successeur, Edgar Faure, préside un gouvernement de centre-droit mis en difficulté par la montée du mouvement populiste de Pierre Poujade (**poujadisme**) qui réclame moins d'impôts et une protection des petits commerçants. Il tente de faire face par une dissolution de l'Assemblée, mais il perd les élections législatives de 1956 face au **Front républicain** (alliance du centre-gauche des radicaux et de la gauche non communiste).

Guy Mollet conduit par la suite le gouvernement le plus durable de la IV^e République, satisfaisant aux revendications sociales par des avancées, dont la 3^e semaine de congés payés. Il poursuit le travail mis en œuvre par Pierre Mendès France en achevant la décolonisation de la Tunisie et du Maroc, puis en ouvrant la voie à celle des colonies d'Afrique noire (loi-cadre Defferre d'autonomie interne). Mais il échoue gravement sur la **question algérienne** où le contingent a commencé à être envoyé. Après la chute de son gouvernement, l'instabilité ministérielle atteint son comble avec la crise du 13 mai 1958 et le président René Coty fait appel au général de Gaulle dans une tentative désespérée d'éviter la guerre civile.

Celui-ci accepte la présidence du Conseil en exigeant les pleins pouvoirs (loi du 3 juin) et sous la condition qu'une **nouvelle constitution** soit préparée, celle de la V^e République, qui entre en vigueur en octobre de la même année. Par la suite, le général de Gaulle franchit une nouvelle étape dans le **renforcement du pouvoir exécutif** face au pouvoir parlementaire en faisant mettre en œuvre l'élection du président de la République au suffrage universel direct (référendum de 1962, première élection dans ce cadre en 1965). Les institutions de la

Voir les chapitres 15 et 16.

PIERRE POUIJADE (1920-2003)

Libraire-papetier originaire de Saint-Céré (Lot). À la suite d'une opposition collective à des contrôles fiscaux, il crée en 1953 l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA), destinée à défendre les intérêts des artisans et des petits commerçants face à la modernisation. Il appelle à des grèves de l'impôt qui s'étendent assez rapidement. D'abord mouvement corporatiste, l'UDCA se transforme en parti politique (Union et fraternité française – UFF), 52 députés (2,4 millions de suffrages,) et présente des candidats aux élections de 1956, avec un certain succès (11,6 % des suffrages et 52 députés, 22 invalidés par la suite), mais peu durable. La révolte antifiscale devient patriotique et s'appuie sur la défense de l'empire et sur les terroirs, à contre-courant des évolutions de la société française.

V^e République ont ainsi contribué à la mise au second plan de l'Assemblée, à la **bipolarisation** de la vie politique française en raison du scrutin majoritaire et au rôle central du gaullisme comme fédérateur de la droite, jusqu'en 1974.

■ Une certaine agitation sociale

Dans un premier temps, la nouvelle situation des banlieues avait été bien accueillie. Par la suite, avec la dégradation des immeubles construits dans l'urgence et à moindre coût, un certain mal-être a commencé à se développer. Mais ce phénomène prendra son ampleur à partir des années 1980.

Cette époque est aussi celle de l'apogée de l'industrie et donc de la classe ouvrière. Les immenses usines « à la chaîne », comme dans le secteur automobile qui rassemble des milliers de travailleurs sur un même lieu, vont être le théâtre de grandes grèves de revendications, en particulier à partir de **1968**, année tournant par excellence. Les inégalités sociales persistent, et même si pendant un temps elles ont été masquées par la forte progression générale du pouvoir d'achat, de temps à autre, les luttes reprennent le dessus. C'est pourquoi le **mouvement étudiant**, qui commence à l'université de Nanterre en mars 1968, pour s'étendre ensuite aux universités parisiennes (dont la symbolique Sorbonne), puis à l'ensemble du pays, **va se propager rapidement à la classe ouvrière**. En effet, si l'université, selon les étudiants, n'a pas suffisamment évolué pour suivre les changements sociaux et que les rapports professeurs-étudiants semblent très en retard, les ouvriers ressentent la même chose dans le rapport aux patrons, à l'intérieur des entreprises. Ils réclament, entre autres, la nomination et la protection de délégués syndicaux. Le pays reste paralysé pendant près de deux mois et c'est un véritable choc pour la société française qui ne sera plus jamais comme « avant 68 ».

Mai 68

◆ « [Les événements de mai 1968] représentaient une remise en cause des hiérarchies, d'ailleurs moins celles des intelligences et des talents que celles des fonctions. Contrairement à d'autres, je n'estimais pas que les jeunes se trompaient : nous vivions bel et bien dans une société figée. Mai 68 fut très largement la contestation des patrons d'université, des pontes de la médecine, des ministres, des chefs d'entreprise, de tous les mandarins qui croyaient détenir leurs pouvoirs d'une sorte de droit divin. Ce mouvement exprima d'abord un vaste besoin de s'affirmer, de prendre la parole, à la Sorbonne, à l'Odéon ou ailleurs. Contrairement à ce que répétaient les ténors de la droite, tout ne se résumait donc pas à des délires gauchistes ; une réelle envie de faire bouger les choses se faisait jour au sein de la jeunesse. » ◆

Simone Veil, *Une vie*, Stock, 2007, p. 153.

Voir « Le point sur... » à la fin de ce chapitre.

Conclusion

Cette crise entraîne, à plus long terme, un rejet du gaulliste jugé trop conservateur. Son successeur en 1969, Georges Pompidou, proche collaborateur du général, commence ainsi une modernisation politique assez nette. Celle-ci passe, entre autres, par des changements importants en politique extérieure, en particulier dans le domaine européen (acceptation de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun). Pourtant les mutations de la troisième révolution industrielle ont commencé, avec pour conséquence le déclin des vieilles industries et la montée du chômage. Celui-ci double en quelques années pour atteindre 500 000 personnes dès 1969. La création de l'ANPE, en 1967, est un signe des temps. Cependant, cette époque des Trente Glorieuses reste la période de croissance la plus forte de son histoire qu'ait connue la France.

Avec Valéry Giscard d'Estaing, qui est élu après le décès de Georges Pompidou, en 1974, c'est une nette rupture politique et sociale qui s'engage. Très jeune (48 ans lors de son élection), le nouveau président n'est pas issu du parti gaulliste. Il n'hésite pas à bouleverser les conceptions économiques et monétaires traditionnelles et il met en place des réformes de modernisation sociale (majorité à 18 ans, fin de la peine de mort, autorisation de l'interruption de grossesse, etc.) qui correspondent aux évolutions profondes de la société française. Mais la crise économique va casser cette nouvelle dynamique.

Le point sur...

La crise de mai 1968 en France : sens et portée

Le 22 mars 1968 se déclenche, à la faculté des lettres de Nanterre, un mouvement de contestation qui va bientôt s'étendre à l'ensemble des universités, puis à la France entière. Ce mouvement en trois phases, étudiante, sociale puis politique, a marqué durablement la société française, politiquement et socialement. Aux origines du mouvement étudiant se mêlent les problèmes internationaux (guerre du Vietnam, modèle marxiste et modèle chinois), une certaine sclérose politique, les dysfonctionnements de l'enseignement supérieur et l'autoritarisme ambiant, enfin l'explosion de la société de consommation.

À partir du 22 mars, des étudiants « gauchistes » occupent la salle du Conseil de la faculté de Nanterre. Le 2 mai, le président prend la décision de la fermeture. Le lendemain, la police intervient à la Sorbonne où des étudiants avaient à leur tour occupé des locaux. Ceci entraîne une nuit d'émeutes et déclenche les premières manifestations dans Paris (6 et 7 mai). Face aux violentes réactions policières, le 10 mai sont érigées des barricades et le 13 mai se déclenchent une grève générale et une manifestation organisée par les centrales syndicales et les partis de gauche, pour protester contre la répression policière.

Le mouvement étudiant laisse alors place à un mouvement social généralisé : parti de l'usine Sud-Aviation de Nantes (14 mai) et des usines Renault à Billancourt (16 mai), le mouvement s'étend rapidement (21-

22 mai) et bientôt près de dix millions de grévistes paralysent le pays et contraignent le gouvernement Pompidou à négocier (25-27 mai : accords de Grenelle, avec revalorisation des salaires, réduction du temps de travail, représentation syndicale). Mais les grévistes des usines Renault rejettent ces accords et poursuivent leur action, un grand meeting étudiants-ouvriers est organisé par l'UNEF et le PSU au stade Charléty (27 mai).

Le pouvoir gaulliste est remis en cause et il semble sur le point de chavirer face à cette mobilisation presque générale. Le 28 mai, François Mitterrand réclame publiquement un gouvernement provisoire sous la présidence de Mendès France. De Gaulle dissout alors l'Assemblée nationale (30 mai) et reçoit le jour même un soutien fort lors d'une vaste manifestation sur les Champs-Élysées (plus de 500 000 personnes). Les grèves se poursuivent néanmoins, mais les élections législatives (23 et 30 juin) confirment ce retournement vers un retour à l'ordre : le pouvoir gaulliste sort très largement conforté de la crise avec plus de 60 % des voix pour l'UDR (l'ensemble des forces de droite totalisant plus de 79 % de voix).

Malgré cet échec des forces de gauche, le mouvement de mai 1968 est devenu un mythe dans les mémoires et les répercussions de mai 1968 sur la société française ont été nombreuses et marquantes. Tout d'abord, le modèle hiérarchique et autoritaire qui dominait l'État et les institutions sociales (partis,

syndicats, églises, familles) est totalement remis en cause. Il a fallu attendre le milieu des années 1970 pour que ces changements s'inscrivent dans la loi (par exemple l'abaissement de la majorité à 18 ans). Ce fut aussi une volonté de transformation totale des mœurs et de la civilisation : développement du féminisme, libération sexuelle, mais aussi recherche de nouvelles formes sociales telles que l'auto-gestion ou l'écologie. Ce fut enfin une formidable porte ouverte à l'imagination (« *l'imagination au pouvoir* ») avec la libération des esprits trop longtemps contraints et soudainement ouverts à toutes les expériences, une véritable « révolution culturelle ».

Que reste-t-il aujourd'hui de mai 1968 ? Si la rébellion et l'expérimentation sociale ont fait long feu, il en est néanmoins resté une transformation profonde et durable de la société française. La révolte anti-autoritaire a agi en profondeur sur la nature du lien familial et social, sur les interdits sexuels et sur le pouvoir masculin dominant, sur les relations dans l'entreprise ou dans l'enseignement. La structure et le comportement de la société française aujourd'hui en montrent l'influence.

L'habitude désormais bien lancée de commémorer tous les dix ans cet anniversaire a produit une abondante littérature dont il faut noter qu'elle est largement dominée par les anciens acteurs du mouvement, ce qui tend évidemment à en orienter la lecture. P. Bénéton et J. Touchard ont élaboré un inventaire établis-

sant une typologie des diverses interprétations de la crise de mai-juin 1968. Ils distinguent huit types d'interprétations qu'il convient de combiner pour approcher une explication crédible des causes de la crise de 1968, parmi lesquelles *l'enchaînement de circonstances* où le hasard a aussi joué un certain rôle.

De la part de groupuscules gauchistes (et non des communistes, comme le dénonçait de Gaulle) il y a probablement eu une *entreprise de subversion* qui a trouvé un écho chez les étudiants, d'autant plus qu'ils ressentaient à la fois la *crise de l'université* et une inquiétude grandissante pour les débouchés, dans un contexte de chômage déjà croissant. Ce mouvement est au départ une *révolte de la jeunesse* pour

laquelle la fête, le jeu, la libération de la parole sont des éléments fondamentaux, certains y voient même une explication psychanalytique par le « meurtre du père ». On peut ajouter que le blocage de la société française en matière de contraception, d'avortement, de pratiques sexuelles a sans doute généré un effet de « rattrapage ». Autre élément, mais non spécifique à la France, celui d'une *révolte spirituelle* de refus de la société de consommation.

Avec l'extension sociale et politique du mouvement, on peut lire clairement un *conflit de classes* (la lutte des classes est alors encore idéologiquement très forte et elle est le fait de la classe ouvrière, ce qui explique la volonté des étudiants, non sans mal, de se rapprocher des

ouvriers), mais d'un type nouveau, avec la mise en avant de nouvelles catégories sociales (dont les femmes et les immigrés) et la lutte contre les hiérarchies et l'autorité, d'où la difficulté des syndicats et des partis traditionnels à s'y faire accepter. Il est combiné avec un *conflit social de type traditionnel* lié à la conjoncture défavorable de 1966-1967 (montée du chômage, recul de la consommation, inflation). Enfin, même si cela s'avère un échec total, il s'agit d'une *crise politique* dans laquelle les institutions de la V^e République et la personne même du général de Gaulle (qui a pu incarner l'autorité tant rejetée sous toutes ses formes : le père, le patron, le président) ont été mises en cause, sans qu'il y ait eu une réponse crédible de l'opposition de gauche, d'où un vide politique.

Bibliographie

Généralités et essais

Ces ouvrages comportent des bibliographies très complètes auxquelles vous pourrez vous reporter pour effectuer des recherches plus approfondies.

- P. AVRIL, G. VINCENT, *La IV^e République, histoire et société*, MA Éditions, 1988 (dictionnaire lexique).
 C. BONNET, *Économie, société, culture en France depuis 1945*, Ellipse, 2004.
 Collectif, Dossier « Les années de Gaulle 1958-1974 », *L'Histoire*, n° 102, juillet 1987.
 Collectif, Dossier « Georges Pompidou et les Français », *L'Histoire*, n° 175, mars 1994.
 G. DUPEUX, *La France de 1945 à 1965*, Armand Colin, 1969 (choix de textes).
 J. FOURASTIÉ, *Les Trente Glorieuses, ou la Révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard, rééd. 2004.
 P. GAUCHON, *Le modèle français depuis 1945*, coll. « Que sais-je ? », PUF, 2015.
 P. GOETSCHÉL, B. TOUCHEBŒUF, *La Quatrième République : la France de la Libération à 1958*, Le Livre de Poche, 2004.
 S. GUILLAUME, *La France contemporaine. Chronologie commentée (1946-1990)*, t. 1 : *La IV^e République*, Perrin, 1992.

Vie politique

- J.-M. AUBIER, *La République du Général*, Stock, 1973.
 J. BARSALOU, *La Mal-Aimée. Histoire de la IV^e République*, Plon, 1964.
 J.-J. BECKER, *Histoire politique de la France depuis 1945*, coll. « Coursus », Armand Colin, 2015.
 S. BERSTEIN, *La France de l'expansion, La République gaullienne 1958-1969*, coll. « Points », Seuil, 1989.
 S. BERSTEIN et J.-P. RIOUX, *La France de l'expansion, l'apogée Pompidou 1969-1974*, coll. « Points », Seuil, 1998.

M. WINOCK, *Journal politique*, éd. Thierry Marchaise, 2015.
 V. BORELLA, K. RAMONDY, *Institutions et vie politique en France depuis 1945*, Ellipse, 2004.
 J.-D. BREDIN, *La République de Monsieur Pompidou*, Fayard, 1974.
 É. DUHAMEL, O. FORCADE, A. ZYSBERG, *Histoire et vie politique en France depuis 1945*, Armand Colin, 2005.
 G. ELGEY, *Histoire de la IV^e République*, t. I : *La République des illusions (1945-1951)*, t. II : *La République des contradictions (1951-1954)*, t. III : *La République des tourmentes (1954-1959)*, 2 vol., Fayard, rééd. 2008-2012.
 J.-P. RIOUX, *La France de la Quatrième République*. t. 1. *L'ardeur et la nécessité (1944-1952)*, t. 2. *L'expansion et l'impuissance (1952-1958)*, Points Seuil, 1980-1983.
 R. SOUILLAC, *Le Mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*, Presses de Sciences Po, 2007.

Politique étrangère

F. BOZO, *Politique étrangère de la France depuis 1945*, Flammarion, 2012.
 G. CARMOY, *Les Politiques étrangères de la France, 1944-1966*, La Table ronde, 1967.
 A. DULPHY, *La Politique extérieure de la France depuis 1945*, Nathan, 2000.
 A. GROSSER, *Affaires extérieures, la politique de la France 1944-1984*, Flammarion, 1993.
 M. VAISSE, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle, 1958-1969*, CNRS, 2013.

Vie économique

C. ANDRIEU, L. LE VAN, A. PROST (dir.), *Les Nationalisations de la Libération*, Presses de la FNSP, 1987.
 J.-C. ASSELAÏN, *Histoire économique de la France du XVIII^e siècle à nos jours*, t. II : *De 1919 à la fin des années soixante-dix*, Points histoire, 2011.
 F. BLOCH-LAINÉ, J. BOUVIER, *La France restaurée : 1944-1954. Dialogue sur le choix d'une modernisation*, Fayard, 1986.
 H. BONIN, *Histoire économique de la IV^e République*, Économica, 1987.
 J.-J. CARRÉ, P. DUBOIS, E. MALINVAUD, *Abrégé de la croissance française. Un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre*, Points histoire, 1984.
 J.-F. ECK, *Histoire de l'économie française depuis 1945*, coll. « Cours », Armand Colin, rééd. 2004.
 A. GUESLIN (dir.), *Nouvelle Histoire économique de la France contemporaine*, t. IV : *L'Économie ouverte 1948-1989*, coll. « Repères », La Découverte, 1994.
 J.-F. GRAVIER, *Paris et le désert français*, Le Portulan, 1947.
 J.-M. JEANNENEY, *Forces et faiblesses de l'économie française, 1945-1949*, Armand Colin. 2^e éd. 1959.
 J.-M. JEANNENEY (dir.), *L'Économie française depuis 1967. La traversée des turbulences mondiales*, Seuil, 1989.
 M. LÉVY-LEBOYER (dir.), *Histoire de la France industrielle*, Larousse, 1996.
 P. MIOCHE, *Le Plan Monnet : Genèse et élaboration 1941-1947*, Publications de la Sorbonne, 1995.

Évolution de la société française

C. BARD, *Les Femmes dans la société française au XX^e siècle*, Armand Colin, 2003.
 D. BORNE, *Histoire de la société française depuis 1945*, Armand Colin, 2002.
 S. CHAPERON, *Les Années Beauvoir 1945-1970*, Fayard, 2000.
 C. DEBBASCH, *La France de Pompidou*, PUF, 1974.
 P. GUILLAUME, *Histoire sociale de la France au XX^e siècle*, Masson, 1992.
 H. MENDRAS, L. DUBOIS-FRESNEY, *Français, comme vous avez changé. Histoire des Français depuis 1945*, éd. de l'Aube, 2007.
 R. MOURIAUX, *Le Syndicalisme en France depuis 1945*, coll. « Repères », La Découverte, 2013.
 G. NOIRIEL, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècle*, Points histoire, 2006.
 G. NOIRIEL, *Les Ouvriers dans la société française XIX^e-XX^e siècle*, Points histoire, rééd. 2002.
 P. ORY, *L'Aventure culturelle française 1945-1989*, Flammarion, 1989.
 M. PARODI, P. LANGEVIN, J.-P. OPPENHEIM, N. RICHEL-BATTESTI, *La Question sociale en France depuis 1945*, coll. « U », Armand Colin, 2000.

- A. PROST, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation*. t. IV : *L'École et la Famille dans une société en mutation (depuis 1930)*, Perrin, 2004.
- R. SCHOR, *Histoire de la société française au xx^e siècle*, Belin, 2005.
- R. SCHOR, *Histoire de l'immigration en France de la fin du xix^e siècle à nos jours*, Armand Colin, 1996.
- A.-M. SOHN, *Âge tendre et tête de bois. Histoire des jeunes des années 1960*, Fayard, 2012.
- T. TELLIER, *Le Temps des HLM 1945-1975. La Saga urbaine des Trente Glorieuses*, Autrement, 2007.
- G. VINCENT, *Les Français 1945-1975. Chronologie et structures d'une société*, Masson, 1977.
- C. WILLARD (dir.), *La France ouvrière*, t. II : 1920-1968, t. III : Depuis 1968, L'Atelier, 1995.

Mai 68

• Récits et analyses d'acteurs

- J. BESANÇON, *Les Murs ont la parole : Journal mural mai 68*, Tchou, rééd. 2007.
- D. COHN-BENDIT, *Nous l'avons tant aimée, la Révolution*, Barrault, 1988.
- D. COHN-BENDIT, 1968-2008 : *Faut-il liquider « l'esprit de mai »*, L'Aube, 2008.
- É. COPFERMANN, *22 mars, ce n'est qu'un début, continuons le combat*, Maspero, 1968.
- A. et R. GLUCKSMANN, *Mai 68 expliqué à Nicolas Sarkozy*, Denoël, 2008.
- M. GRIMAUD (préfet de police de Paris en 1968), *En mai, fais ce qu'il te plaît*, Stock, 1977.
- H. HAMON et P. ROTMAN, *Génération*, vol. 1 : *Les Années de rêve*, coll. « Points », Seuil, rééd. 2008.
- J.-L. MARZORATI, S. JULY, *La France en 1968*, Hoëbeke, 2007.
- P. ROTMAN, *Mai 68 expliqué à ceux qui ne l'ont pas vécu*, Seuil, 2008.
- A. SCHNAPP et P. VIDAL-NAQUET, *Journal de la commune étudiante*, Seuil, 1969.

• Ouvrages et articles

- G. DREYFUS-ARMAND, R. FRANK (dir.), *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Complexe, 2008.
- A. FONTAINE, *La Guerre civile froide*, Fayard, 1969.
- L. GRUEL, *La Rébellion de 68 : une relecture sociologique*, Presses universitaires de Rennes, 2004.
- L. JOFFRIN, *Mai 68, histoire du mouvement*, coll. « Points », Seuil, 2008.
- J.-P. LE GOFF, *Mai 68, L'héritage impossible*, La Découverte, 2006.
- A. TOURAINE, *Le Mouvement de mai ou le communisme utopique*, Seuil, 1972.

• Articles et revues

- J. BAYNAC, H. LE BRAS, H. WEBER, « L'Aventure des idées. Le Mystère 68 », *Le Débat*, n° 50, mai-août 1988, p. 61-91.
- P. BÉNÉTON, J. TOUCHARD, « Les Interprétations de la crise de mai-juin 1968 », *Revue française de science politique*, 1970, n° 3, p. 503-544.
- Collectif, « La Révolte de mai 68 », *Le Monde, Dossiers et documents*, n° 155, mai 1988.
- L. FERRY, « Interpréter Mai », *Pouvoirs*, Dossier mai 68, n° 39, 1986.
- F. GEORGI, « Le pouvoir est dans la rue ». La « Manifestation gaulliste » des Champs-Élysées (30 mai 1968), *Vingtième Siècle*, n° 48, oct.-déc. 1995, pp. 46-60. *Le Mouvement social*, n° 143, « Mémoires et Histoires de 1968 », avril-juin 1988.

L'évolution des sociétés occidentales européennes pendant la croissance (1945-1973)

De 1945 à 1973, l'Europe occidentale a connu une phase de près de trente ans d'expansion économique. Pourtant l'Europe est effondrée après la guerre, humainement, économiquement et moralement. Mais la donne a changé, les dictatures sont balayées et les pays démocratisés et financièrement soutenus par l'aide américaine (cf. chap. 15) vont trouver les ressources humaines pour une rapide reconstruction. Celle-ci ouvre une longue période de prospérité pendant laquelle les sociétés européennes se transforment profondément.

1 Le retour à la démocratie

■ L'épuration et la mise en place de régimes représentatifs

Dans tous les pays occupés par l'Allemagne ou alliés, une épuration – plus ou moins approfondie – s'opère qui prive les régimes d'une partie du personnel politique d'avant-guerre. Mais les nouvelles générations et les hommes de la Résistance prennent le relais en mettant en place ce qui a été l'objet du combat commun contre le nazisme, le retour aux libertés fondamentales et à la démocratie.

La guerre a été un traumatisme particulier, et cette **mémoire de la Seconde Guerre mondiale** joue un rôle dans la sphère politique. En Allemagne la constitution se développe sur le retournement complet des valeurs, avec des garde-fous puissants de la démocratie inscrits dans les textes. Dans les autres pays, le mythe de la Résistance (ou de la guerre, pour la Grande-Bretagne) occupe une place importante dans la construction des États après la Seconde Guerre mondiale et reste une référence obligée pendant cette période. Dès lors un certain **modèle démocratique** se met en place après 1945, qui s'inscrit bien sûr dans la lignée de la (difficile) démocratie au xx^e siècle, mais y ajoute également des éléments nouveaux de références et de pratiques.

Les régimes politiques eux-mêmes ne changent guère, les **monarchies** existantes étant confirmées ou réinstallées (avec quelques crises cependant, comme en Belgique) là où elles préexistaient (Royaume-Uni, Norvège, Suède, Danemark, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, et en Grèce, provisoirement). En Italie en revanche, elle est abolie par référendum (1946) au profit de la république. Partout ailleurs, la **république** s'installe (Allemagne, Autriche) ou se maintient (Suisse, France). Quel que soit le régime, la période est marquée par l'approfondissement d'une démocratie pluraliste qui renforce le rôle des partis et des associations professionnelles. Dans les pays où elles ne l'avaient pas encore, les femmes obtiennent le droit de vote (sauf en Suisse).

Le cas de **l'Espagne et du Portugal**, qui n'ont pas participé au conflit, reste à part jusqu'au milieu des années 1970. Ce sont en effet deux dictatures qui resteront fermées à toute évolution politique (mais aussi sociétale) pendant toute la période de la grande croissance européenne, ce qui entraîne un retard économique de la péninsule Ibérique qui ne sera définitivement comblé qu'après son intégration dans la CEE (1985).

Pour l'Europe de l'Ouest et la France voir les chapitres 15 et 17.

Pour le bilan de la guerre, voir le chapitre 12, pour l'évolution de l'Europe orientale, voir le chapitre 20.

■ Des partis communistes forts, mais une gauche divisée

Les partis communistes européens, marginalisés dans l'entre-deux-guerres, interdits et persécutés pendant la guerre, martyrisés dans la Résistance, sortent très renforcés du conflit (dans le contexte du prestige de l'armée Rouge soviétique). En France et en Italie, les PC, dont le **nombre d'adhérents** a énormément augmenté (930 000 en France, 2 280 000 en Italie), ont un poids politique particulier lors des premières élections (respectivement 29 et 19 %), et ils sont de ce fait **associés aux gouvernements**. Mais ils sont présents aussi dans les gouvernements d'union nationale en Belgique (100 000 adhérents), au Luxembourg et aux Pays-Bas.

Très structurés et ramifiés, ils contrôlent de nombreux mouvements syndicaux, des organisations de jeunesse ou d'anciens combattants et sont soutenus par nombre d'intellectuels et d'artistes (« compagnons de route »). Ils disposent d'**importants outils de communication** (presse) malgré les organes publics d'information encore sous contrôle des États, et ils peuvent compter sur le poids de leurs adhérents dans les administrations. Leur influence s'avère essentielle dans les **politiques de reconstruction** (adhésion aux objectifs de productivité) et dans les réformes sociales qui se mettent en place dans les mois qui suivent la guerre et dont beaucoup d'Européens continuent à bénéficier (Sécurité sociale, lois sur le travail) car elles ont été à la base d'un consensus social européen et n'ont cessé de s'améliorer.

Mais **la rupture de 1947** (guerre froide) les renvoie pour longtemps dans l'opposition (ils sont écartés des gouvernements belge, français, italien et luxembourgeois). Ils restent durablement adversaires des projets de rapprochement économique et politique européen à la fois en raison de leur option politique générale (refus d'une Europe sous influence américaine), et en raison d'une méfiance anti-allemande (beaucoup d'anciens résistants et/ou juifs) qui peine à disparaître.

De ce fait, le **fossé déjà profond avec les partis socialistes**, devient infranchissable. La gauche est donc, par manque d'idéologie commune et d'unité, éloignée pour longtemps des gouvernements. Les partis socialistes n'accèdent au pouvoir que dans des gouvernements de coalition avec le centre et la droite (ex. : en RFA, 1966-1969), et au prix de larges compromis.

Voir le chapitre 13.

■ Le triomphe de la démocratie chrétienne

Fondés ou refondés dans la Résistance, les partis chrétiens-démocrates sont les partis dominants de la période du premier après-guerre en Europe (sauf en France et en Italie où les partis communistes occupent une place plus importante dans le paysage politique). En France, le **MRP** (Mouvement républicain populaire) fédère autour de Georges Bidault et de Robert Schuman de nombreux personnages issus de partis, de syndicats et d'associations de la mouvance chrétienne. En Allemagne se créent dans chaque zone d'occupation des groupes chrétiens-démocrates qui entrent ensuite dans la **CDU** (Union chrétienne-démocrate) créée autour de Konrad Adenauer. En Italie, Alcide de Gasperi a reconstitué clandestinement le parti populaire italien qui devient la **Démocratie chrétienne**. De même en Belgique, au Luxembourg ou en Autriche un parti social-chrétien, unitaire et multiconfessionnel, est créé. Seuls les Pays-Bas, divisés entre mouvance catholique et protestante, n'arrivent pas à former une unité politique et trois partis chrétiens-démocrates y sont fondés. Le pape Pie XII apporte son soutien à cette mouvance politique.

AFFICHE DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN



« Pour empêcher la fraude électorale, votez communiste ».

Ces partis ont pour idéologie de base, avec des nuances plus ou moins fortes selon les pays, « **l'économie sociale de marché** », c'est-à-dire une économie de marché (système capitaliste) pondérée par l'intervention sociale de l'État. Ils prônent des réformes économiques et sociales modérées, tout en laissant jouer en partie la loi de la concurrence. La seconde conception commune est une position anti-communiste vigoureuse. Si en France le MRP peut être plutôt classé au centre gauche, dans les autres pays, ils appartiennent plutôt au centre ou au centre droit. On peut aussi considérer le parti travailliste britannique comme relevant de la mouvance sociale-démocrate, car il n'a jamais été marxiste.

Voir le chapitre 15.

Les **succès électoraux** sont très nets : le MRP arrive au premier rang avec 28 % des suffrages en 1946, la Démocratie chrétienne oscille entre 36 et 48 % (entre 1946 et 1948), la CDU est en tête de toutes les élections législatives de 1949 à 1972. Ils participent donc tous aux débuts de la **construction européenne**. Première association de coordination des partis démocrates-chrétiens en Europe, les Nouvelles équipes internationales, créées en 1947, regroupent les partis démocrates-chrétiens favorables à la construction européenne. Elles prennent en 1965 le nom d'Union européenne des démocrates-chrétiens. Pourtant, leur influence s'émousse (à l'exception notable de la RFA) pendant les années 1960, pour plusieurs raisons, dont le recul de la pratique religieuse, la laïcisation du syndicalisme « chrétien » et sans doute aussi l'absence de dirigeants charismatiques.

■ La reconstruction et le renforcement du rôle de l'État

Pour la France,
voir le chapitre 17.

La nécessité d'un énorme investissement, surtout en Europe, combinée à la nouvelle place de l'État, sorti de la guerre avec une habitude d'ingérence dans les économies, conduisent à une évolution majeure dans les relations entre les États et les sociétés occidentales en reconstruction. C'est la mise en place, dans toute l'Europe occidentale, d'une **économie mixte** (nombreuses nationalisations) et d'un **État-providence** qui prend cependant des formes différentes selon les pays, mais est basé sur une vision commune du « modèle social européen ».

◆ Les systèmes universels de couverture sociale s'inspirent tous plus ou moins fortement du **rapport Beveridge** de 1942 qui proposait de baser les aides sur le **principe des trois « U »** : *universalité* de la couverture sociale, *uniformité* de prestations sociales, *unité* du système de protection sociale. Ce système allait à l'origine de pair avec l'instauration d'un service national de santé gratuit et s'inscrivait dans un contexte de politique de plein emploi. ◆

Au Royaume-Uni, les gouvernements successifs instaurent le **Welfare State** sur la base du rapport Beveridge : en 1944, *L'Education Act* instaure la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans, en 1946, le *National Health Service Act* nationalise les hôpitaux et fonctionnarise la médecine de ville, le *National Insurance Act* accorde à tous les salariés le droit à une retraite d'État et aux allocations maladies, chômage et maternité, ainsi qu'un revenu minimum pour tous les citoyens en difficulté. Le *National Assistance Act* de 1948 organise l'aide d'urgence et en 1949 le *Housing Act* rend prioritaire la construction de logements sociaux. De plus, le gouvernement travailliste opère **d'importantes nationalisations** dans le domaine énergétique et dans les infrastructures. Ainsi, entre 1946 et 1948, 20 % de l'industrie britannique passe sous contrôle public. L'État britannique a également des participations dans certaines entreprises-clés comme la société de moteur Rolls-Royce ou la British Petroleum. Après 1951, le pouvoir revient aux conservateurs, et ceux-ci privatisent le transport routier et une partie de la sidérurgie, mais la politique économique reste la même dans ses grands axes.

Dans les **pays du Nord** (Danemark, Suède, Finlande, Norvège et Islande), cette logique est approfondie. L'État offre un important nombre d'emplois publics qui permettent d'assurer une multitude de services sociaux gratuits. La protection sociale y est aussi un droit pour tous les citoyens, et les prestations – d'un montant élevé – sont versées automatiquement (sauf l'assurance chômage qui relève du système de l'entreprise). Le système est principalement financé par les recettes fiscales. Si les prélèvements redistributifs sont donc considérables, pour autant l'État a laissé entièrement le champ libre au privé dans tous les secteurs autres que les services publics.

En **Allemagne de l'Ouest**, la nouvelle constitution (Loi fondamentale, 1949) a mis en place les bases d'un État décentralisé (fédéral), tant dans la vie politique que dans l'administration, qui doit encadrer mais non contrôler l'économie. Des privatisations sont donc opérées, cependant dans les secteurs-clés, le gouvernement allemand garde un droit de regard en conservant une partie de ses participations dans le secteur énergétique (mines, électricité), le secteur bancaire et certains secteurs industriels (aluminium). Une particularité du système allemand est la codification du dialogue social entre les entrepreneurs (et leurs associations professionnelles) et les organisations syndicales, très puissantes et possédant un tiers des sièges dans les conseils de surveillances des sociétés (loi de cogestion, 1951). Ce **modèle « rhénan »** a permis à l'Allemagne de se reconstruire très rapidement et de prendre la tête de l'économie européenne (et la 3^e place mondiale) tout en offrant un modèle envié de protection sociale et de services publics. Situé à la frontière des deux blocs et au cœur des tensions de la guerre froide, le pays offre ainsi une image attractive du système libéral, face à un système communiste assez vite marqué par des lourdeurs bureaucratiques et par une réussite très relative dans le domaine économique et social.

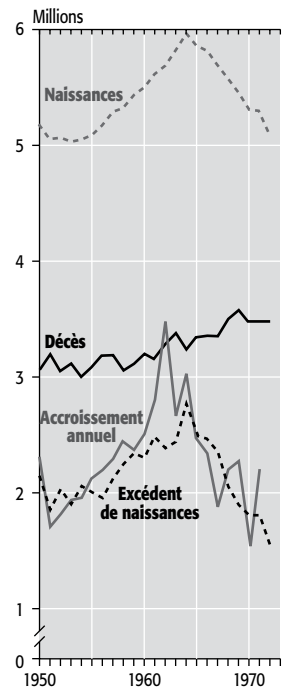
En **Italie**, comme dans la **péninsule Ibérique** et en **Grèce**, l'hétérogénéité règne parmi les régimes d'assurance sociale à base professionnelle, et la mise en place de systèmes de santé à vocation universelle s'y est faite tardivement (au milieu des années 1970).

2 La croissance économique en Europe

■ La convergence de facteurs favorables

Le premier facteur de la prospérité européenne de l'après-guerre est celui de la **pression de la demande**, autrement dit la mise en place de la société de consommation (qui n'existait réellement qu'aux États-Unis avant la guerre). Cette demande est d'abord le fait de la poussée démographique générale et durable, le « **baby-boom** », dû à la fois au phénomène naturel de « rattrapage » de sortie de guerre, combiné avec des politiques natalistes et une baisse marquée de la mortalité. Cette dernière est due à l'augmentation du niveau de vie, aux politiques sociales et de santé, et en particulier à une régression marquée de la **mortalité infantile**, ce qui contribue à l'allongement de l'espérance de vie à la naissance (qui se poursuit encore aujourd'hui). La natalité ne commence à s'affaiblir qu'au milieu des années 1960. Cependant, conjugué à la baisse de la mortalité, ce recul contribue, très progressivement pour les années 1960 et 1970, plus vite ensuite, au **vieillessement** de la population européenne (la proportion de la population âgée de plus de 65 ans est de 8 % en 1950 contre 10,5 % en 1975).

Mouvement général de la population européenne (1950-1975)



in J.-N. Biraben, F. Duhourcau,
« La redistribution géographique
de la population de l'Europe occidentale
de 1961 à 1971 », *Population*, n° 6,
nov.-déc. 1973, p. 1 164.

Voir le chapitre 15.

25 AVRIL 1953 :

DÉCOUVERTE DE L'ADN

◆ Un article de la revue *Nature* décrit la structure en double hélice de l'acide désoxyribonucléique (ADN), qui contient le patrimoine génétique humain. L'article est signé par Jim Watson, biologiste américain de 24 ans et Francis Crick, physicien britannique de 36 ans. ◆

Reconstruction

– **Année de rattrapage**, où le PIB retrouve le niveau le plus élevé d'avant-guerre.

– **Taux** de croissance de période de reconstruction, de 1945 à la date de rattrapage.

	Année	Taux
Autriche	1951	15,2 %
Belgique	1948	6,0 %
Danemark	1946	13,5 %
France	1949	19,0 %
Allemagne (Ouest)	1951	13,5 %
Italie	1950	11,2 %
Pays-Bas	1947	39,8 %
Norvège	1946	9,7 %

Sources : N. Crafts, G. Toniolo, *Economic Growth in Europe since 1945*, Cambridge UP, 1996

La forte croissance démographique se combine avec une augmentation assez rapide des **salaires réels** (plus de 40 % entre 1964 et 1971 pour les pays membres de la CEE). L'amélioration générale de la formation (prolongement de la scolarité obligatoire) et les nouveaux modes d'organisation de la production produisant d'importants **gains de productivité** contribuent de manière essentielle à la baisse des coûts ce qui permet l'augmentation des salaires. Ils sont accompagnés de prestations sociales élargies et d'une réduction du temps de travail. Ceci entraîne une progression du bien-être, la découverte des loisirs et une forte hausse de la demande intérieure. D'où l'entrée dans une **production massive de biens de consommation**, la croissance très rapide du secteur du bâtiment (logements, infrastructures) et des transports, des secteurs des loisirs et de la mode, etc.

Les investissements massifs autorisés par les **crédits Marshall** suscitent une modernisation rapide de nombreux secteurs économiques prioritaires (industrie lourde, transport, énergie, rajeunissement de l'agriculture ou développement des industries d'exportation). La force de l'**innovation** et les **avancées scientifiques** jouent également un rôle d'aiguillon. Si les découvertes majeures sont souvent initiées par les États-Unis, la recherche européenne effectue également de belles avancées dans les deux décennies qui suivent la guerre. En 1953, ce sont un Britannique et un Américain qui décryptent l'**ADN**, activant ainsi les progrès de la recherche médicale. Si le **transistor** (1948) ou le **laser** (1960) sont aussi des inventions européennes, la **télévision** est le résultat de recherches conjointes de chercheurs américains et européens. Des progrès impressionnants sont introduits en **médecine** (opération à cœur ouvert). Dans le domaine de l'**énergie atomique** l'Europe est en retrait, mais après l'URSS (1949), le Royaume-Uni – pourtant écarté des recherches par son allié américain – est le 3^e pays au monde à se doter de la bombe atomique dès 1952 (la France suit en 1960).

■ Une croissance très forte et longtemps soutenue

La période des années 1945-1973 est donc caractérisée par une **croissance exceptionnellement forte**, partout en Europe, même si les performances et le rythme varient d'un pays à l'autre. Dans la période de reconstruction, qui s'achève entre 1946 (Danemark, Norvège) et 1951 (Autriche, RFA), ce sont d'abord les pays du Nord et les pays d'anciennes industries (Grande-Bretagne) qui connaissent les taux de croissance les plus élevés. Dans les années 1950, ce sont la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie qui prennent le relais. Dans la décennie suivante, les taux convergent progressivement, avec une croissance moyenne de plus de 5 % par an, la Grande-Bretagne seule restant un peu en retrait (2,8 %). Et ceci correspond à une augmentation de la production **dans tous les secteurs**, agriculture, industrie et services.

Ces chiffres, jamais vus en Europe jusque-là, s'expliquent par un **phénomène de rattrapage** des reculs subis dans l'entre-deux-guerres du fait de la dépression. Le potentiel important, mais non exploité entre les deux guerres, permet une réduction des écarts avec les États-Unis. Et ce d'autant plus que le niveau de consommation, resté jusque-là très modeste, se développe très vite avec l'**élévation rapide du niveau de vie général**. Celui-là est la conséquence de fortes hausses de salaire permises par des revendications syndicales efficaces dans un contexte de plein emploi ou presque. Dans la plupart des pays un consensus s'est établi autour d'une économie mixte et d'un État-providence, avec pour principaux objectifs la réduction des inégalités salariales et le bien-être

général de la population. Cela entraîne **des mécanismes de redistribution sociale** qui tendent à augmenter les faibles revenus et à réduire les écarts salariaux, ce qui favorise la demande. De plus, la coopération qui se renforce entre pays de l'Europe du Nord-Ouest favorise la croissance des exportations, avec des performances inégales cependant selon les pays. Cette coopération européenne a également favorisé la **convergence économique** (niveau de productivité et de revenu, mais aussi modes de production et innovation), qui est, pour les pays du nord-ouest de l'Europe, quasiment achevée au milieu des années 1970, même si quelques particularismes nationaux persistent durablement.

Quelques fluctuations sont toutefois à noter dans cette croissance. Les années **1951-1952** sont marquées par un premier ralentissement économique, qui résulte essentiellement des mesures d'austérité prises par les gouvernements en vue de rétablir des balances des paiements dont les déficits tendent à se creuser. Un second ralentissement se produit en **1957-1958**, dont la cause principale est la crise de Suez. Mais les gouvernements réagissent vite par des mesures de relance (travaux publics, réductions d'impôts, crédit à la consommation favorisé) qui s'avèrent efficaces, d'autant plus qu'au même moment se met en place le marché commun dont la création stimule les investissements. Une nouvelle alerte survient en **1967**, la hausse des prix ayant poussé les gouvernements à prendre à nouveau des mesures d'austérité (en particulier en Allemagne). La reprise rapide est liée aux progrès de l'intégration européenne qui se poursuit, mais la crise monétaire de 1971 ouvre la voie au choc de 1973, stoppant la croissance.

Taux annuels moyens de croissance du PNB

	1950-1970	1973
Royaume-Uni	2,8 %	5,3 %
Allemagne	5,5 %	5,3 %
France	4,3 %	6,0 %
Italie	5,4 %	—
États-Unis	3,9 %	5,9 %
Japon	10,9 %	10,2 %

Voir le chapitre 20.

■ Les mutations de l'activité économique

La croissance économique exceptionnelle contribue à modifier profondément les **secteurs d'activité**, instaurant une nouvelle répartition de l'emploi. Le salariat se généralise (jusqu'à 93 % au Royaume-Uni en 1964, 73 % pour la France, 64 % pour l'Italie). La part de la population employée dans le secteur primaire recule fortement, tandis que celle du secteur secondaire progresse lentement et que, dans le secteur tertiaire, elle est en forte hausse. Deux branches industrielles sont au cœur de la croissance, celle des biens de consommation et des biens d'équipements.

D'une manière générale, on peut parler de la « **fin des paysans** » en Europe occidentale. La part de l'emploi du secteur agricole passe, pour l'ensemble des pays, de 27 % en 1950 à 11 % en 1970. Mais les différences entre les pays européens sont très fortes : de 3,8 % au Royaume-Uni à 37,9 % en Espagne, avec une position moyenne de 19 % pour la France (1964). Cette évolution s'est maintenue par la suite. Ceci a des conséquences majeures sur les territoires, puisque l'**exode rural** s'accélère dès les années 1950.

Dans l'**industrie**, l'augmentation de l'emploi se poursuit généralement jusqu'aux années 1970. Mais dans ce secteur également, les divergences sont importantes : de 27,5 % en Irlande à 49,7 % en Allemagne (1964). La plus forte augmentation est constatée en Italie (de 30,5 % en 1954 à 41,2 % en 1964), les plus faibles en France (de 37 % à 40,7 %) et en Allemagne (de 45,9 % à 49,7 %). En Belgique et au Royaume-Uni, cette part diminue dès les années 1960. Dans un premier temps, le nombre d'**ouvriers** reste important (51 % en France en 1950) et le travail à la chaîne se généralise en Europe dans les années 1960. Ceci entraîne des mutations de l'emploi ouvrier (de plus en plus d'ouvriers spécialisés, les OS) et progressivement une diminution de l'emploi ouvrier due à la mécanisation croissante et à la tertiarisation des sociétés.

Le chômage en Europe occidentale (1950-1970)

(taux moyens en % de la population active)

	1950-1960	1960-1970
Belgique	4,0 %	12,2 %
France	1,3 %	1,4 %
Allemagne	4,2 %	0,8 %
Italie	7,9 %	3,3 %
Pays-Bas	1,9 %	1,1 %
Royaume-Uni	1,2 %	1,6 %

D'après A. Maddison, « Economic Policy and Performance in Europe 1913-1970 », in C.M. Cipolla (ed.), *The Fontana Economic History of Europe*, vol. 5-2, Collins, London, 1976.

cf. « Le point sur... » à la fin de ce chapitre.

En effet, à partir de la fin des années 1960, le **tertiaire** connaît une progression très rapide, ce secteur dépassant la moitié des actifs, en moyenne. La part des services s'étend de 28,1 % en Espagne (1963) à 47 % en Belgique. La France offre à peu près le même nombre d'emplois dans les services (40,3 %) que dans l'industrie (40,7 %), tout comme le Royaume-Uni (respectivement 48,7 % et 47,5 %).

Le **taux de chômage** reste faible, cependant il s'élève progressivement à partir du milieu des années 1960. Jusque-là, par manque de main-d'œuvre, il a été largement fait appel aux **travailleurs immigrés**. Cette population, dont il n'est pas alors prévu qu'elle demeure sur place à terme, est en grande partie exclue des bénéfices de la croissance.

3 Des évolutions sociales et culturelles rapides

■ L'entrée dans la société de consommation

Ces mutations économiques et socioprofessionnelles conduisent à une transformation rapide des modes de vie. L'amélioration générale du niveau de vie contribue à développer de **nouveaux modes de consommation**, qui existaient avant la guerre aux États-Unis, mais ne s'étaient pas développés en Europe en raison de la crise de l'entre-deux-guerres. Ceux-ci s'appuient aussi sur certaines particularités européennes, telles que l'existence de réseaux commerciaux traditionnels déjà anciens, qui vont être progressivement relayés par de **nouvelles formes de distribution** : c'est ainsi que se développent les premiers **supermarchés** (sur le principe du libre-service avec des produits alimentaires préemballés), d'abord à Londres (1948), puis à Bâle (1951) et à Bruxelles (1957). La France suit en 1958 à Rueil-Malmaison. Dans la décennie suivante se développent les **hypermarchés** (surfaces bien plus grandes, parking et nouveau concept multiproduits, de l'alimentation au bazar en passant par le prêt-à-porter et l'électroménager). Le premier d'Europe est un magasin Carrefour, qui s'ouvre en 1963 à Sainte-Geneviève-des-Bois. C'est donc bien au cours de la période entre 1950 et 1970 qu'a lieu véritablement l'entrée dans **l'ère de la consommation de masse** en Europe occidentale. Désormais on ne répare plus, on remplace, on ne fabrique plus, on achète tout fait... La standardisation et la forte augmentation de la production industrielle et agricole **standardisent aussi les modes de vie** et estompent les frontières entre classes sociales. La part des dépenses consacrées aux produits de base (alimentation, vêtements, chauffage) diminue, ce qui laisse plus de possibilités pour les achats de biens d'équipement et de consommation durables, mais aussi la santé, les transports ou le tourisme. Les symboles de l'époque, automobile, télévision et réfrigérateur sont un objectif commun à tous les Européens, ruraux ou urbains, de tous les milieux sociaux ; d'autant que les techniques de vente se sont améliorées et que **la publicité** occupe désormais non seulement les pages des magazines, mais aussi les plages horaires de la radio et de la télévision. La demande est aussi stimulée par le développement du phénomène de **mode**, vestimentaire en particulier.

■ De nouveaux modes de vie et de formation

La nouvelle répartition de l'emploi a accéléré **l'urbanisation** de l'Europe de l'Ouest, même si celle-ci reste plus lente qu'en Amérique du Nord, au Japon ou en Europe de l'Est. Le **mode de vie urbain** devient très attractif. Cela tend à une croissance générale des villes européennes, surtout au profit des grands centres qui se déplient rapidement en

Équipement en biens de consommation (1955-1974)
(nombre d'appareils pour 1 000 habitants)

	Automobile		Téléviseur	
	1955	1974	1955	1974
Allemagne	30	245	5	280
Autriche	50	200	1	210
Benelux	40	210	7	230
Espagne	5	75	–	180
France	70	265	6	220
Italie	20	200	4	190
Royaume-Uni	70	220	105	305
Scandinavie/ Suisse	70	265	2	380

D'après A. Maddison, *L'Économie mondiale au xx^e siècle*, OCDE, 1989.

vastes banlieues. Dans cette période de forte intervention des pouvoirs publics, l'urbanisation est guidée par des **politiques urbaines** qui tentent de planifier l'implantation de zones industrielles et résidentielles, de nouveaux quartiers, voire de villes nouvelles. Mais le caractère urgent de la demande de logements face à la poussée démographique conduit souvent à la construction rapide d'ensembles architecturalement douteux et humainement difficiles à vivre (cités-dortoirs).

Avec les générations du baby-boom et les allongements de la durée scolaire obligatoire (l'âge final diffère encore aujourd'hui selon les pays), les sociétés européennes font face à un nouveau phénomène général de **massification de l'enseignement**, à partir de la fin des années 1950, puis à sa mixité progressive une ou deux décennies plus tard. La société a changé et le développement de la formation répond aussi aux nouveaux besoins du marché de l'emploi. Pour **l'enseignement secondaire**, jusque-là réservé à une minorité de la population, le taux de scolarisation moyen en Europe passe de 4 à 60 % entre 1937 et 1970. Une décennie plus tard s'ouvrent un peu plus largement les portes des universités, y compris aux enfants d'ouvriers (avec des degrés divers selon les pays : assez considérablement dans les pays scandinaves et au Royaume-Uni, plus modestement en Allemagne, en Espagne, aux Pays-Bas ou en Suisse). Tous ces éléments représentent un facteur majeur de la **modernisation sociale** rapide qui s'opère alors.

Part des dépenses
d'enseignement dans le PNB
(1955-1964)

	1955	1960	1964
Allemagne	2,9 %	3,0 %	3,4 %
Belgique	3,0 %	4,5 %	4,3 %
France	2,9 %	3,4 %	4,3 %
Italie	3,3 %	4,5 %	5,4 %
Pays-Bas	3,6 %	4,7 %	5,7 %
Royaume-Uni	3,6 %	4,1 %	4,9 %

Source : OCDE.

■ Les changements dans la sphère privée

« *On ne naît pas femme, on le devient.* » Cette phrase célèbre de Simone de Beauvoir symbolise la **lente libération de la femme** dans les sociétés européennes, qui s'accélère au cours des années 1960 : avec la diffusion des contraceptifs, l'autorisation de l'avortement (pour certains pays il faudra cependant attendre les années 1980), du divorce ou l'accès plus large à des professions jusque-là réservées aux hommes, à des dates plus ou moins tardives selon les pays. D'une manière générale, les pays du nord de l'Europe et la Grande-Bretagne ont une avancée importante en ce domaine par rapport aux pays du Sud encore très marqués par la puissante influence de l'Église, et il faut attendre les années 1980 pour que des changements rapides s'opèrent. La France et l'Allemagne se situent à des stades intermédiaires.

Un des éléments majeurs de **l'évolution de la condition des femmes** en Europe, au cours de la période de l'après-guerre, est le début de l'augmentation de leur **taux d'activité** (qui s'est poursuivie dans les années suivantes). En moyenne en 1960 ce taux est inférieur à 50 %, avec une distinction nette entre pays du Nord (y compris la France) – entre 39 et 47 % –, et les pays du Sud (plus la Norvège et les Pays-Bas) – inférieur à 30 %. Plusieurs éléments combinés expliquent cette évolution. Tout d'abord, les tâches ménagères qui renaient au foyer les mères de familles sont allégées progressivement grâce à l'apport des **équipements domestiques** (eau courante, machines à laver, réfrigérateurs) et **collectifs** (crèches). De plus, si la natalité est forte, la part des familles nombreuses diminue. Mais c'est avant tout la volonté d'acquérir une certaine autonomie financière qui explique majoritairement ce mouvement. Cet afflux de main-d'œuvre a contribué aussi à la croissance générale.

Ces évolutions professionnelles vont de pair avec une meilleure reconnaissance des droits des femmes dans la **sphère privée**. Il faut cependant attendre le début des années 1970 pour que soient votées, dans la plupart des pays, des lois reconnaissant juridiquement **l'égalité des droits** (loi substituant l'autorité parentale à l'autorité paternelle, en 1970 pour la France, en 1975 en Italie et en 1976 en Allemagne). Dans

LE PLANNING FAMILIAL EN FRANCE

◆ Le Mouvement français pour le Planning familial (MFPF), fondé en 1960, réclame la libéralisation de l'accès à la contraception (alors interdite, tout comme l'avortement auquel elle est assimilée par la loi de 1920). Le premier centre de consultation ouvre à Grenoble en 1961 et les centres se multiplient vite dans toute la France. Ils proposent gratuitement (mais illégalement) des contraceptifs (la pilule contraceptive a été inventée en 1955). À la fin des années 1960, la libéralisation intervient en France par la loi Neuwirth (1967) qui autorise l'usage des contraceptifs. Les mouvements féministes se battent ensuite pour l'autorisation de l'avortement. En France c'est une bataille rude : en 1971 plusieurs centaines de femmes connues font paraître un manifeste des « 343 » (avortées) et en 1972, un procès retentissant à Bobigny contre une mineure montre l'évolution de la société. Il faudra encore attendre 1975 pour que l'avortement soit autorisé par la loi Veil.

Le Mouvement français est membre de la Fédération internationale de planification familiale (créée en 1952) et poursuit avec elle son combat pour la reconnaissance du droit des femmes au choix pour la maternité. ♦

L'ÉGLISE DANS LE MONDE DE CE TEMPS, LE CONCILE DE VATICAN II

♦ « Le genre humain vit aujourd'hui un âge nouveau de son histoire, caractérisé par des changements profonds et rapides qui s'étendent peu à peu à l'ensemble du globe. Provoqués par l'homme, par son intelligence et son activité créatrice, ils rejaillissent sur l'homme lui-même, sur ses jugements, sur ses désirs, individuels et collectifs, sur ses manières de penser et d'agir, tant à l'égard des choses qu'à l'égard de ses semblables. À tel point que l'on peut déjà parler d'une véritable métamorphose sociale et culturelle dont les effets se répercutent jusque sur la vie religieuse [...].

Marqués par une situation si complexe, un très grand nombre de nos contemporains ont beaucoup de mal à discerner les valeurs permanentes ; en même temps, ils ne savent comment les harmoniser avec les découvertes récentes. Une inquiétude les saisit et ils s'interrogent avec un mélange d'espoir et d'angoisse sur l'évolution actuelle du monde. Celle-ci jette à l'homme un défi ; mieux, elle l'oblige à répondre. » ♦

Source : Constitution pastorale *gaudium et spes*, 7 décembre 1965.

le domaine des droits civiques, la Suisse est le dernier pays à accorder le droit de vote aux femmes, en 1971. Cependant, dans le domaine de l'égalité salariale, si celle-ci est inscrite dès 1957 dans le traité de Rome et rappelée en 1976 par le Conseil de l'Europe, elle reste encore aujourd'hui partiellement inappliquée.

Les comportements familiaux et les mœurs commencent timidement à évoluer. On attend encore le mariage pour habiter avec son conjoint ; le divorce, encore difficile, reste stigmatisé ; et pire encore est la situation des mères célibataires. La liberté sexuelle fait un bond en avant après les mouvements de 1968, mais elle est encore loin d'être dominante. De nouveaux comportements commencent à apparaître à la fin des années 1960 dans les pays scandinaves, mais il faudra encore une vingtaine d'années pour qu'ils se généralisent en Europe. Enfin, **les comportements religieux** sont largement bouleversés. Si la déchristianisation de la classe ouvrière est un phénomène constaté partout en Europe dès la fin du XIX^e siècle, les écarts restent imposants, d'une part entre milieux urbains et milieux ruraux, mais aussi entre Europe du Nord et Europe du Sud. La **laïcisation des sociétés** européennes s'accélère à partir des années 1960, avec une baisse des pratiques et le début d'une crise des vocations. L'Église catholique est consciente de ces évolutions et tente de les encadrer à travers le **concile de Vatican II** (1962-1965) qui débouche sur la modernisation de la doctrine d'une Église qui s'inquiète des glissements sociétaux (mariage et divorce, famille) et rappelle que le développement économique doit être au service de l'homme.

■ Des cultures européennes renouvelées

Dans les années de l'après-guerre se développent de **nouveaux courants artistiques**, en particulier le courant abstrait, autour de peintres comme Vasarely ou de sculpteurs comme Calder. Paris reste un centre artistique majeur, mais des groupes se forment également dans l'Europe du Nord (groupe Cobra) qui font éclater les frontières entre les arts, mêlant peinture et poésie. L'art concret se développe autour d'artistes tels que Mondrian ou Delaunay, La Nouvelle École de Paris, avec Hartung ou de Staël, le courant figuratif de Buffet... Cette explosion des styles, des supports (céramiques, tapisserie, émaux) et des libertés artistiques n'empêche cependant pas que progressivement l'art se crée avant tout aux États-Unis (années 1960).

Avec l'urbanisation qui progresse, **l'architecture** européenne est en partie renouvelée, avec des figures comme le Suisse Le Corbusier, le Danois Jacobsen, les Italiens Nervi et Vitellozzi, et de nombreux autres en Grande-Bretagne ou en Allemagne. La **musique contemporaine** européenne fait table rase du passé autour de deux principaux courants, la musique concrète (Xenakis, Schaeffer) et la musique électronique (Stockhausen ou Boulez). Olivier Messiaen diffuse sa musique sérieuse. Mais ces évolutions artistiques restent limitées à la diffusion dans des couches très restreintes de la population. Pourtant, **la culture populaire** se transforme aussi en profondeur.

Au cours des années 1950, la vedette culturelle demeure **le cinéma**, dominé par l'influence américaine, diffusant également beaucoup de films européens. Désormais c'est un art très populaire et, avec la multiplication des salles de projection, il touche une grande partie de la population (surtout les jeunes générations), au détriment des cabarets et autres spectacles plus populaires de l'entre-deux-guerres. Le premier **Festival international de Cannes** s'ouvre en 1946 et il souligne

encore aujourd'hui la vigueur de la création européenne, qui est alors marquée par le cinéma italien (néoréalisme de Luchino Visconti), britannique (David Lean ou Joseph Losey), mais aussi suédois (Ingmar Bergman), une décennie avant l'éclosion de la nouvelle vague française (François Truffaut, Jean-Luc Godard ou Jacques Rivette).

Si les programmes de **télévision** avaient débuté dans les principaux pays européens à la fin des années 1930, comme en Allemagne (1935), en Grande-Bretagne (BBC, 1936) ou en France (1939), la diffusion de ce produit promis à une très grande consommation commence véritablement au début des années 1950. Mais l'ensemble du territoire de l'Europe occidentale n'est couvert (diffusion hertzienne) que vers 1960. La progression de l'équipement en récepteurs est cependant rapide dès le milieu des années 1950, particulièrement au Royaume-Uni ou en Allemagne, mais plus lente en France, où le territoire n'est entièrement couvert qu'en 1970, faute de crédits publics suffisants. Le taux d'équipement des foyers atteint 90 % au Royaume-Uni en 1970 (il faut attendre 1973 pour le même taux en Allemagne, 1980 pour la France, 1982 pour l'Italie). La télévision en couleur qui a fait son apparition aux États-Unis dès 1953 n'arrive en Europe qu'en 1967 (mais avec des standards techniques différents et bien meilleurs).

Cet instrument nouveau **transforme les relations sociales**. On regarde d'abord la télévision dans des cafés, puis en famille (et avec les voisins). L'usage très individualisé n'apparaîtra que bien plus tard, dans les années 1980. Comme la radio, c'est un média dont l'intérêt est vite compris des publicitaires, mais aussi des hommes politiques. Son usage dans ce domaine ne se généralisera cependant qu'à partir du milieu des années 1970. Il est aussi un **moyen d'ouverture sur le monde** : ainsi on y voit en direct le premier pas de l'homme sur la Lune (1969). Mais cette ouverture reste encore modeste dans une Europe où l'emprise locale et régionale reste dominante. Le temps du « métissage culturel » et de la mondialisation des médias n'est pas encore arrivé.

4 Être jeune dans les années 1960

■ La culture « jeune »

Avec les années 1960, dans tous les pays européens apparaît une distinction plus spécifique du mode de vie de la jeune génération. Celle-ci, née avec le baby-boom, n'a connu que la croissance économique et elle vit des mutations sociales profondes qui lui échappent en partie.

La culture « jeune » se traduit d'abord par **une uniformisation des modes de vie** de jeunes gens qui ne veulent plus vivre comme leur parents, enfermés dans une famille ou dans une catégorie sociale, et qui mettent en avant une spécificité transversale, celle d'être jeune. Avec la démocratisation de l'enseignement, les enfants et les adolescents fréquentent les mêmes établissements, mangent tous à la cantine et s'habillent à l'identique. De là une uniformisation revendiquée, marquée par les **signes distinctifs** de la coiffure ou des vêtements.

Avec l'essor de la consommation dû à un pouvoir d'achat bien supérieur à celui qu'avaient connu leurs parents, les jeunes acquièrent des habitudes d'achat et exigent l'électrophone dernier cri et les 45 tours de leurs idoles, ils veulent aller au cinéma et désirent un scooter ou une moto pour se déplacer. **La mode et la musique** sont deux éléments forts de cette culture. Depuis le milieu des années 1950, le rock'n'roll américain est arrivé en Europe et Bill Haley ou Elvis Presley connaissent de grands succès. Rapidement se multiplient des groupes de rock

NOUS, LES BEATLES

◆ « La Beatlemania engendre le "Beatles business". Plus de la moitié de la planète (et jusqu'à l'Allemagne de l'Est) chante Beatles, joue Beatles, pense Beatles, achète Beatles.

Pour combien de temps ? Personne ne se pose encore la question. En 1963, on a fabriqué 500 000 perruques Beatles et exporté tout et n'importe quoi à leur effigie : t-shirts, fourneaux de pipe, caleçons, draps, papier peint, napperons, *ice-creams*, poupées, porte-clés, etc. Les Beatles ont vendu à ce jour plus de 10 millions de disques et rapporté en 1964 280 millions de francs au Trésor britannique, autant que le whisky. Ils sont, depuis le 17 février 1965,

cotés en Bourse. Les actions (16 millions 875 000 F), émises à 2 shillings et vendues 7 shillings 9 pence, se sont arrachées en 60 secondes exactement. » ♦

Danièle Heymann, *L'Express*, 21-27 juin 1965 (extrait).

européens, à l'instar des Beatles. En France débute la mode yéyé et Johnny Hallyday commence une fulgurante carrière en 1960.

Les jeunes se créent donc un monde à part, isolé de celui des adultes, ce qui génère des **tensions familiales** avec des parents de générations marquées par les pénuries de la guerre et par l'emprise encore forte des classes sociales, mais aussi par l'éducation de respect absolu et d'obéissance (aux parents, aux enseignants, aux patrons) que les jeunes ne comprennent plus.

■ Les contestations de la fin des années 1960

Comme les jeunes de tous temps, ils veulent trouver une place dans la société, tout en la faisant bouger. Or cette société reste encore marquée par **les carcans familiaux, sociaux et religieux**. Plus instruits que leurs parents, disposant d'un niveau de vie plus confortable aussi, assez sereins pour l'avenir dans un environnement de plein emploi, ils réclament le droit à la parole dans les évolutions politiques, mais aussi dans leur environnement quotidien et pour leur formation.

Au milieu des années 1960, en partie importée d'Amérique où le **mouvement hippie** et la révolte contre la guerre du Vietnam ont provoqué des mouvements importants de jeunesse, l'Europe est touchée à son tour par une **vague de contestation** qui émerge d'abord dans les milieux étudiants et intellectuels. L'enjeu est une démocratisation de la société qui n'a pas vraiment suivi la démocratisation des régimes politiques de l'après-guerre. Les jeunes du baby-boom, les femmes, remettent en cause les relations sociales et la place qui leur est faite dans les sociétés européennes. Cette contestation va se cristalliser entre **les années 1967 et 1969**.

Voir « Le point sur... » chapitre 17.

La France n'est en effet pas le seul pays à connaître, en 1968, un vent de révolte. En Europe, la jeunesse se fait brutalement entendre. **En Allemagne**, des mouvements d'étudiants qui veulent la réforme des études s'organisent dès 1967, des manifestations ont lieu en janvier 1968 à Berlin et elles dégénèrent en avril en raison d'un attentat contre le leader du mouvement étudiant, Rudi Dutschke (gravement blessé, il meurt une dizaine d'années plus tard des séquelles de cet attentat). Les « émeutes de Pâques » s'étendent alors dans tout le pays, des universités sont occupées, cependant que la répression est dure. **Au Royaume-Uni**, le mouvement étudiant se déclenche à partir de la *London School of Economics*, dès 1967. Des nombreuses manifestations et occupations s'organisent et en mai 1968 est constitué un mouvement révolutionnaire étudiant pour « renverser le capitalisme et l'impérialisme », qui affirme sa solidarité avec le mouvement qui bat son plein en France. **En Italie** également, le mouvement étudiant a débuté en 1967 par des occupations d'universités. En février 1968, l'évacuation par la police de l'université de Rome déclenche des affrontements violents (bataille de Valle Giulia). Comme en France, le mouvement s'étend aux ouvriers au printemps. En avril 1968, c'est au tour de **la Belgique** de voir des étudiants manifester à la fois contre la guerre du Vietnam et pour des réformes universitaires. L'université libre de Bruxelles est occupée en mai, mais la fin de la crise se négocie le mois suivant, avec des compromis de la part des autorités de l'université.

Même **l'Espagne** franquiste n'est pas épargnée : elle connaît dès 1966 une série de grèves ouvrières et d'occupations d'universités. Le mouvement se renforce au cours des deux années suivantes. En janvier 1967, une vaste manifestation de 100 000 personnes proteste contre

ÉTUDIANTS. LES MUTINS DE VALLE

GIULIA

♦ « Au début de ce mois, à Rome, la bataille de rue la plus féroce, la plus sanglante depuis l'insurrection du 20 juillet 1960, a opposé des milliers d'étudiants à un bon millier de policiers casqués et armés. Depuis lors, depuis cette « bataille de Valle Giulia » la lutte des étudiants occupe plus de place, dans la presse, que la guerre du Vietnam [...].

Les premières occupations de facultés remontent à 1963-1964. Elles vinrent dans la foulée de la grève géante des métallos (mot d'ordre :

la violence policière à Madrid. La répression s'abat sur les militants et la presse est soumise, tout comme les universités. À ce mouvement à l'Ouest, répondent aussi en écho des manifestations en Pologne et le Printemps de Prague, en Europe de l'Est (cf. chap. 19).

Si dans l'ensemble, les sociétés retrouvent la sérénité après ces troubles, et que les conditions s'améliorent pour les jeunes générations en terme de dialogue et de droit à la participation politique, certains groupes vont glisser vers des attitudes de rejet violent et total de la société. Ce sont les « **années de plomb** » en Italie et en Allemagne. En 1970 commencent les premiers attentats de mouvements extrémistes, Brigade rouge en Italie, Fraction armée Rouge en RFA. Ces groupes d'action terroristes très violents, dont le mode opératoire se durcit à partir de 1974, sont actifs jusqu'en 1978 et marquent l'opinion publique par des actions d'éclat : assassinat de Hans Martin Schleyer, le patron des patrons allemands, en 1977, assassinat d'Aldo Moro, le dirigeant de la Démocratie chrétienne, à Rome en 1978. Manipulant la presse pour atteindre l'opinion publique, ces groupes ont pour objectif de prouver l'incapacité de l'État à maintenir l'ordre, dans deux démocraties récentes créées après-guerre. Ces mouvements qui terrorisent les citoyens des deux pays durent une courte décennie et s'achèvent par l'arrestation et la mort des principaux leaders, mais ils ont marqué durablement la scène politique intérieure de ces deux pays.

« Plus de pouvoir aux ouvriers ») et adoptèrent des objectifs similaires. À l'avant-garde : les étudiants d'architecture de Toscane [...].

Corollaire de cette thèse (la même qu'à Berlin, la même qu'en France où elle « prend » beaucoup plus lentement) : la lutte contre la structure autoritaire de l'Université est et doit être une lutte radicale et frontale contre la société capitaliste. Elle ne la renversera jamais mais elle fera exploser ses contradictions, éclater au jour la crise de l'État ; elle peut provoquer une radicalisation du climat social général et peser sur les partis politiques infidèles à leur mission d'avant-garde. » ♦

Silvano Corvi, *Le Nouvel Observateur*,
jeudi 27 mars 1968.

Conclusion

Cette période tout à fait inédite dans l'histoire européenne est aussi celle qui permet les plus grandes et les plus rapides convergences entre les pays de l'Europe occidentale, dans les domaines économiques et sociaux tout comme dans les sociétés et les cultures. Certes, chaque pays, et même chaque région, a gardé ses spécificités, et des décalages ont perduré entre les pays du sud et du nord de l'Europe au cours de ces Trente Glorieuses. Mais le rapprochement des sociétés, déjà largement amorcé par les changements économiques et sociaux, et renforcé par le début de la construction européenne, est désormais important. Pourtant, l'avenir radieux n'est pas au rendez-vous : les générations du baby-boom élevées dans l'insouciance d'un monde optimiste vont être confrontées, à peine entrées sur le marché du travail, aux années de crise qui s'amorcent dès le début des années 1970, avec leur lot de frustrations.

Le point sur...

L'immigration en Europe depuis 1945

Alors que l'Europe avait été une terre d'émigration intensive depuis le ^{xix}^e siècle, à l'exception notable de la France, à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale le phénomène s'inverse et l'Europe devient un continent d'immigration. Pendant la période des Trente Glorieuses, on distingue plusieurs phases et origines des mouvements migratoires.

Dans un premier temps de très importants mouvements de population réfugiée ou rapatriée s'opèrent en raison de la guerre (nombre estimé à 30 millions de personnes). Les changements politiques qui interviennent en Europe de l'Est, tendent à renforcer les flux vers l'Ouest. Des territoires perdus par l'Allemagne arrivent près de 13 millions de personnes expulsées. Et dès la reprise économique, des mouvements des travailleurs des pays du sud de l'Europe (Italie, Espagne, Portugal et Grèce) reprennent vers les pays situés plus au nord (et aussi, comme avant la guerre, vers l'Amérique). Ils se poursuivent au moins jusqu'à l'intégration de ces États dans la CEE, parfois durant quelques années de plus.

Dans un second temps, au moment où commence la décolonisation, s'opère le retour des Européens installés sur les territoires des empires français, belge ou britannique. Pour la France, s'ajoutent les supplétifs algériens (harkis).

Apartir des années 1960, la croissance très forte ne trouve

plus assez de bras, les générations du baby-boom n'étant pas encore entrées sur le marché du travail. Tous les pays de l'Europe occidentale font alors appel à la main-d'œuvre immigrée dont l'origine est liée à l'histoire spécifique de chaque pays.

Concernant les anciennes puissances coloniales, la main-d'œuvre provient avant tout des populations issues des anciens territoires. En France arrivent des vagues très importantes d'Algériens, après les accords d'Évian de 1962 (mais cette immigration existait déjà et ne s'était pas interrompue du fait de la guerre), mais aussi dans une moindre mesure des Marocains. L'immigration traditionnelle espagnole, portugaise et italienne se poursuit, tout en diminuant au fur et à mesure de la croissance économique, particulièrement dans le cas de l'Italie. Au Royaume-Uni, de nombreux immigrants issus du Commonwealth (Jamaïquains, Indiens, Pakistanais) entrent dans le pays dès la fin des années 1950, car ils bénéficient d'une loi de 1948 selon laquelle tout ressortissant du Commonwealth, étant considéré comme sujet britannique, a le droit de séjour au Royaume-Uni. Cependant, contrairement à la France, le Royaume-Uni est aussi une terre d'émigration qui persiste à un rythme de 100 000 à 200 000 personnes par an très largement compensée par l'immigration.

En Allemagne de l'Ouest, qui est le principal pays d'immigration de cette époque, sont

signés des accords avec l'Italie, l'Espagne, le Portugal ou la Turquie pour assurer l'accueil massif de main-d'œuvre pendant les années 1960, d'autant que la construction du mur de Berlin a stoppé le flux constant de la main-d'œuvre est-allemande. Le nombre de travailleurs étrangers passe de 127 000 à 2,7 millions entre 1958 et 1973.

Jusqu'au moment de la crise de 1973, cette main-d'œuvre, bien que considérée comme provisoire, mais indispensable, est accueillie sans contrainte. La situation bascule avec la crise économique et l'aggravation du chômage qu'elle entraîne. Dès lors, pour certains partis extrémistes, mais aussi une partie de l'opinion publique, cette main-d'œuvre immigrée occupe des places au détriment des nationaux. Se mettent alors en place dans tous les pays des politiques de lutte contre la main-d'œuvre clandestine et des mesures de fortes restrictions de l'immigration officielle, tout en garantissant le séjour des étrangers déjà installés (regroupement familial) et l'accueil des réfugiés politiques (surtout en Allemagne, au Royaume-Uni et en France) dont le nombre n'a cessé de s'accroître dans un contexte mondial de conflits. Le Royaume-Uni a été le premier, bien avant la crise, à prendre conscience de l'ampleur du mouvement (émeutes raciales en 1958 à Notting Hill) et à tenter de le limiter avec une législation de plus en plus restrictive qui n'est que partiellement efficace. Mais l'État britannique s'efforce

parallèlement de lutter contre les discriminations raciales.

La république fédérale d'Allemagne cesse toute délivrance de permis de travail aux étrangers dès 1973 et impose même la priorité à l'embauche pour les Allemands et les ressortissants de la CEE. Elle propose une prime de retour, mesure assez inefficace, d'autant que parallèlement, le regroupement familial se poursuit et que la natalité est très forte dans ces communautés. Prévue pour être temporaire, l'immigration en Allemagne est donc devenue durable. La communauté turque, qui constitue de loin la plus importante minorité d'Allemagne (1,5 million au moment de la réunification, environ 2,6 millions à la fin du xx^e siècle) et d'Europe, s'est fixée durablement et s'est concentrée dans les villes, mais elle peine à s'intégrer dans une société allemande longtemps basée sur le

droit du sang (jusqu'en 2000). Au début du xx^e siècle, 6 millions de Turcs au total vivaient dans l'UE à 27.

Avec l'ouverture des frontières entre pays membres de la CEE puis de l'UE (processus de Schengen) et donc la libre circulation des personnes, la Communauté européenne a dû adopter une politique commune de visas et d'immigration. Dès la fin du système communiste à l'Est, les pays de l'Union européenne ont accueilli une vague migratoire importante de ressortissants des pays de l'Europe centrale et orientale. Ceux-ci sont désormais, hormis ceux de l'ex-Yougoslavie et de l'Albanie, membres de l'UE élargie et ils deviennent eux-mêmes des terres d'accueil.

Depuis le début du xx^e siècle, la pression migratoire s'est nettement renforcée, avec un

solde migratoire de 1,5 à 2 millions par an à partir de 2002, contre 500 000 à 1 million pendant les années 1990. La politique du regroupement familial se poursuit, même si elle est contrôlée plus sévèrement. L'immigration clandestine, par définition impossible à quantifier précisément, a sans doute trouvé une incitation avec les régularisations massives opérées ponctuellement par certains pays (France, Espagne, Grèce, Italie, Portugal). Depuis les années 2000, l'Union européenne s'est de plus en plus mobilisée dans la lutte contre les clandestins, et même le Royaume-Uni, longtemps accusé de laxisme, a pris des mesures de répression (reconduites à la frontière) et a renforcé l'immigration choisie. En 2006, le nombre de ressortissants de pays tiers résidant dans l'UE était de 18,5 millions de personnes, soit 3,8 % de la population totale (493 millions).

Bibliographie

Généralités

- H. AHRWEILER, M. AYMARD, *Les Européens*, éd. Hermann, 2000.
 J.-C. ASSELAIN et al., *Précis d'histoire européenne xix^e - xx^e siècle*, coll. « U », Armand Colin, 2015.
 S. BERSTEIN, P. MILZA, *Histoire de l'Europe contemporaine*, Hatier, 2002.
 P. et D. FABRE, *Histoire de l'Europe au xx^e siècle, 1945-1974*, 2 volumes, Complexe, 1995.
 J.-M. GAILLARD, ANTHONY ROWLEY, *Histoire du continent européen de 1850 à la fin du xx^e siècle*, Points histoire, 2001.

Évolutions économiques

- D. BARJOT (dir.), *Industrialisation et société en Europe occidentale du début des années 80 à la fin des années 60*, CNED/SEDES, 1997.
 É. BUSSIÈRE (dir.), *Industrialisation et sociétés en Europe occidentale, 1880-1970*, coll. « U », Armand Colin, 1998.
 Y. CASSIS, « Y a-t-il eu convergence des économies européennes depuis 1945 ? », *Le Mouvement social*, n° 185, oct.-déc. 1998, p. 23-38.

Évolutions politiques

- M. CATALA et al., *Démocraties occidentales et bouleversements de l'histoire, 1918-1989*, SEDES, 1999.
- B. DROZ, A. ROWLEY, *Histoire générale du xx^e siècle*, t. 3, *Expansion et indépendances, 1950-1973*, coll. « Points », Seuil, 1987.
- R. FRANK (dir.), *Les Identités européennes au xx^e siècle*, Publications de la Sorbonne, 2004.

Évolutions sociales

- W. ABENDROTH, *Histoire du mouvement ouvrier en Europe*, Maspéro, 2002.
- J.-P. BERDET, J. DUPAQUIER (dir.), *Histoire des populations de l'Europe*, t. 3, *Les Temps incertains, 1914-1998*, Fayard, 1999.
- Francis DÉMIER, *Histoire des politiques sociales. Europe, xix^e-xx^e siècle*, Seuil, 1997.
- G. DUBY, M. PERROT (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, t. 5, *Le xx^e siècle*, Plon, 2002.
- F. GUEDJ, *Histoire sociale de l'Europe, 1880-1970*, éd. Seli Arslan, 1998. Un choix de textes sources.
- H. KAEUBLE, *Vers une société européenne. Une histoire sociale de l'Europe 1880-1980*, Belin, 1993.
- H. MENDRAS, *L'Europe des Européens*, coll. « Folio », Gallimard, 1997.
- F.-X. MERRIEN, *L'État-providence*, PUF, 2002.
- J.-L. PINOL (dir.), *Histoire de l'Europe urbaine*, t. 6, *La ville contemporaine après 1945*, Points histoire, 2012.
- D. WOLTON et J.-L. MISSIKA, *La Folle du logis. La Télévision dans les sociétés démocratiques*, Gallimard, 1982.

Évolutions culturelles et religieuses

- A. CAPELLE-POGACÉAN et al., *Religions et identités en Europe : L'Épreuve du pluriel*, Presses de Sciences Po, 2008.
- A. CORBIN, *L'Avènement des loisirs, 1850-1960*, Flammarion, 2009.
- D. PELLETIER, *L'Europe des religions aujourd'hui*, Presses de Sciences Po, 2000.
- R. RÉMOND, *Religion et société en Europe : la sécularisation aux xix^e et xx^e siècles (1789-2000)*, coll. « Points », Seuil, 2001.
- J.-P. WILLIAMS, *Europe et religions : les enjeux du xxi^e siècle*, Fayard, 2004.

Sur l'immigration en Europe

- J. BAROU, *Europe, terre d'immigration : Flux migratoires et intégration*, Presses universitaires de Grenoble, 2006.
- J.-P. GOUREVITCH, *Les Migrations en Europe : Les réalités du présent, les défis du futur*, coll. « Acropole », Belfond, 2007.
- V. GUIRAUDON, *Les Politiques d'immigration en Europe. Allemagne, France, Pays-Bas*, L'Harmattan, 2000.
- C. NEVEU, *Nations, frontières et immigration en Europe*, L'Harmattan, 2000.
- A. PEROTTI, *Migrations et société pluriculturelle en Europe*, L'Harmattan, 2000.
- A. REA (dir.), *Immigration et racisme en Europe*, Complexe, 1998.
- D. SCHNAPPER, *L'Europe des Immigrés. Essai sur les politiques d'immigration*, Bourin Julliard, 1994.
- A. SPIRE, *Immigration et travail en Europe*, Gisti, 2005.
- C. WIHTOL DE WENDEN, *L'Europe des migrations*, Documentation française, 2001.

De la crise aux nouveaux conflits (1973-2001)

TROISIÈME PARTIE

- 19 De la marginalisation de l'Europe de l'Est à sa « libération »**
- 20 La crise des sociétés industrielles
et la mondialisation de l'économie**
- 21 La poursuite de la construction européenne après 1973**
- 22 Une France entre tradition, reconversion et modernisation**
- 23 Les Amériques**
- 24 Les nouveaux acteurs
dans l'espace mondial**
- 25 Un monde déstabilisé**
- 26 Vers un monde globalisé et pacifié ?**

De la marginalisation de l'Europe de l'Est à sa « libération »

La disparition, de manière accélérée, de l'URSS, en l'espace de quelques années, semble signifier la victoire du modèle libéral incarné par les États-Unis. Si en Occident, de nombreuses voix ont prophétisé une crise économique ou nationale majeure au risque d'une implosion, l'écroulement rapide du système communiste – mal compensé par la naissance de la CEI – laisse bien des interrogations en suspens. Quelle transition démocratique pour les pays du bloc de l'Est, et dans quelles conditions ? Comment réformer des économies que le dirigisme et la planification ont peu à peu coupé des réalités, et dans quelles conditions faire resurgir un secteur privé ? Comment gérer le passage à la société libérale pour des millions d'individus ? Car la CEI, héritière de la puissance soviétique doit – comme tout le bloc de l'Est – en passer par une transition économique et politique risquée, et redéfinir sa place dans un espace international en plein renouvellement.

1 La longue agonie de l'Union soviétique

À la tête de l'URSS jusqu'à sa mort le 10 novembre 1982, Leonid Brejnev semble incarner en sa personne la sclérose du régime. Du reste, ses successeurs, Iouri Andropov (1914-1984) puis Constantin Tchernenko (1911-1985) ne tranchent guère avec cette image et la politique qui lui correspond, celle d'un système en bout de course et qui tente de se préserver par des expédients. Ainsi, la formulation, en 1968, d'**une doctrine Brejnev** de souveraineté limitée pour les États satellites de l'URSS peut être perçue comme une tentative de ressouder un bloc socialiste de plus en plus fragmenté par les divisions (dissidences roumaine et yougoslave, voie italienne...). Elle souligne les risques d'une implosion du système soviétique. Si Andropov semble conscient des difficultés intérieures et prêt à lutter contre certains excès, il ne parvient toutefois pas, au cours d'un mandat bref, à infléchir la crise. Quant à C. Tchernenko, il est plutôt perçu comme un conservateur dans la droite ligne de L. Brejnev.

◀ VOIR CARTES P. 414 ▶

■ Les limites de la politique de détente : vers une « seconde guerre froide » ?

L'invasion de l'Afghanistan et ses répercussions

Accroc manifeste à la politique de détente, **l'invasion de l'Afghanistan**, entamée le 24 décembre 1979, aliène à l'URSS nombre de ses soutiens et appuis, notamment dans le monde arabe. À l'origine de cette opération, condamnée à une large majorité par l'assemblée générale de l'ONU, il y a d'emblée la volonté de soutenir le Parti communiste afghan, qui après avoir accédé au pouvoir avec l'appui de Moscou en 1978, se heurte à une opposition islamiste grandissante. L'Afghanistan, devenu en 1973 une république, s'était en effet éloigné de plus en plus de l'URSS, entraînant une réaction – une simple « affaire de police » selon Andropov...

Cette opération – analysée comme l'indice d'un regain de vitalité et d'une politique nouvelle et offensive – pousse les États-Unis à une

riposte politique : boycott des jeux Olympiques de Moscou (1980), embargo commercial et, bientôt, soutien à la guérilla islamiste afghane. L'élection, en 1981, du républicain Ronald Reagan, succédant à Jimmy Carter, à la Maison Blanche, engage l'Amérique dans une politique nouvelle, rompant avec la Détente, plus offensive que le *containment*, et visant à affaiblir durablement l'URSS, qualifiée d'empire du mal. Pour ce faire les États-Unis s'engagent dans une nouvelle course aux armements, qui passe par le doublement du budget de la Défense et le soutien à tous les régimes et mouvements hostiles au communisme, tant en Afrique (Angola, Mozambique) qu'en Amérique latine (Nicaragua) ou en Extrême-Orient (Afghanistan).

La course aux armements, fin de la détente

Si la doctrine stratégique soviétique, héritage de l'ère Khrouchtchev, accorde une forte confiance au nucléaire, elle se heurte néanmoins, à partir des années 1980, à une Amérique plus pugnace et prête à se lancer dans une **course aux armements**. Cette rivalité, technologique et – de fait – économique pourrait être symbolisée par le projet de « guerre des étoiles » : l'Initiative de défense stratégique annoncé en mars 1983 par R. Reagan. Le projet (un système de bouclier anti-missile organisé à partir d'un dispositif de satellites orbitaux) s'avère certes coûteux et incertain dans ses résultats (Reagan reconnaîtra plus tard qu'il s'agissait d'un bluff), mais il est révolutionnaire et rompt l'équilibre des forces nucléaires, fondement du concept de dissuasion. Désormais, les États-Unis pourraient, sans craindre un tir de représailles soviétique, lancer une attaque nucléaire. La guerre froide en est relancée... L'URSS est contrainte à s'engager dans une course aux armements qui va s'avérer ruineuse pour son économie (la Défense absorbe déjà 20 % du PNB).

La crise des euromissiles

Cette politique fait écho à la crise des euromissiles : en 1977, l'URSS déployait 330 missiles SS-20 menaçant l'Europe occidentale. Celle-ci n'ayant pas les moyens de riposter (car ne disposant pas de missiles capables de frapper l'URSS), l'équilibre est alors rompu. Aussi l'OTAN avait-il, en janvier 1979, décidé de négocier avec l'URSS le retrait des SS-20 et, en cas d'échec, proposé l'implantation de missiles intermédiaires Pershing II en RFA, Grande-Bretagne et Italie. Mais la proposition se heurte à un mouvement pacifiste vigoureux, qui pousse le chancelier allemand Helmut Schmidt (SPD) à démissionner en octobre 1982. Il est alors remplacé par le chrétien-démocrate Helmut Kohl, lequel parvient à faire voter en 1983 l'implantation de missiles intermédiaires Pershing II sur le territoire de la RFA. Entre-temps, l'affaire de l'avion de la Korean Air lines (un Boeing 747 abattu par l'aviation soviétique le 1^{er} septembre 1983), mal gérée par le Kremlin, retourne les opinions publiques en faveur des États-Unis, lesquels proposent par ailleurs un retrait simultané (l'option zéro) rejeté par Moscou. Il faut attendre 1986, l'avènement de M. Gorbatchev et le **sommet de Reykjavik** pour que l'URSS accepte finalement l'option zéro et le démantèlement conjoint des euromissiles.

La crise polonaise

La Pologne des années 1970 est le théâtre d'une agitation ouvrière croissante, approuvée par l'Église catholique. Ce mouvement est encore renforcé en 1978 avec l'élection au pontificat de Mgr Karol Wojtyła, archevêque de Cracovie, devenant **Jean-Paul II**, premier pape polonais de l'histoire. Un premier voyage officiel en Pologne, en juin 1979, confirme l'écho de cette élection, et le poids désormais accru de l'Église

La course aux armements

Stocks de têtes nucléaires en 1984 par type de lanceurs	URSS	États-Unis
Bombardiers	400	3 380
Sous-marins	2 500	5 728
Fusées intercontinentales	5 800	2 132
Fusées à moyenne portée	1 358	108
Total	10 058	11 248

Source : Secrétariat américain de la Défense, cité par J.-P. Scot, *La Russie de Pierre le Grand à nos jours*, Armand Colin, 2000.

◀ VOIR CARTE J P. 413 ▶

catholique dans le pays. Or le Saint-Siège soutient le syndicat indépendant **Solidarnosc**, mené par un mineur de Gdansk, Lech Walesa, lequel lance de grandes grèves partant des chantiers navals de la ville dès 1980, des grèves d'autant plus suivies que la hausse des prix – du fait de la politique de E. Gierek – sont importantes. Après une première période axée sur le dialogue, et qui aboutit, le 31 août 1980, à la signature des accords de Gdansk et, de ce fait, à la liberté syndicale, la réaction du gouvernement du général Jaruzelski passe par la répression et l'interdiction du syndicat Solidarnosc. L'Amérique rompt alors avec la tradition de la guerre froide en s'ingérant dans les affaires polonaises : Washington soutient financièrement le syndicat clandestin et déclare un embargo contre la Pologne. Quant à l'URSS, elle opte pour une solution « polonaise » après avoir envisagé une opération militaire (sollicitée par les communistes polonais) : le général Jaruzelski décrète alors la loi martiale, le 13 décembre 1981 (jusqu'à sa levée partielle en 1982) et fait arrêter L. Walesa. Mais, de manière significative, Andropov, trois jours plus tôt, déclarait que l'URSS n'entendait pas sacrifier ses intérêts à ceux d'un pays frère : un langage nouveau et assurément le signe d'une prise de distance, voire d'un désengagement.

LECH WALESA

L'électricien des chantiers naval de Gdansk, fondateur du syndicat Solidarnosc, devenu l'incarnation de l'opposition au régime communiste polonais, est une figure désormais majeure de la fin du bloc socialiste. Cet homme proche de l'Église catholique (et du pape Jean-Paul II, son compatriote), dont la stature est soulignée dès 1983 par l'attribution du prix Nobel de la Paix, sut, par une politique prudente et habile, négocier en 1989, le retour, sans crise et par étapes, au pluralisme politique. Élu président de la République en 1990, il présida au rétablissement de la démocratie en Pologne.

2 L'ère Gorbatchev

■ Glasnost et perestroïka

L'avènement, à la tête du PCUS, de Gorbatchev, en mars 1985, semble indiquer une rupture avec la tradition gérontocratique : succédant à deux septuagénaires (Iouri Andropov de 1982 à 1984, puis Constantin Tchernenko), Mikhaïl Gorbatchev est un jeune apparatchik de 54 ans, spécialiste des questions agricoles. Il incarne surtout une volonté réformatrice, et son élection, aisée, au secrétariat général, montre que cette ambition est partagée. Il s'entoure progressivement d'hommes de sa génération se débarrassant, en quelques années, des hiérarches du Politburo au profit d'hommes plus jeunes (Chevardnadze, Iakovlev...) soutenant sa politique. Vu d'Occident, il apparaît toutefois comme un épigone de Khrouchtchev et d'Andropov, dont les projets en termes de réformes (développer la croissance, lutter contre la corruption et l'alcoolisme, renforcer l'autonomie des entreprises) n'ont rien de neuf. Pourtant, la politique nouvelle, dite de restructuration (**perestroïka**), inspirée par le rapport de Novossibirsk (1983) va bien au-delà des réformes précédentes : démantèlement du système planificateur, légalisation d'un secteur privé (artisanat, commerce, services), réorganisation des entreprises d'État et autonomisation, possibilité de création de sociétés mixtes et de partenariats étrangers... Les nombreuses mesures, quoique assez novatrices, se heurtent toutefois à l'inertie et à la résistance des administrations de tutelle, ainsi qu'à l'absence d'une réforme de la politique des prix. Ainsi le résultat est limité.

Dans le domaine politique et culturel, la réforme a une influence beaucoup plus importante : la transparence (**glasnost**) devait permettre le développement d'une critique constructive et le retour aux sources du léninisme. Cela passe par un adoucissement de la censure à partir de 1986 (mais Lénine demeure au-dessus de toute critique), qui voit de nombreuses revues se lancer dans le débat, tant sur le passé que sur le présent, tandis que des classiques littéraires – jusque-là censurés – sont édités, tel *Le Docteur Jivago* (B. Pasternak) ou encore *Vie et destin* (V. Grossmann). En particulier, le débat sur le stalinisme voit s'affronter conservateurs (autour d'Egor Ligatchev) et réformateurs

APPARATCHIK : membre de l'appareil du PC.

LA GUERRE D'AFGHANISTAN

◆ Depuis le coup d'État de 1978, et la proclamation d'une République démocratique d'Afghanistan, le pays connaît une crise politique importante qui tourne à la guerre civile. L'URSS, qui considère l'Afghanistan comme appartenant à sa zone d'influence, décide finalement d'intervenir le 24 décembre 1979. Trois jours plus tard, Kaboul est prise et l'armée d'occupation installe un nouveau pouvoir d'obéissance communiste. La normalisation soviétique passe par l'occupation du territoire, mais l'Armée rouge se heurte à une forte résistance de la part des moudjahidin : une véritable guérilla s'organise. L'Afghanistan s'insère alors dans la guerre froide. Avec l'appui financier de l'Arabie Saoudite – organisé par un certain Oussama ben Laden – et des États-Unis, on y rassemble, arme et entraîne les volontaires arabes... sans forcément mesurer les risques ultérieurs, une fois l'armée rouge partie (1989) et Kaboul conquise par les moudjahidin, en avril 1992. Il s'agit, pour les volontaires arabes, d'une démobilisation forcée... qui appelle une remobilisation : ce sera le salafisme jihadiste. ◆

gorbatchéviens, de plus en plus critiques. Le pouvoir, soutenant la réforme, laisse se développer une véritable campagne hostile à Staline, laquelle passe par la réhabilitation, par la Cour suprême, de divers opposants (Zinoviev, Kamenev, Boukharine) jusqu'à Trotski (plus discrètement). La presse se fait par ailleurs l'écho des réactions favorables ou indignées de la population. Les questions d'actualité sont également très débattues, depuis l'intervention en Afghanistan (perçue par la population comme un Vietnam soviétique), jusqu'à l'écologie (Tchernobyl, 1986), la drogue, le sida... Une certaine liberté de ton s'instaure, qui va bien au-delà des limites posées par le pouvoir. Du reste, le crime de « propagande antisoviétique » disparaît du code pénal. Néanmoins, cette politique fait débat au sein même du Politburo, où Gorbatchev doit compter avec une opposition conservatrice (Ligatchev) ainsi qu'avec des « impatients » menés par Boris Eltsine, lequel sera finalement exclu du Politburo en 1988. Au sein du parti, il y a également de fortes résistances, en particulier face aux tentatives de démocratisation menées par Gorbatchev. L'organisation d'une conférence nationale du PCUS en juin 1988 (la première depuis 1941), afin de débattre de ce processus et des rapports entre l'État et le parti, exacerbe les tensions. Cela pousse Gorbatchev à prendre une certaine distance, bientôt institutionnelle, par rapport au PCUS.

Les réformes gorbatchéviennes touchent également la structure même de l'État. En effet, l'État soviétique est transformé du fait de la **réforme constitutionnelle de 1988**, première étape vers un pluralisme politique reconnu en 1990. Cette réforme met en place le vote à bulletin secret et les candidatures multiples dans l'élection du Congrès des députés du peuple (deux tiers de députés élus au scrutin majoritaire, un tiers de députés institutionnels) et du Soviet suprême (élu par les députés). Le résultat du scrutin de mars 1989 souligne le changement : si la majorité reste aux candidats officiels du Parti communiste (du fait notamment de manipulations), des candidats proches des indépendantistes sont élus. Une évolution confirmée par les élections des soviets locaux au printemps 1990. Enfin, le 14 mars 1990, Mikhaïl Gorbatchev, qui a introduit des amendements constitutionnels créant un régime présidentiel, est élu président de l'URSS pour cinq années, ce qui lui confère une légitimité nouvelle lui permettant de prendre de la distance avec le Parti communiste.

Sur le plan international, l'ambiance est également au renouveau : Gorbatchev et son ministre des Affaires étrangères, Chevardnadze, entendent relancer le dialogue Est-Ouest, mettre un terme à la course aux armements et obtenir des crédits occidentaux... cela afin de soutenir la politique de réforme intérieure. Le président soviétique veut « désidéologiser les relations entre États » et se réfère à des « valeurs humaines universelles », un discours fait pour séduire les Occidentaux. D'emblée, le nouveau président soviétique jouit d'une réelle popularité en Occident (et ce alors même que son impopularité s'accroît en URSS), fondée sur un style moderne, ainsi que sur une politique raisonnable : dès le 28 juillet 1986, Gorbatchev annonce le désengagement en Afghanistan (et ce jusqu'en février 1989, au départ du dernier contingent soviétique qui aura compté jusqu'à 150 000 hommes) ; un geste fort qui permet la signature, le 8 décembre 1987, d'un traité américano-soviétique de démantèlement des missiles intermédiaires. Les accords de désarmement se poursuivent d'ailleurs jusqu'au **traité START** de Moscou (30-31 juillet 1991), premier traité « d'après guerre froide » aboutissant à la destruction de plus du quart de l'arsenal stratégique des deux puissances. Vis-à-vis de l'Europe, les avancées sont également

manifestes : évoquant, dans un discours prononcé à Strasbourg le 6 juillet 1989, une « **maison commune européenne** », Gorbatchev se pose en défenseur des Droits de l'homme, partisan du désarmement et du rapprochement entre les blocs : en partenaire et non plus en adversaire.

■ Les limites de la Perestroïka

La politique de réforme menée par M. Gorbatchev transforme la physionomie de l'Union soviétique. Dans les villes – plus sensibles aux réformes – le secteur privé se développe peu à peu, d'abord en parasitant le secteur public, puis en s'affirmant. Et lorsque la propriété privée des moyens de production est autorisée, on voit une partie de la nomenklatura mener une privatisation par le haut. Les campagnes sont plus timidement touchées en dépit d'une première décollectivisation de la terre en 1989.

L'objectif du gouvernement soviétique est de limiter les dégâts (économiques et sociaux) d'une transition trop rapide vers une économie de marché. Aussi le gouvernement fédéral, dirigé par Gorbatchev, freine-t-il la libéralisation des prix, condition nécessaire à la mise en concurrence des entreprises, mais également facteur d'inflation et de chômage. Le 24 septembre 1990, Gorbatchev obtient par un vote du Parlement les pleins pouvoirs économiques, tandis que la mesure attise les tensions entre le gouvernement fédéral et ceux des diverses républiques : alors, le gouvernement de Russie, inspiré par B. Eltsine, propose un plan « des 500 jours » beaucoup plus radical que celui préconisé par le gouvernement fédéral (plan Ryjkov). C'est ainsi que le pouvoir central se heurte aux républiques et que l'évolution économique devient le terrain d'un affrontement politique aux relents nationalistes.

NOMENKLATURA : les élites politiques de la société soviétique.

Les résultats de la perestroïka s'avèrent, dans un premier temps, négatifs : l'économie soviétique, en crise depuis deux décennies, est fortement déstabilisée. Le taux de croissance se tasse, le déficit budgétaire et l'inflation augmentent, entraînant une chute importante du rouble. Bientôt, la pénurie s'installe, aiguisée par la hausse des prix, et l'État doit réintroduire les tickets de rationnement. Le chômage apparaît et, dès 1991, on compte plus de 2 millions de chômeurs. Les conséquences sociales sont inévitables : outre les pénuries, l'effondrement terrible du niveau de vie – pour une population habituée à des prix fixes et garantis par l'État – génère des tensions – entre partisans et adversaires des réformes, racistes envers les minorités (notamment en Russie). Les grèves ouvrières se répandent vite (10 millions de jours de grève en 1990), même si, au sein du monde ouvrier, des désaccords apparaissent (ainsi, le secteur pétrolier se montre favorable à une libéralisation des prix, facteur de profits). Par ailleurs, ces grèves, qui persistent en 1991, prennent une nette coloration politique.

3 De l'URSS à la Russie

■ La crise du Parti communiste

Mars 1990 voit dans l'histoire de l'URSS se produire une révolution politique décisive : **l'introduction du pluralisme**, tant à l'intérieur du Parti communiste, que dans la vie politique en général. Jusque-là la constitution n'autorisait que le seul Parti communiste. Mais à partir de 1988, des mouvements politiques inspirés par la glasnost apparaissent

dans les diverses républiques, comme en Russie (avec l'Union démocratique formée par des dissidents du PC), en Arménie (le comité Karabakh), dans le Caucase, les États baltes... aussi le pluralisme est-il finalement légalisé en 1990 : le PC perd son rôle dirigeant, ainsi que le contrôle sur les médias, et doit, en interne, accepter des courants divergents, les « plates-formes ». Conséquence de cette normalisation, le nombre d'adhérents recule sensiblement (800 000 adhérents quittent alors le Parti, dont Boris Eltsine) ainsi que le nombre d'électeurs, tandis que, parallèlement, de nouveaux partis se constituent, tel le Bloc démocratique, une coalition libérale fondée en octobre 1990 et qui porte bientôt B. Eltsine à la présidence de la Fédération de Russie. Certes, le Parti communiste dispose encore de bases importantes (près de 15 millions d'adhérents en 1991), mais il est désormais un parti parmi d'autres.

■ La crise de l'Union

Ces tensions menacent la cohésion même de l'Union soviétique. Le gouvernement fédéral est en effet confronté aux velléités d'indépendance des diverses républiques et de leurs parlements (à commencer par la République russe), lesquels, au nom de l'autonomie, contestent les décisions émanant du gouvernement fédéral et revendiquent leur souveraineté. **Des mouvements nationalistes** sont déjà apparus aux marges de l'Union (pays Baltes, Ukraine...), qui provoquent des manifestations importantes comme en 1987 dans les pays Baltes ou en 1989 en Géorgie. Les revendications d'autonomie, puis d'indépendance, se diversifient : sous la forme d'une contestation antisoviétique et slavophobe comme de tensions interethniques, qui se multiplient au sud du pays. Ainsi, Azéris et Arméniens se heurtent au sujet du Haut-Karabakh (peuplé majoritairement par des Arméniens, mais confié en 1923 par Staline à la république d'Azerbaïdjan). Les premiers à franchir le pas et à proclamer l'indépendance sont les républiques baltes, dès le printemps 1990.

◀ VOIR CARTE B P. 414 ▶

Le risque de désintégration de l'Union soviétique, déchirée par des forces centrifuges, pousse M. Gorbatchev, qui vient d'obtenir du Parlement l'autorisation de légiférer par décrets pendant 18 mois, à s'allier aux conservateurs en décembre 1990, non sans provoquer des remous parmi ses soutiens (ainsi, son ministre des Affaires étrangères, E. Chevardnadze, démissionne). Et lorsque, dans les pays Baltes, la crise devient patente, le Kremlin n'hésite pas à utiliser l'armée Rouge, laquelle, en janvier 1991, opère un coup de force à Vilnius et Riga mais n'ose pas aller au-delà. Cette tentative ratée, qui aliène au gouvernement fédéral tous les appuis des réformateurs, discrédite M. Gorbatchev, lequel semble depuis longtemps avancer à vue, sans politique définie. Inversement, B. Eltsine condamne la manœuvre et reconnaît **l'indépendance des États baltes**. Certes, le référendum de mars 1991 sur l'avenir de l'Union conforte la politique menée par M. Gorbatchev (76 % de votes favorables), mais il a été boycotté par 6 républiques sur 15, prémices d'une désintégration possible. Et de fait, la Géorgie, dès le 9 avril 1991 proclame son indépendance, tandis que l'Arménie et la Moldavie s'y préparent.

Surtout, en Russie, B. Eltsine apparaît désormais comme la figure montante : sa proposition d'élire le président de la Fédération de Russie au suffrage universel direct, convainc une large majorité, et c'est tout naturellement qu'il est élu, le 12 juin 1991, président de la république de Russie avec 57,3 % des voix. La tension entre la Russie (près de 52 % de la population soviétique et 76 % du territoire) et l'Union est réelle, symbolisée par le duel Eltsine-Gorbatchev.

Face à un phénomène de désagrégation rapide, Gorbatchev tente de consolider l'Union soviétique en préparant un nouveau traité d'union, renouvelant le traité d'union du 23 novembre 1990 « des républiques soviétiques souveraines ». Il est appuyé dans ce projet par neuf républiques, dont la Russie où Eltsine et lui font cause commune. Le texte du traité, publié le 14 août, confère néanmoins une large souveraineté aux républiques et sa signature, le 20 août, devait mettre fin à l'URSS. La mesure provoque, au sein des conservateurs, une réaction violente qui se traduit par une tentative de coup de force : le 19 août 1991, le ministre de la Défense, le maréchal Iazov, le ministre de l'Intérieur, Pougo, ainsi que le président du KGB, Krioutchkov, créent un « comité d'État pour l'état d'urgence » qui tente d'écarter Gorbatchev, en vacances en Crimée, prétextant une maladie, tandis que l'armée envahit Moscou. Mais réfugiés à la Maison blanche (le parlement russe), Eltsine et ses partisans parviennent à ameuter la foule moscovite, appelant à la grève et à la désobéissance civile. L'armée et le KGB, hésitant à donner l'assaut au Parlement, le putsch fait chou blanc, tandis que Gorbatchev, de retour dès le 22 août, voit son pouvoir considérablement affaibli.

■ La fin de l'URSS

L'une des premières mesures d'Eltsine, désormais l'homme fort, est d'ailleurs de suspendre, sur tout le territoire russe, les activités du PCUS et de confisquer ses biens. Sans guère de soutiens, à la tête d'un parti plus qu'affaibli, dont les franges réformistes – tant dans l'armée que parmi les intellectuels – se sont ralliées à Eltsine, M. Gorbatchev semble avoir achevé son rôle dans l'histoire : il démissionne de son poste de président de l'URSS le 25 décembre 1991, alors même que Boris Eltsine a, de sa propre autorité, dissous l'Union. L'URSS a cessé d'exister.

La CEI prend le relais. Dès le 22 janvier 1993, elle se dote d'une charte constitutive... qui est d'ailleurs rejetée par l'Ukraine, membre fondateur. On constate toutefois que cette transformation n'altère pas l'influence dominante de la Russie dans la nouvelle structure, matérialisée par l'ex-armée soviétique, devenue l'armée russe. Du reste, c'est la Fédération de Russie qui hérite du siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

Ainsi, la CEI est une fédération de républiques, mais la Russie ne se prive pas de peser de son poids, économique et politique, contre les velléités d'indépendance, jusqu'à l'intervention militaire comme dans le cas de la Tchétchénie. Celle-là, par la voix de son président, le nationaliste Doudaev, proclame de manière unilatérale son indépendance en octobre 1991, avant que la Russie n'intervienne militairement lors d'une première guerre, à partir de décembre 1994. Car si la Constitution du 12 décembre 1993 confère une large autonomie (locale et régionale) aux républiques, elle n'autorise pas la sécession.

La question se pose également du partage des dépouilles de l'URSS : que faire de la flotte de la mer Noire (350 navires) partagée entre l'Ukraine et la Russie, quel avenir envisager pour le nucléaire soviétique, en particulier le nucléaire militaire ? À cette question, la réponse est apportée par Moscou qui, excitant des accords SALT et du TNP, par un accord d'avril 1992 avec l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie, récupère toutes les armes tactiques, ainsi que les missiles stratégiques de l'ancienne URSS, selon un principe de double contrôle. Dans le domaine monétaire, une série de décisions, prises par la banque centrale de Russie entre 1992 et 1993, oblige les autres républiques de la CEI à équilibrer leurs comptes extérieurs : cela équivaut à affai-

CEI : Communauté d'États indépendants, fondée le 8 décembre 1991 avec l'accord de Minsk, par les trois plus grandes républiques slaves de l'ex-URSS (fédération de Russie, Biélorussie, Ukraine), et bientôt rejointe, le 21 décembre 1991 lors du sommet d'Alma-Ata par huit anciens États d'URSS (Moldavie, Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Turkménistan, Tadjikistan et Ouzbékistan).

blir économiquement ces républiques, Moscou n'hésitant pas à utiliser par ailleurs le chantage énergétique pour bloquer les ambitions d'indépendance. La création d'une zone de libre-échange entre les membres de la CEI (1994), ainsi qu'une union douanière entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan en 1995 participent de cette politique.

4 La Russie de Boris Eltsine

■ La crise intérieure russe

La disparition du système communiste plonge, dans un premier temps, la Russie dans une crise importante, du fait de l'absence de pluralisme politique. La seule certitude est d'abord la persistance des élites communistes à la tête des États et des grandes entreprises. Une partie de la population a difficilement accepté l'évolution – et la perte de puissance de l'Union soviétique – contrainte à s'aligner sur l'Occident. Le nationalisme slave, incarné un temps par Vladimir Jirinovski, y trouve l'occasion d'un renouveau politique baigné par l'anti-occidentalisme. Seuls les communistes, réorganisés dans un PC de la Fédération de Russie dirigé par G. A. Ziouganov, font figure de parti de masse, nostalgique de l'URSS : le pari de M. Gorbatchev, de faire évoluer le communisme vers la sociale démocratie, a échoué.

Pour B. Eltsine, l'urgence est toutefois de mettre en place des institutions fédérales fortes par un projet de constitution. En conflit avec les députés du fait de sa politique économique, il est désavoué et se voit refuser les pouvoirs spéciaux lors du VIII^e congrès des députés. Face à une crise imminente, il opte pour un coup d'État en décrétant – illégalement – la dissolution du Parlement le 21 septembre 1993, qui, de son côté, le démet de la présidence. Rejouant la crise de 1991, les députés occupent la Maison blanche du 29 septembre au 4 octobre 1993, date à laquelle Eltsine fait donner l'assaut par l'armée (l'affaire fait 145 morts). **La nouvelle constitution** est adoptée par référendum le 12 décembre 1993.

Cette constitution favorise nettement le pouvoir exécutif : élu au suffrage universel, le président peut légiférer par décrets, ce dont il ne se privera pas, affronté à la Douma qui, après avoir vu le succès des nationalistes (décembre 1993) puis des communistes (décembre 1995), lui demeure hostile. La personnalité d'Eltsine domine alors la vie politique russe, qui semble assez chaotique aux observateurs étrangers : s'appuyant sur divers réseaux et clientèles, ainsi que sur une police politique, le FSB – héritier du KGB – constituée en avril 1995, Eltsine remporte les élections présidentielles de juillet 1996 contre le candidat communiste, Ziouganov.

■ Le temps des réformes économiques

Dans la population, l'écroulement du système communiste est vécu de manière plus dramatique : la **transition vers une économie de marché** impose déjà l'abandon de la pratique soviétique des prix administrés, c'est-à-dire soutenus artificiellement. Optant pour une thérapie de choc sur le modèle polonais, E. Gaïdar, conseiller économique d'Eltsine, suggère de libérer les prix au 2 janvier 1992. Le résultat s'avère catastrophique : sans les subventions d'État, et du fait du prix des matières premières et de l'énergie, la production stagne et l'économie s'effondre. L'État et les oligarques se renvoient la faute et la politique de rigueur

PRÉAMBULE DE LA CONSTITUTION

RUSSE DE 1993 : UNE AUTRE RUSSIE

◆ « Nous, peuple multinational de la Fédération de Russie, uni par un destin commun sur notre terre, affirmant les droits et libertés de l'homme, la paix civile et la concorde, conservant l'unité de l'État historiquement constituée, nous fondant sur les principes universellement reconnus d'égalité en droit et d'autodétermination des peuples, vénérant la mémoire des ancêtres qui nous ont transmis l'amour et le respect de la Patrie, la foi dans le bien et la justice, faisant renaître l'État souverain de la Russie et rendant intangible son fondement démocratique, visant à assurer le bien-être et la prospérité de la Russie, mus par la responsabilité pour notre Patrie devant les générations présentes et futures, nous reconnaissons comme une part de la communauté mondiale, adoptons la constitution de la Fédération de Russie ». ◆

financière est intenable dès avril 1992. Une inflation galopante se développe (voire une « hyper-inflation », de près de 8 000 % en 1993) qui affaiblit la monnaie. Eltsine se voit contraint par les députés de prendre un nouveau Premier ministre issu de l'entreprise, V. Tchernomyrdine (décembre 1992), lequel engage la Russie dans une politique de stabilisation de la monnaie, ainsi que l'exigeait le FMI : contrôle des changes à partir de janvier 1994, taxe sur les bénéfices et expédients divers (dont des retards de salaire qui provoquent des grèves importantes chez les mineurs). Par ailleurs, en mars 1993, la Russie s'étant déclarée incapable de rembourser sa dette extérieure, elle obtient un rééchelonnement. L'économie russe, sous perfusion, reste fragilisée.

L'autre chantier du gouvernement russe est la **privatisation des entreprises d'État et des terres**. Dans un premier temps, la privatisation est appliquée de manière gratuite, les citoyens recevant des actions d'entreprises privatisées sous forme de chèques de privatisation (aussitôt échangés contre du numéraire). Puis, à partir de 1994, la privatisation devient payante. Si ce système permet de limiter les faillites, il n'entraîne pas un renouveau économique, d'autant que les possibles investisseurs étrangers sont vite découragés par l'opacité des méthodes et la concurrence de la nomenklatura. Une caste d'investisseurs, proches des cercles du pouvoir se forme alors, les oligarques, qui fonde quelques grands groupes industriels (tel Ioukos, 4^e groupe pétrolier mondial en 2003). Quant à la privatisation des terres (octobre 1993), elle se heurte également aux mentalités restées favorables aux structures collectives (sovkhozes et kolkhozes) ainsi qu'au coût réel d'une exploitation (en matériel et combustible), ce qui limite les initiatives à une agriculture de subsistance (sur le modèle des jardins ouvriers) : au milieu des années 1990, le secteur privé ne recouvre que 5 % des terres.

5 La fin des démocraties populaires

■ L'année 1989 : la désagrégation

À l'image de l'URSS, la libéralisation de la vie politique et économique, encouragée par Gorbatchev, se répand dans les démocraties populaires. Les modes de libéralisation sont divers, depuis le consensus négocié jusqu'à la révolution en douceur ou la guerre civile.

Ainsi, la **Pologne** donne le signal : le 5 avril, le général Jaruzelski a signé un accord avec le syndicat Solidarnosc prévoyant des élections libres pour juin, élections qui se soldent par la constitution, dès le 18 août 1989, d'un gouvernement non communiste présidé par Tadeusz Mazowiecki, lequel abolit, le 29 décembre de cette même année, le rôle dirigeant du Parti communiste. Il en va de même pour la **Hongrie** au printemps 1990 : la multiplication de mouvements politiques et syndicaux « tolérés » (le Renouveau démocrate, le Nouveau forum...) à partir de 1987 engage rapidement la Hongrie dans un pluralisme de fait (puis de droit, le 11 février 1989), et dès octobre 1989, l'abandon du rôle dirigeant du parti est également décidé. Significativement, la Hongrie avait, dès le 2 mai 1989, ouvert sa frontière avec l'Autriche et donc entamé le « rideau de fer ». En **Tchécoslovaquie**, c'est une répression brutale, contre une importante manifestation de 30 000 personnes à Prague, le 17 novembre 1989, qui met le feu aux poudres : autour de Vaclav Havel, célèbre dramaturge et dissident, fondateur du Forum civique, l'opinion se regroupe, qui entraîne rapidement la formation d'un nouveau gouvernement (10 décembre) et l'élection, le 29 décembre, de V. Havel comme président. La « **révolution de**

DES IRRÉDENTISMES PERSISTANTS

À la fin de l'Empire soviétique, la transition est relativement calme, en dépit de nombreux conflits ethniques. Toutefois, des tensions demeurent telle la question du Haut-Karabagh, qui oppose l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis 1987. Ce territoire, majoritairement peuplé d'Arméniens, était intégré jusque-là à la République d'Azerbaïdjan, et revendiqué par l'Arménie. En 1988, il fait sécession, ce qui entraîne des heurts et près de 20 000 victimes. En 1991, le Haut-Karabagh proclame son indépendance, mais il faut attendre 1994 et le cessez-le-feu proclamé sous l'égide du groupe de Minsk (une émanation de l'OSCE) pour que la violence s'apaise, sans que la situation ne soit réglée. La Géorgie, indépendante en avril 1991, doit également faire face à l'irrédentisme de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, républiques auto-proclamées en 1992 : une situation non résolue, secouée par des épisodes de guerre (1992-1993). La guerre russo-georgienne de l'été 2008 aboutit à la reconnaissance, par la Russie, de l'indépendance de ces deux républiques.

◆ Nicolae Ceaucescu est arrivé au pouvoir en 1965 à la suite de Gheorghiu-Dej. Transformant rapidement la Roumanie en une république socialiste à part entière, le « conducator » met en place un régime très inspiré du système stalinien, culte de la personnalité compris. Mais c'est un régime qui se sclérose rapidement et qui se heurte à de graves problèmes économiques du fait d'un objectif d'autarcie économique inaccessible. À partir de décembre 1989, la Roumanie voit se développer une forte contestation ouvrière, partie de la ville minière de Timisoara. L'intervention de la troupe et des fusillades transforme toutefois le mouvement social en émeute, qui se propage jusqu'à la capitale, Bucarest. Bientôt, la violence s'étend et la capitale se trouve plongée dans une guerre civile entre manifestants et partisans du régime (notamment des services secrets, la Securitate), non sans soupçons de manipulation soviétique ou américaine... Décidant de fuir par hélicoptère le 23 décembre, le couple Ceaucescu est finalement capturé et, après un simulacre de procès, exécuté le 25 décembre à Targoviste. Le caractère très brutal de cette « révolution », la seule à se muer en une guerre civile et urbaine largement médiatisée, fait de la Roumanie un cas emblématique de la chute des démocraties populaires. ◆

velours » devient un modèle de transition pacifique (qui s'oppose à la vraie révolution roumaine).

Autre moment marquant de cette période, les révolutions qui secouent **la Roumanie** de Nicolae Ceaucescu et **la Bulgarie** de Todor Jivkov, révolutions violentes qui contribuent à la chute brutale des deux dictateurs (remplacés par d'autres apparatchiks), sous les regards, et les caméras, de l'Occident. Ainsi, si certains pays conservent des dirigeants communistes plus ou moins appréciés par Moscou (Bulgarie, Roumanie), d'autres s'affranchissent nettement de la tutelle soviétique (Pologne, Tchécoslovaquie...) : l'influence soviétique, fragilisée, s'effondre. On voit notamment Moscou rappeler ses conseillers militaires en Éthiopie et intervenir pour mettre un terme au conflit angolais.

■ La chute du mur de Berlin

Le symbole de cette période, et de cette évolution, demeure sans conteste la chute du mur de Berlin et, à l'issue, la mise en place du processus de **réunification** après la victoire des démocrates-chrétiens aux élections. L'Allemagne est au cœur de la stratégie de Gorbatchev comme elle fut au cœur de la guerre froide : le thème d'une « maison commune européenne » développé par le président soviétique suppose l'établissement de bonnes relations avec la RFA, alors même que le modèle socialiste incarné par la RDA prend l'eau de toute part. Celle-là, soutenue par des crédits venus d'Allemagne de l'Ouest, ne subsiste que grâce à un régime politique extrêmement contrôlé, et une police politique encore puissante, la Stasi. Or en mai 1989, l'ouverture des frontières hongroises à l'Occident a créé un véritable appel d'air en RDA. Dès le mois d'août, ce sont plus de 20 000 Allemands de l'Est qui sont passés à l'Ouest, tandis qu'en RDA, la population fait pression sur le gouvernement d'Erich Honecker pour plus de libertés. Désavoué par Gorbatchev en visite à Berlin le 6 octobre 1989, Honecker démissionne, donnant ainsi le signal de la libéralisation. La situation échappe rapidement au contrôle soviétique et, le 9 novembre, les manifestants s'attaquent au mur de Berlin, qui tombe physiquement et symboliquement. Dans la seule année 1989, ce sont plus de 700 000 Allemands de l'Est qui passent à l'Ouest : la chute du mur conclut cette évolution, prélude à une réunification demandée par les manifestants et envisagée à l'Ouest. Dès le 28 novembre 1989, le chancelier Kohl propose un premier plan de réunification en 10 étapes, qui reçoit l'appui des États-Unis (à la condition du maintien de l'Allemagne dans l'OTAN) : ce plan est, dans un premier temps, contesté par Gorbatchev, qui entend maintenir la RDA, mais devant l'écrasante victoire de la CDU – réunificatrice – sur le Parti communiste aux élections législatives de mars 1990, la réunification semble s'imposer.

La réunification est un processus complexe, qui – sur la base des accords de Potsdam – suppose l'intervention des quatre puissances occupantes d'après guerre dans la négociation entre les deux Allemagne (traité 2 + 4). Si dans un premier temps, M. Gorbatchev s'oppose au maintien de l'Allemagne dans l'OTAN, il finit par céder devant la fermeté américaine et la visite du chancelier Kohl à Moscou, le 16 juillet (qui lui propose une aide économique en échange). Le traité 2 + 4, signé le 12 septembre 1990, fonde une Allemagne réunifiée, libre de ses alliances, démocratique et libérale. Si l'armement nucléaire lui est interdit, elle voit en revanche les troupes étrangères (notamment les 400 000 soldats soviétiques) se retirer et sa souveraineté lui être ainsi rendue. Le 3 octobre 1990, la réunification est finalement proclamée, mettant un terme à une source de conflit majeure de la guerre froide.

■ L'Europe, une alternative ?

Pour les ex-démocraties socialistes, l'Europe apparaît rapidement comme un objectif... Et de fait, depuis 1989 et le sommet de l'arche de la Défense, c'est à l'Europe qu'incombe la charge de la transition démocratique dans les pays d'Europe centrale et orientale. Ce processus suppose une réfection économique qui passe par la privatisation de l'appareil de production, et donc par l'introduction du libéralisme dans des économies fragilisées. Pour cela, la CEE s'est dotée, en 1991, d'une institution adéquate, la **Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)**, qui, dans un premier temps, par une politique d'association entre anciens États de la CAEM (accords de Visegrad de février 1991, qui aboutissent, le 20 décembre 1992, à la création de l'Accord de libre-échange centre européen), tisse un lien entre la CEE et la Hongrie, la République tchèque, la Pologne et la Slovaquie. Le cas de la RDA, composée de 5 Länder intégrés à l'Allemagne depuis 1990, est particulier : non sans quelques tensions entre « ossies » (ex-Allemands de l'Est) et « wessies » (ex-Allemands de l'Ouest), la réunification se poursuit.

Mais la transition économique n'est qu'une étape vers l'intégration politique, garantie par les résolutions du Conseil européen de Copenhague (juin 1993) qui déclare que « les pays associés d'Europe centrale et orientale » pourraient devenir membres de l'Union européenne. Six ans plus tard, à Helsinki, le Conseil européen décide d'entamer les négociations en vue de l'**élargissement de la Communauté européenne**. En décembre 2000, le sommet de Nice établissait une « feuille de route » (fixant un agenda et des étapes à l'adhésion), que le Conseil européen de Laeken (décembre 2001) validait, appelant à la conclusion des négociations. Enfin, le Conseil européen de Copenhague (décembre 2002) a scellé l'union par un accord sur les conditions économiques et financières de l'élargissement. Il ne restait plus qu'à signer, à Athènes, le 16 avril 2003, le traité d'adhésion, rendu effectif au 1^{er} mai 2004 : ainsi, l'intégration de la Pologne et de la Hongrie (2004) puis de la Roumanie et de la Bulgarie (2007) confirmaient le processus.

■ Renouveau ou crise des nationalités ?

La crise du bloc socialiste voit également se réveiller des sentiments nationaux longtemps bridés par les régimes en place. En particulier dans les États composés de plusieurs nationalités, la crise est patente. Ainsi, en 1993, la Tchécoslovaquie, fondée en 1918, se divise en République tchèque et en Slovaquie après avoir vu, avec la révolution de velours (novembre 1989), la chute du Parti communiste. Mais c'est surtout la longue guerre civile qui débute en **Yougoslavie**, du fait de l'imbriication des nationalités et des confessions, qui met en lumière les limites de la politique européenne à l'égard de l'Europe de l'Est.

■ La fin du pacte de Varsovie, prélude à la fin des blocs

Le sommet de Malte (1^{er} et 2 décembre 1989) voit l'URSS accepter le principe d'une collaboration entière avec les États-Unis et l'OTAN au sein de la CSCE. Cette évolution conclut dans une certaine mesure la guerre froide en mettant un terme au système des blocs et à la politique traditionnelle de l'URSS en Europe (qui visait à l'éviction de l'influence américaine, jusque dans le projet de « maison commune européenne »). En novembre 1990, la conférence de Paris renforce, en l'institutionnalisant, la CSCE : Européens (URSS comprise), Américains et Canadiens

LA CRISE YOUGOSLAVE

◆ La crise yougoslave débute le 25 juin 1991, avec la proclamation d'indépendance des républiques slovénes et croates puis, le 15 septembre, de la Macédoine : le gouvernement de Belgrade réagit immédiatement en envoyant l'armée en Croatie. Le processus d'écatement continue pourtant en avril 1992 avec la naissance de la république serbe de Bosnie-Herzégovine et, consécutivement, le déclenchement d'une guerre en Bosnie, guerre qui oppose surtout la communauté serbe orthodoxe à la communauté bosniaque musulmane. La guerre se prolonge jusqu'à 1995, avec l'intervention du gouvernement américain et la négociation des accords de Dayton qui prévoient la partition de la Bosnie-Herzégovine entre la fédération de Bosnie-Herzégovine et la République serbe. Par ailleurs, l'ONU, qui est également intervenue (par un embargo contre la Serbie et le Monténégro) fonde en 1993 un Tribunal pénal international pour juger des crimes perpétrés contre l'humanité en ex-Yougoslavie. En 1999, une nouvelle crise éclate du fait de l'indépendantisme du Kosovo, partagé entre populations serbes et albanaises : l'ONU envoie cette fois une force d'interposition (la KFOR) tandis que l'OTAN, sans mandat onusien, entreprend de bombarder la Serbie (la campagne aérienne dure 78 jours) pour stopper les pratiques de nettoyage ethnique. Dès 1999, le Kosovo passe sous administration onusienne, avant d'être finalement indépendant en février 2008. ◆

s'accordent sur une définition commune et libérale de la démocratie, ainsi que sur la fin de « l'ère de la confrontation ». La guerre froide s'achève. Les accords START 1 (1992) et START 2 (1993) sur la réduction des armes nucléaires symbolisent cette reprise. De même que le départ des troupes soviétiques des États d'Europe de l'Est. Outre l'ancienne RDA, la Lettonie et l'Estonie (libérées des troupes soviétiques en 1994), la Tchécoslovaquie, la Hongrie sont également évacuées dès 1991, tandis que le 1^{er} juillet 1991 le pacte de Varsovie se dissout. L'URSS s'aligne désormais sur la politique extérieure américaine : en 1991, elle vote à l'ONU en faveur d'une intervention internationale contre l'Irak, rompt ses liens avec la guérilla sandiniste au Nicaragua, incite Cuba à retirer ses propres conseillers et, après avoir rétabli des relations diplomatiques officielles avec Israël, s'engage dans un processus pacifique concernant la question palestinienne.

6 La Russie en quête de puissance

L'OTAN ET LA FIN DES BLOCS

◆ La disparition du bloc socialiste ne signifie pas la fin de l'Alliance atlantique : le modèle libéral et américain, prestigieux, triomphe et les anciennes démocraties socialistes se rallient. C'est le sens de la Charte de Paris « pour une nouvelle Europe » (21 novembre 1990) où les participants s'engagent à suivre les principes de l'acte d'Helsinki. C'est aussi, plus significativement, l'entrée dans l'OTAN de la Pologne, la Hongrie, la République tchèque (1999), puis, par la suite, de la Bulgarie, la Roumanie, les États baltes et la Slovaquie (2004). ◆

Si dans un premier temps, la Russie semble être seule héritière de l'URSS (ONU, arsenal nucléaire), elle n'est toutefois plus la puissance de naguère. Et cela alors même que les structures héritées de la guerre froide, dont l'OTAN, demeurent : les demandes d'adhésion de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque montrent que face à l'extension de l'OTAN, la CEI, qui ne s'est vu proposer qu'une participation au sein du Conseil de coopération nord-atlantique fondé en décembre 1991, ne pèse guère (en dépit des promesses américaines et d'un accord de « partenariat pour la paix » signé le 3 décembre 1993). De même, la candidature de la Russie pour entrer au Conseil de l'Europe, déposée en 1992, rencontre des difficultés auprès des puissances européennes, inquiètes au sujet de la violation des Droits de l'homme dans la guerre en Tchétchénie (dénoncée en mars 1995 par la commission des Droits de l'homme de l'ONU) : il faut attendre 1996 pour que la candidature soit acceptée.

À partir de 1995, la diplomatie russe, dirigée par E. Prymakov, s'engage dans une politique plus indépendante à l'égard de l'Occident, renouant des contacts avec les pays arabes, avec l'Iran et la Chine (par un accord de coopération militaire d'avril 1995), sans aller jusqu'à la rupture du fait des nécessités économiques (poids du FMI et de la dette extérieure). La crise tchétchène traduit la volonté de ne pas perdre de terrain en Asie centrale et de retrouver un rang de grande puissance, allant pour cela jusqu'à se heurter à l'Occident.

■ Les guerres de Tchétchénie

Aux frontières de la Géorgie, la Tchétchénie est une région de crise. De 1994 à 1996, une première guerre éclate, du fait de la proclamation d'indépendance tchétchène du 2 novembre 1991. Cette guerre se solde en août 1996 par les accords de Khassaviourt (août 1996) reconnaissant à la Tchétchénie une autonomie complète. Mais en août 1999, l'armée russe intervient de nouveau pour lutter contre un mouvement islamiste tchétchène qui s'immisce au Daghestan. C'est le début d'une série d'attentats en Russie, attribués à des terroristes islamistes d'origine tchétchène, et le prétexte pour une nouvelle opération militaire d'envergure, qui commence le 9 septembre par le bombardement de la capitale, Grozny. V. Poutine, qui vient d'arriver à la tête du gouvernement (le 9 août) déclare ne plus reconnaître l'autorité du président tchétchène A. Maskhadov et s'en remettre au Parlement élu en 1996 :

le 1^{er} octobre, les troupes russes (93 000 hommes) envahissent la Tchétchénie. C'est le début d'un conflit dur, que l'Occident condamne, mais face auquel il demeure impuissant, de même que l'opinion russe. Si un premier gouvernement tchétchène pro-russe est finalement installé le 18 avril 2001 (et un président élu – non sans pressions – le 5 octobre 2003), la situation demeure très critique et les violations des Droits de l'homme sont constantes (et condamnées par la cour européenne des Droits de l'homme en février 2005). La crise est d'autant plus sévère qu'un terrorisme tchétchène (prise d'otages de Moscou des 23-26 octobre 2002, prise d'otages de Beslan en septembre 2004...) très actif exacerbe les tensions. Tandis qu'un gouvernement indépendantiste clandestin, dirigé par A. Maskhadov (mort en 2005), puis C. Bassaïev (mort en 2006) tente de survivre, le 27 novembre 2005, les élections législatives en Tchétchénie voient le triomphe du parti pro-russe Russie unie. La normalisation continue.

■ La Russie de Vladimir Poutine : une puissance renouvelée ?

Ancien officier du KGB, puis du FSB, devenu un proche de Boris Eltsine, Vladimir Poutine semble incarner cette volonté de puissance renouvelée : nommé Premier ministre en août 1999 au début de la seconde guerre tchétchène, il se signale par une politique extérieure sans concession et l'affirmation d'une puissance nouvelle. Le 31 décembre 1999, la démission de B. Eltsine lui donne accès à la présidence, d'abord par intérim, puis – après un bon résultat (52 %) aux élections de mars 2000 –, officiellement. S'appuyant sur les anciens services de sécurité, V. Poutine annonce sa volonté de restaurer une politique d'ordre (la « dictature de la loi ») qui, vue d'Occident, semble ne pas toujours faire beaucoup de cas de la démocratie. En politique extérieure, il revendique clairement pour la Russie un statut de puissance, fondé notamment sur des richesses énergétiques (gaz et pétrole) dont l'Europe est un client friand. Il entreprend, à cet égard, de prendre le contrôle des grands groupes industriels nés durant la période précédente sur les vestiges du domaine d'État, luttant contre les oligarques.

LE BOURBIER TCHÉTCHÈNE

◆ La Seconde Guerre de Tchétchénie plonge la Russie dans les affres d'un conflit aux allures afghanes, jouant ainsi sur un traumatisme récent. En effet, la guérilla tchétchène s'engage dans la voie terroriste, en multipliant les attentats-suicides à partir de 2002 ainsi que les prises d'otage. Mais le discours russe sur la Tchétchénie a évolué : le motif de la guerre contre le terrorisme s'impose et l'islamisme tchétchène est assimilé, sans nuance, à un jihadiste global. Tandis qu'un gouvernement indépendantiste clandestin tente vainement de survivre, la Russie patronne, le 27 novembre 2005, des élections législatives en Tchétchénie qui voient le triomphe du parti pro-russe Russie unie, et le début de la normalisation. En parallèle, le mouvement séparatiste tchétchène s'est coulé dans un moule islamiste et proclame de son côté la fondation d'un émirat du Caucase en octobre 2007... Peut-on parler d'un modèle afghan ? ◆

■ Conclusion

Le xx^e siècle s'achève-t-il en 1991, avec la disparition de l'URSS ? Est-ce vraiment la « fin de l'Histoire » (selon le titre d'un essai controversé de F. Fukuyama), du fait de la victoire du modèle libéral sur le modèle socialiste ? La disparition de son principal challenger place-t-elle l'Amérique en position « d'hyperpuissance », selon le mot du ministre français H. Védrine ? De fait, la fin de l'URSS et l'écroulement progressif du bloc socialiste sont un tournant majeur de l'histoire contemporaine, dont l'écho retentira encore longtemps, mais conclure à l'effacement d'une nation et d'un État – même remodelé – serait une erreur. Il apparaît que les données qui fondaient la puissance soviétique demeurent, et que la Russie, héritière de ce legs, entend bien regagner le rang d'une grande puissance, en s'appuyant notamment sur des réserves énergétiques prometteuses. Symboliquement, le retour de l'hymne soviétique choisi par Staline en 1944 comme hymne national russe en 2000 sonne comme l'aveu d'un héritage revendiqué de nouveau.

Bibliographie

Ouvrages généraux

• De l'URSS à la Russie

- E. BACHELIER, *L'Afghanistan en guerre*, coll. « Conflits contemporains », PUL, 1992.
- P. CAUCHY (dir.), *Dictionnaire de la Russie*, Larousse, 2008.
- J. CHANNON, *Atlas historique de la Russie*, coll. « Atlas/mémoires », Autrement, 1997.
- F. DAUCE, *La Russie postsoviétique*, la Découverte, 2008.
- S. DULLIN, *Histoire de l'URSS*, la Découverte, 2003. Une synthèse récente et d'excellente qualité.
- M. LARAN, J.-L. VAN REGEMORTER, *La Russie et l'URSS de 1914 à nos jours*, Armand Colin, 1996.
- J. LÉVESQUE, *L'URSS en Afghanistan*, Complexe, 1990.
- M. LEWIN, *Le Siècle soviétique*, Fayard, 2003. Une réflexion à la fois originale et très synthétique sur le fonctionnement de la société soviétique et la construction de l'État.
- M. MALIA, *La Tragédie soviétique, histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Seuil, 1995. Une synthèse ambitieuse et riche.
- P. MARCHAND, *Atlas géopolitique de la Russie*, Autrement, 2007.
- J.-P. SCOT, *La Russie de Pierre le Grand à nos jours*, Armand colin, 2000.
- N. WERTH, *Histoire de l'Union soviétique*, PUF, 2001. Une bonne synthèse par l'un des meilleurs spécialistes.

• Le bloc de l'Est et les marges russes

- F. BAFOIL, *Le Postcommunisme en Europe*, La Découverte, 1999.
- F. BAFOIL, *Après le communisme*, Armand Colin, 2002.
- J.-A. DÉRENSSET et C. SAMARY, *Les Conflits yougoslaves de A à Z*, L'Atelier, 2000.
- F. FEJTÖ et E. KULEZA-MIETKOWSKI, *La Fin des démocraties populaires*, Seuil, 1991.
- B. FÉRON, *Les Origines de la guerre de Yougoslavie*, Le Monde éditions, 1993.
- P. GARDE, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, 2000.
- S. NIES, *Les États baltes, une longue dissidence*, Armand Colin, 2004.
- O. ROY et L. VINATIER, *Russie, l'impasse tchéchène*, Armand Colin, 2007.
- J. RUPNIK, *L'Autre Europe, crise et fin du communisme*, Odile Jacob, 1990.
- J. SOLCHANY, *L'Allemagne au xx^e siècle*, PUF, 2003.
- J.-L. VAN REGEMORTER, *La Russie et le Monde au xx^e siècle*, Armand Colin, 1995.

La crise des sociétés industrielles et la mondialisation de l'économie

À partir de la fin de l'année 1973, en raison des conséquences de la première crise pétrolière, l'économie des pays industrialisés subit une interruption assez brutale de la forte croissance qu'elle avait connue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, tout en voyant sa production et ses échanges de plus en plus marqués par une mondialisation qui n'a cessé de s'accélérer jusqu'à nos jours.

1 Une crise d'origine complexe

■ L'essoufflement du système financier mondial

Avec une **inflation** et un **endettement** croissants, le système financier mondial montre quelques signes de dysfonctionnement dès le début des années 1970. Le **déficit extérieur américain** est très élevé (la guerre du Vietnam en étant une des causes) et la compétitivité des États-Unis est affaiblie par rapport à l'Europe et au Japon. Pour la première fois, en 1971, la balance commerciale américaine est déficitaire. **La masse de dollars**, que les États-Unis ont multiplié pour financer leur déficit, atteint 53 milliards, ce qui représente cinq fois les stocks d'or du Trésor américain. La quantité de dollars ne peut plus augmenter que si sa **convertibilité en or** est abolie.

En août 1971, en raison de la pression spéculative (due en particulier à une politique de taux d'intérêts élevés), le président américain Nixon annonce la fin de cette convertibilité. C'est aussi la **fin du système de Bretton-Woods** qui faisait du dollar la seule monnaie de référence internationale (« *dollar is as good as gold* »). Cette décision, qui sera définitive avec les **accords de la Jamaïque** (1976), entraîne une perturbation des marchés financiers internationaux.

Le président américain annonce également des mesures de lutte contre la récession (gel des salaires et des prix, réductions d'impôt et surtaxe sur les importations). Malgré ces décisions, il doit cependant, en décembre, procéder à une **dévaluation** de 7,9 % du dollar. Une seconde dévaluation est à nouveau nécessaire en février 1973 (10 %) ainsi que **l'abandon du système des parités fixes** (flottement des monnaies). Ces dérèglements monétaires, parmi lesquels l'instabilité des taux de change, créent un climat d'incertitude et ont des conséquences directes sur l'ensemble de la finance mondiale qu'ils fragilisent.

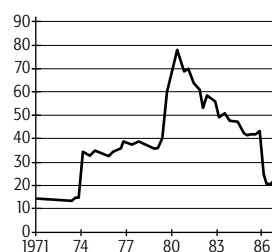
■ Le pétrole, une énergie stratégique

Après la Seconde Guerre mondiale, la principale source d'énergie était encore le charbon. Mais à partir du début des années 1960, la **consommation de pétrole** (plus souple d'utilisation) s'accélère dans tous les pays développés et, avec elle, les importations, dont une majeure partie provient du **Moyen-Orient**. Les **prix très bas** assurent une demande forte pour tous les types d'usage (industrie, transports, chauffage et production électrique) et ils créent très rapidement une **forte dépendance** des pays industrialisés (en 1973, l'approvisionnement énergétique de la France dépend à près de 70 % du pétrole).

ALLOCATION TÉLÉVISÉE DU PRÉSIDENT NIXON, 15 AOÛT 1971

◆ « J'ai donné l'instruction à monsieur John Connally, Secrétaire au Trésor, de suspendre temporairement la convertibilité du dollar en or ou en autres instruments de réserve [...]. Cette mesure aura pour effet de stabiliser le dollar [...]. À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les économies des principales nations industrielles d'Europe et d'Asie étaient saccagées. Pour les aider à se remettre sur pied et à protéger leur liberté, les États-Unis leur ont fourni 143 milliards de dollars au titre de l'aide à l'étranger. Il nous appartenait de le faire. Aujourd'hui, en grande partie grâce à notre aide, elles ont retrouvé leur dynamisme et sont devenues de fortes concurrentes. À présent qu'elles sont économiquement puissantes, le moment est venu pour elles de porter une part équitable du fardeau pour la défense de la liberté dans le monde. Le moment est arrivé que les taux de change soient rectifiés et que les principales nations se fassent concurrence sur un pied d'égalité. Il n'y a plus de raison que les États-Unis luttent avec une main attachée derrière le dos. » ◆

Prix du pétrole
En dollars par baril
(prix de 2000)



Source : Perspectives économiques de l'OCDE n° 76 (2004/2)

Or le 13 octobre 1973, en raison de la **guerre du Kippour**, les pays arabes exportateurs de pétrole (OPEP) prennent des mesures d'embargo sur leurs livraisons de brut (réduction mensuelle de 5 % de la production jusqu'à l'évacuation des territoires occupés et la reconnaissance des droits des Palestiniens) et décident d'importantes hausses de prix : en mars 1974, le prix du brut atteint 11,65 dollars le baril contre 2,59 en septembre 1973.

Le contexte politique n'est que l'occasion, car **d'autres raisons** expliquent aussi ce changement de stratégie. Les pays producteurs sont pour l'essentiel des pays en voie de développement, dont certains récemment issus de la décolonisation. Ils souhaitent **mieux profiter des fruits de la croissance** mondiale qui s'est faite jusque-là au profit de l'Occident et, à cette fin, augmenter – assez légitimement – leurs revenus pétroliers. S'ensuivent certaines nationalisations et l'organisation d'une entente entre exportateurs, l'**OPEP**, en 1960. Or la stagnation, voire la baisse des prix, malgré la croissance de la consommation, ne leur apporte pas des revenus satisfaisants, d'où cette décision.

La nouvelle **facture pétrolière** a ainsi des répercussions majeures sur la production européenne et américaine (les États-Unis avaient fortement augmenté leurs importations en provenance du Moyen-Orient, au prix très inférieur à leur production nationale). Le prix du pétrole est donc devenu **un moyen de pression** dans les relations internationales. Cette instrumentalisation de la source d'énergie alors la plus consommée ne dure que quelques mois, mais elle se révèle efficace, certains pays révisant rapidement leur politique étrangère dans le sens souhaité.

■ Une crise de fin de cycle ?

Si l'on analyse le phénomène en termes de cycle économique, on constate depuis le début des années 1970 **un ralentissement du rythme de la croissance**, qui est passé de 5 % à 2,5 % par an en moyenne. Beaucoup l'ont interprété comme la fin d'un cycle de croissance, d'autant plus que l'on observe alors un essoufflement de la consommation de masse, malgré une hausse continue du pouvoir d'achat. Pour certains, on atteint les limites du système de Taylor et de Ford, et il s'agirait donc avant tout d'une **crise industrielle latente**, due à l'affaiblissement de l'appareil industriel des pays développés depuis le milieu des années 1960. Ce mouvement aurait été très progressif et de ce fait difficilement perceptible. Le ralentissement du taux de croissance industriel aurait été corrélé avec un affaiblissement de l'investissement, car la productivité et la rentabilité du capital commençaient à baisser. De fait, les gains de productivité devenaient plus faibles tandis que les salaires continuaient à augmenter, tout comme les dépenses publiques, ce qui générerait une **inflation « rampante »** de l'ordre de 5 % par an.

Serait également en cause l'**évolution très différenciée des secteurs de l'industrie**, les secteurs récents (électronique) maintenant des taux de croissance élevés, tandis que les secteurs traditionnels (métallurgie) stagnaient, voire régressaient (l'évolution de la sidérurgie européenne dès la fin des années 1960 corrobore cette interprétation). Ceci a eu diverses conséquences sur l'appareil productif en renforçant les divergences entre pays selon leur spécialisation : l'exemple du Japon, qui avait mis la priorité sur la filière électronique, s'oppose à celui de la France ou de l'Allemagne qui avaient privilégié l'industrie lourde. Ceci est à mettre en relation avec le **début de la troisième révolution industrielle** (électronique, informatique, télécommunications) qui n'a pas encore développé une consommation de masse, tandis que le marché est saturé des produits de la deuxième révolution industrielle.

Croissance moyenne annuelle
du PIB réel

	1950-1973	1973-2000
France	5,0 %	2,2 %
Allemagne	6,0 %	2,0 %
Royaume-Uni	3,0 %	1,9 %
États-Unis	3,9 %	2,9 %
Japon	9,2 %	2,9 %

Source : OCDE.

Cette interprétation de la crise industrielle latente ne fait pas l'unanimité chez les analystes économiques dont certains notent plutôt une rupture brutale coupant net une croissance encore en plein élan.

■ D'autres facteurs de la crise

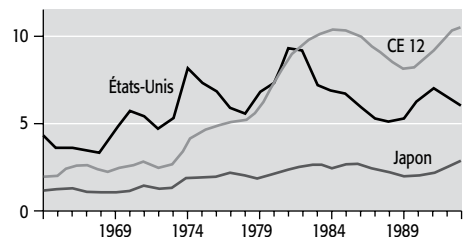
Les **facteurs sociétaux** sont aujourd'hui révisés à la hausse quant à leur importance pour l'explication de la crise. Les sociétés occidentales depuis deux décennies profitaient à plein de l'optimisme dû à la paix et à la croissance, mais aussi des politiques sociales des États-providence qui avaient, à grand coût, amélioré la santé, l'éducation et le bien-être de tous, ou presque. Mais la **nouvelle génération** qui devient adulte au milieu des années 1960 n'a pas connu la guerre. Elle a grandi dans une certaine abondance, mais critique de plus en plus les **effets pervers de la société de consommation** (mouvement hippie) et l'**aliénation du système taylorien** de production (les conflits du travail deviennent plus fréquents). Les mouvements d'étudiants qui ont marqué l'année 1968 dans le monde occidental en sont un symbole. Or la société de consommation, encouragée par les gains de productivité du nouveau système de production, était le moteur de la croissance. Pour certains auteurs, la force de ces mouvements et le changement progressif des normes de consommation auraient aussi contribué à freiner la rentabilité du capital.

D'autres éléments étayaient cette explication. Ainsi, cette société plus prospère réclamait aussi plus de **services**, or le secteur tertiaire a une productivité dont la croissance est moins forte. Enfin, le problème du **chômage**, lui aussi « rampant », a sans doute été loin d'être négligeable. Ici encore, c'est à partir du milieu des années 1960 qu'arrivent sur le marché de l'emploi les générations nombreuses du baby-boom, au moment même où certains secteurs économiques commencent à fléchir. De même, les mentalités évoluent et les femmes travaillent en plus grande proportion. Le **chômage**, qui avait totalement disparu après la guerre, réapparaît donc progressivement. Les économistes montrent la corrélation évidente entre les deux phénomènes : l'indice de chômage est inversement proportionnel à l'indice de croissance. De plus, la croissance n'a pas profité à tous : l'augmentation des profits a largement dépassé celle des salaires. Si l'élévation du niveau de vie est générale, **les écarts se creusent**, d'autant qu'il y a aussi de vrais laissés-pour-compte de la croissance, immigrés, marginaux, ou Noirs aux États-Unis.

2 Une récession qui s'étend à l'échelle internationale

Quelle que soit l'importance que l'on accorde à chacun des facteurs de cette crise, les conséquences de celle-ci sont majeures. À côté des manifestations classiques d'une crise économique internationale, telles que le ralentissement de la production et l'apparition d'un chômage de masse qui en est une des conséquences, des éléments nouveaux en sont également caractéristiques. Ainsi ce **chômage**, contrairement à celui de la crise des années 1930, s'avère durable et devient donc **structurel**. Le fort ralentissement, voire la stagnation de la croissance économique, combiné avec une très forte inflation, produit une forme nouvelle de récession dite **stagflation**.

Le chômage et la crise
(taux de chômage en pourcentage de la population active)



Source : Commission européenne (1995), cité par *Revue de l'OFCE*, n° 60, janvier 1997.

■ Le premier choc pétrolier (1973) : la fin de la prospérité ?

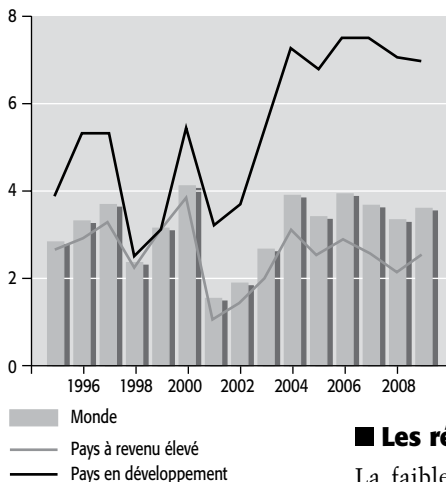
La multiplication par quatre du prix du baril de pétrole a des répercussions immédiates sur les économies des pays consommateurs, de plus en plus dépendantes (la consommation mondiale d'énergie a augmenté de 5 % par an en moyenne de 1950 à 1973). Ce n'est pas une simple crise de l'énergie, car elle provoque un **ralentissement brutal de la croissance** industrielle et un dérapage de l'inflation (qui est déjà présente depuis quelques années, à des taux qui atteignent parfois 10 %), sous la forme d'une « **hyperinflation** », tout comme une aggravation des déficits commerciaux, dans tous les pays industrialisés. Ajoutés au ralentissement de la croissance de la productivité et à l'élévation assez rapide des taux de chômage, ces éléments de crise provoquent quelques faillites. À l'opposé, les pays exportateurs de pétrole ont bien sûr bénéficié des transferts assez massifs de pouvoir d'achat, au détriment des pays importateurs.

D'une simple crise de l'énergie, on est donc passé à **une récession** plus large, dont la poussée inflationniste (les hausses de prix entraînent des hausses de salaire) est un des éléments majeurs d'explication. Celle-ci ralentit en effet la consommation des ménages et plus encore les investissements des entreprises (l'amputation des profits due à ce premier choc est estimé à environ 20 %), créant ainsi les conditions d'un repli de la croissance, par la **baisse de la demande**. C'est une différence fondamentale si l'on compare avec la crise des années 1930 qui avait au contraire entraîné un effondrement des prix et une contraction du commerce mondial. Ces faits nouveaux remettent en cause certaines théories économiques sur l'évolution opposée du chômage et de la hausse des prix.

L'appellation de « **crise** » a été contestée, car en réalité il n'y a de croissance négative que pour la seule année 1975. Pour toutes les autres, le taux reste positif, même s'il a beaucoup faibli (avec des différences assez marquées selon les pays, de 0 à 2 %, contre 5 % en moyenne par an précédemment). Dans l'industrie, la productivité du travail continue de croître au rythme de 2,6 % l'an (pays de l'OCDE), la formation de capital progresse de 1,2 % par an en moyenne, la consommation privée, de 3 %. Au niveau des échanges mondiaux, le commerce, qui avait augmenté de 9 % par an entre 1963 et 1973, poursuit son évolution à une croissance réduite, mais qui atteint néanmoins 3 % en volume par an. Il ne s'agit donc que d'une **forme atténuée** de « **crise** », qui cependant met fin au plein emploi des Trente Glorieuses.

Voir le chapitre 3.

Fluctuation de la croissance
1995-2008
PIB réel (% de variation)



Source : Banque mondiale, 2008.

■ Les réponses au choc

La faiblesse relative de la crise tiendrait à plusieurs facteurs. La **concertation** entre les grands pays industrialisés, qui s'était largement développée après la fin de la guerre, se maintient malgré les difficultés économiques. Ainsi, en 1973 est créé le G5, et les négociations du Tokyo Round (dans le cadre du GATT) continuent, empêchant donc toute velléité protectionniste. Du point de vue financier, l'**injection des masses de pétrodollars** dans le circuit financier mondial à travers les investissements dans les pays industrialisés, les placements ou les aides au tiers-monde, mais aussi le développement des achats du Sud, maintiennent des niveaux élevés d'échanges en réorientant en partie les flux. Enfin, à l'échelle nationale, les **États réagissent vite** et le plus souvent sur des principes keynésiens de **relance** par la consommation (indemnisation des chômeurs, aides aux entreprises

en difficulté, lancement de grands projets publics, tels que les centrales nucléaires en France). Mais en dehors du gouvernement du Japon, qui joue la « vérité » des prix pour les consommateurs, les autres gouvernements tardent à prendre des mesures impopulaires et, de ce fait, mettent en péril la reprise.

Au-delà de la **croissance du chômage** (de 3 % en moyenne depuis 1960, à plus de 10 %), en raison de la forte baisse de l'offre d'emploi et de licenciements massifs dans certains secteurs, c'est également la nature du chômage qui change : il devient structurel et touche certains groupes de manière plus ciblée (femmes, jeunes gens). Des **régions industrielles entières** d'Europe et des États-Unis (Lorraine, Nord, Appalaches, Plaine du Pô, Ruhr, Midlands, Limbourg) sont touchées par un phénomène d'engrenage : la baisse des emplois industriels entraîne un repli de la consommation, d'où des difficultés chez les commerçants et artisans et même pour les professions libérales.

Mais les pays industrialisés s'adaptent vite, en particulier ils tentent de **diminuer leur forte dépendance énergétique** en diversifiant leurs approvisionnements. Ainsi la France comme le Japon développent rapidement leur parc de **centrales nucléaires** afin de réduire très fortement leurs importations d'hydrocarbures. On recourt aussi davantage au **gaz naturel**, les prospections pétrolières se multiplient et l'on met en exploitation des gisements jugés jusque-là trop coûteux (exploitations **off shore**, par exemple en mer du Nord). C'est l'époque de la « chasse au gaspi » : des politiques d'économie d'énergie s'amorcent, mais assez timidement (industrie, constructions neuves).

Les **conséquences économiques et sociales** de ce choc pétrolier amplifient les incertitudes sur le système capitaliste et en sapent la confiance. La seconde moitié des années 1970 est une **période de repli des idéologies libérales**. La crise provoque une crise de la pensée économique dont émergent deux nouvelles écoles : la théorie de la régulation (Aglietta, Boyer, Lipietz) et le renouveau libéral (Hayek).

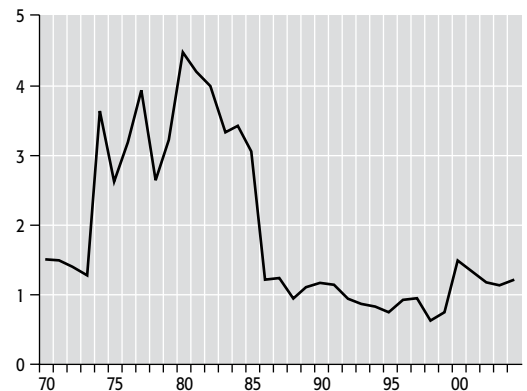
À partir du milieu des années 1970, **la croissance repart à la hausse** et le prix du pétrole augmente plus modérément. Les États-Unis, peu touchés par la crise, continuent de stimuler le commerce mondial par leurs importations. Pourtant, **le désordre monétaire n'est pas réglé**, et la situation tend même à s'aggraver car toutes les conférences monétaires internationales échouent, mais aussi parce que les flux croissants de pétrodollars, plutôt placés sur des fonds spéculatifs, renforcent les déséquilibres. La situation paraît donc encore **incertaine**, mais économiquement moins inquiétante.

■ Second choc (1979) : un durcissement passager de la crise

Pourtant, un autre événement, la révolution iranienne (1978), relance la crise en pesant sur l'offre internationale de pétrole (amplifiée ensuite par la guerre Iran-Irak de 1980-1988). La demande a en effet repris et l'offre a peu augmenté. Les pays membres de l'OPEP décident de **nouvelles augmentations** du prix du baril (qui double), mais ils sont déjà en position moins forte que quelques années auparavant. C'est essentiellement grâce à la limitation de la production saoudienne que les prix sont maintenus au niveau souhaité.

Cette fois-ci, **l'économie américaine est fortement atteinte**, d'où un repli immédiat des importations. À la suite des matières premières, tous les produits finis subissent une hausse importante. Les pays

Le poids de la facture pétrolière française (% du PIB)



Source : Douanes, DGEMP (document Société Générale de juin 2004).

◆ « Dans la crise présente, le gouvernement n'est pas une solution à nos problèmes, le gouvernement est notre problème. » ◆

Ronald Reagan, adresse inaugurale à la nation, 20 janvier 1981.

DÉCLARATION DE POLITIQUE

INDUSTRIELLE DE LAURENT FABIOUS

◆ « La stratégie industrielle doit consister à définir de grands objectifs et à essayer de mettre en perspective les moyens pour y parvenir. Le premier de ces objectifs est de contribuer au rétablissement des équilibres économiques et, en particulier, de l'emploi. [...] Ce deuxième est plus vaste. Le rétablissement des équilibres économiques : oui, mesdames, messieurs les députés, une industrie forte est indispensable pour redresser notre commerce extérieur. Quand on est dans la situation de la France, qui importe la quasi-totalité du pétrole, du gaz, des minerais dont elle a besoin, il n'y a pas d'autre solution pour assurer l'indépendance nationale que de faire des économies d'énergie, de reconquérir le marché intérieur, qui est souvent européen, et d'engager un très fort mouvement d'exportation. [...] Il faut nous fixer comme objectif très ambitieux l'équilibre des deux tiers de nos importations énergétiques par l'excédent de nos productions industrielles. [...] » ◆

Source : Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, à l'Assemblée nationale le 11 octobre 1983.

industrialisés, mais plus encore les pays en voie de développement (sauf les exportateurs de pétrole), voient leur dette augmenter très dangereusement, d'où certaines demandes de moratoires ou de rééchelonnement. Bien qu'on ait pensé le contraire à l'époque, cette seconde crise est différente de la précédente, car il ne s'agit pas du seul choc pétrolier (le marché du pétrole est en fait déjà en train de se retourner, l'offre potentielle excédant la demande).

Une des réactions du gouvernement américain (Reagan) est de renforcer la **politique des taux d'intérêts élevés** ce qui a pour conséquence de drainer une bonne partie des capitaux disponibles et donc de priver d'autres marchés de liquidités. Ceci fait du dollar une monnaie forte (le franc français en particulier perd beaucoup de sa valeur : un dollar vaut 8 francs en 1983, contre 4 en 1979). Pour résister, les pays occidentaux augmentent leur taux, de ce fait l'argent devient plus cher, donc l'endettement plus difficile (entreprises et particuliers), la demande baisse et la crise s'entretient.

C'est aussi le **retour en force des politiques libérales et monétaristes** (symbolisées par le gouvernement de Margaret Thatcher au Royaume-Uni ou par la nomination de Paul Volcker à la tête de la Réserve fédérale américaine), en raison de l'échec relatif des politiques keynésiennes (en France, elles se poursuivent avec Pierre Mauroy, en 1981, mais sans succès). Les libéraux estiment que l'intervention de l'État s'est montrée inefficace et qu'elle est trop coûteuse, ce qui stimulerait l'inflation et rendrait difficile la reprise économique. De plus, en augmentant les prélèvements obligatoires, elle découragerait les initiatives. On évoque le terme de « crise d'assainissement ».

Les réponses au second choc pétrolier sont donc dans l'ensemble **assez différentes** de celles au premier choc. Dans le domaine de l'énergie, les politiques d'économie et de substitution d'énergie ont porté des fruits, dès les premières années. Au début des années 1980, la dépendance au pétrole est bien moins forte, et les efforts se poursuivent tout au long des années 1990 où les gains sont considérables par rapport à la situation de 1973. Malgré la croissance démographique et économique, la consommation d'énergie dans les pays industrialisés a peu progressé (pour l'Europe : de 103 à 111 millions de tep entre 1973 et 1989), sauf aux États-Unis où jusqu'à des périodes très récentes, il n'y a pas eu d'incitation, en particulier fiscale, dans ce but.

■ Le contre-choc pétrolier (1986)

Après la seconde crise pétrolière, s'opère une **stabilisation des prix** assez rapide, entre autres par l'effet du développement de la **concurrence** entre producteurs (diversification de l'offre avec de nouveaux pays pétroliers non membres de l'OPEP, de nouveaux gisements découverts ou mis en exploitation) couplée avec une forte réduction de la consommation. Il s'ensuit, dans les années 1980, un **contre-choc pétrolier**, avec une chute des cours. On retrouve alors le niveau d'avant 1973. En 1985, le système de prix officiel OPEP n'existe plus et l'Arabie saoudite a arrêté la limitation de sa production, alors que les autres producteurs sont incités, en raison d'une forte croissance démographique, à dépasser les quotas de production qui leur sont alloués (Algérie, Venezuela, Iran), ce qui fait régulièrement chuter les cours. Le prix du baril de brut passe de 25, 30 dollars à 10, alors qu'il avait atteint 40 dollars en 1980. De ce fait, les pays producteurs perdent le contrôle sur l'industrie et ne retrouveront jamais leur pouvoir de négociation antérieur. En 1991, la première guerre du Golfe n'aura pas de conséquence durable sur les prix, en raison d'une **offre qui reste élevée**.

Pour autant, **la consommation** pétrolière ne repart pas à la hausse en raison des résultats positifs des politiques d'économie d'énergie ou de développement des énergies de substitution (en France, le pétrole ne représente plus que 40 % du bilan énergétique contre 70 % avant 1973, et la dépendance extérieure n'est plus que de 50 % contre 77,5 %). Cependant ces politiques se ralentissent un peu dans les années qui suivent le contre-choc.

La crise est-elle alors achevée ? Les brillants résultats de l'économie américaine peuvent le laisser penser : sa croissance atteint 7,2 % en 1984 (4,2 % en moyenne pour 1983-1989), soit le taux le plus élevé depuis les années 1960. De plus les gains de productivité recouvrent une bonne croissance et le taux de chômage diminue (5,2 % de la population active en 1989). Cette reprise est aussi visible au Japon, puis dans la CEE (le pic du chômage y est atteint en 1985). L'inflation est rapidement maîtrisée ce qui est un élément fondamental de la reprise. On entre alors dans **la phase d'accélération de la mondialisation**. Les échanges commerciaux mondiaux connaissent désormais un rythme rapide de croissance, autour de 6 % par an. Les pays en développement se partagent désormais en deux groupes : ceux d'Asie, exportateurs de produits industriels, connaissent une phase accélérée de leur croissance, tandis que les pays d'Afrique et d'Amérique latine sont dans des situations financières difficiles.

3 Des conséquences durables

La situation internationale s'est donc largement stabilisée depuis 1982-1985 (selon les pays), mais elle n'a pas été exempte de crises financières ponctuelles, tel que le krach boursier d'octobre 1987. Mais les États réagissent immédiatement et fortement en soutenant les cours et en encourageant la coopération monétaire. Contrairement à la crise boursière de 1929, ces **crises chroniques** qui se sont reproduites en 1997, 2000 et 2007 n'ont pas conduit à l'effondrement redouté. Cependant, des **signes de ralentissement** réapparaissent dès 1990.

Voir aussi chapitre 25.

■ Des solutions nationales différentes mais peu efficaces

Par ailleurs, la situation de l'emploi est restée durablement dégradée dans certains pays comme la France. **Le chômage** est désormais une donnée structurelle et l'embellie économique n'y a rien changé. Les conséquences sociales en sont lourdes, ce chômage générant de l'exclusion et de la précarité, en particulier chez les femmes et les jeunes. Le phénomène de chômage de longue durée s'est ancré, malgré des politiques ciblées. D'autres pays, comme le Royaume-Uni ou les États-Unis, ont choisi un traitement de choc (politique thatchérienne ou reaganienne). Les taux de chômage ont diminués, mais les **inégalités sociales** se sont accrues et la catégorie des travailleurs pauvres ou de ceux qui doivent cumuler deux emplois pour obtenir un revenu décent s'est étendue (pas de salaire minimum). Chaque pays tente de trouver des solutions conformes à ses traditions et à la couleur politique du gouvernement du moment, des politiques de relance ou au contraire une réponse libérale attentiste, finissant ensuite par mettre en œuvre des politiques monétaristes ou des plans de rigueur, le tout sans effets décisifs. On prendra ici trois exemples européens très différents, mais les tâtonnements sont les mêmes à l'échelle mondiale.

LE LIBÉRALISME REAGANIEN

◆ « Le plus important résultat du libéralisme reaganien a probablement été, on le sait, l'augmentation de l'écart entre riches et pauvres. Ce fut prétendument le "prix à payer" pour "remuscler" l'Amérique. Un prix très élevé pour un résultat économique médiocre. Mais surtout, malgré la reprise et contrairement à ce qu'espéraient les théoriciens du *supply side*, le nombre de pauvres n'a pas diminué au cours des dix dernières années. Il a même légèrement augmenté tandis que triplait le nombre de millionnaires en dollars. Quant au revenu des 40 millions d'Américains les plus pauvres, on estime qu'il a diminué de 10 %

en dix ans. Et, si on définit comme pauvres tous ceux qui disposent de revenus inférieurs de moitié à la moyenne nationale, alors on constate que la population américaine compte désormais 17 % de pauvres contre 5 % en RFA et dans les pays scandinaves, 8 % en Suisse et 12 % en Grande-Bretagne. » ♦

M. Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, éd. du Seuil, 1991, p. 53-54.

Au Royaume-Uni, le pays a surtout souffert du début de la première crise du pétrole. La seconde l'a moins touché, car il a entre-temps organisé sa propre production de pétrole (off shore). Pour autant, il souffre d'une crise économique spécifique et structurelle, qui résulte en partie du vieillissement des entreprises dans le plus ancien pays de la révolution industrielle. Après le premier choc pétrolier, le **gouvernement travailliste** obtient la confiance des syndicats et négocie des garanties sur l'emploi en échange d'un blocage des salaires. Ce contrat cesse en 1978, année où des mouvements sociaux reprennent les revendications. En 1979, **les conservateurs** sont de retour au gouvernement, avec l'emblématique Margaret Thatcher qui impose une politique néo-libérale. Le secteur public est privatisé et les entreprises non viables sont fermées ou restructurées. Une forte poussée du chômage en est la conséquence immédiate (de 1,3 million en 1979 à 3,3 millions en 1982, et encore 2,9 millions en 1987 malgré les plans économiques). La tension est perceptible à travers des heurts raciaux et la montée de groupes extrémistes (punks, skinheads).

En Allemagne, la première crise pétrolière a touché l'économie par la baisse des exportations, ce qui se traduit par une montée du chômage. Ici aussi, l'accord est engagé avec les syndicats pour une modération salariale. La seconde crise a des conséquences plus importantes encore, avec l'aggravation de la dette pétrolière et un nouveau recul des exportations. Mais l'économie et la monnaie allemandes ont des bases solides et le consensus social permet de limiter les effets de la crise. À partir de 1982, le gouvernement d'Helmut Kohl (CDU) bénéficie de la reprise générale.

En Italie, la crise de 1973 aggrave l'inflation déjà présente, contribue à déprécier la lire et à faire augmenter le chômage. Le déficit public se creuse et l'État doit faire appel massivement au crédit international, car la situation financière est très détériorée. Le Parti communiste italien connaît alors une poussée (33 % des suffrages aux élections de 1975) et signe un « compromis historique » avec la Démocratie chrétienne. Le PCI soutient alors le gouvernement, jusqu'à la rupture de 1979. Les difficultés économiques se sont alors accentuées et des restructurations industrielles urgentes s'avèrent nécessaires, tout comme une réorientation de la dépense publique (plutôt une aide à la croissance que de l'assistance). La crise semble généralisée et durable. L'économie souterraine qui se développe permet de limiter les dégâts sociaux, mais la corruption et la mafia minent le pays. Cependant, à la fin des années 1990, l'Italie connaît un sursaut de rigueur budgétaire et d'assainissement des finances publiques qui lui permet un rattrapage européen efficace. Le chômage est encore de 12 % en 1999, mais il régresse ensuite de 2 ou 3 %, avec d'énormes écarts régionaux, le taux pouvant dépasser 20 % dans le sud du pays. L'inflation a constitué un gros handicap, de long terme, celle-ci se situant largement au-dessus de la moyenne des autres pays européens, mais elle a fini par être vaincue.

ITALIE, TAUX D'INFLATION (%)

1970	5
1980	21
1992	5
2000	2

Sources : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

■ La crise semble globalement contrôlée au milieu des années 1980

Si le contre-choc qui s'est dessiné dès 1982 a orienté à la baisse le cours du baril de pétrole, de **profonds déséquilibres** se sont néanmoins développés. En effet, si la baisse générale des prix est nette dès le début des années 1980 (désinflation), certains éléments apparus avec la crise se révèlent durables, et en tout premier lieu, **le chômage**, qui tend même à se renforcer.

La **désinflation** caractérise assez vite l'ensemble des économies occidentales, dès 1981-1982, même si celle-ci est un peu ralentie jusqu'en 1985 par la hausse du dollar. La politique de taux d'intérêt élevée combinée à la baisse des matières premières explique en partie ce résultat, mais aussi la généralisation de la **désindexation des salaires** (qui s'alignaient automatiquement à la hausse en suivant l'inflation, renforçant celle-ci). Les structures économiques et financières ont été ainsi assainies et la modération des prix renforcée. En revanche, la fin de l'inflation a alourdi les charges des emprunteurs privés et publics, parfois jusqu'au surendettement.

Le cœur des difficultés est donc celui de la **contrainte financière** forte qui pèse sur l'économie mondiale : instabilité monétaire, endettement international et explosion des dettes publiques fragilisent les économies nationales et remettent en cause les avancées sociales antérieures. L'**endettement généralisé** des États, de deux tiers du revenu national en moyenne (avec des écarts importants : 75 % du PIB au Japon, 64 % aux États-Unis, 108 % en Italie, 134 % en Belgique), entraîne l'alourdissement des charges de remboursement (de 2 à 10 % du PIB selon les pays). D'où une crise financière durable depuis les années 1980, marquée entre autres par les déséquilibres financiers des grands pays industriels et une crise de surendettement des pays en voie de développement. La double crise pétrolière et les remèdes qui lui ont été apportés ont donc eu pour effet de modifier durablement la structure même de l'économie mondiale.

■ Une accentuation des inégalités à l'échelle mondiale

Les inégalités se sont également accrues entre les pays du monde, creusant en particulier les écarts entre les **pays « émergents »** ou Nouveaux pays industrialisés (NPI), qui ont depuis les années 1980 ou 1990 une croissance soutenue (mais encore une grande pauvreté pour certaines couches de la population), et les **pays les moins avancés** qui sont confrontés à la concurrence mondiale et à un endettement excessif. Les **pays exportateurs de pétrole** forment un troisième groupe. Ils ont profité d'une forte augmentation de leurs ressources financières, mais celles-ci n'ont pas toujours été utilisées pour un développement à long terme. Au lieu d'investir dans des infrastructures durables et diversifiées, ils ont souvent privilégié des importations (au grand bénéfice des pays du Nord et des NPI) qui n'ont profité qu'à une petite catégorie de la population. Ayant pour beaucoup conservé une économie trop largement basée sur la seule activité d'exportation d'hydrocarbures (par exemple l'Algérie), ils sont dépendants des cours mondiaux et leurs économies ne sont pas prêtes pour la transition qui sera nécessaire quand l'ère du pétrole s'achèvera.

La **demande énergétique** continue de croître. Bien que la demande de pétrole ait moins augmenté que celle de gaz depuis 1975, la part du pétrole dans la consommation mondiale d'énergie reste aujourd'hui plus élevée. Les réserves augmentent aussi plus vite que la production. D'ici à 2020, la demande énergétique mondiale devrait doubler, la part du pétrole se maintiendra à 40 % environ, tandis que celle du gaz augmentera jusqu'à 26 %. Depuis quelques années, l'augmentation de la demande est bien plus rapide dans les régions en développement et dans les pays émergents (Chine, Inde, Brésil) où l'industrialisation ne cesse de s'accélérer.

PÉTROLE. LA FLAMBÉE AU LONG COURS

◆ « Il était temps. Les yeux commencent à s'ouvrir sur une dure réalité : le troisième choc pétrolier travaille au corps la planète et il a commencé en 2003. En 1973 et en 1979, les consommateurs de brut avaient été mis KO debout dès la première reprise. Cette fois-ci, il aura fallu attendre bien des rounds pour que les premiers effets de la flambée des prix se fassent sentir. Jean-Éric Fillieule, expert au CCF, commente : "C'est un processus long, avec des hauts et des bas trompeurs, qui va s'amplifiant." Sans bruit, l'or noir est redevenu un produit cher, voué à l'être de plus en plus. Les raisons en sont simples : côté jardin, une demande qui n'en finit pas de grimper ; côté cour, une offre qui atteint son maximum et des réserves qui ne se renouvellent pas autant qu'elles le devraient. » ◆

Georges Dupuy, *L'Express*, 29 août 2005.

■ Un nouveau choc ou une situation durable ?

La **décennie 2000** voit à nouveau une forte progression des prix du pétrole qui a dépassé la barre symbolique des 100 dollars fin décembre 2007, et bien plus par la suite (135 en mai 2008). Si les causes géopolitiques (Moyen-Orient), techniques (l'insuffisance des outils de raffinage) et climatiques ne sont pas absentes, les tensions sont dues essentiellement à la **demande croissante** des grands pays émergents, en particulier de la Chine et de l'Inde. Dans les pays occidentaux, c'est essentiellement le développement des transports qui pousse la consommation de pétrole à la hausse, et la demande en gaz naturel progresse également. Les réserves de pétrole ne manquent pas (encore plus de quarante ans de consommation au rythme actuel), mais leur mise en exploitation prend du temps ; de plus les capacités de raffinage sont limitées. Les productions américaines et de la mer du Nord sont en déclin, et celle des pays de l'OPEP a du mal suivre la demande. La crainte actuelle est d'avoir atteint le « pic » de production, niveau à partir duquel la production diminuerait inexorablement. Mais aucun argument scientifique ne peut le prouver. Cependant, **la nouvelle donne du pétrole cher** semble désormais un fondamental de l'économie mondiale (même si la crise financière récente a conduit à de nouvelles chutes des prix).

4 Mondialisation : vers de nouveaux équilibres ?

■ La nouvelle mondialisation

LA MONDIALISATION désigne le processus historique par lequel différents phénomènes économiques, politiques ou sociaux ont progressivement pris une dimension planétaire.

En France, le terme renvoie plus précisément au mouvement d'internationalisation de l'économie (production et échanges), un mouvement de longue durée, mais qui s'est accéléré depuis une trentaine d'années. Ce processus engendre une concurrence accrue, mais également une « solidarité » de fait, en particulier lors des crises économiques et monétaires.

Le terme de globalisation désigne, en français, l'interdépendance des marchés de capitaux depuis leur déréglementation au cours des années 1980 (en anglais, *globalization* a le sens générique de mondialisation).

De ce fait, les grandes entreprises sont de plus en plus détachées des marchés nationaux pour ne plus envisager qu'une approche mondiale de la production (firmes multinationales), ce qui a pour conséquence des délocalisations en fonction d'avantages comparatifs.

Le phénomène de la mondialisation de l'économie, à la fois processus et résultat de la dimension de plus en plus internationale de la production, des échanges et des finances, n'est pas nouveau. Il s'était déjà développé au XIX^e siècle, en suivant les progrès dans les transports, et avait connu une croissance marquée après chaque conflit mondial. Mais à partir des années 1970, la mondialisation économique et financière entre dans une nouvelle phase, très accélérée, qui modifie profondément les systèmes nationaux de production.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, **la croissance du commerce mondial** a été plus rapide que celle de la production (à l'exception de quatre années de contraction : 1958, 1975, 1982, 2001). Entre 1950 et 2005, la croissance mondiale du PIB a été en moyenne de 3,8 % par an, tandis que celle des exportations était de 6,2 % (avec une accélération notable dans la dernière décennie). Les variations sont très grandes entre les régions du monde, où l'on note des taux records de croissance des exportations en Asie (moyenne 2006 de 13,5 %), avec 21 % pour la Chine en 2007. L'Europe et l'Amérique du Nord se situent autour de la moyenne mondiale. Parmi ces échanges, la part des **produits des technologies de l'information** est essentielle, l'Asie représentant le premier pôle d'exportation dans ce domaine (plus de 52 % du total mondial).

L'économie mondiale est donc de plus en plus ouverte, avec une internationalisation croissante des échanges de biens et des services. La part exportée de la production mondiale dépasse 25 %, soit nettement plus que les 15 % de 1973. Et le constat est fait que le développement économique va de paire avec le développement des échanges extérieurs. En effet, le processus ne se réduit pas à une simple accentuation de l'internationalisation, mais, en particulier dans le domaine financier, à une véritable **globalisation** permise par les technologies de **communication** (circulation instantanée de l'information). La libéralisation

progressive, mais aujourd'hui généralisée (déréglementation), des **marchés de capitaux** a renforcé ce phénomène, dans un monde où seules quelques rares monnaies (unités de transaction) servent aux échanges internationaux (dollar, euro, plus marginalement yen ou livre). Les économies nationales ont dû s'ouvrir aux transactions internationales, avec les échanges de biens et de services (qui ont crû plus vite encore) ainsi qu'aux flux de capitaux. C'est ainsi que s'est opérée une très forte croissance des **flux d'investissements directs** (1 230 milliards de dollars en 2006, niveau record). De ce fait s'est créée une interpénétration croissante entre les économies, entraînant une ouverture de plus en plus grande des frontières. Le pouvoir de contrôle des États est donc en passe de disparaître presque totalement face à la déterritorialisation de l'activité financière. Les politiques publiques interventionnistes en sont donc totalement bouleversées.

Dans le domaine des échanges commerciaux, les choses sont un peu différentes en raison de leurs contraintes physiques (routes maritimes et les passages par des détroits). Pourtant, les évolutions y ont été majeures, tant avec les nouveaux progrès du **transport maritime** (supertroliers, superméthaniers et minéraliers de 200 000 à 600 000 tonnes, porte-conteneurs de 100 m à 200 m de long et supportant de 500 à 3 000 conteneurs), que dans celui de **l'organisation** de ces échanges (processus *just-in-time* qui diminue les temps de livraison avec des stocks réduits, gérés à flux tendus, et disponibles à mi-chemin des marchés consommateurs).

La mondialisation a évidemment modifié fortement la donne économique internationale procurant aux consommateurs des produits à moindre prix compte tenu des **avantages comparatifs** et de la **spécialisation** (division internationale du travail), et permettant à tous les pays du monde d'entrer dans le système mondial des échanges et de **diffuser l'innovation** (transferts de technologie). Cependant les inégalités restent grandes, malgré des avancées dues à l'encadrement des organisations internationales (OMC). Les flux d'investissement, d'abord concentrés sur les zones occidentales les plus rémunératrices, se sont depuis une décennie largement distribués dans les pays émergents. Ceci constitue un moteur important pour le **décollage économique** et une fois l'amorce en place, le système génère des retombées financières qui permettent un développement de l'emploi, de la formation et des infrastructures, qui sont à leur tour des facteurs attractifs pour de nouveaux investissements. C'est en théorie le début d'un cercle vertueux.

Ceci crée à terme une **convergence économique mondiale** (conditions de production et d'échanges) qui ne peut qu'être profitable au développement, par la convergence des niveaux de vie qu'elle devrait impliquer (dans une vision optimiste néoclassique des échanges).

■ Les détracteurs de la mondialisation

Cependant, cette mondialisation présente aussi des inconvénients, en particulier des **risques de turbulence financière** et des phénomènes de concentration maximale (firmes multinationales presque monopolistiques). De plus, **les territoires sont inégaux** en ressources humaines (main-d'œuvre, niveau de formation et de maîtrise technologique, systèmes de production) et en ressources naturelles et ils n'ont donc pas tous les mêmes chances dans ce processus.

La mondialisation est actuellement si avancée qu'il semble inimaginable qu'elle soit remise en cause, elle n'en est pas moins **très critiquée** et des aménagements pourraient lui apporter un caractère plus sûr et plus équitable. Cette critique est parfois caricaturale (comme d'ailleurs

Exportations mondiales et PIB mondial, 1950-2005
(en milliards de dollars constants de 1990)

	1950	1998	2005	Croissance annuelle 1950-2005
Exportations	296	5 817	8 043	6,2 %
PIB	5 336	33 726	41 456	3,8 %
Commerce/PIB	5,5 %	17,2 %	19,4 %	

Source : Rapport OMC 2007.

la position de ses partisans inconditionnels), mais elle révèle aussi des éléments inquiétants. On peut ainsi évoquer le **surcoût** engendré par les transports à grande distance, le **gaspillage d'énergie** qui en résulte et les **problèmes environnementaux** qui en sont aussi la conséquence. Il y a aussi des répercussions sociales graves, à l'échelle locale ou régionale, en raison des restructurations qu'elle impose et des **délocalisations** forcées vers des pays à faible coût de main-d'œuvre (cependant, les situations dans ce domaine évoluent vite avec l'émergence des pays qui entraîne un relèvement des salaires et donc un avantage comparatif moindre).

Or les États ont perdu les moyens de régulation et d'intervention, qui leur sont maintenant interdits par les processus de lutte contre tous les freins à la libre concurrence. Et ce d'autant plus que les **firmes multinationales** (FMN), qui occupent une place croissante dans les échanges internationaux, organisent leur production et leur commerce de manière autonome à l'échelle planétaire, pour les plus importantes d'entre elles. Elles seraient environ 78 000 au total, avec 780 000 filiales générant 10 % du PIB mondial et représentant un tiers du commerce total (estimations 2007). Constituant de véritables réseaux mondiaux, elles opèrent à partir d'un centre de décision, situé majoritairement dans les pays développés, à l'aide de **filiales** réparties en fonction des critères de coût de production ou de stratégie spécifique (pénétration de marchés, économies de transport ou recherche d'avantages fiscaux), donc génèrent des délocalisations souvent brutales en fonction de leurs intérêts du moment. Leurs investissements ont du poids dans les économies nationales (les flux ont été multipliés par 25 en vingt ans) qui doivent parfois se plier à leurs exigences, mais elles jouent un rôle majeur dans l'essor de certains pays, et d'une manière générale dans l'accroissement des échanges.

Arrivée aujourd'hui à un point d'interdépendance financière presque extrême, la mondialisation de l'économie peut engendrer de l'instabilité, voire des crises en cascade. Aucun territoire n'étant fermé, il est aussi de ce fait vulnérable aux **perturbations financières** qui engendrent presque automatiquement des **perturbations économiques** plus ou moins graves. Les plus notables de ces perturbations furent la crise asiatique de 1997, et la crise des *subprimes* de 2007.

Si potentiellement elle peut tendre à gommer les **inégalités** – elle a déjà permis à une partie non négligeable de la population mondiale de sortir de l'état de pauvreté – elle en creuse entre les « **gagnants** » et les « **perdants** » du système, particulièrement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle mondiale. Les statistiques semblent confirmer ce fait : le niveau de vie des pays les plus riches est aujourd'hui plus de 60 fois celui des pays les moins avancés, alors que l'écart n'était que de 1 à 5 il y a trois siècles. Et dans certains pays (les moins avancés), on a même constaté des régressions, tant des revenus que de l'indicateur de développement humain (même si d'autres éléments d'explications doivent être pris en compte, comme la mauvaise gestion, la corruption ou la guerre). Car l'**ajustement** brutal à la libre concurrence mondiale est coûteux pour de nombreux pays en développement. La convergence promise ne semble donc pas vraiment au rendez-vous, ou peut-être à très long terme...

■ Organismes de régulation et gouvernance économique

Cependant, il existe des organismes de régulation (ou au moins d'encadrement) des échanges qui se sont développés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et qui ont contribué à cette forte croissance des échanges mondiaux. Leur but était d'éviter les replis nationaux

Les IDE

◆ Les *investissements directs à l'étranger* sont des flux internationaux de capitaux permettant aux entreprises multinationales de créer, de développer une filiale à l'étranger ou de contrôler une entreprise étrangère. Ils permettent des fusions-acquisitions ou des prêts entre filiales d'un même groupe.

Ces IDE sont en forte croissance depuis les années 1990. Leur impact est généralement considéré comme positif pour le développement économique des pays d'accueil, mais ils sont parfois controversés, car ils peuvent générer des *délocalisations* d'activité, en faisant jouer la concurrence des coûts salariaux. Contrairement aux clichés, ce sont depuis le début du *xx^e* siècle les pays développés qui en profitent le plus, à commencer par les États-Unis (1^{er} rang mondial), ou les pays émergents en croissance rapide (Chine 2^e rang) en 2010. ◆

en cas de crise (le traumatisme de la grande dépression de 1929 ayant laissé des traces), d'assurer la **stabilité** du système économique et financier international et de **favoriser l'expansion des échanges**, base de la prospérité potentielle promise par le système capitaliste.

Ainsi, les accords du **GATT** (1947) ont procédé par séries de longues conférences en vue de l'abaissement progressif des barrières douanières. En particulier lors du Tokyo round, de 1973 à 1979, les droits de douane ont été réduits de 30 % en moyenne. Puis l'Uruguay round, entre 1986 et 1994, s'est attaqué aux échanges agricoles (négociations très difficiles), aux services et à la propriété intellectuelle. Avec l'**OMC** (1995), le système s'est totalement converti au multilatéralisme. Un nouveau cycle a été ouvert à Doha en novembre 2001, consacré en grande partie au problème du développement, mais il n'a pas eu les résultats espérés.

Enfin, un processus très avancé d'**intégration** (marchés communs, unions douanières, voire monétaires) est en cours à **l'échelle régionale**, et les avancées de la CEE, puis de l'UE, de l'ASEAN, de l'Aléna ou du Mercosur, ont contribué à la libéralisation accélérée des échanges. D'autres institutions telles que l'OCDE ou le G8 sont aussi des lieux de discussion et de pression sur les évolutions économiques. Il y a donc bien eu décision politique globale sur le choix d'un système multilatéral de libre-échange.

Cependant, si les contrôles sont assez faciles à opérer sur les échanges commerciaux, ils s'avèrent plus difficiles en ce qui concerne **les flux de capitaux**, qui ne bénéficient pas d'un organisme mondial de régulation contraignante. Un système monétaire international avait été mis en place par les accords de Bretton-Woods (1944), mais celui-ci n'a pas survécu à la crise des années 1970. Depuis, c'est donc le système de changes flottants qui préside aux questions monétaires et financières mondiales. La **Banque des règlements internationaux** (BRI) a cependant pour rôle d'assurer la surveillance des marchés internationaux des capitaux, la coordination des banques centrales des pays développés et d'élaborer les grandes lignes de la réglementation bancaire. Cependant, en l'absence de contraintes fortes, les institutions financières internationales ont du mal à contrôler un système très volatile et relevant de l'initiative privée des grands groupes financiers, bancaires ou des fonds d'investissements.

Dans le commerce international, il existe toujours ponctuellement **quelques résistances** aux allures de protectionnisme (subventions déguisées, normes restrictives), ou bien encore quelques tentatives de dumping, mais les organisations chargées de cette régulation internationale ont dans l'ensemble réussi à imposer une **bonne gouvernance mondiale** pour les échanges, car les États signataires des accords ont été contraints d'arrêter toutes les pratiques douteuses qui avaient été longtemps la règle (organe de recours juridique, avec pénalités financières, dans le cas de l'OMC). L'UE et la France ont dû en particulier réviser leurs pratiques en terme de politique agricole (subventions). À juste titre, **les pays en voie de développement**, les plus fragiles dans le processus de concurrence totale, ont obtenu des phases transitoires pour l'adaptation de leurs pratiques commerciales (à laquelle le FMI les contraint comme condition de l'aide économique). Mais dans ce système, ils perdent cependant le bénéfice de certains accords privilégiés. L'OMC doit donc veiller à ce que les contraintes ne l'emportent pas sur les gains de l'ouverture des marchés.

GATT : *General Agreement on Tariffs and Trade* (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

OMC : Organisation mondiale du commerce.

Pour les associations économiques voir le chapitre 24.

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique.

Le G5 / Le G7-G8

◆ Le groupe des Cinq est une structure de concertation des pays les plus industrialisés regroupant États-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni et France. Il est né d'une initiative de George Shultz, secrétaire d'État américain au Trésor, qui, le 25 mars 1973, invite les ministres des Finances de France, de Grande-Bretagne et d'Allemagne à débattre de façon informelle des problèmes monétaires internationaux. D'autres rencontres informelles ont lieu les mois suivants, auxquelles s'est joint le ministre des Finances du Japon. Le G5 a été la principale instance de coordination politique et économique des plus grands pays industrialisés jusqu'en 1985.

Il est ensuite remplacé par le Groupe des Sept (G7 = G5 + Canada et Italie). Depuis 1987, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des pays du G7 se réunissent au moins deux fois par an pour faire le point sur l'évolution de l'économie mondiale et évaluer les politiques économiques. L'appellation G8 est apparue de la première participation de la Russie au Sommet du G7 en 1994 (Naples). ◆

Le point sur...

Les statistiques économiques et leur usage en histoire

Réflexion générale sur les statistiques économiques

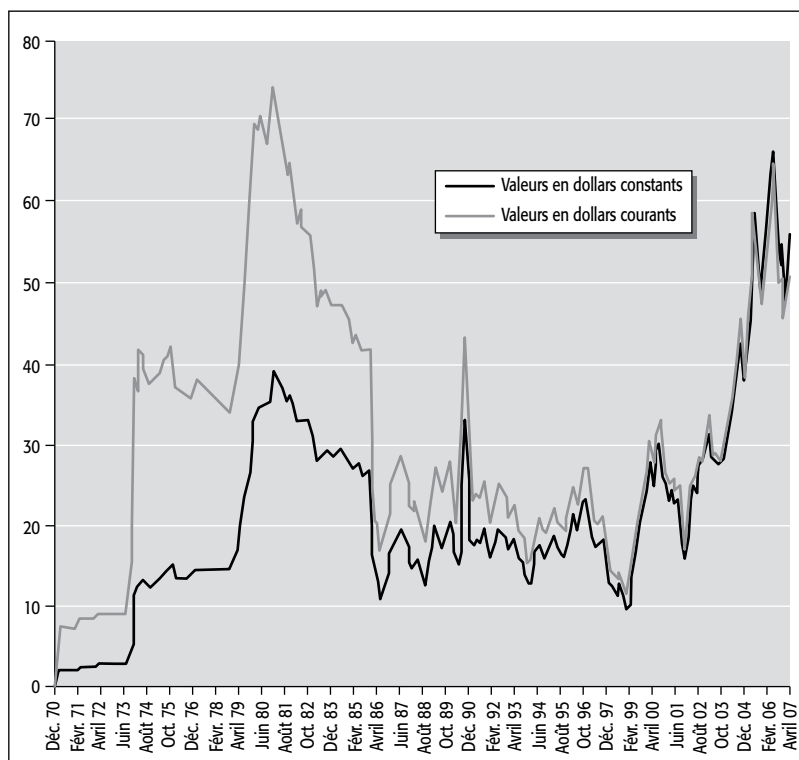
Le concept d'« arithmétique politique » a été inventé en Angleterre vers le milieu du ^{xvii}^e siècle. On tentait alors de décrire la population et ses caractères numériques à partir de relevés partiels dont on extrapolait une généralisation. Au ^{xviii}^e siècle, les Allemands furent les premiers à utiliser le terme de *Statistik* pour dénommer une manière de décrire globalement les États (*Staat*, en allemand, signifie *État*). En France, il faut attendre le premier tiers du ^{xix}^e siècle pour rencontrer l'usage du terme statistique pour désigner une branche des mathématiques jusque-là confondue avec celle des probabilités. Des bureaux de statistiques se mirent très lentement en place dans tous les pays industrialisés.

L'usage des statistiques en histoire

L'historien qui travaille sur les aspects économiques de l'évolution des sociétés utilise des données statistiques de longue durée, et cette tâche est facilitée, depuis 1945, par la mise en place, à l'échelle nationale (INSEE) et à l'échelle mondiale (OCDE, ONU) d'organismes spécialisés dans le recueil de données économiques et

sociales. Néanmoins certains obstacles l'attendent, dus en particulier aux variations monétaires différentes enregistrées par les pays du monde. En d'autres mots, il lui faut tenir compte d'une inflation différenciée, faute de quoi les commentaires qu'il pourrait tirer des évolutions de longue durée seraient faussés. Dans la plupart des cas, les statistiques de prix ou de salaires sont exprimées en monnaie courante. Il faut donc recalculer les évolutions en monnaie constante pour repérer les variations réelles, en dehors de celles entraînées par l'inflation monétaire.

Pour illustrer ce propos, prenons l'exemple de l'évolution des prix du pétrole : pour mesurer l'importance de l'augmentation du prix du pétrole brut dans le temps, il faut l'exprimer en dollars constants. Le graphique présente l'évolution du prix du baril de pétrole brut en dollars américains courants (courbe en noir) et en dollars constants de 2004 (courbe en gris). On remarque que si en août 2004 le prix moyen du baril était de 46 dollars américains, le prix équivalent en dollars constants de 2004 avait atteint un sommet de 92 dollars le baril en avril 1980.



Prix courant, prix constant / valeurs, volumes
Source : Official Energy Statistics from the US Government.

On constate ainsi que le second choc pétrolier avait conduit à des prix réels encore inégaux en 2004 (ce n'est plus le cas en 2008). Si la courbe d'ensemble n'est pas très différente, les pics de crise ou de chute restent parfaitement détectables, quelle que soit la référence choisie, par contre l'usage du prix courant (assez fréquent, même dans la presse spécialisée) fausse l'interprétation sur la longue durée. Par exemple, le niveau des prix, lors du pic de 1991 dû à la guerre du Golfe, semblait presque avoir atteint le niveau du second choc pétrolier de 1979 (36 \$ contre 40 \$). En réalité, si l'on calcule le niveau de 1991 en dollars constants (2008), on constate alors que l'écart est énorme (55 \$ contre 95 \$).

Quand on dispose de ces données, le mieux est donc de comparer **les volumes** (à prix constants) et non **les valeurs** (évaluées en prix courants). Le calcul en « volume » a pour but d'éliminer l'effet de la hausse des prix, et ainsi de comparer les quantités consommées d'une année par rapport à une autre, car le taux de croissance ainsi calculé est le même. (*Technique* : on multiplie les quantités de l'année étudiée par les prix de l'année précédente.)

Autres données statistiques

De même, si l'on veut aujourd'hui comparer des pouvoirs d'achat entre pays, la simple donnée du PIB par habitant ne suffit pas. En effet, ce qui compte pour évaluer un niveau de vie, ce sont les produits et les services que l'on peut acheter dans un pays donné, en fonction du revenu moyen. C'est pourquoi

depuis une ou deux décennies, les statistiques internationales sont également exprimées en parité de pouvoir d'achat (ppa).

L'Université de Californie offre des tableaux de référence sur la parité de pouvoir d'achat et les revenus nationaux convertis en prix internationaux pour presque tous les pays depuis 1950 (Penn World Tables) : <http://cid.econ.ucdavis.edu/pwt.html>

• Où trouver des tables de conversion ?

L'INSEE fournit un tableau permettant de déflater les données monétaire pour le xx^e siècle :

<http://www.insee.fr/fr/service/reviser/calcul-pouvoir-achat.asp>

Indice des prix à la consommation, avec des liens vers des bases de calcul de nombreux pays (en anglais) :

https://en.wikipedia.org/wiki/Consumer_price_index_by_country

Deux bases de la réserve fédérale américaine sur les

indices des prix à la consommation :

– de 1953 à 1974 :

<https://fraser.stlouisfed.org/title/?id=67>

– depuis 1974 :

<https://fraser.stlouisfed.org/title/?id=58>

• Où trouver des données statistiques ?

Données statistiques : parmi des milliers de sites...

OCDE : <https://data.oecd.org/>

Banque mondiale :

<http://econ.worldbank.org/>

OMC (données statistiques et tarifaires) :

https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/statis_f.htm

Organisation internationale du travail :

<http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/lang-fr/index.htm>

Banque centrale européenne :

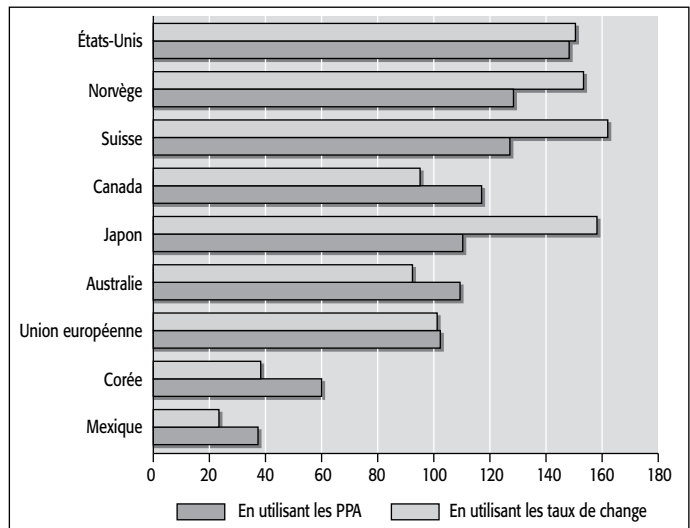
<http://www.ecb.europa.eu/stats/>

Eurostat :

<http://ec.europa.eu/eurostat/>

INSEE :

<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/>



Deux mesures du PIB par tête

Source : OCDE, Parités de pouvoir d'achat – résultats 1999, 2002.

Bibliographie

On peut commencer par cet excellent article qui non seulement explique parfaitement les mécanismes de la crise de 1973, mais les met également en perspective sur le long siècle : J.-C. ASSELAIN, « Croissance économique et retournements de tendance au 20^e siècle : Une mise en perspective de la "Crise" actuelle », *Vingtième Siècle*, n° 52, oct.-déc., 1996, p. 7-30.

Ouvrages généraux

- J.-C. ASSELAIN, *Histoire économique du xx^e siècle*, t.2 : *La réouverture des économies nationales (1939 aux années 1980)*, Presses de Sciences Po, 1995.
- P. BAIROCH, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du xvi^e siècle à nos jours*, t. 3 : xx^e siècle, coll. « Folio », Gallimard, 1997.
- J. BAECHLER, *Le Capitalisme*, vol. 2 : *L'économie capitaliste*, coll. « Folio », Gallimard, 1995.
- J. BRASSEUL, *Histoire des faits économiques et sociaux*, t. 3 : *De la Grande Guerre au 11-Septembre*, Armand Colin, 2003.
- O. CASTEL, *Histoire des faits économiques : La dynamique de l'économie mondiale du xv^e siècle à nos jours*, Presses universitaires de Rennes, 2005.
- É. COHEN, *L'ordre économique mondial. Essai sur les autorités de régulation*, Fayard, 2001.
- Y. CROZET et M. NIVEAU, *Histoire des faits économiques contemporains*, PUF, 2010.
- P. DALLENNÉ, L. LECRU, *Croissance et mutations de l'économie mondiale depuis 1945*, Ellipses, 2003.
- G. DUMENIL, D. LEVY, *Le Triangle infernal : crise, mondialisation, financiarisation*, PUF, 1999. Approche marxiste.
- J. K. GALBRAITH, *Tout savoir ou presque sur l'économie*, Seuil, rééd. 1981.
- A. GELEDAN (dir.), *Les Mutations de l'économie mondiale 1975-1991*, Le Monde éditions, 1990.
- J. STIGLITZ, *La Grande Désillusion*, Livre de poche, 2003.
- J. WOLFF, *Histoire économique de l'Europe 1000-2000*, Économica, 1999.

Ouvrages sur les crises (dont la dépression des années 1970-1980)

- D. CLERC et A. LIPIETZ, *La Crise*, Syros-Alternatives, 1985.
- Y. GAUTHIER, *La Crise mondiale du choc pétrolier à nos jours*, Complexe, 1989.
- P. GILLES, *Histoire des crises et cycles économiques : des crises industrielles du 19^e aux crises actuelles*, coll. « U », Armand Colin, 2009.
- B. MARCEL, J. TAÏEB, *Les Grandes Crises : 1873-1929-1973*, coll. « Cursus », Armand Colin, 2007.
- M. MUSOLINO, *Fluctuations et crises économiques*, Ellipses, 2011.
- J. NÉRÉ, *Les Crises économiques au xx^e siècle*, coll. « Cursus », Armand Colin, 1989.
- B. ROSIER, *Les Théories des crises économiques*, coll. « Repères », La Découverte, 2003.

La crise par pays ou par aires

- N. BAVEREZ, *Les Trente Piteuses*, Flammarion, 1999.
- M. DRACH, *La Crise dans les pays de l'Est*, La Découverte, 1984.
- J.-F. ECK, *Histoire de l'économie française : de la crise de 1929 à l'euro*, coll. « Cursus », Armand Colin, 2009.
- C. OMINAMI, *Le Tiers Monde dans la crise*, La Découverte, 1986.

Pétrole et matières premières dans l'économie mondiale

- W. ENGDHAL, *Pétrole, une guerre d'un siècle*, Godefroy éd., 2015.
- H. SKADI, *L'économie des matières premières*, L'Harmattan, 2005.
- J.-P. FAVENNEC, *Géopolitique de l'énergie. Besoins, ressources, échanges mondiaux*, Technip, nouvelle éd. 2009.
- L. MIHAJLOVITCH, J.-J. PLUCHART, *L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)*, coll. « Que sais-je ? », PUF, 1985.
- E. FOTTORINO, *Le festin de la terre : l'histoire secrète des matières premières*, éd. Lieu Commun, 1988.
- P. SEBILLE-LOPEZ, *Géopolitique du pétrole*, Armand Colin, 2006.

Mondialisation et concurrence

- M. AGLIETTA, S. MOATTI, *Le FMI. De l'ordre monétaire aux désordres financiers*, Économica, 2000.
- W. ANDREFF, *Les Multinationales globales*, La Découverte, 1996.
- B. BADIE, *Un monde de souffrances : ambivalence de la mondialisation*, éd. Salvator, 2015.
- R. BENICHI, *Histoire de la mondialisation*, Vuibert, 2008.
- A. BRENDER, *La France face à la mondialisation*, coll. « Repères », La Découverte, 2004.
- É. BRIYS et F. DE VARENNE, *La Mondialisation financière : enfer ou paradis ?*, Économica, 1999.
- F. CHESNAIS, *La Mondialisation du capital*, Syros, 1997.
- O. DOLLFUS, *La Mondialisation*, Presses de Sciences Po, 2007.
- M. DUROUSSET, *La Mondialisation de l'économie*, Ellipses, 2004.
- C.-A. MICHALET, *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, La Découverte, 2004.
- P. MOREAU-DESFARGES, *La Mondialisation*, coll. « Que-sais-je ? », PUF, 2012.
- J.-L. MUCCHIELLI, *Multinationales et Mondialisation*, coll. « Points », Seuil, 1998.
- R. REICH, *L'Économie mondialisée*, Dunod, 1997.
- J. E. STIGLITZ, *La grande désillusion*, Livre de poche, 2003.
- G. WACKERMAN, *De l'espace national à la mondialisation*, Ellipses, 1995.
- M. WOLF, *Why Globalization Works*, Yale UP, 2005.

Statistiques et histoire

- J. CELLIER et M. COCAUD, *Traiter des données historiques*, Presses universitaires de Rennes, 2001.
- C. LEMERCIER, C. ZALC, *Méthodes quantitatives pour historiens*, coll. « Repères », La Découverte, 2008.
- F. SALY-GIOCANTI, *Utiliser les statistiques en histoire*, Armand Colin, 2005.
- et aussi :
- P. CHAUNU, « L'histoire sérielle. Bilan et perspectives », *Revue historique*, avril-juin 1970, p. 297-320.
- B. ETEMAD, « Quelques grandes étapes de l'histoire de la collecte de statistiques rétrospectives », *Histoire & Mesure*, 1994 n° 1-2, p. 91-100.
- F. FURET, « L'histoire quantitative et la construction du fait historique », *Annales, E.S.C.*, janv.-fév. 1971, p. 63-75.

La poursuite de la construction européenne après 1973

C'est à neuf pays que s'ouvre la nouvelle étape européenne, à partir du 1^{er} janvier 1973, dans un contexte de crise économique. L'élargissement va se poursuivre, parallèlement à un approfondissement dont la mise en œuvre s'avère très difficile, tant dans le domaine monétaire que politique. Pourtant, avec l'étape du traité de Maastricht, qui met en place l'Union européenne en 1992, l'intégration s'accélère dans de nombreux domaines (cf. chap. 15).

1 Des années difficiles au grand bond en avant (1973-1992)

■ Les années de crise internationale et européenne (1973-1986)

Voir le chapitre 20.

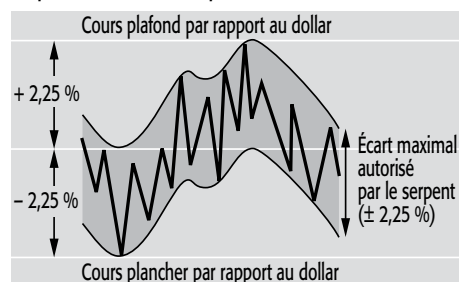
Un choc important

La crise atteint les pays de l'Europe de l'Ouest dès la fin de l'année 1973, qui, après le **choc pétrolier**, subissent un choc économique qui entraîne des perturbations majeures et fragilise la construction européenne. **L'inflation, les troubles monétaires** et le chômage touchent sévèrement certains pays, tels que la Grande-Bretagne, la Belgique ou la France. La préoccupation des États va être de stabiliser les changes et d'éviter la propagation de la crise, d'où la mise en œuvre de plusieurs projets monétaires qui connaissent des succès inégaux. Les priorités du projet européen ne sont plus les mêmes. Confrontés pour la première fois à une forte récession économique, les pays de la Communauté européenne (CEE) réagissent de façon dispersée en s'efforçant de **protéger prioritairement leurs structures économiques nationales**. Malgré la disparition des obstacles tarifaires sur les marchandises, dans le cadre du Marché commun, ils mettent en place d'autres types d'entraves aux échanges, tels que des normes techniques ou des concessions exclusives lors des marchés publics.

Des tentatives d'harmonisation monétaire : « serpent » et SME

La création du serpent monétaire, en mars 1972, avait permis une certaine stabilisation des monnaies européennes, en limitant les marges de fluctuation des monnaies entre elles (« serpent ») et avec le dollar (« tunnel »).

Serpent monétaire européen



Pourtant, la lire italienne et la livre britannique n'avaient pu résister longtemps, et la couronne danoise avait été un moment en difficulté. Mais avant même le déclenchement de la crise, le contexte monétaire international s'est aggravé. Lorsque les États-Unis renoncent à intervenir sur le marché des changes pour soutenir le dollar, les Six maintiennent leurs marges entre eux, mais décident de laisser flotter leurs devises par rapport au dollar. C'est le **serpent « hors du tunnel »**. La France, co-initiatrice du serpent avec l'Allemagne, est elle-même contrainte d'en sortir en janvier 1974, le réintègre en juillet 1975, puis le quitte de nouveau en

mars 1976. De même, les monnaies italienne, britannique et irlandaise sont affaiblies par l'inflation galopante et par une balance des paiements déficitaire. Les changements de parité s'accroissent et en réalité, dès janvier 1974, le serpent monétaire ne repose plus que sur les pays de la zone mark : la RFA, le Danemark et le Benelux, jusqu'en mars 1976 où l'accord monétaire de 1971 qui liait ces trois pays du Benelux est lui-même suspendu. C'est la **fin de la première tentative d'union monétaire**. Cet échec renforce cependant l'idée de la nécessité d'un dispositif monétaire intégré. Les responsables européens cherchent donc **une nouvelle approche**. L'initiative en revient au Britannique Roy Jenkins, nouveau président de la Commission, qui fait, en octobre 1977, une proposition qui va dans le sens d'une **union monétaire**. Celle-ci suscite de l'intérêt à Paris, mais de la méfiance à Bonn. Valéry Giscard d'Estaing y voit le moyen d'arrimer la devise française au mark, ce qui lui permettrait d'amorcer la désinflation. Helmut Schmidt craint en revanche le risque de propagation d'inflation qu'une telle union pourrait générer. Il se rallie cependant au sommet de Copenhague, en avril 1978, à l'idée de la création d'un **système monétaire européen (SME)** et le mécanisme en est adopté à Bruxelles en décembre 1978. Il est régi par deux principes : les membres doivent d'une part mettre en commun une partie de leurs réserves (dans la limite de 20 %), ce fonds servant au soutien mutuel des monnaies, et les marges de fluctuation sont au maximum de plus ou moins 2,25 % de part et d'autre du cours pivot.

Le SME, qui entre en vigueur en mars 1979, vise à **stabiliser les taux de change** entre les monnaies des Neuf autour d'un cours pivot, lui-même rattaché à une unité monétaire européenne (*European currency unit* ou *ECU*). La valeur de l'**ECU** est calculée chaque jour sur la base d'un panier de monnaies des États membres dont la composition reflète la part de chaque pays dans la production et les échanges intra-communautaires. L'ECU n'est qu'une unité de compte, puisqu'il n'y a pas de billets de banque. Mais des emprunts internationaux, les dépôts et certains chèques bancaires peuvent en revanche être libellés en ECU. L'objectif à long terme est l'instauration d'une monnaie européenne unique et à court terme la création d'une zone de parités stables. Ce système nécessite une certaine **harmonisation des politiques macro-économiques** (monétaires et budgétaires en particulier) et les taux d'inflation doivent converger. Il constitue **une nouvelle étape de l'intégration économique**, il ne fait cependant pas partie intégrante du traité et les États membres ne sont pas obligés d'y adhérer.

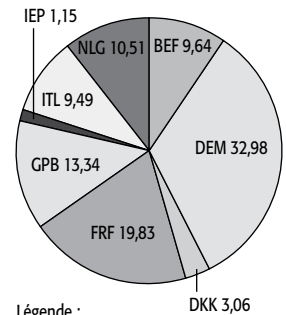
La stabilité monétaire n'est pas immédiatement au rendez-vous et il faut faire quelques concessions : la lire italienne et la livre irlandaise se voient concéder des marges de fluctuation de 6 %. Le Royaume-Uni, quant à lui, préfère rester à l'écart du SME. En raison des divergences économiques, des **changements de parité entre les monnaies** sont introduites dès l'institution du système : réévaluation du mark de 2 %, dévaluation du franc belge de 3 %, dévaluations du franc français de 3 % et de la couronne danoise de 2,9 %. La stabilité, qui est loin d'être parfaite, dépend surtout de la vigueur du mark, faisant apparaître **le SME comme une zone mark**.

Dans l'ensemble, le SME a bien fonctionné, malgré l'absence britannique, puis le désistement du Portugal et, plus tard, de celui de la Grèce. Il a relativement bien satisfait les attentes, a encouragé la discipline collective et a véritablement assuré une plus grande stabilité monétaire.

Les élargissements à l'Europe méditerranéenne

Le contexte politique change aussi. Trois pays de l'Europe du Sud découvrent **la démocratie après des années de dictature** : en 1974, c'est la fin du régime salazariste au Portugal, de celui des colonels en Grèce

Part de chaque monnaie dans la valeur de l'ecu (panier) en % (1979-1984)



Légende :

BEF franc belge
DEM deutsche mark
DKK couronne danoise
FRF franc français
GBP livre sterling
IEP livre irlandaise
ITL lire italienne
NLG florin néerlandais

**DÉCLARATION SUR LA DÉMOCRATIE,
COPENHAGUE, 7 ET 8 AVRIL 1978**

◆ « Les chefs d'État et de gouvernement confirment leur volonté, exprimée dans la déclaration de Copenhague sur l'identité européenne, d'assurer le respect des valeurs d'ordre juridique, politique et moral auxquelles ils sont attachés et de sauvegarder les principes de la démocratie représentative, du règne de la loi, de la justice sociale et du respect des Droits de l'homme.

L'application de ces principes implique un régime politique de démocratie pluraliste qui garantit la représentation des opinions dans l'organisation constitutionnelle des pouvoirs et les procédures nécessaires à la protection des Droits de l'homme.

Les chefs d'État et de gouvernement [...] déclarent solennellement que le respect et le maintien de la démocratie représentative et des Droits de l'homme dans chacun des États membres constituent des éléments essentiels de l'appartenance aux Communautés européennes. » ◆

Source : *Bulletin des Communautés européennes*, 1978.

et, l'année suivante, la mort du général Franco libère à son tour l'Espagne. Ces événements politiques majeurs **vont ouvrir la voie à un élargissement** de la CEE à l'Europe méditerranéenne. La Grèce pose sa candidature en 1975, l'Espagne et le Portugal en 1977.

Ce projet d'élargissement est largement porté par l'Allemagne, pour des **raisons politiques**. Mais la France ne suit que très timidement, car son agriculture est la première à être **conurrencée** par la production de ces trois pays. C'est aussi le cas de l'Italie. Par ailleurs, alors que les pays de la Communauté souffrent d'une crise industrielle sévère, l'Espagne développe sa révolution industrielle et elle représente une nouvelle concurrente dans ce domaine.

Bien qu'implicites, **les principes de démocratie et d'État de droit** et de respect des Droits de l'homme et des libertés fondamentales n'avaient pas été inscrits dans le traité de Rome comme condition expresse d'adhésion. Mais avec l'histoire spécifique des trois pays candidats, l'affirmation de ces principes apparaît désormais comme une nécessité. Dans la perspective de l'élargissement, le Conseil européen de Copenhague déclare donc solennellement que le respect et le maintien de la démocratie représentative et des Droits de l'homme constituent des éléments essentiels de l'appartenance à la CEE (1978). Ces éléments sont rappelés en 1991 et sont enfin institutionnalisés par le traité d'Amsterdam en 1997.

Le traité d'Athènes est signé en mai 1979 et la Grèce entre officiellement dans la Communauté en janvier 1981. Suivent les **traités de Madrid et de Lisbonne** en juin 1985 et la péninsule Ibérique rejoint la communauté en janvier 1986. La CEE compte désormais **12 pays membres**.

Deux évolutions institutionnelles majeures

La création du Conseil européen et l'élection du Parlement au suffrage universel direct sont deux des évolutions majeures de cette période. Depuis l'origine de la CEE, c'est le Conseil des ministres qui partage le pouvoir avec la Commission, en ayant la décision finale (il est constitué en fonction des dossiers traités : agriculture, transports, commerce, etc.). **Des conférences européennes au sommet**, réunissant les chefs d'État ou de gouvernement (selon la Constitution propre à chaque pays), avaient été mises en place dès 1961, mais cette structure n'avait reçu aucun pouvoir spécifique. C'est le président français Valéry Giscard d'Estaing qui propose, en décembre 1974, que ces conférences prennent une forme régulière, qu'elles renforcent la coopération intergouvernementale et puissent susciter une véritable impulsion politique en disposant d'une approche plus globale des problèmes. Ce sera le rôle du nouveau **Conseil européen** dont la première réunion se tient en mars 1975 à Dublin.

Son rôle et son fonctionnement seront précisés dans la déclaration de Londres de 1977 et dans la déclaration de Stuttgart de 1983. **L'Acte unique européen (1986) institutionnalise le Conseil européen**, mais sans en définir précisément les contours. Cela sera fait dans le traité de l'Union européenne (1992) qui en définit les fonctions, la composition et le rythme de travail. Le traité d'Amsterdam (1997) va encore étendre son rôle, dans le domaine de l'emploi, en particulier. Le Conseil européen définit **les orientations politiques générales** et adopte une recommandation fixant ces grandes orientations. Il définit également les principes et les orientations générales de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

L'autre grande nouveauté est celle de la modification de **l'élection du Parlement européen**, qui sera désormais soumise **au suffrage universel**. Le traité de Rome prévoyait la possibilité pour les États membres

d'organiser les élections directes du Parlement européen (art. 138). Les fédéralistes réclament depuis donc longtemps une révision du système électoral afin de renforcer la légitimité démocratique de cette institution. Mais le rôle du Parlement, dont les membres sont désignés par les parlements nationaux, est purement consultatif, tel que prévu dans le traité originel. Pourtant, de plus en plus de députés européens plaident à leur tour pour une révision à laquelle **la France va longtemps s'opposer**, car, selon le général de Gaulle, le Conseil des ministres est le seul législateur de la CEE.

Toutefois, les **pouvoirs législatifs et de contrôle** du Parlement vont s'accroître progressivement au cours des années 1970. Un groupe de travail est chargé par la Commission de réfléchir au renforcement de ses compétences institutionnelles et budgétaires. Le **rapport Vedel** (du nom de son président), remis en mars 1972, préconise l'extension graduelle des pouvoirs législatifs du Parlement européen dans le sens d'une véritable co-décision, l'investiture du président de la Commission par le Parlement, enfin il se prononce en faveur de l'élection au suffrage universel direct. Il faudra attendre la rupture avec le gaullisme que représente l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, **en 1974**, pour que **la France accepte cette idée** (sauf gaullistes et communistes qui vont voter contre) qu'elle lie à la création du Conseil européen qui devrait créer un véritable gouvernement européen. Le texte augmente très largement le nombre de représentants qui passe de 198 à 410. Le temps pour les États de modifier leur Constitution, **la première élection** de ce nouveau Parlement a lieu les 7 et 10 **juin 1979**.

Son rôle a continué de se renforcer au cours des traités, le dernier traité de Lisbonne ayant encore élargi ses attributions. Ainsi aujourd'hui, **ses compétences sont d'ordre législatif, budgétaire et de contrôle de l'exécutif**. Institution législative, il se prononce, selon les domaines concernés, suivant différentes procédures : codécision (avec le Conseil des ministres, cette procédure étant désormais la voie ordinaire), coopération, consultation, avis conforme ou avis consultatif obligatoire. Le pouvoir d'initiative reste l'exclusive de la Commission, mais il peut se tourner vers elle pour lui réclamer des propositions de textes. Sa compétence budgétaire est importante puisque le budget lui est soumis. Enfin, son rôle de contrôle de l'exécutif s'est renforcé : il peut conduire la Commission à démissionner (censure), le choix de son président et de ses membres est soumis à son approbation ; il peut par ailleurs poser des questions à la Commission ou au Conseil, constituer des commissions d'enquêtes, recevoir des pétitions et les domaines dans lequel son approbation ou son avis est requis se sont étendus.

■ Un grand bond en avant (1986-1992)

L'élargissement de la CEE a entraîné une augmentation des **disparités régionales** des Douze, rendant plus nécessaire une politique régionale commune, mais aussi une intégration sociale plus forte. La signature de l'Acte unique européen, tout en renforçant l'intégration économique, dote la Communauté de compétences politiques et sociales élargies. C'est aussi le moment où se lance le processus de mise en place de la monnaie unique, l'euro.

L'Acte unique accélère l'approfondissement

Pour accélérer l'intégration économique, tout en orientant les politiques européennes dans la voie d'un libéralisme accru, les pays membres signent un nouvel accord, en **1986**, dit **Acte unique européen (AUE)** car il ouvre la voie au marché unique (liberté de circulation des biens, personnes, capitaux et services prévue pour 1993) en renforçant

ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL

◆ « Je dirais que c'est extrêmement émouvant, parce que ce parlement européen représente la réalisation d'un rêve qui a été pendant très longtemps celui des populations de tous les pays et qui se trouve maintenant réalisé, dans lequel on met beaucoup d'espoirs, et qui met fin à des siècles de lutte dans l'Europe, de conflits, aussi bien véritablement guerriers, mais aussi de conflits économiques. » ◆

Simone Veil, discours du 18 juillet 1979.

LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE LA CONCURRENCE

L'Union européenne s'est développée sur la base d'un marché intérieur au sein duquel **la concurrence est libre et non faussée**. Les entreprises et les États sont donc tenus de suivre certaines règles nécessaires au bon fonctionnement du marché. La Commission européenne est responsable de la politique européenne de la concurrence. Un commissaire est spécialement chargé de faire respecter ces règles et possède un pouvoir très étendu en la matière, auquel les États membres ont consenti.

Cependant, l'Union européenne n'exclut pas des limitations aux règles de concurrence, notamment pour des motifs d'intérêt général.

La **politique de concurrence** se divise généralement en **6 catégories** : la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles des entreprises (ententes et abus de position dominante) ; la lutte contre l'excessive concentration des entreprises ; le contrôle des monopoles d'État ; le contrôle des aides publiques ; le contrôle des limitations aux règles de la concurrence dans les services d'intérêt économique général ; la mise en œuvre de la libéralisation des services postaux.

◀ VOIR CARTE E P. 409 ▶

particulièrement la **politique de la concurrence**. L'accord politique a été difficile (décembre 1985), et la procédure d'approbation parlementaire – exigée par deux pays, l'Italie et le Danemark (juridiquement non nécessaire) – a compliqué la situation puisque le Parlement danois a rejeté le projet ; le gouvernement est alors passé par la voie du référendum. L'Acte unique est finalement entré en vigueur en janvier 1987. L'AUE crée de **nouvelles compétences communautaires** et ouvre la voie à l'Union économique et monétaire (UEM) et à l'intégration politique, instituées par le traité de Maastricht en 1992. **L'intégration** est désormais très avancée dans le domaine économique, la législation est beaucoup plus harmonisée, mais le social et la fiscalité sont moins concernés. Des efforts sont cependant faits, par exemple pour la reconnaissance mutuelle des diplômes européens.

Enfin, une grande étape est ouverte pour la **libre circulation des personnes** (suppression des contrôles aux frontières) par la signature en 1985 de la **convention de Schengen** entre l'Allemagne, la Belgique, la France, le Luxembourg et les Pays-Bas. Mais il faudra encore attendre dix ans pour son entrée en vigueur réelle (convention d'application signée en 1990, comprenant aussi l'Italie, puis l'Espagne et le Portugal dès 1991, et la Grèce en 1992, l'Autriche en 1995, mise en œuvre en 1995), en raison des difficultés du contrôle aux frontières extérieures de l'Union. La France ne respecte pas la date de 1993, celle de l'ouverture du Marché unique, qui devait correspondre aussi à cette libre circulation des personnes. Elle dénonce la perméabilité de certaines frontières (Grèce, Italie) qui ouvrent la voie à une immigration « sauvage » et au trafic de drogue. Mais après l'ouverture effective de l'espace Schengen, peu à peu, **tous les autres États membres de l'UE rejoignent cet espace** : l'Autriche en 1995 et la Finlande, la Suède et le Danemark en 1996. Deux pays extérieurs à l'Union ont intégré l'espace Schengen dès 1996 (Norvège et Islande), car l'ensemble des pays nordiques étaient précédemment liés par un accord de libre circulation. Seules la Grande-Bretagne et l'Irlande (mutuellement liées par un accord de libre circulation), ne sont signataires que du volet de coopération policière et ont maintenu les contrôles à leurs frontières.

L'acquis de Schengen (ensemble des règles de la convention) a été intégré dans le cadre institutionnel de l'UE (1999). Les 10 nouveaux États qui ont rejoint l'Union en 2004 ont donc adhéré à cet acquis, mais la levée des contrôles ne s'est faite qu'en décembre 2007, le temps pour ces États de renforcer la sécurité aux frontières extérieures de l'Union et de mettre en place la connexion au **système d'information Schengen (SIS)**, une base informatique à disposition des services de sécurité (personnes recherchées ou interdites de séjour, objets volés). Ce sont désormais 24 États qui s'ouvrent sur **l'espace Schengen** (soit 400 millions de citoyens). Ils seront rejoints par la Suisse, fin 2008 (mais rien ne changera pour le contrôle des marchandises, car la Suisse n'a pas conclu d'union douanière avec l'UE), puis par les deux derniers adhérents, la Bulgarie et la Roumanie (2009). Seule une difficulté persiste pour Chypre, qui refuse que la ligne de démarcation avec la partie nord de l'île, occupée par la Turquie, devienne une frontière extérieure.

Dans cet espace, tous les pays pratiquent une politique commune pour **l'attribution des visas « Schengen »** (l'entrée autorisée sur un territoire national ouvre l'entrée sur l'ensemble de pays membres). Les **contrôles ont été reportés aux frontières extérieures** de l'UE, ce qui n'exclut pas des contrôles de sécurité dans n'importe quel lieu de l'espace Schengen.

La question monétaire enfin résolue

L'accord de Maastricht (1992) a lancé le processus de mise en place d'une **monnaie unique, l'euro**, qui entre en service en 1999 et remplace les monnaies nationales en 2002. La ratification de cet accord a été très difficile, en particulier en France où il a eu lieu par référendum. Tout d'abord parce que la monnaie est le symbole même de la souveraineté d'un État, et qu'il fallait donc accepter un transfert de pouvoir important à la Banque centrale européenne, ce que les souverainistes refusaient. C'est aussi l'aveu d'un alignement derrière la politique monétaire allemande.

Avec l'Acte unique, la stabilité et l'harmonisation monétaire semblent une évidence, ne serait-ce que pour éviter des distorsions de concurrence ou de risquer la propagation de poussées inflationnistes. Dans son préambule est donc inscrit **l'objectif de la constitution d'une union économique et monétaire** et cet accord transfère la capacité monétaire à la communauté (le SME ne s'inscrivait pas dans la CEE). L'UEM a aussi pour but de faciliter la mobilité en Europe et les échanges commerciaux en faisant disparaître les coûts du change.

Les négociations sont difficiles pour définir les contours de cette UEM et surtout pour s'accorder sur l'idée d'une monnaie commune. Celle-ci est souhaitée par les pays à monnaie faible, qui peinent à suivre le mark, mais l'Allemagne n'est pas prête à abandonner sa monnaie, symbole de sa réussite depuis 1948 (nouveau mark) qu'à la condition que le système monétaire européen soit géré par une **banque centrale indépendante** du pouvoir politique (sur le modèle de la *Bundesbank*) et chargée de lutter avant tout contre l'inflation. Pourtant François Mitterrand et Helmut Kohl réussissent à s'accorder et c'est sous leur impulsion commune que le Conseil européen de Hanovre, en juin 1988, confirme l'objectif d'une UEM et donne mandat à la Commission européenne d'en proposer les modalités de mise en œuvre. Jacques Delors, qui préside alors la Commission, présente son rapport en avril 1989. Il reprend la définition de l'UEM déjà développée par le rapport Werner de 1970 et précise les **conditions** premières indispensables à cette union monétaire : **convertibilité** des monnaies, libération des **mouvements de capitaux**, fixation de **parités fixes** entre les monnaies européennes et, en dernière étape, adoption d'une monnaie unique. Mais cette union suppose aussi une certaine **harmonisation des politiques économiques** – voire une politique économique commune, tout comme celles des politiques **fiscales et budgétaires**.

Le **rapport Delors** propose un processus en **trois étapes**, mais sans en fixer le calendrier. Tout d'abord l'achèvement du Marché unique, une coopération économique et monétaire renforcée et la **participation de toutes les monnaies au SME** ; puis la mise en place d'un **Système européen de banques centrales** (SEBC) coexistant avec les autorités monétaires nationales (et la création d'un Institut monétaire fédéral) ; enfin le transfert des compétences économiques et monétaires aux institutions de l'Union et la fixation irrévocable des parités et, si possible, une **monnaie unique** remplaçant les monnaies nationales. Dans un contexte économique favorable, ce rapport est bien accueilli par les pays membres de la CEE. Le Conseil européen de Madrid (juin 1989) affirme sa détermination à réaliser progressivement l'UEM et décide de mettre en œuvre dès 1990 la première étape, en particulier le renforcement du SME. Pour les étapes suivantes, le Conseil confie à la Conférence intergouvernementale (CIG) le soin de préparer le futur traité. À ce niveau, des divergences apparaissent entre les différents pays, en particulier sur le choix entre une monnaie commune (vis-à-vis de l'extérieur) ou une monnaie unique. Quant aux Britanniques,

Taux de conversion définitif des monnaies en euro au 1^{er} janvier 1999

1 euro =	
40,3399	Francs belges
1,95583	Mark allemand
166,386	Pesetas espagnoles
6,55957	Francs français
0,787564	Livre irlandaise
1 936,27	Lires italiennes
40,3399	Francs luxembourgeois
2,20371	Florins néerlandais
13,7603	Schillings autrichiens
200,482	Escudos portugais
5,94573	Marks finlandais

ils se contentent de proposer un renforcement de l'ECU, les monnaies nationales étant parallèlement maintenues. Les Allemands hésitent aussi, mais le changement majeur de leur situation politique et la perspective de la réunification ouvrent la voie à l'acceptation de la monnaie unique.

La CIG s'ouvre en décembre 1990 et aboutit à la signature du **traité sur l'Union européenne (UE)**, en février 1992.

2 *L'Union européenne dans un nouveau contexte*

■ Le passage à l'Union et le troisième élargissement

Dans le nouveau contexte européen qui suit la fin de la guerre froide, l'élargissement à terme aux pays de l'Europe centrale devient une évidence. Mais tous les pays ne sont pas d'accord sur l'échéance, la France opposant une certaine résistance alors que l'Allemagne appuie en faveur d'une intégration rapide. La première étape, fondamentale, est le passage de la communauté économique à l'union politique.

Le traité de Maastricht

Le traité sur l'UE rassemble dans une même union les trois communautés européennes existantes, la CECA – qui expire en 2002, l'Euratom et la CEE (qui devient Communauté européenne ou CE), ainsi que les coopérations de politique étrangère, de défense, de police et de justice, qui sont institutionnalisées. Il crée l'UEM, renforce les pouvoirs de décision du Parlement (codécision) et met en place de nouvelles politiques communes dans le domaine de l'éducation, de la culture ou de l'aide au développement. Suite à des difficultés concernant la ratification, ce traité n'entre en vigueur qu'en novembre 1993. Sa **structure institutionnelle**, très originale, repose sur **trois « piliers »** : la CE (qui rassemble l'ensemble des politiques communes, dont la PAC, la politique monétaire ou commerciale), la politique extérieure et de sécurité commune (PESC), enfin la coopération policière et judiciaire en matière pénale. La **nature** de cette institution, le premier modèle du genre dans le monde, est **mixte**, puisque que le premier pilier est communautaire alors que les deux autres restent intergouvernementaux. De ce fait, les procédures de décision diffèrent d'un pilier à l'autre et dans le premier pilier, le **principe de subsidiarité** reste la règle. La **cohésion** de l'ensemble est assurée par le cadre institutionnel constitué par le Conseil européen (chefs d'État et de gouvernement), le Conseil de l'Union (ou Conseil des ministres), la Commission, le Parlement et la Cour de justice.

Un nouvel élargissement

La poursuite active de l'intégration européenne conduit de nouveaux États européens à demander leur entrée dans l'Union. La **troisième vague** de candidatures provient des **pays neutres**, l'Autriche, la Suède et la Finlande, qui sont aussi parmi les derniers pays membres de l'AELE. Le 1^{er} janvier 1995, **l'Europe passe à quinze**. Du fait de leur neutralité, ces pays ont la possibilité de ne pas participer à la PESC. Le gouvernement norvégien tente une nouvelle fois de faire adhérer son pays (cette candidature avait été acceptée par la CEE en 1970, mais les Norvégiens avaient rejeté la ratification en 1972), pourtant le **peuple norvégien rejette à nouveau** cette adhésion par référendum en novembre 1994.

LE PRINCIPE DE SUBSIDIARITÉ : la Communauté n'intervient que dans le cas où l'action commune est préférable à l'action isolée de quelques États (en dehors de la coopération renforcée).

Voir le chapitre 15.

■ La poursuite de l'intégration depuis Maastricht

Le traité d'Amsterdam (1997)

Le traité d'Amsterdam va dans le sens d'une **augmentation des compétences de l'Union**, avec la création d'une politique communautaire de l'emploi et la communautarisation d'une partie des domaines qui relevaient auparavant de la coopération (justice et affaires intérieures). De nouveaux domaines sont ajoutés à la compétence de la CE (premier pilier de l'Union), tels que les contrôles frontaliers, l'immigration, le droit d'asile ou la coopération judiciaire en matière civile. Il étend également les domaines de la codécision (Parlement) et du vote à la majorité qualifiée. Il ouvre aussi une possibilité nouvelle, celle de la **coopération renforcée**, c'est-à-dire une coopération plus étroite sur certains sujets, entre les États membres qui le souhaitent. C'est une réponse à la volonté qu'avaient manifestée certains pays de mettre en place un « **noyau dur** » **européen** et de renforcer encore l'intégration politique, mais qui risquait de conduire à une Europe à deux vitesses.

Le Pacte de stabilité et de croissance

Afin de faciliter l'aboutissement de la dernière étape de l'UEM, un **Pacte de stabilité et de croissance** (PSC) est adopté au Conseil européen d'Amsterdam (juin 1997). C'est un **instrument de coordination des politiques budgétaires** nationales, à l'origine dans le but de veiller à une discipline budgétaire après l'introduction de la monnaie unique. Il impose aux États de la zone euro de tendre vers un budget équilibré (ou excédentaire) et donc d'assurer une gestion saine en évitant les déficits publics (mais la politique budgétaire demeure une compétence nationale). Le traité de Maastricht avait déjà précisé les **critères de convergence** des politiques économiques et monétaires européennes : un déficit annuel inférieur à 3 % du PIB et un endettement public ne dépassant pas 60 % du PIB. Une surveillance préventive s'exerce : les États présentent leurs prévisions budgétaires et un système d'alerte se déclenche si la réalité du budget s'en éloigne trop, ce qui est envisageable car les gouvernements fondent souvent leurs prévisions sur des estimations de croissance trop optimistes. Une procédure contraignante s'engage en cas de **déficit excessif**, qui peut aller jusqu'à des sanctions financières. Cinq pays en ont déjà fait l'objet : l'Allemagne, le Portugal, la France, la Grèce et les Pays-Bas.

Depuis 2003, avec un contexte économique moins favorable, certains pays, dont la France et l'Allemagne, ont des difficultés à **respecter les règles** du PSC, ce qui provoque de vives **tensions** avec la Commission. Un assouplissement des règles a été accordé lors de la première réforme du PSC en mars 2005. Le traité signé à Lisbonne en 2007 prévoit une nouvelle **réforme** du Pacte, sans en donner les contours qui devront être débattus.

Le passage à l'euro : une réussite

Le 1^{er} janvier 1999, onze pays européens, de culture, de langue, de taille, d'institutions et de traditions différentes ont opté pour **une monnaie unique, l'euro**. C'est un véritable tournant dans l'histoire de l'Union européenne.

En avril 1998 avait commencé la dernière phase du passage à la monnaie unique, par la fixation des parités, les États s'engageant au respect des critères de convergence. Au départ, la Grèce n'étant pas en mesure de le faire, elle ne participe pas au lancement de l'euro. Trois autres pays n'y participent pas non plus alors que leurs performances les y autorisaient : le Royaume-Uni, la Suède et le Danemark. En revanche,

RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LE TRAITÉ D'AMSTERDAM DU 19 NOVEMBRE 1997

◆ « [...] 2. constate que le traité d'Amsterdam marque une nouvelle étape dans le processus inachevé de construction d'une union politique européenne ; qu'il comporte des avancées non négligeables pour certaines institutions, mais laisse irrésolues d'autres questions ;

3. déplore que le traité d'Amsterdam ne comporte pas les réformes institutionnelles nécessaires au fonctionnement efficace et démocratique d'une union élargie et affirme que ces réformes doivent être réalisées avant l'élargissement et dans les meilleurs délais afin de ne pas retarder les adhésions ;

4. demande au Conseil européen d'affirmer qu'aucune adhésion n'entrera en vigueur avant que soient menées à bien les réformes institutionnelles nécessaires au bon fonctionnement d'une Union élargie, d'entamer, sur la base de la présente résolution, ses travaux à ce sujet et d'engager dans ce cadre un dialogue politique avec le Parlement européen ; [...] » ◆

Journal officiel des Communautés européennes, 8 déc. 1997.

LES CINQ CRITÈRES DE CONVERGENCE

- inflation limitée à 3 % par an ;
- déficit public égal ou inférieur à 3 % du PIB ;
- dette publique inférieure à 60 % du PIB ;
- taux d'intérêt à long terme ne dépassant pas de plus de 2 % ceux des trois États membres ayant les meilleurs résultats concernant l'inflation ;
- être dans le Système monétaire européen depuis au moins deux ans avec des marges de fluctuation des changes inférieures à 15 %.

les régions ultra-périphériques, à savoir les départements d'Outre-mer français, les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, les îles espagnoles des Canaries et les îles portugaises de Madère et des Açores entrent dans la zone euro.

En janvier 1999 s'opère donc la **mise en usage légale de l'euro**, les monnaies nationales continuant à avoir cours pendant la période de transition. Les transactions en euro se font surtout entre la Banque centrale européenne (BCE) et les banques centrales des onze pays de la zone. Dans chaque pays, les prix doivent être affichés dans les deux monnaies. La dernière étape intervient en janvier 2002 avec la **mise en circulation des pièces et des billets** de la nouvelle monnaie : pendant six mois, l'euro et les monnaies nationales cohabitent ; enfin seul l'euro a cours à partir de juillet et les monnaies nationales sont définitivement retirées de la circulation.

Le traité de Nice (2001)

Certains problèmes n'avaient pas été résolus par le traité d'Amsterdam, en particulier les **questions institutionnelles liées à l'élargissement** à venir (composition de la Commission, pondération des voix au Conseil, élargissement des cas de décisions à la majorité qualifiée). C'est ce que propose le traité de Nice. Il simplifie également le recours aux **procédures de coopérations renforcées**, fixant à huit le nombre minimal d'État pour l'instaurer et interdisant tout veto qui s'y opposerait. Il rend aussi plus efficace le **système juridictionnel**. De plus, la **procédure de codécision** est désormais applicable à la plupart des dispositions qui passent de l'unanimité à la majorité qualifiée (qui doit représenter au moins 62 % de la population de l'Union).

Le nombre maximal de députés est fixé à 732 et **les compétences du Parlement** sont à nouveau étendues (extension de la procédure de codécision et consultation sur un plus grand nombre de questions). Il a fallu aussi fixer une nouvelle **répartition des voix au sein du Conseil** de l'Union : le nombre de voix attribué aux États membres est augmenté, et de façon plus importante pour les États membres les plus peuplés. Le traité prévoit en outre des modifications progressives de la **composition de la Commission** (un représentant par État).

Ces approfondissements et leur intégration aux traités constitutifs permettent la signature à Athènes, en avril 2003, du traité d'adhésion des dix nouveaux États membres de l'UE.

Politique étrangère et politique de défense

Instaurée par le traité de Maastricht, la PESC (deuxième pilier de l'UE) vise à manifester **l'identité de l'Union sur la scène internationale**, tout en assurant **la sécurité des États membres**, à veiller au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité internationale par la mise en place de positions communes ou d'actions communes. Toutes ses décisions sont prises par les ministres des Affaires étrangères réunis en Conseil de l'Union (coopération intergouvernementale, décision à l'unanimité).

En 1999 a été créé un poste de **Haut Représentant de la PESC** dont la tâche est de planifier les actions et de répondre au plus vite en cas d'alerte rapide. Il s'appuie depuis 2001 sur le travail du **Comité politique et de sécurité** (composé de représentants de chaque État) qui suit la situation internationale et joue un rôle central lors d'une crise. Il formule aussi des avis sur les orientations politiques de l'Union. Par ailleurs, **un commissaire européen** est chargé des Affaires étrangères, ce qui permet un lien permanent entre la Commission et le Comité, représentant du Conseil.

Malgré cette institutionnalisation de la PESC, on ne peut pas parler vraiment d'une politique étrangère européenne puisque chaque État conserve **une entière souveraineté** dans la conduite de sa politique étrangère, sans aucune délégation de compétence à l'UE. Il s'agit avant tout d'une **coordination renforcée** des politiques étrangères (consultations mutuelles, échanges d'informations) qui vise à l'harmonisation des points de vue et à des actions diplomatiques concertées, dans le but de **crédibiliser l'ensemble européen sur la scène internationale**. Mais la chose n'est pas aisée comme on a pu le voir en 2003, lors de l'intervention américaine en Irak, face à laquelle les États ont adopté des points de vue divergents et même opposés.

Dans le cadre de la PESC a été mise en place **une politique européenne commune de défense (PESD)** qui comporte trois dimensions : la gestion des crises militaires, celle des crises civiles (missions humanitaires, de secours ou d'évacuation de ressortissants), dites missions de Petersberg, et la prévention des conflits. Elle n'a aucune vocation offensive et ne vise pas à constituer une armée européenne, mais à **mettre en commun des capacités militaires nationales** qui peuvent être mobilisées rapidement pour assurer en commun des missions de gestion de crises. L'UE s'est engagée, en 1999, à créer **une force de réaction rapide** de 60 000 hommes (capable de se déployer en soixante jours et de rester pendant une année sur le théâtre d'opérations) à laquelle chaque pays contribue selon ses moyens disponibles (objectif global 2003). Le traité de Nice a reconnu un **rôle politico-militaire** pour l'UE en tant que telle (qui de ce fait n'est plus liée dans ce domaine à l'Union de l'Europe occidentale).

En coopération avec l'OTAN à laquelle la plupart des pays appartiennent, ou en relation avec l'évolution des opérations de l'ONU, l'UE peut contribuer de manière autonome ou conjointe aux opérations de maintien de la paix. Depuis février 2008, elle assure une mission « État de droit » au Kosovo (2 000 personnes). À la fin de l'année 2003, une **Stratégie européenne de sécurité** a été définie. Mais dans ce domaine, les avis divergent, certains pays faisant une lecture minimaliste de cette stratégie se limitant à des opérations militaires de basse intensité, d'autres, partisans d'une véritable défense européenne unifiée, envisageant une participation possible à des opérations de sécurité collective, ce qui peut signifier des opérations de guerre. L'année suivante, a été défini un nouvel objectif global (*Headline Goal* 2010) qui vise à déployer les forces dans les dix jours qui suivent la décision du Conseil. Une **Agence européenne de défense (AED)** a également été créée dont le rôle (besoins opérationnels) reste encore à affiner. Le traité de Lisbonne (2007) a rappelé **l'objectif à moyen terme d'une politique de défense commune de l'Union**, a ajouté une clause de défense mutuelle et une clause de solidarité et enfin autorise une coopération structurée permanente entre certains États (sur décision du Conseil à la majorité qualifiée).

■ Le grand élargissement à l'Est

Près de soixante ans après la division de l'Europe en deux blocs hostiles est venu le temps de la réunification européenne, rendue possible par les événements politiques survenus entre 1989 et 1991. Il faut quelques années pour que soit accordé aux **pays d'Europe centrale et orientale (PECO)** le statut de **candidat** officiel, et dès la fin des années 1990 s'enclenche le processus de préparation à l'adhésion qui aboutit le 1^{er} mai 2004 à l'entrée de l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie, ainsi que deux îles de la Méditerranée, Malte et Chypre (associées depuis le

CATHERINE ASHTON



En 2009, Catherine Ashton a été la première personne nommée à la fonction de Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Elle était aussi la vice-présidente de la Commission européenne.

Voir le chapitre 24.

◀ VOIR CARTE C p. 409 ▶

L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE

◆ C'est l'ensemble des droits et des obligations qui lie l'ensemble des États membres au titre de l'Union européenne. Les pays candidats doivent accepter cet acquis communautaire avant d'adhérer à l'Union.

Il est en évolution constante et comprend :

- la teneur, les principes et les objectifs politiques des traités ;
- la législation adoptée en application des traités et la jurisprudence de la Cour de justice ;
- les déclarations et les résolutions adoptées dans le cadre de l'Union ;
- les actes relevant de la politique étrangère et de sécurité commune ;
- les actes convenus dans le cadre de la justice et des affaires intérieures ;
- les accords internationaux conclus par la Communauté et ceux conclus par les États membres entre eux dans le domaine des activités de l'Union. ◆

Source : Union européenne.

début des années 1970 et qui profitent de la nouvelle vague d'adhésion). Trois ans plus tard, c'est au tour de la Bulgarie et de la Roumanie dont les économies, très handicapées, n'avaient pu s'adapter à temps pour la première échéance.

À partir de 2014, l'UE comprend désormais **27 pays** européens, avec près de 500 millions de personnes parlant 20 langues, c'est-à-dire la presque totalité des pays d'Europe, à l'exception de ceux des Balkans, de la Suisse, de la Norvège, de l'Islande et de quelques micro-États (Andorre, Liechtenstein, Monaco, San Marin, Vatican) qui ont déjà des accords de partenariat très avancés avec l'UE, voire une intégration partielle dans certains domaines.

Cet élargissement majeur à l'Est a rencontré de **nombreuses difficultés**, malgré les bonnes volontés de départ. La désorganisation des États, des économies et le grand écart de richesse ont été quelques-uns des obstacles à surmonter. La **phase préparatoire à l'adhésion** a de ce fait été assez longue et complexe. Elle a commencé, dès le début des années 1990, par la conclusion d'une série d'**accords d'association** adaptés à la situation spécifique de chaque pays. Cette association ouvrait la voie à l'adhésion dès que les pays remplissaient les conditions économiques et politiques nécessaires (Conseil européen de Copenhague en 1993). À partir de 1995 se déploie une stratégie intensifiée de pré-adhésion qui comprend un soutien financier et technique de l'Union ainsi qu'un suivi de l'adoption et de la mise en œuvre de l'**acquis communautaire**. En 1997, la Commission soumet l'**Agenda 2000** (adopté par le Conseil européen), qui propose un ambitieux programme de réformes pour préparer les élargissements (en particulier, il analyse leurs effets sur les politiques communes et leurs conséquences budgétaires) et en fixe la méthode. Les négociations sont ouvertes en 1998 avec six pays, mais elles s'élargissent rapidement à tous les candidats, tout en prévoyant deux groupes pour les adhésions. À l'occasion de cet élargissement, la procédure de l'**avis conforme du Parlement** européen a été utilisée pour la première fois (2003).

3 Les grandes questions européennes en débat

■ Les réformes constitutionnelles

Projet de traité instituant une Constitution

Avant le grand élargissement à l'Est que les pays membres de l'Union souhaitaient, comme cela avait été fait jusque-là, qu'il s'accompagne auparavant d'un nouvel approfondissement. Une **Convention sur l'avenir de l'Europe** est ouverte en février 2002, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing et elle achève ses travaux en juillet 2003 en remettant un **projet de traité instituant une Constitution pour l'Europe**. Ce traité est signé, en octobre 2004 à Rome, par les 25 pays membres à cette date, qui doivent procéder ensuite à sa ratification selon leurs règles constitutionnelles respectives (ratification parlementaire ou référendum). Ce texte réformait assez largement les institutions européennes en mettant en place une communautarisation progressive de l'Union, car il conférait une **personnalité juridique unique** à l'UE et il étendait à l'ensemble des domaines la procédure législative ordinaire de l'Union (supprimant ainsi les trois piliers). Il intégrait en un texte unique l'ensemble des traités existants (consolidation), à l'exception de celui de l'Euratom.

À la suite du **rejet de la ratification** par les électeurs français et néerlandais, le Conseil européen (juin 2005) décide d'une « période de réflexion ». Après beaucoup de difficultés, les gouvernements européens ont conclu un **compromis** (juin 2007) : la convocation d'une conférence intergouvernementale chargée de finaliser non plus une constitution, mais un « traité de réforme ».

Traité de Lisbonne (2007)

Ce nouveau traité, signé à Lisbonne en décembre 2007, modifie le traité sur l'Union européenne (TUE) et le traité instituant la Communauté européenne (TCE) qui devient le **traité sur le fonctionnement de l'Union européenne** (TFUE), mais il ne s'y substitue pas (pas de consolidation, mais 295 amendements des précédents traités). Il doit être ratifié par les États signataires pour entrer en vigueur au plus tard avant juin 2009, date des élections européennes. Après son adoption, il ne pourra être révisé qu'à l'unanimité.

Le traité de Lisbonne (dit simplifié ou modificatif) s'inspire de **certains apports du projet de traité** établissant une Constitution. Ainsi, il prévoit l'abandon de la structure des trois piliers, mais maintient les procédures de décision spécifique selon les domaines. Il donne la **personnalité juridique** à l'UE ce qui lui permet, en tant que telle, de conclure des traités ou d'adhérer à des conventions. Les institutions sont renforcées : le **Conseil européen** devient une institution à part entière, son président est désigné par les États membres pour trente mois renouvelables une fois. Les États se voient attribuer au **Conseil de l'Union** un poids proportionnel à leur population. Les pouvoirs du Parlement sont augmentés (il élit le président de la commission). Enfin, les citoyens obtiennent de nouveaux droits, en particulier droit d'initiative et **Charte des droits fondamentaux** qui devient opposable : cette charte inclut notamment le droit de négociation et d'action collective, le droit à la sécurité sociale et à l'aide sociale, le droit d'accès aux services d'intérêt économique général et la protection contre les licenciements injustifiés.

En revanche, par rapport au projet antérieur, le **vocabulaire** (lois européennes, ministre des Affaires étrangères) évoquant une constitution est abandonné, et le traité ne mentionne **plus de symboles** de l'Union (drapeau, hymne, devise européens, journée de l'Europe).

■ La poursuite de l'élargissement

Des négociations sont déjà en cours pour des élargissements à venir. Les pays des **Balkans** ont vocation à adhérer à l'Union et deux ont déjà le statut de candidats officiels depuis 2004 (Croatie et Macédoine). Ils espèrent intégrer l'Union, mais il leur reste encore beaucoup d'efforts à fournir, malgré les aides importantes déjà accordées par l'Union européenne.

Un cas difficile : la Turquie

Un candidat ancien à l'adhésion, la **Turquie** (1987, accord d'association depuis 1963), a obtenu le statut officiel de candidat et l'ouverture de négociations en 2005. Cette **candidature n'est pas acceptée par tous** les pays et citoyens européens, pour plusieurs raisons, géographiques, religieuses et politiques. La Turquie est essentiellement **un pays d'Asie mineure** et seule une très faible superficie de son territoire se trouve en Europe. C'est un pays certes laïque dans sa Constitution, mais musulman dans les pratiques et peuplé de 75 millions d'habitants (ce qui en ferait la seconde **puissance démographique** de l'Union derrière l'Allemagne), d'où peut-être une capacité d'assimilation faible dans

« LA RÉVOLTE DES PETITES NATIONS »

◆ « Association d'États de tailles diverses, l'Union européenne peut-elle respecter le principe démocratique qui exige de donner plus de poids aux pays les plus peuplés sans que les moins peuplés se sentent lésés ? La question vient de resurgir à l'occasion du débat sur la future Constitution européenne, suscitant, dans une Europe déjà divisée, une nouvelle ligne de clivage qui s'ajoute au vieil antagonisme entre fédéralistes et souverainistes : celle qui oppose aujourd'hui avec âpreté les pays petits et moyens aux six grands. » ◆

Thomas Ferenzi, « Europe : la révolte des petites nations », *Le Monde*, 10 mai 2003.

une Europe chrétienne pour l'essentiel. Enfin, la Turquie ne respecte pas encore (mais elle s'y est engagée) tous les **critères d'un État de droit**, dans le domaine des discriminations religieuses (entraves faites aux chrétiens orthodoxes), ethniques (graves discriminations contre les Kurdes et les Arméniens – dont la Turquie refuse par ailleurs de reconnaître le génocide de 1915), non respect du droit international envers Chypre (non reconnaissance de l'État chypriote et occupation militaire illégale du nord de l'île).

Jusqu'où peut ainsi s'étendre l'Union ?

C'est une question qui inquiète de nombreux citoyens, en particulier les partisans d'une Europe plus approfondie et plus unie sur la scène internationale. Pourtant, **la construction européenne a eu une fonction stabilisatrice et de démocratisation** de l'Europe, et les récents élargissements n'ont pas modifié le rythme de travail de l'UE ni son efficacité. Certains pays (ex-PECO et Grande-Bretagne) seraient favorables à l'intégration de l'**Ukraine**, mais la France et l'Allemagne ne veulent pas provoquer la Russie qui s'y oppose vigoureusement. Tout nouvel élargissement impliquerait une réforme des institutions, dont on connaît la difficulté. Pour le moment, l'UE se contente, depuis 2003, de développer une **politique de voisinage** afin d'établir des relations privilégiées avec les pays voisins de l'Europe de l'Est, du Sud de la Méditerranée et du Caucase méridional, qui n'ont pas de perspective d'adhésion, du moins à moyen terme. Cette politique s'inscrit dans la stratégie de la PESC. Son action vise avant tout à promouvoir la démocratie, les libertés (**État de droit**), le développement économique et l'élévation du niveau de vie (**bonne gouvernance** et économie de marché), la sécurité et la stabilité politique. Elle comprend des plans d'actions bilatéraux, la participation à certains programmes communautaires et le développement ou le renforcement de coopérations. Les pays voisins bénéficient d'une **assistance financière et technique**, principalement à travers l'Instrument européen de voisinage et de partenariat.

L'EUROPE JUSQU'OU ? (1999)

◆ « L'Europe, oui, mais jusqu'où ? Quelles sont les limites géographiques souhaitables de l'Union européenne ? La question n'a jamais été abordée au fond dans aucune des institutions européennes : c'est un sujet tabou.

Conçu entre six pays en pleine guerre froide, le traité de Rome était ouvert à « tout État européen » respectant les principes de la démocratie. Trente-cinq ans plus tard, la Communauté économique européenne est devenue une Union au caractère politique sans cesse renforcée ; elle rassemble la quasi-totalité de l'Europe occidentale, tandis que la quasi-totalité de l'Europe centrale et orientale aspire à y entrer.

De temps en temps, des voix s'élèvent, en Ukraine, en Russie et même au Maroc, pour élargir encore le cercle, tandis que le président Clinton plaide pour une adhésion turque.

(...)

Il est temps d'arrêter cette fuite en avant et de le faire maintenant. En effet, le contenu du projet européen dépend fortement de sa portée géographique. En lançant la nouvelle révision des institutions, rendue nécessaire par l'augmentation des membres, le Conseil européen devrait préciser sa doctrine de l'élargissement et des frontières extérieures de l'Union. » ◆

Alain Lamassoure*, « Jusqu'où ? : le débat interdit », *Le Monde*, 9 décembre 1999.

*député européen (UMP), ancien ministre délégué aux Affaires européennes dans le gouvernement d'Édouard Balladur.



Conclusion :

Quel avenir pour l'Union européenne ?

D'autres débats parcourent l'Europe. C'est le cas de la question sociale (et des politiques sociales souvent jugées déficientes), de celle de l'énergie (dépendance) ou encore de la politique environnementale. Il faut y voir le signe d'une grande vitalité et la volonté d'avancer ensemble, malgré les différends, d'anticiper sur l'avenir dans un contexte difficile de concurrence accrue par la mondialisation.

Il faut aussi évoquer quelques grandes réussites et **des avancées originales** de la Communauté européenne, telles que le Grand Marché unique (qui, avec près de 500 millions de consommateurs, constitue le plus grand marché au monde), la politique régionale et de cohésion économique et sociale (deuxième poste budgétaire de l'UE, soit 35 % des dépenses), ou encore la coopération transfrontalière (espace Sar-Lor-Lux, Eurorégion).

Si le succès de l'Union européenne est avant tout économique (première puissance commerciale du monde) et monétaire (efficacité de l'euro) et si son poids politique dans le monde est très inférieur à ce à quoi elle pourrait prétendre, on peut néanmoins relever les avancées de la coopération dans les politiques étrangères et leur harmonisation. D'autant plus que la **méthode européenne** dans ce domaine est origi-

nale (*soft power*), basée sur une culture de négociations qui séduit de nombreux pays, même si celle-ci a déjà montré ses limites. L'Europe est encore jeune, si elle est portée par la volonté des citoyens et de leurs dirigeants, des perspectives encourageantes s'ouvrent à elle.

Le point sur...

La Politique agricole commune

L'agriculture a été depuis le début de la construction européenne un objectif prioritaire. À cette époque, le souvenir des pénuries alimentaires de l'après-guerre était encore gravé dans les mémoires. C'est la raison pour laquelle l'agriculture a constitué un élément-clé des politiques européennes dès la préparation du traité de Rome, qui en définit les objectifs généraux. Les négociations se sont avérées difficiles et la PAC n'est entrée en vigueur qu'en 1962, progressivement par secteur. C'est la première politique communautaire européenne, mobilisant la plus grande part du budget européen, et cela l'est resté longtemps.

Elle a dû s'adapter difficilement aux évolutions majeures qu'a connues l'agriculture européenne et mondiale. Conçue à l'origine pour assurer l'autosuffisance alimentaire à l'Europe, donc pour moderniser l'agriculture européenne et en accroître la productivité, garantir des prix corrects tant aux agriculteurs (revenus) qu'aux consommateurs, elle a très vite été confrontée au problème de la surproduction. Sa méthode, marquée par une forte intervention publique, un système de compensation pour les exportations (FEOGA) et la préférence communautaire, a dû être fondamentalement révisée afin de remplir les conditions de concurrence

exigées par les accords du GATT puis de l'OMC.

Avec l'évolution très rapide des progrès agricoles et du contexte mondial, la Commission européenne propose, dès 1968, une première réforme (plan Mansholt). Confronté à une violente résistance, ce plan n'a pas de suites réelles, si ce n'est des améliorations dans les structures agricoles (1971). La surproduction s'amplifiant dans certains secteurs (générant la constitution de stocks, en particulier pour la production laitière), des quotas sont mis en place et le soutien aux prix est diminué (1984). Mais le budget de la PAC ne cessant de croître, la volonté d'encadrement des dépenses se traduit par la fixation d'enveloppes maximales et le gel de certaines terres (1988).

La première réforme majeure date de 1992, avec une réorientation radicale de la politique de soutien (prix garantis proches du niveau des cours mondiaux, passage du soutien aux prix au soutien au revenu) et la prise en compte de l'environnement dans les nouvelles mesures. Cette nouvelle orientation se confirme par la suite avec une Politique d'aide au développement rural (1999). C'est aussi le moment où s'affirme la volonté de rendre la PAC compatible avec les règles de l'OMC, ce qui est fait lors de la

seconde réforme majeure de 2003, avec l'introduction du découplage entre production et aides, et surtout la conditionnalité de ces aides au respect de normes environnementales et éthiques (bien-être animal).

Un « bilan de santé » de la PAC a été publié en novembre 2007. L'objectif est d'améliorer son fonctionnement en complétant la réforme de 2003. Trois grandes questions étaient à résoudre : comment rendre le système d'aides directes plus efficace et plus simple, comment assurer l'adaptation des instruments de soutien du marché pour une communauté passée de 6 à 27 États membres, et comment relever les défis tels que le changement climatique, la gestion de l'eau ou la préservation de la biodiversité.

Les crises de sécurité alimentaire (tremblante du mouton, vache folle, grippe aviaire) ont fragilisé la confiance dans la qualité de la production agricole, touchée déjà par les problèmes de pollution aux nitrates et aux pesticides ou les interrogations sur les cultures OGM. Les difficultés de l'approvisionnement mondial, qui entraînent parfois la flambée des prix agricoles, ont aussi suscité des réflexions sur la production de biocarburants largement soutenue depuis le début du XXI^e siècle.

Bibliographie

Cette bibliographie est consacrée aux années 1973-2001.

Voir aussi le chapitre 15. La bibliographie sur les constructions européennes est immense. Au-delà de la sélection ci-dessous, on se reportera aux principaux manuels qui citent de nombreux ouvrages.

Généralités

T. CHOPIN, M. FOUCHER (dir.), *L'État de l'Union : Rapport Schuman sur l'Europe*, Fondation Schuman, (publication annuelle).

Commission, *Rapport général sur l'activité de l'Union européenne*, Bruxelles (publication annuelle).

H. OBERDORFF, *L'Union européenne*, Presses universitaires de Grenoble, 2010.

– Un site indispensable à consulter, *European Navigator* : <http://www.cvce.eu> (documents historiques et contemporains).

– Le portail de l'Union européenne, *Europa* : http://europa.eu/index_fr.htm. On y trouvera les textes de tous les traités européens et de la législation communautaire.

Réformes des institutions

G. BERTRAND, *La Prise de décision dans l'Union européenne*, La Documentation française, 2004.

Y. DOUTRIAUX, C. LEQUESNE, *Les Institutions de l'Union européenne*, La Documentation française, 2008. Il existe des éditions plus récentes portant sur les changements après 2001.

V. GISCARD D'ESTAING, *La Constitution pour l'Europe*, Albin Michel, 2003.

P. MAGNETTE, *Le Régime politique de l'Union européenne*, Presses de Sciences Po, 2006, 2009.

P. MOREAU DEFARGES, *Les Institutions européennes*, Dalloz-Sirey, 2005.

J.-L. QUERMONNE, *Le Système politique de l'union européenne*, coll. « Clés », Montchrestien, 2005.

Aspects économiques et monétaires

M.-A. BARTHE, *Économie de l'Union européenne*, Économica, 2006.

M. DEVOLUY (dir.), *Les Politiques économiques européennes : Enjeux et défis*, coll. « Points », Seuil, 2004.

É. FARVAQUE, G. LAGADEC (dir.), *Intégration économique européenne : Problèmes et analyses*, Bruxelles, De Boeck, 2002.

P. MOSCOVICI, *L'Europe, une puissance dans la mondialisation*, Seuil, 2001.

J. REGNIEZ, *L'Europe face aux défis de la nouvelle économie*, PUF, 2007.

Question monétaire

A. BENASSY-QUERE, Benoît COEURE, *Économie de l'euro*, La Découverte, 2002, 2014.

M. DEVOLUY, *La Banque centrale européenne*, coll. « Que sais-je ? », PUF, 2000.

P. DU BOIS, *Histoire de l'Europe monétaire 1945-2005 : Euro qui comme Ulysse...*, PUF, 2008.

G. KOENIG (dir.), *L'Euro, vecteur d'identité européenne*, OPEE, Presses universitaires de Strasbourg, 2002.

J.-P. PATAT, *Histoire de l'Europe monétaire*, coll. « Repères », La Découverte, 2006.

Politique européenne, Dossier « L'euro : une perspective politique », n° 10, Printemps 2003.

Politique étrangère et défense

J.-M. DUMOND, *La Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)*, La Documentation française, 1999.

B. GALLET, *La Politique étrangère commune*, Économica, 1999.

J.-A. GIANSILO, *L'Union européenne et la crise yougoslave : illusions et réalités*, Denoël, 1999.

J. KOECHLIN, *L'Europe a-t-elle une adresse ? : La politique étrangère de l'Union européenne*, Georg, 2003.

M.-F. LABOUZ (dir.), *Le Partenariat de l'Union européenne avec les pays tiers. Conflits et convergences*, Bruylant, 2001.

- F. PETITEVILLE, *La Politique internationale de l'Union européenne*, Presses de Sciences Po, 2006.
Politique européenne, « L'Europe de la défense », n° 8, 2002.
 F. TERPAN, *La Politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne*, Bruylant, 2003.
 R. YAKEMTCHOUK, *La Politique étrangère de l'Union européenne*, L'Harmattan, 2005.

Élargissements

- L. BEURDELEY, *L'Élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale et orientale et aux îles du bassin méditerranéen*, L'Harmattan, 2003.
 J.-J. BOILLOT, *L'Union européenne élargie, un défi économique pour tous*, La Documentation française, 2003.
Cahiers français, L'Europe en perspective, La Documentation française, n° 298, sept.-oct. 2000.
 J.-F. DREVET, *L'Élargissement de l'Union européenne, jusqu'où ?*, L'Harmattan, 2001.
 M.-L. HEERTSCHEL, *L'Europe élargie : enjeux économiques*, Presses de Sciences Po, 2004.
 S. KAHN, *Géopolitique de l'Union européenne*, Armand Colin, 2007.
 F. DE LA SERRE, *L'Élargissement à l'est de l'Union européenne*, La Documentation française, 2004.
 P. MAGNETTE (dir.), *La Grande Europe*, Bruxelles, ULB, 2004.
Politique européenne, hiver 2001, n° 3, « Dossier : l'élargissement de l'UE ».

Les politiques communes

- F. D'ARCY, *Les Politiques de l'Union européenne*, coll. « Clés », Montchrestien, 2003.
 J.-L. CLERGERIE, *Politiques communes de l'Union européenne*, Ellipses, 2006.
 B. FAVAREL-DAPAS, O. QUINTIN, *L'Europe sociale*, La Documentation française, 2007.
 J.-P. PEUZIAT, *La Politique régionale de l'Union Européenne : Entre expertise et réforme*, L'Harmattan, 2005.

La politique agricole commune

- J.-C. BUREAU, *La Politique agricole commune*, coll. « Repères », La Découverte, 2007 (avec S. THOYER, 2014).
 D. BIANCHI, *La Politique agricole Commune (PAC) : Toute la PAC, rien d'autre que la PAC !*, Bruylant, 2006 (Droit).
 H. DELORME (dir.), *La Politique agricole commune. Anatomie d'une transformation*, Presses de Sciences Po, 2004.
 È. FOUILLEUX, *La Politique agricole commune et ses réformes : Une politique européenne à l'épreuve de la globalisation*, L'Harmattan, 2003.
 J. LOYAT, Y. PETIT, *La Politique agricole commune : une politique en mutation*, La Documentation française, 2008.
 F. TEULON, *La Politique agricole commune*, coll. « Que sais-je ? », PUF, 2007.

Une France entre tradition, reconversion et modernisation

Avec les Trente Glorieuses, la croissance semble désormais une donnée de base de l'économie française, engendrant une transformation rapide de la société. Annoncée depuis 1971, la crise économique mondiale qui se déclenche en 1973 met un coup d'arrêt à cette croissance et bouleverse les équilibres acquis depuis la fin de la guerre.

Quelle a été la nature des changements qui ont affecté les Français depuis la crise (activités, modes de vie) ? Cette évolution a-t-elle été bénéfique ? A-t-elle profité à l'ensemble des Français ? Voici quelques-unes des questions qui se posent pour l'observation de la France et de la société française depuis 1973.

1 Les conséquences immédiates de la crise

■ Une démographie en forte transformation

Le baby-boom qui avait marqué l'après-guerre se ralentit nettement au début des années 1970 pour s'interrompre en 1975. **La croissance naturelle a** donc de ce fait **fortement ralenti**, mais sans s'arrêter (grâce à la poursuite de la baisse du taux de mortalité et particulièrement du taux de mortalité infantile), ce qui a renforcé relativement la position démographique de la France dans une Europe où certains pays ont des taux de croissance naturelle négatifs. Ce phénomène s'est largement conforté depuis le tournant du xx^{e} siècle, avec un nouveau mini baby-boom qui distingue nettement la France de ses voisins. Avec une **fécondité** de deux enfants par femme en 2008, la France est désormais au seuil de remplacement des générations.

De manière très régulière, **l'espérance de vie** des hommes et des femmes a continué à progresser, tandis que l'autre indicateur de l'amélioration du niveau de vie et de santé publique, le taux de mortalité infantile, qui dépassait encore 50 ‰ en 1951, continuait de décroître encore rapidement au cours des années. Avec cette élévation constante de l'espérance de vie, la population française connaît cependant un **vieillessement** qui modifie radicalement les données sociales et fait pression sur les retraites et les dépenses de santé.

D'un niveau de 52,6 millions en 1975, la population totale de la France métropolitaine s'élevait à 62,4 millions en janvier 2007. La population de la France d'outre-mer (DOM-COM*) était estimée pour 2008 à 2,6 millions d'habitants. La croissance naturelle avait été renforcée, pendant les Trente Glorieuses, par **l'apport migratoire**. Or, en raison du chômage qui progressait, l'immigration a été freinée dès la fin des années 1970. La population étrangère était d'environ 3 millions en 2007 (soit un peu plus de 5 % de la population totale), auxquels il faut ajouter environ 1,6 million de Français par acquisition, d'origine étrangère (pour 45 % d'entre eux, des membres de l'UE).

Les équilibres démographiques ne changent guère depuis le début des années 1970 et la part de la population urbaine progresse peu (73 % en 1975, 76 % au début du xx^{e} siècle). Les unités urbaines occupent alors 18,4 % du territoire national. Depuis peu de temps, un phénomène de « retour à la campagne » s'est produit. Il ne s'agit pas, en

FRANCE, ESPÉRANCE DE VIE
À LA NAISSANCE

	H	F
1973	68,7 ans	76,3 ans
2008	77,5 ans	84,3 ans

TAUX DE MORTALITÉ (‰)

1973	15,4
1980	10
2008	3,8

réalité, de population rurale, mais de population urbaine, travaillant en ville et vivant dans des zones plus distantes des grandes villes et hors des banlieues, dans les **nouvelles zones de périurbanisation**, en raison de la très forte augmentation du coût des logements dans les grandes agglomérations et pour des raisons d'environnement. On évoque le concept de « **rurbanisation** ». Cet espace périurbain connaît une croissance forte, dans toutes les régions, depuis 1990. Au recensement de 2006, on comptait 13,4 millions de personnes vivant dans les zones périurbaines, soit 21,8% de la population métropolitaine. Ceci a entraîné une augmentation des mouvements pendulaires quotidiens, entre lieu de travail et lieu de résidence, et tend à renforcer les problèmes de transport.

■ Une dépendance pétrolière coûteuse

Le premier choc pétrolier marque la fin de la période de forte croissance dite des Trente Glorieuses. La dépendance énergétique française est particulièrement élevée, les importations représentant 75 % de la consommation d'énergie en 1973. Or la facture pétrolière est payée en dollars, ce qui, avec un franc très faible (crise monétaire depuis 1968), en augmente considérablement le coût, qui passe de 15 à 152 milliards de francs entre 1973 et 1984.

Cela entraîne, dès 1974 (hausse des prix de 14 %), une **augmentation générale des coûts de production** qui pèsent sur les exportations, tandis que le prix des importations augmente en flèche. En conséquence se profilent le déficit de la balance commerciale, la perte de compétitivité et un frein brutal à la croissance économique. Alors que le pays avait enregistré une croissance moyenne de 5,6 % par an entre 1960 et 1974, depuis 1975, la croissance ne s'élève qu'à 2,3 % par an en moyenne, avec des irrégularités plus fortes. L'équilibre de la **balance commerciale** est compromis, avec un déficit chronique, sauf en 1975 et en 1978.

■ Une stagflation durable et un chômage de masse structurel

Les effets immédiats de la crise sont tout d'abord une forte hausse de l'ensemble des prix. L'**inflation** est de 9,2 % dès 1973, de 13,7 % l'année suivante, pour s'atténuer légèrement par la suite (9,1 % en 1978). Le second choc pétrolier de 1979 la relance encore : en 1980, elle atteint 13,6 %, un record absolu. Or parallèlement – et c'est une situation économique nouvelle avec une forte inflation – on constate une **stagnation** de la croissance (au total, seulement 10 % de croissance de la production économique entre 1973 et 1985). C'est ce que l'on nomme la **stagflation**.

La conséquence sociale est immédiate : une **dégradation très rapide du marché de l'emploi**, d'autant plus que c'est le moment où la génération nombreuse du baby-boom arrive sur le marché du travail. Alors qu'avant 1973, on ne comptait qu'un chômage structurel très bas (moins de 50 000 chômeurs) et peu durable, dès 1974, ce nombre décuple, pour progresser ensuite constamment : 450 000 chômeurs dès 1974, 900 000 en 1975, 1,6 million en 1981, 2 millions dès l'année suivante et le cap des 3 millions de chômeurs est atteint en 1993. Il constituait à la fin du **xx^e siècle** le niveau le plus élevé connu en France depuis la fin de la guerre (ce niveau a baissé, par la suite – 2,5 millions environ pour 2007), mais il n'est jamais revenu à celui des années 1970. De plus, le caractère du chômage s'est aggravé : sa durée moyenne (9 mois en 1970, 15 mois en 1990) a augmenté, avec

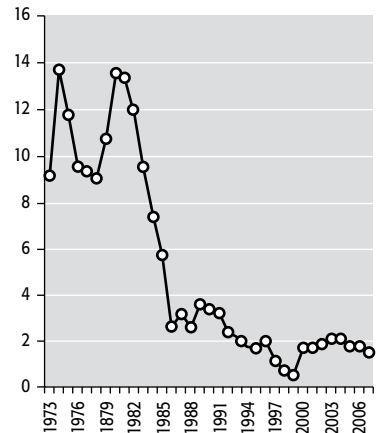
DISCOURS DU PRÉSIDENT POMPIDOU AUX FRANÇAIS, 31 DÉCEMBRE 1973

◆ « [...] il faut admettre que l'année se termine dans une atmosphère moins sereine et que les perspectives sont plus sévères. Il y a les réalités et, d'abord, la hausse des prix, qui depuis l'été, en particulier, a pris un rythme excessif et inquiétant [...]. D'autre part, la crise qui s'est instaurée dans le marché mondial du pétrole et ses conséquences, les problèmes monétaires, tenant en particulier aux mouvements en dents de scie du dollar, tout cela crée un risque de ralentissement économique, ici ou là. Et assurément, si cela se produit, aucun pays ne pourra y échapper complètement [...].

Assurément l'année 1974 risque d'être difficile et en tout cas, plus que tout, elle est incertaine. [...] Mais je puis vous assurer que tout sera fait pour maintenir votre niveau de vie, votre pouvoir d'achat, notamment celui des plus faibles. Je puis vous assurer que tout sera fait pour éviter une crise généralisée de l'emploi. » ◆

Georges Pompidou, *Entretiens et Discours*, Plon, 1975.

L'inflation en France depuis 1973 (en %)



Source : INSEE.

L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI PRÉCAIRE SELON L'ÂGE

en %	15-24 ans	25-49 ans	50 ans et plus	Ensemble
1982	17,2	2,9	2,3	5,3
1983	16,6	2,8	2,1	5,0
1984	16,2	2,7	2,2	4,7
1985	20,2	2,9	2,3	5,5
1986	25,0	3,1	2,2	6,3
1987	29,6	3,1	2,0	7,0
1988	31,6	3,6	2,2	7,5
1989	33,2	4,1	2,0	7,9
1990	31,5	4,3	1,7	7,6
1991	28,2	4,5	1,9	7,1
1992	29,7	5,0	2,1	7,4
1993	31,4	5,6	2,8	8,0
1994	32,8	5,8	2,8	8,1
1995	36,6	6,9	3,4	9,3
1996	38,3	7,2	3,7	9,6
1997	40,7	7,9	3,8	10,2
1998	44,3	8,2	4,1	10,7
1999	46,8	8,3	4,0	10,9
2000	47,2	9,2	4,2	11,8
2001	45,8	8,6	4,3	11,4

Taux d'emploi précaire : intérim, CDD et
apprentissage rapporté à l'emploi total
(source : Insee).

FRANÇOIS MITTERRAND ÉLU PRÉSIDENT LE 10 MAI 1981.



de plus l'apparition d'un **chômage « dit de longue durée »** – en réalité de personnes ne réussissant pas à retrouver un emploi – et il touche de manière plus différenciée certaines catégories plus fragiles, dont les jeunes (particulièrement ceux sans qualification), les femmes et les personnes de plus de 50 ans.

■ Une croissance qui ralentit

Alors que pendant les années 1960 et jusqu'au choc pétrolier, la croissance du **pouvoir d'achat** a été de 5,6 % par an en moyenne, depuis 1975, cette croissance n'est plus que de 2 %. Dans un premier temps (fin années 1980), la **consommation** des ménages ne faiblit pas autant car les ménages compensent en épargnant moins. Par la suite, la consommation tend à ralentir plus, cependant l'équipement des ménages en produits électroménagers et en automobile se poursuit, grâce à la baisse générale des prix entraînée par les progrès technologiques. Dans le même temps, la structure du budget des ménages continue à se transformer, la part du logement occupant désormais la première place, contre l'alimentation dans les années de l'après-guerre, et les parts consacrées aux dépenses de transport, de services ou de loisirs augmentent.

2 Une société fragilisée et un modèle social remis en question

■ Une société qui doute

En 1974, la **perception de la crise** n'est pas immédiate. La politique sociale de Valéry Giscard d'Estaing se situe dans la continuité de celle de Georges Pompidou et peu de mesures économiques nouvelles sont mises en place jusqu'en 1976. Peu à peu, par nécessité, les gouvernements successifs augmentent les prélèvements obligatoires, mais sans parvenir à relancer l'emploi ni à freiner la **progression constante du chômage**.

Une tentative de rupture est faite en 1976 avec le **plan Barre** (Premier ministre de 1976 à 1981) qui met en place une **politique de rigueur** : lutte contre l'inflation par le gel des prix, baisse de la TVA (de 20 % à 17,6 %) pour relancer la consommation, compression des dépenses publiques pour réduire le déficit budgétaire, politique de reconstitution du profit (incitations fiscales et abaissement des charges sociales) pour relancer l'emploi. Mais les prélèvements fiscaux continuent de croître (progression de l'impôt sur le revenu, augmentation des taxes sur l'essence, sur les alcools ou sur les bénéfices, vignette automobile). Cette crise nouvelle, combinée aux remises en cause apportées par mai 1968 dans la société française, apporte une angoisse du quotidien et crée une nouvelle génération avec moins d'espoir. Le **mécontentement grandissant** finit par s'exprimer dans les urnes, par la **victoire de la gauche en 1981** (élection de François Mitterrand à la présidence et « raz-de-marée rose » à l'Assemblée nationale, le PS emportant la majorité absolue des sièges).

■ La recherche de voies nouvelles

Le premier gouvernement d'**Union de la Gauche** (PS, MRG, PC, trois partis qui avaient signé un « programme commun de gouvernement » en 1972), dirigé par Pierre Mauroy, met en place une **politique de forte**

relance (de type keynésienne), avec la volonté de **rapides avancées sociales** (Jacques Delors, ministre de l'Économie). Et celles-ci sont en effet au rendez-vous : cinquième semaine de congés payés, 39 heures hebdomadaires (au lieu de 40), retraite à 60 ans (au lieu de 65), développement de l'enseignement secondaire et supérieur, harmonisation de la protection sociale et des régimes de retraites (en particulier agricoles).

Celles-ci s'accompagnent d'un retour très marqué du **rôle de l'État dans l'économie**, avec une vague de **nationalisations** (loi du 11 février 1982) dans le secteur industriel (Thomson, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Pechiney ; Usinor et Sacilor, dès 1981) ou financier (Paribas, Suez, CIC, Crédit du Nord, CCF, Banque Rothschild, Banque Worms, etc.). En 1983, un salarié sur quatre travaille dans le secteur public.

■ Un échec durable des politiques économiques

Pourtant la situation des salariés se dégrade à nouveau dès 1982, le chômage continue à augmenter et l'écart entre pauvres et riches s'accroît. Face à cet échec, et après des hésitations longues pour des raisons politiques, en 1984 c'est un retournement complet des pratiques gouvernementales (Laurent Fabius est nommé Premier ministre, et Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie) avec **une très vigoureuse politique de rigueur**, face à la gravité de la situation économique française qui commence à avoir de sévères conséquences à l'échelle européenne et internationale, la France ayant un important déficit de confiance. L'objectif est toujours le même, contenir l'inflation et le chômage, mais en faisant preuve de plus de rigueur budgétaire. De ce fait, les politiques pratiquées passent pour plus libérales, car l'État ne dispose plus de moyens de relance et doit donc donner priorité à la santé des entreprises pour accroître la production de richesses.

Face à cette crise, le Président doit revenir sur certaines de ses réformes économiques et autoriser la **privatisation de quelques secteurs**. Les marchés financiers sont partiellement dérégulés. La plupart des entreprises nationalisées entre 1982 et 1984 sont reprivatisées sous le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac (1986-1988), le premier en son genre sous la V^e République, qui marque **l'échec de la politique économique et sociale de la gauche**.

■ La fracture sociale

Face aux difficultés sociales qui s'aggravent, Michel Rocard, Premier ministre après la réélection de François Mitterrand, crée le **revenu minimum d'insertion (RMI)**. Cette mesure répond à la situation du chômage durable qui engendre de plus en plus de **chômeurs « en fin de droits »**, non indemnisés, et donc parfois dans une situation désespérée. Certaines personnes connaissent de plus **un chômage d'exclusion**, du fait de leur précarité, voire de leur désaffiliation sociale : il s'agit souvent d'un chômage répétitif, faiblement indemnisé, quand d'autres retrouvent plus facilement des situations stables.

L'émergence d'une **nouvelle pauvreté** est un choc pour la société française, fidèle au modèle social à la française, et qui pensait que ces temps étaient révolus. Bien au contraire, la crise renforce les inégalités sociales et le thème de la « fracture sociale » va constituer le cœur de la campagne électorale réussie de Jacques Chirac (1995). Au-delà de cette fracture, on note la persistance, et même le renforcement de fortes inégalités.

LES EXCLUS

◆ « Ils s'attirent tour à tour la peur et la pitié, la gêne et la compassion. Ils dérangent par leur extrême dénuement et leur refus souvent proclamé des valeurs sociales. Ils sont près de 400 000 en France. Qui sont ces hommes et ces femmes, comment sont-ils devenus clochards ? Régine travaillait dans un restaurant qui a fait faillite. Depuis, elle s'occupait seulement de la maison. Le jour où son ami l'a plaquée, n'ayant pas de famille proche, elle s'est retrouvée à la rue. Elle dort dans les entrées d'immeubles, se méfie des autres et ne supporte pas la promiscuité, le vacarme et la discipline stricte des centres d'hébergement. [...] La condition de clochard n'est pas un état de départ, mais le résultat d'un processus mêlant les fragilités psychologiques des individus et les drames objectifs de l'existence sociale. » ◆

Laurent Mucchielli, « Le clochard, mythe et réalité », *Sciences Humaines*, n° 28, mai 1993.

3 Des transformations profondes qui se poursuivent

PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE : ils comprennent les produits pharmaceutiques, l'aéronautique, les instruments médicaux et de précision et les technologies de l'information et de la communication (TIC).

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (R & D) : ensemble des travaux entrepris de façon systématique dans le but d'accroître les connaissances scientifiques et techniques, d'amener les résultats de ces recherches au stade de l'exploitation de nouveaux produits (matériaux, dispositifs, systèmes) et procédés. Les dépenses de R & D d'une entreprise sont l'ensemble des dépenses, réalisées en interne ou sous-traitées à des tiers, toutes sources de financement confondues. Elles comprennent les dépenses courantes de fonctionnement et les dépenses en capital (achats d'équipements et opérations immobilières).

■ Une restructuration profonde de l'économie

Confrontée aux problèmes des matières premières et à un développement rapide de l'indépendance énergétique l'économie française s'est organisée. Parallèlement, la **restructuration** et la **modernisation** se sont poursuivies, avec une **tertiarisation** toujours plus grande de l'économie et le développement des industries de hautes technologies.

La part de la **production agricole** a continué de décroître jusqu'à 3 % de la production totale (valeur ajoutée) et l'emploi agricole représente environ 3,4 % de l'emploi total. Pourtant l'agriculture a poursuivi sa modernisation et elle est devenue très performante. Les gains de productivité ont été très élevés, de 4,4 % par an en moyenne depuis le début des années 1960, en raison de nombreux facteurs : une mécanisation généralisée, le recours aux engrais et aux pesticides ; la progression de la génétique animale ; l'augmentation de la taille moyenne des exploitations. La production continue à s'accroître et la France se situe au 2^e rang des exportateurs mondiaux de produits agroalimentaires, derrière les États-Unis et elle est le 1^{er} producteur agricole de l'Union européenne (20 % de l'UE). Les exploitations agricoles, dont la superficie moyenne se situe autour de 75 hectares par exploitation, y représentent encore près de 820 000 emplois permanents et les industries agro-alimentaires (IAA) forment un secteur particulièrement dynamique (plus de 380 000 salariés), même si la croissance de ce secteur s'est ralentie dans les dernières années.

La part de la **production industrielle** est passée à 23 % du PIB (valeur ajoutée) alors que celle des services marchands et non marchands a augmenté jusqu'à 68 % du total. La production industrielle, qui représente environ 14 % de la valeur ajoutée (en % du PIB), continue à croître (la production a doublé en vingt ans et la productivité a triplé), mais elle progresse moins que ses concurrents européens, en particulier allemands, tandis que l'**emploi** du secteur diminue. Touchée en partie par les délocalisations, la part de l'emploi industriel est passée de 19,5 % en 1990 à 15,5 % en 2007, avec plus de 3,7 millions de salariés (il faut y ajouter 6,5 % d'emplois dans le bâtiment). La désindustrialisation relative est en partie la conséquence du dynamisme de la productivité industrielle dont les autres secteurs bénéficient grâce à une baisse relative des prix industriels.

Pour accroître les synergies, des crédits importants – mais encore insuffisants en termes de concurrence mondiale – ont été consacrés à la **recherche-développement** et le territoire industriel s'est réorganisé : plus d'un salarié de l'industrie sur dix travaille en 2004 au sein d'un pôle de compétitivité (71 pôles et près de 5 000 établissements). Par ailleurs, l'industrie française a suivi le mouvement global en s'internationalisant toujours plus (grands groupes mondiaux, tels que Peugeot, Renault, Saint-Gobain, Michelin, l'Oréal, Air Liquide, etc., et 40 % de l'industrie sous contrôle étranger) et en s'ouvrant davantage sur l'extérieur (cinquième pays industriel au monde en termes d'exportations). **L'opposition entre services et industrie a largement perdu son sens**, car on assiste à un développement des services aux entreprises, à percevoir désormais comme un complément du développement industriel. La frontière entre un produit industriel et un service est devenue floue, en particulier avec la montée des technologies de l'information. Ainsi, les emplois sont de plus en plus tertiariés et les trois quarts

des salariés travaillaient (2000) dans le secteur tertiaire. Avec près de cinq millions de salariés, l'Île-de-France concentrait près du quart des emplois métropolitains, les quatre autres principales régions étant Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord-Pas-de-Calais et Pays de la Loire.

Le développement des services s'est fait à la fois dans le secteur marchand et dans le secteur des services administrés (éducation, administration, santé et action sociale) qui a connu une augmentation très rapide au cours des années 1990-2010. Dans le secteur marchand, la précarité et la flexibilité se sont largement étendues (en vingt ans, la part des emplois précaires ou flexibles a triplé).

■ Une dynamique économique loin d'être négligeable

La part globale du **commerce extérieur français**, tous secteurs de la production et des services confondus, est de 29 % de la production totale en 2007 (contre 20 % en 1980), les deux tiers de ce commerce se faisant au sein de l'Union européenne, depuis les années 1990. La dynamique de la production et du commerce français lui ont permis de conserver longtemps le 4^e rang économique mondial, mais elle a été dépassée en 2005 par la Chine. Elle maintient cependant son avance dans un certain nombre de secteurs qui font son prestige : le tourisme, le luxe, l'agriculture et la haute technologie (en particulier l'aéronautique et les biotechnologies).

À partir de 1997, avec un certain retard sur ses concurrents, **la croissance** est repartie à la hausse, ce qui a permis au gouvernement Jospin (3^e cohabitation) de prendre une nouvelle série de mesures sociales.

■ La modernisation du rôle de l'État et le renforcement des politiques culturelles

Dès l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence, la société française avait été conviée à évoluer dans ses **mentalités** parfois archaïques (majorité à 18 ans, autorisation de la contraception et de l'IVG). Avec la gauche au pouvoir, ces évolutions se poursuivent (abolition de la peine de mort) et l'État recule sur ses anciens bastions du pouvoir, en particulier dans le domaine de la **libre expression**, avec la fin du monopole public (début des radios libres et des chaînes de télévision privées).

La culture évolue également, avec l'appui de l'État et des collectivités. La culture populaire est divisée entre la conservation de la **culture ouvrière** traditionnelle et l'émergence d'une culture de la jeunesse inspirée par les mouvements de mai 1968, puis par d'autres courants de la culture internationale, en particulier dans la musique (Beatles, *Hard Rock*, etc.). Par ailleurs, la **culture des élites** s'est elle aussi transformée. Avec la fin du bloc communiste, qui avait fasciné bien des créateurs et des écrivains (Picasso, Jean-Paul Sartre, Albert Camus, Aragon, Le Corbusier), les artistes et intellectuels ne sont plus dans le cadre d'un engagement presque exclusivement de gauche.

Depuis André Malraux, fondateur du ministère de la Culture en France (1959-1968) se succèdent des ministres disposant des budgets importants à la fois pour la création artistique, l'achat d'œuvres d'art et quelques grands travaux (dont la Cité des sciences, le Futuroscope, la pyramide du Louvre ou la Grande Bibliothèque). **Les politiques culturelles**, tant de l'État que des municipalités, visent ainsi à sensibiliser une part croissante de la population, avec des succès inégaux, car l'expansion de la place de la télévision dans la vie quotidienne, avec la multiplication des chaînes privées, tend à renforcer la distinction

PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ : regroupe ment sur un même territoire d'entreprises, d'établissements d'enseignement supérieur et d'organismes de recherche publics ou privés qui ont vocation à travailler en synergie pour mettre en œuvre des projets de développement économique pour l'innovation.

ABOLITION DE LA PEINE DE MORT EN FRANCE

◆ Le 9 octobre 1981, la France devient le dernier pays d'Europe occidentale à abolir la peine capitale. Le dernier condamné à mort en France avait été guillotiné le 10 septembre 1977. En 1981, le candidat socialiste François Mitterrand avait pris clairement position contre la peine capitale. Dès son élection, il nomme Robert Badinter comme garde des Sceaux. Cet avocat célèbre s'était déjà fait connaître en lançant une croisade pour l'abolition de la peine de mort. Le 17 septembre, le nouveau ministre de la Justice présente son projet de loi au Parlement français. Entre 1984 et 1995, le Parlement français a reçu 27 propositions visant à rétablir la peine de mort. ◆

entre une culture des élites urbaines et une culture de « masse », plus passive et moins enrichissante.

■ Une société française qui reste originale, mais dont la cohésion est remise en cause

Le modèle social français reste fort malgré des remises en cause de plus en plus importantes. Cette confiance conservée dans ce modèle de société a des conséquences sur la natalité en France. On note ainsi, avec la reprise économique, un net redressement démographique depuis le milieu des années 1990, la France occupant la première place de l'UE en terme de croissance démographique et de taux de fécondité. Pourtant depuis le début des années 1970, la société française a connu **des transformations de la famille** et du droit des femmes, tout comme une promotion de l'individualisme contre le collectif, mais aussi plus de tolérance dans **les mœurs** (acceptation du divorce, de l'avortement et de l'homosexualité). Ces évolutions reflètent tant les changements de génération et l'intégration des nouveaux principes « post-68 » que le recul de l'influence de la religion, en particulier du catholicisme, avec une baisse du sentiment d'appartenance et de la pratique religieuse.

Au dernier recensement complet de 1999, la France métropolitaine comptait 23,8 millions de ménages. La **composition des ménages** et des familles s'est modifiée, reflétant les évolutions des comportements. Les ménages sont plus petits, les couples sans enfant, les familles monoparentales et les célibataires sont beaucoup plus nombreux (plus de la moitié des ménages comptent une ou deux personnes).

La société française passe pour rebelle et les années 1970 ont été une des décennies les plus riches en **mouvements sociaux** (conflit Lip sur fond d'autogestion, Larzac et les militants antimilitaristes, luttes anti-nucléaires, revendications féministes ou régionalistes). Les luttes se sont raréfiées ces dernières années, pourtant elles resurgissent parfois très violemment, mais ponctuellement, pour des causes sociales ou écologistes, en particulier. Progressivement, le terme de mouvement ouvrier a fait place à celui de mouvement social et l'on a vu naître presque spontanément des « coordinations » de base échappant au contrôle syndical. Ceci correspond à une désyndicalisation croissante qui, si elle n'est pas unique en Europe, atteint en France un niveau très élevé : **le taux de syndicalisation** (plus forte dans le secteur public) n'était en France que de 7,9 % en 2001 contre 23,7 % en Allemagne ou 34,2 % en Italie (sans citer les pays scandinaves dont les taux dépassent 80 %), même si quelques mobilisations et grèves d'ampleur peuvent laisser penser à une plus grande influence. Pour autant, **le mouvement associatif et le militantisme** se portent bien, en particulier certains mouvements contestataires apparus au début des années 1990, comme Droit au logement, Agir contre le chômage, Attac, etc., qui suscitent des remises en cause des politiques publiques – de gauche comme de droite – et proposent parfois des actions spectaculaires (tentes au bord du canal Saint-Martin, du collectif Les Enfants de Don Quichotte).

Ces revendications régulièrement médiatisées et approuvées par une bonne partie de l'opinion publique révèlent que si la société française a désormais pleinement accepté la libéralisation de l'économie (avec la fin ou presque des guerres idéologiques encore vives dans les années 1970), elle croit toujours au **lien social**, d'autant plus que chacun perçoit la fragilité de sa position sociale et que la crainte d'une régression sociale en cas de chômage ou d'accident de parcours personnel

Structure familiale des ménages, en millions (France métropolitaine)

	1975	1982	1990	1999
Homme seul	7,4	8,5	10,1	12,5
Femme seule	14,8	16,0	17,1	18,5
Famille monoparentale	3,0	3,6	6,6	7,4
Couple sans enfant	22,3	23,3	23,7	24,8
Couple avec enfant	36,5	36,1	36,4	31,5
Ménage complexe	16,0	12,5	6,1	5,3
Nombre de ménages	17,7	19,6	21,5	23,8

Source : INSEE, Recensements de la population.

est dans la plupart des esprits. Elle attend toujours de l'État une protection contre toutes les formes d'insécurité, tout en exigeant un grand respect des libertés individuelles et collectives. Elle exige donc une régulation du libéralisme par l'État perçu comme le garant d'une société juste. Elle souhaite une vie avec un meilleur équilibre entre les activités professionnelles et le temps libre (d'où une diminution approuvée du temps de travail – à 39 h puis à 35 h – difficile à remettre totalement en cause).

■ Francophonie et exception culturelle française

Si la France ne représente que 1 % de la population mondiale, son poids est bien plus large que cette seule place démographique. Puissance économique et puissance militaire, elle appuie son **influence mondiale** sur les vestiges de son empire, les liens privilégiés avec ses anciennes possessions coloniales et une histoire politique et culturelle qui conserve encore un pouvoir de fascination.

La France reste présente en Amérique (Guadeloupe, Martinique, Guyane), **dans l'océan Indien** (Réunion, Mayotte) **et dans l'océan Pacifique** (Nouvelle-Calédonie, Polynésie). Ces territoires peuplés d'un million et demi d'habitants s'étendent sur 150 000 km² (la métropole = 550 000 km²), ce qui procure à la France le 2^e domaine maritime du monde et permet à ses armées d'être présentes sur tous les continents. Ils ont le statut de départements d'outre-mer (DOM), qui sont membres de l'UE sous le nom de régions ultrapériphériques, ou de collectivité d'outre-mer (COM). Ces derniers peuvent en principe accéder à l'indépendance (exemple de l'accord de Nouméa de 1998, qui met en place, sur vingt ans, des transferts progressifs de compétences de l'État vers la Nouvelle-Calédonie). Il faut y ajouter une portion d'Antarctique (Terre Adélie) essentiellement consacrée à la recherche scientifique.

La langue française fut longtemps la langue diplomatique internationale (jusqu'en 1919) et, avec l'allemand et l'italien, une langue culturelle de prestige. Les Français attachent un intérêt particulier à la préservation de cette langue, ce que le législateur a gravé dans la loi, tant pour l'emploi du français dans tous les domaines de la communication (loi du 4 août 1994 dite loi Toubon, approuvée alors par 92 % des Français), que pour le maintien de quotas de productions françaises dans l'audiovisuel. L'exception culturelle française est accompagnée d'une réglementation protectrice que certains pays jugent discriminatoire. Pour autant, ce souci de la diversité culturelle mondiale ne s'étend pas au territoire national puisque la France refuse de ratifier la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires adoptée en 1992 sous les auspices du Conseil de l'Europe, même si la reconnaissance de fait des langues telles que le breton, le basque ou le corse a beaucoup progressé.

De l'ancien empire colonial où la langue française s'était propagée, est née l'**Organisation internationale de la francophonie** (OIF) regroupant la population des 55 pays où le français est langue maternelle, officielle ou privilégiée, soit 200 millions de personnes dans le monde. C'est une goutte d'eau dans un monde largement dominé par la langue anglaise, devenue la première langue internationale, phénomène encore renforcé par le développement de la communication (Internet et informatique), même si l'OIF s'est dotée d'une chaîne internationale de télédiffusion (TV5 monde) et d'un outil de coopération universitaire (Agence universitaire de la Francophonie).

FRANCOPHONIE : Terme à double sens désignant à la fois le fait de s'exprimer en français (langue maternelle ou pas) et la communauté de ceux qui s'exprime ainsi, organisée depuis 1970 sous la forme d'une organisation internationale à structure permanente (d'abord Agence de coopération culturelle et technique, devenue Agence de la francophonie en 1995, puis Organisation internationale de la francophonie depuis 1998) regroupant 55 pays, pour environ 200 millions de personnes.

La notion d'**exception culturelle** française s'est traduite par la loi du 30 septembre 1986 puis celle du 1^{er} février 1994 pour la chanson et le décret Tasca du 17 janvier 1990 sur les quotas pour le cinéma et l'audiovisuel.

Conclusion

Depuis la première crise pétrolière de 1973, la France a continué de s'enrichir et d'élever le niveau général de revenu de sa population, malgré le ralentissement économique. La crise n'a pas empêché le pays de poursuivre sa profonde mutation économique et sociale, commencée après la Seconde Guerre mondiale. La consommation a continué à s'accroître, mais plus lentement. Au total, la période écoulée depuis le milieu des années soixante-dix a permis la poursuite de cette transformation de la société française, l'amélioration du niveau de vie et des acquis sociaux importants (congés, 35 heures, retraites), même si ceux-ci ont tendance à être remis en cause aujourd'hui, en raison de la persistance d'une certaine « fracture » qui a créé des ghettos sociaux et territoriaux. Pourtant, certains marqueurs (en particulier taux de natalité, record du monde occidental) indiquent que sous des apparences de frilosité au changement, la société française garde un fort potentiel de dynamisme.

Débats et enjeux

Les crises urbaines

Conséquences en partie de l'urgence de leur construction dans les années 1960, les villes de banlieue des grandes agglomérations françaises, et en particulier de l'Île-de-France, font face à des problèmes croissants, liés également au chômage persistant et aux problèmes dits « d'intégration ». Dégradations et délinquances ne sont pas des faits nouveaux, puisque la première « émeute » date de 1981 (quartier des Minguettes, à Vénissieux, dans la banlieue de Lyon). Une décennie plus tard, de violents incidents éclatent au quartier du Mas-du-Taureau, à Vaulx-en-Velin (banlieue de Lyon, pourtant considérée comme modèle dans sa réhabilitation urbaine) en octobre 1990, puis en juin 1991 au quartier du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie (en banlieue parisienne). On a ainsi vu se développer, dans les deux dernières décennies, des accès de violence sporadique. Ceux d'octobre 2005 (à Clichy-sous-Bois, mort par électrocution de deux adolescents d'origine malienne poursuivis par

des policiers), ont choqué tant en France qu'à l'étranger et ont reposé, entre autres, la question de l'intégration des populations issues de l'immigration, à tel point que l'état d'urgence a été proclamé pour plusieurs semaines et que le président J. Chirac a dû s'adresser à la nation pour tenter de désamorcer la violence.

Cette crise a suscité de nombreux débats, à la fois sur ses causes, et sur les propositions qui peuvent être faites pour y remédier dans la durée. Les sociologues sont bien sûr au cœur de ces débats. De nombreux travaux sont consacrés à la violence urbaine, aux quartiers ghettos ou aux incivilités quotidiennes. Ils ont démontré que l'école, pourtant largement accusée, est loin d'être une des principales responsables de cette violence et est encore un lieu d'intégration républicaine. Les problèmes liés à l'emploi sont l'un des facteurs car, aggravés par les attitudes discriminatoires à l'embauche, ils entraînent un sentiment de révolte face à l'absence

d'avenir. La déstructuration familiale joue également pour beaucoup dans les comportements délinquants, elle semble expliquer une grande partie de ces dérives. L'environnement dégradé des cités malgré certaines politiques municipales de restructuration, renforce parfois un sentiment d'abandon.

Les historiens, les politologues et les économistes ont également un rôle à jouer en mettant en perspective les processus d'intégration mis en œuvre successivement par la République et leurs conséquences sur la société française depuis un siècle. Car les violences urbaines ont une histoire, à la fois sur le temps long de l'histoire de France (et d'ailleurs...) et sur celle du temps plus court, à l'échelle de la République ou même de la génération. Depuis son origine, la République française a placé l'égalité des droits au cœur de ses valeurs, mais confrontée à l'immigration et à la diversité culturelle, elle a parfois oublié ses propres prin-

cipes, avant de céder à leur application dans les plus mauvaises conditions (P. Weil).

Les responsables politiques détiennent sans doute tout autant que les Français eux-mêmes une partie de la réponse. Jacques Chirac, avait basé sa campagne de 1995 sur le thème de la « fracture sociale », se déplaçant ainsi sur le terrain politique « naturel » de la gauche. Les problèmes sont connus depuis longtemps, mais les solutions sont complexes et elles passent par une meilleure égalité des chances pour tous dans une société qui reste marquée par la xénophobie. Le changement du comportement de la police républicaine est un élément important du processus, car les crises précédemment évoquées ont toutes été déclen-

chées par des violences ou une « bavure » policière, même si elles étaient la conséquence d'actes de délinquance. En ce sens, cette crise a une dimension politique parfois occultée et en cela, la responsabilité des élus et des dirigeants est grande (S. Rivayrand in *Regards sur l'actualité* n° 319, S. Roché). La « diversité culturelle » doit être assimilée par l'ensemble de la société française, mais cette prise de conscience doit être accompagnée de politiques volontaristes. C'est ainsi que certains prônent l'usage de la discrimination positive ou du CV anonyme dans les procédures de recrutement, et que les chaînes de télévision, publiques ou privées, commencent timidement à donner une place aux « minorités visibles ».

Faisant le constat de la part majoritaire des jeunes issus de l'immigration, des « minorités ethniques », parmi les auteurs de violences (S. Roché), certains n'hésitent pas à renvoyer à la notion de « situation postcoloniale » (M. Zancarini-Fournel) et à faire le lien avec la nouvelle approche « politique » des générations (3^e ou 4^e) issues de l'immigration, en particulier maghrébine (M.-Cl. Blanc-Chaléard). Ceci permet peut-être d'expliquer la spécificité française dans ce domaine par rapport à nos voisins européens.

(Voir aussi « Débats et enjeux » la mémoire de la décolonisation, chapitre 16).

Bibliographie

Aspects politiques

- B. CHANTEBOUT, *Brève Histoire politique et institutionnelle de la V^e République*, coll. « U », Armand Colin, 2004.
 J.-J. Chevallier, G. Carcassonne, O. Duhamel, *Histoire de la V^e République*, Dalloz-Sirey, rééd. 2007, 2015.
 H. HATZFELD, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.
 P. ROSANVALLON, *La Crise de l'État-providence*, coll. « Points », Seuil, 2015.

Aspects économiques

• Généralités

- Voir aussi la bibliographie du chapitre 17.
 J.-C. ASSELAIN, *Histoire économique de la France*, t. II Depuis 1918, Seuil, 2011.
 N. BAVEREZ, *Les Trente Piteuses*, Flammarion, 1999.
 N. BAVEREZ, *La France qui tombe*, coll. « Tempus », Perrin, 2004.
 A. BEITONE, P. GILLES, M. PARODI, *Histoire des faits économiques et sociaux de 1945 à nos jours*, Dalloz, 2006.
 F. CARON, *Histoire économique de la France : XIX^e-XX^e siècle*, Armand Colin, 1999.
 B. DÉZERT, *La France face à l'ouverture européenne : thèmes transfrontaliers*, Masson, 1993.
 J.-F. ECK, *Histoire de l'économie française depuis 1945*, coll. « Cursus », Armand Colin, rééd. 2004.
 J.-F. ECK, *La France dans la nouvelle économie mondiale*, coll. « Major », PUF, rééd. 2006.
 A. GUESLIN, *Nouvelle histoire économique de la France contemporaine*, t. IV : *L'Économie ouverte 1948-1990*, coll. « Repères », La Découverte, 1994.
 Collectif, *L'État de la France*, La Découverte, paraît tous les deux ans.
 J. MARSEILLE, A. PLESSIS, *Vive la crise et l'inflation*, Hachette Littératures, 1983.

• Rôle de l'État

J.-M. BARREAU (dir.), *L'État entrepreneur (1982-1993)*, L'Harmattan, 1993.

J.-M. BLOCH-LAINÉ, B. MOSCHETTO, *La Politique économique de la France*, coll. « Que sais-je ? » n° 1935, PUF, 1987.

M.-C. BOUTARD LABARDE, *Nationalisations imposées, nationalisations négociées*, PUF, 1984.

É. COHEN, *L'État brancardier : politiques du déclin industriel (1974-1984)*, Calmann-Lévy, 1994.

G. COURTY, E. SULEIMAN, *L'Âge d'or de l'État*, Seuil, 1997.

R. F. KUISEL, *Le Capitalisme et l'État en France : modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, Gallimard, 1984.

J.-P. THOMAS, *Les Politiques économiques au XX^e siècle*, coll. « Cursus », Armand Colin, 1990.

L. WEBER, *L'État, acteur économique*, Économica, 1997.

• Activités économiques

C. ALVERGNE, *Vingt-cinq ans d'évolution de l'industrie et des territoires français*, L'Harmattan, 2000.

M. BALESTE, *L'Économie française*, Masson, 12^e éd., 1995.

J.-P. CHARRIÉ, *Les Activités industrielles en France*, Masson, 1995.

J.-P. CHARVET, *La France agricole en état de choc*, Liris, 1994.

D. CLARY, *Le Tourisme dans l'espace français*, Masson, 1993.

Y. GERVAISE, B. QUIRIN et É. CRÉMIEU, *Le Nouvel Espace économique français*, coll. « Major », PUF, 1997.

D. NOIN, *Le Nouvel Espace français*, coll. « Cursus », Armand Colin, rééd. 2009.

OFCE, *L'économie française 2010*, La Découverte, 2009.

• Travail-emploi

R. CASTEL, J.-F. LAÉ (dir.), *Le Revenu minimum d'insertion*, L'Harmattan, rééd. 2000.

A. CHATRIOT, O. JOIN-LAMBERT, V. VIET (dir.), *Les Politiques du travail (1906-2006). Acteurs, institutions, réseaux*. Presses universitaires de Rennes, 2007.

O. Marchand, *Plein emploi, l'improbable retour*, coll. « Folio », Gallimard, 2002.

Aspects sociaux

• Généralités

« Le modèle social français », *Cahiers français* n° 330, La Documentation française, janv.-fév. 2006.

« Comprendre la société », *Cahiers français*, n° 326, La Documentation française, mai-juin 2005.

R. CASTEL, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, rééd. 1999.

Y. CROZET (dir.) *Les Grandes Questions de la société française*, Armand Colin, 2005.

A. DUHAMEL, *Le Désarroi français*, Plon, 2003.

F. DAMETTE, J. SCHEIBLING, *La France. Permanences et mutations*, coll. « Carré Géographie », Hachette Supérieur, 2011.

É. MAURIN, *L'Égalité des possibles : La Nouvelle Société française*, coll. « Points », Seuil, 2002.

H. MENDRAS, *La France que je vois*, L'Aube, 2005.

M. PARODI (dir.), *La Question sociale en France depuis 1945*, coll. « U », Armand Colin, 2000.

• Villes, population et territoire

Y. CHAUVIRE et D. NOIN, *La Population de la France*, coll. « U », Armand Colin, 2004.

M. GERVAIS, M. JOLLIVET, Y. TAVERNIER, *Histoire de la France rurale*, t. 4 : *La fin de la France paysanne – De 1914 à nos jours*, coll. « Points », Seuil, 1992.

J. GIRARDON, *Politiques d'aménagement du territoire*, Ellipses, 2006.

J.-P. PAULET, *Les Villes françaises*, Armand Colin, 1999.

M. RONCAYOLO, *Histoire de la France urbaine*. Tome 5 : *La ville aujourd'hui – Mutations urbaines, décentralisation et crise du citoyen*, coll. « Points », Seuil, 2001.

P. SUBRA, *Géopolitique de l'aménagement du territoire*, Armand Colin, 2007.

• Mouvements sociaux et syndicalisme

D. ANDOLFATTO, D. LABBE, *Histoire des syndicats : (1906-2010)*, Seuil, 2011.

S. BEAUD, M. PIALOUX, *Retour à la condition ouvrière : Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Monbéliard*, 10/18, 2005.

R. MOURIAUX, *Le Syndicalisme en France depuis 1945*, coll. « Repères », La Découverte, 2013.

I. SOMMIER, *Les Nouveaux Mouvements contestataires*, coll. « Dominos », Flammarion, 2001.

• Inégalités et exclusion

J. DONZELOT (dir.), *Face à l'exclusion. Le Modèle français*, Esprit, 1991.

F. DUBET, *Les Inégalités multipliées*, L'Aube, 2004.

J.-P. FITOUSSI, P. ROSANVALLON, *Le Nouvel Âge des inégalités*, coll. « Points », Seuil, 1998.

A. GUESLIN, *Une histoire de la grande pauvreté dans la France du XX^e siècle*, Fayard, Pluriel, 2013.

J. GUILHAUMO, B. MESINI, J.-N. PELEN, *La Résistance à l'exclusion : Récits de soi et du monde*, Publications de l'Université de Provence, 2004.

S. PAUGAM, *La Disqualification sociale*, PUF, 2013.

• Mœurs-culture

C. ATTIAS-DONFUT, N. LAPIERRE, M. SEGALIN, *Le Nouvel Esprit de famille*, Odile Jacob, 2002.

D. BOLLINET, Y. CROZET, l'évêque d'Amiens, J. FLEURY, *Les Grandes Questions de la société française*, Armand Colin, 2005.

P. BRECHON (dir.), *Les Valeurs des Français*, coll. « U », Armand Colin, 2^e éd. 2003.

Collectif, *Tendances et mutations de la société française*, La Documentation française, oct. 2006.

G. CHOLVY, Y.-M. HILAIRE, *Histoire religieuse de la France contemporaine*. t. 3 : 1930-1988, Privat, 1995.

J. COMMAILLE, M. VILLAC, P. STROBEL, *La Politique de la famille*, coll. « Repères », La Découverte, 2002.

M. DURU-BELLAT, *L'Inflation scolaire : Les Désillusions de la méritocratie*, Seuil, 2006.

É. MAURIN, *L'Égalité des possibles : La Nouvelle Société française*, Seuil, 2002.

P. POIRRIER, *L'État et la Culture en France au XX^e siècle*, Le livre de poche, rééd. 2006.

G. SAEZ (dir.), *Institutions et vie culturelles*, Documentation Française, rééd. 2005.

• Immigration-étrangers

M.-C. BLANC-CHALEARD, *Histoire de l'immigration en France*, coll. « Repères », La Découverte, 2001.

M.-C. BLANC-CHALEARD, S. DUFOIX et P. WEIL (dir.), *L'Étranger en questions. Migration, nationalité, intégration*, Le Manuscrit, 2005.

Y. GASTAUT, *L'immigration et l'Opinion en France sous la V^e République*, Seuil, 2000.

Y. GASTAUT, « Français et immigrés à l'épreuve de la crise (1973-1995) », *Vingtième siècle*, dossier Crises et conscience de crise, n° 84, 2004/4, p.107 à 118.

G. NOIRIEL, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, coll. « Folio », Gallimard, 2005.

G. NOIRIEL, *Le Creuset français*, Seuil, rééd. 2006.

G. NOIRIEL, *Population, immigration et identité nationale en France : XIX^e-XX^e siècle*, coll. « Carré Histoire », Hachette Supérieur, 1992.

J.-L. RICHARD (dir.), *Les immigrés dans la société française, Problèmes politiques et sociaux*, n° 916, La Documentation française, sept. 2005.

P. WEIL, *La France et ses étrangers : L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, coll. « Folio », Gallimard, 2005.

Crises urbaines

A. BAUER et C. SOULLEZ, *Violences et insécurité urbaines*, coll. « Que sais-je ? », PUF, 2012.

S. BEAUD, M. PIALOUX, *Violences urbaines, violences sociales*, coll. « Pluriel », Hachette Littératures, 2013.

C. BELAÏD, *Banlieue, lendemains de révolte*, La Dispute, 2006.

J. DAMON (dir.), « Quartiers sensibles et cohésion sociale », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 906, La Documentation française, 2004.

Collectif, « Comprendre les violences urbaines », *Regards sur l'actualité*, n° 319, mars 2006.

F. DUBET et D. LAPEYRONNIE, *Les Quartiers d'exil*, Seuil, 2001.

B. GIBLIN, « Fracture sociale ou fracture nationale ? De la gravité des violences urbaines de l'automne 2005 », *Hérodote*, 120, 1^{er} trim. 2006.

J. MAILLARD, *Réformer l'action publique : la politique de la ville et les banlieues*, LGDJ, 2004.

É. MAURIN, *Le Ghetto français : Enquête sur le séparatisme social*, Seuil, 2004.

L. MUCCHIELLI, *Violences et insécurité ; fantasmes et réalités dans le débat français*, La découverte, 2007.

S. ROCHÉ, *Tolérance zéro ? Incivilité et insécurité*, Odile Jacob, 2002.

S. ROCHÉ, *Le Frisson de l'émeute : Violences urbaines et banlieues*, Seuil, 2011.

Y. SABEG, L. MEHAIGNERIE, *Les Oubliés de l'égalité des chances*, coll. « Pluriel », Hachette Littératures, 2006.

J.-M. STEBE, *La Crise des banlieues : Sociologie des quartiers sensibles*, coll. « Que sais-je ? », PUF, 2012.

P. WEIL, *La République et sa diversité : Immigration, intégration, discrimination*, Seuil, 2005.

Les Amériques

L'Amérique latine de la fin du xx^e siècle est un continent bouleversé, tant politiquement que culturellement. Si l'on a pu y voir, un peu rapidement, une terre inculte pour la démocratie, il faut toutefois constater que le sous-continent aura souvent servi de champ clos à la guerre froide, et cela d'autant plus qu'en vertu – ancienne – de la doctrine du président Monroe (1823), les États-Unis le considèrent comme un hinterland et une zone d'influence. Cela donne une histoire contrastée : du fait d'une explosion urbaine (70 % d'urbains en 1990) et démographique (entre 1960 et 1990, la population passe de 207 à 442 millions) qui exacerbe les inégalités et les tensions économiques et sociales, le sous-continent est contraint à un processus de modernisation nécessaire au risque de l'implosion. Mais c'est surtout politiquement que les changements s'opèrent : terre de coups d'État et de pronunciamientos, l'Amérique du Sud amorce, à la fin du xx^e siècle, une longue transition vers la démocratie, non sans difficultés ni lenteurs, après les années 1970 marquées par les guérillas révolutionnaires et des réactions contre-révolutionnaires et les années 1980 frappées par les crises.

1 L'Amérique latine au temps des dictatures

■ Cuba, une révolution modèle ?

À quelques encablures des États-Unis, le régime socialiste de Cuba semble sinon une menace – l'affaire des missiles a gelé pour longtemps les velléités agressives de part et d'autres – au moins un symbole, celui d'un **modèle politique alternatif** au modèle libéral américain. Vitrine de la guerre froide plutôt que vaillant petit soldat, le régime de Fidel Castro n'en a pas moins une influence réelle sur nombre d'États.

À l'origine de cette influence se trouve une histoire devenue épopée. Celle de jeunes idéologues révolutionnaires organisant un coup d'État, bricolé de manière artisanale, contre le dictateur en place, Batista (attaque de la caserne de la Moncada, à Santiago de Cuba, le 26 juillet 1953), l'échec immédiat de la tentative, l'arrestation des comploteurs (dont un avocat prometteur du nom de Fidel Castro Ruz) et leur condamnation, la prison puis l'amnistie, l'exil au Mexique et la rencontre avec Ernesto « Che » Guevara, médecin argentin marxiste. Enfin la nouvelle tentative – aussi hasardeuse – de coup d'État en 1956, la mise en place d'une guérilla surnommée « le mouvement du 26 juillet », guérilla qui parvient finalement à faire basculer le pouvoir. Le 31 décembre 1959, Batista s'enfuit de Cuba tandis que Castro, précédé par Ernesto Guevara et Camilo Cienfuegos, fait son entrée à la Havane en vainqueur. La chute, rapide, du dictateur, est autant due au désaveu des Américains (en 1958) qu'à une opinion publique plutôt hostile... Mais le caractère héroïque de l'affaire va faire des émules, et – convenablement médiatisé par le régime castriste – devenir un modèle de coup d'État « libérateur ».

Reste à construire un nouveau régime : si dans un premier temps, Fidel Castro se veut rassurant auprès des États-Unis en s'affirmant non communiste (avril 1959), il apparaît rapidement que son gouvernement s'appuie sur les communistes du Parti agraire, et que des lois comme celles de mai 1959 (réforme agraire nationalisant les grands domaines soit 3,8 millions d'habitants) s'inspirent d'un programme socialiste. Les

◀ VOIR CARTE K P. 413 ▶

ERNESTO « CHE » GUEVARA (1928-1967)

Incarnation du romantisme révolutionnaire des années 70, théoricien de la guerre de guérilla, Ernesto Che Guevara est d'abord un révolutionnaire, d'obédience marxiste, et à cet égard, l'un des principaux artisans du ralliement de Cuba à Moscou. Il fait partie des 82 guérilleros qui débarquent en 1956 à Cuba et joue un rôle majeur en tant que chef militaire. Une fois au pouvoir, Castro intègre Guevara, argentin devenu cubain, au gouvernement (ministère de l'Industrie). Mais c'est sa disparition de la vie publique en 1965 et son entrée dans la clandestinité, afin de mener des révolutions sur le modèle cubain au Congo, puis en Bolivie, qui fondent sa légende. Capturé en 1967 en Bolivie, il est exécuté... et entre dans la légende.

institutions intermédiaires (Église, université, presse...) sont peu à peu bâillonnées. À partir de juillet 1960, une vague de nationalisation touche, progressivement, les propriétés américaines (industrielles, hôtelières, agricoles...) : la réaction américaine, de défiance, passe par un boycott commercial, puis par un soutien militaire et logistique aux opposants (les *contras*). Tandis que Castro se tourne nettement vers Moscou, Washington s'engage dans une partie risquée : ce sera l'**affaire de la baie des Cochons** (avril 1961) et un échec dont l'écho retentit dans tout le sous-continent. La guerre froide vient de gagner l'Amérique du Sud.

Les relations avec l'URSS deviennent bientôt très tendues : si la crise des missiles révèle les limites stratégiques de ce rapprochement, il apparaît que Cuba est quasiment subventionnée par le bloc soviétique, qui achète sa production sucrière à un tarif surévalué et lui vend du pétrole, des armes et des infrastructures industrielles et énergétiques (dont une centrale nucléaire, inachevée) au rabais. Du reste, l'entrée de Cuba dans le CAEM (Conseil d'assistance mutuelle) en 1972 atteste de ce nouveau rôle et de cette dépendance inévitable envers le grand frère soviétique.

Car de fait, l'économie cubaine stagne. Si le régime castriste peut revendiquer quelques succès, c'est plutôt dans les domaines de l'éducation et de la politique sociale : depuis la première campagne d'alphabétisation de 1961, l'éducation est une des vitrines du régime, de même que l'accès à la santé gratuite (l'île comptait 600 hôpitaux en 1989)... non sans quelques problèmes de pénurie du point de vue des médicaments. Ces réussites ne parviennent toutefois pas à dissimuler la nature autoritaire du régime : sur une base démocratique (garantie par la Constitution de 1976), le rôle de **Fidel Castro « lider maximo »** reste écrasant, réunissant dans sa personne les fonctions de chef de l'État et du Parti communiste (fondé en 1965). Charismatique, Castro a construit son régime en partie sur le modèle soviétique, en s'appuyant sur le parti comme structure étatique et sociale (avec, au niveau local, des Comités de défense de la révolution). Autre emprunt au modèle soviétique, il a organisé un système de camps de rééducation (15 000 prisonniers en 1965, à peine un millier en 1989). Au final, Cuba est passée, en peu de temps, d'une dictature à une autre, non sans provoquer des vagues migratoires, vers les États-Unis notamment.

■ Un foyer de révolte

Du fait de ce rôle de « modèle » et de « précurseur » dans l'espace sud-américain, Cuba revendique tôt une politique extérieure active, tant en Amérique latine qu'en Afrique, et qui passe à la fois par un tiers-mondisme revendiqué que par un activisme théorisé dans **la doctrine du « foco »** (le foyer révolutionnaire : une guérilla installée dans une zone isolée). En Amérique latine, le personnage emblématique de cette doctrine qui préconise l'implantation de maquis révolutionnaires est Ernesto « Che » Guevara, qui s'engage personnellement en Bolivie, en 1966 pour implanter un foyer de guérilla. Mais la tentative échoue du fait d'un contexte peu favorable autant que des méthodes employées à l'encontre des paysans. Traqué, l'ex-homme d'État redevenu guérillero est abattu le 9 octobre 1967.

Plus largement, en Afrique, Cuba soutient la guérilla angolaise – en envoyant des volontaires à partir de 1975 (et cela jusqu'aux accords de Brazzaville, en 1988) – ainsi que le régime éthiopien de Mengistu (à partir de 1977). **En Amérique latine**, la doctrine des *foco* a des résultats variables : c'est un échec au Venezuela – une démocratie fragile

L'AFFAIRE DE LA BAIE DES COCHONS

Le 17 avril 1961, 1400 exilés cubains anticastroïstes, soutenus militairement par les États-Unis, tentent de débarquer à Cuba, mais l'opération échoue devant la résistance des troupes castristes et le 19 avril, les opposants se rendent. Cette affaire pousse le régime cubain à manifester officiellement son ralliement au bloc socialiste.

L'ÉGLISE FACE À LA CRISE :

LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

◆ Confrontée à la crise sociale, l'Église catholique a développé des approches originales comme la théologie de la libération, formulée en 1971 par G. Gutierrez, qui s'inspire du marxisme pour réinterpréter l'Évangile. Ce débat naît dans un contexte d'effervescence intellectuelle : au tournant des années 1950, on assista, dans la plupart des pays qui composent l'Amérique latine, à l'émergence d'une Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), à l'origine de nombreuses discussions qui allaient

ouvrir une réflexion profonde sur le problème de la pauvreté en Amérique latine. Ces débats sont, dans un premier temps, relayés par le Conseil épiscopal latino-américain (le CELAM, créé en 1955, à Rio de Janeiro), mais en 1983, le Saint-siège, par la voix du cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation de la doctrine de la foi, condamne cette pensée, perçue comme une infiltration du marxisme. Pourtant, cette théologie a trouvé, dans une personnalité charismatique, comme celle de Dom Helder Camara, archevêque de Recife, l'interprète d'un désir de changement qui va au-delà de la compassion teintée de désignation prêchée naguère. ♦

L'ALLIANCE DU SABRE ET DU GOUPILLON ?

♦ Institution importante dans un continent qui recense désormais une majorité des catholiques de la planète, l'Église catholique pose évidemment la question de son implication dans le soutien, ou le rejet, des dictatures. L'antimarxisme de certaines dictatures pourrait être une explication, mais le sujet est complexe : les choix furent plus souvent individuels qu'institutionnels et l'on a pu voir des représentants de l'Église, proches des théologies de la libération, protéger les guérillas (à l'exemple de l'Église uruguayenne, qui protégea d'anciens guérilleros Tupamaros jusqu'à l'amnistie de 1985). Significativement, on peut opposer la collaboration apportée par le clergé argentin, à l'image des archevêques A. Tortolo et J. Plaza au régime militaire, à la résistance civile incarnée, au Chili, par le comité pro-Paz (1973) du cardinal Silva Enriquez, comité qui s'est mué en la *Vicaría de la Solidaridad*. Entre ces deux attitudes, l'Église, au moment des transitions démocratiques, aura aussi pu servir d'intermédiaire entre la population civile et des militaires, pour gérer notamment les phases de « réconciliation ». ♦

présidée par R. Bétancourt qui voit se développer des mouvements de guérilla marxiste de 1963 à 1966 – de même qu'au Guatemala jusqu'en 1967. Mais en Colombie, la naissance des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) en 1966 est promise à un long avenir. On voit également des formes de guérilla urbaine se développer en Uruguay (avec le mouvement des Tupamaros, à partir de 1962), en Argentine, au Chili, au Brésil, etc. autant de tentatives qui échouent dès la fin des années 1960, tant du fait des divisions internes que de l'amateurisme des guérilleros, plus exaltés qu'efficaces.

Les années 1970 sont, à cet égard, plus fastes, avec la réussite, en juillet 1979, de la rébellion sandiniste au Nicaragua. Le mouvement sandiniste (FSLN), d'inspiration castriste, fondé en 1961, parvenait à vaincre la dictature de Somoza, lâché par les États-Unis : la révolution cubaine semblait gagner le sous-continent. Mais elle se heurte à une contre-révolution (les *contras*) soutenue par les États-Unis, ainsi qu'à une crise économique rapide et une dette nationale en croissance forte. L'opinion publique, lassée, donne, en février 1990, lors d'élections libres, la victoire à l'opposition : fin de l'expérience nicaraguayenne. Autre cas de figure, le conflit entre deux guérillas d'obédience diverse, comme au Pérou, où le Sentier lumineux – émanation du Parti communiste péruvien, qui apparaît en 1980 dans les Andes, sous la houlette d'Abimaël Guzman – combat le mouvement plus « guévariste » des Tupac Amaru... en sus de l'État péruvien.

■ L'Amérique latine à l'ombre des épées

L'expérience cubaine et la doctrine des *foco* entraînent une réaction toute aussi violente de la part des milieux conservateurs du continent, une réaction qui passe par une série de coups d'États militaires, soutenus par les États-Unis au nom de la lutte contre le communisme. Les dictatures militaires – et donc le **modèle du caudillisme**, c'est-à-dire le pouvoir politique détenu par un militaire – se développent donc avec, comme inspiration, la doctrine de la « sécurité nationale », pendant militaire à celle des *foco* révolutionnaires. Forgée par le général brésilien Colbery do Couto e Silva (*Géopolitique du Brésil*, 1957), et appuyée sur l'école de guerre brésilienne, cette doctrine confie à l'armée la tâche de lutter contre les éléments subversifs non seulement par les armes mais également en s'ingérant dans la politique économique en vue de favoriser le développement. Une doctrine qui suppose donc la conquête du pouvoir par l'armée.

Aussi l'Amérique latine connaît-elle nombre de régimes militaires aux allures très variées, déclinant le spectre politique depuis le nationalisme conservateur jusqu'à un nationalisme progressiste teinté de socialisme.

Ainsi, le Pérou est tenu, de 1968 à 1975, par une junte militaire de gauche commandée par le général Alvarado, lequel entend développer une politique progressiste (réforme agraire, non-alignement...). À partir de 1975, son successeur, le général Bermudez revient à un modèle plus conservateur. En Bolivie, l'armée gouverne de 1964 à 1982, avec des tendances variées, allant du populisme (du général Barrientos, de 1964 à 1969) au narcotrafic (avec le général Garcia Meza, de 1980 à 1981). En Équateur, le pétrole, largement contrôlé par l'État, permet au général Lara, au pouvoir de 1972 à 1976, de lancer des réformes (tant dans le domaine agricole que pour les infrastructures...) avant qu'une transition démocratique, achevée en 1979, ne ramène un gouvernement civil élu.

D'autres régimes se définissent très clairement par l'**antimarxisme**.

Le Brésil, où est née la doctrine de sécurité nationale, est victime d'un coup d'État militaire en 1964 : accusé de vouloir « cubaniser » le pays, le président Goulart est renversé par l'armée, qui met en place un régime très conservateur (abolition des garanties constitutionnelles et de l'habeas corpus, bipartisme imposé autour de formations politiques créées pour l'occasion, l'ARENA et le MDB, et, bien sûr, répression de l'opposition de gauche). Frappée par la crise économique, la dictature connaît, à partir des années 1980, d'importants mouvements sociaux et voit apparaître des formations de gauche comme le Parti des travailleurs de Luis Inacio da Silva, dit Lula, ainsi qu'un terrorisme d'extrême-droite. À cette crise économique et sociale correspond un bilan social médiocre : si on a pu parler dans les années 1970 d'un « miracle économique brésilien », il ne fait qu'accroître les inégalités. En Uruguay, la contre-révolution voit l'armée s'imposer progressivement jusqu'à destituer le président Bordaberry en 1976. La dictature uruguayenne, sur le modèle brésilien, entend alors réformer l'économie et ouvrir le pays, mais cette politique s'avère un échec qui permet le retour à la normale en 1984.

L'Argentine est contrôlée par l'armée quasiment depuis la chute du général Peron, et effectivement de 1966 à 1973. À partir de 1973 et jusqu'en 1976, Peron, de retour d'exil, revient temporairement au pouvoir, mais en 1976, un nouveau coup d'État militaire amène le général Videla au pouvoir, lequel, au nom d'une « conception chrétienne de l'homme et du monde », impose l'état de siège, dissout le congrès et les partis politiques et lance une répression dure – appuyée par un terrorisme d'extrême-droite comme le groupe Triple A – contre les militants de gauche. Il s'ensuit une « guerre sale » qui fait plusieurs dizaines de milliers de victimes et disparus (30 000, estime-t-on). Comme d'autres dictatures, la politique économique de la junte entraîne, à partir des années 1980, une grave crise économique avec une dette extérieure en augmentation (27 milliards de dollars en 1982 au temps de la guerre des Malouines), une inflation galopante et une chute inquiétante du pouvoir d'achat. La guerre des Malouines (mars-juin 1982) déclenchée par le général Galtieri contre l'Angleterre, pour des motifs de prestige intérieur, se conclut par une défaite qui érode encore le fragile consensus populaire : le parti radical de R. Alfonsín conquiert le pouvoir aux élections d'octobre 1983.

Le Chili du général Pinochet (1973-1990) fut l'un des régimes les plus médiatisés d'emblée : les étapes du coup d'État qui renversa le président Salvador Allende, le 11 septembre 1973, furent largement retransmises. Au final, c'est le général Augusto Pinochet, comme chef d'État-major, qui est proclamé président de la République en 1974 : il définit le régime comme une « démocratie autoritaire » et assimile le coup d'État militaire à un contre-coup d'État antimarxiste. Sous le régime Pinochet, une politique de terreur s'abat sur les opposants et l'on compte plusieurs milliers d'enlèvements et de disparitions pour le compte du renseignement militaire (DINA), bras armé du régime. À cette politique répond l'adoption, en septembre 1980, d'une constitution autoritaire. Par ailleurs, la dictature, comme d'autres régimes sud-américains, s'engage dans une politique économique ultra-libérale, menée par un cercle de jeunes économistes formés aux États-Unis, les Chicago Boys. Si dans un premier temps, le Chili connaît un taux de croissance annuel remarquable (8 % par an entre 1975 et 1980), la crise des années 1980 le touche de plein fouet et il

LA GUERRE DES MALOUINES

◆ D'avril à juin 1982, une guerre oppose l'Argentine du général Galtieri à la Grande-Bretagne au sujet des îles Malouines/Falklands, une colonie anglaise depuis le ^{xx}^e siècle, revendiquée par l'Argentine. Le 2 avril, des troupes argentines débarquent sur les îles Malouines et s'imposent assez facilement à une garnison anglaise symbolique. L'Angleterre, soutenue par la communauté européenne et les États-Unis (notamment en termes de matériel et de renseignement), prépare alors sa riposte, qui débute le 1^{er} mai par un assaut aérien suivi, le 2 mai par un premier engagement naval au cours duquel un croiseur argentin est coulé. À partir du 21 mai et jusqu'au 14 juin a lieu la reconquête britannique, qui se dôt par la reddition des forces argentines. Au final, on déplore 258 morts britanniques et 650 morts argentins, ainsi que la perte de nombreux navires, avions... La junte, en quête d'un succès d'opinion, a pu voir, dans cette opération, une diversion propice à une campagne nationaliste. Pour l'Argentine, cette défaite précipita la crise du pouvoir militaire. ◆

L'OPÉRATION CONDOR

◆ En 1992, au moment de la chute de la dictature paraguayenne, des documents révèlent l'existence d'un plan de coordination des appareils de sécurité des différents régimes : le plan condor. L'information fut par la suite authentifiée du fait de la déclassification des archives de la CIA qui a, sinon collaboré, au moins tacitement encouragé ce terrorisme d'État. Il apparaît qu'en novembre 1975, le Chili, l'Uruguay, l'Argentine, le Paraguay, la Bolivie et le Brésil s'entendirent pour « mutualiser » la traque des opposants, allant jusqu'à l'assassinat (tel celui d'un ancien ministre chilien, O. Letellier, perpétré à Washington D.C. en 1976). ◆

doit, à partir de 1985 s'engager dans une politique d'austérité négociée avec le FMI, en échange de l'échelonnement de la dette extérieure (20 milliards de dollars en 1985). En 1988, un référendum empêche A. Pinochet de se maintenir au pouvoir, mais il reste, pendant dix ans, à la lisière du pouvoir, comme chef des armées.

En Amérique centrale, les dictatures fleurissent également comme au Guatemala (1951-1986) dans un climat de guerre civile entre guérilla et armée, au Honduras de 1963 à 1982. Le Salvador bascule également dans une dictature militaire en 1972, une crise qui entraîne le pays dans une véritable guerre civile à partir de 1979 où l'armée (soutenue par les États-Unis) affronte des mouvements de guérilla marxiste. On dénombre près de 60 000 morts dans ce conflit sans qu'une solution d'union nationale (comme le gouvernement élu en 1982) ne parvienne à restaurer la paix.

La question du poids de la **politique américaine**, qui n'hésite pas à intervenir directement ou indirectement (*via* l'Organisation des États américains – OEA, fondée en 1948 et regroupant tous les États du continent à l'exception de Cuba depuis 1962), se pose également, renforcée par les révélations concernant l'opération Condor. Plusieurs cas d'intervention directe témoignent du rôle de Washington dans les enjeux régionaux. Au Panama, l'armée contrôle le pouvoir à partir de 1968 (par le général Torrijos jusqu'en 1978 puis de 1983 à 1990, par le général Noriega) : mais soupçonné par les États-Unis de participer au trafic de drogue, le général Noriega perd la bienveillance de Washington, qui demande son extradition. Une crise s'ensuit, qui voit dans un premier temps les États-Unis imposer un embargo économique et monétaire, puis, en décembre 1989, se lancer dans une opération militaire (opération « Juste Cause ») qui entraîne l'extradition de Noriega. Toutefois, en dépit du retour à la démocratie, Panama demeure en état de fragilité inquiétante.

■ La persistance des démocraties

Dans cette vie politique instable subsistent quelques démocraties fragiles. **Le Costa Rica** fait figure de modèle, avec une vie politique réelle, une économie en pleine croissance de 1950 à 1980 (mais qui bute sur la crise de 1982 et doit s'en remettre au FMI) et un niveau de vie satisfaisant, consolidé par des réformes sociales. Symboliquement, le prix Nobel attribué au président Sanchez en 1987, pour son rôle dans les accords d'Esquipulas (août 1987) témoigne de la bonne santé démocratique du pays. Plus incertains semblent les régimes mexicain et dominicain. **Le Mexique** est, depuis 1928, sous la coupe du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) et offre le spectacle d'une démocratie gangrenée par les scandales, douteuse dans ses rapports à la liberté d'expression, mais qui subsiste. Il en va de même en **République dominicaine** où, le 24 avril 1963, des officiers considérés comme pro-bains par les États-Unis tentent un coup d'État : l'intervention de l'armée américaine (avril 1965) puis des troupes de l'OEA maintient et consolide la démocratie dominicaine autour de Joaquin Balaguer, constamment réélu depuis 1965 et jusqu'en 1994. Également fragile, la démocratie vénézuélienne s'appuie sur le pétrole (qui fournit 97 % des exportations du pays) sans parvenir à enrayer les inégalités persistantes.

Le cas colombien est spécifique : dans une démocratie fonctionnant sur une alternance institutionnelle issue d'un pacte national (1957), et minée par divers problèmes (crise sociale, abstentionnisme oscillant entre 50 % et 65 %, chômage, exode rural, trafic de drogue, guérilla marxiste...), l'armée sait rester neutre et se contente de lutter contre la guérilla rurale des FARC et urbaine du M19 (de 1973 à 1985) puis, par la suite, contre les grands cartels de la drogue (Medellin, Bogota, Cali).

2 La question du développement

■ Une explosion démographique en suspens ?

Si on a pu prophétiser une explosion démographique pour l'an 2000 dans le sous-continent latino-américain, il apparaît toutefois que les risques soient finalement limités. Dans les années 1960, l'Amérique latine entre dans la deuxième phase de la **transition démographique** entamée depuis les années 1930, mais sa population n'augmente pas selon les modèles connus. En 1995, la population totale s'élève à 482,5 millions d'habitants sur les 774 millions d'Américains au sens large. Avec des variations régionales parfois fortes, on peut dire que l'Amérique latine a déjoué les prévisions d'explosion démographique, même si la croissance de la population y est significative. Dans ces mouvements de population, l'un des phénomènes les plus importants reste l'**immigration** vers l'Amérique du Nord, qui a vu la population « latinos » devenir la deuxième communauté nationale (avec 15 millions d'individus en 1990, pour la plupart venus du Mexique, de Portorico et de Cuba).

■ Une explosion urbaine aux dépens de l'agriculture

La **crise agraire** qui s'installe dans le sous-continent à partir des années 1960 a largement alimenté le phénomène d'exode rural, et cela d'autant que la plupart des tentatives de réforme agraire échouent. Si l'agriculture est encore, à cette époque, le secteur dominant (pour 47 % de la population du sous-continent), les rendements demeurent souvent médiocres et s'apparentent plus à une agriculture vivrière, dominée par les grands domaines (latifundia) qui contrôlent au moins 50 % des terres. Aussi les États se sont-ils lancés dans des réformes agraires pour mieux répartir la propriété, mais du fait de problèmes structurels, les résultats sont souvent mitigés. Seules quatre réformes semblent avoir eu un impact sur la propriété agricole : au Mexique de 1958 à 1970, en Bolivie de 1952 à 1956, au Pérou en 1969 et au Chili en 1967. Face à une crise croissante, l'**exode rural** s'impose et, dès la fin des années 1960, le sous-continent doit faire face à une explosion urbaine forte, la plus forte au monde, qui commence à se stabiliser seulement à la fin des années 1980 : aussi la population urbaine passe de 49 % (1960) à près de 70 % en 1990, avec des différences régionales parfois fortes. La ville, qui reflète les espoirs d'intégration d'une population rurale appauvrie et marginalisée, explose, et ce phénomène va de pair avec le développement de véritables **mégalofoles** (notamment Mexico, Lima, Rio ou São Paulo). Les villes supérieures à 500 000 habitants passent ainsi de 20 (1960) à 60 (1990), et les villes de plus de 2 millions d'habitants de 4 à 12 dans le même temps. D'où une croissance urbaine déséquilibrée, qui engendre une croissance chaotique de la métropole, brassant les populations sans réellement les encadrer ni planifier leur croissance.

Le cas de Mexico, devenue la plus grande ville du monde et qui passe, entre 1940 et 1990 de 2 à 15 millions d'habitants, est emblématique : une croissance que nul n'a su gérer, et qui s'accompagne de phénomènes connexes (pollution, problèmes environnementaux, bidonvilles, infrastructures dépassées...).

À partir des années 1970, la spéculation foncière alimente ce phénomène et la ville éclate en quartiers, socialement et économiquement distincts, des quartiers résidentiels centraux et parfois protégés (des ghettos de luxe dit-on) aux bidonvilles et favelas, dont la population, faute d'une politique d'habitat social, croît fortement (passant en moyenne de 10 à 30 % des grandes villes entre 1960 et 1990). Il faut en général des années pour que ces zones délaissées par les pouvoirs publics soient dotées du minimum d'infrastructures : les mafias et la criminalité prospèrent dans ces zones de non-droit, où la violence devient rapidement endémique.

■ Un développement inégal, frappé par la crise

On a pu constater, dans les années 1970, sur le continent sud-américain une nouvelle puissance économique, apte à rattraper l'Occident. Dans les faits, il apparaît que les situations sont très diversifiées, même si, dans certains pays, un embryon d'État-providence s'est mis en place (Chili, Argentine, Brésil...). Ainsi, le Brésil connaît effectivement une sorte de « miracle économique » autour d'une **politique d'industrialisation volontariste** mise en place au milieu des années 1960. Le Brésil se pourvoit alors de centrales nucléaires et d'un parc industriel (chimie, sidérurgie...) et revendique un taux de croissance industrielle au-dessus de 10 % : il s'agit, selon le général président Geisel (1974-1979) – inspiré par les théories de la sécurité nationale – de faire du Brésil une puissance à part entière. Mais la crise pétrolière, qui affecte le Brésil comme les autres pays au milieu des années 1970, nuance ce succès : la dette extérieure passe ainsi de 12 à 45 milliards de dollars entre 1974 et 1978. Face à ce modèle d'industrialisation piloté par l'État – un modèle imité par le Mexique, et dans une moindre mesure le Chili, l'Argentine et la Colombie – un autre modèle se distingue, celui des **puissances pétrolières** comme le Venezuela, complètement dépendant du pétrole et dont l'économie, partagée entre un secteur de pointe et des domaines encore très archaïques, connaît de nombreuses crises.

La crise des années 1980, la « décennie perdue » déstabilise donc des économies diversement développées, mais souvent fragiles. Elle est de surcroît amplifiée par le retrait des prêts américains. Aussi la dette extérieure du sous-continent explose-t-elle (la dette extérieure régionale atteint les 425 milliards de dollars en 1993) : une politique de rigueur s'impose, ainsi que des solutions de compromis (tant avec les créanciers, comme le Club de Paris, qu'avec le FMI) pour réduire les dettes extérieures de chaque État (le Brésil, avec 127 milliards de dollars, étant, en 1987, le plus endetté au monde). Quelques constantes régionales doivent être distinguées : une baisse importante de la croissance (la croissance moyenne du PIB entre 1980 et 1988 est de 1,5 %), la réduction des politiques publiques et des investissements, la chute des importations, et des phénomènes d'hyperinflation qui entraînent l'effondrement des monnaies nationales en dépit des efforts des gouvernements (l'Argentine tente 12 plans de stabilisation monétaire entre 1978 et 1989). Aussi la part de l'Amérique latine dans le commerce international chute-t-elle (3,3 % en 1988).

L'ATOUT ÉNERGÉTIQUE

◆ L'Amérique latine est riche en hydrocarbures, avec 10 % des réserves de pétrole planétaires et 4 % des réserves de gaz naturel. Elle génère par ailleurs (en 2005) 14 % de la production pétrolière mondiale et 3,5 % de la production de gaz. De tous les pays, le Venezuela est le mieux doté : principal producteur pétrolier, il dispose, dans la ceinture de l'Orinoco, d'immenses réserves. À ce titre, il exporte une importante part de sa production (40 %) vers les États-Unis. Autres grands producteurs, le Mexique (qui exporte principalement aux États-Unis) et la Bolivie (qui approvisionne le Brésil et l'Argentine) disposent également de réserves importantes. Mais tous ces rapports commerciaux sont étroitement liés aux conditions politiques régionales (ainsi, la Bolivie refuse de vendre du gaz au Chili du fait d'un contentieux territorial)... ◆

3 Une fin de siècle libérale et démocratique ?

■ Comment sortir de la crise économique ?

Avec la crise, les États latino-américains abandonnent petit à petit les politiques d'assistance et autres pratiques d'État-providence, au profit d'un **néo-libéralisme économique affirmé**. Cela passe par un ensemble de politiques : une réduction des dépenses publiques (qui va de pair avec une vague de privatisations, l'État se dessaisissant de son patrimoine dans tous les domaines), la lutte contre l'inflation (par une politique de rigueur, suivant les indications du FMI : ainsi, l'Argentine, très endettée – en 1983, la dette avoisine déjà les 45 milliards de dollars – met en place quatre plans d'austérité successifs avant d'obtenir le soutien du FMI !) et une limitation des droits de douanes. Une politique qui, la plupart du temps, donne des résultats incontestables et rassure les investisseurs. Le rôle de plans de rééchelonnement de la dette (comme le plan américain Brady, en 1989) est également à souligner.

Mais le **coût social** de cette politique est également indiscutable : le libéralisme entraîne une augmentation des inégalités sociales et une paupérisation qui fragilise désormais les classes moyennes (en Argentine, 20 % de la population vit dans la pauvreté en 1990), au risque d'une délinquance accrue (ainsi, on estime au Brésil qu'un enfant sur trois de moins de 15 ans vit dans la misère, avec ses conséquences que sont le crime ou la prostitution). Le désengagement de l'État touche même des secteurs comme l'éducation, les retraites ou la santé. Le transfert de certaines compétences aux municipalités aggrave encore les différences (entre communes riches et pauvres). À ce désengagement répondent des réseaux de solidarité différents (Église, parti politique, associations diverses et ONG) tel le Parti des travailleurs au Brésil (ce qui explique son succès électoral). Mais également **des nouvelles formes de rébellion**, comme la rébellion zapatiste du Chiapas, apparue en janvier 1994 (avec la fondation de l'Armée zapatiste de libération nationale, l'AZLN, à mi-chemin de la contestation indigène et de la contestation sociale). **Un cas original est celui du Pérou** sous la présidence d'Alan Garcia (1985-1990) : après un vent de libéralisme économique sous la présidence précédente, le Pérou connaît une forte inflation et une dette extérieure préoccupante. Élu sur un programme social, le président Garcia tente de résister aux suggestions du FMI en ne consacrant qu'une somme réduite (10 % des recettes d'exportation) au remboursement de la dette. Mais la crise qui s'ensuivit ramène au pouvoir un libéral populiste en la personne d'Alberto Fujimori, lequel parvient, en deux mandats, à réduire l'inflation avec des conséquences sociales connues (inégalités croissantes, désengagement de l'État, insécurité et paupérisation...). Dans la plupart des autres pays, les propositions du FMI, pour une politique de rigueur, sont relayées par les États (Bolivie, Équateur, Argentine, Venezuela...), non sans de graves conséquences sociales (comme au Venezuela, où, en 1989 et en 1993, l'armée doit intervenir pour réprimer des émeutes de la faim en plein Caracas).

Drogue et criminalité : l'autre économie

Le continent sud-américain est tristement célèbre du fait de l'économie de la drogue. Si le Pérou et la Bolivie sont les deux premiers producteurs mondiaux de feuille de coca, la Colombie et ses gangs de narcotrafiquants sont également fréquemment évoqués dans l'actualité : le cartel de Medellín, dirigé par Pablo Escobar jusqu'à sa mort en

COMMERCE :

LA SOLUTION COMMUNAUTAIRE

◆ À partir du milieu des années 1980, et dans le dessein de dynamiser leurs exportations par l'ouverture de nouveaux marchés, les États latino-américains multiplient les accords commerciaux, multilatéraux ou bilatéraux. À cet égard, les plus actifs semblent être ceux du groupe de Rio (fondé en 1986 et qui regroupe 21 États) du Mercosur (une zone de libre-échange entre l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay fondée en mars 1991) et de l'ALENA (fondé en novembre 1992 par le Mexique, les États-Unis et le Canada). ◆

1993, semble longtemps un État dans l'État, capable de contrecarrer des décisions au plan national (comme les processus d'extradition). L'économie de la drogue pose la question du blanchiment de « l'argent sale » ainsi que des complicités et actes de corruptions, parfois à très haut niveau. Un trafic qui sait utiliser les difficultés des États et des individus pour se développer, coloniser des zones (comme les favelas de Rio) et passer les frontières.

■ La démocratie au risque du populisme

L'une des conséquences inattendues de la fin de la guerre froide a été l'affaiblissement, puis la disparition de nombre de dictatures et le retour à des régimes démocratiques, tant du fait de l'écroulement de certains régimes que par des interventions extérieures (américaine ou communautaires, comme les accords d'Esquipulas II).

Ainsi, le 2 février 1989, la chute du général Stroessner, dictateur du Paraguay, témoigne de ce mouvement de libéralisation. Pareillement, la chute du général Noriega, à Panama, extradé aux États-Unis en janvier 1990 après avoir perdu son pouvoir lors de l'opération Juste Cause, est un cas d'intervention extérieure américaine, qui tranche avec les pratiques de l'ère Kissinger. De même, l'intervention américaine en Haïti de septembre 1994 pour déloger le général Raul Cedras et rétablir l'autorité du président Jean-Bertrand Aristide, élu en 1991, témoigne d'une implication nouvelle de Washington.

Mais ce retour des démocraties, dans **un contexte de crise économique et d'inflation**, pose nombre de problèmes. L'ingérence parfois nécessaire d'institutions internationales (comme le FMI) dans les économies nationales fragilise les gouvernements de transition, déjà aux prises avec un passé encombrant et une caste militaire souvent aux aguets. En outre, la classe politique, au sortir d'une dictature, doit se recomposer, voire se renouveler idéologiquement. Le risque est alors d'ouvrir la porte au populisme (ancien, comme le péronisme argentin, ou moderne), s'appuyant sur une figure « providentielle » et un parti de masse, uniquement tenté par un vote protestataire et un discours volontariste prônant des solutions expéditives (et souvent irréalistes). La vague populiste qui submerge le sous-continent dans les années 1980 trouve son explication dans ce schéma.

Ainsi, au Brésil, l'élection en 1985 d'un candidat de l'opposition, Tancredo Neves, clôt vingt-et-un ans de dictature militaire, mais cette victoire démocratique est ternie par une crise économique qui, en dépit de nombreux plans d'austérité (1986, 1989, 1990) domine, accentuant la crise sociale. L'élection à la présidence d'un candidat populiste, F. Collor de Melo, en 1990, est une première réaction de l'électorat à cette situation. Ce n'est qu'en 1994, sous l'impulsion du futur président Cardoso, alors ministre des Finances, que le plan Réal met un terme à l'inflation galopante en définissant une nouvelle monnaie (le réal) en parité avec le dollar. Le cas de l'Argentine, dont le premier gouvernement démocratique, celui de R. Alfonsín est confronté à la crise économique, s'en rapproche : avec une inflation galopante (de 440 % au premier semestre 1988) et un taux de chômage passé de 6,5 % à 9 % entre 1984 et 1988, on peut dire que le gouvernement, en dépit d'une politique de relance hétérodoxe, est dépassé par la crise. Le duel, aux élections de 1988, de deux péronistes (A. Cafiero et C. Menem) et la victoire de ce dernier, au programme flou, met en lumière l'alternative populiste dans les États de transition démocratique.

L'autre problème posé est bien évidemment celui de l'armée, et de son influence constante. À cet égard, le cas chilien est original : écarté en mars 1990, par un référendum qu'il avait lui-même initié, du pouvoir,

LES ACCORDS D'ESQUIPULAS II

◆ Signés au Guatemala le 7 août 1987 par le Salvador, le Honduras, le Nicaragua, le Costa Rica et le Guatemala, ces accords, sous l'égide du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela et Panama), s'inspirent d'un plan de paix proposé par le président Arias, du Costa Rica. Par l'ouverture de discussions entre les gouvernements et les guérillas, il s'agit de désamorcer la violence politique et de parvenir à une paix civile garantie par la démocratisation, des élections libres. Ce processus, fixé par un calendrier et vérifié par des observateurs internationaux, doit conduire certains pays (comme le Salvador, qui parvient à signer un accord de paix en janvier 1992 avec sa guérilla marxiste) vers le rétablissement de la paix. ◆

A. Pinochet est remplacé par un démocrate-chrétien, Patricio Alwyn, mais demeure à la tête des armées, et il est en partie exonéré de toute poursuite du fait d'une impunité constitutionnelle (mesure établie dans la constitution de 1980, qu'il inspire). Si le président Alwyn appelle à une réconciliation, l'armée demeure un acteur de la vie politique, qui n'hésite pas à faire pression sur le gouvernement. Il faudra une crise internationale, mettant en jeu les justes espagnoles et anglaises, pour que la question de l'impunité soit posée.

Dans certains pays, la situation demeure toutefois tendue, du fait de la **persistance de guérillas**. On peut à cet égard citer l'exemple colombien des FARC, qui peu à peu, se sont également engagées dans le trafic de la drogue, et résistent tant à la pression militaire qu'aux propositions de paix. Dans le même ordre d'idée, le Sentier lumineux est décapité en septembre 1992 par l'arrestation de son fondateur, A. Guzman, du fait d'une contre-guérilla sans nuance menée sous la présidence d'Alberto Fujimori... cette quasi-guerre civile aura coûté 20 000 morts !

■ Le problème persistant des dictatures

Cuba entre dictature et isolement

La chute du mur de Berlin n'aura guère eu d'effet sur la dictature castriste, si ce n'est économique : politiquement, Fidel Castro se déclare, dès 1989, hostile à l'évolution soviétique et fidèle à une pratique politique dictatoriale. Mais l'économie cubaine, tenue à bout de bras par le bloc socialiste, connaît depuis 1989 des difficultés croissantes : chute de la production de sucre (de 7 à 4 millions de tonnes entre 1989 et 1993) et plus largement de la production des fermes d'État (qui contrôlent 80 % des exploitations), élévation de la dette extérieure. Pénuries et rationnement (nourriture, médicaments, énergie...) sont de mises pour un petit État qui, peu à peu, doit nuancer ses principes : le tourisme devient une activité rentable (le revenu brut passant entre 1990 et 1996 de 500 millions à 1 milliard de dollars) avec tous ses dérapages (prostitution), des accords de production dans certains secteurs (énergie, agro-alimentaire...) sont mis en place avec divers capitaux étrangers. Le dollar, toléré depuis juillet 1993, s'impose petit à petit du fait du tourisme, comme la monnaie forte (ce qui accroît les inégalités sociales) et Miami comme une capitale pour la communauté cubaine en exil.

La démocratisation au risque de la mémoire

La chute des dictateurs pose de nombreux **problèmes de transition vers la démocratie**, et notamment celui des suites judiciaires et/ou de l'impunité *via* la réconciliation. Le cas argentin est à cet égard significatif : si dès la présidence Alfonsín (1983-1989), les généraux responsables des trois juntas ont été jugés, l'armée pèse encore lourdement sur le régime et n'hésite pas à se révolter périodiquement pour obtenir une loi d'amnistie. C'est finalement Carlos Menem, président « péroniste » au pouvoir depuis 1989 qui prend la responsabilité de gracier les militaires le 27 décembre 1990, première étape d'une réconciliation nationale. Il en va de même au Chili, où l'armée avait fait voter en 1989 une loi d'amnistie concernant la période de 1973 à 1979 : en corollaire, une loi de réconciliation, de 1992, prévoit des dédommagements aux familles des victimes (entre 5 et 8 000)... mais l'armée fait toujours pression et en 1995, le général Pinochet menaçait encore le gouvernement après la condamnation du général Contreras pour l'assassinat d'un ministre de S. Allende. Aussi, son arrestation à Londres en 1998, à l'instigation du

LE CAS PINOCHET

◆ Augusto Pinochet (1915-2006) incarne les problèmes posés par la transition démocratique et la question de la réconciliation. Dictateur puis président constitutionnel (du fait de la constitution votée en 1980), A. Pinochet est à la fois l'homme du coup d'État (1973) et du « miracle chilien ». À son départ du pouvoir, en 1990, il demeure commandant en chef de l'armée (1990-1998) puis sénateur à vie, ce qui, constitutionnellement, lui garantit l'immunité. Mais en visite à Londres le 16 octobre 1998, il tombe sous le coup d'un mandat d'arrêt international délivré par le juge espagnol B. Garçon, lequel enquête sur des victimes espagnoles de la junte. Au final, si la procédure Garçon échoue (non sans débats, tant à Londres qu'au Chili), il n'empêche qu'A. Pinochet, de retour au Chili en 2000, se trouve alors sous le coup d'une série de poursuites (son immunité est levée), du fait de plaintes (350) pour violation des Droits de l'homme. Déclaré coupable à maintes reprises, il déclare encore, à la veille de sa mort, assumer les « responsabilités politiques » de ses actions. ◆

juge espagnol B. Garzon, pose crûment la question des crimes sur lesquels s'est bâtie la dictature et de leur sanction, nationale ou internationale. Du reste, en 1990, le président Alwyn désigne une commission « vérité et réconciliation » dite commission Rettig (du nom de son président, Raul Rettig) pour faire la lumière sur les exactions de la période Pinochet (1973-1990). Le rapport, rendu en 1991, évalue à près de 3 000 le nombre de personnes disparues pour raisons politiques. Il est complété, en 2004, par un autre rapport sur l'usage de la torture, le rapport Valech (rendu par Mgr S. Valech en 2004) qui dénombre 29 000 cas de torture avérés. L'affaire Pinochet résume les ambiguïtés des politiques de réconciliation « contraintes » par l'armée...

L'influence de l'armée reste parfois préoccupante. C'est du reste le même schéma au Brésil où, après une loi d'amnistie de 1979, l'armée s'oppose à de nouvelles enquêtes sur la période 1964-1985. En 1995, le président F.-E. Cardoso dépose donc un projet de loi d'indemnisation des familles de disparus.

Le cas uruguayen est original : si, comme dans d'autres régimes en transition, une loi d'amnistie des exactions militaires a été votée (par référendum) en avril 1989, le fait que cette loi couvre également les exactions de la guérilla des Tupamaros est l'indice d'une conception sinon plus juste, du moins plus équitable de la réconciliation.



Conclusion

Le continent sud-américain entre dans le ^{xxi}^e siècle avec un héritage lourd : celui des dictatures et de la violence politique, celui des politiques libérales et du choc de la crise économique, celui des populismes comme modèle de transition politique. Certes, la démocratie parvient à s'imposer petit à petit et, tant du fait du recul américain que d'une indépendance accrue (appuyée notamment sur des réserves énergétiques importantes), on assiste même à un basculement, notamment en Amérique du Sud, vers la gauche, au risque du populisme dans un continent où la pauvreté est endémique (on estime, en 2006 que 43 % de la population d'Amérique latine vit dans la pauvreté) et où le rêve bolivarien subsiste (incarné notamment par H. Chavez au Venezuela). Si les atouts régionaux sont nombreux, et si les politiques visant à une meilleure coopération entre les États, par des accords multilatéraux, sont prometteuses, la situation demeure complexe et les conflits régionaux encore vivaces.

Bibliographie

Ouvrages généraux

- A. ARTIGAS, *Amérique du Sud, des démocraties inachevées*, Armand Colin, 2006. Une synthèse remarquable, organisée thématiquement.
- C. BATAILLON, J.-P. DELER, H. THÉRY, *Amérique latine*, Hachette Reclus, 1991 (dans la collection « Géographie Universelle »).
- O. DABÈNE, *L'Amérique latine au xx^e siècle*, Armand Colin, 1994.
- O. DABÈNE, *Amérique latine, des élections contre la démocratie*, Presses de Science po, 2008.
- A. ROUQUIÉ, *Amérique latine, introduction à l'Extrême-Occident*, Seuil, 1987.
- P. SALAMA et J. VALIER, *L'Amérique latine dans la crise*, Nathan, 1991.
- P. VAYSSIÈRE, *L'Amérique latine de 1890 à nos jours*, coll. « Carré Histoire », Hachette, 1996. Une synthèse à la fois chronologique et thématique.

Ouvrages spécifiques

• Les « années Condor »

- J. DINGES, *Les Années Condor, comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*, La Découverte, 2005.
- M.-D. ROBIN, *Escadrons de la mort, l'école française*, La Découverte, 2004. Sur les racines françaises du contre-terrorisme latino-américain.
- A. ROUQUIÉ, *L'État militaire en Amérique latine*, Seuil 1982.
- A. ROUQUIÉ, *Guerres et paix en Amérique centrale*, Seuil, 1992.
- P. VAYSSIÈRE, *Les Révolutions d'Amérique latine*, Seuil, 1991.

• La transition vers la démocratie

- J. COHEN (dir.), *Amérique latine, démocratie et exclusion*, L'Harmattan, 1994.
- Y. LE BOT, *Jean-Paul II et l'Amérique latine*, L'Harmattan, 2008.
- R.-C. OSORIO (dir.), *La Gauche au pouvoir en Amérique latine*, L'Harmattan, 2007.
- G. SANCHEZ-LOPEZ, *Les Chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, L'Harmattan, 1993.
- Y. SUREL et Y. MENY, *Par le peuple et pour le peuple, le populisme et les démocraties*, Fayard, 2000.

Ouvrages par pays

- G. GUILLERM, *Le Péronisme, histoire de l'exil et du retour*, Publications de la Sorbonne, 1989.
- F. LAFAGE, *L'Argentine des dictatures*, L'Harmattan, 1991.
- J.-P. LAUDAUD, *L'Instabilité politique de l'Amérique latine, le cas de la Bolivie*, L'Harmattan, 1991.
- A. ROUQUIÉ, *Le Brésil au xxi^e siècle*, Fayard, 2006.
- VERDES LEROUX, *La Lune et le caudillo. Le rêve des intellectuels et le régime cubain*, L'arpeur, 1989.

Témoignages, biographies

- E. GUEVARA, *Journal de Bolivie*, Mille et une nuit, 1999. Le journal bolivien de Che Guevara.

Les nouveaux acteurs dans l'espace mondial

Le mouvement de décolonisation commencé après 1945, qui se poursuit de manière accélérée pendant les années 1960 et s'achève au milieu de la décennie suivante, a pour conséquence la multiplication des États indépendants (51 membres de l'ONU en 1945, 143 en 1975) ce qui bouleverse les équilibres politiques mondiaux.

1 L'affirmation du tiers-monde sur la scène internationale depuis 1945

Quelle est la place de ces États nouvellement indépendants dans les relations internationales et le concert des nations ? Avant même que le mouvement de décolonisation connaisse son apogée dans les années 1960, parallèlement aux deux Grands et à leur camp respectif, apparaît une **troisième force**, encore faible, mais qui s'affirme de plus en plus politiquement et qui tente de s'organiser : le tiers-monde. Une partie des pays qui la composent refusent de prendre position pour un bloc ou un autre : c'est le **non-alignement**.

■ Le réveil du tiers-monde (1945-1955)

En 1955, la décolonisation de l'Asie est pratiquement achevée et celle de l'Afrique est à l'ordre du jour. Le conflit algérien vient de débiter (1954). Les États issus de ces premières indépendances ont fait progressivement leur entrée dans l'organisation des Nations unies qui leur fournit une tribune pour condamner la politique coloniale des puissances européennes.

Une conférence internationale d'un nouveau genre a lieu à **Bandoeng** (Indonésie), du 18 au 24 avril 1955, sur l'initiative du Premier ministre indien Nehru. Cette **première conférence afro-asiatique** réunit vingt-neuf pays du tiers-monde, la plupart décolonisés depuis peu. Les principaux dirigeants présents à Bandoeng, outre Nehru, sont Sukarno pour l'Indonésie, Nasser pour l'Égypte et Zhou Enlai, pour la Chine. L'objectif est de créer un groupe international qui échapperait à la logique des blocs et au contrôle des deux Grands et se rencontrerait régulièrement « afin de discuter et de délibérer sur des sujets d'intérêt commun » (Sukarno). Mais dans un contexte de guerres coloniales et de difficultés de l'indépendance économique, les discussions portent surtout sur les **problèmes généraux du sous-développement**. La déclaration finale condamne le racisme et le colonialisme, d'où qu'ils viennent. Elle réclame une coopération économique internationale pour lutter contre le sous-développement. Cependant sur le plan politique, la conférence ne parvient pas à déterminer une ligne commune face aux deux Grands : des pays non-engagés comme l'Inde et l'Égypte s'opposent aux pays pro-occidentaux comme le Pakistan ou la Turquie, et aux pays communistes comme la Chine et le Vietnam du Nord. De ce fait, cette conférence a un retentissement énorme car elle marque **l'irruption du tiers-monde sur la scène internationale**, mais elle n'aura pas de suite

COMMUNIQUÉ FINAL DE LA CONFÉRENCE DE BANDOENG, 24 AVRIL 1955

◆ [...] La conférence, après avoir discuté le problème des peuples dépendants du colonialisme et des conséquences de la soumission des peuples à la domination et à l'exploitation étrangères, est d'accord :

– pour déclarer que le colonialisme sous toutes ses formes est un mal auquel il doit être rapidement mis fin ;

– pour affirmer que la soumission des peuples au joug étranger et à l'exploitation étrangère constitue une violation des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la charte des Nations unies et est un obstacle à la consolidation de la paix mondiale ;

– pour affirmer son soutien à la cause de la liberté et de l'indépendance de tels peuples. [...] ◆

concrète. Aucune organisation permanente ne fut créée et elle ne fut suivie d'aucun sommet du même type avant celui de Jakarta, en 1992. Le communiqué final place le tiers-monde en première ligne du combat pour la décolonisation et **dénonce toute forme de dépendance**, qu'elle soit économique, politique, sociale ou bien même culturelle. La conférence affirme le **droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**, l'égalité des races et des nations, le refus de toute agression et d'ingérence dans les affaires intérieures d'un État. Elle condamne la constitution de zones d'influence par une grande puissance (le droit à la décolonisation triompha en 1960, avec une déclaration de l'ONU sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux). La conférence prône également la **coexistence pacifique**, le désarmement, l'interdiction des armes atomiques. Elle inaugure une voie nouvelle qui permettrait aux peuples du tiers-monde d'échapper à la logique des blocs. Enfin, les participants proposent la création d'un fonds de l'ONU destiné au développement économique des États les plus défavorisés, pour qu'ils ne deviennent pas les « clients » d'une grande puissance. Cette proposition se concrétisera en 1964 avec la création de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, dont la tâche consiste, entre autres, à la stabilisation des cours des matières premières et à l'aide internationale). Désormais, le tiers-monde n'est plus seulement un enjeu, mais également **un acteur** sur la scène mondiale. Malgré ses divisions réelles (entre États pro-capitalistes et États socialistes), la conférence réussit à proposer une **voie neutraliste**. L'idée est reprise à Brioni en juillet 1955, dans un contexte d'aggravation de la guerre froide : Nasser, Nehru et Tito condamnent le colonialisme sous toutes ses formes et définissent pour la première fois les principes du non-alignement.

■ L'essor du « tiers-mondisme » (1955-1975)

La poursuite du mouvement de décolonisation s'accompagne de la recherche d'un discours commun à l'ensemble des pays formant le tiers-monde, tâche rendue difficile par de fortes divergences idéologiques. Ce groupe de pays va s'étoffer au fur et à mesure des nouvelles indépendances, les **conférences successives** comportant un nombre de plus en plus important de participants (Belgrade, 1961 : 25 pays ; Le Caire, 1964 : 46 pays ; Lusaka (Zambie), 1970 : 54 pays ; Alger, 1973 : 86 pays). Mais l'événement déclencheur de cette prise de pouvoir sur la scène internationale est sans conteste la crise de Suez.

La crise de Suez (1956)

Cette crise se situe à la croisée de trois problèmes internationaux : les soubresauts de la décolonisation au Maghreb, la logique des deux blocs de la guerre froide et le deuxième conflit israélo-arabe (interdiction aux arabes de passer par le Golfe d'Aqaba).

Dans ce contexte, l'annonce par Nasser (Égypte), le 26 juillet 1956, de la **nationalisation de la Compagnie du canal de Suez** (à capitaux majoritaires franco-britanniques) marque une nouvelle étape de l'affirmation politique du tiers-monde et par ailleurs d'un renforcement de l'indépendance de l'Égypte, en particulier économique (les Américains lui ont refusé un prêt pour l'aménagement hydroélectrique du Haut Nil, en raison de sa proximité idéologique avec les Soviétiques).

Dans un premier temps, la Grande-Bretagne, la France et Israël mènent une intervention militaire conjointe le 29 octobre, pour des motifs différents (protection des actionnaires et maintien du contrôle dans la région, pour les Britanniques ; lutte contre l'aide apportée par les Égyptiens aux fellagas algériens, pour les Français ; menaces égypt-

CONFÉRENCE DE BRIONI, 1956

◆ Le « non-alignement » naît en juillet 1956, avec la conférence de Brioni (Croatie, ex-Yougoslavie) réunissant Nasser, Nehru et Tito. ◆

LA NATIONALISATION DU CANAL DE SUEZ, 26 JUILLET 1956, GAMAL ABDEL NASSER

◆ « La pauvreté n'est pas une honte, mais c'est l'exploitation des peuples qui l'est. Nous reprendrons tous nos droits, car tous ces fonds sont les nôtres, et ce canal est la propriété de l'Égypte. La compagnie est une société anonyme égyptienne, et le canal a été creusé par 120 000 Égyptiens, qui ont trouvé la mort durant l'exécution des travaux. Nous irons de l'avant pour détruire une fois pour toutes les traces de l'occupation et de l'exploitation. [...] Nous réalisons ainsi une partie de nos aspirations et nous commençons la construction d'un pays sain et fort. Aucune souveraineté n'existera en Égypte à part celle du peuple d'Égypte, un seul peuple qui avance dans la voie de la construction et de l'industrialisation et un bloc contre tout agresseur et contre les complots des impérialistes. Nous réaliserons, en outre, une grande partie de nos aspirations, et construirons effectivement ce pays car il n'existe plus pour nous quelqu'un qui se mêle de nos affaires. Nous sommes aujourd'hui libres et indépendants. [...] » ◆

tiennes et arabes pour les Israéliens). Dès le 6 novembre, les deux rives du canal sont sous le contrôle des trois alliés et l'Égypte est défaite militairement.

Nasser s'appuie alors sur son allié soviétique qui à son tour fait appel aux Américains pour le **respect des « zones d'influence »**. C'est l'occasion pour les Américains de rappeler à leurs alliés que rien ne peut se faire sans leur accord : ils sont sommés de retirer leurs troupes. Nasser a ainsi transformé une cinglante défaite militaire en une victoire diplomatique, le « **nassérisme** » devient le **modèle** pour le tiers-monde.

Des évolutions assez lentes

Deux ans plus tard, lors de la **conférence d'Accra** (15-22 avril 1958), l'Éthiopie, le Ghana, le Libéria, la Libye, le Maroc et la République arabe unie (fédération de l'Égypte et de la Syrie) dénoncent toutes les formes de colonisation. Un immense espoir est né, que les pays du tiers-monde vont tenter de concrétiser en s'appuyant sur l'ONU. Quelque temps après, l'influence de ces pays réussit à faire pencher l'équilibre à la tribune de l'Assemblée générale : le 14 décembre 1960, est adoptée la **résolution 1514** qui reconnaît la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes, la légitimité des luttes de libération nationale, le droit à l'autodétermination et au libre choix du développement économique, social et culturel propre à chaque peuple.

La conférence de Belgrade (1961)

La conférence de Belgrade (1^{er} au 6 septembre 1961) où sont invités, avec les pays africains et asiatiques, des pays d'Amérique latine et même trois pays européens « neutres » (Yougoslavie, Autriche, Finlande), est marquée par la **création du mouvement des pays non-alignés**, qui refuse la politique des deux blocs. La notion de non-alignement ne recouvre donc pas exactement celle de tiers-monde, mais les discussions portent bien sur ses préoccupations : problèmes politiques (colonialisme résiduel, guerre du Vietnam, apartheid, politique d'Israël) et problèmes économiques qui sont de plus en plus présents au cœur des discussions.

Ainsi, le neutralisme se transforme à partir des années 1960 en mouvement des pays non-alignés, mais ne rencontre un écho important que grâce à la **forte personnalité des leaders** qui portent le mouvement, comme Nasser, Nehru ou Tito. À l'inverse, la radicalisation politique recherchée par d'autres leaders comme Fidel Castro (position pro-soviétique), promoteur d'un rapprochement entre l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie, est à l'origine de tensions qui montrent les limites de ce mouvement.

■ La création d'organisations régionales

Des organisations régionales se mettent peu à peu en place pour défendre certains intérêts spécifiques, mais leur rôle est resté finalement limité. Elles ont cherché à remédier aux crises politiques que traversaient les nouveaux États et à les unir, souvent en vain.

La Ligue des nations arabes (Égypte, Irak, Syrie, Liban, Transjordanie, Arabie Saoudite et Yémen) est créée en 1945. Elle parvient peu à peu à regrouper la totalité des pays arabes à qui l'hostilité à Israël sert de ciment. Le **panarabisme** (visant à unir tous les peuples de langue arabe et à développer entre eux des liens de solidarité) est promu, en particulier par Nasser. Mais des conflits existent en son sein, qui affaiblissent sa représentativité.

CONFÉRENCE DE BELGRADE, 1961

◆ La conférence de Belgrade lance le mouvement des non-alignés en 1961, rassemblant 25 pays qui refusaient de s'engager auprès d'un des deux blocs de la guerre froide. ◆

Sur le continent américain, c'est tout d'abord l'**Organisation des États américains** (OEA) qui voit le jour en 1948, regroupant un ensemble de pays largement alignés sur la politique des États-Unis. En 1966, une organisation concurrente naît à son tour : l'**Organisation latino-américaine de solidarité** (OLAS). Mais aucune de ces deux organisations politiques ne réussit à obtenir une influence majeure. La voie de la solidarité passera plutôt par des organisations économiques régionales (Mercosur, pacte andin, etc.).

À Accra, en 1958, le Ghanéen Nkrumah lance une série de conférences visant à promouvoir le **panafricanisme** (mouvement tendant à rendre solidaires les nations du continent africain) qui se développe aux débuts des années 1960, au moment où la plupart des pays de l'Afrique noire accèdent à l'indépendance. C'est dans cette lignée que 32 chefs d'États et de gouvernements africains indépendants, réunis à Addis-Abeba (Éthiopie), adoptent, le 25 mai 1963, la charte de l'**Organisation de l'unité africaine** (OUA). Cette charte, qui fait référence à la Déclaration universelle des Droits de l'homme des Nations unies, est inspirée par la volonté de promouvoir l'unité et la solidarité des États africains et de devenir le porte-parole collectif du continent. Elle affirme l'égalité souveraine de tous les États membres, le principe de la non-ingérence et le respect de l'**intégrité territoriale** (donc des frontières issues de la colonisation, afin d'éviter tout précédent). Un de ses objectifs est de favoriser la coopération internationale et de **contribuer à l'éradication du colonialisme**, d'où un appui aux mouvements d'indépendance. Par la suite, les questions économiques et la prévention des conflits seront de nouveaux thèmes de réflexion de l'OUA. Cependant, même si elle s'efforce de contribuer au règlement des conflits internes à l'Afrique, elle n'a pas toujours montré assez d'efficacité dans le maintien de la paix tout comme dans la promotion de la démocratie sur le continent africain. Bien que rapidement déchirée, au temps de la guerre froide, entre une tendance réformiste et une autre plus révolutionnaire, elle s'est cependant progressivement imposée comme une force politique. En Asie, si l'**Association des nations d'Asie du Sud-Est** (ASEAN : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Brunei) s'est constituée en 1967 dans le but principal de coordonner l'action de gouvernements hostiles à la remise en cause du *statu quo* politique dans cette région, elle a par la suite développé essentiellement des aspects économiques (liberté du commerce, programmes communs de recherche) et culturels.

■ L'affirmation économique

Au-delà des mouvements de nature politique, les pays du tiers-monde, devant le fossé qui s'élargit avec les pays développés, parviennent à imposer la nécessité d'un dialogue Nord-Sud.

En 1960, l'**Organisation des pays exportateurs de pétrole** (OPEP) s'est constituée pour revendiquer une revalorisation du pétrole et des minéraux, afin de pouvoir concurrencer les firmes anglo-américaines et obtenir une plus juste rétribution qui permette le développement des pays producteurs. Cette création n'a pas modifié le cours du pétrole, le redressement des prix est simplement dû à l'augmentation de la consommation mondiale dans une phase de forte expansion. Mais avec la crise monétaire de 1971 (décrochage et dévaluation du dollar), des tensions sont sensibles sur le marché international.

La CNUCED et le groupe des 77

À la suite de l'entrée massive à l'ONU des pays de l'Afrique noire et de l'Afrique du Nord, qui donnent désormais au tiers-monde la majo-

RÉSOLUTION DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE (OUA)

SUR LES FRONTIÈRES

◆ « L'Assemblée des Chefs d'État et de gouvernement, lors de sa première session du 17 au 21 juillet 1964 :

- considérant que le problème des frontières constitue un facteur permanent de dissension ;
 - considérant que les frontières des États africains, au jour de leur indépendance, constituent une intangible réalité ;
 - considérant l'impérieuse nécessité de régler par des moyens pacifiques et dans un cadre uniquement africain, tout conflit entre États d'Afrique ;
- Déclare solennellement que tous les États membres s'engagent à respecter les frontières existant à l'avènement de l'indépendance nationale. » ◆

CHRONOLOGIE DE L'ÉMERGENCE DU TIERS-MONDE

1947 – 15 août : Indépendance de l'Inde et du Pakistan.

1949 – 1^{er} oct. : Création de la république populaire de Chine par Mao Zedong.

1952 – Création de l'expression *tiers-monde* par Alfred Sauvy.

1955 – 18-24 avril : Conférence de Bandoeng.

1956 – juillet : Conférence de Brioni.

1956 – Nationalisation du canal de Suez par Nasser.

1961 – Premier sommet des pays non-alignés à Belgrade (25 pays).

1963 – mai : Création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

1964 – Première CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement).

1973 – Quatrième sommet des pays non-alignés à Alger.

1974 – Indépendance de la Guinée-Bissau.

1990 – Indépendance et fin de l'apartheid en Namibie.

1991 – Fin de l'apartheid en Afrique du Sud.

Voir le chapitre 25.

rité à l'Assemblée générale de l'ONU, 75 pays fondent en 1963 la **Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement** (CNUCED), sise à Genève, avec pour objectif d'améliorer les échanges entre le tiers-monde et les pays les plus industrialisés. La principale revendication est une augmentation du prix des matières premières. Avec deux nouveaux membres en 1965, c'est désormais du « **Groupe des 77** » dont on parle et celui-ci fait l'unanimité sur la nécessité de lutter contre le sous-développement. Il réussit à conclure quelques accords internationaux sur les prix des produits de base et demande une réforme du système monétaire international, un allègement des dettes publiques et une refonte du droit de la mer, mais en vain (refus des États-Unis).

Ce « Groupe des 77 » va jouer un rôle très important tant au moment de la crise pétrolière de 1973 (sommet d'Alger) que dans son soutien aux mouvements de libération des derniers territoires colonisés ou dans la lutte contre l'apartheid. Puis il va décliner jusqu'à ne plus représenter qu'un cadre symbolique.

La conférence d'Alger (1973) et ses conséquences

La conférence d'Alger rassemble les délégués de 84 pays et les représentants d'une douzaine de mouvements de libération et s'achève par la rédaction d'une **charte des non-alignés** qui affirme le principe de la décolonisation économique et de l'entraide. Elle marque le second apogée du non-alignement (après Bandoeng) et débouche sur un véritable « consensus des pauvres » qui revendique la création d'un nouvel ordre économique international, après la prise de conscience que l'indépendance politique est une illusion sans une authentique indépendance économique. Elle **dénonce la division internationale du travail**, l'écart qui se creuse entre les prix des matières premières et celui des produits manufacturés. Elle définit deux engagements : promouvoir des ententes entre pays producteurs pour obtenir une hausse des cours des matières premières et créer une solidarité pour permettre aux nouveaux États de se dégager de la tutelle des pays riches, d'un camp ou de l'autre. Une des conséquences majeures en est la décision prise par l'OPEP qui conduit à une **hausse brutale des prix du pétrole** (multipliés par quatre en octobre) et une restriction de la production, ceci en grande partie pour des raisons politiques (4^e guerre israélo-arabe, dite du Kippour, déclenchée par l'Égypte et la Syrie).

Cependant, malgré cette volonté commune, **de sérieuses divisions** subsistent entre régimes prosoviétiques (Cuba, Guinée, Ghana, Algérie), pro-occidentaux (Arabie, Éthiopie, Liban, Iran, Pakistan) et neutralistes, restés dans l'esprit initial du mouvement. Ces positions politiques diverses attestent des priorités différentes selon les pays et les continents. Nasser évoque « la **doctrine des trois cercles** » dans laquelle s'insère l'Égypte : « la zone arabe qui nous entoure », le monde musulman et le monde africain. Boumediene inscrit pour sa part l'Algérie dans deux cercles plus vastes : celui du Maghreb arabe et le camp du tiers-monde, dont l'Algérie est désormais un des leaders. Pour les Asiatiques et les Latino-Américains, les priorités sont différentes. Ces divergences vont progressivement prendre le pas sur le concept de troisième voie de développement.

Le premier choc pétrolier semble donner aux pays du tiers-monde les moyens de se faire entendre, et de fait, les années 1970 et 1980 sont ponctuées d'accords visant à réformer l'économie mondiale. Mais l'unité politique s'avère un échec.

■ L'éclatement du tiers-monde depuis 1975

Des enjeux pour les grandes puissances

Les pays non-alignés restent **un enjeu** de la guerre froide, particulièrement dans les années 1970 où les Américains s'engagent de plus en plus sur le continent africain, face aux Soviétiques et aux Chinois. Ainsi, la conférence suivante des « non-alignés » se tient à La Havane en 1979, et Fidel Castro, dont le « neutralisme » est très prosoviétique, en devient même le président. À la fin du **xx^e siècle**, **le mouvement des non-alignés regroupait plus de 110 pays** et se voulait le porte-parole des problèmes des pays sous-développés, dans un nouveau contexte mondial, mais il s'est cantonné dans un antagonisme Nord-Sud un peu caricatural.

Lors de la **conférence de Paris de 1981** (CNUCED), une prise de conscience des énormes différences entre pays à très faibles revenus et d'autres mieux pourvus (exportateurs de pétrole) permet la mise en place d'un plan d'action en faveur des 31 pays les plus pauvres du monde ou pays les moins avancés (PMA). Des conférences Nord-Sud ont lieu à Paris en 1975 et 1977, et à Cancun en 1984, à l'initiative des Nations unies. Mais elles restent sans lendemain.

L'Afrique : entre néocolonialisme et développement chaotique

Les grandes puissances continuent cependant d'imposer leur influence sur de nombreuses régions, en particulier en Afrique, alors que les écarts ne cessent de s'accroître entre pays du tiers-monde (les pays arabes et certains pays africains s'enrichissent du fait du choc pétrolier, mais ils dilapident parfois leurs revenus pétroliers), et **le néocolonialisme** peut donc jouer sur ces antagonismes. Ces déséquilibres sont à l'origine de **nombreuses tensions** entre pays ou entre factions politiques, d'où de nombreuses **guerres**. Toutes ces violences vont à l'encontre de la démocratie qui est encore très loin d'être la règle.

Les effets de la fin du monde bipolaire

Au début des années 1990, la dissolution des blocs n'a fait que renforcer les désordres et elle a privé certains pays de leurs **aides économiques** habituelles (par exemple, dépendance de Cuba vis-à-vis de l'URSS). Seuls quelques **nouveaux pays industrialisés** (NPI) émergent du sous-développement. Le tiers-monde ne s'est réellement manifesté comme un ensemble à vocation unitaire qu'une dizaine d'années, en l'absence d'une réelle solidarité entre les États qui le composaient. La notion de tiers-monde se révèle être un **concept occidental** qui tend à globaliser des pays qui, bien au contraire, tendent à faire prévaloir leurs intérêts nationaux. Les ensembles durables sont, d'une part, ceux qui associent les pays du tiers-monde avec les anciennes métropoles – tels que les accords de Yaoundé passés entre la CEE et les pays d'Afrique francophone (1963) et ceux de Lomé (1975) entre la communauté européenne et les pays de la zone ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) – et d'autre part, les ensembles économiques régionaux précédemment évoqués.

Voir le chapitre 25.

DE LOMÉ À COTONOU

◆ La convention de Lomé (1975) repose sur le principe de la coopération de la CEE (puis de l'UE) avec 47 pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). Accord de coopération commerciale, mais aussi aide au développement et coopération politique, elle a connu 3 renouvellements (Lomé II en 1979, Lomé III en 1984, Lomé IV en 1990, révisé en 1995), avec des élargissements successifs (de 57 à 70 pays). Il s'agit pour les pays européens d'accorder des préférences commerciales à ces pays en développement, afin de favoriser les exportations et d'en stabiliser les prix (STABEX), mais sans ingérence dans leurs politiques économiques nationales. Depuis Lomé III, on tend à favoriser d'abord l'autosuffisance alimentaire plutôt que le développement industriel. Avec Lomé IV se sont développées des actions en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et de la défense de l'environnement. L'accord de Cotonou succède, en 2000, à ces générations d'accords. Il représente le plus grand cadre financier et politique au monde pour la coopération Nord-Sud. ◆

2 Le rôle des organisations internationales

■ La place retrouvée de l'ONU

Un rôle nouveau

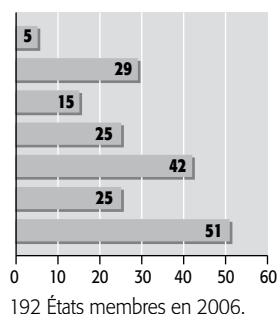
Si l'ONU existe depuis 1945, et n'est donc pas à proprement parler un « nouvel » acteur des relations internationales, l'organisation a cepen-

UNE NOUVELLE ÈRE...

◆ « Un nouvel ordre mondial peut émerger de ces temps troublés, une ère nouvelle, plus libre de la menace de la terreur, plus forte dans sa recherche de la justice, plus sûre dans la recherche de la paix, une ère dans laquelle les pays de l'Est comme de l'Ouest, du Nord comme du Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie. » ◆

Discours du président George H. W. Bush, 11 septembre 1990, devant le Congrès américain, après l'invasion du Koweït par l'Irak.

Entrée successive des États à l'ONU



LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD) (TEXTE ADOPTÉ LORS DU SOMMET DU MILLÉNAIRE, EN 2000)

◆ Les États membres des Nations unies ont convenu de huit objectifs essentiels à atteindre d'ici à 2015 :

- réduire l'extrême pauvreté et la faim ;
- assurer l'éducation primaire pour tous ;
- promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes ;
- réduire la mortalité infantile ;
- améliorer la santé maternelle ;
- combattre le VIH/sida, la paludisme et d'autres maladies ;
- assurer un environnement durable ;
- mettre en place un partenariat pour le développement. ◆

Voir le chapitre 25.

dant **un nouveau rôle depuis 1991**. Pendant toute la durée de l'affrontement Est-Ouest, le droit de veto bloquait régulièrement les décisions du Conseil de sécurité dans le domaine des interventions dans les conflits (dans les dernières décennies, l'usage du veto s'est largement renforcé, mais il n'est plus utilisé pour les mêmes motifs). Les choses ont commencé à changer à partir de 1985, avec l'inflexion nette de la **politique étrangère soviétique** (Gorbatchev). À la fin des deux blocs, le système onusien a retrouvé un véritable rôle dans les relations internationales.

L'ONU a fêté ses soixante ans d'existence en 2005. Malgré les nombreuses critiques à son encontre et ses quelques échecs, l'organisation a su s'adapter à la situation nouvelle, renforcer le dialogue multilatéral et développer le droit international. Lors de sa création, elle comprenait 51 membres, elle en compte aujourd'hui 192, soit presque la totalité des États de la planète.

Des objectifs élargis

Les blocages de la guerre froide ont contribué à orienter l'**action des Nations unies** sur de nouvelles pistes, économiques, sociales ou humanitaires, qui aujourd'hui ont pris la plus grande place dans le dispositif global de l'ONU. Ainsi, après avoir œuvré au cours des années 1950, à la décolonisation, seul domaine où les deux Grands convergeaient, et les Droits de l'homme (Déclaration universelle des Droits de l'homme, 1948), l'ONU a, en toute logique, déployé ensuite son action vers le **développement** des pays nouvellement émancipés, tout d'abord avec les institutions déjà existantes dans les secteurs de la santé (OMS) et du travail (OIT), de l'agriculture et de l'alimentation (FAO), de l'éducation et du patrimoine mondial (UNESCO) et de l'enfance (UNICEF et convention sur les droits de l'enfant). Par la suite, ont été créées des institutions nouvelles, telles que la CNUCED (1964) et de très nombreux autres programmes et structures (réfugiés, condition de la femme, environnement, etc.).

Depuis une vingtaine d'années, en réaction à la persistance de très grands écarts de développement entre les pays émergents les plus dynamiques et les pays les moins avancés, l'ONU a encore renforcé son action d'aide au développement. Les **objectifs du millénaire** (pour 2015), qui vont de la réduction de moitié de l'extrême pauvreté à l'éducation primaire pour tous, en passant par l'arrêt de la propagation du virus du sida, mettent la priorité en ce sens.

Une action renforcée

Les **résolutions** de l'Assemblée générale (plus de 12 000 en soixante ans), ne sont pas obligatoires, y compris pour les pays qui les ont votées, ce qui limite leur portée. En revanche, le Conseil de sécurité peut prendre des **mesures coercitives** pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. Ces mesures peuvent aller de sanctions économiques (obligatoires) jusqu'à l'intervention armée. Malgré le principe, inscrit dans la Charte, de la non-intervention dans les affaires intérieures des pays, l'idée du **droit d'ingérence**, voire du devoir d'ingérence, notamment pour l'humanitaire, afin de protéger les populations a progressivement gagné.

La principale mission de l'ONU dans le domaine politique est celle de la **prévention des conflits** et du **maintien de la paix**. Ces opérations de maintien de la paix sont assurées par des contingents de **casques bleus**, troupes régulières fournies volontairement par les États membres pour une mission précise. De plus en plus nombreux, ces personnels, engagés sur plus d'une dizaine de théâtres d'opération, dépassent les

100 000 personnes, dont environ 85 000 soldats en uniforme (en 2007, contre sept fois moins une décennie plus tôt). Ce sont le Pakistan, le Bangladesh et l'Inde qui en fournissent les plus gros contingents (de 9 000 à 11 000 soldats, chacun), ce qui constitue un renversement complet de la situation de la guerre froide où les contingents provenaient essentiellement des pays du Nord.

Une stratégie globale

L'ONU coopère avec l'OTAN pour certaines opérations (Afghanistan, ex-Yougoslavie), mais aussi avec d'autres **organisations régionales**, telle que l'Union africaine (pour le Darfour), ou bien autorise certaines opérations sans y participer (guerre du Golfe). À l'origine, les soldats en mission pour l'ONU n'étaient autorisés à faire usage de leurs armes qu'en cas de légitime défense. Devant l'augmentation des pertes, due entre autres aux nouvelles formes de conflits, ils ont progressivement obtenu le **droit de riposter** plus vigoureusement, et même de procéder à des opérations préventives plus offensives. Mais ce peut être le début d'un engrenage violent, car de ce fait, ils ne sont plus considérés comme « neutres ».

Ces opérations sont de plus en plus complexes, car elles comportent aussi le volet « reconstruction » et « renforcement » de la paix (*peace building*). C'est la quatrième étape de la **stratégie globale des Nations unies pour la résolution des conflits**, qui comprend tout d'abord la prévention (*conflict prevention*), la négociation de paix (*peace making*) et le maintien de la paix (*peace keeping*). Ce type de missions dépasse le domaine sécuritaire et implique la participation à la construction d'un État de droit (reconstruction d'une administration et d'une police nationale), la protection des Droits de l'homme, le soutien au processus politique (organisation d'élections) et l'assistance économique, technique et humanitaire. Tout ceci a fait augmenter énormément **les coûts** qui ont été multipliés par six en une dizaine d'années (une partie étant directement à la charge des États fournisseurs de troupes). Pour 2008-2009, l'Assemblée générale a adopté un budget biennal de 4,2 milliards de dollars.

■ Vers une grande alliance militaire ?

L'adaptation de l'OTAN à la nouvelle donne

De sa naissance en 1949 à la fin des deux blocs en 1991, l'Alliance atlantique a un rôle unique : **protéger l'Europe** d'éventuelles agressions soviétiques. La grande nouveauté de cette alliance est qu'elle s'accompagne de la mise en place d'une structure politico-militaire permanente et réactive. Opposée à partir de 1955 au pacte de Varsovie, elle se retrouve en position de monopole après l'effondrement de ce dernier, et sans ennemi déclaré. **Sa survie** aurait donc pu légitimement être mise en question, mais la volonté américaine était de rester présente en Europe (influence politique et montée potentielle des périls), la majorité des pays membres et leur opinion publique souhaitaient son maintien, enfin les nouveaux pays de l'Est désiraient y adhérer, par défiance persistante envers la Russie.

L'OTAN a su s'adapter à la nouvelle donne des relations internationales en se réformant (1999), en élargissant ses **objectifs** (définition d'un nouveau concept stratégique) et en aménageant ses **méthodes** d'action. Elle a intégré une grande partie des pays issus de l'ancien bloc soviétique, mais elle doit de ce fait défendre une zone de traité élargie. L'OTAN a développé **un partenariat actif avec l'ONU**, qui ne va pourtant pas toujours sans difficulté. En effet, les deux organisations ont

CONTRIBUTIONS DES ÉTATS MEMBRES AU BUDGET DE L'ONU

◆ La contribution de chaque État est calculée selon un système de quote-part (relatif à la part du PNB dans l'économie mondiale), pondéré : la quote-part maximale pour les pays les moins avancés étant de 0,01 % ; la contribution américaine est passée (2001) de 25 % à 22 %, désormais la limite maximale de contribution. ◆

Contributions dépassant 2 % du budget	Quote-part 2008 (en %)
États-Unis d'Amérique	22,00
Japon	16,62
Allemagne	8,58
Royaume-Uni	6,64
France	6,30
Italie	5,08
Canada	2,98
Espagne	2,97
Chine	2,67
Mexique	2,26
Total	76,1

Source : ONU.

ÉVOLUTION DU RÔLE DE L'OTAN

◆ « Nous confirmons aujourd'hui que notre Alliance est disposée à soutenir, cas par cas et conformément à nos propres procédures, des opérations de maintien de la paix menées sous l'autorité du Conseil de sécurité des Nations unies, à qui revient la responsabilité principale des questions touchant à la paix et à la sécurité internationales. Nous sommes prêts à répondre positivement aux initiatives que pourrait prendre le Secrétaire général des Nations unies afin que l'Alliance puisse aider à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. » ◆

Déclaration des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN, Bruxelles, 17 décembre 1992

LES MEMBRES DE L'OTAN

◆ L'OTAN comprenait 26 membres en 2008.

Fondée en 1949 par 12 pays membres – Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni, l'OTAN s'est associée en 1952 à la Grèce et la Turquie, en 1955 à la RFA et en 1982 à l'Espagne. En 1990, avec la réunification de l'Allemagne, la partie orientale de l'Allemagne (ex-RDA) en est devenue membre, de fait. La Hongrie, la Pologne et la République tchèque y ont adhéré en 1999. Le cinquième élargissement a eu lieu en 2004, avec l'entrée de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie.

De nouveaux candidats frappent encore à sa porte : la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la république de Moldavie et l'Ukraine, mais aussi la Macédoine. Lors du sommet de Bucarest, en avril 2008, celle-ci s'est heurtée au veto de la Grèce. D'autre part, les candidatures de la Géorgie et de l'Ukraine sont remises à plus tard du fait de la forte opposition de la Russie. ◆

Voir le chapitre 21.

une histoire, une culture, des pratiques très différentes : l'ONU est une organisation de « négociation » ; l'OTAN, un outil militaire qui a la capacité juridique d'intervenir en dehors des cas de légitime défense. Néanmoins cette coopération permet à l'ONU de se décharger d'un certain nombre de missions, souvent les plus périlleuses. C'est le cas en particulier en Afghanistan où elle est confrontée à une situation très difficile qu'elle maîtrise mal, pour des raisons multiples, parmi lesquelles les moyens relativement limités dont elle dispose.

L'OTAN et les alliances régionales

Depuis sa dernière réforme, la situation internationale a encore beaucoup changé. Certains estiment que l'OTAN a besoin d'une **nouvelle stratégie** plus globale qui laisserait plus de place à la prévention des crises et des conflits, ce qui peut nécessiter une forme d'action autre que militaire et de nouveaux outils, or l'organisation ne dispose que de moyens militaires. Déjà, lors de la conférence de Prague en 2002, l'OTAN a estimé qu'elle devait agir « où ce serait nécessaire », abandonnant ainsi la restriction des actes de défense aux zones définies par le traité initial, sans abandonner la priorité donnée à la défense des pays membres. Ceci implique notamment la **coopération avec d'autres organisations** et alliances, en particulier avec l'Union européenne. En ce sens, elle se rapproche du concept d'intervention de l'ONU.

Avec l'Union européenne, elle a conclu un partenariat dans le cadre de la gestion des crises (« Berlin Plus »), qui permet à l'UE l'accès aux moyens militaires de l'Alliance. Celui-ci a été utilisé pour les opérations dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (opération Concordia, 2003) et pour la relève de la SFOR en Bosnie-Herzégovine (2004). Elle coopère également avec d'autres États, dont la Russie (dialogue privilégié depuis 1997) et les anciens pays du bloc de l'Est (programme du Partenariat pour la paix). Le sommet de Rome, en 2002, a créé un **Conseil OTAN-Russie** (COR) et a élargi les domaines de coopération. Elle a mis en place un programme de coopération spécifique (1994) avec sept pays du **pourtour méditerranéen** : Égypte, Israël, Jordanie, Mauritanie, Maroc, Tunisie, et avec l'Algérie, depuis 2000. Enfin, « **L'Initiative de coopération d'Istanbul** » (2004) est tournée principalement vers les pays du Golfe : Koweït, Bahreïn et Qatar.

La PESD est liée à l'OTAN, mais capable d'action autonome

Le deuxième pilier institutionnel de l'UE (défini par le traité de Maastricht) concerne la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), articulée entre le mode intergouvernemental et le mode communautaire et intégrée dans les institutions européennes. Un certain nombre d'organes spécifiques ont été mis en place pour le fonctionnement de la PESC, dont certains sont dédiés à la **Politique européenne de sécurité et de défense** (PESD).

La PESD vise à renforcer le rôle de l'UE dans la gestion internationale des crises militaires et civiles, elle est un élément essentiel de la PESC. Elle a été proposée par la France lors du sommet franco-britannique de Saint-Malo (1998), afin d'intégrer les Britanniques et d'assurer une autonomie stratégique pour l'Europe. Elle vient en complément du système d'alliance de l'OTAN, constituant ainsi **une possibilité de réponse strictement européenne**, lui permettant de déployer un certain nombre de moyens militaires, tels que renseignement, projection, contrôle et capacités stratégiques.

■ Un réseau d'associations économiques

Dans le domaine de la coopération économique, les deux dernières décennies du siècle ont vu se multiplier les **accords commerciaux régionaux** (ALENA, MERCOSUR, Groupe andin, etc.) par rapport auxquels l'Europe avait une longueur d'avance (CEE puis UE). Sur environ 250 accords commerciaux régionaux notifiés depuis 1947, la moitié l'ont été après 1994. Ceci peut sembler contradictoire dans la phase de mondialisation désormais atteinte par l'économie mondiale et que l'**Organisation mondiale du commerce** (OMC, créée en 1995) s'est efforcée de renforcer, en particulier dans le domaine de la concurrence. Or les accords régionaux peuvent être envisagés comme une manière de contourner la **logique de libéralisation multilatérale**, car ces intégrations régionales ont parfois un caractère discriminatoire pour les pays qui n'en font pas partie.

En réalité, dans une situation de concurrence imparfaite et d'interventions plus ou moins masquées des États qui n'hésitent pas, en période de crises sectorielles, à utiliser des mesures protectionnistes malgré les critiques qu'elles soulèvent, le passage par **une intégration régionale forte** est une étape importante d'une coopération internationale renforcée. L'opposition entre régionalisme et multilatéralisme semble donc être un faux débat et ces deux éléments doivent être plutôt observés dans leur complémentarité, comme des réponses pragmatiques à des situations spécifiques qui prennent aussi en compte la diversité des pays.

Les accords régionaux peuvent être de simples **zones de libre-échange** (pas de barrières protectionnistes à l'intérieur de la zone définie). C'est le cas de l'AELE, de l'ALENA, de l'APEC ou du Mercosur. Ils peuvent s'étendre à un tarif extérieur commun, dans le cas d'une **union douanière**. Avec un **marché commun**, il y a de plus une harmonisation des politiques économiques nationales. Enfin, dans le cas de l'UE, il s'agit d'une **union économique et monétaire**, les pays membres acceptant de perdre leur souveraineté en matière de politique économique, avec la création d'une monnaie unique.

3 Les autres acteurs de l'espace mondial

■ Les États et les diplomates

La diplomatie multilatérale et les évolutions technologiques (transport, communication) ont beaucoup changé les conditions d'exercice de la diplomatie depuis un siècle. **Le rôle des diplomates en est transformé**, mais pas moindre, même s'il n'est plus exclusif. L'ambassadeur conserve son rôle premier de représentation, de promotion et de protection des intérêts de son État, ces tâches étant renforcées. Dans l'État où il est accrédité, il a une fonction spécifique d'information et de négociation bilatérale, mais aussi de développement des relations économiques, culturelles et scientifiques. Tout ceci n'est pas nouveau. Mais l'**activité diplomatique évolue**, dans le contexte de la mondialisation et de l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène internationale, mais aussi de la multiplication des États. Ces derniers ont perdu l'exclusivité des sujets de droit international, au profit des organisations internationales. Ils doivent négocier avec des organisations non gouvernementales, des firmes multinationales, des mouvements religieux dont le poids s'accroît sur la scène internationale. Les sujets à traiter se sont multipliés : économie, environnement, droit de l'homme ou justice internationale.

LES PRINCIPALES ASSOCIATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES (ET DATE DE CRÉATION)

AEC (1994) : Association des États de la Caraïbe (25 pays).

AELE (1960) : Association européenne de libre-échange (4 pays restants).

ALENA (1992) : Accord de libre-échange nord-américain (3 pays).

APEC (1989) : Coopération économique Asie-Pacifique (21 pays).

ASEAN (1977, objectif de libre-échange assigné en 1992) : Association des nations de l'Asie du Sud-Est (10 pays).

CCG (1981) : Conseil de coopération du Golfe, org. économique et politique (6 pays).

CEMAC (1994) : Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (6 pays).

COMESA (1993) : Marché commun de l'Est et du Sud de l'Afrique (20 pays).

COMMUNAUTÉ ANDINE (1969) ou Groupe andin, précédemment Pacte andin (5 pays).

MCCA (1960) : Marché commun centraméricain (5 pays).

MERCOSUR (1991) : Marché commun du Sud (4 pays).

UEMOA (1994) : Union économique et monétaire de l'Ouest africain (8 pays).

UE (1992) : Union Européenne, succède à la CEE de 1957 (27 pays).

ÊTRE DIPLOMATE, C'EST UN MÉTIER

◆ « Être diplomate, c'est un métier, un vrai métier, un beau métier, un dur métier aussi. C'est vouloir servir son pays. C'est agir et négocier pour promouvoir nos intérêts économiques, notre culture et notre langue, pour contribuer au développement des pays pauvres et pour protéger l'environnement. C'est aussi être à Bagdad, à Beyrouth, à Bogotá, à Islamabad, à Kaboul, à Khartoum, à N'Djamena, dans toutes les zones de crise où les intérêts de notre pays et la sécurité de nos compatriotes sont en jeu. C'est prendre des risques physiques, pour soi-même et parfois pour les siens. » ◆

Bernard Kouchner, *Le Figaro*, 8 avril 2008 (extrait).

LE RÉSEAU DIPLOMATIQUE FRANÇAIS

◆ En 2000, la France possédait 156 ambassades, 17 représentations diplomatiques auprès d'organisations internationales et 98 postes consulaires. ◆

LES PRINCIPALES ONG

(INTERNATIONALES)

CLASSEMENT PAR IMPORTANCE DU BUDGET

1. **Catholic Charity USA** : Association humanitaire catholique.
2. **Goodwill industries** : organisation internationale d'insertion sociale et professionnelle.
3. **Croix-Rouge**.
4. **Nature Conservancy** : protection et conservation des sites naturels à travers le monde.
5. **Care international** : aide humanitaire, lutte contre la pauvreté.
6. **World Vision International** : parrainage d'enfants.
7. **Oxfam** : sensibiliser l'opinion publique sur la question de la justice économique et sociale, aide humanitaire.
8. **Save the children** : lutte pour les droits de l'enfant.
9. **Greenpeace** : défense de l'environnement.
10. **Médecins sans frontières**.
11. **Secours catholique – Caritas France**.
12. **World Wild Fund for Nature (WWF)** : association de défense de l'environnement.
13. **Handicap International** : défense des droits des personnes handicapées (en particulier des suites des guerres).
14. **Médecins du monde**.
15. **Amnesty International** : défense des Droits de l'homme.

Les diplomates doivent aussi maîtriser les outils de communication modernes, en particulier le réseau internet, largement dominés par les acteurs non étatiques. Ils doivent coopérer étroitement avec les médias, en développant **une diplomatie d'influence**. L'internationalisation croissante des dossiers a renforcé le rôle des ministères autres que ceux des Affaires étrangères. Dans le cas des pays européens, la diplomatie est largement transformée par le processus d'intégration des politiques étrangères (PESD) et par les règles juridiques communes. La plupart des accords intra-européens sont d'ailleurs négociés au plus haut niveau politique, sans l'intermédiaire des ambassades. Cependant, sur le plan économique, devenu essentiel, les diplomates sont **des agents de promotion** des entreprises de leur pays.

Pourtant, deux domaines de la diplomatie traditionnelle préservent toute leur signification : d'une part le **travail consulaire** dont l'activité est accrue en raison de la plus grande mobilité des hommes et, d'autre part, la promotion des **contacts culturels**. Le diplomate doit savoir interpréter les cultures et les mentalités pour faciliter le dialogue, particulièrement dans les situations de tension. Ils ont donc de nouveaux défis à relever.

■ Les ONG : quel rôle dans les relations internationales ?

Les noms d'Oxfam, de Médecins sans frontières, de Médecins du monde, d'Amnesty International ou de Greenpeace sont très connus, car ces grandes **organisations non gouvernementales** ont pris de plus en plus de place dans la gestion de problèmes internationaux et elles ont une importante politique de communication. Leur positionnement n'est pas neutre et la question de leur **légitimité** est posée, car elles n'ont pas de statut de droit international.

Les **principaux critères** définissant une ONG sont l'origine privée de sa constitution, le but non lucratif de son action, l'indépendance financière, l'indépendance politique et la notion d'intérêt public. Ces associations en très grand nombre (près de 65 000 recensées) couvrent des champs très larges tels que la lutte contre la faim, le soin aux victimes, la protection des enfants, celle des minorités ou encore la protection de la nature. On peut en distinguer deux grands types : les **ONG humanitaires** (ONG caritatives engagées dans l'aide d'urgence et souvent très médiatisées, ou ONG de développement qui proposent des programmes à long terme) et les **groupes de pression politique** de toute nature qui se font les porte-parole d'une cause ou œuvrent au changement de certaines attitudes gouvernementales ou de certaines juridictions nationales ou internationales.

La croissance du nombre des ONG est récente et elle a été très rapide depuis la fin des années 1990. La tendance à la forte **professionnalisation** (le salariat est désormais la règle, le volontariat l'exception) est également une donnée nouvelle : dans une situation de « concurrence » accrue, il leur faut être crédibles et donc offrir des compétences techniques spécifiques. Ceci explique que les États et les organisations internationales font de plus en plus appel à leur **expertise** (ainsi, près de 3 000 ONG ont un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies). Dans la dernière décennie, elles se sont également tournées vers de grandes entreprises privées pour des partenariats.

Leur place dans la sphère internationale est complémentaire de celle de la diplomatie classique. Elles ont souvent une emprise locale ancienne qui leur permet un dialogue pragmatique, et, dotées de structures légères et souples, elles vont aussi là où les États ne vont pas, ce qui peut leur permettre une action plus rapide, souvent plus efficace et plus indépendante aussi. Mais cette action ne va pas sans risque :

instrumentalisation par certains États, danger physique aussi, car leurs salariés sont régulièrement victimes d'assassinats ou d'enlèvements. Leur action a été récompensée à plusieurs reprises par le prix Nobel : Amnesty international en 1974 et 1977 ; six ONG (dont Handicap International) pour la Campagne internationale pour l'interdiction des mines anti-personnel, en 1997 ; Médecins sans frontières en 1999.

■ La place des acteurs économiques

Dans une économie de plus en plus mondialisée, certains acteurs économiques ont un rôle non négligeable d'influence dans les relations internationales. Il s'agit tout d'abord des grandes firmes multinationales (FMN) qui exercent leur activité à l'échelle planétaire et ont, pour certaines, une puissance financière supérieure à celui du PIB de nombreux États. Par ailleurs, avec la circulation rapide des informations et l'influence des médias, les groupes altermondialistes, qui préconisent des réformes importantes du système capitaliste – et s'opposent souvent à l'action des FMN, ont acquis une audience majeure sur la scène internationale.

Les firmes multinationales

On compte aujourd'hui plus de 65 000 firmes multinationales (et près de 900 000 filiales), qui dominent largement les échanges du **commerce international**, contre 7 000 au début des années 1980. Ce phénomène n'est donc pas nouveau, mais il a pris récemment une ampleur sans précédent. Elles ont implanté leurs unités de production dans toutes les régions du monde, pays riches ou en développement, selon la logique de l'exploitation des différences d'avantages comparatifs (main-d'œuvre, ressources, marché), mais les sièges sociaux restent très majoritairement dans les pays du Nord (90 %). Elles contribuent au développement de régions, voire de pays tout entiers (bien plus que l'aide internationale) et peuvent donc peser, selon leur puissance, sur les choix de dirigeants intéressés par leurs **investissements directs** (IDE) et par leur apport d'**emplois**.

Leur influence politique est telle qu'elles sont consultées ou sont même des partenaires officiels pour certaines négociations commerciales internationales. Conscientes des évolutions planétaires et des **nouvelles priorités internationales**, et soucieuses de préserver leur image de marque dans l'opinion publique, elles sont de plus en plus associées à des actions internationales, dans le domaine de la santé ou de l'environnement, par exemple. En 1999, le « **Pacte global** » signé entre l'ONU et plus de mille grandes sociétés les a engagées pour le respect de certaines règles éthiques dans le domaine social, financier et écologique.

Les mouvements altermondialistes

L'altermondialisme est un mouvement social qui propose un ensemble de valeurs sociales, respectueuses de l'environnement, comme moteur d'une mondialisation à visage humain, en **opposition aux logiques de l'économie libérale**. C'est un mouvement assez **hétérogène** dans ses acteurs (des représentants de la société civile tels que syndicalistes, membres d'ONG, d'organisations paysannes, groupes de citoyens), avec peu de structures fixes, dont le slogan général pourrait se résumer en : « un autre monde est possible ». Si les moyens proposés divergent en l'absence d'unité politique et de ligne directrice, les groupes qui y sont associés ont cependant quelques revendications communes, à commencer par la **contestation de l'action des institutions internationales économiques** (FMI, OCDE, G8, Banque mondiale) et la recherche d'alternatives à l'ordre mondial capitaliste.

WAL-MART, SYMBOLE

DE LA PUISSANCE AMÉRICAINE

◆ La firme multinationale américaine du secteur de la grande distribution est aujourd'hui la plus grosse entreprise du monde. Le premier magasin Wal-Mart, fondé par Sam Walton, ouvre ses portes en 1962, à Rogers (Arkansas), dans une zone rurale et délaissée. Neuf ans plus tard, l'entreprise est implantée dans cinq États américains. Basée sur une politique de prix bas, elle privilégie la périphérie des grandes villes pour bénéficier de leur clientèle des villes tout en profitant du prix bas des terrains. Dès 1991, la firme s'internationalise en s'implantant d'abord au Mexique, puis trois ans plus tard au Canada, profitant ainsi de l'accord de l'Aléna. Le périmètre s'élargit dans la seconde moitié des années 1990 avec le Brésil, l'Argentine, la Chine, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Au début du **xxi^e** siècle, le chiffre d'affaires de l'entreprise dépasse déjà celui du PIB de nombreux pays du monde, il s'élevait à plus de 350 milliards de dollars en 2006. Fin 2007, la firme contrôlait 3 500 magasins de diverses tailles aux États-Unis et plus de 3 000 magasins au dehors, et elle constituait alors le premier employeur privé aux États-Unis et au Mexique (1,9 million de salariés au total dans le monde). Ses seules ventes représentaient 2,5 % du PNB américain. ◆

La croissance rapide de ce mouvement après 1990 s'explique sans doute comme **une alternative nouvelle** face à l'échec de l'idéologie communiste, dans un système que l'on renoncerait à renverser, mais que l'on s'attellerait à réformer profondément. Il s'explique également par la multiplication des médias qui offrent un support efficace à toute action un peu originale et donc un impact garanti auprès de l'opinion publique mondiale. Ceci a contribué au développement des **formes novatrices d'action**, telles que des plates-formes de discussion, des forums sociaux (mondiaux, continentaux ou locaux) ou des contre-manifestations lors d'importants sommets internationaux.

Les premières manifestations altermondialistes **médiatisées** se sont déroulées à Seattle en 1999. Depuis, elles se succèdent plusieurs fois par an : Québec (2001), Cancun (2003). Certaines de ces manifestations peuvent dégénérer, comme celle de Gênes en 2001, contre le sommet du G8, au cours de laquelle un manifestant a été tué par la police italienne lors d'affrontements. L'organisation régulière du **Forum social mondial** (FSM) est désormais la principale activité des mouvements altermondialistes. La première rencontre a eu lieu à Porto Alegre [Brésil]. Depuis, il s'est réuni tous les ans, jusqu'en 2007, puis tous les deux ans, dans différents pays émergents ou en voie de développement. Ces forums sont conçus comme le contrepoids social du **Forum économique mondial**, qui se déroule chaque année à Davos (Suisse) et rassemble les plus puissants acteurs économiques de la planète. Ils abordent de multiples sujets en relation avec la mondialisation économique : diversité, égalité, développement durable, droits de l'homme, culture, etc. À l'exemple du forum mondial se sont développés des **forums continentaux ou régionaux** qui témoignent du grand succès de cette formule : Forum social européen, des Amériques, africain, asiatique, Forum social de la Méditerranée, du Maghreb, du Moyen-Orient. Ces forums rassemblent désormais des dizaines, voire une centaine de milliers de personnes venues pour rencontrer des organisations citoyennes du monde entier et fédèrent ainsi la **résistance à la mondialisation « inhumaine »**. En ce sens, le mouvement altermondialiste rejoint les préoccupations des institutions de l'ONU soucieuses d'un monde plus juste et plus libre.

— Débats et enjeux —

Quelle réforme pour l'ONU ?

Une réforme souhaitable, mais difficile

Si l'Organisation des Nations Unies a un bilan plutôt positif et si personne ne remet en cause sa nécessité, les équilibres du monde ont beaucoup changé et la question d'une réforme de l'ONU est depuis des années à l'ordre du jour. La première réforme, en 1965, avait augmenté le nombre de membres

du Conseil de sécurité de 11 à 15 membres, et porté de 18 à 27 membres la composition du Conseil économique et social. En 1973, une seconde réforme avait porté ce nombre à 54.

C'est avant tout la composition du Conseil de sécurité qui est l'objet de critiques. En effet, seuls les cinq membres permanents d'origine ont droit de veto. Parmi eux ne figurent pas les puis-

sances économiques mondiales que sont le Japon et l'Allemagne, ni la deuxième puissance démographique, l'Inde, et le continent africain n'y est pas représenté, ni l'Amérique latine (le Brésil aurait toute légitimité à en faire partie). Une réforme, repoussée depuis des années, est donc urgente pour refléter les nouveaux équilibres et la diversité culturelle de la planète. Mais elle remettrait en cause les privilèges des

membres permanents, en particulier le droit de veto, ce que tous ne sont pas prêts à accepter (Chine, États-Unis et Russie). Une autre solution pourrait être l'entrée au Conseil de sécurité, comme membres permanents, des grandes organisations continentales, l'Union africaine, l'Organisation des États américains, une organisation asiatique à créer, et l'Union européenne au lieu de la Grande-Bretagne et de la France.

Une réforme du Conseil impliquerait une refonte de la Charte avec quelques nouveautés : établissement d'une instance indépendante d'évaluation des situations humanitaires ; autolimitation des membres permanents du Conseil de Sécurité (non application du droit de veto pour les cas humanitaires) ; retour au concept de « protection d'humanité », qui est, selon le droit classique, la seule intervention armée licite (obligation d'intervention). Tout ceci pourrait conduire à l'établissement d'une sorte de protectorat international et au concept de « souveraineté conditionnelle », c'est-à-dire que la souveraineté d'un État peut disparaître si ses dirigeants ne

respectent pas la démocratie, détiennent des armes de destruction massive ou sont en liaison avec des réseaux terroristes.

Des dysfonctionnements à corriger

Dans l'attente d'une réforme, certains points du fonctionnement pourraient déjà être améliorés.

La structure administrative et le financement de l'organisation doivent être révisés. Les domaines d'intervention de l'ONU ne cessent de s'étendre (maintien de la paix, lutte contre le terrorisme, développement des droits sociaux et économiques, etc.), il faut en conséquence que les moyens financiers suivent. Des progrès ont été enregistrés, mais l'organisation fait encore face à des retards de paiement, malgré des sanctions.

Il faudrait aussi que tous les pays appliquent plus strictement les résolutions qu'ils ont votées, ce qui est loin d'être le cas. Il ne sert à rien de multiplier les déclarations et les résolutions si elles restent lettre morte. La société civile est, depuis peu, fortement

associée aux travaux de l'ensemble du système onusien pour la promotion des Droits de l'homme, de la protection de l'environnement ou de la lutte contre les maladies et la pauvreté, et ceci constitue une avancée considérable. Mais les pays membres ne font pas toujours preuve de solidarité et des compromis nécessaires aux avancées politiques et sociales. Par ailleurs, des conceptions divergentes du droit aboutissent à des remises en cause, par certains États, de la conception universelle des Droits de l'homme, que certains voudraient relativiser selon le contexte culturel et religieux (en particulier liberté d'expression ou droit des femmes).

L'ONU est la concrétisation du mythe d'une communauté internationale, or sur le terrain, c'est l'absence de consensus qui la rend souvent impuissante. Il convient de rétablir autorité, confiance et cohésion pour permettre à l'organisation de renforcer son indispensable contribution à un monde plus stable, plus sain, plus juste, prenant en compte les nouveaux défis du ^{xxi}e siècle, avec l'aide des États et des sociétés civiles.

Bibliographie

L'émergence du tiers-monde et les nouvelles dépendances

- M. BETI, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation* (1972), La Découverte, 2010.
 M. BOUGUERRA, *Les Poisons du tiers-monde*, La Découverte, 1985.
 P. BRUCKNER, *Le Sanglot de l'homme blanc : tiers-monde, culpabilité, haine de soi*, coll. « Points », Seuil, 2014.
 G. CORM, *Le Proche-Orient éclaté : 1956-2012*, coll. « Folio », Gallimard, 2012.
 C. COQUERY-VIDROVITCH, Alain FOREST (dir.), *Décolonisations et nouvelles dépendances : modèles et contre-modèles idéologiques et culturels dans le tiers-monde*, Presse universitaires de Lille, 1995.
 P. DECRAENE, *Le Panafricanisme*, Coll. « Que sais-je ? », PUF, 1985.
 D. DOMERGUE-CLOAREC, *La France et l'Afrique après les indépendances*, SEDES, 1994.
 S. B. FARAJALAH, *Le Groupe afro-asiatique dans le cadre des Nations unies*, Droz, 1963.
 D. K. FIELDHOUSE, *Black Africa 1945-1980: Economic Decolonisation and Arrested Development*, Allen and Unwin, 2011.

- A. MBEMBE, *De la post-colonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Karthala, 2000.
- P. PÉAN, *Affaires africaines*, Fayard, 1983.
- F.-X. VERSCHAVE, *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, Stock, 2003.
- J. ZIEGLER, *Main basse sur l'Afrique*, Seuil, 1980.

Les organisations internationales

- I. CRUCIFIX, *Organisations internationales à vocation régionale*, La Documentation française, 1995.
- Relations internationales*, Dossier « La sécurité collective au xx^e siècle », n° 86, été 1996.
- P. TRONQUOY, *La Crise des organisations internationales*, La Documentation française, 2001.
- J.-M. SIROËN, *La Régionalisation de l'économie mondiale*, coll. « Repères », La Découverte, 2004.
- M.-C. SMOUTS, *Les Organisations internationales*, Armand Colin, 2011.

Les autres acteurs de l'espace mondial

• États et les diplomates

- B. BADIE, *Le Diplomate et l'intrus : L'entrée des sociétés dans l'arène internationale*, Fayard, 2008.
- S. COHEN (dir.), *Les Diplomates. Négociateur dans un monde chaotique*, Autrement, 2002.
- A. PLANTEY, *La Négociation internationale au xxi^e siècle*, CNRS éditions, 2002.
- Relations internationales*, Les nouveaux outils de la diplomatie au xx^e siècle, n° 121, janv.-mars 2005.

• ONG

- G. DEVIN (dir.), *Les Solidarités transnationales*, L'Harmattan, 2004.
- M^v DOUCIN, *Les ONG : le Contre-pouvoir ?*, Toogezer, 2007.
- T. PECH, M.-O. PADIS, *Les Multinationales du cœur. Les ONG, la politique et le marché*, Seuil, 2004.
- H. ROUILLE D'ORFEUIL, *La Diplomatie non gouvernementale : Les ONG peuvent-elles changer le monde ?*, L'Atelier, 2006.
- P. RYFMAN, *Les ONG*, coll. « Repères », La Découverte, 2014.

• Acteurs économiques

- W. ANDREFF, *Les Multinationales globales*, coll. « Repères », La Découverte, 2003.
- J. BOVÉ, F. DUFOUR, *Le Monde n'est pas une marchandise*, Pocket, 2004.
- F. CHESNAIS, *La Mondialisation du capital*, Syros, 1997.
- Problèmes politiques et sociaux*, Le Mouvement altermondialiste, n° 897, février 2004.
- F. MAZEROLLE, *Les Firmes multinationales*, Vuibert, 2006.
- El M. MOUHOUD, *Mondialisation et délocalisation des entreprises*, coll. « Repères », La Découverte, 2013.
- J.-L. MUCCHIELI, *Multinationales et mondialisation*, Seuil, 1998.
- M. RIOUX (dir.), *Globalisation et pouvoir des entreprises*, Athéna, 2005.
- I. SOMMIER, *Le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Flammarion, 2003.
- C. WHITAKER, *Changer le monde. [Nouveau] mode d'emploi*, L'Atelier, 2006.

Sur l'ONU

- K. ANNAN, *Nous les peuples : le rôle des Nations unies au xxi^e siècle*, publications de l'ONU, 2000.
- M. BERTRAND, *L'ONU*, coll. « Repères », La Découverte, 2015.
- S. DAZIANO, *Faut-il supprimer l'ONU ? : Essai sur une institution en péril*, Ellipses, 2006.
- A. DEJAMMET, *Supplément au voyage en Onusie*, Fayard, 2003.
- F. MESTRE-LAFAY, *L'ONU*, Coll. « Que sais-je ? », PUF, 2013.
- J.-F. MURACCIOLE, *L'ONU et la sécurité collective*, Ellipses, 2006.
- B. POULIGNY, *Ils nous avaient promis la paix : Opérations de l'ONU et populations locales*, Presses de Sciences Po, 2004.
- M. SCHOOYANS, *La Face cachée de l'ONU*, Fayard, 2000 (très critique).
- P. TAVERNIER, *Les Casques bleus*, PUF, 1998.
- Questions internationales*, Dossier « L'ONU à l'épreuve », n° 11, janv.-fév. 2005.

Un monde déstabilisé

Avec la fin de la guerre froide, le monde avait un instant espéré qu'un apaisement global en résulterait et de fait, les grandes tensions nées de l'opposition des blocs et leurs risques de conflit généralisé ont bel et bien disparu. Pourtant, les conflits de faible intensité se sont multipliés et la violence barbare est de retour (Bosnie, Rwanda, Sierra Leone, etc.). Elle n'avait bien sûr pas disparu, après l'apogée génocidaire de la Seconde Guerre mondiale (Chine, Cambodge), mais elle s'était faite plus rare, plus isolée face à une dénonciation unanime.

Le seuil de tolérance a beaucoup baissé et le nombre de victimes des exactions qui accompagnent de nombreux conflits armés à l'heure actuelle – avec de nouvelles formes de combat – est devenu intolérable, même s'il est tout relatif si on le compare à l'ensemble des victimes des conflits armés du ^{xx}^e siècle. Il est même plutôt en baisse depuis le début des années 1990, malgré la Bosnie et le Rwanda. Les coups d'État se raréfient. Moins nombreuses, les guerres sont aussi beaucoup moins meurtrières. Cette évolution statistique passe inaperçue, elle est pourtant le signe d'un renversement de tendance et d'une meilleure prévention, mais aussi d'une plus grande pénalisation des violences de guerre.

Pour autant, le monde semble encore instable, certaines aires anciennes de tensions dominant toujours la scène des affrontements, auxquelles s'ajoutent de nouvelles aires et de nouvelles formes de conflits, mais aussi la persistance du risque nucléaire, augmenté de risques chimiques et bactériologiques qui peuvent être le fait de groupes terroristes.

1 Le renouveau des conflits contemporains

■ La question des frontières

Malgré l'ouverture de plus en plus grande des pays, la circulation des biens et des hommes, **la frontière demeure une institution politique de base** sans laquelle aucune vie politique, économique et sociale régulée n'est possible. La Convention de Vienne sur la succession des États de 1978 a attesté le caractère primordial des frontières affirmé par le droit international. Or depuis la fin de la guerre froide, de nombreuses régions du monde, à commencer par l'Europe orientale (résurgence de la question des nationalités née au ^{xix}^e siècle), ont connu des bouleversements de frontières anciennes, remises en cause par les revendications de groupes ethniques ou politiques.

Ces frontières sont largement **mises en cause par la libre circulation** impliquée par les accords régionaux. Elles sont aussi le lieu d'entrée de flux migratoires de plus en plus nombreux, mais indésirables : réfugiés politiques dans de nombreux pays d'Afrique, migrants économiques tentant d'entrer en Europe ou aux États-Unis, qui créent de très fortes tensions locales. Enfin, les **nouvelles technologies** militaires et de communication ont en partie aboli la réalité des frontières, même si certains États tentent de les maintenir closes (Corée du Nord, Chine, en ce qui concerne la circulation des informations, etc.).

■ Émiettement des États, balkanisation du monde

Après la Première Guerre mondiale, l'Europe comptait 23 États et 18 000 km de frontières communes, au début du ^{xxi}^e siècle, ils sont 50 avec 40 000 km de frontières partagées. Ce **phénomène de « balkanisation »**, récent pour l'Europe, s'est multiplié partout dans le monde

FRONTIÈRE : Une frontière est une ligne imaginaire ou matérialisée séparant deux territoires régionaux ou nationaux distincts. La frontière marquée précisément entre deux États souverains est une nouveauté du ^{xx}^e siècle, avec l'achèvement de l'Europe des nations (fait qui se répercute aussi sur leurs territoires coloniaux). Avant, les frontières étaient plutôt de type « espace de transition » ou « zone tampon », ou bien des frontières naturelles (haute montagne, fleuves, océan).

On distingue trois types de frontières linéaires :

- les frontières fermées, empêchant tout flux matériel ou humain (Corée du Nord/Corée du Sud, Mur de Berlin) ;
- les frontières barrières, permettant les flux, mais en les contrôlant plus ou moins (douanes, contrôle policier) ;

– les frontières ouvertes, qui délimitent des espaces précis tout en assurant la liberté totale de circulation de tous les flux (espace Schengen).

On trouve aussi des frontières culturelles, reposant sur une différence ethnoculturelle des peuples (critères ethniques, linguistiques, religieux).

dès la période de la décolonisation et il se poursuit (lutttes séparatistes en Tchétchénie, au Cachemire ou encore au Pays basque espagnol, voire en Belgique ou en Italie). Depuis 1991, en conséquence de l'éclatement de l'empire soviétique, de l'ex-Yougoslavie et de l'ex-Tchécoslovaquie, la seule Europe – si l'on y inclut la Russie et la Géorgie – a vu la naissance, ou la renaissance, de 16 nouveaux pays, et l'Asie, de sept Républiques issues de l'ex-URSS. De même, le continent africain a été et demeure touché par le même phénomène – Somalie, région des Grands Lacs, ex-Zaïre, Liberia, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, qui remet en cause l'ordre post-colonial. L'ONU, qui regroupait 51 pays en 1945, comptait 192 membres en 2000.

Ce phénomène est en partie **compensé par une régionalisation accentuée**, avec l'émergence de grands ensembles continentaux, essentiellement économiques (Alena, Mercosur, UE, ASEAN, etc.), mais il est surtout le fait des États stabilisés dans leurs frontières. Il n'empêche pas le développement des tendances autonomistes dans de nombreuses régions du monde, avec la multiplication d'entités territoriales très faibles, manquant parfois de facteur de cohésion, tel qu'une langue commune (Macédoine). C'est donc **une évolution en apparence contradictoire** entre ouverture et renforcement des solidarités régionales, d'une part, et repli identitaire et nationaliste, d'autre part.

■ De nouveaux enjeux et de nouveaux types de conflits

Les **conflits de nationalités, d'ethnies ou de frontières** (de type identitaire) ou les **conflits déstructurés**, dans le cas de l'affaiblissement ou de la disparition des structures étatiques, se sont souvent amorcés comme des guerres civiles affectant des États existants, puis les remettant en cause. Par leur extension, les risques qu'ils présentent pour la sécurité régionale ou par les réactions qu'ils suscitent (en raison de graves atteintes aux Droits de l'homme), ils **ont tendance à s'internationaliser**.

Ces conflits ont en commun un affrontement entre **des forces régulières** et des **forces d'entités non étatiques** (groupes armés de nature diverse), mais aussi de conduire à une violence diffuse et parfois sans borne. Ce ne sont plus – ou rarement – des conflits classiques interétatiques, et ils **échappent souvent aux règles de contrôle** mises en place par les conventions internationales du droit de la guerre. D'où le rôle important que peuvent prendre les organisations internationales (forces d'interposition de l'ONU, de l'OTAN ou de l'OUA), pour les négociations multilatérales, mais aussi celui d'États médiateurs qui permettent de revenir à des négociations interétatiques plus classiques.

Dans de nombreux conflits contemporains les « règles » de la guerre ne sont pas respectées. Sous l'effet de la peur, de la propagande et de la haine, l'appartenance au groupe détruit le sentiment d'identité nationale et exclut toute possibilité de cohabitation, d'où **une violence exacerbée**. Celle-ci s'exerce souvent avec des armes légères, au commerce toujours florissant, voire de simples outils traditionnels (haches, machettes). Et les armes plus sophistiquées des forces régulières ou des forces d'interposition ont du mal à faire le poids dans les formes de **guérillas urbaines ou de massacres ruraux** que prennent certaines actions, celles-ci s'accompagnant généralement de **prédati**ons diverses (pillages, viols). La guerre devient parfois une fin en soi. Ces « **armées des pauvres** » sont aussi caractérisées par l'emploi de très jeunes gens, voire d'enfants, endoctrinés, éduqués à la violence et totalement amoraux.

Ces conflits sont, pour beaucoup, situés en Afrique subsaharienne et sont principalement des conflits intra-étatiques dans lesquels les principales victimes sont les populations civiles. Femmes et enfants sont des victimes directes ou indirectes des combats.

Ainsi, la guerre en République démocratique du Congo, entre 1996 et 2002 a provoqué la mort de 3,5 millions de personnes (7 % de la population totale). Celle du Sud-Soudan, entre 1957 et 2003, a entraîné 2,2 millions de morts.

■ Crimes de guerre et justice internationale

C'est ainsi que de terribles crimes de guerre sont commis et que l'on a vu la **résurgence de menées génocidaires** (Rwanda, Bosnie). Or la violence de guerre et ses dérivés sont de moins en moins acceptées par l'opinion publique, parce que le seuil de tolérance à la violence s'est abaissé, mais aussi parce que les médias télévisuels permettent une connaissance plus rapide et plus « visuelle » des crimes commis. Il y a donc une demande croissante de protection et de répression internationale qui s'est traduite par la mise en place de **juridictions pénales internationales** pour lutter contre l'impunité et pour réprimer les violations massives des Droits de l'homme.

Le **droit international humanitaire** s'est ainsi affiné et renforcé dans les dernières décennies. Il établit désormais le principe de la **responsabilité pénale personnelle** pour les auteurs d'exactions, les violations les plus graves du droit humanitaire étant des « crimes de guerre », définis dans les quatre conventions de Genève et dans le statut de la **Cour pénale internationale** (CPI). La création de **juridictions spécialisées** pour l'ex-Yougoslavie, le Rwanda, le Timor oriental, et la mise en place en 1998 de la CPI donnent l'espoir de l'émergence d'un véritable système universel de justice pénale. Les évolutions sont spectaculaires et irréversibles : la justice internationale a permis l'arrestation et la condamnation de nombreux responsables, autrefois impunis. De tels **procès** permettent la réconciliation et le retour à la normale de sociétés gravement touchées par ces guerres civiles. C'est donc la **fin de l'impunité**.

■ Le développement récent du droit humanitaire

La **notion d'ingérence** humanitaire a été mise en avant au nom de la justice internationale. Elle est revendiquée comme un droit par les ONG ou comme un devoir pour les États d'apporter **assistance et protection aux populations civiles**, même contre le gré des autorités locales. Depuis leurs premières mises en œuvre, les actions humanitaires se sont diversifiées, mais toutes dans le but de l'assistance et de la protection des populations civiles.

Elles souffrent cependant d'un **inégal éclairage** des faits : les crises qui polarisent l'attention internationale ne sont pas forcément les plus graves. La guerre civile en république démocratique du Congo, qui est l'un des plus graves conflits de ces dernières années (plusieurs millions de morts ou de disparus), est peu médiatisée. De même dans le cas du conflit en Tchétchénie, un peu mieux connu en Europe, la perte de 10 % de la population est rarement évoquée. On peut aussi évoquer le cas de l'Algérie où plus de 100 000 personnes ont été tuées depuis le début de la guérilla islamique, répression militaire comprise.

Or l'**appui moral et financier de l'opinion publique** est nécessaire pour les gouvernements et les ONG. Dans le cas de ces conflits très violents, l'accès aux personnes ayant besoin de secours est très difficile et souvent interdite par les autorités locales. De plus, il est habituel que les groupes armés cherchent à s'approprier les différentes aides (alimentaires, transport, matériel divers) et dans ce cas, l'aide humanitaire devient une aide à la rébellion. Les **acteurs humanitaires** sont eux-mêmes régulièrement l'**objet de violences** (prises d'otages, assassinats). Une autre difficulté tient aux différences culturelles et sociales et aux incompréhensions qui en résultent. Tout ceci constitue donc les limites de l'action humanitaire.

◆ « Vous êtes coupable d'avoir en toute connaissance de cause participé au transfert forcé organisé des femmes, des enfants et des vieillards qui se trouvaient à Srebrenica lors de l'attaque lancée le 6 juillet 1995 sur cette zone protégée des Nations unies. Vous êtes coupable du meurtre de milliers de Musulmans de Bosnie entre le 10 et le 19 juillet 1995, qu'il s'agisse des meurtres commis de manière sporadique à Potocari ou des meurtres planifiés sous forme d'exécutions massives. Vous êtes coupable des souffrances incroyables endurées par les Musulmans de Bosnie, qu'il s'agisse de ceux qui se sont retrouvés à Potocari ou des survivants des exécutions. [...] »

Vous êtes coupable, sachant que les femmes, les enfants et les vieillards de Srebrenica avaient été transférés, d'avoir adhéré au plan d'exécution massive de tous les hommes en âge de combattre. Vous êtes, donc coupable, Général Krstic, de génocide. » ◆

Jugement rendu par la Chambre de première instance, La Haye, 2 août 2001, à l'encontre du général serbe Radislav Krstic.

SEPT PRINCIPES FONDAMENTAUX DU DROIT HUMANITAIRE

La Croix-Rouge et le Croissant-Rouge s'inspirent de sept principes de base dans l'action humanitaire.

- l'humanité qui vise la protection, le respect et le traitement humain de toute personne ;
- l'impartialité qui interdit toute discrimination ;
- la neutralité (militaire, idéologique et confessionnelle) ;
- l'indépendance (politique, confessionnelle et économique) ;
- le volontariat, comme caractéristique de l'action bénévole ;
- le respect de l'unité des sociétés nationales ;
- l'universalité de la vocation de l'institution.

2 La diversité des aires de conflits

Les **zones de conflit** dans le monde restent nombreuses, et certaines sont au cœur des tensions internationales depuis plusieurs décennies. C'est le cas du **Proche-Orient** avec un conflit israélo-palestinien qui remonte aux débuts de la création d'Israël (1948). Le **Moyen-Orient** a vu s'amplifier, depuis les années 1980, les tensions jusqu'aux conflits (Irak, Iran). En **Asie centrale**, la situation en Afghanistan, qui avait été l'une des causes de l'affaiblissement soviétique à la fin des années 1970, est l'objet de préoccupations constantes. Enfin l'**Afrique**, en particulier la région des Grands Lacs, connaît depuis des années des crises tragiques pour les populations civiles (morts, mutilations, émigration).

■ Le Moyen et le Proche-Orient

La première crise du pétrole des années 1970 a relancé la crise du Proche et du Moyen-Orient et les tensions se sont depuis constamment intensifiées dans une région qui reste la zone la plus instable de la planète. À côté des **puissances traditionnelles d'influence** de la région – États-Unis, Russie et Europe –, ont émergé de **nouveaux protagonistes** tels que la Chine, qui y développe son influence, essentiellement économique, ou de nouvelles puissances régionales, telles que l'Iran ou la Turquie, qui y jouent un rôle de médiateurs. L'**accès aux ressources énergétiques** a été, depuis l'entre-deux-guerres, la motivation principale de la présence occidentale au Moyen-Orient, et cet élément est toujours déterminant car l'Arabie Saoudite, l'Irak et l'Iran totalisent près de la moitié des réserves en pétrole de la planète. Or les **routes de l'approvisionnement** sont proches des zones de conflit, d'où une obsession partagée de tous les grands consommateurs, à commencer par les États-Unis, mais aussi désormais la Chine (premier consommateur au monde depuis 2008). D'où depuis 2004, le **projet américain de Grand-Moyen-Orient**, dans le but de sécuriser les intérêts économiques par l'imposition de la démocratie, associé à la guerre contre le terrorisme. Parallèlement à ces pressions externes, la région est également soumise à des **pressions internes**, avec l'émergence de forces plus ou moins incontrôlables, à la fois **islamistes et nationalistes** (Hezbollah libanais ou Hamas palestinien, ou, plus récemment Daesh).

Le conflit israélo-palestinien

Après la guerre des Six Jours, la troisième guerre israélo-arabe, en 1967, des négociations avaient été lancées pour un règlement politique du conflit et le Conseil de sécurité des Nations unies (résolution 242) avait exigé d'Israël le retrait des territoires occupés. Or certains territoires sont encore colonisés aujourd'hui (plus de 430 000 colons dans près de 150 implantations) et ce **processus de colonisation** a été un obstacle majeur aux tentatives de paix et à la création d'un État palestinien.

En octobre 1973, la **guerre du Kippour** oppose Israël à l'attaque d'une coalition menée par l'Égypte et la Syrie. Après deux jours d'avancée des armées arabes, la tendance s'inverse en faveur de l'armée israélienne qui repousse les Syriens hors du plateau du Golan et entre dans le territoire égyptien. Cette guerre fut à l'origine du choc pétrolier de 1973. Les négociations de paix aboutissent aux **accords de Camp David** en 1978 (entre le Président égyptien Anouar el-Sadate et le Premier ministre israélien Menahem Begin, par l'entremise du Président des États-Unis, Jimmy Carter) et à la récupération par les Égyptiens du Sinaï, occupé par Israël après la guerre des Six Jours, mais aussi à une paix définitive entre Israël et l'Égypte.

LES CRISES DU MOYEN-ORIENT

1948-49 : Guerre israélo-arabe de 1948-1949

1956 : Crise du canal de Suez

1967 : Guerre des Six Jours

1973 : Guerre de Kippour

1978 : Accords de Camp David

1982 : Guerre du Liban

1987 : Début de la Première Intifada

1991 : Guerre du Golfe

1993 : Accords d'Oslo

2000 : Sommets de Camp David II, puis début de la Seconde Intifada

2003 : Feuille de route pour la paix et Initiative de Genève

2005 : Application du Plan de désengagement des territoires occupés

2006 : Opération pluie d'été sur la bande de Gaza

2006 : Deuxième guerre du Liban

◀ VOIR CARTE H P. 412 ▶

À partir de cette date, le conflit devient uniquement **un conflit israélo-palestinien**. Celui-ci se transforme en un soulèvement populaire contre l'armée israélienne présente dans les territoires occupés, à Gaza, et en Cisjordanie (Intifada ou « guerre des pierres »), en 1987. Grâce à la médiation américaine (Bill Clinton), un accord entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat y met fin en 1993 (accords d'Oslo). Mais le **processus de paix**, qui avait connu une étape prometteuse lors du sommet de Camp David en juillet 2000, n'a pas abouti. Une seconde Intifada a commencé en 2000, après la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem. Depuis se succèdent des vagues d'attentats palestiniens (souvent des attentats suicide) et de représailles israéliennes. Malgré les tentatives de médiation américaine (sommet de Taba en 2001) et européenne, l'établissement d'une « feuille de route » adoptée en 2003 par le Quartet diplomatique (ONU, UE, États-Unis et Russie) pour mettre un terme définitif au conflit sur la base du principe de l'existence de deux États, puis le retrait de Gaza des troupes et des colons israéliens effectif depuis septembre 2005, la paix semble encore très loin. Un mur de « sécurité » de près de 700 km, très controversé, a même été construit autour de la Cisjordanie, ce qui sépare encore plus deux sociétés inconciliables.

Le retour de la guerre au Liban

Après la fin du mandat français au Liban (1946), le pays avait construit progressivement une démocratie sur la base d'une constitution ménageant les trois groupes majeurs de la société (chrétiens maronites, chiïtes, sunnites). Mais celle-ci s'est avérée très fragile, tendue par **des conflits de pouvoir interne**, soumise à la corruption et menacée par la présence de **réfugiés palestiniens actifs**. Or le gouvernement libanais, trop faible, ne parvient pas à garder le contrôle et à assurer la sécurité de la frontière (1969). L'armée israélienne lance alors de nombreuses opérations militaires dans le Sud Liban et jusqu'à Beyrouth. Progressivement, les rebelles palestiniens de l'OLP, du Hezbollah libanais (chiïte) à partir de 1982, du Jihad islamique ou du Fatah al-Islam (sunnite), sont devenus un État dans l'État et le Liban est une véritable « poudrière » depuis plus de trente ans.

La **première « guerre du Liban »** s'étend sur la période de 1975 à 1990. Il s'agit d'une guerre civile entre milices chrétiennes et palestiniennes. Les dirigeants maronites réclament du secours, ce qui implique l'intervention syrienne, dès 1976. La légitimité de la présence des troupes syriennes au Liban est par la suite officialisée par la mise en place de la Force arabe de dissuasion (FAD) et cette présence militaire contribue aux tensions internes. Parallèlement, les dirigeants israéliens appliquent une nouvelle stratégie préventive contre les attaques palestiniennes et multiplient les incursions armées au Sud Liban (1978), ce qui provoque un exode massif (200 000 personnes).

Les agressions contre le territoire israélien se poursuivant, Tsahal lance, en juin 1982, une grande offensive terrestre, assiège Beyrouth et affronte les forces syriennes. Moins d'un mois après son élection, le président Gemayel (chrétien) est victime d'un attentat et ses partisans déclenchent des massacres en représailles (camps de **Sabra et Chatila**, 3 000 morts), l'armée israélienne, présente sur place, ne les en n'empêchant pas. Le frère du Président lui succède et signe un accord pour le retrait simultané des forces israéliennes, syriennes et palestiniennes, mais cet accord ne sera jamais appliqué. Par ailleurs, il accepte la **présence de forces internationales de maintien de la paix** (FINUL) qui vont être victimes de très nombreuses attaques et attentats (en particulier, plus de 300 morts américains et une soixantaine

FEUILLE DE ROUTE POUR LA PAIX (2003)

◆ « Le présent document est une feuille de route [qui] comporte des étapes claires, un calendrier, des dates limites et des critères destinés à encourager les progrès par des mesures réciproques des deux parties dans les domaines politique, sécuritaire, économique, humanitaire et de création des institutions, sous les auspices du *Quartet* (les États-Unis, l'Union européenne, l'Organisation des Nations unies et la Russie). La destination est le règlement définitif et général du conflit israélo-palestinien d'ici à 2005. [...]

Le règlement du conflit israélo-palestinien sur la base d'une solution à deux États n'est réalisable que si une fin est mise à la violence et au terrorisme lorsque le peuple palestinien aura des dirigeants qui agiront de façon décisive contre le terrorisme et qui seront désireux et capables d'instaurer un régime démocratique fondé sur la tolérance et la liberté, que si Israël est disposé à faire le nécessaire pour qu'un État palestinien démocratique soit établi. [...]

Un règlement, négocié entre les parties, aboutira à la création d'un État palestinien indépendant, démocratique et viable vivant aux côtés d'Israël et des autres pays limitrophes en paix et en sécurité. [...] » ◆

Source : ONU.

de Français en deux attentats, en 1983). De plus, les enlèvements d'occidentaux se multiplient. Aux tensions entre Libanais, groupes palestiniens et armée israélienne, s'ajoutent les violentes tensions politiques entre **partisans et opposants à la Syrie**.

Si la situation a paru s'apaiser un moment au milieu des années 1990, les conditions n'ont guère changé depuis le début du **xxi^e** siècle, le système politique étant bloqué par la complexité de la situation et la violence chronique. Ceci a conduit par exemple à une **attaque israélienne en juillet 2006**, en réponse aux tirs de roquettes meurtriers venant du Sud Liban, qui fait plus de 1 200 morts et des milliers de blessés. Mais l'armée israélienne a essuyé un échec et a dû faire appel à l'ONU qui a envoyé une **nouvelle force internationale** (FINUL II) chargée de sécuriser la frontière israélo-libanaise. La seule solution durable de ce conflit serait une vaste négociation avec tous les protagonistes de la région, mais pour le moment la diplomatie est en échec, les acteurs libanais ne parvenant pas à se mettre d'accord sur des bases politiques minimales.

L'Irak et le Koweït

L'Irak a été **longtemps soutenu par les Américains et les Européens** (armement), malgré le massacre des Kurdes lors la guerre contre l'Iran, car l'Iran était devenu une république islamiste en 1979, alors que l'Irak était un État laïque, le plus gros fournisseur de pétrole et détenteur d'une vaste aire d'influence dans la région. Pourtant, lorsque le pays envahit le Koweït voisin, le 2 août 1990, sur fond de querelles pétrolières, le Conseil de sécurité des Nations unies, après avoir mis en place un embargo et voté un ultimatum, non respecté, va donner l'autorisation d'intervention à une force multinationale de 34 États, sous commandement américain, afin de faire cesser cette occupation.

La guerre du Golfe se déclenche en janvier 1991 (opération Tempête du désert) et la coalition alliée parvient rapidement à abattre les forces armées irakiennes, ce qui déclenche une insurrection, mais ne conduit pas à la défaite du régime de Saddam Hussein. Le pays est alors soumis à des **sanctions économiques** et devient la cible des États-Unis qui cherchent sa perte.

Cette volonté entraîne **l'intervention américaine unilatérale** de mars 2003 (opération Liberté de l'Irak), sans accord du Conseil de sécurité de l'ONU, malgré une forte opposition de l'opinion publique internationale et de nombreux pays comme la France ou l'Allemagne qui dénoncent une ingérence faite au nom d'un hypothétique développement d'armes de destruction massive, qui n'a pas été prouvé. Le conflit est plus long que prévu, mais il parvient à la destitution du dirigeant irakien. Pourtant, **l'occupation militaire** mise en place pour sécuriser les débuts d'une nouvelle république pluraliste est très difficile, et les pertes américaines s'élevaient, en juin 2009, à plus de 4 300 soldats, victimes d'attentats incessants de diverses factions terroristes. L'armée américaine semble donc avoir échoué à sécuriser le pays et à y favoriser l'éclosion de la démocratie, et la situation contribue à la **déstabilisation régionale** du Moyen-Orient.

■ Asie centrale et Caucase : les conflits des marges

Les conflits internes au Caucase sont un peu apaisés, bien qu'ils puissent être prompts à reprendre (par exemple entre Azéris et Arméniens), mais la région est devenue d'une **grande importance géostratégique** par sa proximité avec le Moyen-Orient et l'Asie : les Américains l'ont bien compris et ils y développent une nouvelle diplomatie d'influence et de présence renforcée. C'est un lieu de pas-

◀ VOIR CARTE C P. 415 ▶

LA GUERRE DU GOLFE

Opération militaire menée en janvier et février 1991 par les États-Unis et leurs alliés, agissant au nom de l'ONU. Les troupes de Saddam Hussein (Irak) avaient envahi le Koweït le 2 août 1990. Le Conseil de sécurité des Nations unies avait immédiatement exigé le retrait des forces irakiennes, puis instauré un embargo commercial, financier et militaire, qui s'était transformé en blocus. Le 29 novembre, une nouvelle résolution du Conseil de sécurité avait autorisé les États membres à recourir à la force à partir du 15 janvier 1991, si les troupes irakiennes ne s'étaient pas retirées à cette date. Le 17 janvier, une coalition anti-irakienne, composée des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni et d'une vingtaine d'armées alliées, engage l'opération Tempête du désert, sous commandement américain. L'offensive terrestre alliée, du 24 au 28 février, met fin au conflit sur le terrain (la guerre prend officiellement fin le 11 avril 1991). Les pertes humaines sont estimées à plusieurs dizaines de milliers de morts civils et militaires, pour l'Irak, contre moins de 200 morts pour la coalition.

sage de flux essentiels de matières premières (conduites d'hydrocarbures), mais aussi une importante zone d'un trafic de drogue soumis à l'influence des réseaux du terrorisme.

La guerre d'usure en Tchétchénie

Constituée en république autonome en novembre 1991, la Tchétchénie proclame l'indépendance de la République tchétchène d'Ichkérie, quelques mois après l'effondrement de l'URSS. Cette entité va subir **l'attaque des forces russes** à partir de 1994. Le nouveau gouvernement russe, pour des motifs géostratégiques et pétroliers, n'a en effet pas l'intention de céder. Une première guerre sanglante s'ensuit, dans laquelle l'armée russe, affaiblie, n'arrive pas à prendre le dessus. En août 1996, un accord qui met fin à la guerre est signé entre les autorités russes et Maskhadov, le chef des indépendantistes, qui en devient le nouveau président et met en place un régime sous la loi de la charia. Après **divers actes terroristes tchétchènes** à Moscou et dans d'autres villes, et une attaque de rebelles contre le Daghestan voisin, les troupes russes entrent à nouveau dans le nord du territoire tchétchène (octobre 1999) et occupent la capitale Grozny, fin janvier 2000. La République tchétchène cesse d'exister, laissant la place à une république de Tchétchénie à nouveau sous juridiction russe. Deux mois plus tard, Vladimir Poutine accède à la présidence de la Russie et fait de ce conflit une priorité, en plaçant la Tchétchénie sous administration présidentielle directe. Il déclare une **guerre totale aux rebelles** « terroristes » et envoie des forces armées en nombre considérable qui se heurtent à une guérilla de montagnards aguerris. Le coup de force d'un commando tchétchène, qui en octobre 2002, prend en otage 700 spectateurs dans un théâtre de Moscou (mort de 115 otages après l'assaut des forces spéciales), rapproche le Président russe et le Président américain George W. Bush sur la ligne de l'antiterrorisme à tout prix. Le président tchétchène Kadyrov, élu en octobre 2003, est assassiné sept mois plus tard. L'apogée de la violence est atteint lors d'une nouvelle prise d'otage dans une école de Beslan, en Ossétie du Nord (Russie), en septembre 2004. L'assaut donné après trois jours de siège est lui aussi un véritable massacre (344 morts).

Depuis, **l'escalade s'est poursuivie**, avec attentats tchétchènes et exactions par les forces spéciales russes dans une région au centre de trafics mafieux (drogue, otages) et l'opération « antiterroriste » qui ne devait durer que quelques mois s'est poursuivie jusqu'en 2009. Cette guerre a décimé la population civile et détruit la région : la population serait passée en quelques années de plus de 1,2 million de personnes à 400 000 (chiffres officiels).

Une situation toujours incertaine en Afghanistan

La situation de chaos et de guerre dure depuis plus de vingt ans en Afghanistan, et elle a des retombées sur l'ensemble d'une région sensible qu'elle fragilise (Pakistan, Iran, républiques musulmanes d'Asie centrale). Le pays est devenu le **refuge de mouvements terroristes**, dont Al-Qaïda.

Le début des troubles en Afghanistan remonte à 1973, quand se déroulent un premier puis un second coup d'État militaire qui placent à la tête du pouvoir le dirigeant du Khalq (parti du peuple), prosoviétique. L'année suivante s'opère un nouveau coup d'État militaire, soutenu par l'URSS. Mais le régime est attaqué de l'intérieur par une rébellion anticommuniste. À partir de 1980, **100 000 soldats soviétiques** occupent une grande partie du pays pour aider le gouvernement afghan, mais une grande partie des rebelles passe progressivement sous l'in-

LE CAUCASE

◆ Le Caucase est formé de deux grands ensembles formant une mosaïque ethnique et linguistique. Au Nord (Ciscaucasie), un district fédéral, composé de six Républiques autonomes (Karatchaïévo-Tcherkessie, Kabardino-Balkarie, Ossétie du Nord, Ingouchie, Tchétchénie Daghestan) est restée intégré à la Russie après les recompositions politiques de 1991. Les tensions nationalistes y sont fortes : la Tchétchénie a déclaré son indépendance dès 1991, ce qui a provoqué deux guerres ouvertes successives avec le pouvoir russe. Au Sud (Transcaucasie), se sont formés trois nouveaux États, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Leur première indépendance n'avait été que de très courte durée (1917/18-1920). Elles ont ensuite été soumises à l'URSS et pendant cette période, les nationalismes ont été écrasés. Depuis, leur préoccupation principale est de trouver une voie de développement : la Géorgie tente de s'intégrer dans l'espace euro-atlantique, l'Azerbaïdjan s'appuie sur les revenus des hydrocarbures. Quant à l'Arménie, son enclavement et sa dépendance économique extérieure rendent difficiles un développement autonome. ◆

CHRONOLOGIE DE L'AFGHANISTAN (1921-2001)

1921 : Le royaume accède à l'indépendance.

JUILLET 1973 : Coup d'État militaire : le roi Zaher Shah est déposé par son cousin Mohammad Daoud qui devient le premier président de la République afghane.

AVRIL 1978 : Nouveau coup d'État militaire : Noor Mohammad Taraki, leader du Khalq (parti du peuple), prend la tête d'un gouvernement pro-soviétique.

DÉCEMBRE 1979 : Nouveau coup d'État militaire, soutenu par l'URSS, qui installe Babrak Karmal au pouvoir.

1980-1988 : Les troupes soviétiques (environ 100 000 hommes) occupent la majeure partie du pays et combattent la rébellion anti-communiste (les « Moudjahidines », des combattants islamistes). En 1986, Mohammad Najibullah remplace Babrak Karmal à la tête du gouvernement.

1989 : Les troupes soviétiques se replient. Début de la guerre civile entre le gouvernement et les Moudjahidines.

1992 : Démission de Mohammad Najibullah et fin du régime communiste. Début de la guerre civile entre factions moudjahidines.

1995 : Les Talibans, contrôlent un tiers du pays et progressent vers Kaboul. Ils sont soutenus par le Pakistan.

SEPTEMBRE 1996 : Les Talibans s'emparent de Kaboul et imposent leur vision intégriste de la Charia.

MAI 1997 : Le gouvernement des Talibans est reconnu par le Pakistan, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis.

JUILLET 1997 : Les forces de Massoud, chef rebelle tadjik, prennent le contrôle de zones au nord de Kaboul.

AOÛT 1998 : Une crise éclate entre l'Iran et les Talibans après l'assassinat de diplomates iraniens. Raids américains contre des camps présumés d'Oussama ben Laden, réfugié en Afghanistan, en représailles à une série d'attentats anti-américains en Afrique.

fluence de divers mouvements islamistes durs. Or dans le contexte de la guerre froide réactivée, **les États-Unis soutiennent les mouvements insurrectionnels anticomunistes**, en particulier par la fourniture d'armements et de moyens logistiques.

Vaincus sur le terrain malgré les moyens considérables engagés, les Soviétiques se retirent en 1988. Après leur départ éclate une **guerre civile** qui oppose la population pachtoune majoritaire du Sud et de l'Est et les minorités ethniques du Nord (Tadjiks, Ouzbeks, Hazaras et Turkmènes) et aboutit à l'éclatement de l'Afghanistan en zones contrôlées par divers groupes armés. Le groupe des **Talibans**, soutenu par l'Arabie Saoudite, mais combattu par l'Iran, apparaît en 1994 sur la scène politique afghane. Leurs membres, des néo-fondamentalistes sunnites, d'ethnie pachtoune, sont essentiellement des étudiants éduqués dans les écoles islamiques (madrassas) des camps de réfugiés du Pakistan. Ils souhaitent ramener la paix tout en imposant la charia (loi islamique). Après la prise de Kaboul en 1996, leurs victoires, soutenues par l'argent du trafic de drogue (75 % de la production mondiale d'opium), les conduisent, en 1998, à conquérir la majeure partie de l'Afghanistan du Nord et à repousser dans le nord-est du pays leurs adversaires de l'Alliance du Nord. Dès 1997, le gouvernement des Talibans est reconnu par le Pakistan, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis. Le régime procède à des **mesures radicales** (dont l'exclusion des femmes de la vie économique et sociale).

Après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, craignant des représailles américaines contre l'Afghanistan, les ONG et les agences de l'ONU, qui avaient averti de graves risques humanitaires, quittent le pays. Les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite rompent avec le régime des Talibans. En octobre 2001, les forces américaines et britanniques commencent l'**opération « Liberté immuable »**, par une série de frappes massives contre des installations stratégiques. En moins de deux mois, le gouvernement des Talibans est vaincu, une administration provisoire est mise en place et en janvier 2002, s'installe une **Force internationale d'assistance pour la sécurité en Afghanistan** (FIAS, force de l'OTAN sous mandat de l'ONU) qui compte d'abord 4 500 hommes de 17 pays, sous commandement britannique.

Hamid Karzaï est élu à la tête de l'autorité de transition de deux ans pour gouverner le pays. Réélu en octobre 2004, après la création d'une nouvelle constitution, et soutenu par des engagements financiers et militaires des organisations internationales et de plus de 60 pays, le **président afghan n'a pas réussi à contrôler totalement la situation** (on a constaté la recrudescence des opérations armées et des attaques-suicides des Talibans dans le sud du pays) et il a échappé à de nombreux attentats. Pourtant l'appui armé international a augmenté : à partir d'octobre 2006, la mission de l'OTAN s'est étendue à l'ensemble du territoire et le total des effectifs engagés est alors d'environ 70 000 hommes, originaires de 40 pays. Malgré des progrès réels de la démocratie et un début de reconstruction économique, la stabilisation restait, à cette date, très incertaine.

■ L'Afrique en crise

Le pouvoir des bandes armées

Si l'Afrique a connu de très nombreux conflits locaux après la phase de décolonisation, on en constate la baisse depuis le début du **xxi^e** siècle, même si la violence de certains conflits peut laisser croire le contraire et surtout si le nombre de victimes est aujourd'hui le plus important de tous les continents. Certaines régions (Afrique de l'Ouest, région des Grands Lacs, Corne de l'Afrique) demeurent en effet **des zones**

conflituelles permanentes, souvent liées aux régions les plus sous-développées, mais **les conflits ont changé de nature** après la fin de la guerre froide, dans un contexte de mondialisation économique.

Si les conflits ethniques, de loin les plus sanglants et les plus médiatisés, contribuent à l'image d'un continent en décomposition, les conflits politiques sont au moins aussi nombreux. Les nouveaux conflits, très rarement interétatiques, opposent le plus souvent les armées régulières à des milices et des populations manipulées par des « seigneurs de guerre » qui ignorent les frontières et les règles élémentaires des conventions internationales et vivent de butins, de trafics en tout genre (drogue, diamants) et de bénéfices occultes d'une économie encore largement informelle. Cette **irruption des groupes armés sur la scène politique**, qui s'installent dans la durée, est l'un des phénomènes les plus marquants de ces dernières années en Afrique.

Ces conflits ont des **causes multiples et conjuguées** : conséquences de la colonisation et de ses tracés de frontières, fin du système communisme et de l'appui que certains pays en recevaient, haine ethnique, crise économique, corruption des élites, mais aussi facteurs extérieurs parmi lesquels les manipulations opérées par les grandes puissances ou les anciennes métropoles coloniales. De ce fait, ils comportent parfois **des risques d'extension** et la communauté internationale tente de s'y impliquer – souvent sans grand succès – pour tenter de les régler, d'où la présence de nombreuses troupes étrangères.

Deux conflits meurtriers

Parmi les conflits africains les plus meurtriers, ceux du Rwanda et du Congo ont particulièrement focalisé l'attention internationale. **Au Rwanda** a eu lieu du 6 avril au 4 juillet 1994 **un génocide** au cours duquel l'ONU estime que **800 000 à un million de Rwandais**, en majorité Tutsi, ont trouvé la mort. Ces hommes, ces femmes et ces enfants ont été massacrés par des membres de la majorité hutue, au pouvoir, parce qu'ils faisaient partie d'une minorité ethnique présente aussi dans les pays voisins, mais également en raison d'un contexte politique complexe mettant en jeu les États voisins (Ouganda, Burundi, Zaïre). Le pays tente aujourd'hui de soigner ses plaies et de revivre, ce qui passe par une réconciliation après un travail de justice et l'arrestation des assassins, ce qui est fait avec la coopération de TPIR. Pour autant, le pays n'a pas fini de régler les problèmes politiques et malgré une reconstruction déjà avancée des infrastructures, la cicatrisation sera longue, pour toute la région.

En **République démocratique du Congo (RDC)** se poursuit depuis des années une guerre chronique, décrite comme un conflit ethnique local, qui, en réalité, constitue une lutte pour le pouvoir, aux niveaux national et international (conflit entre les gouvernements de l'Ouganda, du Rwanda et de la RDC ainsi qu'avec des mouvements rebelles congolais). Les troubles ont commencé **en 1997**, avec la prise du pouvoir par les troupes de l'Alliance des forces démocratiques (AFDL) menées par Laurent-Désiré Kabila. L'Ouganda occupe l'Ituri (divisée entre hema et lendu, deux groupes ethniques) – **une région riche en ressources minières** et une importante réserve potentielle de pétrole – de 1998 à mai 2003, puis retire ses troupes suite à de fortes pressions internationales. Au cours de cette occupation, les soldats ougandais ont fourni des armes à divers groupes ethniques, favorisant la propagation d'une dispute d'origine limitée. Une **mission de l'ONU** est restée sur place, mais malgré un accord politique entre les factions en guerre (2002), les exactions se sont longtemps poursuivies sur le terrain, d'autant plus que la lutte pour le contrôle des ressources minières, dans ce pays

SEPTEMBRE 1998 : Les Talibans sont maîtres de 80 % du territoire afghan.

NOVEMBRE 1999 : Entrée en vigueur de l'embargo aérien et des sanctions financières votés par le Conseil de sécurité de l'ONU en raison de leur soutien au terrorisme.

2001 : Le mollah Omar ordonne la destruction de toutes les statues pré-islamiques, dont un Bouddha debout, le plus grand du monde, à Bamiyan. Elles sont dynamitées le 9 mars, malgré les protestations de la communauté internationale.

7 OCTOBRE 2001 : Les forces américaines et britanniques commencent l'opération « liberté immuable », une série de frappes massives contre des installations stratégiques du régime des Talibans. 24 novembre – un millier de marines américains débarquent avec des blindés et de l'artillerie.

◀ VOIR CARTE C P. 408 ▶

TPIR : Tribunal pénal international pour le Rwanda, créé en 1994.

DES CASQUES BLEUS DE L'OPÉRATION « UNION AFRICAINE-NATIONS UNIES » AU DARFOUR (MINUAD – CRÉÉE EN 2007)



**PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE :
RÉSOLUTION 1809 (2008)**

*Adoptée par le Conseil de sécurité
à sa 5868^e séance, le 16 avril
2008.*

◆ Le Conseil de sécurité, [...]

Se félicitant du rôle assumé par l'Union africaine dans les initiatives tendant à régler les conflits sur le continent africain et exprimant son soutien aux initiatives de paix conduites par l'Union africaine, et par l'intermédiaire des organisations sous-régionales, [...]

Considérant que les organisations régionales sont bien placées pour appréhender les causes profondes des conflits armés du fait de leur connaissance de la région qui peut être utile à la prévention ou au règlement de ces conflits. [...]

2. Encourage l'intervention continue des organisations régionales et sous-régionales dans le règlement pacifique des différends, notamment grâce à la prévention des conflits, à l'instauration de la confiance et aux efforts de médiation ; [...]

5. Se félicite également des récents développements de la coopération entre l'ONU, l'Union africaine et l'Union européenne, [...]

6. Encourage les organisations régionales et sous-régionales à resserrer et intensifier leur coopération, notamment celle instaurée entre l'Union africaine, l'Organisation des États américains, la Ligue des États arabes, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Union européenne, [...]

14. Se déclare résolu à examiner plus avant la manière de renforcer les capacités de l'ONU en matière de prévention des conflits armés, en particulier en Afrique ; [...] » ◆

aux riches sous-sols, est une des raisons de ce conflit. Entre 1998 et 2004, le nombre de morts est estimé à quatre millions d'individus, essentiellement des civils. En outre, un nombre incalculable de femmes – mais aussi d'hommes – ont subi des violences sexuelles (utilisées comme arme de guerre) et des tortures.

La paix est-elle possible en Afrique ?

De nombreux autres exemples de conflits pourraient être cités (Darfour, Sierra Leone, Liberia et Guinée). Ils ont pour point commun d'être des **guerres civiles qui débordent de leurs frontières** strictement nationales pour s'opérer dans un cadre régional, en raison des enjeux politiques, économiques, mais aussi de la non-adéquation des frontières nationales avec les frontières ethniques, qui est le résultat du découpage colonial.

La résolution de ces conflits passe par la mobilisation déjà importante des organisations internationales, mais elle doit aussi être prise en charge par les Africains eux-mêmes. À cet égard, l'Organisation régionale de l'Union africaine (successeur en 2002 de l'Organisation de l'unité africaine, créée en 1963) fait preuve d'initiatives de plus en plus efficaces pour faciliter le dialogue. L'ONU a joué, depuis la décolonisation, un rôle majeur pour la solution des conflits africains, mais elle a souvent échoué dans ses tâches de prévention malgré les moyens considérables mis en œuvre. L'organisation a tenté de **nouvelles méthodes**, en associant militaires et spécialistes des Droits de l'homme, personnels humanitaires et techniciens, car la phase de reconstruction, mais aussi de développement de la démocratie et de renforcement des États, est nécessaire au maintien de la paix. **Le développement économique et social** est sans doute la solution pour une pacification durable de l'Afrique. Les 22 pays classés par l'ONU « pays à faible développement humain » sont tous sans exception africains. Les guerres sont une des raisons de cet état de fait, mais elles ne sont pas la seule. À l'inverse, un véritable « décollage » économique d'un continent qui a encore **de fortes potentialités mal exploitées** offrirait sans doute une alternative attractive pour lutter contre l'économie illégale et les trafics qui entretiennent les guerres et la grande pauvreté.

■ Asie et Amérique latine sur la voie de l'apaisement ?

Des tragédies en Asie

En Asie, les conflits ouverts et meurtriers des années 1950-1975 (Corée, Vietnam, etc.) ont laissé aujourd'hui la place à des tensions larvées dues à la présence de groupes indépendantistes ou terroristes. Le continent asiatique est loin d'être dans une situation totalement apaisée, ne serait-ce qu'en raison de la survivance de nombreuses dictatures (Birmanie, Vietnam, Corée du Nord, Chine) et de la tension ethnique et religieuse forte dans certaines régions (Indonésie, Philippines, Sri Lanka).

Au Cambodge, le terrible gouvernement des **Khmers rouges** – responsables de la mort de 2 à 3 millions de personnes (mortes de faim, d'épuisement ou exécutées) sous le régime de Pol Pot (1975-1979) – a traumatisé de façon irrémédiable une population soumise à une expérience de négation de l'humanité. Si aujourd'hui certains criminels sont poursuivis par le tribunal mis en place avec l'ONU en 2006, il aura fallu trente ans, et il n'est pas certain que les coupables seront enfin punis (certains dirigeants actuels sont encore liés aux Khmers rouges). **En Indonésie**, le plus grand pôle musulman en dehors du Moyen-Orient et de l'Afrique (plus de 200 millions d'adeptes), les divers **mouvements rebelles** ont tissé des liens avec les réseaux terro-

ristes islamistes. D'où des attentats très fréquents, difficiles à prévenir et responsables de centaines de victimes chaque année.

La persistance de régimes dictatoriaux

La **Corée du Nord** est l'exemple le plus souvent avancé de ces dictatures qui résistent au temps et à la pression internationale. On peut aussi citer l'exemple du **Vietnam** où la dictature communiste dissimule encore les graves défaillances du régime qui conduisent régulièrement à des situations de famine. Mais le pays s'ouvre au tourisme depuis une décennie et le gouvernement espère y trouver des moyens de survie. L'actualité récente rappelle aussi les tensions au **Tibet** sous occupation chinoise (depuis 1950), où la Chine mène une politique de négation de l'identité tibétaine et où chaque révolte du peuple tibétain (1959, 1987, 1989, 2008) a été réprimée dans le sang (les estimations sont de 1,2 million de victimes au total, soit 1/6 de la population initiale). Le Dalaï Lama, dirigeant spirituel du Tibet en exil depuis 1959, a reçu le Prix Nobel de la paix en 1989.

Un cas moins médiatisé est celui de la **Birmanie** (Myanmar). À partir de 1962, ce pays est sous la dictature du général Ne Win. En 1988 se développe un courant de protestation populaire, tandis qu'un mouvement de guérilla (Karens) gagne du terrain. Un coup d'État militaire renverse le dictateur et, dans un contexte international de pression, le nouveau pouvoir décide l'année suivante d'organiser des élections libres. Or elles sont remportées à plus de 80 % par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi (prix Nobel de la paix en 1991). La junte militaire ne lui cède pas le pouvoir (elle est placée en résidence surveillée depuis), et maintient au contraire le pays sous un contrôle politique sévère (sanctions économiques depuis des années, sans grand effet). En septembre 2007, un mouvement protestataire des bonzes, soutenus par de nombreux Birmans, s'est manifesté. La répression et les arrestations y ont mis fin, mais la dictature, encore soutenue par la Chine, a fait face aux pressions internes et extérieures.

L'Amérique latine se démocratise

Dans les années 1970, l'Amérique latine a connu une recrudescence de violences et de coups d'État, et les régimes dictatoriaux s'y compartaient par dizaine. On peut évoquer le putsch du général Pinochet au Chili (1973), contre le gouvernement de coalition socialiste de Salvatore Allende, ou bien au Nicaragua, la prise du pouvoir par les Sandinistes en 1978, puis l'année suivante par un régime prosoviétique, tandis que la guérilla des contras était soutenue par les États-Unis. Depuis les années 1980, des régimes démocratiques se sont progressivement établis dans la plupart des pays, à l'exception de Cuba, mais aussi d'Haïti (tombée à nouveau dans une grande crise politique).

Cependant, malgré les nets progrès, l'Amérique latine a du mal à consolider sa démocratie et certains mouvements de rébellion interne y perdurent, alimentés par l'argent de la drogue et de rançons. C'est le cas des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), à l'origine de plus de 30 000 prises d'otages, dont celle d'Ingrid Betancourt, femme politique franco-colombienne. Créée en 1964, l'organisation a relancé des actions violentes dans les années 1990, après une période d'inactivité. Dans ce pays comme dans d'autres, les inégalités sociales se sont fortement accrues, dans le contexte de la mondialisation. C'est donc la capacité des gouvernements à mettre en place des réformes économiques et sociales durables qui sera la meilleure garantie d'une pacification définitive des sociétés latino-américaines.

AUNG SAN SUU KYI



© Daniel Simon/Gamma Rapho

L'opposante Aung San Suu Kyi, secrétaire générale de la Ligue nationale pour la démocratie, a été élue députée en avril 2012. À cette date, c'était toujours une junte militaire qui dirigeait le pays.

ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001

◆ Ce jour-là ont eu lieu une série d'attaques terroristes contre des cibles symboliques sur le territoire américain : deux avions commerciaux se sont écrasés contre les tours jumelles du *World Trade Center* à Manhattan (New York), un autre contre le Pentagone, siège du département de la Défense à Washington. Un quatrième avion, détourné de son objectif par les passagers, s'est écrasé en rase campagne (Pennsylvanie).

Le rapport de la Commission nationale (2004) a conclu à la responsabilité du réseau Al-Qaïda. Oussama Ben Laden s'était déjà à plusieurs reprises félicité de ces attentats dans des messages vidéos.

Le choc psychologique a été considérable au plan international car ces attentats ont été vécus presque en direct par des centaines de millions de téléspectateurs à travers le monde, mais aussi en raison du nombre considérable de victimes (2 973 morts et plusieurs milliers de personnes blessées). ◆

LE USA PATRIOT ACT

◆ Loi américaine d'exception pour lutter contre le terrorisme, votée pour quatre ans par le Congrès et signée par George W. Bush, le 26 octobre 2001. Cette loi renforce considérablement les pouvoirs et les moyens des différentes agences gouvernementales (FBI, CIA, NSA) et de l'armée) dans les domaines de l'investigation. Cette loi a créé les statuts de combattant ennemi et combattant illégal, qui permettent au gouvernement des États-Unis de détenir sans limite et sans inculpation toute personne qu'il juge terroriste.

Le Patriot Act a été modifié en 2006, mais néanmoins prorogé. ◆

3 Des menaces nouvelles

■ Le terrorisme constitue désormais une menace mondiale

Si le terrorisme a une longue histoire, en particulier en Europe, les attentats du **11 septembre 2001** aux États-Unis ont marqué une étape nouvelle. La lutte contre le terrorisme islamiste est devenu la priorité de la politique extérieure des États-Unis – traumatisés par cette violente attaque au cœur de leur territoire – et de leurs alliés. Cet attentat est devenu le symbole universel du « mal absolu », et il a montré que des groupes ultra-minoritaires pouvaient causer de graves dommages dans un pays pourtant surarmé, dans une guerre asymétrique sans garantie de victoire pour les grandes puissances traditionnelles.

En effet, **le terrorisme international a su adapter ses moyens et ses méthodes** à la mondialisation, profitant de nouveaux espaces de propagande (internet) et de vastes réseaux de financement et d'approvisionnement en armes. Sa structure spécifique lui confère une grande adaptabilité. Ses figures emblématiques (Carlos, Ben Laden) ne sont que la face apparente de réseaux extrêmement bien organisés, à la fois souples, mobiles et polymorphes.

Les mobiles de ce terrorisme sont multiples. Dans certains pays, la situation est très complexe car elle est également liée à une situation politique et historique, aggravée par la poussée du mouvement islamiste radical. C'est le cas pour l'Algérie et la Somalie. Mais d'une façon générale, ce terrorisme vise à ébranler les démocraties occidentales et à instaurer à terme des régimes islamiques.

Face à ces agissements meurtriers, **une réponse collective** de la communauté internationale est nécessaire. Or l'insécurité que ces actions terroristes engendrent conduit à la montée de la répression préventive (obsession sécuritaire), avec un risque de remise en cause de la garantie constitutionnelle des libertés (par exemple, la législation américaine du « Patriot Act »). Bien plus, **certaines dérives graves** à l'encontre des Droits de l'homme sont observées : actes de torture de la part de militaires américains ou britanniques, maintien d'accusés hors de tout droit dans le camp de Guantanamo (base militaire américaine à Cuba) pendant plusieurs années (jusqu'à 750 personnes emprisonnées). S'il est vrai que les groupes terroristes tirent profit des démocraties pour développer leur propagande et leurs actes, les démocraties qui se laissent entraîner dans des agissements non respectueux des Droits de l'homme, même dans un but de protection de la population, n'ont-elles finalement pas perdu cette guerre inégale ?

■ Prolifération nucléaire et « Axe du mal »

L'arme nucléaire n'est évidemment pas une arme comme une autre, pour autant, son emploi n'a pas été jugé illicite en soi par la Cour internationale de justice (avis de juillet 1996). Elle fait cependant l'objet d'un régime juridique international particulier, défini par le **Traité sur la non-prolifération nucléaire** (TNP), signé en 1968, qui vise à en prévenir la prolifération au-delà du nombre limité des États préalablement dotés de l'arme nucléaire, soit la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie. Il est signé en 1995 par 170 pays (sauf l'Inde, Israël et le Pakistan). La Corée du Nord s'est retirée en 2003. En 1996 est conclu un traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), puis en 1998, un protocole additionnel sur les mesures de vérification.

Pourtant, au cours des dernières décennies, **les progrès de la non-prolifération ont été remis en cause** : l'Inde et le Pakistan ont ouvertement poursuivi leur programme nucléaire et ont procédé à des essais ; Israël n'a jamais ouvertement affirmé en posséder, mais son appartenance au « club nucléaire » est quasiment établie ; enfin on a soupçonné des programmes nucléaires clandestins dans plusieurs pays signataires (Iran, Irak, Corée du Nord, voire Syrie). La maîtrise de la prolifération nucléaire est l'un des défis de l'avenir, car ces armes pourraient tomber entre les mains de groupes terroristes. D'où le lien fait dans le cas des « États voyous ».

Dans les années 1980, le gouvernement américain (président Reagan) a en effet développé le **concept d'États voyous** (*rogue states*), c'est-à-dire des États qui ne respectent pas les lois internationales les plus essentielles, organisent ou soutiennent des attentats ou violent de manière systématique les Droits de l'homme. Donc des États dangereux pour la sécurité collective, mais aussi pour les intérêts américains. À cette époque la Libye du colonel Kadhafi était particulièrement visée, et par la suite (fin des années 1990) la Corée du Nord communiste, l'Iran islamiste, le Pakistan, l'Irak et l'Afghanistan (ces trois derniers ont été retirés de la liste, pour le premier en raison de sa coopération après le 11-Septembre, pour les deux autres, depuis leur occupation par des troupes américaines). D'autres États comme Cuba, le Soudan ou le Venezuela sont parfois cités.

Depuis 2000, en raison des critiques nombreuses contre cette expression, on évoque désormais des « États préoccupants » (*states of concern*), mais l'ancienne appellation est encore utilisée. Depuis 2002, le concept a évolué en « **Axe du mal** », bien qu'aucune coordination ne soit prouvée entre l'Iran et la Corée du Nord, ces deux pays sont accusés de vouloir fabriquer des armes de destruction massive et de soutenir le terrorisme.

Parmi les pays qui refusent de se plier aux principes du droit international, **l'Iran** est sans doute celui dont le danger potentiel est le plus grand. La révolution islamiste chiite iranienne de 1979, mettant fin à la monarchie du Shah, soutenue par les États-Unis, a engendré une situation nouvelle pour cette puissance régionale aux grandes ambitions économiques et politiques. C'est pourquoi elle est considérée comme une menace par certains de ses voisins, mais aussi par les États-Unis et Israël qui s'inquiètent, depuis 1989, du développement de son programme nucléaire. En 2005, le dirigeant Mahmoud Ahmadinejad a fait des déclarations agressives contre Israël et **a refusé les contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)**, ce qui a suscité la préoccupation de la communauté internationale. Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté à plusieurs reprises des résolutions (2006 et 2007) faisant injonction à l'Iran d'accepter les contrôles (sous peine de gel des avoirs à l'étranger), et une nouvelle série de sanctions plus sévères a été décidée en mars 2008 (concernant la restriction des échanges commerciaux).

Pays à l'origine du premier affrontement militaire indirect de la guerre froide, **la Corée du Nord** est l'un des derniers régimes communistes survivants et sans doute le pays à la frontière la plus fermée et la plus militarisée au monde. La paranoïa des dirigeants de ce pays très pauvre de près de 25 millions d'habitants, encore régulièrement menacés de famine, les a conduits à développer un programme nucléaire militaire. C'est en réponse au déploiement de missiles en Corée du Sud par les États-Unis, durant la guerre froide que la Corée du Nord s'était lancée dans la course aux armements stratégiques. Malgré le retrait annoncé par le président Clinton, en 1991, de ces armes nucléaires, suivi trois

NON-PROLIFÉRATION :

RÉSOLUTION 1803

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 5 848^e séance, le 3 mars 2008.

◆ Le Conseil de sécurité, [...]

Notant avec inquiétude que l'Iran a contesté le droit de l'AIEA de vérifier les caractéristiques techniques fondamentales communiquées par l'Iran [...], et que le droit de l'Agence de vérifier les caractéristiques techniques fondamentales qui lui sont soumises est un droit permanent, [...]

Préoccupé par les risques de prolifération que présente le programme nucléaire iranien et, à cet égard, par le fait que l'Iran continue à ne pas se conformer aux exigences du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA, [...]

1. Réaffirme que l'Iran doit prendre sans plus tarder les mesures prescrites par le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA [...];

8. Décide que tous les États prendront les mesures nécessaires pour prévenir la fourniture, la vente ou le transfert, directs ou indirects, à l'Iran, [...] des articles énumérés ci-après, provenant ou non de leur territoire ; [...]

9. Demande à tous les États de faire preuve de vigilance lorsqu'ils souscrivent de nouveaux engagements d'appui financier public aux échanges commerciaux avec l'Iran, [...]

16. c) Que, au cas où il ressortirait du rapport demandé [...] que l'Iran n'a pas appliqué les dispositions de la présente résolution, il adoptera [...] toutes autres mesures qui pourraient être requises pour persuader l'Iran de se conformer à ces résolutions et aux exigences de l'AIEA [...] ◆

ans plus tard de l'accord Pyongyang-Washington qui gela l'effort nord-coréen d'armement nucléaire pour huit ans, contre la fourniture de pétrole, les dirigeants nord-coréens – en réaction au changement d'attitude de la nouvelle administration Bush (abrogation de l'accord en 2002) – ont relancé le développement de leur potentiel atomique. Un accord est intervenu à Pékin (septembre 2005), mais le texte, aux formules vagues, n'a pas réglé le problème, puisque le 9 octobre 2006 la Corée du Nord a procédé à son **premier essai nucléaire**. Cet essai fut suivi de sanctions de la part de l'ONU, sanctions soutenues pour la première fois par la Russie et la Chine. La Corée a dû signer un accord sur la dénucléarisation (février 2007), mais de nouveaux essais ont eu lieu par la suite. La véritable étendue des capacités nord-coréennes de production d'armes nucléaires opérationnelles reste en partie inconnue à la fin des années 2000.

■ Des instabilités économiques et financières graves

D'autres menaces pèsent sur la paix et l'équilibre du monde, d'ordre économique et financier.

L'histoire du xx^e siècle a été semée de **crises économiques** graves succédant à des périodes d'euphorie et de croissance. Au-delà de la première grande **crise financière** puis économique de l'après-Seconde Guerre mondiale, en 1971/1973, les années 1987 (krach boursier), 1997 (crise asiatique), 2000 (explosion de la « bulle technologique ») et 2007 (crise des subprimes) ont été elles aussi le moment de tensions très fortes sur les marchés internationaux des capitaux et de mouvements de panique facilités par la vitesse de déplacement – quasi instantanée – des flux financiers. La moindre **crise d'apparence locale** provoque en quelques jours, voire en quelques heures, un séisme à l'échelle planétaire, qui a très vite des conséquences économiques pour la plupart des pays du monde. On pourrait ainsi citer la crise asiatique de **1997**, occasionnée par la baisse de la monnaie thaïlandaise et qui s'est rapidement propagée à toute l'Asie du Sud-Est, puis à d'autres pays émergents (Russie, Argentine, Brésil). Ou encore la crise des subprimes, crédits immobiliers « à risque », en été **2007**, qui a touché toutes les grands établissements financiers du monde, par le jeu des investissements croisés et de l'imbrication de la finance internationale, et a provoqué quelques faillites retentissantes et un ralentissement net de la croissance mondiale, voire une récession toujours en cours. Ce type de situation fragilise encore plus **les économies les plus faibles** et peut conduire, dans certains cas, à des **instabilités sociales et politiques graves**.

Récemment est aussi réapparu un problème que l'on croyait presque disparu, sauf crise ponctuelle, celui de la **question alimentaire**. En effet, l'agriculture mondiale a été depuis plus d'une décennie, contrainte de s'adapter à la concurrence mondiale et les États forcés de mettre fin aux subventions importantes qu'ils versaient à leurs agriculteurs. Les prix agricoles sont donc aujourd'hui les prix du marché, donc de l'offre et de la demande. Or sous l'effet mécanique de la croissance démographique, même de plus en plus contenue, et avec l'élévation du niveau de vie dans les pays émergents, en particulier en Chine, **la pression sur la demande en produits alimentaires** s'est fortement accrue depuis le milieu de la décennie 2000 et les prix ont suivi. Cette situation est aggravée par le fait que de nombreux pays africains ont délaissé **l'agriculture vivrière** au profit d'une production d'exportation dont les prix fluctuent et qui n'est pas suffisamment concurrentielle face aux puissants moyens de **l'agriculture productiviste** américaine et européenne. De plus, la montée des préoccupations écologiques, dans les

Voir aussi les chapitres 3 et 20.

LES ÉMEUTES DE LA FAIM

◆ « Depuis quelques jours tout le monde s'exprime sur la crise alimentaire mondiale et sur les émeutes qu'elle provoque. Les volumes de production pour cette année encore, sont là. Nous ne sommes pas dans une situation de pénurie. Mais l'accès à l'alimentation des populations n'est plus possible face à une augmentation considérable des prix. Celle-ci est le résultat d'une forte spéculation. [...] »

L'émergence des agrocarburants à base de grains, a engagé la production agricole dans une compétition avec la production d'énergie. La Confédération paysanne rappelle que cette situation ne pourra changer qu'avec :

– une politique de reconstitution de stocks stratégiques sécuritaires par les États ;

pays les plus riches, a contribué à faire croître fortement la demande pour les agro-carburants qui font concurrence aux productions alimentaires sur des superficies agricoles non extensibles, et même en régression en raison de l'extension urbaine généralisée.

Or au début de l'année 2008, l'augmentation brutale des prix (renforcée encore par la poussée des prix du pétrole) a été telle qu'elle a provoqué des **émeutes de la faim** dans de nombreux pays en développement (spectaculaires en Haïti où une partie de la population est très menacée de famine et où elles ont conduit à une chute du gouvernement). Des émeutes ont aussi eu lieu dans plus de 35 pays, dont l'Égypte, l'Indonésie, les Philippines et de nombreux pays africains, en particulier le Burkina Faso et la Mauritanie. Or cette hausse des prix devrait se poursuivre et sans doute les révoltes s'amplifier. C'est donc le retour d'un certain **affrontement Nord-Sud**, que l'on croyait disparu, car malgré la progression moyenne du niveau de vie, la pauvreté reste très étendue dans le monde. Encore un facteur inquiétant d'instabilité pour l'avenir...

– la mise en place d'un moratoire sur les agrocarburants ;
– la suspension de l'accès des denrées alimentaires aux marchés à terme ;

– la mise en place d'un plan de développement agricole et alimentaire mondial.

Ces conditions sont simultanément et immédiatement nécessaires. Elles doivent s'appuyer sur la mise en place du droit à la Souveraineté Alimentaire. » ♦

Confédération paysanne, « Les émeutes alimentaires résultent du choix de libéraliser l'agriculture ! », Communiqué de presse, 17 avril 2008.

Le point sur...

Les réseaux du terrorisme

L'organisation à l'échelle internationale

Les nombreux groupes terroristes ont souvent une motivation spécifique et donc, à la base, une implantation locale (Afghanistan, Indonésie, Amérique latine, Palestine, etc.). Cependant, on a vu apparaître, dans la dernière décennie, une « nébuleuse » terroriste, terme sans doute plus approprié que celui de « réseau » organisé. Des liens de plus en plus nombreux, même s'ils restent plus ou moins informels, ont été prouvés entre des groupes terroristes qui n'avaient, *a priori*, aucun point commun.

À la tête de l'un des plus importants groupes terroristes (Al-Qaïda) se trouvait, au début des années 2000, le milliardaire d'origine saoudienne Oussama Ben Laden, dont l'influence semblait s'étendre bien au-delà du mouvement placé sous son

contrôle direct. De nombreux auteurs d'attentats d'initiative autonome se revendiquent néanmoins comme « membres d'Al-Qaïda ». D'où une lecture difficile de l'exact contour des réseaux terroristes. Les puissants moyens financiers dont Ben Laden a pu disposer expliquent en partie la réussite spectaculaire de l'attentat du 11 septembre 2001, mais aussi de ceux contre les ambassades américaines à Dar es-Salam et Nairobi en 1998. Or sa fortune personnelle, acquise légalement dans les affaires avant son engagement aux côtés des groupes islamistes radicaux, était considérable et elle continue à fructifier et à être mise au service de cette cause, malgré la lutte internationale antiterroriste.

Le financement du terrorisme

Les différentes organisations terroristes dépendent en effet de financements conséquents

pour mener leur action clandestine. Au-delà des ressources traditionnelles de type « impôt révolutionnaire » prélevé sur les populations locales, ces groupes ont progressivement mis la main sur une partie des activités illícites (drogue et trafic en tout genre) longtemps contrôlées par les groupes mafieux. Pour recycler l'argent de ces trafics se sont organisés, à l'échelle internationale, des réseaux très complexes de « blanchiment » et de financement qui s'entrecroisent avec divers réseaux légaux de financement. D'où une très grande difficulté pour le démontage de ces sources de financement. D'autant plus que les réseaux utilisés par les terroristes ne leur sont pas spécifiques, car ils utilisent les facilités de la finance internationale, et les transferts de fonds qu'ils opèrent empruntent souvent des circuits financiers légaux.

Les sources illégales de financement sont multiples et presque illimitées, à commencer par le commerce de stupéfiants (qui selon l'ONU représente environ 8 % du commerce mondial), mais aussi le trafic de médicaments ou d'espèces animales protégées, la contrefaçon et diverses fraudes à des financements publics. Si la lutte internationale contre le blanchiment de capitaux et la coopération judiciaire internationale ont fait des progrès considérables, beaucoup d'États ou de micros États dans le monde (plus de 70 selon l'ONU) sont plus ou moins des

paradis fiscaux – et refusent toute levée du secret bancaire ou coopèrent peu – (les trois derniers territoires non coopératifs (2008), selon l'OCDE, se situent tous en Europe : Lichtenstein, Andorre et Monaco).

Par ailleurs, dans le cas de Ben Laden, il s'agit aussi de trouver des moyens d'utiliser des sources légales de financement (sa fortune personnelle, le revenu de ses sociétés sous des noms d'emprunt ou des dons), ce qui se fait sous la forme de « blanchiment à l'envers », afin de dissimuler l'origine de ces fonds

utilisés pour les actions subversives et les attentats. La coopération internationale devra donc encore progresser dans ce domaine, car tant que les sources de financement seront disponibles, des groupes terroristes pourront continuer d'opérer, malgré tous les dispositifs, coûteux, de surveillance et de sécurité. Or dans ce domaine, l'internationalisation de la finance est totale, tandis que celle de la police est très partielle, malgré l'émergence récente d'un droit international de la lutte antiterroriste (ONU et EU).

Bibliographie

Les conflits dans le monde – Généralités

- V. AVIOUTSKII, *Géopolitiques continentales. Le monde au XXI^e siècle*, coll. « U », Armand Colin, 2006.
- D. BATTISTELLA, *Retour à l'état de guerre*, Armand Colin, 2006.
- F. CHARILLON, *Les Relations internationales*, coll. La Documentation française, 2012.
- L. COHEN-TANUGI, *Guerre ou paix. Essai sur le monde de demain*, Grasset, 2007.
- C.-P. DAVID, *La Guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Presses de Sciences Po, 2006.
- P. DELMAS, *Le Bel Avenir de la guerre*, coll. « Folio », Gallimard, 1997.
- J.-L. DUFOUR, M. VAÏSSE, *La Guerre au XX^e siècle*, coll. « Carré histoire », Hachette, 2013.
- L. GAUTIER, *Face à la guerre*, La Table Ronde, 2006.
- J.-B. DUROSELLE, André KASPI, *Histoire des relations internationales*, t. 2, *De 1945 à nos jours*, Armand Colin, 2009.
- P. HASSNER, Roland MARCHAL (dir.), *Guerres et sociétés. État et violence après la guerre froide*. Karthala, 2003.
- S. HUNTINGTON, *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, 2000.
- T. DE MONTBRIAL, P. MOREAU DEFARGES (dir.), *RAMSES*, IFRI, une publication annuelle.
- P. MOREAU DEFARGES, *Relations internationales*, t. 1 : *Questions régionales* ; t. 2 : *Questions mondiales*, coll. « Points », Seuil, 2010-11.
- D. SMITH, *Atlas des guerres et des conflits dans le monde*, Autrement, 2003.
- G.-H. SOUTOU, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest de 1943 à 1990*, Fayard, 2001.
- F. THUAL, *La Planète émietlée*, Arléa, 2002.
- M. VAÏSSE, *Les Relations internationales depuis 1945*, Armand Colin, 14^e éd. 2015.
- M. VAÏSSE, *Dictionnaire des relations internationales de 1900 à nos jours*, Armand Colin, 2009.

Les conflits du Proche et du Moyen-Orient

- G. CORM, *Le Proche-Orient éclaté. 1956-2012*, 2 tomes, coll. « Folio », Gallimard, 2012.
- F. ENCEL, *Géopolitique d'Israël*, coll. « Points », Seuil, 2011.
- Robert FISK, *La Grande Guerre pour la civilisation ; l'Occident à la conquête du Moyen-Orient (1979-2005)*, La Découverte, 2006.

- B. BOUTROS-GHALI, S. PERES, *60 ans de conflit israélo-arabe : témoignages pour l'histoire*, Complexe, 2006.
- A. GRESH, Dominique VIDAL, *Les 100 clés du Proche-Orient*, coll. « Pluriel », Hachette Littératures, 2011.
- C. HENDERLIN, *Paix ou Guerres. Les secrets des négociations israélo-arabes. 1917- 1997*, Stock, 1997.
- R. LEVEAU (dir.), *Afrique du Nord, Moyen-Orient - Espaces et conflits*, La Documentation française, 2003.
- F. MERMIER (dir.), *Liban, une guerre de trente-trois jours*, La Découverte, 2007.
- Questions internationales*, Dossier : « Moyen-Orient : Zone de conflits », n° 1, mai-juin 2003.
- Questions internationales*, Dossier : « Guerre et paix en Irak », n° 16, oct.-nov. 2005.
- Questions internationales*, Dossier : « Israël », n° 28, nov.-déc. 2007.
- Problèmes politiques et sociaux*, La Deuxième Intifada, n° 879, La Documentation française, 2002.
- C. ZORGBIBE, *Terres trop promises : une Histoire du Proche-Orient*, La Manufacture, 1991.

Autres aires de conflits

- G. CASTELLAN, *Histoire des Balkans (XIV^e -XX^e siècle)*, Fayard, 1999
- J.-P. CHRÉTIEN, *L'Afrique des grands Lacs ; deux mille ans d'histoire*, Flammarion, 2011.
- O. DABENE, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Armand Colin, 2003.
- M.-R. DJALILI, *Géopolitique de l'Iran*, Bruxelles, Complexe, 2005.
- B. EISENBAUM, *Guerres en Asie centrale : Lutttes d'influence, pétrole, islamisme et mafias 1850-2004*, Grasset, 2005.
- P. H., *Géopolitique de l'Afrique*, SEDES, 2012.
- S. JMOR, *L'Origine de la question kurde*, L'Harmattan, 2000.
- S. MATTON, *Srebrenica : Un génocide annoncé*, Flammarion, 2005.
- A. POLITKOVSKAÏA, *Tchéchénie, le déshonneur russe*, coll. « Folio », Gallimard, 2005. Témoignage d'une journaliste assassinée en 2006.
- P. PELLETIER (dir.), *Géopolitique de l'Asie*, Nathan, 2014.
- G. PERIES, David SERVENAY, *Une guerre noire : Enquête sur les origines du génocide rwandais (1959-1994)*, La Découverte, 2007.
- G. PRUNIER, *Le Darfour, un génocide ambigu*, La Table ronde, 2011.
- Questions internationales*, Dossier : « Les conflits en Afrique », n° 5, janv.-fév. 2004.
- Questions internationales*, Dossier : « Les Balkans et l'Europe », n° 23, janv.-fév. 2007.
- Questions internationales*, Dossier : « L'Iran », n° 25, mai-juin 2007.
- N. REYNOLDS, *Le Cachemire dans le conflit indo-pakistanaï (1947-2004)*, L'Harmattan, 2005.
- J. SOPPELSA, *Géopolitique de l'Asie-Pacifique*, Ellipses, 2001.

Justice internationale et action humanitaire

- G. ANDREANI, P. HASSNER (dir.), *Justifier la guerre ? De l'humanitaire au contre-terrorisme*, Presses de Sciences Po, 2014, 2^e éd. augmentée.
- B. BADIE, *La Diplomatie des Droits de l'homme : entre éthique et volonté de puissance*, Fayard, 2002.
- F. HARTMANN, *Paix et châtement*, Flammarion, 2007.
- P. HASSNER, *La Violence et la paix : de la bombe atomique au nettoyage ethnique*, Seuil, 2008.
- M.-A. PÉROUSE DE MONTCLOS, *Aide humanitaire, aide à la guerre ?*, Complexe, 2002.
- Questions internationales*, Dossier : « Justices internationales », n° 4, nov.-déc. 2003.
- Relations internationales*, Dossier : « Droits de l'Homme et relations internationales » (2 vol.), n° 131, juil. 2007 et n° 132, oct. 2007.
- Problèmes politiques et sociaux*, L'Action humanitaire, n° 864, La Documentation française, 2001.

Menaces diverses

- J.-M. BALENCIE et A. DE LA GRANGE (dir.) *Mondes rebelles, l'encyclopédie des acteurs, conflits et violences politiques*, Michalon, 2003.
- P. BONIFACE, B. COURMONT, *Le Monde nucléaire : arme nucléaire et relations internationales depuis 1945*, Armand Colin, 2006.

R. BOYER, M. DEHOVE, D. PLIHON, *Les Crises financières*, La Documentation française, 2004.
 F. GERE, *L'Iran et le nucléaire : les tourments perses*, Lignes de repères, 2006.
 N. CHAIX (dir.), *Armement et désordre mondial*, La Documentation française, 2006.
Politique étrangère, Dossier : « États voyous », printemps 2000.
Questions internationales, Dossier : « Les armes de destruction massive », n° 13, mai-juin 2005.
 J. SGARD, *L'Économie de la panique. Faire face aux crises financières*, La Découverte, 2002.

Le terrorisme

Indispensable pour commencer :

G. CHALLAND, A. BLIN (dir.), *Histoire du terrorisme, de l'Antiquité à Al-Qaida*, Bayard, 2006.
 Et aussi :
 J. BAUD, *La Guerre asymétrique ou la Défaite du vainqueur*, Rocher, 2003.
 D. BENJAMIN, « Le terrorisme en perspective », *Politique étrangère* 2006-4 (Hiver), p. 887-900.
Problèmes politiques et sociaux, Le Terrorisme, violence et politique, La Documentation française, sept. 2001.
Esprit, Dossier Terrorisme, contre-terrorisme, la guerre perpétuelle, n° 327, août-sept. 2006.
 G. FERRAGU, *Histoire du terrorisme*, Perrin, 2014.
 J.-F. GAYRAUD et D. SENAT, *Le Terrorisme*, coll. « Que sais-je ? », PUF, 2006.
 F. GERE, *Pourquoi le terrorisme ?*, Larousse, 2006.
 F. HEISBOURG (dir.), *Hyperterrorisme : la nouvelle guerre*, Odile Jacob, 2001.
 G. KEPPEL, *Jihad*, coll. « Folio », Gallimard, 2003.
 G. LE GUELTE, *Terrorisme nucléaire. Risque majeur, fantasme ou épouvantail*, PUF, 2003.
L'histoire, Dossier « Juifs, chrétiens, musulmans, terroristes au nom de Dieu », n° 259, nov. 2001.
Questions internationales, Dossier « Les terrorismes », n° 8, juillet-août 2004.
 I. SOMMIER, *Le Terrorisme*, Flammarion, 2000.
 D. VENNER, *Histoire du Terrorisme*, Pygmalion, 2002.

Réseaux et financement du terrorisme

A. CHOUET, « Violence islamiste et réseaux du terrorisme international », *Politique étrangère*, automne-hiver 2003-2004.
 R. GUNARATNA, *Al-Qaida, au cœur du premier réseau terroriste mondial*, Autrement, 2002.
 R. LABEVIERE, *Les Dollars de la terreur : les États-Unis et les islamistes*, Grasset, 1999.
 A. LAÏDI, A. SALAM, *Le Jihad en Europe. Les filières du terrorisme islamique*, Seuil, 2002.

Vers un monde globalisé et pacifié ?

La fin du monde bipolaire, qui assurait une stabilité relative aux grands blocs, avait été suivie d'une décennie de grands renouveaux et de grands espoirs, mais soumise à un fort déséquilibre. La puissance soviétique abattue et la nouvelle Russie ayant du mal à émerger, il ne demeurerait qu'une hyperpuissance américaine dont on prédisait qu'elle dominerait le monde pour longtemps. Or dans le monde de l'après 11-Septembre 2001 se dessinent de nouvelles lignes de partage et une nouvelle hiérarchie à venir de la puissance internationale. C'est donc un monde multipolaire qui s'annonce, avec l'apparition ou la réémergence de plusieurs puissances économiques et politiques. C'est un monde à la fois globalisé, y compris dans les cultures, grâce à la puissance des moyens de communication, mais aussi mis en tension par des oppositions de civilisations qui ont trouvé des échos porteurs.

1 Un nouvel équilibre

Après la domination sans partage du monde par les puissances européennes jusqu'au milieu du ^{xx}e siècle, la guerre froide avait mis en place pendant quarante-cinq ans un nouvel équilibre du monde basé sur l'opposition de deux Supergrands.

■ Le retour de la Russie

La chute du mur de Berlin et ses conséquences en Europe de l'Est et en URSS ont entraîné l'effondrement du système communiste soviétique. **La nouvelle Russie éclatée** (1992), en grande difficulté économique, semblait avoir définitivement perdu son rang. Or, après une décennie de tâtonnements et de tentatives de reconstruction démocratique, la Russie est non seulement revenue sur la scène internationale, mais elle a développé de puissants moyens économiques au service d'un État qui cherche une position forte dans le monde.

État-continent, la Russie est avant tout une **puissance territoriale** : avec une superficie de plus de 17 000 000 km² (1/9^e des terres), elle demeure le plus vaste État du monde, malgré la perte de 24 % de son territoire antérieur, soit les nombreuses Républiques autrefois membres de la fédération soviétique et désormais indépendantes (Biélorussie, Ukraine, Géorgie, Finlande, États baltes, États de la Transcaucasie – Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan, États de l'Asie centrale – Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizstan, Tadjikistan), et malgré une population limitée (143 millions environ) et en recul. Son sous-sol lui offre un potentiel de puissance économique sans pareil, grâce à d'immenses ressources minières et **réserves d'hydrocarbures** (premières réserves mondiales), dans un contexte mondial de forte demande en énergie et en matières premières industrielles qui a entraîné une envolée des prix. De ce fait, le PIB russe, après avoir beaucoup chuté entre 1990 et 1998 (plus bas niveau), a retrouvé son niveau de 1991 (en monnaie constante) et son taux de croissance dépasse 6 % par an. Après avoir largement privatisé (sous Boris Eltsine), l'État russe, sous la poigne de fer de Vladimir Poutine, a reconstruit **une économie en grande partie nationalisée**, ce qui met à la disposition de l'État russe et de sa nouvelle politique de puissance des moyens en forte croissance. De plus, son potentiel économique important a attiré beaucoup d'investisseurs étrangers et une classe moyenne s'y est

◀ VOIR CARTE B p. 414 ▶

PIB de la Russie

10 % en 2000 ; 6,4 % en 2005, environ 6,5 % en 2008.

VLADIMIR POUTINE

◆ C'est un homme d'État russe (né en 1952), chef du gouvernement de 1999 à 2000 et de 2008 à 2012, et président de la Fédération de Russie de 2000 à 2008. Il est à nouveau candidat et réélu en 2012.

Issu de l'ancien système soviétique, membre du KGB, il est devenu l'un des plus proches conseillers du président Boris Eltsine, il devient chef du gouvernement en 1999.

À partir du 31 décembre 1999, il assure les fonctions de président de la Fédération de Russie par intérim à la suite de la démission de Boris Eltsine, puis devient président le 7 mai 2000, après avoir remporté l'élection présidentielle dès le premier tour.

L'alternance avec Dimitri Medvedev (président de 2008 à 2012) est dû au fait que la constitution russe interdit d'exécuter plus de deux mandats consécutifs. ◆

développée, augmentant les possibilités d'absorption du marché intérieur. Mais **de grands défis** sont encore à relever, comme par exemple l'amélioration d'infrastructures vétustes, extrêmement coûteuses sur un si vaste territoire, ou celle de la situation environnementale, plutôt dégradée, tout comme une modernisation urgente de la production agricole ou des industries anciennes. De plus, des forces de dissolution interne du fédéralisme russe sont encore à l'œuvre, en particulier avec la rébellion tchétchène et les fortes inégalités entre régions. L'inertie est grande également, face aux réformes en cours et la crise démographique affaiblit le pays.

La Russie reste cependant une **puissance militaire, nucléaire et spatiale**. Elle déploie à ses frontières, véritables interfaces continentales, ses intérêts de grande puissance et souhaite s'imposer comme interlocutrice **très présente dans la diplomatie mondiale**. Ainsi, si elle a pour le moment abandonné la scène africaine, elle reprend le chemin de l'Asie centrale (Iran) où se retrouvent aussi de plus en plus les intérêts chinois et américains, négocie avec l'Union européenne en faisant usage de l'arme énergétique et impose ses interdictions à l'OTAN (Ukraine). **Sa politique étrangère** repose sur la conception d'un monde multipolaire, mais dans lequel elle compte sur une place spécifique, par son histoire, son territoire et son potentiel. Le discours russe s'est durci et s'est fait plus offensif. Mais la diplomatie russe soigne aussi son style et défend une nouvelle image.

La Russie a vécu pendant une quinzaine d'années **une profonde crise d'adaptation** au monde nouveau issu de la fin de la guerre froide. Si sa puissance est incomplète et encore fragile sur certains aspects, elle est redevenue un État majeur sur la scène diplomatique. Elle contribue à un certain **rééquilibrage des forces internationales** face à une Amérique du Nord trop longtemps omniprésente et pas toujours la mieux à même de jouer un rôle d'intermédiaire dans certaines régions du monde.

■ Des nouveaux pays réclament une plus juste place

Parmi les pays émergents, deux ou trois possèdent des attributs assez complets de la puissance, en particulier territoriale et démographique ou militaire. C'est le cas de la **Chine** et de l'**Inde**, envisagés comme les deux supergrands du futur, et peut-être aussi du **Brésil** (dont la population a atteint 200 millions). C'est un défi pour l'avenir, pour ces pays, et pour le nouvel équilibre du système international.

La Chine, un géant fragile ou redoutable ?

Après des années de réformes économiques, depuis la mort de Mao Zedong (1976), la république populaire de Chine obtient des résultats surprenants et **une croissance économique assez spectaculaire**, depuis le milieu des années 1980 (la Chine connaît en moyenne une croissance comprise entre 8 et 10 % par an, plus de 10 % pour 2008). Encore communiste en théorie, en réalité convertie partiellement aux attraits du libre-échange – mais pas encore aux vertus de la libre expression, elle a pu donner à une part plus importante de sa population des perspectives de niveau de vie plus élevé, tout en sortant le plus grand nombre de la pauvreté. Ce **modèle chinois de développement** forme une situation politico-économique inédite, qui échappe aux grilles traditionnelles de lecture et qui, de ce fait, est l'objet d'interrogations parfois inquiètes sur l'avenir.

La Chine impressionne évidemment par sa superficie (9,5 millions de km²) et par sa **puissance démographique** : 1,321 milliard d'habitants au début du XXI^e siècle, dont la moitié, dans les quinze ou vingt ans à

venir, atteindront le niveau de formation et de vie du monde occidental. Ce qui ouvre la perspective d'une vaste remise en cause des hiérarchies mondiales, mais aussi celle d'un énorme marché de consommation offrant des débouchés à tous les pays exportateurs.

Au-delà de ses réussites économiques (2^e rang mondial en 2009), la Chine revient aussi sur la **scène diplomatique internationale**, et cette ascension est inéluctable. De là à ce que certains observateurs y voient une menace majeure, il y a sans doute un grand pas et probablement une méconnaissance profonde des objectifs chinois. La Chine n'a jamais été une puissance expansionniste, et il y a peu de chances qu'elle le devienne, militairement parlant. En revanche, le sens des affaires est une vertu reconnue de longue date aux membres de la diaspora chinoise dans le monde. Et donc la réussite financière, qui passe nécessairement par une **expansion économique** qui est au cœur de la stratégie extérieure chinoise aujourd'hui, et également par une stabilité qui est le souci premier des dirigeants actuels. La Chine déploie une **diplomatie complexe**, en grande partie à but économique : trouver toujours plus d'énergie (depuis 2001, la croissance de sa consommation atteint plus de 13-14 % par an) et en assurer la livraison par des accords, en particulier avec les pays producteurs africains dans lesquels les capitaux et les entrepreneurs chinois ont fait une entrée remarquée ces dernières années. Elle a déployé une **stratégie d'intégration** économique, adhérant aux principes généraux des échanges (OMC). C'est avec le monde occidental qu'elle réalise plus des deux tiers de ses échanges, loin devant ceux qu'elle entretient avec la Russie, le Brésil et l'Inde, ou le continent africain. Mais elle cherche également à renforcer sa place de leader régional en Asie du Sud-Est, en développant son attractivité par l'intermédiaire de l'ASEAN avec laquelle l'objectif est de créer une vaste zone de libre-échange regroupant 1,7 milliard d'habitants. Les **compromis économiques** l'emportent désormais sur les tensions traditionnelles dans cette zone, en particulier dans les relations avec Taiwan et avec le Japon.

Mais la Chine a aussi totalement modifié sa **stratégie militaire**. Elle a publié en 2007 un *Livre blanc* sur la défense dans lequel le gouvernement chinois justifie l'**augmentation des dépenses d'armement** par diverses raisons (Japon, rivaliser avec États-Unis, menaces de Taiwan, effets économiques du développement de ce secteur). Ceci pourrait donner des inquiétudes sur les ambitions réelles, à moyen ou long terme, des dirigeants chinois. La Chine a également manifesté ses ambitions de grande puissance à travers un **programme spatial** spectaculaire (satellites d'observation et vaisseau spatial habité).

D'une manière générale, on constate sa montée en puissance diplomatique, par exemple par le **renforcement de sa présence en Afrique** (3^e sommet sino-africain, à Pékin en novembre 2006, qui a rassemblé 48 pays africains) ou par le rôle important qu'elle a joué dans le **dossier Nord-Coréen ou iranien**. Elle a également renforcé sa présence au **Proche-Orient** (plusieurs accords de coopération). Elle se place ainsi en acteur influent des relations internationales et comme **puissance régionale dominante** en Asie orientale (au détriment du Japon). La question de Taiwan reste en suspens, mais il y a peu de risques qu'elle soit réglée par la force. Les violences au Tibet semblent plus inquiétantes, et elles mobilisent beaucoup l'opinion publique internationale. Or la Chine y est assez sensible, car elle tente d'asseoir sa crédibilité de puissance respectable.

Le pays ne veut pas, pour le moment, s'opposer aux **États-Unis** (avec lesquels elle n'a établi de relations diplomatiques que depuis 1978), et ne le pourrait d'ailleurs pas. Vis-à-vis de ces derniers, la Chine est

CHINE, MÉGAPOUVOIR

◆ « Si la Chine continue à ce rythme, dès 2041 elle dépassera les États-Unis et deviendra la première puissance économique du monde. Ce qui aura des conséquences géopolitiques majeures. Cela signifiera aussi que, dès 2030, sa consommation d'énergie équivaldra à la somme de celles des États-Unis et du Japon aujourd'hui, et que, ne disposant pas de pétrole suffisant, elle sera contrainte, d'ici à 2020, de doubler sa capacité nucléaire et de construire deux centrales atomiques par an pendant seize ans...

Même ainsi, la Chine – qui a ratifié en 2002 le protocole de Kyoto – quittera le deuxième rang des pollueurs de la planète, qu'elle occupe actuellement, pour passer au tout premier. Elle dégagera alors des masses colossales de gaz à effet de serre qui aggraveront le changement climatique en cours. À cet égard, la Chine constitue un cas d'école et anticipe sur la question qui se posera demain à propos de l'Inde, du Brésil, de la Russie ou de l'Afrique du Sud : comment arracher des milliards de personnes à la détresse du sous-développement sans les plonger dans un modèle productiviste et de consommation "à l'occidentale", néfaste pour la planète et mortel pour l'ensemble de l'humanité ? » ◆

Ignacio Ramonet, *Le Monde diplomatique*, août 2004 (extrait).

L'ÉVOLUTION DE LA DÉMOGRAPHIE CHINOISE ET SES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

◆ « Dans le domaine de l'emploi, la population en âge de travailler atteindra les 955 millions d'individus en 2020, contre 732 millions en 1995. L'augmentation massive de l'offre de main-d'œuvre concernera principalement le marché urbain, ce qui posera de graves problèmes sociaux et écologiques, même si, dans un premier temps, les investisseurs pourront profiter d'une main-d'œuvre bon marché. La population en âge de travailler diminuera après 2020 pour atteindre les 800 millions de personnes vers la fin du siècle. Comme la proportion des nouveaux entrants sur le marché sera en baisse, les progrès enregistrés dans les domaines de la formation et des niveaux de qualification se ralentiront, ce qui entraînera une chute de la productivité. » ◆

Michel Andrieu, *Programme de l'OCDE sur l'avenir*, 2008, p. 34 (extrait).

parfois présentée comme leur futur grand rival, successeur de l'ex-URSS. D'une manière générale, la politique étrangère chinoise reste aujourd'hui avant tout au service de l'entreprise Chine. À cet égard, elle représente une **puissance financière majeure** pour l'économie américaine dans laquelle elle injecte massivement des fonds souverains. Ceci évidemment fait pression sur les relations diplomatiques. **Quelques freins** limitent encore la puissance chinoise qui reste, dans certains aspects, un pays en voie de développement. Il y a tout d'abord l'absence d'un système démocratique alors que les tensions sociales ont monté récemment. Cependant, la situation politique y est toujours stable et une transition semble s'y opérer en douceur vers un régime politiquement plus libéral, à défaut d'être réellement démocratique. Le régime a fait preuve de capacité d'autocritique sur les lacunes du système et semble comprendre les exigences de réformes. De graves troubles politiques et sociaux, tels qu'ils sont parfois prédits, semblent très peu probables.

Les **fortes inégalités territoriales** révèlent un développement régionallement déséquilibré, qui renforce les inégalités sociales. Enfin, plusieurs décennies de politiques anti-natalistes très dures ont conduit à un important déséquilibre hommes-femmes (élimination des fœtus filles) et surtout aux premiers signes d'un **vieillessement de la population** qui, dans ces conditions spécifiques, se révélera très brutal dès les années 2025 (le maximum de la population sera atteint vers 2023-2024, soit 1,38 milliard, pour redescendre ensuite à 1,26 vers 2050). Le gigantesque réservoir actuel de main-d'œuvre à bon marché manquera à son tour de bras pour la poursuite de son propre développement.

L'Inde, potentiel et limites

Puissance territoriale et **future première puissance démographique** (un milliard d'habitants en 2000, 1,125 milliard en 2008, elle devrait dépasser la Chine autour de 2030-2040), l'Union indienne, qui est restée assez discrète sur la scène internationale, affiche cependant **certaines ambitions**. Son programme spatial réussi en est un des signes majeurs. Comme la Chine, elle exhibe une **croissance remarquable** depuis le début du ^{xxi}e siècle et sa société, à l'image de son économie, s'est beaucoup transformée. Si les écarts de richesses sont toujours très grands, elle a pu sortir de l'état de pauvreté une part importante de sa population, et une large classe moyenne s'y est développée. Son rythme de croissance démographique est en net recul suite aux politiques de limitation des naissances mises en place depuis plusieurs décennies et à l'élévation du niveau de vie et d'éducation. La **fécondité** s'approche désormais de la moyenne mondiale, avec cependant des contrastes régionaux très marqués.

La structure de sa production s'est beaucoup transformée, en particulier avec une **forte compétence industrielle** dans le domaine informatique et dans celui des biotechnologies (industrie pharmaceutique en particulier). Mais dans les secteurs traditionnels, l'industrie indienne n'est pas en reste et certains de ses groupes sont aujourd'hui en position dominante dans le monde. C'est le cas en particulier de la sidérurgie où Tata Steel a racheté le groupe anglo-néerlandais Corus (2006) et Mittal, le sidérurgiste européen Arcelor (2007). Ceci prouve non seulement la qualité de la production indienne, mais aussi sa solidité financière. C'est une **étape nouvelle** pour l'économie indienne qui semble en passe de sortir définitivement de sa situation post-coloniale. L'Inde, indépendante depuis 1947 seulement, est désormais une **puissance qui compte**, en Asie et dans le monde. Située dans une région sous tension (Népal, Birmanie, Bangladesh, Sri Lanka), elle a longtemps

affronté son **voisin pakistanais** (guerres en 1949, 1965, 1971 et fortes tensions entre 1999 et 2002). Les deux pays étant des **puissances nucléaires** (les essais nucléaires indiens datent de 1998), l'inquiétude a longtemps été grande pour l'avenir. Il semble que la situation bilatérale ait évolué vers un apaisement durable. Avec la **Chine**, il y a eu une période d'affrontements (1962) et des désaccords territoriaux subsistent, mais ils sont aujourd'hui gérés par la diplomatie.

Cette diplomatie indienne très active a aujourd'hui quelques ambitions et spécificités. **En quête de reconnaissance**, l'Inde développe des relations renforcées avec les États-Unis (même si elle en reste très critique) qui y ont vu sans doute un partenaire intéressant pour contrer les ambitions chinoises, mais aussi un allié dans la lutte contre le terrorisme international. Elle tisse des liens avec les nouveaux pays émergents tels que le Brésil et l'Afrique du Sud, tout en conservant de bonnes relations avec son allié traditionnel russe et en améliorant les relations qui ont été autrefois tendues avec la Chine. Elle a aussi des échanges technologiques ou militaires importants avec Israël.

Favorable à un **monde multipolaire** autour d'un certain nombre de grandes puissances dont elle fera partie, l'Inde défend une réforme du Conseil de sécurité dont elle souhaite être membre permanent, ce qui démographiquement n'est que pure justice (d'autant qu'elle est aussi une puissance nucléaire), et elle fait entendre sa voix au sein de l'OMC. Comme la Chine, sa croissance lui pose des **problèmes d'approvisionnement** en énergie et en matières premières. Elle déploie donc en ce sens des stratégies pragmatiques de coopération, d'autant plus que sa **position géostratégique** proche du Moyen-Orient et de l'Asie centrale en fait un nouvel acteur dans ces régions.

Comme la Chine, et dans une proportion difficile à mesurer, car son bilan est très contrasté entre modernité et persistance des traditions, l'Inde reste **un pays en voie de développement**, mais un pays démocratique, culturellement varié, et qui a clairement adopté le système de la libre concurrence. Pourtant, le gouvernement indien peine à favoriser la hausse du niveau de vie, malgré la croissance (environ 25 % à 30 % de la population vit encore sous le seuil de **pauvreté**, soit 10 % moins qu'il y a dix ans). D'autre part, si une partie de son industrie est à la pointe de la compétitivité mondiale, son **agriculture**, qui occupe encore 60 % de la population, progresse bien plus faiblement et ne génère que 20 % environ du PIB, malgré la « révolution verte » opérée il y a quelques décennies.

Le Brésil, une future grande puissance ?

Autre puissance émergente, le Brésil est depuis plusieurs décennies un grand pays industriel, qui avait connu jusqu'aux années 1980 un fort rythme de croissance (6 % en moyenne). C'est aussi avant tout une **puissance territoriale immense** (5^e rang mondial pour sa superficie, mais aussi pour sa population, de plus de 192 millions d'habitants en 2008), avec des ressources nombreuses et variées (bois, minerais et désormais pétrole) et une production agricole fortement exportatrice. Mais cette immensité territoriale a été longtemps un frein au développement.

Le pays s'est **restructuré** : à l'origine volontairement formé d'immenses unités plus ou moins autonomes, il s'est regroupé dans une entité économique, politique et culturelle, avec la volonté de contrer les déséquilibres territoriaux. Depuis les années 1990, il a développé une large ouverture commerciale (balance commerciale largement positive) combinée avec un assainissement de ses finances (le real, nouvelle

PRATIBHA PATIL

◆ C'est la première femme élue à la présidence de l'Union indienne (mandat 2007-2012). Cette avocate, membre fidèle du parti du Congrès, a été désignée comme candidate par l'United Progressive Alliance (UPA), une coalition de 12 partis créée en 2004. Elle a commencé sa carrière politique en 1962 comme élue à l'assemblée de l'État du Maharashtra et n'a jamais perdu une seule élection. Dans un pays où les femmes sont encore très brimées, elle représente un symbole, même si ses pouvoirs ne sont pas très importants, car dans la constitution indienne, le président remplit surtout un rôle honorifique et n'a pas de pouvoir exécutif. ◆

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU BRÉSIL

◆ « L'Amérique du Sud est une priorité pour la politique étrangère du Brésil. Notre région est notre demeure. L'avenir du Brésil est lié à celui de ses voisins. Une Amérique du Sud forte et unie contribuera à l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes. Nous nous sentons aussi reliés au continent africain par des attaches historiques et culturelles. En tant que deuxième plus importante population noire du monde, nous nous sommes engagés à partager les défis et la destinée de l'Afrique. Mais les problèmes régionaux ne sont qu'une partie des problèmes mondiaux auxquels nous sommes confrontés. La lutte contre la faim et la pauvreté, la panne du Round de Doha et l'impasse au Proche-Orient sont des questions interconnectées.

L'ordre mondial qu'il nous appartient de construire doit se baser sur des critères de justice et de respect de la loi internationale. C'est le seul moyen d'aboutir à la paix, au développement et à une coexistence véritablement démocratique à l'intérieur de la communauté des nations.

Les ressources ne manquent pas. Ce qu'il manque, c'est la volonté politique de les utiliser lorsqu'elles peuvent faire toute la différence. Là où elles peuvent ensuite transformer le désespoir en joie et en raison de vivre. » ◆

Discours du président brésilien Lula devant la 61^e assemblée générale de l'ONU, 19 sept. 2006 (extrait).

monnaie liée au dollar, en 1994) et la fin des monopoles publics (pétrole, télécommunications).

Le pays déploie une **stratégie d'influence** essentiellement tournée vers l'**Amérique latine**. Ceci s'est traduit par la création en 1991 du Mercosur (le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay) – qui n'absorbe cependant que 10 % de ses exportations – et son prolongement diplomatique de la zone de libre-échange de l'Amérique du Sud (ALCOSA), qui tente de faire contrepoids au projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) des États-Unis, d'où quelques tensions avec son grand voisin. Le Brésil a lancé depuis 2000 le sommet des chefs d'États d'Amérique du Sud et a été à l'origine de la création de la Communauté sud-américaine des nations (2004). Avec l'Union européenne, destinataire de 22 % de ses exportations, les négociations d'un accord d'association sont en cours depuis 1999. Promoteur de la coopération Sud-Sud, il a conclu des partenariats stratégiques avec l'Afrique du Sud et l'Inde, mais souhaite aussi développer ses relations avec l'Afrique (sommet Afrique-Brésil en 2006) et le Moyen-Orient. Comme l'Inde, il est candidat à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Le Brésil a par ailleurs ratifié les traités de non-prolifération et d'interdiction des essais et se veut le promoteur du désarmement nucléaire.

Le Président (2002-2006) s'est inscrit clairement dans une gauche peu modérée. Il affichait sa priorité politique à la **réduction de la pauvreté**, mais il a dû opérer des réformes structurelles importantes, en raison du poids de sa dette (plus de 50 % du PIB). La **croissance économique**, un moment très ralentie, reprend aujourd'hui, mais à un rythme (entre 2 et 5 % par an depuis 2004) qui n'a rien à voir avec celui des pays émergents d'Asie. Ceci, combiné au plan de développement des infrastructures, permettra sans doute un approfondissement des réformes économiques et une meilleure redistribution sociale. Et le pays profite aujourd'hui de la hausse de toutes les matières premières.

Bien plus que les deux grands pays émergents d'Asie, la puissance brésilienne présente **des limites**. Si sa société, très urbanisée, est dynamique, elle est encore traversée de **très fortes inégalités**. C'est en effet un des pays les plus inégalitaires du monde, même si l'on a pu noter une légère réduction de ces inégalités depuis quelques années. En 2005, les 10 % les plus pauvres de la population brésilienne touchaient 0,9 % des revenus, alors que les 10 % les plus riches en percevaient plus de 45 %, un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté et, malgré son important PIB, son indice de développement humain (IDH) est faible (0,7 en 2005). Autre caractéristique négative, l'omniprésence de la **délinquance** et de la **violence** dans le pays, sous l'effet du trafic de drogue en particulier. La police est régulièrement mise en difficulté, voire directement agressée (2006).

Le Brésil sera vraisemblablement à l'avenir **une puissance régionale majeure**, mais il n'a pas encore les attributs d'une puissance complète. À eux trois, l'Inde, la Chine et le Brésil représentent plus de 40 % de la population mondiale. C'est évidemment un élément majeur d'influence.

■ Cependant la superpuissance américaine mène encore le jeu

Dans l'immédiat, malgré les évolutions rapides, les États-Unis gardent malgré tout une large avance, même si le concept d'**hyperpuissance**, qui leur a été appliqué, peut être remis en cause. C'est la seule puissance complète du monde, tout d'abord **puissance territoriale** (9,6 millions de km², soit le 4^e rang mondial) qui dispose de grandes ressources naturelles (en particulier des hydrocarbures) et d'un grand potentiel

agricole, et **puissance démographique** (303 millions d'habitants en 2008, soit le 3^e rang au monde, avec une croissance démographique unique pour un pays développé).

C'est de très loin la **première puissance économique**. Le PIB des États-Unis était de 10,6 milliards de dollars en 2001 (18,2 milliards en 2015) contre 1,9 milliard de dollars pour l'Allemagne, au second rang mondial (4^e rang en 2015, 4,8 milliards de dollars) (un écart à relativiser, en partie seulement, puisque la population allemande représente à peine un quart de la population américaine). Elle comprend un nombre impressionnant de **firmes multinationales** parmi les plus puissantes du monde (10 sur les 25 premières et un tiers des 500 premières), même si d'autres pays ont beaucoup progressé dans ce domaine. La puissance de la production américaine est due avant tout à l'investissement massif sur la formation (ses universités restent les plus prestigieuses du monde) et l'innovation (recherche-développement, en particulier dans les hautes technologies) qui lui donne, pour le moment, une avance considérable dans les découvertes scientifiques et technologiques (prix Nobel, dépôts de brevets, *Silicon Valley*). Son taux de chômage est très faible en comparaison avec les autres économies occidentales.

Dans le **domaine financier et monétaire**, la banque centrale américaine (Réserve fédérale ou Fed) tout comme la Bourse de *Wall Street* jouent un rôle majeur sur les marchés mondiaux, car le dollar est de très loin la première monnaie de réserve et, malgré les crises, la finance américaine est influente dans toutes les économies (investissements directs massifs). Le marché américain lui-même est extrêmement attractif pour les flux de capitaux étrangers.

Autre aspect de cette puissance, c'est la **domination de sa culture** à travers le monde, même si elle est de plus en plus contestée (hégémonie culturelle, **américanisation** ou « coca-colonisation » de la culture). Le cinéma américain reste le premier au monde, tout comme ses médias (CNN), et son mode de vie (consommation de masse) a été largement diffusé et majoritairement adopté. C'est la seule « culture-monde », une culture qui se vend (mais pas seulement : c'est aussi le pays des 120 000 bibliothèques et des 17 500 musées) et son modèle culturel garde une forte puissance d'attraction.

Mais le premier facteur de domination se situe dans sa **puissance militaire**, nucléaire, aéronautique et spatiale. Le potentiel militaire américain est tout à fait incomparable, tant en matière d'armement que de potentiel d'intervention (force de projection sur les cinq continents). Par rapport aux autres grandes armées du monde, il y a un véritable **fossé technologique** (« gap »), même si la Chine ou la Russie s'emploient à le rattraper. Les États-Unis ont procédé à une augmentation extraordinaire de leurs dépenses militaires (606 milliards de dollars pour 2009), qui représentent plus de la moitié des dépenses militaires mondiales (et ce n'est pas seulement en raison de leur engagement en Irak et en Afghanistan). Ils disposent d'**alliés militaires puissants** dans le cadre de l'OTAN (dont deux autres puissances nucléaires, la Grande-Bretagne et la France), ce qui donne à l'Alliance atlantique une totale suprématie mondiale, sans doute encore pour longtemps. De quoi peser dans la diplomatie mondiale...

La fin de la guerre froide a laissé les Américains sans rivaux, en position de suprématie absolue, ce qui aurait dû faire croire à la sécurité absolue. Mais les attentats du *World Trade Center*, le 11 septembre 2001, se sont chargés de rappeler que nulle puissance au monde n'est à l'abri du **terrorisme**, malgré le surarmement, presque totalement inadapté à ce type de menaces. C'est aujourd'hui l'obsession absolue de la **politique étrangère américaine**, la lutte contre le Mal. Et toutes les alliances sont

Voir le chapitre 20.

HARD ET SOFT POWER

◆ Expression utilisée en relations internationales, le terme de *hard power* désigne la puissance traditionnelle caractérisée en particulier par sa force militaire et qui peut donc s'imposer sur la scène internationale. À l'opposé, le *soft power* (expression de Joseph S. Nye) désigne d'autres moyens moins conventionnels par lesquels un acteur des relations internationales peut influencer et convaincre, sans l'usage de la force. Pour les États-Unis, le contrôle indirect d'institutions internationales tout comme la force d'attraction de la culture américaine sont des éléments de ce *soft power*, également très efficace. ◆

UN DRONE



Le fossé technologique est notable au niveau des technologies militaires de pointe pour lesquelles les États-Unis possèdent constamment une avance importante sur les autres pays producteurs d'armes.

◆ « Notre stratégie de sécurité nationale est donc fondée sur l'objectif d'élargir la communauté des démocraties de marché tout en dissuadant et en limitant la gamme des menaces qui pèsent sur notre nation, nos alliés et nos intérêts. Plus la démocratie et la libéralisation politique et économique s'imposeront dans le monde, notamment dans les pays d'importance stratégique pour nous, plus notre nation sera en sécurité et plus notre peuple sera susceptible de prospérer ». ◆

Conseil de sécurité Nationale
(administration Clinton), *Stratégie de sécurité nationale*, 1994 et 1996.

bonnes à prendre pour le contrer, même celles avec des pays peu fréquentables (démocratiquement parlant). En terme d'objectif plus classique, mais qui rejoint néanmoins le premier par les risques de confusion des genres, se trouve la lutte contre la prolifération des **armes de destruction massive**, en particulier nucléaires. Ceci explique aujourd'hui l'attitude vis-à-vis de l'Iran, mais également l'entrée du Pakistan dans le camp des alliés américains (possibilité de contrôle).

La seconde ligne de la politique américaine est celle de l'**engagement au Moyen-Orient**. Les États-Unis ont de longue date ménagé les monarchies du Golfe (sur l'appui duquel ils comptent dans le dossier iranien), tout en étant un allié sûr d'Israël, et depuis 2008, ils ont repris la tête des négociations dans cette région difficile.

Avec la Chine, leurs relations ont évolué au fur et à mesure de l'émergence de la puissance chinoise, qui les préoccupe par son poids démographique, économique et même financier, mais aussi parce que l'évolution politique du pays peut sembler imprévisible. Enfin, les relations avec **la Russie**, qui s'étaient largement détendues depuis une décennie, se tendent à nouveau en raison du projet américain d'un déploiement d'un bouclier anti-missiles en Pologne et en République tchèque. Mais un dialogue permanent reste néanmoins engagé. Le **continent américain** qui était resté longtemps au cœur de la politique extérieure américaine, est passé au second plan, d'autant qu'une majorité de gouvernements latino-américains leur sont actuellement assez hostiles (cependant l'aide financière américaine pour ce continent ne cesse d'augmenter).

Les Américains **refusent souvent la règle commune** et se placent ainsi, de fait, au-dessus des autres États. C'est le cas dans le domaine de l'environnement (refus du Protocole de Kyoto, 1997, opposition persistante lors du sommet du G8 à Heiligendamm, en 2007), de la justice internationale (refus de la Cour pénale internationale, depuis 1998), des Droits de l'homme (opposition à la résolution créant le Conseil des droits de l'Homme, en 2006, mais aussi dérives dans le traitement des prisonniers de guerre à Guantanamo, depuis 2003), ou bien encore de la culture (opposition à la Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle, 2006). Ces refus indisposent le monde entier et la **vision américaine du monde** est de ce fait de plus en plus contestée. Cependant l'élection en 2008 (puis 2012) du démocrate Barack Obama a sans doute modifié un peu la donne.

La puissance américaine montre aussi **quelques signes de fragilité**. Son déficit commercial élevé indique sa forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur, de même que les investissements étrangers massifs. Les inégalités sociales y restent importantes (env. 40 millions de personnes à très faible niveau de revenus), même si elle a su intégrer depuis des décennies les principaux flux d'immigration de la planète, ce qui en fait aujourd'hui une société de plus en plus métissée. Enfin, sa surpuissance militaire est aujourd'hui mise en échec dans le combat ordinaire contre la guérilla ou le terrorisme (Irak et Afghanistan). Les États-Unis restent donc la première puissance du monde, **une super-puissance**, mais pas une hyperpuissance.

2 Les nouveaux aspects de la globalisation

Dans la globalisation en cours se dessinent de nouvelles questions ou de nouveaux domaines qui peuvent contribuer à un rapprochement pour une action commune (environnement, culture, information), mais qui peuvent aussi constituer la source de tensions renouvelées (religion).

■ Un vaste réseau mondial d'informations

Grâce à la **révolution des nouvelles technologies** de l'information et de la communication (informatique, internet, satellites), le monde est désormais organisé autour d'un vaste réseau d'échanges de flux instantanés d'informations et apparaît parfois comme une vaste banque de données toutes interconnectées. Cette évolution est **porteuse d'espoir**, puisque ces technologies contribuent au partage de la connaissance (de nombreuses données de qualité sont gratuitement accessibles grâce aux techniques de numérisation), à la diffusion des cultures (des communautés autrefois isolées se font connaître, à l'exemple de certaines tribus indiennes) et, par là même, à la formation d'un sentiment communautaire international (« village global »). Cela peut donc apparaître comme une chance, en particulier pour les pays du Sud.

Certains y voient le risque d'une dissolution des cultures, mais on peut au contraire penser que cela contribue à la **diversité culturelle**. D'autant qu'à côté des grands organes médiatiques, il y a une place pour des initiatives modestes, qui se diffusent par le bouche à oreille. La multiplication des sources d'information contribue à l'éducation critique et à la vigilance. La **liberté** de communication est désormais une réalité. La **diffusion des informations** est évidemment une bonne chose pour la « transparence » et peut aider à faire pression sur des pratiques gouvernementales répréhensibles, par la force de la dénonciation d'une « opinion mondiale » en voie de formation. Ceci donne un certain pouvoir aux détenteurs des nouveaux médias (souvent de puissantes sociétés multinationales), car tout événement est immédiatement visible partout dans le monde, toute information (vraie ou fausse), immédiatement connue. La diffusion transfrontalière peut contribuer à contourner des politiques nationales de censure (même si quelques moyens techniques existent pour les contrôler). Cependant, il faut considérer qu'une même information n'est pas reçue de la même manière selon les pays ou les individus. De plus, le **risque** de la multiplication des sources est celui de l'absence de tri (fiabilité des données) et de hiérarchisation (importance des événements).

Cette mondialisation de l'information est encore très **inégalitaire**, et elle laisse apparaître certains **dangers**. L'un des dangers avérés, c'est que ce réseau mondial soit utilisé par des groupes qui s'en servent pour la propagation d'idées dangereuses (néo-nazis ou autres groupes extrémistes). Il sert de support au terrorisme et à des réseaux mafieux (prostitution, trafic d'organes, de drogue), par la facilité extrême qu'il procure (l'interconnexion des réseaux permet en particulier le blanchiment d'argent issu de divers trafics). Mais en ce domaine, les États démocratiques ont déjà mis en œuvre des instruments de contrôle, même s'ils ne sont pas toujours efficaces.

Mais l'inégalité la plus grande, c'est que la « **fracture numérique** » existe toujours, et seules les populations les mieux formées et les plus riches profitent de ce réseau, ce qui tend à creuser les écarts de développement ou à renforcer le sentiment de marginalisation d'une partie de la planète face à cette mondialisation imposée et à laquelle elle n'a pas accès. En ce domaine, l'UNESCO et d'autres organisations internationales ou ONG essaient de combler ces écarts par des **programmes spécifiques** de développement de ces nouvelles technologies, porteuses d'éducation et d'innovation, et donc pleines de promesses pour le développement.

FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET

◆ Les Nations unies ont mis en place une réflexion destinée à intégrer les nouvelles technologies dans les objectifs du développement humain, en particulier dans le domaine des communications (principes, règles, normes) et à créer une véritable « société de l'information » mondiale, équitable et garante de la liberté d'expression. Un groupe a commencé à travailler sur ces questions (Sommet mondial sur la société de l'information : Genève en 2003, Tunis en 2005), en visant en priorité une réduction de la « fracture numérique » et l'élargissement de l'accès à l'Internet dans les pays en développement. Depuis 2006 se tient un Forum annuel sur la « gouvernance de l'Internet pour le développement humain, économique et social durable ». ◆

**BAN KI-MOON* APPELE À LA
PROTECTION DES PLUS VULNÉRABLES
(3 AVRIL 2008)**

◆ « On parle parfois du changement climatique comme s'il ne concernait que la planète, et non ceux qui l'habitent. [...]

C'est dans les pays pauvres, qui ont le moins contribué à cette crise mondiale, que les conséquences du changement climatique se feront le plus sentir. En 2020, jusqu'à 250 millions d'Africains auront des problèmes accrus d'approvisionnement en eau, et l'on s'attend à ce que le rendement des récoltes diminue de moitié dans certains pays du continent.

C'est parmi les plus vulnérables – jeunes enfants, personnes âgées, infirmes – que la malnutrition et les maladies infectieuses liées au climat feront le plus grand nombre de victimes. Les femmes vivant dans la pauvreté sont particulièrement exposées en cas de catastrophe naturelle ou lorsque frappent d'autres dangers liés au réchauffement de la planète.

Nous ne pouvons nous contenter de nous lamenter de cette situation. Nous devons prendre des mesures pour faire en sorte que la santé des plus vulnérables soit protégée pendant que se déroule le changement climatique. » ◆

* secrétaire général de l'ONU.

**LES PRINCIPALES RELIGIONS
DU MONDE**

Le christianisme était au début du ^{xix}^e siècle la première religion avec plus de 2,6 milliards de chrétiens (30 %). Elle se divise en trois branches principales : les catholiques (1,2 milliard), les protestants (1 milliard) et les orthodoxes (300 millions, surtout en Europe de l'Est). Le protestantisme est divisé en de nombreux courants, parmi lesquels les Mormons (13 millions essentiellement aux États-Unis et au Canada).

■ De nouveaux problèmes qui nécessitent une entente internationale

Depuis une vingtaine d'années, la question de la **sécurité environnementale** et celle du **changement climatique**, apparues assez tardivement dans les préoccupations internationales, sont devenues centrales. Elle fait peur et elle mobilise l'opinion publique, même si la conscience des dangers réels n'a pas partout atteint le même niveau. Pour autant, elle n'a pas encore débouché sur tous les accords internationaux nécessaires et surtout sur les décisions concrètes qui en relèvent, même si beaucoup de progrès ont été faits dans ce domaine (*cf. Le point sur...*).

Également nouveau, le concept de **biens publics mondiaux**, qui est lié à la précédente question, se définit de manière classique comme l'idée que des biens, services ou ressources bénéficient à tous (à l'échelle locale, nationale ou mondiale) et se caractérisent par le principe de la non-rivalité et celui de la non-exclusion, autrement dit des biens du « domaine public » (air de qualité, eau potable, lutte contre le bruit, élimination des déchets toxiques, etc.). Cette notion est proche de celle de « biens communs », mais elle est plus étendue (elle ne se limite pas à l'usage d'un groupe déterminé).

Les biens publics sont **rarement d'une utilité économique** immédiate (peu ou pas rentables), le secteur privé est donc peu apte à en assurer la fourniture de manière satisfaisante. C'est le cas par exemple des médicaments pour les populations à très faibles revenus (paludisme). Il faut donc que ce bien soit mis à la disposition de tous par **l'initiative publique**. Quand il s'agit de biens « mondiaux » (lutte contre les pluies acides, contre les nouvelles épidémies ou maîtrise des changements climatiques), interdépendants dans l'espace (plusieurs espaces nationaux, voire espace mondial) ou dans le temps (biens intergénérationnels, tels que le patrimoine naturel ou culturel), le problème est encore plus complexe, car il s'agit de **déterminer l'échelle pertinente de l'action** et à qui en revient la responsabilité financière.

Il est nécessaire que les différents acteurs concernés coopèrent entre eux. Or la **définition** même du bien public peut varier d'une société à l'autre en fonction de ses valeurs collectives propres (dans certains pays, cela peut être des éléments élémentaires à fournir à tous, comme l'éducation de base) et de ses intérêts du moment. Ces biens publics peuvent aussi être le résultat de négligences (privées ou publiques) qui reportent sur la communauté la prise en charge des conséquences néfastes (pollutions industrielles, maladies). D'où une **négociation internationale** difficile à mettre en œuvre, malgré l'importance des enjeux.

■ La nouvelle place des religions dans le monde

Le monde est face à un **paradoxe** étonnant dans le domaine religieux : alors que beaucoup de sociétés se sont sécularisées et laïcisées et que les pratiques comme les croyances sont en recul dans de nombreuses parties du monde (essentiellement occidental, hormis les États-Unis), on assiste parallèlement à une montée du religieux, et parfois de l'extrémisme, dans d'autres régions.

À l'échelle planétaire, le monde reste « croyant » dans son écrasante majorité (85 %), les **disparités** étant très fortes d'une région du monde à l'autre, selon les coutumes ou l'histoire propre des pays (y compris les pratiques répressives en ce domaine, telles qu'en Corée du Nord, ou en Chine encore récemment). Si l'Afrique est un continent dont une grande partie de la population est croyante (musulmans au Nord, chrétiens au Sud, et animistes un peu partout), l'Europe reste encore

à large majorité croyante (70 %) mais peu pratiquante. La religion se caractérise donc avant tout par une **inscription territoriale** forte. Mais les religions traditionnelles (sauf l'islam, toujours en expansion, ne serait-ce que démographiquement) ont tendance à reculer face au « phénomène » religieux qui s'accompagne de l'émergence de nouveaux mouvements. La **crise de légitimité générale** a touché les religions traditionnelles, comme elle a touché les milieux politiques. D'où la production de mouvements marginaux (sectes) ou rebelles (extrémistes) dans une recherche identitaire face à l'effacement des repères traditionnels et à l'uniformisation culturelle engendrée en partie par la mondialisation. Or ces radicalismes ont des moyens de pression suffisamment importants (puissance financière, terrorisme) pour avoir une certaine influence sur les grandes questions internationales. Une tendance abusive tend à **opposer deux grands blocs**, l'Occident et le monde arabo-musulman. Or les réalités sont bien différentes de ces clichés. Le plus grand pays musulman du monde n'est pas arabe (Indonésie) et les deux ensembles sont parcourus, l'un et l'autre, de courants divers, voire contradictoires. De même, beaucoup *d'a priori* sont communs dans ce domaine, tels que les allégations sur le caractère inévitable des guerres de religion à venir. Une certaine **peur** est néanmoins perceptible dès que l'on aborde ces sujets. Ainsi, face au matérialisme des sociétés contemporaines, la **religiosité** progresse et le **pluralisme religieux** s'étend, les minorités utilisant les moyens de communication les plus modernes pour diffuser leurs idées. On constate en Occident un intérêt grandissant pour certaines **valeurs spirituelles** traditionnelles, comme celles du bouddhisme ou de l'hindouisme, par exemple (ce qui correspond également à l'émergence récente de la Chine et de l'Inde). Ceci correspond aussi au sentiment croissant des appartenances multiples, mais est vrai essentiellement dans les sociétés occidentales, et plutôt parmi les élites. La diffusion s'est faite grâce à la révolution des transports et du tourisme, qui a rendu plus proches les continents et développé le goût de « l'exotisme ». Le pluralisme religieux est aussi engendré par les migrations internationales. Certains mouvements spirituels, voire mystiques (exemple du « New Age », très présent aux États-Unis, mais aussi en Europe) s'appuient assez efficacement sur les méthodes de consommation de masse pour promouvoir leurs pratiques (dont l'usage de la télévision). Cette communion du spirituel pourrait contribuer à un métissage plutôt heureux et porteur de paix. Il semble aller dans le sens du **dialogue interreligieux**, prôné par les organisations internationales ou les ONG (telle que l'ONG « Conférence mondiale des religions pour la paix », depuis 1970), et en particulier par l'UNESCO. Le nouveau « dialogue interculturel et interreligieux pour la paix » a pour objectif de promouvoir le dialogue entre les différentes religions, traditions spirituelles et humanistes, dans un monde où les conflits associés aux appartenances religieuses semblent prendre plus de place (même si en réalité, les aspects politiques dominent dans ces conflits). Car la montée du phénomène religieux peut engendrer aussi une montée des **tensions**, voire une radicalisation qui peut être à l'origine de nouveaux conflits, en particulier aux frontières (c'est la vision développée par Samuel Huntington dans son « choc des civilisations »). Les outils du dialogue mis en place par les organisations internationales sont donc un élément d'espoir, même si les sociétés locales évoluent plus lentement que le dialogue international. Au nom du **relativisme culturel**, on fait parfois le silence sur les discriminations et les violences commises contre les femmes. L'équilibre entre dialogue et Droits de l'homme semble encore à trouver.

L'islam est la deuxième religion du monde avec 1,3 milliard de croyants (15 %). Il est présent en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, et plus minoritairement en Europe. L'Indonésie est le premier pays musulman au monde. Il existe plusieurs courants, les deux principaux étant l'islam sunnite (islam traditionnel majoritaire) et l'islam chiite (surtout en Iran et au Moyen-Orient).

L'hindouisme est la troisième religion du monde avec près d'un milliard de pratiquants très majoritairement en Inde, au Népal et au Bangladesh. Il a donné naissance à de très nombreux courants et sectes. Il existe d'autres religions indiennes, la plus importante étant le sikhisme : 27 millions d'adeptes majoritairement en Inde du Nord (Punjab, Cachemire) et de fortes minorités dans les pays anglo-saxons.

Le bouddhisme (issu de l'Hindouisme) est plus une philosophie qu'une religion. Il regroupe 325 millions d'adeptes en Asie.

Le confucianisme (philosophie morale et politique d'après Confucius) et le **taoïsme** (mélange du culte des esprits de la nature et des ancêtres, des principes de Lao-Tseu et de croyances diverses) sont des philosophies et religions populaires de la Chine (230 millions de pratiquants).

Le judaïsme compte environ 15 millions de juifs en Israël, en Europe et aux États-Unis.

Voir le chapitre 25.

LE CHOC DES CIVILISATIONS

◆ « Historiquement, la question territoriale a été importante, mais elle devient insignifiante. Dix-neuf des vingt-huit conflits civilisationnels au milieu des années 1990 entre musulmans et non-musulmans se jouaient entre musulmans et chrétiens. Onze avaient lieu avec des chrétiens orthodoxes

et sept avec des chrétiens d'Occident en Afrique et en Asie du Sud-Est. Un seul de ces conflits violents, ou potentiellement violents, celui qui opposait les Croates aux Bosniaques, a eu lieu directement le long de la ligne de partage entre l'Occident et l'islam. [...]

Ce n'est qu'en de rares endroits, comme les Balkans, que des communautés occidentales et musulmanes se trouvent limitrophes. Les conflits entre l'Occident et l'islam sont donc moins centrés sur des questions territoriales qu'intercivilisationnelles, comme la prolifération des armements, les Droits de l'homme et la démocratie, le contrôle du pétrole, les migrations de populations, le terrorisme islamiste et les interventions de l'Occident. » ♦

Samuel P. Huntington, *Le Choc des civilisations*, éd. Odile Jacob, 1997 (extrait).

CULTURE-TRADITION ET CULTURE COMMERCIALISÉE

♦ « Le terme de mondialisation de la culture est impropre. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de répartition des biens culturels industrialisés et marchandisés sur l'ensemble de la planète. Tous les habitants de la planète ne sont pas concernés par cette mondialisation (rappelons que 30 millions de personnes meurent de faim par an et que 800 millions sont sous-alimentés). Et même au sein d'un même pays, y compris les pays pauvres, il peut régner de fortes inégalités quant aux flux mondiaux de la culture industrialisée. L'attention doit être également attirée sur le fait que cette culture industrialisée est elle-même le résultat de choix dictés par la pure rentabilité, c'est-à-dire qu'on ne proposera comme produits culturels que ceux qui peuvent se vendre au plus grand nombre. Dès lors, ces produits seront conçus de la façon la plus standard possible. [...] Nous voyons donc qu'il n'y a pas de mondialisation de la culture

■ Mondialisation et diversité culturelle

La culture du **xxi^e** siècle est plurielle, mais elle n'est pas universelle, malgré un **métissage** parfois avancé dans certains domaines. On pense en particulier à la « World Music » et au mélange des influences musicales qui s'est encore renforcé dans les productions récentes. Ainsi, les phénomènes culturels n'échappent pas à la mondialisation, même si les cultures locales ou régionales restent fortes. Car la culture est par excellence un **facteur d'identification** au sein des groupes humains, et donc de différenciation vis-à-vis de l'autre. Pourtant, la mondialisation entraîne aussi la multiplication des contacts entre sociétés culturellement différentes, et donc les échanges et le dialogue. Pour les plus optimistes des observateurs, nous irions donc plutôt vers le **dialogue des cultures** que vers le choc des civilisations, vers la pluralité culturelle plutôt que vers l'uniformisation, vers le métissage intellectuel plutôt que vers la pensée unique.

L'autre aspect de la mondialisation de la culture est le résultat direct de la mondialisation de l'économie. Car la culture, ce sont aussi **les produits culturels** marchands (films, musique, livres), secteur que l'on désigne par le terme « d'industries culturelles ». Celles-ci mettent en œuvre les techniques les plus modernes de reproduction en série, s'appuient sur des moyens financiers considérables (grands groupes et firmes multinationales) et visent à la rentabilité du « marché » culturel. Cette puissance de production tend à renforcer une certaine uniformisation au détriment des créateurs indépendants.

Du point de vue de **ses détracteurs**, il y a une homogénéisation des produits et des pratiques culturelles, tout comme une occidentalisation, ces produits étant aussi les supports de la diffusion d'un certain nombre de valeurs du modèle occidental, économiquement dominant. Ceci tendrait donc à détruire la diversité culturelle, par **acculturation** et par hybridation, les emprunts culturels multiples débouchant sur de nouvelles formes hybrides, voire une sorte de syncrétisme culturel planétaire. C'est une crainte vive dans un pays comme la France qui a toujours mis en avant son « **exception culturelle** » et se méfie, entre autres, de l'américanisation de la culture.

Dans les sociétés occidentales, la place des loisirs et des activités culturelles s'est considérablement accrue dans les dernières décennies. Mais ceci n'a pas vraiment contribué à gommer les profondes **inégalités sociales** d'accès à la culture. La diffusion à l'échelle mondiale par les grands médias (en particulier, la télévision) vise le public le plus large possible, ce qui conduirait de plus à une « **sous-culture** » de **masse**, parallèlement au maintien d'une culture des **élites** plus variée, donc au creusement du fossé culturel à l'intérieur même des sociétés. Faut-il donc opposer les cultures traditionnelles à la culture mondialisée ? Dans la réalité, si l'**uniformisation** est réellement en œuvre, les nouveaux moyens de communication contribuent aussi à la diffusion des **différences**, de la **diversité**, donc paradoxalement au renforcement des identités culturelles. À l'échelle internationale se multiplient d'ailleurs les initiatives, publiques ou privées, pour promouvoir la diversité culturelle, et donc la conservation du **patrimoine culturel** des nations (en 2005 a été adoptée la Convention sur la protection et la promotion des expressions culturelles). Et 2008 a été l'année européenne du dialogue interculturel. Ces évolutions peuvent être le signe encourageant de la fin de l'ethnocentrisme occidental avec sa prétention à l'universalisme. Les sociétés peuvent faire de leurs différences une source d'enrichissement.

Pour finir, **le sport** est une activité de loisirs qui peut être rapprochée des pratiques culturelles, ne serait-ce que parce qu'il existe des cultures

sportives dominantes selon les sociétés. Il est devenu aujourd'hui un élément majeur de mobilisation mondiale des pratiquants et des téléspectateurs. Il s'inscrit ainsi de plus en plus dans l'espace-monde et participe à la culture « universelle ». Bien sûr, les jeux Olympiques ont plus d'un siècle d'existence, mais les nouveaux moyens de communication, en particulier l'omniprésence de la télévision en ont fait une donne réellement internationale. La Coupe du monde de **football** est suivie par des millions de téléspectateurs sur les cinq continents et la FIFA compte plus de membres que l'ONU. Le football permet une identification nationale forte, mais aussi une confrontation internationale pacifique.

stricto sensu. Il s'agit bien plus d'un échange privilégié entre pays riches, d'un brassage culturel sous l'emprise hégémonique des industries privées. » ♦

Jean-Marc Cuvelier, *Attac Wallonie-Bruxelles*, 14 octobre 2004.

Conclusion

L'équilibre mondial a été définitivement bousculé par l'émergence de ces deux grands pays que sont l'Inde et la Chine, qui occuperont une place majeure dans les relations internationales des décennies à venir. Reste à savoir si le monde se construira réellement selon un modèle multipolaire qu'elles souhaitent toutes deux.

Dans l'immédiat, trop de possibilités sont ouvertes pour savoir si la globalisation va assurer un nouvel équilibre des relations internationales. Les conflits persistent, même s'ils ont changé de nature, le terrorisme est une menace globalisée elle aussi. Pourtant les nouvelles puissances émergentes portent des civilisations et donc des valeurs un peu différentes des valeurs imposées jusque-là par le monde occidental.

La gouvernance mondiale se développe sur fond d'urgence environnementale, la coopération internationale s'élargit dans ses objets et la solidarité internationale a souvent l'occasion de s'affirmer lors des grandes crises d'urgence humanitaire dues à des crises naturelles (tremblement de terre, tsunamis, cyclones, etc.). Il semble que l'on peut donc raisonnablement se montrer optimiste sur l'avenir et l'équilibre du monde, à la condition que les échanges et le système économique dans son ensemble soient plus respectueux de l'humain et de la nature.

Voir le chapitre 25.

Le point sur...

La question environnementale dans les relations internationales

D'existence récente, cette question est aujourd'hui un enjeu global qui ne peut être traité qu'à une échelle internationale de coopération. Il s'agit d'un terrain novateur de la gouvernance mondiale. La question environnementale s'est inscrite progressivement dans les pratiques gouvernementales et dans l'espace public international. Elle devait être prise en charge à l'échelle internationale par une

organisation internationale pour l'environnement qui n'a pas encore vu le jour. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), qui est doté de moyens assez réduits, n'en était en théorie que la première étape.

Dès l'origine des débats, une fracture est apparue entre divers ensembles. Les pays industrialisés du Nord, mettent la priorité sur l'environnement en raison

de la pression des scientifiques et des opinions publiques. Mais pour les pays du Sud, la question environnementale apparaît comme une contrainte jugée trop forte au regard de leurs nécessités de développement économique (ils ne peuvent faire face à un « problème de riches ») et ils en renvoient la responsabilité au modèle de croissance développé jusque-là par les pays du Nord qui ont de ce fait une dette

vis-à-vis du monde. Pour partager toutefois les objectifs de bonne gouvernance environnementale, ils exigent une meilleure solidarité internationale passant par des aides supplémentaires et l'accès libre aux technologies modernes plus protectrices de l'environnement. Ces données ont influé sur les négociations des accords internationaux, en particulier celles du protocole de Kyoto (1997) : pas d'engagements contraignants pour les pays du Sud, mécanismes de financement et de transfert de technologie, obligation pour les pays développés d'agir les premiers.

Le PNUE a été créé en 1972 lors de la première réunion politique mondiale sur l'environnement (Stockholm). Cette conférence a eu pour résultat majeur de faire de l'environnement un sujet politique international et non plus seulement scientifique ou associatif, et de définir un vaste domaine nécessitant l'action coordonnée de tous les États. Elle a diffusé le principe de la reconnaissance de l'environnement (sous tous ses aspects) comme un des droits humains fondamentaux.

Ses principales missions sont la surveillance, l'organisation du dialogue international et la formation tout comme l'information. Il publie régulièrement des rapports sur l'état de la planète. Il sert de plate-forme de discussion sur les actions coordonnées à envisager face aux problèmes identifiés, et il est à l'origine de la signature de nombreuses conventions et accords internationaux. Il met également en œuvre des accords volontaires avec des représentants de grands secteurs de l'industrie ou des services.

Malgré ce travail qui a permis de régler certains problèmes

ponctuellement ou d'améliorer les choses, la situation de la planète continue à se dégrader en termes de climat, d'ozone, d'écosystème (60 % des écosystèmes de la planète sont endommagés et ne sont plus viables à long terme), de ressources halieutiques ou de ressources en eau, comme le montrent les derniers rapports du PNUE. Et la raison en est le faible engagement concret de beaucoup d'États et la négligence générale.

Or les dégâts environnementaux ont des conséquences tragiques sur l'homme : tous les ans, trois millions de personnes, pour beaucoup des enfants de moins de cinq ans, meurent dans les pays en développement de maladies liées à la pollution de l'eau, et l'exposition à l'environnement est responsable d'environ un quart de toutes les maladies. La surexploitation de la pêche menace à court terme la survie des espèces, et donc l'alimentation humaine pour une partie de la planète. Certains prédisent des répercussions majeures sur le développement humain dans les pays les plus pauvres. Or malgré un état précis dressé par des centaines de scientifiques qui collaborent aux programmes du PNUE, et une prise de conscience générale de l'importance de ces questions, la réponse mondiale semble lente et pour partie inadéquate.

Des étapes importantes ont cependant marqué le travail mis en œuvre. En 1988 a été créé le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Ont été ensuite mis en place des instruments internationaux grâce à la convention de Rio (1992), sur la diversité biologique, et au protocole de Kyoto. Mais ces engagements sont encore notablement insuffisants, car la gravité du réchauffe-

ment a été sous-estimée et le principe de responsabilité différenciée ne fait peser des engagements contraignants que sur les pays industrialisés, et encore sans en exiger un engagement complet. Le protocole de Kyoto a expiré en 2012. La conférence de Bali (2007) avait adopté une « feuille de route » afin d'aboutir à un accord global de lutte contre le changement climatique pour prendre le relais (ce fut un échec).

D'autres organisations intergouvernementales, absentes au moment de la création du PNUE, interviennent désormais sur ces questions : le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Commission du développement durable (CDD) et les secrétariats des diverses conventions signées jusque-là. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale ou l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont aussi placé ces questions au cœur de leur réflexion. Dans les années récentes s'est tenue une série de sommets internationaux liés aux accords environnementaux internationaux et à d'autres processus intergouvernementaux répondant aux enjeux écologiques mondiaux (en particulier pour le commerce). Des progrès ont été réalisés et le thème du changement climatique a été au centre de tous les débats internationaux. Le Conseil de sécurité de l'ONU a lui-même discuté, pour la première fois en 2007, des conséquences que pourrait avoir le changement climatique sur la paix et la sécurité.

On peut noter toutefois, malgré les affirmations sans cesse répétées de bonne volonté, un certain essoufflement de l'action environnementale, et les progrès semblent lents.

Bibliographie

Un nouvel équilibre des relations internationales

- B. BADIE (dir.), *L'État du monde : Annuaire économique et géopolitique mondial*, La Découverte, une édition annuelle de 1981 à 2015.
- A. BAUER, X. RAUFER (dir.), *Le Nouveau Chaos mondial*, Riaux, 2008.
- P. BONIFACE (dir.), *L'Année stratégique*, Colin-IRIS, une publication annuelle depuis 1991.
- P. BONIFACE, *50 idées reçues sur l'état du monde*, Armand Colin, 2015.
- P. BONIFACE, H. VÉDRINE, *Atlas du monde global*, Armand Colin/Fayard, 3^e éd., 2015.
- A. CHAUPRADE, *Géopolitique. Changements et constantes dans l'histoire*, Ellipses, 2007.
- B. JOUVE, Y. ROCHE (dir.), *Des flux et des territoires. Vers un monde sans États ?*, Presses universitaires de Québec, 2006.
- T. DE MONTBRIAL (dir.), *Ramses. Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies*, Dunod, une édition annuelle depuis 1981.
- C. REVEL, *La Gouvernance mondiale a commencé*, Ellipses, 2006.
- Revue internationale et stratégique*, « Dix années qui ébranlèrent le monde », printemps 2001.

Les puissances en devenir

• Brésil

- J.-M. BOHOU, *Géopolitique et projection de puissance du Brésil au xx^e siècle*, L'Harmattan, 2007.
- P. CLAVAL, *La Fabrication du Brésil : Une grande puissance en devenir*, Belin, 2004.
- O. DABÈNE, F. LOUAULT, *Atlas du Brésil : promesses et défis d'une puissance émergente*, Autrement, 2013.
- M. DROULERS, C. BROGGIO, *Le Brésil*, coll. « Que sais-je ? », PUF, 2013.
- Problèmes économiques*, Dossier le Brésil : les défis d'une puissance émergente, n° 2 871, 16 mars 2005.
- H. THERY, *Le Brésil, pays émergé*, Armand Colin, 2014.
- D. VAN EUWENE (dir.), *Le Nouveau Brésil de Lula. Dynamique des paradoxes*, L'Aube, 2006.

• Chine

- M. AGLIETTA, Y. LANDRY, *La Chine vers la superpuissance*, Économica, 2007.
- J.-L. DOMENACH, *La Chine m'inquiète*, Perrin, 2008.
- F. GIPOULOUX, *La Chine du xx^e siècle : une nouvelle superpuissance*, Armand Colin, 2005.
- Hérodote*, Dossier Chine, nouveaux enjeux géopolitiques, n° 125, juin 2007.
- E. IZRAËLEWICZ, *Quand la Chine change le monde*, Le livre de poche, 2005.
- P. LOROT, *Le Siècle de la Chine : Essai sur la nouvelle puissance chinoise*, Choiseul, 2007.
- Questions internationales*, La Chine, n° 6, mars-avril 2004.
- T. SANJUAN, *Atlas de la Chine : une grande puissance sous tension*, Autrement, 2015.
- L. VAIRON, *Défis chinois : Introduction à une géopolitique de la Chine*, Ellipses, 2006.

• Inde

- J. ASSAYAG, *La Mondialisation vue d'ailleurs. L'Inde désorientée*, Seuil, 2005.
- P. CADENE et G. BALAVOINE, *Atlas de l'Inde : Une fulgurante ascension*, Autrement, 2008.
- D. LAMBERT, *Géopolitique de l'Inde : védisme, laïcité et puissance nucléaire*, Ellipses, 2007.
- I. LOKKU, *La Face cachée de l'Inde*, Eyrolles, 2007.
- Questions internationales*, Dossier : « L'Inde, grande puissance émergente », n° 15, sept.-oct. 2005.
- G. SORMAN, *Le Génie de l'Inde*, Le livre de poche, 2007.
- P.-K. VARMA, *Le Défi indien : Pourquoi le xx^e siècle sera le siècle de l'Inde*, Actes Sud, 2007.

• Russie

- D. ECKERT, *Le Monde russe*, Hachette, 2012.
- Hérodote*, Dossier Géopolitique de la Russie, n° 104, mars 2002.
- P. MARCHAND, C. SUSS, *Atlas géopolitique de la Russie*, Autrement, 2015.
- P. MARCHAND, *Géopolitique de la Russie*, PUF, 2014.
- Questions internationales*, Dossier : « Le retour en force de la Russie sur la scène internationale ? », n° 27 sept.-oct. 2007.
- J. RADVANYI, *La Nouvelle Russie*, coll. « U », Armand Colin, 2010.

La superpuissance américaine

- B. BADIE, *L'Impuissance de la puissance. Essai sur les nouvelles relations internationales*, Fayard, 2013.
- C.-P. DAVID, L. BALTHAZAR, J. VAISSE, *La Politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, Presses de Sciences Po, 2015.
- G. DOREL, *Atlas de l'empire américain*, Autrement, 2012.
- Problèmes politiques et sociaux, Les États-Unis, hyperpuissance*, La Documentation française, n° 846, 2000.
- P. HASSNER, J. VAISSE, *Washington et le monde. Dilemmes d'une Superpuissance*, Autrement, 2003.
- E. MOURLON-DRUOL, *La Stratégie nord-américaine après le 11-septembre, un réel renouveau*, L'Harmattan, 2005.
- Questions internationales*, Dossier : La puissance américaine, La Documentation française, n°3 sept.-oct. 2003.
- P. RICHARDOT, *Les États-Unis, hyperpuissance militaire à l'aube du XXI^e siècle*, Economica, 2005.
- G. SALAME, *Quand l'Amérique refait le monde*, Fayard, 2005.
- N. VILBOUX, *Les Stratégies de puissance américaine*, Ellipses, 2002.

La nouvelle place des religions

- G. CORM, *La Question religieuse au XXI^e siècle*, La Découverte, 2007.
- C. DAVID et J.-P. TONNAC, *L'Occident en quête de sens*, Maisonneuve et Larose, 1997.
- S. DUBOIS, *Le Fait religieux dans le monde aujourd'hui – essai géographique*, Ellipses, 2015.
- B. DUMORTIER, *Atlas des religions : passions identitaires et tensions géopolitiques*, Autrement, 2015.
- M. GARDAZ, M. GEOFFROY, J.-G. VAILLANCOURT, *La Mondialisation du phénomène religieux*, Mediaspaul Canada, 2007.
- M. GAUCHET, *Le Désenchantement du monde : une histoire politique de la religion*, Gallimard, 2015.
- G. KEPEL, *La Revanche de Dieu. Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*, Seuil, 1991.
- F. THUAL, *Géopolitique des religions : Le dieu fragmenté*, Ellipses, 2004.

Les nouvelles cultures

- P. BONIFACE, *Géopolitique du sport*, Armand Colin, 2014.
- P. CLAVAL, *Géographie culturelle. Une nouvelle approche des sociétés et des milieux*, coll. « U », Armand Colin, 2012.
- S. HUNTINGTON, *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, 2000.
- S. LA BRANCHE, *Mondialisation et terrorisme identitaire ou Comment l'Occident tente de transformer le monde*, L'Harmattan, 2003.
- P. LARDELLIER, *Des cultures et des hommes pour la mondialisation*, L'Harmattan, 2005.
- G. LECLERC, *La Mondialisation culturelle : Les civilisations à l'épreuve*, PUF, 2000.
- A. MATTELART, *Diversité culturelle et mondialisation*, coll. « Repères », La Découverte, 2006.
- J. TARDIF, J. FARCHY, *Les Enjeux de la mondialisation culturelle*, Éd. Le bord de l'eau, 2011.
- A. TOURAINE, *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents*, Fayard, 1997.
- J.-P. WARNIER, *La Mondialisation de la culture*, coll. « Repères », La Découverte, 2008.
- D. WOLTON, *L'Autre mondialisation*, Champs Flammarion, 2010.
- P. ZARIFIAN, *L'Émergence d'un Peuple-monde*, PUF, 1999.

Les questions environnementales

- H. AUGIER, *Le Livre noir de l'environnement. État des lieux planétaire sur les pollutions*, Alphée – Jean-Paul Bertrand, 2008.
- S. BRUNEL, *Le développement durable*, PUF, Que sais-je ?, 2012.
- Cahiers français*, Enjeux et politique de l'environnement, La Documentation française, janv.-fév. 2002.
- S. FAUCHEUX, H. JOUMNI, *Économie et politique des changements climatiques*, coll. « Repères », La Découverte, 2005.
- Futuribles*, Dossier : Changement climatique : les risques géopolitiques, avril 2008.
- H. JUVIN, *Produire le monde. Pour une croissance écologique*, Gallimard, 2008.
- P. LE PRESTRE, *Protection de l'environnement et relations internationales. Les défis de l'écopolitique mondiale*, Armand Colin, 2005.
- E. MÜHLENHÖVER, *L'Environnement en politique étrangère : raisons et illusions*, L'Harmattan, 2003.
- Regards sur l'actualité*, Le Grenelle de l'environnement, La Documentation française, n° 338, fév. 2008.

Cartes

Table des cartes

Partie I : La guerre mondiale et ses lendemains 400-401

- A** Les fronts de 1914 à 1917
- B** Les fronts en 1918
- C** L'Allemagne après le traité de Versailles

Partie II : La paix compromise 402-403

- A** La vague révolutionnaire en Europe entre 1919 et 1922
- B** L'Europe politique à la fin des années 1930
- C** Les coups de force d'Hitler

Partie III : La Seconde Guerre mondiale : le temps de l'Axe 404-405

- A** Les victoires de l'Axe en Europe et en Afrique du Nord
- B** La guerre en Asie (fin 1942-septembre 1945)
- C** La guerre à l'Ouest

Partie IV : La Seconde Guerre mondiale : le temps des Alliés 405-406

- A** La victoire finale des Alliés en Europe
- B** La guerre en Asie (décembre 1941-printemps 1942)
- C** La libération de la France

Partie V : Un monde neuf 407-409

- A** Les étapes de la décolonisation en Afrique et en Asie
- B** L'Afrique des années 1960 et 1970
- C** L'Afrique de 1990 à nos jours
- D** Plan de l'ONU (1947)
- E** De l'Europe des Six à l'Europe des Vingt-sept

Partie VI : Le temps de la guerre froide 410-413

- A** L'avancée du communisme (fin 1945-1949)
- B** Le blocus de Berlin dans l'Allemagne occupée
- C** La guerre du Vietnam
- D** La guerre de Corée

- E** La crise de Cuba
- F** Israël en 1948
- G** La guerre des Six jours (1967)
- H** La guerre du Kippour (octobre 1973)
- I** Israël et les territoires gérés par l'Autorité palestinienne
- J** La crise des fusées en Europe en 1983 : les forces en présence
- K** L'Amérique latine de la fin des années 1970 à nos jours

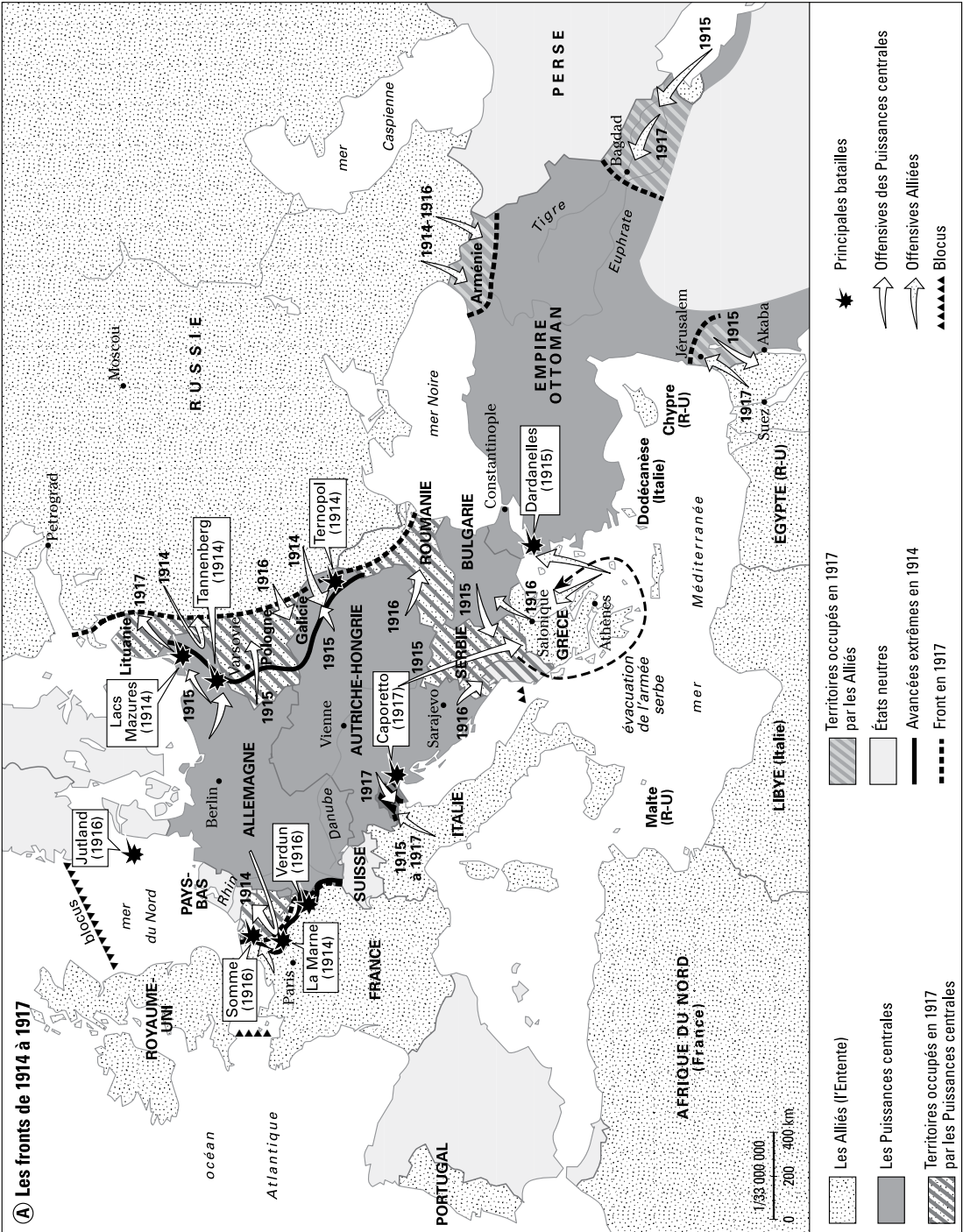
Partie VII : Les lendemains de la guerre froide 414-415

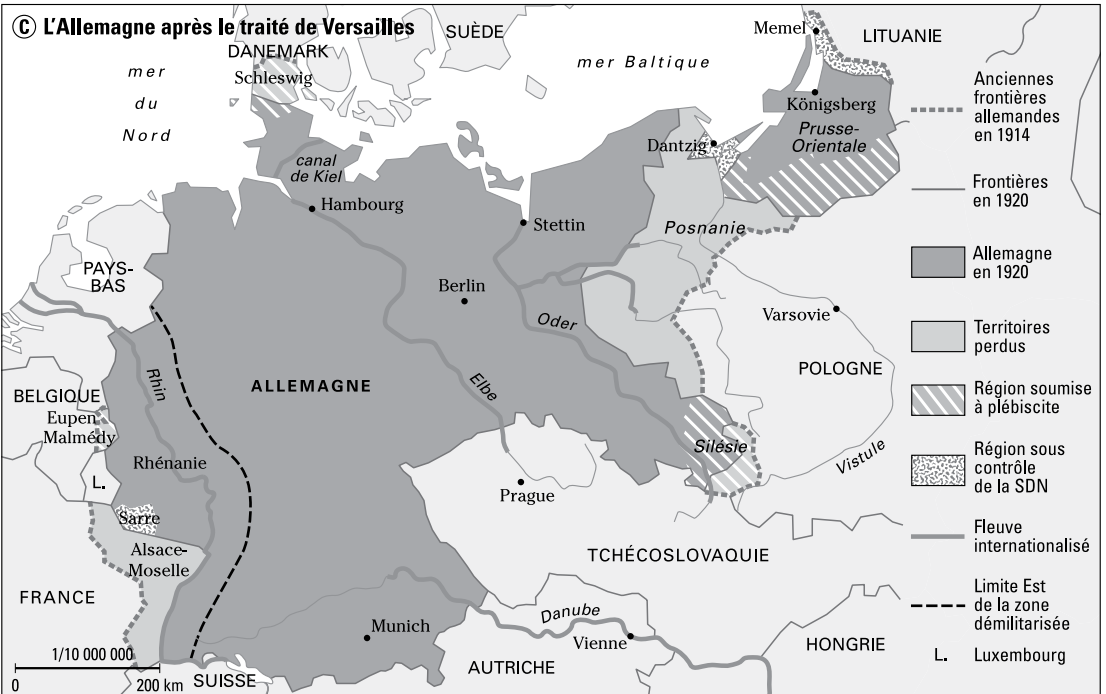
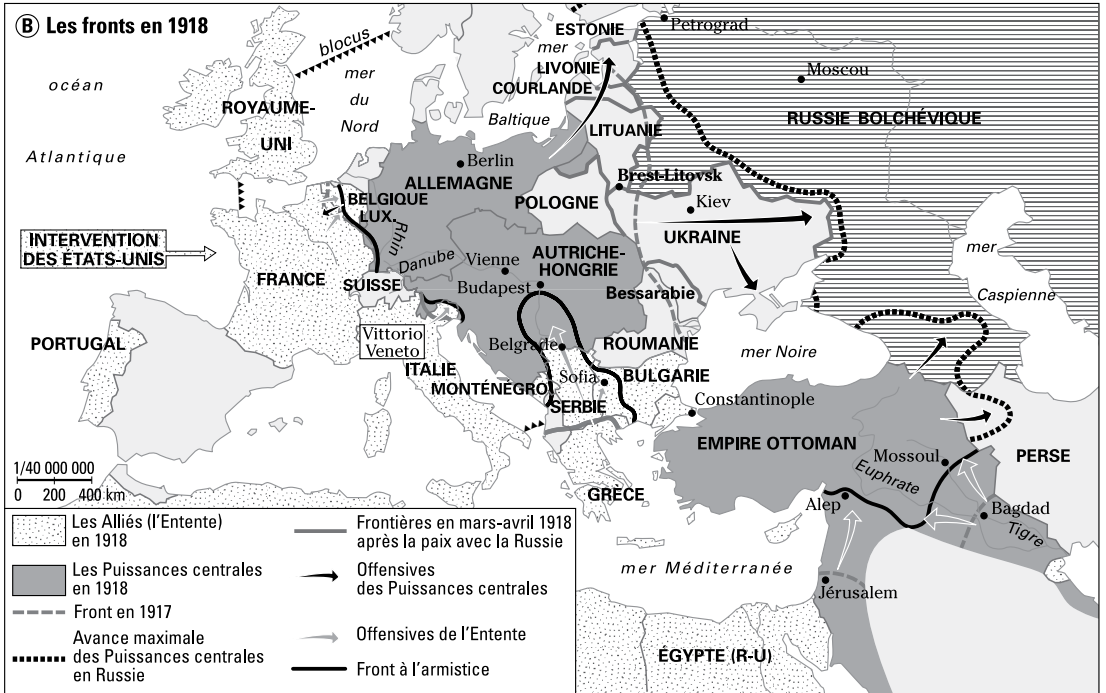
- A** Le bloc communiste
- B** L'URSS éclatée en 1992
- C** La 1^{re} guerre du Golfe
- D** La guerre du Kosovo

Partie VIII : Servir la paix, défendre les cultures 416

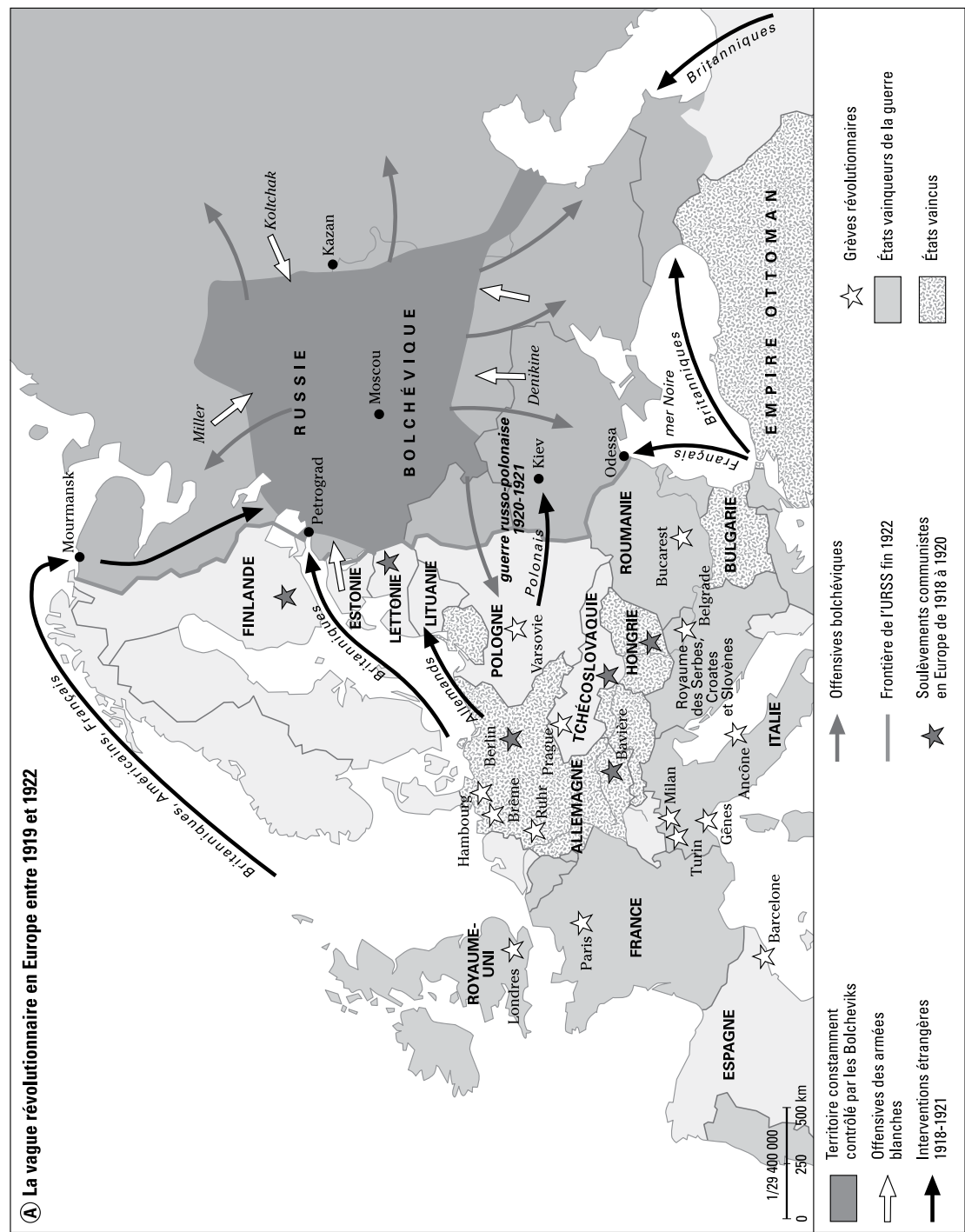
- A** Les principales interventions de l'ONU depuis sa fondation
- B** La présence française dans le monde et la francophonie

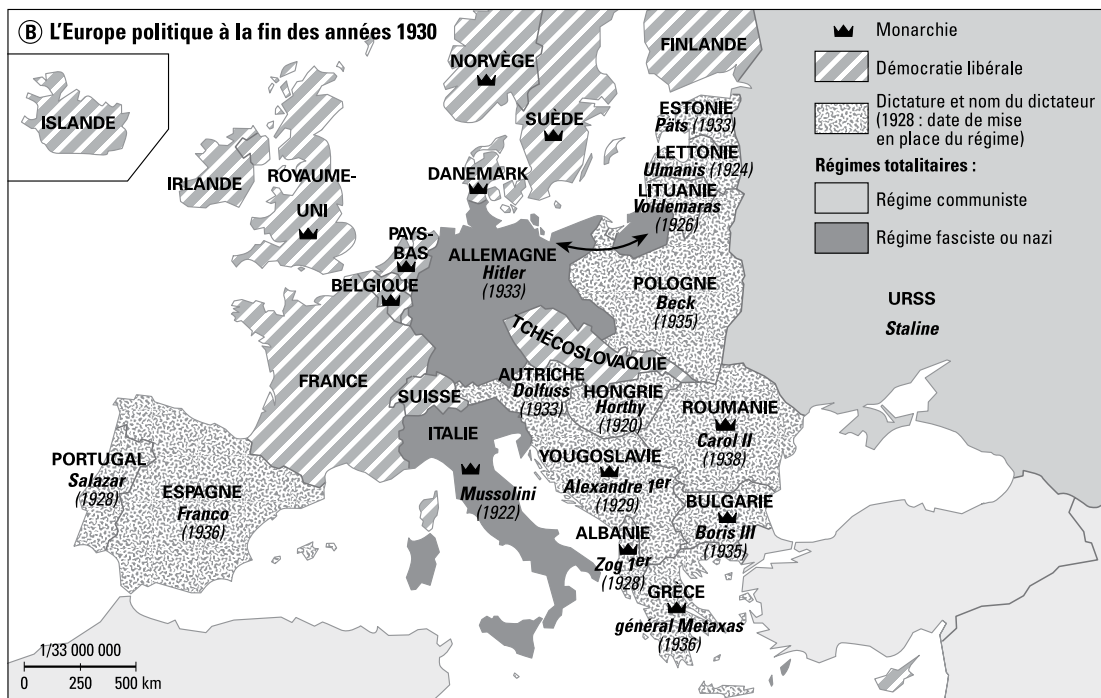
Partie I – La guerre mondiale et ses lendemains



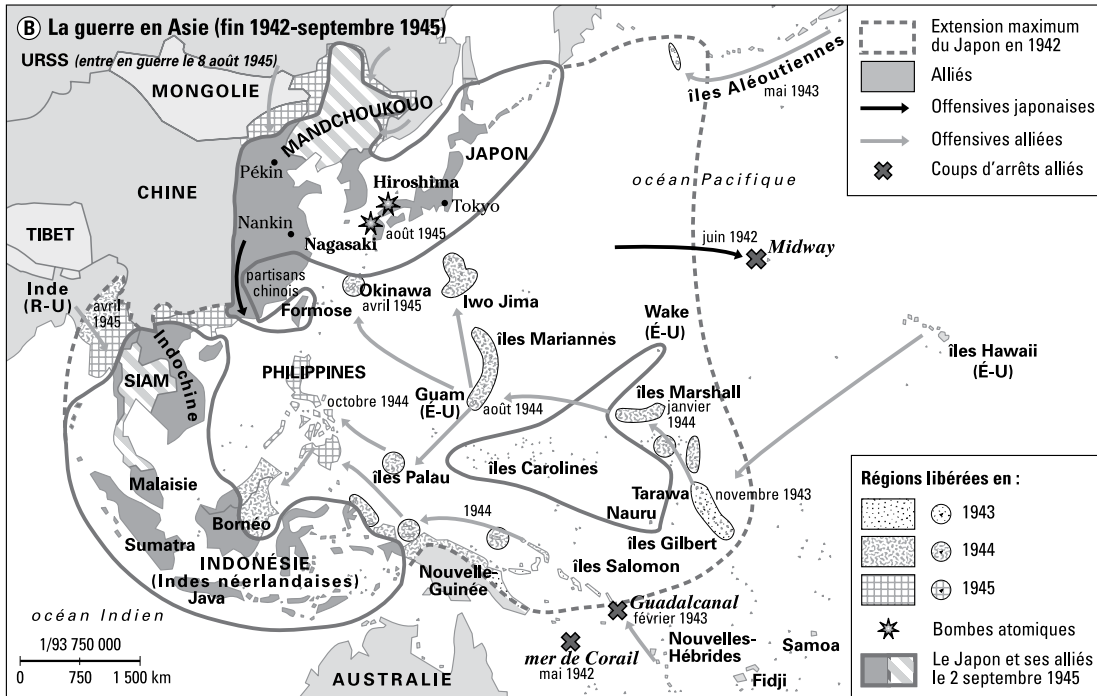
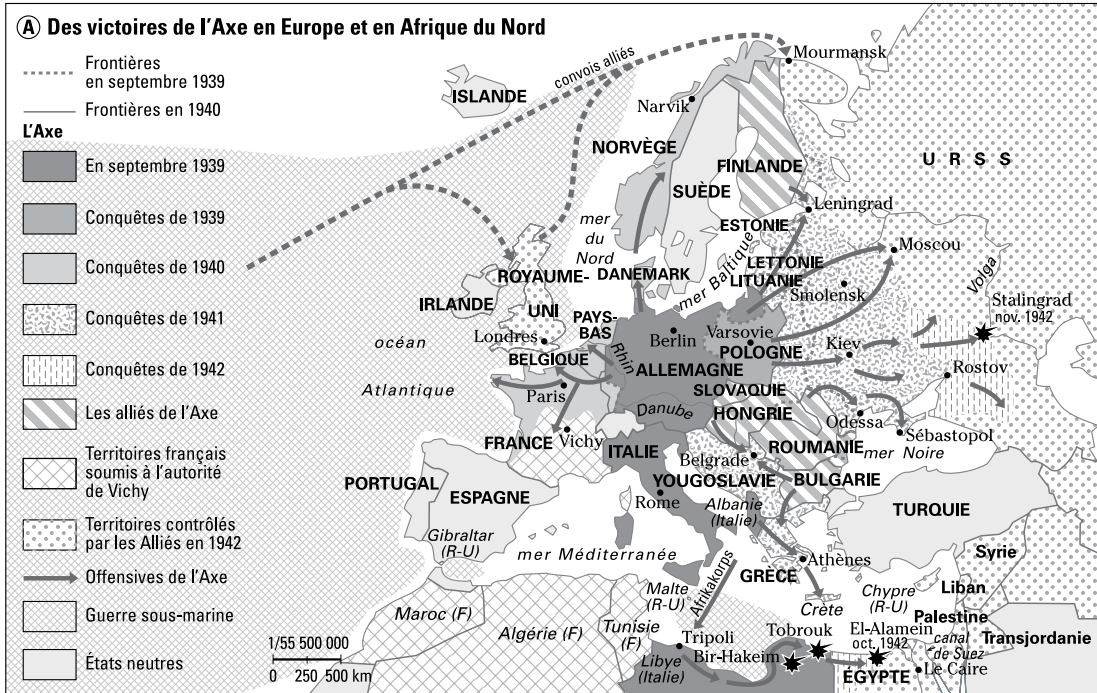


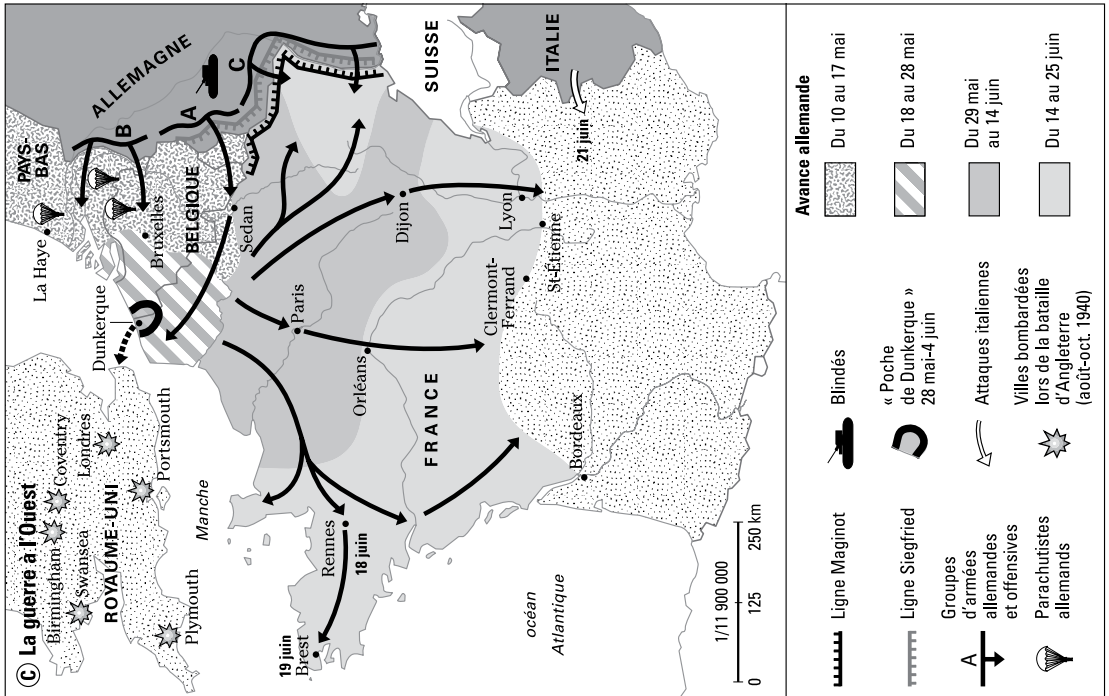
Partie II – La paix compromise



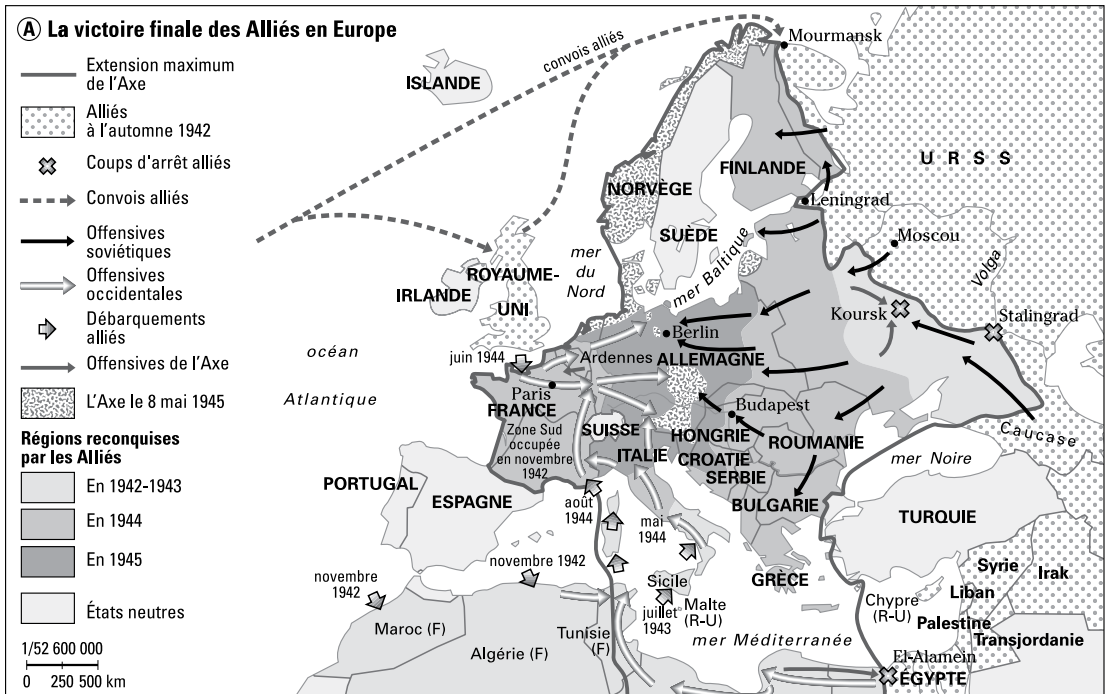


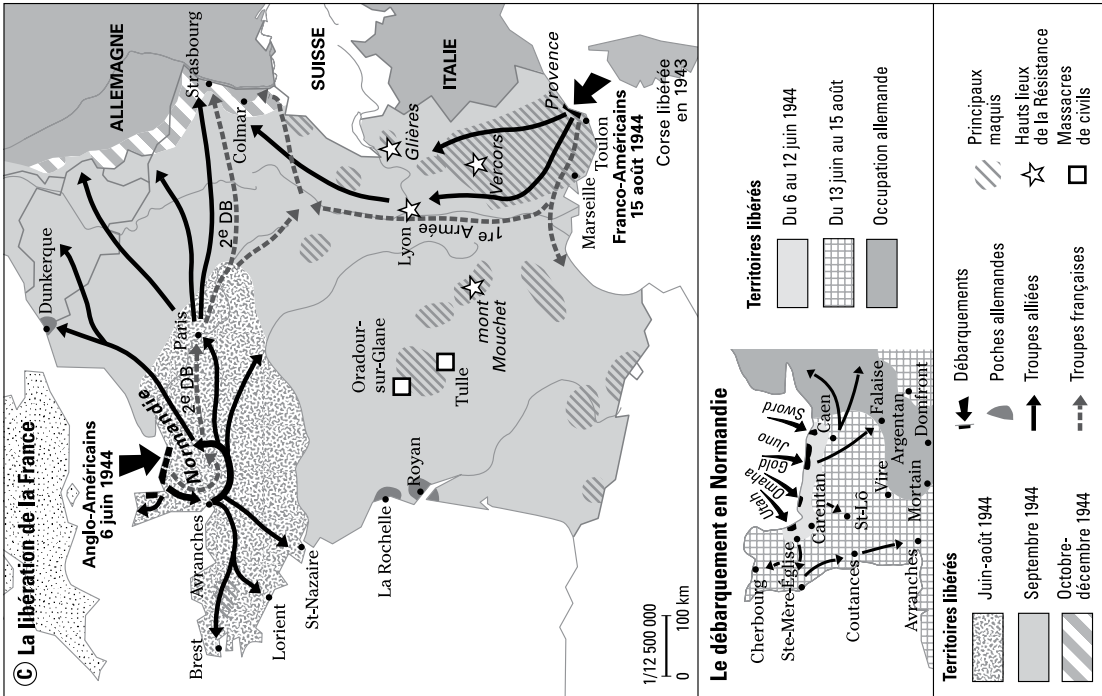
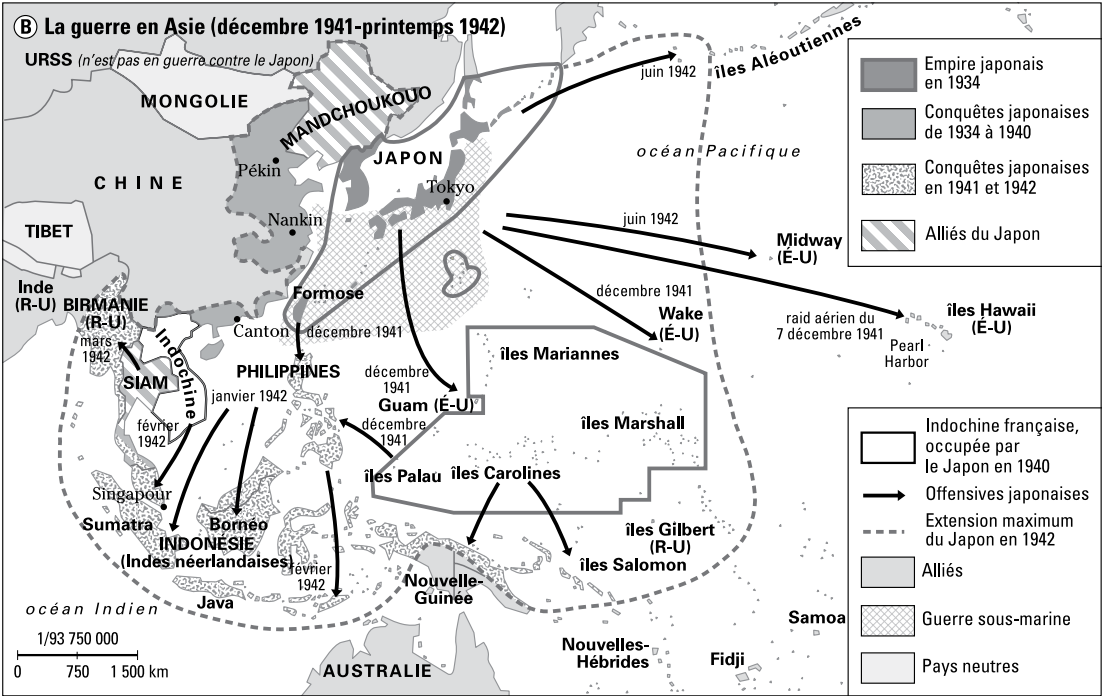
Partie III – La Seconde Guerre mondiale : le temps de l'Axe _____





Partie IV – La Seconde Guerre mondiale : le temps des Alliés





Partie V – Un monde neuf



B L'Afrique des années 1960 et 1970

Interventions militaires étrangères :

- F** Français
- ▲** Soviétiques et cubains
- ★** Guerres civiles

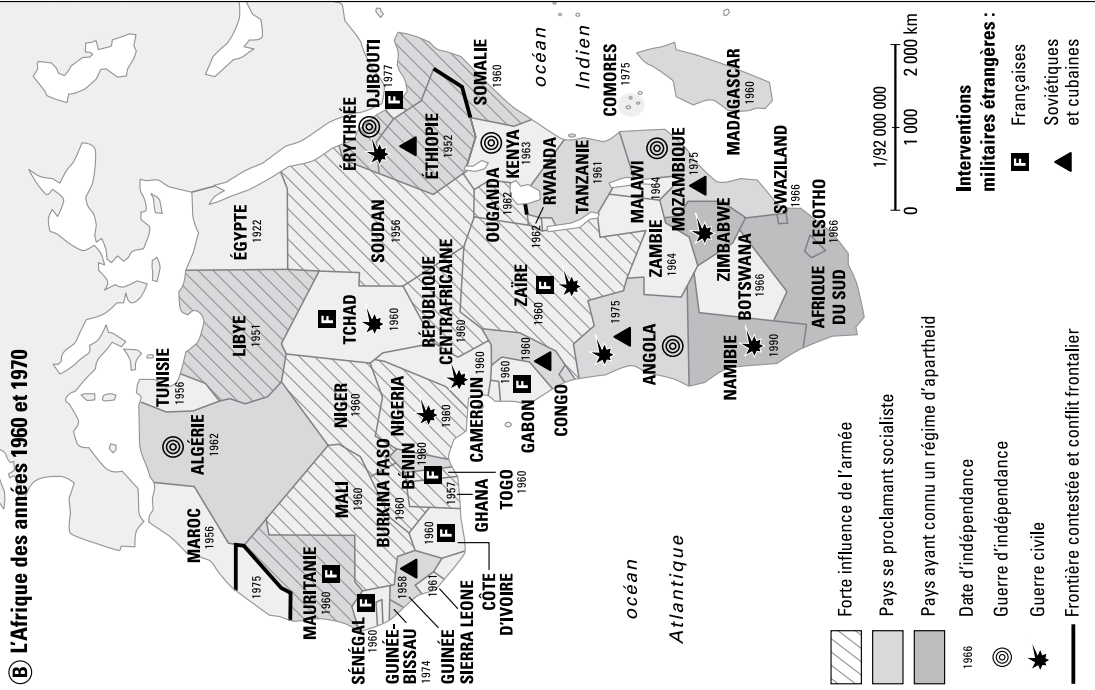
Frontière contestée et conflit frontalier

Interventions militaires étrangères :

- F** Français
- ▲** Soviétiques et cubains
- ★** Guerres civiles

Interventions militaires étrangères :

- F** Français
- ▲** Soviétiques et cubains
- ★** Guerres civiles



© L'Afrique de 1990 à nos jours

Legend:

- ★ Principales guerres civiles
- Graves troubles intérieurs
- ✕ Génocide du Rwanda (1994)
- ▨ Litiges frontaliers
- ↔ Conflits entre états
- Interventions de l'ONU depuis 1991

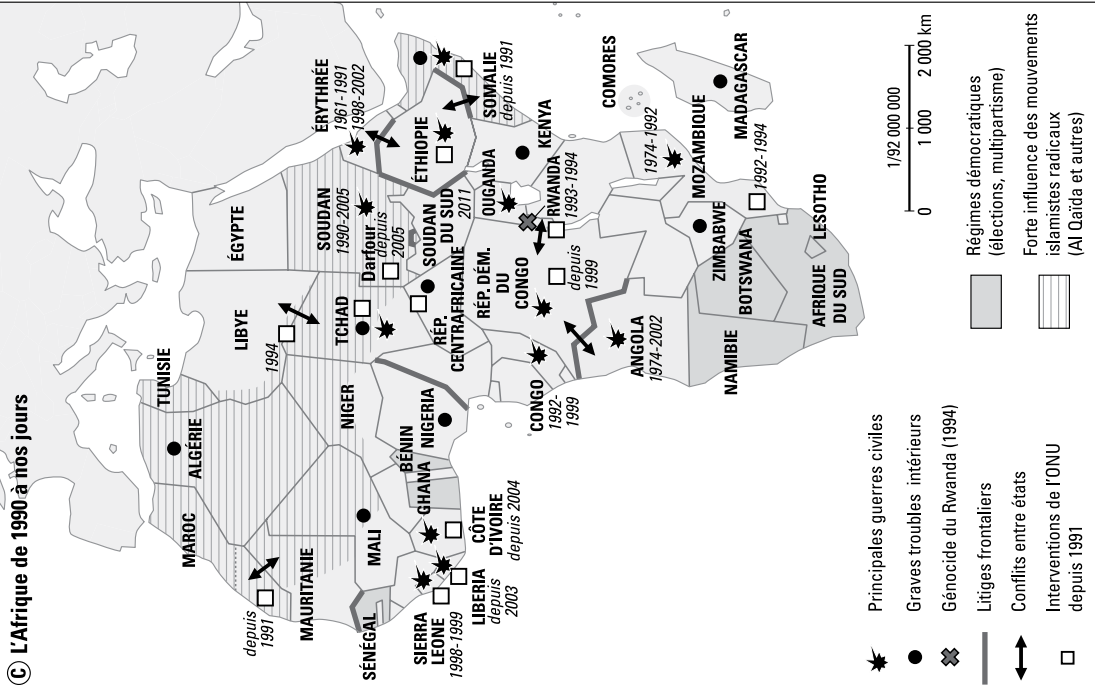
Map Labels and Data:

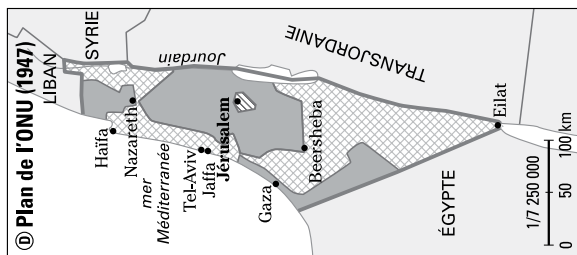
- Égypte**
- Soudan** 1990-2005
- Soudan du Sud** depuis 2005
- Éthiopie** 1967-1991, 1998-2002
- Somalie** depuis 1991
- Kenya** 1993-1994
- Rwanda** 1993-1994
- Congo** 1992-1999
- Congo du Nord** 1992-1999
- Congo du Sud** 1992-1999
- Angola** 1974-2002
- Namibie**
- Botswana**
- Zimbabwe**
- Mozambique** 1974-1992
- Madagascar**
- Comores**
- Libye** 1994
- Tchad**
- Niger**
- Bénin**
- Nigeria**
- Sierra Leone** 1998-1999
- Libéria** depuis 2003
- Côte d'Ivoire** depuis 2004
- Maroc**
- Algérie**
- Tunisie**
- Mali**
- Sénégal**
- Mauritanie** depuis 1991

Scale: 0 1 000 2 000 km

Additional Information:

- Régimes démocratiques (élections, multipartisme)
- Forte influence des mouvements islamistes radicaux (Al Qaïda et autres)





⑤ De l'Europe des Six à l'Europe des Vingt-sept



Membres fondateurs

Adhérents en 1973

Adhérents en 1981 et 1986

Adhérents en 1995

Intégration de l'ex-République démocratique allemande (RDA) consécutive à la réunification allemande en 1990

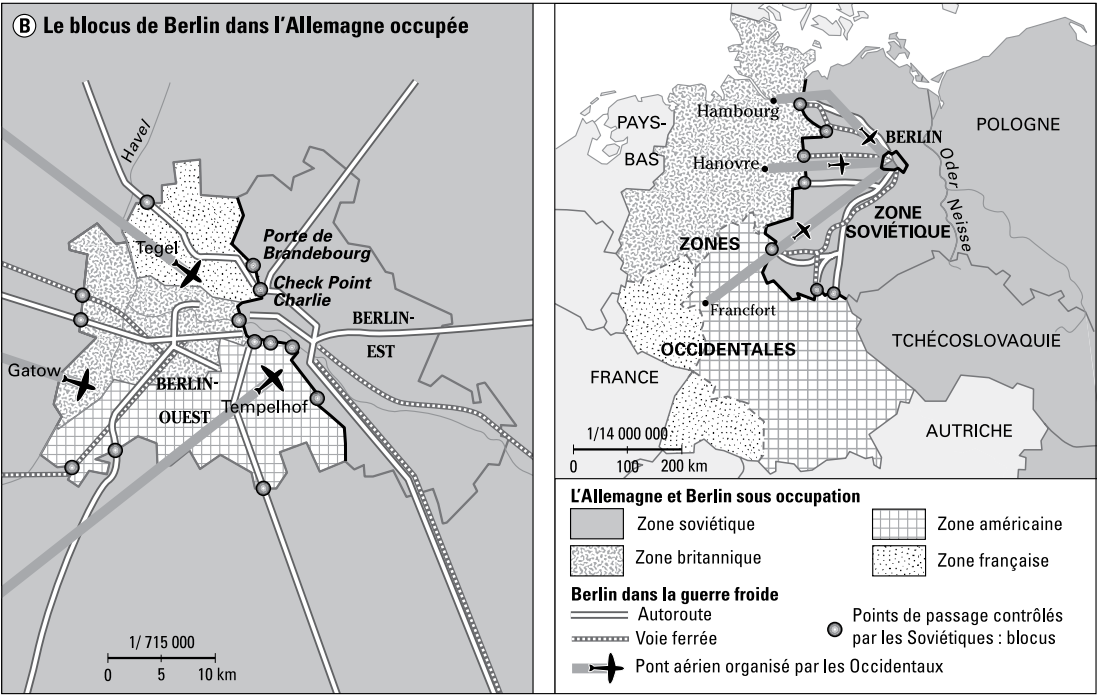
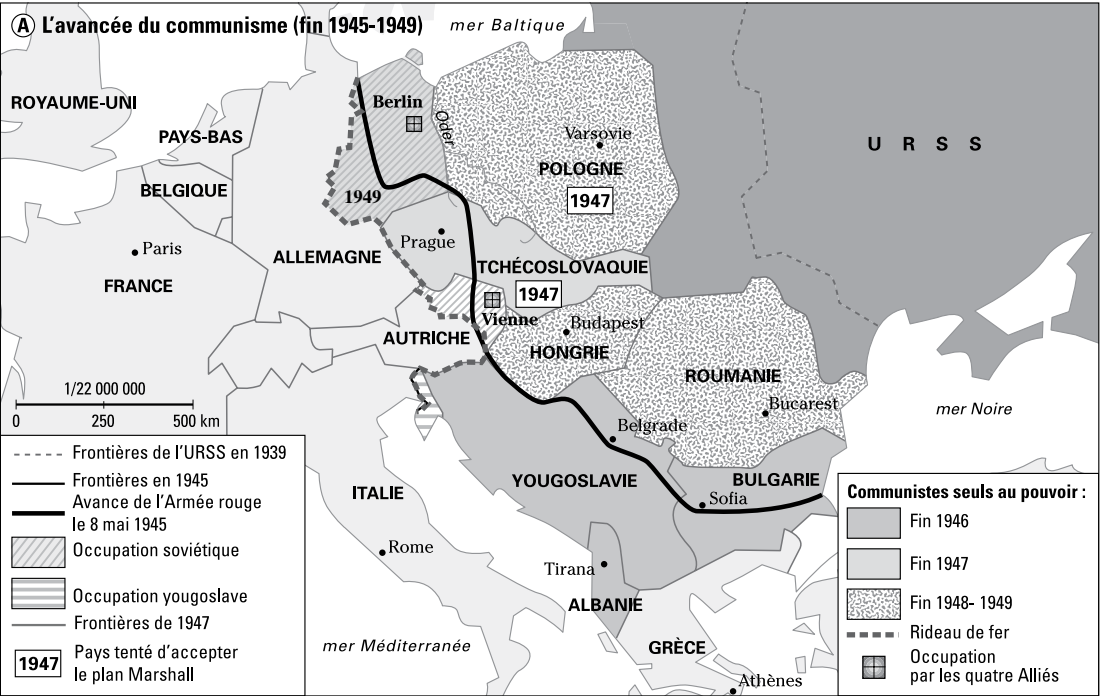
Adhérents en 2004 et 2007

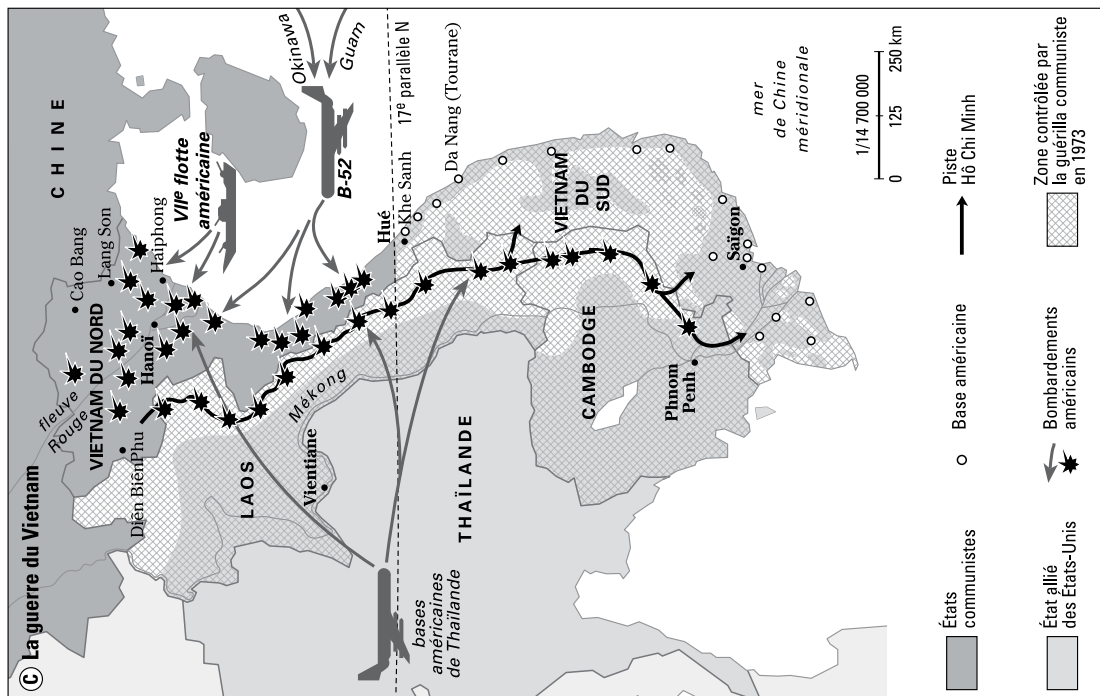
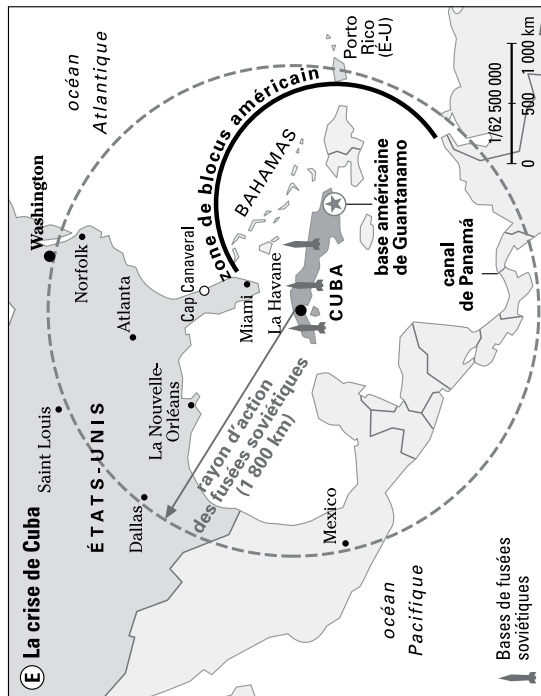
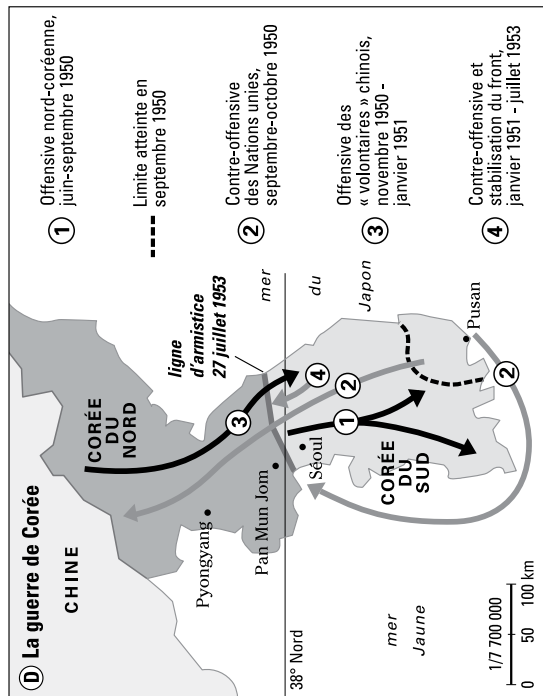
Candidats en cours de négociation

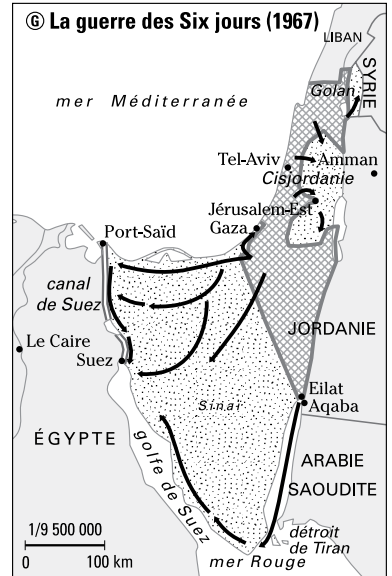
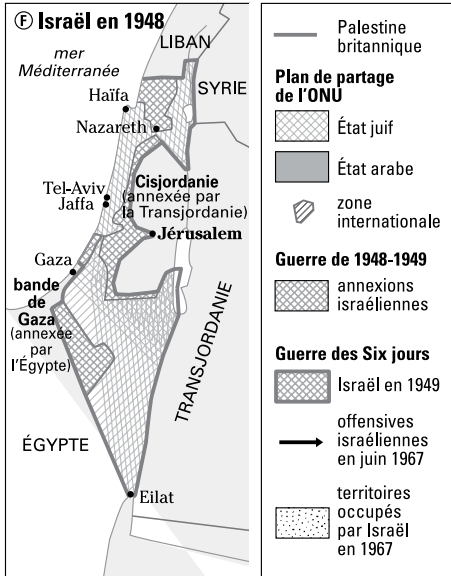
Ancien rideau de fer

Espace Schengen

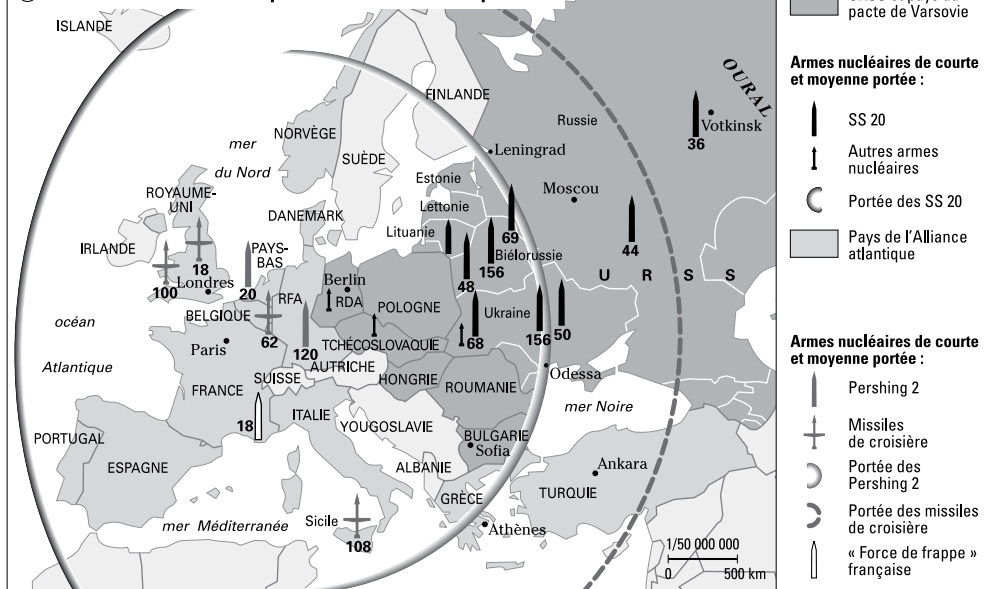
Partie VI – Le temps de la guerre froide







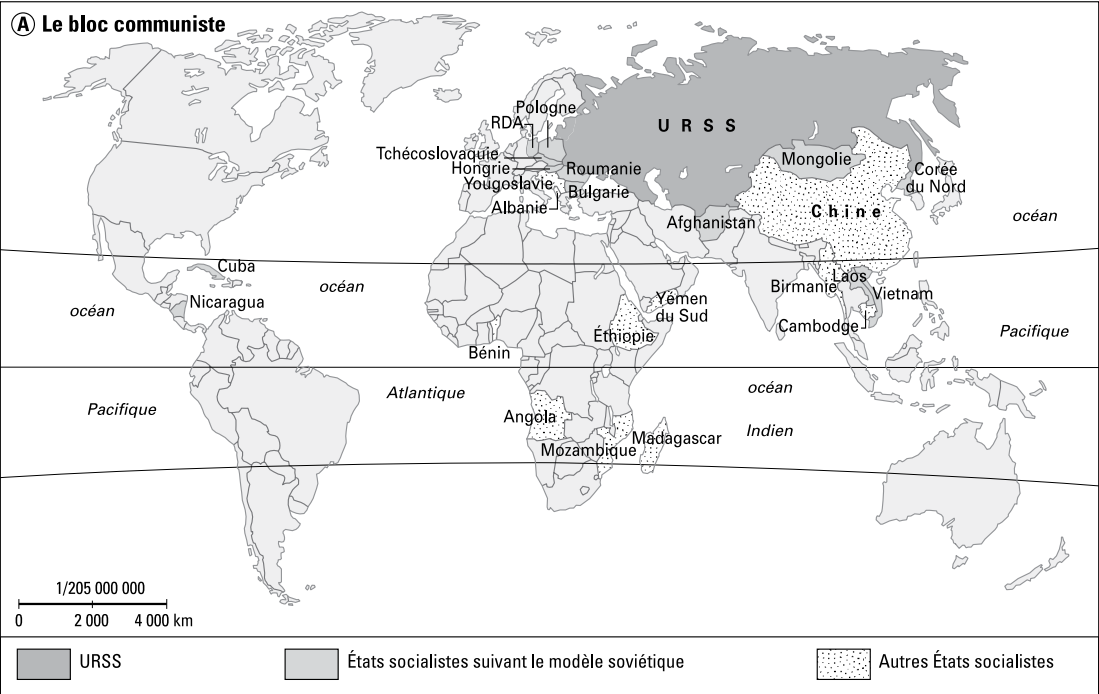
J La crise des fusées en Europe en 1983 : les forces en présence

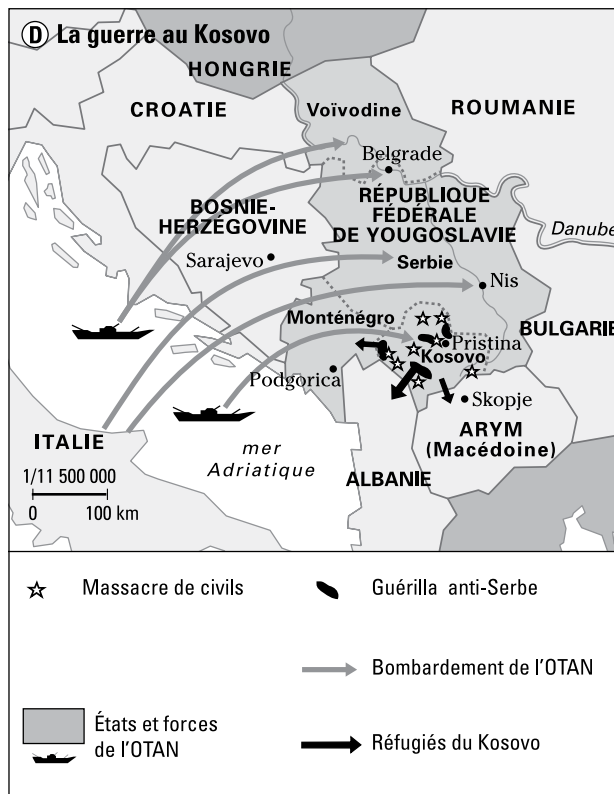


K L'Amérique latine de la fin des années 1970 à nos jours



Partie VII – Les lendemains de la guerre froide





Partie VIII – Servir la paix, défendre les cultures

